Département de Criminologie
Hoofdafdeling Criminologie

Collection des rapports et notes de recherche / Collectie van onderzoeksrapporten & onderzoeksnota's n° 13

Onderzoek inzake de voorlopige hechtenis
Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen
~
Recherche sur la détention préventive
Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive

Eindrapport
Rapport final de recherche
2004 - 2005

Promoteur / Promotor

Charlotte VANNESTE

Chercheurs / Onderzoekers

Volet criminologique et juridique
Criminologisch en juridisch luik
Philip DAENINCK
Alexia JONCKHEERE

Volet criminologique et quantitatif
Criminologisch en kwantitatief luik
Samuel DELTENRE
Eric MAES

Institut National de Criminalistique et de Criminologie
Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie

Présentation du projet de recherche

Cadre de la recherche

Le recherche menée par le Département de Criminologie de l'Institut National de Criminologie et de Criminalistique (INCC) s'inscrit dans le cadre de la volonté exprimée par le Gouvernement fédéral de lutter contre la surpopulation pénitentiaire. Si l'accord du Gouvernement du mois de juillet 2003 n'envisage pas la détention préventive comme domaine d'action pour lutter contre cette surpopulation[1], la note de politique générale de la Ministre de la Justice déposée à la Chambre des Représentants le 12 novembre 2003 prévoit expressément d'une part, qu'une extension de la capacité pénitentiaire n'est pas opportune et d'autre part, qu'une diminution de la surpopulation carcérale nécessite notamment des mesures pour limiter le nombre de personnes détenues dans le cadre d'un mandat d'arrêt[2].

A la suite de cette note de politique générale, la Ministre de la Justice a déposé un avant-projet de loi visant à modifier la réglementation relative à la détention préventive et dans le même temps, elle a confié au Département de Criminologie de l'INCC le soin de réaliser une étude relative aux améliorations possibles en matière de détention préventive afin de diminuer le nombre de personnes dans les prisons qui sont dans l'attente d'un jugement. Ces deux mesures ont été approuvées par le Conseil des Ministres lors de sa réunion du 30 mars 2004.

Au niveau de l'INCC, le projet de recherche s'inscrit dans le cadre d'un programme plus large mené au sein du Département de Criminologie visant à assurer une exploitation scientifique permanente des bases de données constituées au sein du SPF Justice, ceci sur base d'une expertise développée sur certaines d'entre elles depuis plusieurs années[3].
En ce qui concerne la détention préventive, le projet de recherche s'inscrit plus précisément dans le prolongement des recherches menées antérieurement par le Département dans le domaine pénitentiaire et particulièrement en matière de détention préventive[4]. Il vient ainsi s'articuler aux travaux ayant récemment abouti à l'élaboration d'un outil de prospective et à son utilisation pour simuler l'impact potentiel de réformes en matière de détention préventive sur le volume de la population pénitentiaire[5].

---

[1] Accord de Gouvernement, Bruxelles, 12 juillet 2003.
[2] Note de politique générale de la ministre de la Justice, *Doc.Parl.*, Ch. Représ., 2003-2004, n°325/16, pp.35-36.
[3] Exploitation scientifique de la base de données pénitentiaire (SIDIS-GREFFE), de la base de données du casier judiciaire, de la base de données des tribunaux de la jeunesse, du système d'enregistrement des parquets (TPI-REA), de la base de données des frais de justice, etc.
[4] Voir notamment S. SNACKEN (promotor), K. DE BUCK, K. D'HAENENS, P. VERHAEGEN, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Brussel, VUB/NICC, 1996-1997, 174 p. et S. SNACKEN (promotor), S. DELTENRE, C. VANNESTE, A. RAES, en P. VERHAEGEN, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden / Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions*, Brussel, VUB/INCC-NICC, 1998-1999, 244 p.
[5] Voir S. DELTENRE, E. MAES, « Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis », *Panopticon*, 2000, pp. 196-211 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank », *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 2002, n°1, pp.6-31 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *RDPC*, janvier 2004, pp. 83-117 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Pre-trial detention and the overcrowding of prisons in Belgium », *European Journal of crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 2004, Vol. 12/4, pp.348-370.

Définition de la question de recherche

La question de la réduction, par des moyens juridiques, tant du nombre de mandats d'arrêt que de la durée de la détention préventive a été posée dès le départ comme objet central de la recherche confiée au Département de Criminologie. Des questions plus précises ont également été d'emblée posées comme devant aussi être traitées par les chercheurs : le seuil de gravité d'un an et l'éventuelle introduction d'une liste d'infractions, la durée de la détention préventive et l'instauration de limites telles que celles adoptées par le législateur français, la problématique de la récidive et enfin, l'éventuelle suppression du contrôle mensuel de la détention préventive.

L'objet premier de la recherche n'était donc pas de faire une évaluation générale de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ni de chercher à agir par des mesures autres que juridiques sur les éléments favorisant un recours accru à la détention préventive ou un allongement de sa durée. La définition de l'objet de la recherche explique donc que celle-ci fut essentiellement de nature juridique, ayant néanmoins été appuyée par des analyses quantitatives menées au cours de celle-ci.

Dans le souci de pouvoir traiter prioritairement la question centrale du projet dans le délai imparti, les chercheurs ont choisi de ne pas approfondir certaines thématiques particulières de recherche, telles que la vidéoconférence visant à éviter une comparution physique des prévenus devant la chambre du conseil[6], l'impact de la durée des expertises judiciaires sur la durée de la détention préventive[7] ou encore l'utilisation de la surveillance électronique dans la phase préalable au jugement[8].

Organisation du travail de recherche

La recherche a débuté le 1er mars 2004 et s'est terminée le 31 mars 2005. Sa réalisation a été confiée à quatre chercheurs : Philip DAENINCK (attaché à mi-temps à la réalisation de la recherche) et Alexia JONCKHEERE (attachée pendant deux mois à temps plein à la réalisation de la recherche, ensuite à mi-temps) pour le volet criminologique et juridique, ainsi que Samuel DELTENRE et Eric MAES pour le volet criminologique quantitatif, ces deux derniers chercheurs assurant en permanence au sein du Département de Criminologie l'exploitation des outils statistiques relatifs aux données pénitentiaires. La direction de l'ensemble du travail a été assurée par Charlotte VANNESTE, responsable du Département.

Un Comité d'accompagnement a été constitué afin de superviser le travail des chercheurs et de veiller au respect des objectifs définis pour le projet par la Ministre de la Justice. Ce Comité était composé de Mme V. BIESEMAN du Service des Maisons de Justice de la

[6] Ceci compte tenu notamment du processus d'information lancé par la Ministre de la Justice en suite des projets-pilotes menés à Louvain et Charleroi en la matière (voir question et réponse écrite n°235 de la Ministre de la Justice, *Doc. Parl.*, Ch. Représ., 12 juillet 2004, p. 6165).

[7] Une recherche sur ce thème est également en cours au sein du Département de Criminologie de l'INCC, à la demande de la Ministre de la Justice, dans le cadre d'un programme relatif à l'expertise judiciaire en matière pénale.

[8] Une recherche sur l'introduction de la surveillance électronique comme peine autonome est en cours au sein du Département de Criminologie de l'INCC, à la demande de la Ministre de la Justice. Il est aussi à noter que l'utilisation de la surveillance électronique durant la phase présentencielle est quand même évoquée brièvement dans le présent rapport, dans le cadre de l'analyse de la législation française (voir partie I, chapitre 2, 4.1.4).

Direction générale de l'exécution des peines et mesures du SPF Justice, Mme M. DE RUE, conseillère à la cellule stratégique de la Ministre de la Justice, M. B. DE SMET, substitut au parquet du procureur du Roi d'Anvers pour M. B. VAN LIJSEBETH, procureur du Roi d'Anvers, M. D. KAMINSKI, professeur à l'UCL, M. L. SEMPOT de la Direction générale de l'exécution des peines et mesures du SPF Justice, M. J. VANACKER, directeur général de la Direction générale de l'exécution des peines et mesures du SPF Justice, M. D. VANDERMEERSCH, juge d'instruction à Bruxelles puis avocat général à la Cour de Cassation et M. R. VERSTRAETEN, avocat et professeur à la KUL.
Le Comité d'accompagnement s'est réuni à quatre reprises : les 3 juin, 16 septembre et 17 décembre 2004, ainsi que le 17 mars 2005.

Méthodologie

Compte tenu du cadre dans lequel s'est inscrit le projet de recherche, ainsi que de sa définition, deux types de méthodes de recueil d'informations ont été choisis par les chercheurs : le recueil de données documentaires pour le volet juridique et criminologique et le recueil de données statistiques pour la partie quantitative.

Ces méthodes de recueil d'informations ont été complétées par des contacts ponctuels avec certains praticiens ou experts en la matière, ainsi que par une participation à des journées d'études[9]. De telles initiatives ont permis aux chercheurs de vérifier et de compléter les informations réunies par les recueils de données documentaires et statistiques.

En annexe du présent rapport de recherche, une bibliographie reprend l'ensemble des documents consultés pour sa réalisation. Elle comporte une partie générale, ainsi qu'un inventaire spécifique de données bibliographies relatives à la France, la Finlande, les Pays-Bas et la Suisse.

Résultats

L'équipe de recherche a choisi d'exposer en trois parties les résultats obtenus au terme de l'étude. Dans un premier temps, il est fait état de l'analyse menée dans le cadre de l'étude juridique et criminologique sur les mesures pouvant être prises pour diminuer le recours à la détention préventive, ainsi que sa durée. Cette partie fait l'objet d'une première conclusion spécifique. Dans un second temps, les analyses criminologiques quantitatives effectuées en lien avec l'étude juridique et criminologique sont exposées. Elles font également l'objet d'une conclusion particulière. Enfin, dans une dernière partie, la situation de la Belgique en terme de population carcérale de « prévenus » est mise en perspective dans le contexte européen.

[9] Après-midi d'étude sur la surveillance électronique organisée par l'unité de criminologie de l'UCL le 7 mai 2004 à Louvain-La-Neuve ; rencontre avec M. J. VAN DEN BRAND, expert néerlandais auprès du Conseil de l'Europe, le 28 octobre 2004 aux Pays-Bas ; réunion du comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires qui s'est tenue les 6, 7 et 8 décembre 2004 à Strasbourg ; rencontre avec Mme V. BIESEMAN, du Service des Maisons de Justice de la Direction générale de l'exécution des peines et mesures du SPF Justice, le 31 janvier 2005 et rencontre avec M. M. T. HEEREN, juge d'instruction à Hasselt le 14 février 2005. Par ailleurs, des contacts par courrier électronique ont été à certains moments particulièrement utiles, notamment dans le cadre du recueil d'informations sur la détention préventive en Finlande, vu la difficulté d'accéder pour ce pays à des sources d'informations documentaires dans une langue compréhensible par les chercheurs.

Partie I
Deel I

Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive

Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen

Volet criminologique et juridique
Criminologisch en juridisch luik
Philip DAENINCK
Alexia JONCKHEERE

Mise à jour au 15.02.05
Geactualiseerd tot 15.02.05

Hoofdstuk 1. Krachtlijnen in de geschiedenis van de wetgeving op de voorlopige hechtenis

1. Inleiding

In een onderzoek waar gezocht wordt naar juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen, past het om een blik te werpen op het verleden om na te gaan of er dienaangaande reeds wetgevende initiatieven werden genomen, en zo ja, welke de hiertoe aangewende middelen waren en welke resultaten hiermee geboekt werden.
Het weze opgemerkt dat in het kader van huidig onderzoek uitsluitend aandacht zal verleend worden aan die aspecten die betrekking hebben op de effectieve toepassing van de voorlopige hechtenis. Er zal niet ingegaan worden op alle wijzigingen die de regelgeving over de voorlopige hechtenis heeft ondergaan. Huidig onderzoek heeft immers tot doel te onderzoeken op welke wijze het aantal voorlopig gehechten kan verminderd worden; het betreft geen algemeen onderzoek over de voorlopige hechtenis.

Reeds bij een eerste verkennend historisch onderzoek valt op dat er één rode draad kan gevonden worden in de opeenvolgende wetgevingen die de voorlopige hechtenis hebben geregeld, met name dat de wetgever zich steeds weer heeft uitgeput om het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis te benadrukken. *"In het Wetboek van Strafvordering van 1808 ontbrak elke ernstige waarborg voor de verdachte. Sindsdien heeft men in zeer talrijke etappes [...] ernaar gestreefd om het uitzonderlijke van de voorlopige hechtenis [...] waar te maken. De eensgezindheid op beleidsvlak is daarbij ontroerend. Zowel de laatste belangrijke hervorming van 1973 als deze van 1990 zijn tot stand gekomen met eenparigheid van stemmen."*[10]
Genoemde rode draad zal tevens de rode draad vormen van dit hoofdstuk. De hoofdbedoeling bestaat erin lessen te trekken uit het verleden. Even opvallend als het feit dat het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis de rode draad vormt doorheen de geschiedenis van haar regelgeving, is immers het feit dat vele van de te onderzoeken domeinen aangaande de voorlopige hechtenis reeds eerder en vaker het voorwerp hebben uitgemaakt van discussie: *"De nombreuses études ont déjà été consacrées à l'évolution de la législation en matière de détention préventive. Il ne paraît cependant pas dépourvu d'intérêt de revenir sur cette question, afin de montrer combien, en dépit de l'insistance que le législateur a mise à régler le problème, les mêmes aspects retiennent encore aujourd'hui, avec la même acuité, l'attention de la plupart des milieux."*[11] Cruciaal in dit hoofdstuk is dus om vanuit de geschiedenis van de wetgeving op zoek te gaan naar de mogelijkheden van een juridisch ingrijpen en om desgevallend te onderzoeken op welke wijze een juridisch ingrijpen het meeste effect zou kunnen hebben.
In het verlengde van deze historische reflectie, zal tevens gezocht worden naar de essentiële kenmerken van de voorlopige hechtenis, naar de functie die ze vervult binnen het strafrecht en naar de belangen die ze beschermt.

---

[10] R. VERSTRAETEN, "Synthese" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 213.
[11] E. KRINGS, "Réflexions relatives à l'application de la loi sur la détention préventive", *J.T.* 1984, 522.

Er werd voor geopteerd om in dit hoofdstuk de nadruk te leggen op het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis in het algemeen; voor wat de historiek betreft van bepaalde specifieke onderdelen -die weliswaar verbonden zijn met het uitzonderingskarakter (bv. de strafdrempel, de criteria recidive-, vlucht- en collusiegevaar, etc.)- kan verwezen worden naar hoofdstuk 3.

2. De rode draad: het benadrukken van het uitzonderingskarakter

Zoals reeds aangehaald in de inleiding, kan zonder meer gesteld worden dat het benadrukken van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis de rode draad vormt in de geschiedenis van de wetgeving op de voorlopige hechtenis. *"C'était, faut-il le rappeler, déjà l'ambition de la loi du 20 avril 1874, puis de celle du 19 mars 1973."*[12]

2.1. VOORAFGAANDELIJKE BEDENKINGEN

In het kader van huidig onderzoek dienen voorafgaandelijk twee bedenkingen geformuleerd te worden.

Vooreerst is het zo dat het benadrukken van het uitzonderingskarakter niet dezelfde doelstelling is als het verminderen van de toepassing van de voorlopige hechtenis. Illustratief dienaangaande is het feit dat de werkgroep die het voorontwerp van wet opstelde hetwelk uiteindelijk uitmondde in de wet van 20 juli 1990, duidelijk vooropstelde dat de inperking van de voorlopige hechtenis geen doel op zich mocht zijn. *"Eerst en vooral werd overeengekomen dat men - ondanks het zorgwekkend volume van de voorlopige hechtenis - zich niet zou laten verleiden tot een apriorisch uitgangspunt dat de vrijheidsbeneming vóór vonnis ten allen prijze en met gelijk welke middelen moest worden ingedijkt."*[13] In huidig onderzoek wordt daarentegen wel degelijk gezocht naar middelen om de toepassing van de voorlopige hechtenis effectief te verminderen; desalniettemin kan wel ingestemd worden met de bedenking dat zulks uiteraard niet ten allen prijze en met gelijk welke middelen kan en mag gebeuren.

Vervolgens valt de naleving van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis zeer moeilijk te meten: hoe kan immers nagegaan worden of en in welke mate de wetgever het door haar beoogde doel heeft bereikt? Men mag inderdaad niet te snel conclusies trekken: de loutere stijging van het aantal voorlopige hechtenissen hoeft bijvoorbeeld niet te impliceren dat de voorlopige hechtenis minder restrictief wordt toegepast. Een duidelijk beeld scheppen over de juiste oorzaken voor de stijging van het aantal voorlopig gehechten is verre van eenvoudig en dient dus met de nodige omzichtheid te gebeuren. Soms wordt – ter verklaring van deze stijging – opgemerkt dat de toepassing van de voorlopige hechtenis gestegen zou zijn ingevolge een algemene stijging van de criminaliteit. Een mogelijke verklaring voor een stijging van het aantal aanhoudingsmandaten en/of van de duur van de voorlopige hechtenis zou kunnen gevonden worden in een stijging van het aantal gepleegde misdrijven en/of een stijging van de ernst van de criminaliteit. Deze verklaring lijkt echter niet met de realiteit

[12] B. DEJEMEPPE en F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 38.
[13] R. DECLERCQ, "Ter inleiding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juni 1990*, Leuven, Acco, 1991, 13.

overeen te stemmen. Vooreerst moet rekening gehouden worden met de complexiteit die inherent is aan een meting van de hoeveelheid criminaliteit: Valt er zomaar een parallel te trekken tussen de effectieve criminaliteit en de geregistreerde criminaliteit? Worden alle vormen van criminaliteit in aanmerking genomen en wegen zij in dezelfde mate door bij de analyse? Op welke wijze wordt het cijfermateriaal geregistreerd? etc. Nog fundamenteler is het feit dat uit diverse onderzoeken blijkt dat de relatie tussen criminaliteit en gevangenispopulatie niet eenduidig is.[14] Fluctuaties binnen de gevangenispopulatie zouden slechts in beperkte mate het gevolg zijn van wijzigingen in de hoeveelheid geregistreerde criminaliteit. Uit een onderzoek gevoerd op basis van gedetailleerde statistische indicatoren uit 6 verschillende landen blijkt dat: *"Only a small measure of the differences in prison populations between one jurisdiction and another or the changes in prison populations within particular jurisdictions seem to be related to crime rates."*[15] In een onderzoek gevoerd op basis van statistische gegevens over Duitsland komt men tot eenzelfde conclusie: *"[…] Fluctuations in prison populations are not merely direct reflections of fluctuations in the amount and seriousness of crime."*[16] In een overzicht van diverse onderzoeken naar de gevangenispopulatie van Noord-Amerika wordt eveneens gesteld: *"Le taux de la criminalité ne peut à lui seul expliquer les fluctuations de l'effectif carcéral."*[17] In die zin dient inderdaad een loskoppeling gemaakt te worden: *"Criminalité et pénalité sont deux phénomènes autonomes." "En se posant la question de savoir pourquoi la population change, le premier réflexe – et celui-ci est profondément ancré – est d'y répondre en expliquant que si la population de détenus augmente ou diminue c'est que la délinquance augmente ou diminue. [...] Les acquis d'une tradition criminologique déjà longue conduisent […] à considérer la pénalité comme un phénomène en soi, indépendamment du phénomène criminalité, interdisant ainsi le raccourci criminalité-pénalité."*[18] En verder: *"Contrairement aux idées reçues, la relation entre criminalité et population pénitentiaire apparaît comme très complexe. Un nombre important d'études ne trouve aucune relation entre criminalité et écrous ou découvre des évolutions inverses."*[19]
Uit voorgaande kunnen twee zaken afgeleid worden: enerzijds kan niet zonder meer gesteld worden dat de stijging van het aantal voorlopige hechtenissen verklaard kan worden door een stijging van de criminaliteit; anderzijds mag omgekeerd evenmin uit de stijging van het aantal voorlopig gehechten zonder meer afgeleid worden dat het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis niet voldoende gerespecteerd werd.

Niettemin is het meer dan zinvol om na te gaan welke de demarches van de wetgever zijn geweest om het uitzonderingskarakter zo goed als mogelijk te waarborgen en om na te gaan welke de gevolgen zijn geweest in de praktijk. Uiteraard zullen de twee hier geformuleerde bedenkingen in het achterhoofd gehouden worden, doch in de rechtsleer en in diverse

---

[14] Voor een ruim overzicht: Ch. VANNESTE, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, L'Harmattan, 2001, 16 ev.
[15] W. YOUNG en J. BROWN, "Cross-national comparisons of imprisonment" in M. TONRY (ed.), *Crime and justice: a review of research*, Chicago, The University of Chicago Press, 1993, 33.
[16] J. GRAHAM, "Decarceration in the Federal Republic of Germany. How practioners are succeeding where policy-makers have failed", *Brit. J. Criminol.* 1990, 151 ev.
[17] R. WALMSLEY en M. JOUTSEN, "Les populations carcérales d'Europe et d'Amérique du Nord : problèmes et solutions" in X., *Bulletin d'information pénologique nr. 21*, Raad van Europa, 1998, 108.
[18] Ch. VANNESTE, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, L'Harmattan, 2001, 185 en 11.
[19] S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire" in Ph. MARY en Th. PAPATHEODOROU (eds.), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Brussel, Bruylant, 1999, 19.

onderzoeken valt voldoende materiaal terug te vinden om bepaalde voor huidig onderzoek relevante conclusies te kunnen trekken.

2.2. HET BELANG VAN HET BENADRUKKEN VAN HET UITZONDERINGSKARAKTER

2.2.1 Algemeen

Hoewel het een evidentie lijkt, kan het belang van het recht van eenieder op persoonlijke vrijheid, zoals geconsacreerd in art. 12 Gec.G.W., niet voldoende benadrukt worden. Het kan dan ook niet genoeg beklemtoond worden dat het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis een blijvende aandacht verdient. Voorgaande geldt des te meer nu steeds vaker en steeds nadrukkelijker gewezen wordt op de nefaste gevolgen van detentie. In die zin kan volledig ingestemd worden met het standpunt dat vrijheidsberoving als *ultimum remedium* dient beschouwd te worden.[20]

2.2.2. Het vermoeden van onschuld

In deze materie dient daarenboven rekening gehouden te worden met het feit dat men zich per definitie in de fase vóór definitieve veroordeling bevindt en dat het vermoeden van onschuld geëerbiedigd moet worden. Het vermoeden van onschuld, zoals verwoord in de artt. 6.2 EVRM en 14.2 IVBPR, houdt inderdaad in dat de verdachte onschuldig moet worden geacht zolang tegen hem geen veroordeling werd uitgesproken; het betreft in deze een juridisch grondbeginsel: zolang er geen definitieve veroordeling is, is men onschuldig. De wet vereist thans dat er "ernstige aanwijzingen van schuld" moeten bestaan in hoofde van de verdachte, vooraleer een bevel tot aanhouding kan afgeleverd worden. Het Hof van Cassatie oordeelde herhaaldelijk dat de vereiste van "ernstige aanwijzingen van schuld" geen inbreuk maakt op het vermoeden van onschuld.[21] Dit begrip moet immers onderscheiden worden van het bewijzen van een misdrijf.[22] De vereiste van schuldaanwijzing is minder streng.[23] Het begrip "ernstige aanwijzingen van schuld" moet bovendien op een dynamische manier geïnterpreteerd worden. Bedoeld wordt dat telkenmale moet worden nagegaan of er in de actuele stand van zaken nog steeds "ernstige aanwijzingen van schuld" bestaan.[24] Het is immers niet ondenkbaar dat naarmate het onderzoek vordert, bepaalde elementen voor gevolg hebben dat niet meer aan deze vereiste is voldaan.
Nochtans kan men -onafgezien van de juridische correctheid van voorgaande- niet blind zijn voor de niet-juridische realiteit. H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH nuanceren als volgt: *"L'incarcération d'une personne présumée innocente heurtera toujours le principe édicté par l' art. 6, §2 de la Convention européenne des droits de l'homme. Dans les faits, l'inculpé, détenu sur la base d'indices sérieux de culpabilité, ne peut interpréter sa situation concrète que comme une présomption de culpabilité"*.[25] Men kan inderdaad niet anders dan vaststellen dat het vermoeden van onschuld geweld wordt aangedaan door de voorlopige hechtenis:

[20] L. DUPONT, *Op weg naar een beginselenwet gevangeniswezen*, Leuven, Universitaire Pers Leuven, 1998, 124; F. HUTSEBAUT, "Vrijheid onder voorwaarden en invrijheidstelling onder voorwaarden" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN (eds.), *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 166.
[21] Cass. 11 september 1996, *Arr. Cass*. 1996, 737; Cass. 13 maart 1991, *Arr.Cass*. 1990-91, 729.
[22] Ook het begrip "bezwaar", waarover uitspraak gedaan wordt bij de regeling van de rechtspleging, dekt een andere lading en is minder streng dan het begrip "bewijs".
[23] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 385.
[24] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 491.
[25] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procedure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 481.

indien iemand daadwerkelijk geacht wordt onschuldig te zijn, kan men hem onmogelijk zijn vrijheid ontnemen.
Ook ter vrijwaring van het vermoeden van onschuld dient uiterst voorzichtig omgesprongen te worden met vrijheidsberoving vóór veroordeling.

Het is ook omwille van het vermoeden van onschuld, dat in deze fase van de procedure geen sprake kan zijn van een actieve rol van het slachtoffer aangaande de invrijheidstelling. Hier ligt dan ook het wezenlijk onderscheid met de procedure in het kader van de voorwaardelijke invrijheidstelling waar wel reeds een definitieve veroordeling werd uitgesproken. Wel kan overwogen worden om een informatieplicht in te voeren die er in bestaat het slachtoffer ervan in te lichten dat de verdachte in vrijheid wordt gesteld.

2.3. DE VERWOORDING VAN HET UITZONDERINGSKARAKTER

Gelet op voorgaande is het dan ook meer dan verdedigbaar dat de wetgever continu gepoogd heeft de verwoording van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis verder te verfijnen. Men is dan ook niet over één nacht ijs gegaan vooraleer te komen tot de huidige formulering "volstrekt noodzakelijk voor de openbare veiligheid"; het is de resultante van een lang rijpingsproces. Hierna zal een overzicht gegeven worden van de evolutie van de verwoording van het uitzonderingskarakter in het algemeen en zal stilgestaan worden bij de inhoud van de huidige formulering.

Uit de geschiedenis van de voorlopige hechtenis kan worden afgeleid dat de toepassingsvereisten steeds strikter zijn geworden.[26] Aanvankelijk volstond het dat het aanhoudingsbevel "uitging van een rechter". Er bestond een onderscheid tussen het *mandat de dépôt*, dat voorlopig was, en het *mandat d'arrêt*, dat bleef gelden tot en met het vonnis. De verdere voorwaarden werden behandeld in het Wetboek van Strafvordering. In feite beschikte de onderzoeksrechter over een schier onbeperkte bevoegdheid.[27] Vanaf de inwerkingtreding van Voorlopige Hechteniswet van 18 februari 1852 volstond de gewone rechterlijke beslissing niet meer. Weliswaar werd het onderscheid tussen beide mandaten behouden, doch de wet bepaalde dat het *mandat de dépôt* enkel mocht verleend worden onder "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden". Sinds de Voorlopige Hechteniswet van 20 april 1874 vervult het enkele *mandat d'arrêt* / aanhoudingsmandaat de rol van beide mandaten. De vereiste ernstige en uitzonderlijke omstandigheden werden verder aangevuld: thans moesten deze omstandigheden ook "het openbaar belang" raken. De tendens werd verder gezet met de wet van 13 maart 1973 tot wijziging van de Voorlopige Hechteniswet van 20 april 1874 die stipuleerde dat bovendien "de openbare veiligheid" diende geraakt te worden. De huidige Voorlopige Hechteniswet van 20 juli 1990 zet tenslotte nog een stap verder: "slechts in geval van volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid" kan een bevel tot aanhouding verleend worden. Indien het maximum van de straf vijftien jaar opsluiting niet te boven gaat, kan het bevel tot aanhouding slechts verleend worden ingeval van vlucht-, collusie- of recidivegevaar (art. 16 VHW).

---

[26] B. DEJEMEPPE en F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 13 ev.; J. TULKENS, "Les origines de la déténtion préventive: 'l'habeas corpus' et les lettres de cachet", *J.T.* 1979, 49-55; CHR. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1998, 848.
[27] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 565.

Het begrip "volstrekte noodzakelijkheid" vormt het eerste element van deze dubbele vereiste. Hierbij valt op dat afgeweken werd van de oorspronkelijke terminologie "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden", dewelke reeds terug te vinden was in de Voorlopige Hechteniswet van 1852. Met het begrip "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden" werd de beperking van de bevoegdheid van de onderzoeksrechter beoogd en werd het beginsel verwoord dat de voorlopige hechtenis slechts gerechtvaardigd is in uitzonderlijke gevallen. Bedoeling van de nieuwe term "volstrekte noodzakelijkheid" was om het duistere en dubbelzinnige begrip "openbare veiligheid" -die wel reeds in de Voorlopige Hechteniswet van 1973 voorkwam- te vervangen. Uiteindelijk werd de term "openbare veiligheid" toch behouden zodat dit doel niet bereikt werd. Over het antwoord op de vraag wat dan wel onder het begrip "volstrekte noodzakelijkheid" diende begrepen te worden, heerste nogal wat verwarring. De uiteenzetting van de Minister van Justitie lijkt op dat vlak nogal vatbaar voor kritiek. Diens antwoord bestond erin te verklaren dat "*de uitdrukking volstrekte noodzakelijkheid nodig is, nu, zelfs zo ernstige en uitzonderlijke omstandigheden voorhanden zijn, het niet langer verantwoord is tot opsluiting over te gaan, wanneer het nagestreefde doel ook kan worden bereikt door aanwending van een alternatieve maatregel, wat wordt mogelijk gemaakt door de nieuwe wet*".[28] Dit antwoord is vreemd gezien art. 35 VHW verwijst naar art. 16 VHW en dat zodoende de vereiste "volstrekte noodzakelijkheid" ook van toepassing is voor het opleggen van een VOV. Er moet veeleer aangenomen worden dat hier de gedachte verwoord wordt dat voorlopige hechtenis enkel dan mogelijk is wanneer minder dwingende maatregelen -andere dan de VOV- niet zouden volstaan. Bovendien is het op zijn minst bizar dat terug verwezen wordt naar "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden" aangezien deze term nu net uit de nieuwe wet werd geweerd.[29]
Gesteld kan worden dat het begrip "volstrekte noodzakelijkheid" niet meer, maar vooral ook niet minder is dan de beklemtoning van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis.

Het voorgaande begrip wordt gerelateerd aan "de openbare veiligheid", het tweede element waaruit deze toepassingsvereiste bestaat. Dit begrip was reeds aanwezig vóór de nieuwe wet op de voorlopige hechtenis van 1990, zij het dat het destijds samen met "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden" gelezen diende te worden. Toen werd duidelijk gesteld dat beide termen niet dezelfde lading dekken; voorlopige hechtenis was niet mogelijk wanneer ernstige en uitzonderlijke omstandigheden aanwezig waren, maar de openbare veiligheid niet in het gedrang kwam, en evenmin wanneer de openbare veiligheid wel geraakt werd, maar de omstandigheden niet ernstig en uitzonderlijk waren.[30] Uiteraard geldt voorgaande niet meer in de huidige situatie. Er moet opgemerkt worden dat het begrip "openbare veiligheid" enger is dan het in vroegere wetgeving voorkomende begrip "openbaar belang"[31] zodat beide begrippen niet onderling verwisselbaar zijn.[32] Er werd gewezen op het zeer groot belang van de substitutie van het begrip "openbare veiligheid" voor het begrip "openbaar belang", doch er werd tevens aangestipt dat die belangrijke en wezenlijke wijziging in het stelsel van de voorlopige hechtenis al te vaak over het hoofd wordt gezien.[33]

---

[28] Verslag ARTS, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/2, 39.
[29] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 100 ev.
[30] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 101.
[31] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 493.
[32] R. DECLERCQ, *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 322.
[33] F. DUMON, "De rechterlijke macht, onbekend en miskend", *R.W.* 1981-82, 654.

Het moge duidelijk zijn dat de wetgever zich heeft uitgeput om een zo accuraat mogelijke formulering te bekomen van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis. Klaarblijkelijk zonder succes. *"Les termes 'd'absolue nécessité' entendent traduire la volonté du législateur d'accentuer le caractère exceptionnel de la détention préventive. Sur ce point, la mise en pratique de la loi ne s'est pas montrée à la hauteur des attentes de ses concepteurs. La détention préventive n'est pas uniquement une affaire de terminologie mais elle est, avant tout, fonction de la réalité sociale et de la tolérance sociale et judiciaire face à certaines formes de délinquance."*[34] De praktijk schijnt inderdaad de taalkundige nuances tussen "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die het openbaar belang raken" (1874), "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die de openbare veiligheid raken" (1973) en "slechts in geval van volstrekte noodzaak voor de openbare veiligheid" (1990) niet te maken. Een verdere verfijning van de gekozen terminologie lijkt dan ook niet te zullen resulteren in een vermindering van het aantal voorlopig gehechten.

2.4. AANVULLENDE WETGEVENDE INITIATIEVEN MET BETREKKING TOT HET UITZONDERINGSKARAKTER[35]

Naast de hierboven besproken evolutie in de verwoording van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis, werden tal van andere vernieuwingen met datzelfde oogmerk doorgevoerd.[36] De eerste beperkingen van de bevoegdheden van de onderzoeksrechter werden ingevoerd met de wet van 18 februari 1852. Zo werd onder meer bepaald dat de beslissing tot aanhouding binnen de vijf dagen aan het toezicht van de raadkamer onderworpen moest worden. Tevens werden de mogelijkheden tot voorlopige invrijheidstelling versoepeld. Met de wet van 20 april 1874 werd het principe ingevoerd dat de vrijheid de regel vormt, en de hechtenis de uitzondering. In de lijn van de vorige wet werden de toepassingsvereisten verder verstrengd en werd de controle op de verdere handhaving verfijnd. De verplichting werd ingevoerd om de verdachte -ter gelegenheid van de tussenkomst van de raadkamer binnen de vijf dagen- te horen, waardoor de behandeling van de zaak het karakter van een echt debat moest verkrijgen. Daarnaast werd bepaald dat de raadkamer maandelijks moet oordelen over de verdere handhaving van de voorlopige hechtenis. *Grosso modo* kan gesteld worden dat de daaropvolgende hervormingen eveneens in dezelfde lijn liggen: een verstrenging van de toepassingsvereisten, een verfijning van de controle op de verdere handhaving en een verhoging van de garanties voor de verdachte. Tevens werd de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter ten opzichte van het Openbaar Ministerie vergroot.

Opgemerkt kan worden dat de diverse wetswijzigingen telkenmale werden doorgevoerd als reactie tegen de heersende praktijken. Zo blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 20 april 1874 dat geoordeeld werd dat het beoogde doel van de wet van 1852 niet bereikt werd.[37] Men wenste geen genoegen meer te nemen met ijdele woorden en men zocht naar ernstige waarborgen voor het recht op persoonlijke vrijheid.[38] Merkwaardig is dat de

---

[34] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 494.

[35] B. DEJEMEPPE en F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 13 ev.; E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 561 ev.; CHR. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1998, 848.

[36] Zoals reeds aangehaald in de inleiding, zal de historische evolutie van de overige toepassingsvereisten hierna afzonderlijk behandeld worden. Hier zal slechts de algemene evolutie weergegeven worden.

[37] *Pasin*. 1874, 120.

[38] *Pasin*. 1874, 111.

opstellers van deze wet zelf verklaarden dat het slechts een voorlopige wet betrof, die binnen min of meer korte termijn moest worden vervangen.[39] Desondanks bleef deze wet in voege tot de nieuwe wet van 13 maart 1973. Opnieuw werd deze wetswijziging geïnspireerd door het feit dat de toepassing van de voorlopige hechtenis in de praktijk ontspoorde.[40] De geschiedenis herhaalde zich nogmaals bij het ontwerp van de wet van 20 juli 1990.

Tenslotte kan opgemerkt worden dat met de meeste genomen initiatieven vooral gepoogd werd het aantal aanhoudingsmandaten te verminderen; er werd in mindere mate aandacht besteed aan de inperking van de duur van de voorlopige hechtenis. Recent onderzoek wijst echter het volgende aan: *"De evolutie van de toepassing van de voorlopige hechtenis over langere termijn leert dat geen enkele reële vermindering van de populatie mag verwacht worden indien niet tegelijk wordt ingespeeld op het aantal en de duur van de voorlopige hechtenissen. [...] acties die erin zouden slagen de gemiddelde duur van de voorhechtenis terug te dringen tot op het niveau van 1980, [zouden] een vermindering van de gevangenisbevolking met 800 personen [...] kunnen opleveren."*[41]

Zoals hierna zal blijken, lijkt geen van de hogervernoemde initiatieven tot het verhoopte resultaat te hebben geleid.

3. De grenzen van de wet?

Hoewel rekening gehouden moet worden met de onder 2.1. vermelde bedenkingen, kan toch zonder meer gesteld worden dat de wetgever niet in haar opzet geslaagd is. Hoewel verwacht kon worden dat de lang gekoesterde hoop om het aantal opsluitingen verminderd te zien wellicht een begin van oplossing scheen te krijgen door een nieuwe hervorming van de wetgeving, kan alleen maar vastgesteld worden dat deze hoop eens te meer tevergeefs was.[42] In die zin ook: *"Un constat s'impose: la volonté du législateur de 1990 de limiter de façon drastique le nombre de détentions préventives ne s'est pas traduite dans les faits."*[43] Ook cijfermateriaal geeft aan dat de vooropgestelde doelstellingen van de destijds van kracht zijnde wet niet bereikt werden.[44] De toepassing van de voorlopige hechtenis lijkt zich inderdaad niet aan banden te laten leggen door middel van strenger geformuleerde vereisten.

Ondanks deze vaststelling worden de opeenvolgende wetten op de voorlopige hechtenis globaal genomen positief geëvalueerd.[45] *"De huidige wet is goed; ze is het resultaat van een*

---

[39] *Pasin*. 1874, 131.

[40] B. DEJEMEPPE en F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 32.

[41] S. DELTENRE en E. MAES, "Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis", *Panopticon* 2002, 210.

[42] B. DEJEMEPPE, "Krachtlijnen van de wet van 20 juli 1990", in B. DEJEMEPPE en D. MERCKX (eds.), *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, 4.

[43] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 481.

[44] K. BEYENS, "Van kwaad tot erger. De evolutie van de gevangenisbevolking in de jaren negentig", *Panopticon* 1996, 174-186; K. BEYENS en S. SNACKEN, "Tot de muren barsten? Markante evoluties in de recente gevangenisbevolking (1975-1993)", *Panopticon* 1994, 179-195; S. DELTENRE en E. MAES, "Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank", *Winket* 2002, 6 ev.; Ch. VANNESTE, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, L'Harmattan, 2001, 215.

[45] Voor een ruim overzicht: R. VERSTRAETEN, "Synthese" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 218.

lange ontwikkelingsgang en, vooral, van een meer dan honderdjarige praktijk die steeds is toegepast in de zin van de bescherming van de persoonlijke vrijheid."[46] Deze vaststelling is enigszins bevreemdend nu de wetgever telkenmale het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis voorop wenste te stellen, doch er klaarblijkelijk nooit daadwerkelijk in geslaagd is deze doelstelling te bereiken.

Eén en ander wordt toegeschreven aan de discrepantie die er zou bestaan tussen de geest van de wet en de praktijk. Reeds in 1919 schreef Jules Destrée: *"Notre législation sur la détention préventive est humaine et généreuse: elle est à peu près parfaite. Si elle était appliquée selon les intentions de ceux qui l'ont élaborée, les mésaventures seraient rares. L'emprisonnement serait tout à fait exceptionnel, et limité aux cas ne souffrant pas de discussion. Mais ce qu'on en fait dans la pratique!"*[47]

Vaak wordt dan ook opgeworpen dat de toepassing van de voorlopige hechtenis niet afdoende kan geregeld worden via de wetgeving. Men moet zich inderdaad de vraag stellen of een zuiver juridisch-technische ingreep de voorlopige hechtenis wel kan "temmen".
Thans is het gegeven antwoord hierop vaak negatief. *"Pour résoudre les difficultés qui résultent de la détention préventive, il ne suffit pas de légiférer en la matière."*[48] R. DECLERCQ is nog terughoudender met betrekking tot wetgevende mogelijkheden: *"De echte waarborg voor de persoonlijke vrijheid kan niet gezocht worden in wetteksten, die zouden pogen de voorwaarden voor de toelaatbaarheid van de voorlopige hechtenis in te krimpen. [...] Uiteindelijk valt de volle verantwoordelijkheid op de persoon van de rechter, die noodzakelijk vrij moet beslissen en in wie de maatschappij noodgedwongen vertrouwen moet stellen."* [49] Veelal wordt er vandaag niet meer geroepen om een nieuw wetgevend optreden, maar om een mentaliteitsverandering.[50] Graag wordt ter staving verwezen naar Duitsland waar vanaf 1983 een daling van zowel het aantal opsluitingen als van de duur van de voorlopige hechtenis te noteren viel.[51] Deze trend zou te danken zijn geweest aan een mentaliteitswijziging die ingezet werd door een ophefmakende conferentie georganiseerd door de Duitse vereniging van advocaten.[52] Via een systeem van eliminatie gaat J. GRAHAM na wat de oorzaken zijn voor deze vermindering. De conclusie van dit onderzoek met als veelzeggende titel *"How practitioners are succeeding where policy-makers have failed"* luidt als volgt: *"The most persuasive explanation appears to be that the decline stems from a radical change in the practice of public prosecutors and judges, which in turn has been brought about by a shift in their perceptions of the efficacy and legitimacy of incarceration. The shift in thinking appears to have been initiated through a fundamental questioning of the legitimacy of pre-trial detention, especially for young offenders, and the rehabilitative efficacy of short-term imprisonment."*[53]
In die zin ook wijzend op het belang van een mentaliteitswijziging: *"Le conflit n'est pas seulement dans l'interprétation d'une loi; il est dans la confrontation de deux mentalités,*

---

[46] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 602.
[47] J. DESTRÉE, "La détention préventive", *J.T.* 1919, 609.
[48] J. DU JARDIN, "La loi du 20 juillet 1990, relative à la détention préventive. Bilan de quelques mois d'application", *J.T.* 1991, 835.
[49] R. DECLERCQ, "Actuele problemen inzake voorlopige hechtenis", *R.W.* 1974, 303-304.
[50] K. BEYENS, *Straffen als sociale praktijk. Een penologisch onderzoek naar straftoemeting*, VUB Press, Brussel 2000, 480; T. PETERS en J. VANACKER, *Van oriëntatienota naar penaal beleid?*, Katholieke Universiteit Leuven, 1997, 41.
[51] Vanaf 1988 valt terug een stijging te noteren: zie Deel III, 3.1.
[52] S. SNACKEN, "Strafrechtshervorming versus 'netwidening' ", *Panopticon* 1992, 108.
[53] J. GRAHAM, "Decarceration in the Federal Republic of Germany. How practioners are succeeding where policy-makers have failed", *Brit. J. Criminol.* 1990, 166.

d'une part, celle du législateur [...] et d'autre part, des juges d'instruction et représentants du parquet [...]".[54] Bijzonder streng voor de onderzoeksrechters is E. KRINGS: *"Mij dunkt dat de oorzaak van veel ondeugdelijke motiveringen in de bevelen tot aanhouding, en meteen ook van heel wat niet gerechtvaardigde aanhoudingen, hierin ligt dat de onderzoeksmagistraten zich niet voldoende verdiepen in de wettelijke beginselen inzake het bevel tot aanhouding, vooral zoals die door de wetgever in de loop van de laatste tien jaar zijn bepaald. Wilde elkeen zich de moeite getroosten zich daarover eens en voor goed grondig te bezinnen bij het opnemen van zijn onderzoeksambt, dan zou elk geval gemakkelijker op te lossen zijn."* en verder: *"De echte oplossing voor de eventuele ontsporingen, die sommigen opwerpen, moet liggen in de intellectuele zelftucht, die zowel de leden van het parket als de rechters moeten betrachten en in het doeltreffend toezicht dat de onderzoeksgerechten moeten uitoefenen."*[55] Hierbij kan tevens verwezen worden naar S.A.M. STOLWIJK die in 1985 sterk optimistisch was over de mogelijkheid om de voorlopige hechtenis wettelijk te reguleren. Vier jaar later is de auteur minder optimistisch: *"Regulering heeft hoogstens een stimulerend of -zo men wil- een afdempend effect in een beweging die toch al een bepaalde kant uit gaat."*[56]
Bovendien moet rekening gehouden worden met de vaststelling dat de gevangenispopulatie in het algemeen, onderhevig lijkt te zijn aan factoren waarop de (straf)wetgever minder of geen invloed heeft, zoals demografische evoluties, het economisch klimaat,[57] etc. Het samenspel tussen de diverse factoren die een invloed hebben op de uiteindelijke gevangenispopulatie is complex: *"La complexité des interactions entre facteurs internes, externes et intermédiaires rend toute approche 'mécanique' naïve. L'inflation carcérale ne se résout pas par des mesures simples."*[58]

Met de hierboven geformuleerde bedenkingen moet ernstig rekening gehouden worden: het lijkt immers weinig zinvol om de tot op heden bewandelde weg verder te volgen. Een verdere verfijning van de wetgeving in de lijn van de voorgaande aanpassingen zal naar alle waarschijnlijkheid weinig of geen impact hebben op het aantal voorlopig gehechten.

4. En toch...

4.1. APPRECIATIE VAN DE GEMAAKTE BEDENKINGEN

Hoewel kan ingestemd worden met de vaststelling dat de wetgeving inzake voorlopige hechtenis inderdaad de nodige lof verdient vanuit juridisch-technisch standpunt, dat de wetgeving gaandeweg verder verfijnd werd en duidelijk een product is van lange rijping, en hoewel inderdaad dient vastgesteld dat de wetgever er klaarblijkelijk niet in geslaagd is één van haar hoofdbekommernissen te realiseren, kan niet zonder meer meegegaan worden in de redenering dat een wetgevend ingrijpen weinig zinvol zou zijn. Anderzijds zullen de twee hier geformuleerde bedenkingen (de wet op de voorlopige hechtenis is een goede wet en de

[54] J. VANDERVEEREN, "La détention est l'exception", *J.T.* 1970, 93.
[55] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 853 en 602.
[56] S.A.M. STOLWIJK, "Beperking van de voorlopige hechtenis; een illusie?", in T.M. SCHALKEN, *Voorlopige hechtenis. Tien jaar Penitentiaire Inrichtingen*, Arnhem, Gouda Quint, 1989, 20 en 43.
[57] Ch. VANNESTE, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, L'Harmattan, 2001, 229p.
[58] S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire" in Ph. MARY en Th. PAPATHEODOROU (eds.), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Brussel, Bruylant, 1999, 26.

wetgever slaagt er niet in het beoogde doel te bereiken) wel hun impact hebben op het hier te voeren onderzoek.

Aangezien de voorlopige hechteniswet inderdaad positief geëvalueerd kan worden, zal in de hier gedane voorstellen geen afbreuk gedaan worden aan de verworvenheden van het verleden: datgene wat zijn waarde heeft getoond, moeten worden behouden. Er moet inderdaad vastgesteld worden dat de afgelegde weg een aantal verworvenheden heeft opgeleverd die onmogelijk zonder meer over boord kunnen gegooid worden. Het is dus geenszins de bedoeling van huidig onderzoek om *tabula rasa* te maken.

Aangezien de wetgever er niet in geslaagd is het aantal voorlopig gehechten te doen dalen, zal rekening gehouden worden met de beperkingen van een (te) strikt juridische benadering. Maar met de hogervermelde bedenkingen is echter nog niet gezegd dat beheersing van de voorlopige hechtenis via wetgevende weg eveneens een illusie is geworden. De te volgen weg zal weliswaar niet uitsluitend door de wetgever getraceerd kunnen worden. Essentieel is een aantal leerpunten te onthouden uit de geschiedenis van de wetgeving op de voorlopige hechtenis: de praktijk hoeft niet dezelfde nuanceringen te maken als de wetgever. Dienvolgens lijkt het van cruciaal belang om evenzeer, zoniet veeleer te vertrekken vanuit onderzoeken over de praktijk van de voorlopige hechtenis dan wel een louter juridisch theoretisch onderzoek te voeren. In huidig onderzoek zal dan ook de nadruk gelegd worden op de praktijk van de toepassing van de voorlopige hechtenis.

Bovendien is het voorstel om de praktijk van de voorlopige hechtenis te wijzigen door het stimuleren van een mentaliteitswijziging minstens even problematisch als de wetgevende weg. De vraag rijst immers hoe men een mentaliteit kan wijzigen, evenzeer als de vraag welke mentaliteit men dient te wijzigen. Betreft het de mentaliteit van de onderzoeksrechters, de parketmagistraten en de onderzoeksgerechten of deze van de publieke opinie? Het lijkt inderdaad zo te zijn dat het huidige klimaat er niet één is dat detentievervangende maatregelen favoriseert. Tevens zou hierbij nagegaan moeten worden welke instantie hierin een rol dient te spelen; dient de media een rol toebedeeld te krijgen? Vervolgens stelt zich de vraag naar rechtszekerheid: hoe voorkomen dat een mentaliteit te sterk onderhevig zou zijn aan "de omstandigheden van dat moment". Het kan immers niet zo zijn dat het recht op persoonlijke vrijheid onderhevig zou zijn aan de grillen van de publieke opinie.[59] Deze vragen vallen weliswaar buiten huidig onderzoek, maar gelet op voorgaande bedenkingen, lijkt het onontbeerlijk om naast de wetgevende weg tevens dit spoor te onderzoeken.

Tenslotte mag voorgaande geenszins aanleiding geven tot neerslachtigheid, of erger nog, tot cynisme en inertie. Het is onbetwistbaar de taak en de rol van de wetgever om het recht op persoonlijke vrijheid van eenieder in een dusdanig wetgevend kader te gieten dat de nodige garanties geboden worden en dat vrijheidsbeneming vóór vonnis de absolute uitzondering vormt.

[59] Voor de rol van de publieke opinie: zie S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire" in Ph. MARY en Th. PAPATHEODOROU (eds.), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Brussel, Bruylant, 1999, 24.

4.2. DE MOGELIJKHEDEN VAN DE WETGEVER

Er kan niet ingestemd worden met het standpunt dat een juridisch ingrijpen de praktijk helemaal niet kan wijzigen. Zonder thans een uitspraak te doen over de wenselijkheid noch de haalbaarheid ervan, kan hier verwezen worden naar de invoering van quota, maximumtermijnen, limitatieve lijsten etc. Het moge duidelijk zijn dat een wetgevend ingrijpen in deze gevallen wel degelijk een impact zal hebben op de praktijk.

De kern van het probleem lijkt zich te situeren in het feit dat, ondanks de opeenvolgende wetgevende initiatieven, het geschapen juridisch kader telkenmale, soms zelfs ongewild, veel ruimte heeft gelaten voor appreciatie.[60] De achterliggende gedachte bij de keuze voor de aan te wenden terminologie is gelegen in het feit dat de wetgever er steeds over gewaakt heeft om de mogelijkheid te bieden om in elk concreet dossier een geïndividualiseerde beslissing te nemen. Omwille van deze blijvende bekommernis om individuele, op maat geknipte beslissingen mogelijk te maken, werd gekozen voor criteria die, ondanks alle beperkingen en ondanks de continue verstrenging ervan, zeer veel ruimte laten voor interpretatie. De sleutelbegrippen zijn immers de niet strikt af te bakenen begrippen "volstrekt noodzakelijk voor de openbare veiligheid" en "vlucht-, collusie-, en recidivegevaar". Aangaande het criterium "openbare veiligheid" stelde E. KRINGS: "*Die maatstaf is toereikend en tevens essentieel. Toereikend, omdat hij de mogelijkheid biedt van een doeltreffende verdediging tegen de handelingen van gevaarlijke individuen ten opzichte van wie geen enkele andere maatregel kan worden overwogen. Essentieel, omdat het volstrekt noodzakelijk is dat de rechter nauwkeurig weet binnen welke grenzen hij zijn bevoegdheden kan uitoefenen, en de maatstaf in dit opzicht tegelijk precies en ruim is, zodanig dat hij de rechter in elke zaak een voldoende beoordelingsbevoegdheid laat.*"[61] Met de beoordeling kan *in abstracto* ingestemd worden, met name dat het noodzakelijk is om een maatstaf te zoeken die de mogelijkheid biedt om de maatschappij te beschermen en dat deze maatstaf voldoende precies en ruim moet zijn om de rechter in elke zaak een voldoende beoordelingsbevoegdheid te laten. Er kan evenwel niet ingestemd worden met de vaststelling dat het criterium "openbare veiligheid" voldoende precies zou zijn. Hoewel het begrip behouden werd, vermeldt de Memorie van Toelichting van de wet van 20 juli 1990 overigens: *"Het begrip openbare veiligheid, dat in de huidige wetgeving centraal staat, is immers duister en dubbelzinnig."* en verder: *"Ofwel beperkt de wetgever zich tot een abstracte formulering van de omstandigheden waarin de voorlopige hechtenis mogelijk is en laat hij aan de rechter de zorg het gebruikte criterium verder uit te werken. Ofwel spant de wetgever zich in om zelf de werkelijke redenen te bepalen die het verlenen van een bevel tot aanhouding kunnen verantwoorden. De eerste formule werd, zonder succes, tot nog toe in onze wetgeving aangewend. [...] Het komt inderdaad passend voor dat de wet zelf de gronden bepaalt waarop de voorlopige hechtenis kan bevolen worden: gevaar voor herhaling, vluchtgevaar, vereisten van het gerechtelijk onderzoek."*[62] Vreemd genoeg lijkt de opmerking nog steeds actueel, ondanks het feit dat men gemeend heeft strikte en welomlijnde criteria ingevoerd te hebben.

---

[60] Deze bevinding vormt ook de grondslag van de mening dat enkel een mentaliteitswijziging de toepassing van de voorlopige hechtenis kan wijzigen: de thans bestaande terminologie is te ruim zodat een wijziging van de praktijk enkel kan verhoopt worden indien de mentaliteit van de magistraten wijzigt en een andere invulling wordt gegeven aan de begrippen.

[61] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 600.

[62] Memorie van Toelichting, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/1, 6.

In huidig onderzoek zal dienvolgens gezocht worden naar voorstellen die niet of zo weinig mogelijk afhankelijk zijn van appreciatie, zonder evenwel afbreuk te doen aan de mogelijkheid om individualiseerbare beslissingen te nemen in een concreet dossier. In die zin zal niet gezocht worden naar nieuwe formuleringen van striktere criteria. Hierbij mag overigens niet uit het oog verloren worden dat de blijvende bekommernis om individuele, op maat geknipte beslissingen mogelijk te maken, op zich een noodzakelijk gegeven is in de materie van de voorlopige hechtenis.

5. De voorlopige hechtenis: Een noodzakelijke maatregel ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek en ter bescherming van de maatschappij

In dit onderdeel zal, in navolging van de hierboven gevoerde historische reflectie, gezocht worden naar de essentie van de voorlopige hechtenis. Gesteld kan worden dat de voorlopige hechtenis een noodzakelijke maatregel ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek en ter bescherming van de maatschappij is, die slechts uiterst uitzonderlijk toepassing kan vinden gelet op het ingrijpend karakter ervan en die per definitie geen straf kan uitmaken gelet op de fase van de strafprocedure waarin zij voorkomt.
Drie elementen kunnen onderscheiden worden:

1) De doelstellingen van de voorlopige hechtenis zijn de vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek en de bescherming van de maatschappij.
2) De in aanmerking te nemen belangen zijn het recht op persoonlijke vrijheid, het vermoeden van onschuld en de rechten van de verdediging.
3) De aard van de voorlopige hechtenis valt best te omschrijven als een maatregel; zij kan nooit een straf zijn bij gebreke aan een definitieve uitspraak.

Op de in aanmerking te nemen belangen en het hieruit voortvloeiende uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis werd hierboven reeds uitvoering ingegaan, zodat dit hier thans niet opnieuw zal worden behandeld. Hierna zal ingegaan worden op de doelstellingen en de aard van de voorlopige hechtenis.

5.1. DE DOELSTELLINGEN VAN DE VOORLOPIGE HECHTENIS

5.1.1. Een dubbele functie

Men kan voorhouden dat de voorlopige hechtenis twee verschillende en te onderscheiden functies heeft: enerzijds dient voorkomen te worden dat de verdachte opnieuw feiten pleegt, anderzijds moet het goede verloop van de rechtsprocedure gegarandeerd worden. Deze dubbele functie blijkt onder meer, zij het impliciet, uit de specifieke gronden (recidive-, vlucht- en collusiegevaar) die de wetgever heeft weerhouden voor misdrijven waarop een straf tot 15 jaar opsluiting staat.[63]

In die zin vormt de voorlopige hechtenis een belangrijk middel in de strijd tegen de criminaliteit: het maakt een onmiddellijke reactie op een gepleegd misdrijf mogelijk en het vormt een garantie voor het behoorlijk verloop van een strafrechtelijk onderzoek. Voorzichtigheid is dus alleszins geboden: zoals gezegd, kan het niet opgaan om zomaar ten allen prijze de voorlopige hechtenis te willen indijken. *"Dat men er evenwel op lette geen*

[63] De criteria recidive-, vlucht- en collusiegevaar zullen hierna grondiger besproken worden, Hoofdstuk 3, 3.

paden te betreden die, zonder enig werkelijk voordeel voor de justitiabelen, het verloop van het onderzoek ernstig zouden kunnen verstoren en wellicht zelfs, hetgeen een ramp zou zijn bij de huidige grote criminaliteit, de voorlopige hechtenis onmogelijk zouden kunnen maken, terwijl de openbare veiligheid ten zeerste in het gedrang zou komen."[64]

De eerste functie heeft een preventief oogmerk: de verdachte dient geneutraliseerd te worden, ter bescherming van de maatschappij. De opsluiting dringt zich op teneinde te voorkomen dat de verdachte opnieuw misdrijven zou plegen.[65]
De tweede functie van de voorlopige hechtenis is van een andere aard. De voorlopige hechtenis kan tevens aangewend worden ter vrijwaring van het onderzoek en ter voorkoming van de vlucht van de verdachte. Het betreft hier niet zozeer preventie dan wel een garantie dat de strafprocedure een behoorlijk verloop zou kennen.[66]
Opvallend is dat de eerste functie aan belang schijnt te winnen. "*Het toenemend gebruik van de voorlopige hechtenis als beveiligingsmaatregel in plaats van als instrument om de aanwezigheid van de verdachte voor het proces te verzekeren, wordt ook in het buitenland vastgesteld, en wordt omschreven als één element van de toenemende "actuarial justice" of "risico-justitie". Dit draagt zeer waarschijnlijk bij tot het blijvend kwantitatief belang van deze maatregel, aangezien het "recidivegevaar" voor meer delinquenten kan "verondersteld" worden dan het zich onttrekken aan de justitie. Bovendien draagt deze redenering bij tot de selectieve toepassing van de voorlopige hechtenis op populaties die als sociaal weinig stabiel of gebonden ervaren worden […]".*[67]

Het verdient dan ook aanbeveling om bij het verdere onderzoek deze dubbele doelstelling duidelijk te expliciteren. Deze twee doelstellingen zijn immers vanuit een andere filosofie ingegeven.

5.1.2. De grenzen van de voorlopige hechtenis

Thans dient de vraag gesteld te worden in welke mate de voorlopige hechtenis inderdaad altijd het meest aangewezen middel is om hoger vernoemde doelstellingen te bereiken. De efficiëntie van vrijheidsberoving wordt steeds meer in vraag gesteld: de wetgever voorziet meer en meer alternatieven voor vrijheidsberoving in het kader van de strafuitvoering en met de wet van 20 juli 1990 werd, vanuit diezelfde filosofie, tevens een alternatief voor de voorlopige hechtenis ingevoerd. Terecht moet de vraag gesteld worden of effectieve vrijheidsbeneming inderdaad de meest adequate maatschappelijke reactie is op een gepleegd misdrijf, ook/zelfs vanuit het standpunt van de bescherming van die maatschappij. Het lijkt tijd om de visie op de voorlopige hechtenis verder aan te passen nu steeds vaker wordt gewezen op de nefaste gevolgen van detentie. Hierbij dient ook de hele problematiek van de relatie tussen gevangenis en armoede mee in overweging genomen te worden. Het beschermend effect dat voortvloeit uit het opsluiten van personen die vaak sowieso al deel uitmaken van de eerder kansarme lagen van de bevolking lijkt eerder gering. Het is inderdaad zo dat de sociale situatie van de verdachte een belangrijk element vormt bij de besluitvorming aangaande het al dan niet verlenen van een bevel tot aanhouding. "*De strafrechtelijke interventie blijkt in deze gevallen dus op te treden als vervanging voor een falend sociaal*

---

[64] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 602.
[65] Zie hierna: "Het recidivegevaar", Hoofdstuk 3, 3.4.
[66] Zie hierna: "Het vluchtgevaar", Hoofdstuk 3, 3.5 en "Het collusiegevaar", Hoofdstuk 3, 3.6.
[67] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, CH. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 229.

beleid, omdat de slechte sociale situatie van de verdachte gezien wordt als criminogeen ("logique de sécurisation") én onvoldoende garanties biedt voor de onderzoeksrechter om een beslissing tot in vrijheid laten te rechtvaardigen ("logique immunitaire"). Hierbij moeten we evenwel stellen dat een voorlopige hechtenis deze precaire situatie alleen kan verergeren."[68] Het mogelijk succes van de gevangenis als bescherming van de maatschappij lijkt in die gevallen inderdaad eerder beperkt. Men kan zelfs stellen dat met de voorlopige hechtenis in deze gevallen vaak het tegenovergestelde wordt bereikt: de reeds problematische sociale situatie verergert ingevolge de detentie. Er werd reeds vaker gewezen op de relatie die bestaat tussen armoede en criminaliteit en op de selectieve mechanismen binnen de strafrechtsbedeling.[69] In die zin ook: *"The rich get richer and the poor get prison."*[70] In het verlengde hiervan kan volledig ingestemd worden met het standpunt dat - waar mogelijk - absoluut voorrang verleend moet worden aan de VOV.

5.2. EEN MAATREGEL OF EEN VERBORGEN STRAF?

De vraag kan gesteld worden in welke mate de voorlopige hechtenis inderdaad slechts een maatregel is, of eerder kan geïdentificeerd worden als een straf. Art. 16 §1 lid 2 VHW stelt dat de onderzoeksrechter geen bevel tot aanhouding mag verlenen met het oog op onmiddellijke bestraffing, noch met het oog op de uitoefening van enige andere vorm van dwang.

Vooreerst vertolkt deze regel de gedachte dat de voorlopige hechtenis, gelet op het bestaan van het vermoeden van onschuld, nooit kan beschouwd worden als een anticiperende uitvoering van de straf.[71] Het vermoeden van onschuld, zoals verwoord in de artt. 6.2 EVRM en 14.2 IVBPR, houdt inderdaad in dat de verdachte onschuldig moet worden geacht zolang tegen hem geen veroordeling werd uitgesproken en dat zodoende onmogelijk tegen hem een straf uitgesproken kan worden. *"Het in deze kiese materie alles dominerende grondbeginsel is, mijns inziens, dat de voorlopige hechtenis nooit mag worden beschouwd als de vervroegde toepassing van een straf."*[72]

Vervolgens kan de voorlopige hechtenis evenmin haar grond vinden in een gebrek aan samenwerking van de verdachte. De rechtspraak was reeds in die zin gevestigd vóór de nieuwe wet.[73] Dit verbod kan beschouwd worden als een beginselverklaring of als een morele richtlijn ter bestemming van de onderzoeksrechter.[74] Zo is het verboden om de voorlopige hechtenis te hanteren teneinde bekentenissen te bekomen. Dit laatste kan als een erkenning van het zwijgrecht van de verdachte beschouwd worden.[75]

Aangaande de sanctie verbonden aan de overtreding van deze wetsbepaling stelt B. DEJEMEPPE zich de vraag of, indien het aanhoudingsbevel is ingegeven door een van de twee

---

[68] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, CH. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 226.

[69] Voor een overzicht: E. MAES, Ph. DAENINCK, D. EYCKMANS, T. PETERS, J. PUT en I. VAN DER STRAETE, "Detentie, verpaupering en forensisch welzijnswerk" in M. BOUVERNE-DE BIE, K. KLOECK, W. MEYVIS, R. ROOSE en J. VANACKER (eds.), Handboek Forensisch Welzijnswerk, Gent, Academia Press, 2002, 607-644.

[70] J. REIMAN, *The rich get richer and the poor get prison: ideology, class, and criminal justice*, London, Allyn and Bacon, 1997, 226p.

[71] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 384.

[72] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 562.

[73] Cass. 14 april 1981, *Arr. Cass*. 1980-81, 945; Cass. 11 september 1979, *Arr. Cass*. 1979-80, 37.

[74] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 94.

[75] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 489.

verboden gronden, dit de titel van vrijheidsberoving niet op onomkeerbare wijze aantast.[76] Dit lijkt inderdaad de enige juiste conclusie.

In realiteit zal de voorlopige hechtenis echter soms wel als straf gehanteerd worden. Volgens T.M. SCHALKEN valt het strafkarakter van de voorlopige hechtenis niet te loochenen[77] en dit dus in strijd met art. 16 §1 lid 2 VHW. Of nog: *"In feite berust de voorlopige hechtenis op een paradox. Of men het wil of niet, de hechtenis wordt door degene die ze ondergaat altijd ervaren als een straf hem door de onderzoeksrechter opgelegd."*[78] De voorlopige hechtenis heeft inderdaad naast haar duidelijk preventieve functie ook een repressieve functie: de voorlopige hechtenis maakt onmiddellijke vrijheidsbeneming mogelijk om zodoende de geschokte rechtsorde te herstellen. Ook uit ondervraging van onderzoeksrechters blijkt dat de voorlopige hechtenis inderdaad soms oneigenlijk gebruikt wordt. Zij zien de voorlopige hechtenis in zulk geval als "een goede shocktherapie"[79] en somtijds wordt met de voorlopige hechtenis een zekere intimidatie beoogd.[80] Vaak zal de voorlopige hechtenis, zoniet in theorie, dan toch in praktijk neerkomen op een werkelijke straf.[81] Het is inderdaad ook zo dat *"de penitentiaire toestand van een voorlopig gehechte de facto in de praktijk eigenlijk niet gunstiger is dan die van een veroordeelde."*[82] In het feit dat de rechter de ondergane voorlopige hechtenis mag toerekenen op de uiteindelijk veroordeling (art. 30 Sw.) kan overigens de erkenning van de wetgever gelezen worden van het strafkarakter van de voorlopige hechtenis.

Buiten de problematiek van de correcte toepassing van de voorlopige hechtenis heeft de voorlopige hechtenis ook een belangrijke invloed op de toepassing van de vrijheidssanctie in het algemeen. A.K. BOTTOMLEY wees in 1973 inderdaad reeds op de band tussen de voorlopige hechtenis en de uiteindelijke beslissing ten gronde: *"BOTTOMLEY insistera dès lors sur le fait que les recherches empiriques indiquent que la décision de laisser en liberté (avec ou sans caution) ou de placer en détention préventive, loin d'être une décision périphérique du processus pénal, est d'une importance capitale pour la suite des évènements en termes de probabilité d'être condamné et pour la nature de la peine prononcée."*[83] Ook uit het reeds hoger geciteerde synthese-onderzoek blijkt *" […] que les juges ont tendance à répondre à la détention provisoire par une peine de prison de durée au moins équivalente. [...] En freinant le recours à la détention provisoire, on contribuera donc à limiter le recours aux peines carcérales."*[84] K. BEYENS wijst eveneens - op basis van de gevoerde interviews - op de neiging die bij vele rechters bestaat om de voorlopige hechtenis "te dekken".[85] Hiervoor

---

[76] B. DEJEMEPPE, "La loi relative à la détention préventive", *J.T.* 1990, 581.
[77] T.M. SCHALKEN, "Vormen alternatieven voor de voorlopige hechtenis een echt alternatief?" in T.M. SCHALKEN, *Voorlopige hechtenis*, Arnhem, Gouda-Quint, 1989, 49.
[78] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 564.
[79] K. BEYENS, *Straffen als sociale praktijk. Een penologisch onderzoek naar straftoemeting*, VUB Press, Brussel 2000, 433.
[80] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, Katholieke Universiteit Leuven, 1991, 330.
[81] CHR. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1998, 849.
[82] R. VERSTRAETEN, "Synthese" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 212.
[83] A.K. BOTTOMLEY, *Decisions in the penal process*, London, 1973, 84-129, zoals besproken door G. HOUCHON, *Surpopulation pénitentiaire*, Université Catholique de Louvain, 1988, 15.
[84] R. WALMSLEY en M. JOUTSEN, "Les populations carcérales d'Europe et d'Amérique du Nord: problèmes et solutions" in X., *Bulletin d'information pénologique nr. 21*, Raad van Europa, 1998, 110.
[85] K. BEYENS, *Straffen als sociale praktijk. Een penologisch onderzoek naar straftoemeting*, VUB Press, Brussel, 2000, 433.

worden soms bedenkelijke argumenten aangehaald, met name dat dit gebeurt "om het openbaar ministerie niet in problemen te brengen" of "omdat deze opsluitingsperiode toch al ondergaan is, waardoor men van mening is dat het dan toch niet zo erg is dat ze opgelegd wordt als straf". Frans onderzoek op basis van statistische gegevens verfijnt en corrigeert voorgaande: *"Les indices statistiques de l'importance de la détention avant jugement quant au choix de la peine ne manquent pas. […] Les enquêtes sur les filières pénales ont affiné le constat : ce qui joue le plus sur le recours à l'emprisonnement ferme est la situation du prévenu à l'audience. […] L'explication par la nécessité de « couvrir » la détention préventive semble un peu courte : les détentions provisoires ne sont pas toujours couvertes par la peine et une mise en liberté provisoire sous contrôle judiciaire peut être le prélude à un sursis avec mise à l'épreuve."*[86]

Niettemin kan vastgesteld worden dat de beslissing tot voorlopige hechtenis een zeer invloedrijke praktijk is naar de straftoemeting toe. Dienvolgens zal in huidig onderzoek rekening gehouden worden met het verborgen strafkarakter dat de voorlopige hechtenis bezit, en met het mogelijks oneigenlijk gebruik dat van de voorlopige hechtenis wordt gemaakt.

6. Conclusies

Zoals aangegeven in de inleiding, bestond de hoofdbekommernis van dit hoofdstuk erin na te gaan welke de demarches van de wetgever in het verleden zijn geweest en vooral, welke lessen hieruit konden getrokken worden.

De belangrijkste conclusies zijn:
1) Het lijkt weinig zinvol om verder te zoeken naar een aanpassing van de te hanteren terminologie inzake het uitzonderingskarakter: velen hebben zich in het verleden reeds over de materie gebogen. Het lijkt weinig realistisch dat thans een toverformule bedacht kan worden dewelke een daadwerkelijke vermindering van het aantal voorlopig gehechten met zich mee zou brengen.
2) Verder werd gesteld dat de beperking van de voorlopige hechtenis idealiter niet uitsluitend via wetgevende weg betracht wordt. Datgene wat via wetgeving kan geregeld worden, zal enkel en alleen een reële impact hebben indien de voorstellen weinig ruimte tot interpretatie overlaten. De impact van een verder verstrengen van de criteria lijkt dan ook gering. Hierbij moet overigens rekening gehouden worden met het feit dat in de materie van de voorlopige hechtenis individualiseerbare beslissingen mogelijk moeten zijn.
3) Vervolgens werd geoordeeld dat minstens evenveel aandacht besteed moet worden aan de duur van de voorlopige hechtenis als aan het aantal opsluitingen; slechts indien op beide terreinen resultaat geboekt wordt, kan een reële vermindering van het aantal voorlopig gehechten verwacht worden.
4) Tenslotte zal getracht worden om daadwerkelijk voorrang te geven aan de VOV en zal rekening gehouden worden met de dubbele functie die de voorlopige hechtenis vervult en met haar verborgen strafkarakter.

De concrete uitwerking van voorgaande algemene krijtlijnen volgt hierna.

[86] B. AUBUSSON DE CAVARLAY, "Filières pénales et choix de la peine" in L. MUCCHIELLI en Ph. ROBERT (eds.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Parijs, Editions la découverte, 2002, 352.

Chapitre 2 : L'Europe et la détention préventive

Introduction

Les approches de la détention préventive sont multiples au niveau européen. Elles ne sont que brièvement abordées dans cette partie du rapport afin d'une part, de répondre aux interrogations du commanditaire de la recherche quant aux effets des modifications législatives introduites en France et d'autre part, de mettre en perspective les modifications envisagées en Belgique. Il s'agit aussi, au-delà de préoccupations nationales, de souligner les débats en cours dans les enceintes européennes constituées au sein de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, enceintes qui sont de nature à influencer le développement des droits nationaux. L'objectif poursuivi n'est donc nullement de présenter une étude comparative exhaustive des législations nationales mais de mettre en évidence l'un ou l'autre élément de nature à éclairer opportunément les choix qui peuvent être posés en Belgique en vue d'une réduction de la détention préventive. Le cadre rigoureux défini par cet objectif explique que tous les aspects de la détention préventive n'ont pas été envisagés dans cette analyse européenne : seuls les éléments de nature à influencer le nombre de détenus préventifs et la durée de leur privation de liberté ont été approfondis.

Une première analyse porte sur les travaux du Conseil de l'Europe qui a fait des questions pénitentiaires une de ses priorités. La détention préventive y occupe une place particulière qui s'est traduite, dès 1965, par l'adoption d'une résolution spécifique. Cet intérêt ne s'est pas affaibli depuis, une nouvelle recommandation sur la détention préventive étant actuellement en voie de finalisation au sein d'un de ses comités d'experts.
L'action de l'Union européenne sera par ailleurs brièvement évoquée. On ne peut pas vraiment faire état d'un intérêt majeur de l'Union européenne envers la problématique de la détention avant jugement ou de la surpopulation pénitentiaire mais on connaît son intérêt croissant pour les questions pénales. La question de la détention préventive s'y pose et incite à y être attentif.
Il est ensuite proposé une analyse de quatre pays européens : la Finlande, la France, les Pays-Bas et la Suisse. L'analyse développée à propos de ces pays vise à souligner comment la problématique de la détention préventive s'y présente, notamment en terme statistique, quelles sont les préoccupations en cours, quelles sont les mesures légales envisagées ou adoptées. Si la France et les Pays-Bas ont été principalement choisis en raison de leur proximité géographique avec la Belgique mais également en raison de particularités jugées intéressantes de leur législation, la Suisse et la Finlande ont fait l'objet d'une attention spécifique en raison du contrôle apparent que ces pays semblent avoir pu assurer sur leur population pénitentiaire.
En conclusion, une analyse transversale du regard ainsi posé sur ces quatre pays européens, ainsi que sur les deux enceintes européennes sera proposé dans une dernière partie.

1. La détention préventive à la lumière du Conseil de l'Europe

Les questions pénitentiaires font l'objet d'une attention soutenue de la part du Conseil de l'Europe et la détention préventive n'échappe pas à cette attention. Ce souci s'ancre dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales qui, dès 1950, érige en principe fondamental le droit à la liberté, n'autorisant des exceptions que dans des conditions strictement définies. C'est ainsi que l'hypothèse d'une détention avant jugement n'est envisagée que lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'une personne a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci[87]. Divers instruments, de nature différente mais tous dépourvus de force obligatoire, sont venus compléter les dispositions de la Convention pour ce qui concerne la détention préventive. Ils seront brièvement mais systématiquement passés en revue dans une première partie. Les outils dont s'est doté le Conseil de l'Europe pour assurer le respect des principes établis (comités directeurs, statistiques annuelles) seront présentés dans un second temps.

1.1. Des normes européennes régulièrement renouvelées

Les diverses initiatives adoptées au sein du Conseil de l'Europe pour infléchir les législations nationales relatives à la détention préventive émanent des deux organes statutaires qui le composent : l'assemblée parlementaire et le Comité des Ministres. Les initiatives émanant de ces deux instances peuvent revêtir des formes diverses[88]. *L'assemblée parlementaire*, composée actuellement de 313 membres titulaires issus des 45 parlements nationaux, adopte trois types de textes : des recommandations, des résolutions et des avis. Les recommandations comportent des propositions adressées au Comité des Ministres dont l'application est du ressort des gouvernements. Les résolutions expriment des décisions de l'assemblée dans le cadre de ses compétences ou reflètent des opinions qui n'engagent que sa seule responsabilité. Les avis sont destinés principalement à éclairer le Comité des Ministres. *Le Comité des Ministres* est l'instance de décision du Conseil de l'Europe. Il est composé des ministres des Affaires étrangères de tous les Etats membres ou de leurs représentants permanents à Strasbourg. Il est chargé de la conclusion de traités et de conventions ayant force de loi mais il peut également faire des recommandations aux Etats membres sur des questions pour lesquelles il a décidé d'une politique commune. Ces recommandations ne sont pas obligatoires pour les Etats membres.

La détention préventive a fait l'objet d'initiatives tant parlementaire que ministérielle et ce, depuis 1959. En avril de cette année-là, voulant promouvoir une meilleure coordination et un échange d'informations dans le domaine des questions pénales, l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe a adopté en avril 1959 la recommandation 195 (1959) relative à la

[87] Article 5, 1, c, de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (entrée en vigueur en Belgique le 14 juin 1955). Des conditions particulières sont par ailleurs prévues en ce qui concerne la détention d'un mineur, d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane, d'un vagabond ou d'un étranger qui tente de pénétrer irrégulièrement dans le territoire d'un Etat ou d'un étranger en voie d'expulsion ou d'extradition.

[88] Cette présentation du Conseil de l'Europe s'appuie sur le site internet de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (http://assembly.coe.int), ainsi que sur le document émanant du Conseil de l'Europe, *Le Conseil de l'Europe, 800 millions d'européens*, Strasbourg, avril 2003, 111p.

réforme pénale à l'attention du Comité des Ministres[89]. Cette recommandation est succincte mais établit un principe de base au sujet de la détention préventive : elle ne peut être ordonnée qu'en vertu d'un mandat judiciaire et elle ne peut être maintenue que si un tribunal constate par une décision motivée qu'elle est strictement nécessaire.

S'appuyant sur cette recommandation de 1959, le Comité des Ministres a précisé en 1965 les principes qu'il estime essentiel en matière de détention préventive, en adoptant la résolution (65) 11 sur la détention préventive[90]. Cette résolution du 9 avril 1965 pose ainsi les principes suivants :

- La détention préventive ne peut jamais être obligatoire ;
- Elle doit être considérée comme une mesure exceptionnelle ;
- Elle ne peut être appliquée à des fins punitives et ne peut être que strictement nécessaire ;
- Elle doit être motivée ;
- Elle doit être limitée dans le temps. Dans ce cadre, le Conseil de l'Europe recommande d'envisager qu'une limitation de la durée de la détention soit fixée par la loi ou par l'autorité judiciaire, que la durée soit revue d'office à des intervalles réguliers, qu'un recours puisse être introduit auprès d'une autorité judiciaire et que l'assistance d'un conseil soit prévue ;
- La personne concernée doit être informée de ses droits ;
- Des mesures de remplacement doivent être envisagées, telle la surveillance à domicile.

Il ne faudra pas attendre plus de quinze ans avant qu'une nouvelle recommandation émane de l'enceinte européenne : la recommandation n°R (80) 11 concernant la détention provisoire. Le Comité des Ministres décide d'y actualiser les normes jusque là définies, en introduisant notamment un changement d'appellation : alors qu'en 1965 le Comité parlait de détention préventive, en 1980 la notion de détention provisoire est préférée[91]. Le caractère exceptionnel de la détention avant jugement est par ailleurs posé comme principe fondamental : la liberté doit être la règle et la détention ne peut en être que l'exception. Les autres principes énoncés balisent strictement l'usage de l'enfermement :

- Un juge doit intervenir aussitôt que possible pour décider du placement en détention ;
- Outre les soupçons devant peser sur l'intéressé, un ou plusieurs dangers doivent être craints : danger de fuite, danger d'obstruction à la justice et danger de récidive. Toutefois, le Comité des Ministres estime que si on ne peut prouver un de ces trois dangers, une détention provisoire peut néanmoins se justifier en présence d'infractions particulièrement graves ;
- Plusieurs critères sont ensuite cités comme devant permettre de juger de l'opportunité d'une détention provisoire : nature et gravité de l'infraction, indices de culpabilité, peine encourue, circonstances propres à l'intéressé, proportionnalité de la détention provisoire par rapport au fait reproché et à la peine encourue ;
- L'examen de mesures alternatives est préconisé chaque fois qu'une détention provisoire est envisagée. Le Comité des Ministres établit une liste exemplative de mesures alternatives qui reprend les obligations qu'on retrouve traditionnellement en

[89] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation 195 (1959) de l'Assemblée consultative relative à la réforme pénale, adoptée le 23 avril 1959.
[90] CONSEIL DE L'EUROPE, résolution (65) 11 du Comité des Ministres sur la détention préventive, adoptée le 9 avril 1965.
[91] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation n°R (80) 11 du Comité des Ministres concernant la détention provisoire, adoptée le 27 juin 1980.

la matière : obligation de résidence, obligation de se présenter à certaines autorités, etc. ;

- L'assistance d'un avocat doit être proposée au moment où la question de la détention provisoire se pose ;
- La décision doit être motivée et un recours doit pouvoir être introduit à son encontre ;
- Enfin, pour ce qui concerne la durée de la détention provisoire, le Comité des Ministres ne recommande plus, comme en 1965, de fixer une limitation de la durée. Il maintient toutefois l'exigence d'une révision à intervalles assez courts de la mesure prise.

Enfin, le Comité des Ministres préconise de réserver la priorité aux affaires dans lesquelles une personne est en détention provisoire, ceci tant durant l'instruction que durant la phase du jugement.

En 1994, l'assemblée parlementaire reprend l'initiative en adoptant la recommandation 1245 (1994) relative à la détention de personnes en attente de jugement[92]. Elle semble particulièrement alarmée par l'augmentation considérable du nombre des détenus, notamment celui des personnes en attente de jugement qui, précise le préambule de la recommandation adoptée par les parlementaires, peut atteindre dans certains pays jusqu'à 50% de l'ensemble des détenus. L'assemblée recommande dès lors au Comité des Ministres de compléter la recommandation n°R (80) 11 concernant la détention provisoire. Les nouvelles recommandations préconisées vont manifestement dans le sens d'une restriction accrue de l'usage de la détention avant jugement. Deux concepts majeurs sont ainsi développés : d'un côté, l'assemblée parlementaire introduit l'idée d'un seuil minimum de la peine (« *la détention provisoire* (…) *ne doit être ordonnée que lorsque la peine minimale encourue est d'une certaine importance* ») et d'un autre côté, elle développe l'idée d'un délai butoir, sans que des exceptions ne puissent être introduites : « *une durée maximale de la détention provisoire doit être fixée par la loi ; cette durée ne doit pas dépasser six mois pour les délits et dix-huit mois pour les crimes ; aucune prolongation de ces périodes ne doit être admise ; cette mesure imposera une instruction rapide et prioritaire des dossiers dans lesquels un ou plusieurs prévenus sont placés en détention provisoire* ».

Cette recommandation de l'assemblée parlementaire a été suivie d'une prise de position du Comité des Ministres qui a estimé que, même s'il partageait pleinement les préoccupations exprimées par l'assemblée, il n'était pas opportun de compléter la recommandation 1245 (1994)[93]. Concernant spécifiquement la volonté de l'assemblée de limiter la durée de la détention préventive, le Comité des Ministres estime que vu les différences au niveau des systèmes juridiques nationaux, il paraît difficile de fixer une durée maximale rigide et uniforme. Elle s'appuie en outre sur la jurisprudence des organes de la Convention européenne des droits de l'homme pour souligner que dans certaines circonstances, un maintien en détention provisoire pendant une longue durée peut se justifier.

Quelques années plus tard, le surpeuplement des prisons ne faiblit pas et la population carcérale croît sans cesse. En 1999, le Comité des Ministres adopte une nouvelle recommandation, la recommandation n°R (99) 22 concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale, qui reprend en annexe une série de mesures destinées à faire face à cette

[92] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation 1245 (1994) de l'assemblée consultative relative à la détention de personnes en attente de jugement, adoptée le 30 juin 1994.

[93] CONSEIL DE L'EUROPE, réponse du Comité des Ministres adoptée lors de la 543ème réunion des 7 et 11 septembre 1995.

double problématique[94]. La détention provisoire trouve place dans le document, avec un objectif clairement défini : la réduction de la détention provisoire, tant au niveau de son application que de sa durée. Aucune nouveauté n'apparaît néanmoins dans les mesures préconisées (il est en fait renvoyé aux principes énoncés dans la recommandation du 27 juin 1980, si ce n'est « *les possibilités de contrôler au moyen de systèmes de surveillance électroniques l'obligation de demeurer dans un lieu stipulé* ». Il semble que ce soit là la première fois que le Conseil de l'Europe mentionne la surveillance électronique comme mesure avant jugement susceptible de limiter le recours à la détention provisoire.

Dans le cadre de cette recommandation de 1999 a été déposé un rapport préparé par le Conseil de coopération pénologique (voir infra, présentation de ce Conseil). Pour ce qui concerne la détention provisoire, ce rapport fait état de divergences nationales importantes dans les taux de détention provisoire (taux pour 100 000 habitants à une date déterminée). Ainsi, en Europe occidentale, en 1997, sur 18 pays pour lesquels des données étaient disponibles, seuls 6 affichaient un taux supérieur à 30. La Belgique, ainsi que la France et les Pays-Bas, se situaient dans ce peloton de tête (avec pour la Belgique un taux de 32) alors que des pays tels que la Finlande ou l'Irlande affichaient un taux de 6. De telles divergences nationales sont néanmoins à relativiser car d'autres analyses peuvent présenter des données comparatives sensiblement différentes[95].

Outre ces aspects quantitatifs, le rapport attire l'attention sur l'effet que peut avoir une détention provisoire sur le prononcé de la peine : « *Il est connu que l'application d'une détention provisoire peut avoir un effet indirect de prédétermination de la sanction que le juge prononcera. Cette mesure de procédure peut en effet avoir des incidences particulièrement fâcheuses sur le prononcé d'une peine ferme et peut dès lors alimenter de façon indirecte la population carcérale. Eviter la détention avant jugement à certains prévenus ou en limiter la durée est donc propre à éviter le prononcé de certaines peines fermes* ». Le rapport poursuit par cette conclusion sur ce point : « *des mesures de lutte contre la détention provisoire pourraient avoir un effet significatif de frein à l'inflation carcérale dans les nombreux pays où une part importante des détenus le sont de façon provisoire* » [96].

Un an plus tard, une nouvelle recommandation vise à privilégier d'autres mesures qu'une privation de liberté avant jugement. La recommandation (2000) 22 concernant l'amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté préconise ainsi qu'elles soient utilisées au titre d'alternatives à la détention provisoire[97].

---

[94] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation n°R (99) 22 du Comité des Ministres concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale, adoptée le 30 septembre 1999.

[95] Ainsi, si en plus des pays d'Europe occidentale on prend en compte les pays d'Europe centrale et orientale, la position occupée par la Belgique est relativement médiane. Par ailleurs, il est à noter que le Conseil de l'Europe utilise différents indicateurs pour présenter les données relatives à la population carcérale et que la position de la Belgique dans le tableau européen diffère fortement en fonction du type d'indicateur choisi (voir partie III du présent rapport de recherche et point 1.2.2.).

[96] CONSEIL DE L'EUROPE, *Le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale. Recommandation n°R (99) 22 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 30 septembre 1999 et rapport*, Editions du Conseil de l'Europe, juin 2000, pp.74-75 (voir par ailleurs le chapitre 1er du présent rapport).

[97] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation Rec (2000) 22 du Comité des Ministres concernant l'amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté, adoptée le 29 septembre 2000.

En 2004, c'est sans doute un nouveau cri d'alarme que l'assemblée parlementaire du Conseil d'Europe a voulu lancer par sa recommandation 1656 (2004) sur la situation des prisons et des maisons d'arrêt en Europe[98]. Dénonçant la tendance au surpeuplement des prisons et l'inflation de la population carcérale, l'assemblée parlementaire recommande au Comité des Ministres l'élaboration d'une charte pénitentiaire européenne incluant, pour ce qui concerne la détention provisoire, le droit d'accès à un avocat et à un médecin et de manière plus générale, la promotion de mesures alternatives à l'incarcération.

Les initiatives européennes ne vont pas s'arrêter là. D'autres instruments sont en cours d'élaboration. D'une part, des règles pénitentiaires européennes sont en voie de finalisation[99]. Une partie de ces dispositions concerne les détenus non condamnés. Elles sont toutefois principalement destinées à organiser le régime pénitentiaire qui leur est applicable (contacts avec le monde extérieur, travail, locaux de détention, etc.). D'autre part, une nouvelle recommandation axée spécifiquement sur la détention provisoire est en cours de préparation au sein du comité d'experts européens sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (voir infra). Elle a pour objet l'usage de la détention préventive, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et les sauvegardes contre l'abus. Cette recommandation est en voie de finalisation au sein du comité d'experts et doit encore être approuvée par les diverses instances européennes[100]. Avec les réserves liées à l'issue de cette procédure de finalisation et d'approbation, on peut dès à présent souligner, pour ce qui concerne l'utilisation de la détention préventive, l'introduction de techniques d'évaluation des risques de voir un des quatre motifs suivants se réaliser : soustraction du prévenu à la justice, commission d'une infraction grave, atteinte à la bonne marche de la justice ou menace grave pour l'ordre public. Selon les experts européens, les autorités judiciaires devraient pouvoir disposer de procédures appropriées en la matière. En ce qui concerne le maintien en détention provisoire, le comité d'experts s'oriente vers un réexamen périodique de l'existence de motifs justifiant le maintien de la privation de la liberté, avec un intervalle entre les réexamens qui ne devrait normalement pas excéder plus d'un mois. Cette position semble être le fruit d'un compromis entre les experts qui souhaitaient l'introduction de durées de détention provisoire maximales et ceux qui n'en voulaient absolument pas. Dans le cadre de ce compromis ont également été acceptés le fait que le délai maximum de réexamen soit d'un mois (et non de 14 jours comme cela avait été envisagé par certains experts) et qu'il soit possible de recourir à des liaisons vidéo appropriées avec l'autorité judiciaire pour satisfaire au droit du prévenu d'assister aux audiences relatives à sa détention provisoire[101]. La recommandation devrait toutefois préciser que si une durée de détention provisoire maximale est prévue dans une législation nationale, elle ne devrait pas empêcher d'examiner en cours de détention la nécessité réelle du maintien de la privation de liberté dans les circonstances de l'espèce. Le projet de recommandation doit à présent être approuvé par le Comité européen sur les problèmes criminels (CDPC) avant d'être adopté par le comité des ministres, en principe au cours de l'année 2005.

---

[98] CONSEIL DE L'EUROPE, recommandation 1656 (2004) de l'assemblée consultative relative à la situation des prisons et des maisons d'arrêt en Europe

[99] CONSEIL DE L'EUROPE, Règles pénitentiaires européennes (projet de texte consolidé), PC-CP (2004) 8 rev 2, Strasbourg, 5 novembre 2004.

[100] CONSEIL DE L'EUROPE, projet de recommandation relative à l'usage de la détention provisoire, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et les sauvegardes contre l'abus, PC-DP (2004) misc 3, Strasbourg, le 3 décembre 2004.

[101] Informations recueillies au cours de la réunion du comité d'experts des 6, 7 et 8 décembre 2004 qui s'est tenue à Strasbourg et à laquelle un chercheur a été invité à assister.

L'ensemble des mesures ainsi exposées ne sont pas contraignantes pour les Etats mais leur efficacité n'en est pas pour autant réduite à néant. Ces mesures peuvent en effet exercer une certaine influence sur les législateurs nationaux, l'administration pénitentiaire ou les experts internationaux qui en sont parfois tant les concepteurs que les utilisateurs[102].

Les diverses initiatives du Conseil de l'Europe au niveau de la détention préventive semblent par ailleurs relever d'un double souci : d'un côté promouvoir un espace respectueux des droits de l'homme et d'un autre côté soutenir une approche gestionnaire de la problématique. C'est véritablement sous ces deux angles d'approche que la détention préventive y est abordée. Parmi les mesures préconisées pour réduire la privation de liberté avant jugement, trois d'entre elles suscitent quelques commentaires :

1) Pour garantir une limitation limitée de la détention provisoire, le Conseil de l'Europe préconise de tenir compte de la gravité de l'infraction reprochée et retient comme critère le seuil de la peine sans introduire de réflexion sur l'établissement d'une liste d'infractions ;
2) La présence d'un avocat doit être garantie dès le moment où la question de la détention préventive se pose. Cette exigence a été posée par le Conseil de l'Europe pour la première fois dans sa résolution de 1965 et a été rappelée de façon récurrente depuis ;
3) La fixation d'une limite pour ce qui concerne la durée de la détention avant jugement est sans doute la mesure qui a été la plus fortement controversée au cours des travaux du Conseil de l'Europe. Evoquée dès 1965, la limite dans le temps a été passée sous silence en 1980 avant d'être reprise avec force par l'assemblée parlementaire en 1994 puis rejetée par le Comité des Ministres la même année. Cette question revient actuellement dans les discussions menées dans le cadre de la préparation de la nouvelle recommandation mais il semble qu'elle ne soit pas, une nouvelle fois, retenue (voir supra). Les opposants à l'introduction de limitations dans le temps craignent que la fixation de tels délais n'entraîne en réalité un allongement de la durée de la détention provisoire, les autorités pouvant alors avoir tendance à la faire durer au maximum. Par ailleurs, en cas de fixation de délais, les experts soulignent la nécessité de subdiviser toute limite de temps en délai d'enquête et en délai d'attente du procès, les problèmes et les causes des retards étant différents dans ces deux hypothèses[103]. Il est à noter qu'une autre subdivision a été préconisée par l'assemblée parlementaire, cette dernière proposant des délais différenciés en fonction de la nature de l'infraction (crimes ou délits).

1.2. Les outils développés par le Conseil de l'Europe

L'intérêt que le Conseil de l'Europe porte aux questions pénitentiaires s'est traduit, outre par l'adoption des mesures diversifiées évoquées ci-dessus, par la création d'instances spécifiquement chargées de ces questions. Les instances concernées sont présentées ci-après.

---

[102] L., Quero, « Les standards pénitentiaires internationaux », in P. Artiere, P. Lascoumes, *Gouverner, Enfermer. La prison, un modèle dépassable ?*, Presses de Sciences politiques, 2004, p. 333. Pour information, pour ce qui concerne le comité d'experts européens sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires, les membres du comité sont essentiellement des praticiens : procureur, directeur de prison, directeur de l'administration pénitentiaire, directeur de services de réinsertion sociale, etc.

[103] Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires créé au sein du Comité européen pour les problèmes criminels, Compte-rendu analytique de la 2ème réunion des 19-21 mai 2003, Strasbourg, 30 septembre 2003, p.5.

Outre les rapports qu'elles sont parfois amenées à produire et qui ont souvent permis l'adoption de résolutions ou de recommandations, elles établissent annuellement des statistiques qui se sont imposées comme un outil incontournable dans la lutte contre l'inflation et le surpeuplement carcéral menée à l'échelle européenne. Ces statistiques seront présentées dans une seconde partie.

1.2.1. Les instances chargées des questions pénitentiaires

Créé en 1958, le *Comité européen pour les problèmes criminels* (CDPC) s'est vu confié, par le Comité des Ministres, la responsabilité de superviser et de coordonner les activités du Conseil de l'Europe en matière de prévention et de contrôle du crime. Pour l'accomplissement de cette mission, le Comité européen peut mandater différents conseils ou comités sur des questions précises. C'est ainsi qu'il a donné un mandat particulier au *Conseil de coopération pénologique* (PC-CP). Ce Conseil prépare actuellement la révision des règles pénitentiaires européennes (voir supra)[104]. Il organise régulièrement des conférences réunissant les directeurs d'administration pénitentiaire, ainsi que des séminaires de réflexion sur les sanctions pénales et mesures alternatives à l'emprisonnement. Des groupes de pilotage regroupant des experts du Conseil de l'Europe et des représentants des autorités nationales ont par ailleurs été créés pour accompagner les réformes du système pénitentiaire dans certains pays.

Constatant le nombre croissant de personnes placées chaque année en détention en attente d'un jugement, le Comité des Ministres a également décidé de créer un C*omité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires* (PC-DP). Comme l'appellation du comité l'indique, une approche gestionnaire de la problématique est ici aussi privilégiée (voir supra).

1.2.2. La collecte et la diffusion de statistiques pénitentiaires

Début des années quatre-vingt, le Conseil de l'Europe commença à rassembler les premières données pénitentiaires disponibles dans les différents Etats membres. Ces données ont été régulièrement publiées dans le *Bulletin d'information pénitentiaire* du Conseil de l'Europe, puis ont pris forme dans le cadre d'un projet de statistique pénale annuelle, intitulé *SPACE*[105]. Ce projet se compose de deux volets : l'un est relatif aux populations incarcérées (SPACE I) et l'autre aux sanctions et mesures non privatives de liberté (SPACE II).

Reflet pluridimensionnel de la population carcérale et de ses mouvements, ces données permettent tant d'appréhender certaines tendances générales que de mettre en exergue certaines particularités étatiques. Pour ce qui concerne la détention préventive, des données sont disponibles en terme d'effectifs : nombre de détenus non jugés (pas encore de décision du tribunal), nombre de détenus déclarés coupables mais non encore condamnés (catégorie toutefois inexistante pour la Belgique), détenus condamnés ayant utilisé une voie de recours

[104] Ces règles pénitentiaires ont été définies par la recommandation R (87) 3 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, adoptée le 12 février 1987.

[105] Voir l'article retraçant cette évolution de P. TOURNIER, « La collecte des données relatives à la criminalité et à la justice pénale dans le contexte du Conseil de l'Europe », *Actes de la 12ème Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire, Strasbourg, 26-28 novembre 2002*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1999, pp. 35-44.

ou dans les délais légaux pour le faire et nombre de cas autres (délinquants soufrant de troubles mentaux, internés, étrangers à la disposition du gouvernement, etc.). En terme de taux, les données disponibles sont : la proportion de détenus sans condamnation définitive en %[106], le taux de détenus sans condamnation définitive pour 100 000 habitants, la proportion de détenus non jugés (pas encore de décision du tribunal) en % et le taux de détenus non jugés (pas encore de décision du tribunal) pour 100 000 habitants. Il n'est donc pas possible de connaître les infractions pour lesquelles les personnes en détention préventive sont incarcérées avant jugement, ni la durée de cette incarcération[107]. Chaque année de nouvelles données sont disponibles. Les dernières sont issues de l'enquête 2003, publiée dans sa version française le 29 septembre 2004[108].

L'image donnée par la diffusion de ces données est à prendre avec précaution : les classements opérés entre Etats membres sont en effet fortement dépendants des indicateurs choisis. Ainsi, comme il l'a été signalé précédemment, CH. VANNESTE a mis en évidence la position variable occupée par la Belgique dans le tableau européen (voir partie III) : le royaume occupe une position de tête si on prend en compte tous les détenus sans condamnation définitive et qu'on rapporte cet indicateur à la population carcérale, cette position étant toujours élevée si on prend en compte tous les détenus sans condamnation définitive mais qu'on rapporte cette fois cet indicateur au nombre d'habitants. Par contre, si on exclut les condamnés non définitifs de la population considérée en ne retenant donc que les détenus avant jugement et qu'on rapporte cet indicateur à la population carcérale, la position occupée par la Belgique peut être qualifiée de médiane, à l'exception des années 2002 et 2003 pendant lesquelles la proportion s'élève significativement. Elle est une des moins élevées, jusqu'en 2001 du moins, des pays de l'Europe occidentale si on prend en compte l'indicateur comprenant les détenus avant jugement rapporté au nombre d'habitants.

[106] D'après les chiffres disponibles dans la statistique pénale annuelle du Conseil de l'Europe (SPACE I – enquête 2003), il y avait en Belgique au 1er septembre 2003, 45,3% de détenus sans condamnation définitive.

[107] Pour ce qui concerne la durée moyenne du placement en détention provisoire, des données ont pu être réunies au sein du Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires au moyen d'une enquête par questionnaire (voir J. MC BRIDE, *Rapport sur l'analyse révisée des réponses au questionnaire sur la loi et la pratique des Etats membres concernant le placement en détention provisoire*, PC-DP (2003) 9 REV, Strasbourg, 15 décembre 2003, pp.33-34).

[108] Conseil de l'Europe, Statistique pénale annuelle, SPACE I, Enquête 2003, PC-CP (004) 6rev, Strasbourg, 29 septembre 2004, 57p.

2. L'Union européenne et la détention préventive

L'attention de l'Union européenne à l'égard de la détention préventive est relativement neuve eu égard aux travaux menés depuis de longues années par le Conseil de l'Europe. C'est que les compétences pénales de l'Union européenne ne se sont développées que récemment et sans doute, se cherchent-elles encore. On pourrait par ailleurs se demander si l'Union européenne est bien compétente pour ce qui concerne la détention avant jugement. L'objet de la recherche n'étant pas de répondre à cette délicate question, la présente partie se limitera à situer brièvement les réflexions en cours et les mesures envisagées ou adoptées au sein de l'Union européenne dans le domaine de la détention préventive.

Ces démarches s'ancrent dans le prolongement de la création d'un « espace de liberté, de sécurité et de justice » et de l'adoption du principe de reconnaissance mutuelle entériné par le Conseil européen de Tampere[109], principe qui a connu une première concrétisation par la création d'un mandat d'arrêt européen[110]. Un programme de mesures destinées à mettre en œuvre ce principe de reconnaissance mutuelle a été adopté par le Conseil[111]. Ce programme insiste sur la nécessité de rechercher la reconnaissance mutuelle à tous les stades de la procédure pénale et donc également avant tout jugement de condamnation. Ainsi, dans le cadre de l'exécution des décisions pré-sententielles relatives aux personnes, outre la question du mandat d'arrêt européen, est posée celle des mesures de contrôle non privatives de liberté (point 2.2.2., mesures n°9 et n°10 du programme précité), alternatives à la détention préventive.

Dans ce cadre, un Livre Vert sur la reconnaissance mutuelle des mesures de contrôle présentencielles non privatives de liberté est en préparation depuis quelques années au sein de la Commission. Présenté officiellement le 17 août 2004, il vise à préparer l'élaboration d'un nouvel instrument législatif concernant la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires quoi ordonnent, avant le procès, des mesures de contrôle non privatives de liberté[112]. L'idée défendue par le Livre Vert est de permettre à un suspect arrêté dans un Etat membre d'attendre son procès dans un autre Etat membre, en y étant laissé en liberté sous conditions. Cette possibilité n'est guère mise en œuvre actuellement car chaque droit national a ses exigences en terme de mesures alternatives à la détention préventive et certains pays ne reconnaissent pas les décisions prises par des autorités judiciaires étrangères en la matière. Ceci a pour conséquence que les ressortissants européens non-résidants dans l'Etat membre

---

[109] CONSEIL DE L'EUROPE, Compte-rendu analytique de la 1ère réunion des 9-11 décembre 2002 du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires, Strasbourg, 23 avril 2003, pp.15-16.

[110] Il est à noter que c'est davantage dans le cadre de l'application du principe de reconnaissance mutuelle que l'Union européenne a la possibilité de se saisir de la question de la détention préventive que dans le cadre d'une harmonisation procédurale, voie dans laquelle elle pourrait aussi s'engager mais qui semble à ce stade impraticable (voir à ce sujet M.-H. DESCAMPS, « La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales », in *Actualités de droit pénal européen*, Les dossiers de la Revue de droit pénal et de criminologie, La Charte, 2003, pp.85-109). Cette analyse ne peut toutefois pas occulter le fait que les rapports entre les deux processus sont complexes et que l'un ne va sans doute pas sans l'autre (voir M.-A. BEERNAERT, citant A. WEYEMBERG, « La loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes : quand le droit pénal belge évolue sous la dictée de l'Union européenne », *J.T.*, 2004, p.585).

[111] Programme 2001/C 12/02 de mesures destiné à mettre en œuvre le principe de reconnaissance mutuelle des décisions pénales, J.O., 15 janvier 2001, pp. 10-22.

[112] Commission des Communautés européennes, Livre Vert sur la reconnaissance mutuelle des mesures de contrôle présentencielles non privatives de liberté, COM(2004) 562final, Bruxelles, le 17 août 2004, 9p.

qui procède à leur inculpation seraient davantage maintenus en détention préventive que les ressortissants européens résidant dans cet Etat membre[113]. Le Livre Vert participe dès lors de la volonté d'organiser entre Etats membres la reconnaissance des alternatives à la détention préventive, afin de réduire le nombre de détenus préventifs dans l'Union européenne et de garantir les mêmes droits face aux mesures privatives de liberté. Le Livre Vert a été soumis à une large consultation qui s'est clôturée le 30 novembre 2004[114].

Un autre domaine dans lequel l'Union européenne intervient et qui touche également à la détention préventive est celui de la définition de normes minimales communes relatives à certains droits procéduraux garantis dans le cadre des procédures pénales. Une proposition de décision-cadre a été élaborée ; elle vise à renforcer de manière générale les droits des personnes mises en cause ou suspectées d'avoir commis certaines infractions[115]. Un de ces droits retient particulièrement l'attention, celui de pouvoir bénéficier de l'assistance d'un avocat. Ce droit à l'assistance d'un avocat est déjà consacré à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; la proposition de décision-cadre ne vise dès lors qu'à en définir les manières communes de le respecter. C'est ainsi qu'elle prévoit un droit à l'assistance d'un avocat pour tout suspect placé en détention provisoire avant le procès.

Deux aspects importants de la détention préventive, l'assistance d'un avocat et les alternatives à l'emprisonnement avant jugement, sont donc traités au niveau de la Commission européenne. Il convient d'y être particulièrement attentif car les décisions sont prises à ce niveau par les gouvernements des Etats membres représentés au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne. Ceci signifie concrètement que le Parlement belge pourrait être amené à devoir entériner les décisions négociées à ce niveau intergouvernemental.

---

[113] Contact personnel avec Thomas LJUNGQUIST, Administrateur à la Direction générale Justice et Affaires intérieures de la Commission européenne, mars 2004.

[114] Les contributions des Etats membres (dont celle de la Belgique) et des ONG's au Livre Vert peuvent être consultées sur le site internet de la Commission européenne, à l'adresse suivante : http://europa.eu.int/comm/justice_home/news/consulting_public/news_consulting_public_en.htm.

[115] Proposition de décision-cadre du Conseil relative à certains droits procéduraux accordés dans le cadre des procédures pénales dans l'Union européenne, COM (2004) 328 final, Bruxelles, le 28 avril 2004. Cette proposition a été précédée par une consultation publique organisée sur base du Livre Vert sur les garanties procédurales publié par la Commission européenne en février 2003.

3. La détention préventive en Finlande

L'intérêt porté à la détention avant jugement en Finlande est né du contrôle que ce pays semble avoir pu opérer sur sa population pénitentiaire globale. De récentes données permettent toutefois de constater que ces dernières années, la Finlande est également confrontée à une augmentation de la population carcérale et plus particulièrement, de la détention préventive[116]. Ces données seront analysées dans une première partie ; il sera ensuite fait état du cadre législatif en vigueur dans le pays[117].

3.1. DONNÉES QUANTITATIVES

Le contexte carcéral est assez particulier en Finlande dans la mesure où, après avoir connu des taux de détention parmi les plus élevés de l'Europe occidentale, ce pays nordique a mené une « *politique consciente de décarcération à long terme* »[118]. Cette politique pénale, située dans un contexte historique tout à fait particulier[119], a largement porté ses fruits puisque, par exemples, entre 1976 et 1992, le taux de détention est passé de 118 à 70 pour 100 000 habitants et le nombre annuel de personnes incarcérées est passé de 13 475 à 9 851[120].

L'évolution du niveau d'emprisonnement en Finlande résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs, mis en évidence par P. Törnudd (1991) et repris par A. Kuhn et N. Christie. Ces auteurs montrent ainsi que la Finlande connaissait des taux d'emprisonnement exceptionnellement élevés. Après les libérations de prisonniers à la fin de la seconde guerre mondiale, le système pénal finlandais a davantage accordé d'importance à l'existence d'une réaction sociale face à des actes infractionnels plutôt qu'à la sévérité de cette réaction. La durée de l'emprisonnement était ainsi d'une importance moindre que l'existence même de cet emprisonnement[121]. Un autre facteur a sans doute été le rôle joué par les criminologues[122] et l'influence modérée de l'opinion publique en la matière[123]. Dans ce contexte, les mesures

---

[116] Il faudra néanmoins être attentif aux prochaines évolutions car il semblerait que les toutes dernières données montrent une certaine stabilisation de la situation (contact personnel avec Tuuli NURMINEN, Department of Criminal Policy, août 2004).

[117] Les données bibliographiques accessibles en français ou en anglais (ou en une autre langue compréhensible par les chercheurs) étant relativement peu nombreuses sur la détention préventive en Finlande, elles ont été complétées par des informations récoltées directement auprès de deux agences étatiques : the Criminal Sanctions Agency (organe qui gère le système pénitentiaire finlandais) et le Criminal Policy Department (le Ministère de la Justice finlandais).

[118] U. MOHELL, *Rapport de la Finlande*, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (PC-DP), PC-DP (2003) 6, Strasbourg, 29 avril 2003, p.2.

[119] Voir à ce sujet P. TÖRNUDD, *15 years of decreasing prisoner rates in Finland*, document de travail, Vienne, 29 juin 1991, 28p. ; N. CHRISTIE, *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident*, Ed. Autrement Frontières, 1993, p.54-59 ; A. KUHN, *Détenus. Combien ? Pourquoi ? Que faire ?*, Bern, Haupt, 2000, pp.67-73. Il est ici rappelé que l'indépendance de la Finlande n'a été obtenue qu'en 1919, après qu'elle eût fait partie de la Russie pendant plus d'un siècle.

[120] A. KUHN, *Détenus. Combien ? Pourquoi ? Que faire ?, op.cit.*, p. 69.

[121] A. KUHN, *Détenus. Combien ? Pourquoi ? Que faire ?, op.cit.*, p. 68.

[122] N. CHRISTIE, *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident, op.cit.*, p.57.

[123] Dans une analyse sur les mécanismes de la surpopulation pénitentiaire, S. SNACKEN reprend l'analyse développée par P. TÖRNUDD : « *En Finlande, la politique criminelle est estimée trop importante pour la laisser dominer par l'opinion publique, elle est l'affaire d'experts criminologues* » (S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire", in *La surpopulation pénitentiaire en Europe, De la détention*

adoptées par les autorités ont pris trois directions : une diminution du recours à l'emprisonnement, une diminution de la longueur des peines légalement prévues, ainsi que prononcées et enfin, une libération des détenus plutôt dans l'exécution de leurs peines[124].

Depuis la fin des années nonante, la Finlande connaît toutefois une tendance à la hausse des différentes données pénitentiaires. C'est ainsi qu'entre 1999 et 2002, le nombre de prisonniers a augmenté de 3% tandis que le nombre de détentions préventives a augmenté de 35%[125]. Il semble que la reprise à la hausse des données relatives à la détention préventive a précédé de quelques années celle des autres chiffres carcéraux.

Les statistiques relatives à la détention préventive comprennent tant les détentions avant jugement que celles se poursuivant jusqu'à l'expiration du délai d'appel ou la prise de décision intervenant en suite de cet appel. Une distinction est habituellement faite entre les personnes détenues en prison et celles retenues dans des commissariats de police, ces dernières données n'étant souvent pas comprises dans les données relatives à la détention préventive. C'est le cas pour les données reprises ci-dessous qui donnent un aperçu de l'évolution récente de la détention préventive en Finlande[126].

TABLEAU : FINLANDE – EVOLUTION DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE

Année	Nombre moyen de personnes en détention préventive	Nombre moyen de personnes en détention préventive Indice 1993=100	Nombre d'incarcération en détention préventive	Durée moyenne de la détention préventive (en mois)
1984	536	216,1	3114	2,1
1985	500	201,6	2846	2,1
1986	510	205,6	2867	2,1
1987	468	188,7	2646	2,1
1988	421	169,8	2462	2,1
1989	350	141,1	1691	2,5
1990	372	150,0	1926	2,3
1991	293	118,1	1447	2,4
1992	263	106,0	1525	2,1
1993	248	100,0	1436	2,1
1994	259	104,4	1626	1,9
1995	289	116,5	1572	2,2
1996	300	121,0	1637	2,2
1997	295	119,0	1593	2,2
1998	292	117,7	1503	2,3
1999	354	142,7	1589	2,7
2000	376	151,6	1668	2,7
2001	457	184,3	1886	2,9
2002	478	192,7	1843	3,1
2003	492	198,4	1911	3,1

avant jugement à la libération conditionnelle, Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997, Bruxelles, Bruylant, 1999, p.26).

[124] P. TÖRNUDD, *15 years of decreasing prisoner rates in Finland, op.cit.*, p.6.

[125] THE NATIONAL RESEARCH INSTITUTE OF LEGAL POLICY, *Crime and Criminal Justice in Finland 2003*, Helsinki, 2004, p.22.

[126] Contact personnel avec Marja-Liisa MUILUVUORI, Criminal Sanctions Agency, juillet 2004. Les chiffres ainsi communiqués doivent être considérés avec prudence, les détentions dans les commissariats étant de nature à les relativiser de manière importante.

Le nombre moyen de personnes en détention préventive a ainsi presque doublé entre 1993 et 2003. Cette hausse n'a toutefois pas la même ampleur que la baisse constatée dix ans auparavant. Ainsi, en 1983, le nombre moyen de personnes en détention préventive était de 571 (en 1975, il était de 808)[127].
A partir de 1994, on constate également un allongement de la durée de la détention préventive qui passe ainsi d'une durée moyenne de 1,9 mois à 3,1 mois en 2003.

Dans le cadre des travaux menés au sein du Conseil de l'Europe, des explications ont été avancées face à cette augmentation du nombre de prévenus en Finlande : elle serait liée à la multiplication des infractions liées à la drogue et la progression de la criminalité organisée, ainsi que l'accroissement du nombre d'auteurs dans les infractions et leur complexité accrue. D'autres modifications d'ordre procédural sont évoquées[128]. Les représentants du Ministère de la Justice finlandais qui avancent ces explications ne précisent pas si elles sont le résultat d'une analyse scientifique ou s'il s'agit d'explications avancées par les acteurs judiciaires directement concernés par la détention préventive.

Un groupe de travail a été constitué au sein du Ministère de la Justice finlandais afin d'étudier les causes de cette augmentation de la détention préventive et y remédier. Ce groupe vient de rendre public son rapport en suite duquel des adaptations législatives devraient intervenir prochainement[129].

3.2. CADRE NORMATIF

La législation finlandaise reconnaît à la police une certaine autonomie d'action, en ce qu'elle est seule responsable des investigations en matière pénale. Ni le Ministère de l'Intérieur dont relèvent les services de police, ni aucune autre autorité comme le ministère public ne peut donner des instructions au fonctionnaire de police chargé d'enquêter sur une affaire pénale[130].

Dans ce cadre, la police peut arrêter toute personne à propos de laquelle elle a des raisons suffisantes de croire qu'elle a commis une infraction mais à une double condition :
1) La peine encourue pour l'infraction reprochée est au minimum de deux ans d'emprisonnement ;
2) La peine encourue pour l'infraction reprochée est au minimum d'un an d'emprisonnement et, considérant les circonstances propres à l'intéressé, il est à craindre qu'il cherche à se soustraire à la justice, à nuire aux investigations ou qu'il poursuive son activité criminelle.
Une arrestation peut également être ordonnée dans des situations spécifiques, par exemple en cas d'identité inconnue du suspect qui refuse de donner ses nom et adresse[131]. La législation finlandaise stipule par ailleurs que personne ne peut être arrêté de manière déraisonnable, eu

[127] P. TÖRNUDD, *15 years of decreasing prisoner rates in Finland*, *op.cit.*, p.26.
[128] U. MOHELL, *Rapport de la Finlande*, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (PC-DP), PC-DP (2003) 6, Strasbourg, 29 avril 2003, p.9.
[129] Contacts personnels avec Tuuli NURMINEN, Department of Criminal Policy, août 2004, ainsi qu'avec Raili MATINPURO, Criminal Sanctions Agency, décembre 2004. Le rapport du groupe de travail n'est malheureusement disponible qu'en langue finnoise et n'a pu être traduit, vu son ampleur.
[130] M. JOUTSEN, R. LAHTI, P. PÖLÖNEN, *Finland, Criminal Justice Systems in Europe and North America*, HEUNI, Helsinki, Finland, 2001, pp. 9-10.
[131] Coercive Measures Act 450/1987, section 3, (1).

égard aux circonstances spécifiques à l'affaire, à l'âge de l'intéressé ou à d'autres circonstances propres à celui-ci[132].

Après une arrestation par les forces de police, une décision de détention ne peut être prise que par un tribunal. Elle doit être sollicitée par la police sans délai et au plus tard le troisième jour après l'arrestation[133]. Le tribunal doit statuer sur la demande au plus tard le quatrième jour qui suit la privation de liberté[134]. La personne arrêtée est entendue par le tribunal et peut se faire assister par un avocat. L'officier qui a sollicité la détention est également présent à l'audience[135]. Le tribunal peut fixer, au moment où il ordonne la détention du suspect, un délai maximum endéans lequel les charges retenues à son égard doivent être apportées. Si ce délai est supérieur à deux semaines après la décision de détention préventive prise par le tribunal, celui-ci devra se prononcer sur le maintien en détention et ce, toutes les deux semaines jusqu'à ce que les charges soient établies. Le détenu pourra être entendu lors de ces audiences successives[136].

3.3. MISE EN PERSPECTIVE

Le regard neuf que la Finlande a su porter sur la prison et les politiques réductionnistes qui en ont résulté sont l'occasion d'insister sur le fait qu'une réduction de la population carcérale ne peut être attendue uniquement d'une politique axée sur la détention préventive. C'est la conception même de la peine qui doit être interrogée, dans sa diversification et dans son ampleur. « Actuellement, la Finlande apporte la meilleure illustration de cette constatation : la baisse impressionnante du nombre de détenus est le résultat d'une politique de décriminalisation et de dépénalisation, mais surtout d'un changement de philosophie pénale »[137].

Si on se réfère plus particulièrement aux règles relatives à la détention préventive, il est à noter que dans ce pays comme ailleurs, le législateur a voulu circonscrire le recours à la détention avant jugement, avec des critères similaires à ceux rencontrés en Belgique (motivation particulière, seuil d'admissibilité et examen régulier du maintien en détention préventive). Mais un élément semble particulièrement intéressant à relever au niveau des délais. L'intervention d'un tribunal pour décider d'une détention préventive doit avoir lieu endéans les 4 jours de la privation de liberté initiale. Ce délai est sensiblement plus long que celui rencontré en Belgique, tout en profitant presque entièrement aux services de police[138]. Par la suite, l'examen du maintien en détention préventive doit intervenir toutes les deux semaines. Ce délai est donc plus court que le contrôle mensuel prévu en Belgique. C'est par ailleurs la même autorité, un tribunal, qui est chargée de décider de la mise en détention préventive et de son maintien.

---

[132] Coercive Measures Act 450/1987, section 3, (3).
[133] Coercive Measures Act 450/1987, section 13.
[134] Coercive Measures Act 450/1987, section 14, (1).
[135] Coercive Measures Act 450/1987, section 15.
[136] Coercive Measures Act 450/1987, section 21.
[137] TÖRNUDD, 1997, cité par S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire", in *La surpopulation pénitentiaire en Europe, De la détention avant jugement à la libération conditionnelle, Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, *op.cit*., p.23.
[138] Voir ci-après la discussion relative au délai de 24 heures en Belgique (chapitre 3, 1.2.1).

4. La détention provisoire en France

La France est sans doute le pays qui, depuis l'année 2000, a connu le plus grand nombre de lois relatives à la détention préventive (appelée détention *provisoire* dans l'Hexagone). En effet, la réforme conséquente votée en juin 2000 a déjà fait l'objet de trois modifications substantielles.
Dans une première partie, le cadre normatif tel qu'actuellement en vigueur est présenté. Il est ensuite fait état de l'évolution de la détention provisoire en terme statistique pour notamment tenter de percevoir comment les réformes des dernières années ont concrètement été appliquées par les acteurs du terrain et quels impacts elles ont eu sur le nombre et la durée de la détention provisoire.

4.1. LE CADRE NORMATIF

L'adoption de la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes constitue une évolution majeure du cadre juridique français entourant la détention provisoire. Cette loi ne modifie pas seulement le régime de la détention avant jugement ; elle opère véritablement un bouleversement de la procédure pénale, particulièrement pour ce qui concerne l'enquête et l'instruction.

La précédente réforme importante de la détention avant jugement remontait à la loi du 17 juillet 1970 qui, transformant la détention « préventive » en détention « provisoire », a restreint les cas où la détention est possible, obligé le juge d'instruction à motiver précisément ses décisions en matière correctionnelle et créé le contrôle judiciaire, mesure intermédiaire entre la liberté et l'incarcération provisoire[139]. Durant les trente années qui suivirent, le législateur français a multiplié les initiatives pour encadrer plus strictement le recours à la détention provisoire, particulièrement en tentant de ne plus laisser le juge d'instruction prendre seul une telle décision. Plusieurs de ces initiatives ne furent guère suivies d'effets : les lois créant successivement des « chambres d'instruction », des « chambres des demandes de mise en détention provisoire » ou encore des « chambres d'examen des mises en détention provisoire » furent abrogées quelques temps après leur adoption, parfois même avant leur entrée en vigueur[140]. La raison en serait la faiblesse des effectifs des magistrats[141]. Cette législation par strates successives fut alors substantiellement réformée par la loi du 15 juin 2000.

La nouvelle loi fait l'objet de la présente partie de la recherche mais elle est analysée dans le contexte de ses modifications successives. Comme signalé ci-dessus, il est en effet

---

[139] A. TOURRET, Rapport fait au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à limiter la détention provisoire, Assemblée nationale, 1er avril 1998, p. 6. Sur le contrôle judiciaire, voir l'article de C. CARDET, « Quelle consécration pour le contrôle judiciaire socio-éducatif dans la loi du 15 juin 2000 ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, Juillet-Septembre 2001, pp. 357-551.
[140] A. TOURRET, Rapport fait au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à limiter la détention provisoire, *op.cit.*, p. 6.
[141] C. SAMET, « Le juge d'instruction », *Regards sur l'actualité*, n°216, La Documentation française, décembre 1995, p.21.

remarquable de noter que bien que toute récente, la loi de juin 2000 a déjà fait l'objet de diverses modifications qui ont parfois radicalement changé ses orientations[142].

Différents aspects du régime juridique de la détention provisoire tel qu'en vigueur actuellement en France seront examinés, l'accent étant mis sur des éléments susceptibles d'éclairer utilement la réflexion menée en Belgique sur la détention préventive. Seront ainsi plus particulièrement examinés les conditions de fond de la détention provisoire, sa durée et certains aspects procéduraux dans le cadre duquel une attention particulière sera consacrée à la création d'un nouvel acteur : le juge des libertés et de la détention. Certaines procédures particulières autorisant le recours à la détention provisoire seront en outre analysées : la comparution immédiate et la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Enfin, le placement sous surveillance électronique sera brièvement étudié. Introduit par la loi du 15 juin 2000 comme mesure d'exécution d'une décision de mise en détention provisoire, il a été supprimé en tant que tel par la loi d'orientation et de programmation pour la justice du 9 septembre 2002. Il est depuis autorisé comme mesure d'exécution d'un contrôle judiciaire.

4.1.1. Les conditions de fond

Les conditions de fond de la détention provisoire dans le régime juridique français ont trait à la gravité de la peine encourue, à l'exigence d'une motivation particulière et aux caractéristiques de la personne poursuivie.

4.1.1.1. La gravité de la peine encourue

La détention provisoire est exclue pour les contraventions. Elle est toujours possible en matière criminelle. Elle n'est possible en matière correctionnelle que pour des délits punissables de 3 ans d'emprisonnement[143].

Ce seuil unique de trois ans en matière correctionnelle a été introduit par la loi du 9 septembre 2002 qui a supprimé le seuil de 5 ans prévu par la loi du 15 juin 2000 précitée pour les délits contre les biens. La possibilité de placement en détention provisoire reposait en effet sur une distinction entre les délits contre les biens pour lesquels la peine d'emprisonnement encourue devait être en principe d'au moins 5 ans et les autres délits pour lesquels le seuil de gravité de la peine était de trois ans. La loi du 15 juin 2000 avait elle-même rehaussé le seuil de gravité

[142] Voir les lois n°2002-307 du 4 mars 2002 complétant la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes et la loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice. Ces deux lois successives ont fait dire à certains que les mécanismes instaurés en 2000 pour limiter les possibilités de placement en détention provisoire et réduire sa durée ont été en partie démantelés au cours de l'année 2002 (Observatoire international des prisons, *Les conditions de détention en France – Rapport 2003*, Paris, La Découverte, 2003, p.14), ce démantèlement étant de nature à stopper tout effort de réduction de l'ampleur de la détention provisoire et contribuerait même à provoquer une augmentation sensible des décisions de placement ou de maintien en détention provisoire (Observations de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme du 15 juillet 2002 sur l'avant-projet de loi d'orientation et de programmation de la justice). Il faut souligner que depuis ces deux réformes, une nouvelle loi est encore venue modifier sensiblement le régime de la détention provisoire (la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité). Les modifications que cette nouvelle loi introduit en procédure pénale ont été jugées d'une ampleur telle qu'elle constitue en fait une loi d'importance équivalente à celle du 15 juin 2000 (J.M. DELARUE, *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, p.8).

[143] Article 143-1 du Code de procédure pénale.

qui existait jusque là et qui était d'un an en cas de flagrant délit et de deux ans dans les autres cas.
Dans l'exposé des motifs de la loi du 9 septembre 2002, le Gouvernement ne s'explique pas sur la suppression de cette distinction entre les délits contre les biens et les autres délits[144].

4.1.1.2. L'exigence d'une motivation spéciale

La décision de mise en détention provisoire ou de prolongation de la mesure doit être spécifiquement motivée.
Elle ne peut par ailleurs être ordonnée que dans trois hypothèses :

1. Pour les nécessités de l'instruction ;
2. Pour garantir la sécurité ;
3. Pour garantir l'ordre public[145].

4.1.1.3. Les conditions liées aux caractéristiques de l'inculpé

Certaines conditions spécifiques sont en outre prévues en fonction de caractéristiques liées à la personne de l'inculpé (mineurs, jeunes majeurs ou parents d'un enfant mineur). Ainsi, pour les inculpés qui exercent l'autorité parentale sur un mineur de moins de 16 ans, à titre exclusif, et pour peu que ce mineur ait sa résidence chez eux, le code de procédure pénale exige dans certains cas qu'avant toute décision de placement en détention provisoire, des mesures soient proposées pour éviter que la santé, la sécurité et la moralité du mineur ne soient en danger ou que les conditions de son éducation ne soient gravement compromises[146].

Un autre exemple a trait aux personnes âgées de moins de vingt et un ans au moment de la commission de l'infraction que le juge d'instruction envisage de placer en détention provisoire. Si la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement, le juge d'instruction doit faire diligenter une enquête visant à vérifier la situation matérielle, familiale et sociale de l'intéressé et à lui permettre d'être informé sur les mesures propres à favoriser son insertion sociale[147]. La même obligation pèse sur le procureur de la République avant toute réquisition de placement en détention provisoire, lorsque la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement[148].

---

[144] Elle a d'ailleurs fait l'objet de peu de débats au cours des travaux parlementaires, certains dénonçant à ce sujet le retour en arrière du Gouvernement par rapport aux avancées de la loi du 15 juin 2000 (voir par exemple, les observations de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme, saisie pour avis par le Garde des Sceaux, texte adopté le 15 juillet 2002).
[145] Article 144 du Code de procédure pénale :
"La détention provisoire ne peut être ordonnée ou prolongée que si elle constitue l'unique moyen :
1º De conserver les preuves ou les indices matériels ou d'empêcher soit une pression sur les témoins ou les victimes, soit une concertation frauduleuse entre personnes mises en examen et complices ;
2º De protéger la personne mise en examen, de garantir son maintien à la disposition de la justice, de mettre fin à l'infraction ou de prévenir son renouvellement ;
3º De mettre fin à un trouble exceptionnel et persistant à l'ordre public provoqué par la gravité de l'infraction, les circonstances de sa commission ou l'importance du préjudice qu'elle a causé. ».
[146] Article 145-5 du Code de procédure pénale.
[147] Article 81 du Code de procédure pénale.
[148] Article 41 du Code de procédure pénale.

4.1.2. La durée de la détention provisoire

Depuis 1975, le législateur français limite la durée totale de la détention avant jugement par des « délais butoirs ». Un premier délai de six mois avait alors été institué, pour être ensuite complété lors de réformes successives. La loi du 15 juin 2000 diversifie les techniques pour restreindre la durée de la détention provisoire : durées limitées durant le temps de l'instruction (échéances successives, durées maximales) et durées limitées entre la fin de l'instruction et l'examen au fond. On a ainsi parlé de « guillotine procédurale »[149].
La durée de la détention provisoire ne fait donc pas l'objet d'une seule limite absolue : le code de procédure pénale français instaure différents délais, en fonction du stade de la procédure mais aussi, de la nature de l'infraction et des circonstances propres à la personne poursuivie ou à l'affaire.
Vu la complexité du système mis en place, due essentiellement aux nombreuses exceptions qui le caractérise, un tableau schématise en annexe les limitations de la durée de la détention provisoire actuellement en vigueur en France.

Avant de les exposer, il est à noter qu'en amont de la détention provisoire, la législation française prévoit qu'un individu peut être privé de sa liberté par une garde à vue. Cette mesure peut être ordonnée par un officier de police judiciaire pour une durée de 24 heures. Un tel délai peut être prolongé pour une nouvelle durée de 24 heures, soit 48 heures maximum, par le procureur de la République[150]. Dès le début de la garde à vue, la personne privée de sa liberté peut demander à s'entretenir avec un avocat. La durée de l'entretien ne peut excéder trente minutes. A l'issue de celui-ci, l'avocat peut rédiger des observations écrites qui sont jointes à la procédure[151].

Soulignons enfin qu'en toute matière et à tout moment, la personne placée en détention provisoire ou son avocat peut demander sa mise en liberté[152]. On peut aussi remarquer que le législateur français a rendu obligatoire l'imputation de la durée de la détention provisoire sur la durée de la peine prononcée[153].

4.1.2.1. Durant l'instruction

En matière correctionnelle[154], la détention provisoire ne peut pas, en principe, excéder plus de quatre mois.

---

[149] J. PRADEL, « Les personnes suspectes ou poursuivies après la loi du 15 juin 2000. Evolution ou révolution ? (suite et fin) », *Recueil Dalloz*, 2001, I, p. 1120
[150] Articles 63 et 77 du Code de procédure pénale. Deux prolongations supplémentaires de vingt-quatre heures chacune peuvent encore être ordonnées, par décision écrite et motivée, soit du juge des libertés et de la détention, soit du juge d'instruction et ce, dans le cadre d'une enquête ou d'une instruction relative à des faits limitativement énumérés (meurtre commis en bande organisée, trafic de stupéfiants, blanchiment d'argent, etc.) (articles 706-73 et 706-88 du code de procédure pénale, insérés par la loi n°2004-204 du 9 mars 2004, en vigueur depuis le 1er octobre 2004).
[151] Articles 63-4 et 77 du Code de procédure pénale. Dans le cadre des hypothèses visées dans la note de bas de page ci-dessus, l'intéressé ne peut s'entretenir avec un avocat avant la quarante-huitième heure de garde à vue. Ces exceptions au principe de la présence de l'avocat dès le début de la garde à vue ont été introduites dans un souci d'efficacité de l'enquête (J.M. DELARUE, *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, p.8).
[152] Article 148 du Code de procédure pénale.
[153] Article 716-4 du Code de procédure pénale.
[154] Article 145-1 du Code de procédure pénale.

Cette durée de quatre mois peut-être prolongée, à titre exceptionnel, si la personne mise en examen[155] a déjà été condamnée pour crime ou délit de droit commun soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis d'une durée supérieure à un an et lorsqu'elle encourt une peine inférieure ou égale à 5 ans. Dans ces cas, *le juge des libertés et de la détention* peut décider de prolonger la détention provisoire pour 4 mois au maximum. Cette décision peut être renouvelée sans que la durée totale de la détention n'excède un an. Néanmoins, pour certains faits, la durée maximale peut être portée à deux ans[156], voire à trois ans[157].
A titre toujours exceptionnel, si le juge d'instruction doit poursuivre ses investigations et que la mise en liberté de la personne mise en examen causerait pour la sécurité des personnes et des biens un risque d'une particulière gravité, *la chambre d'instruction*, saisie par le juge des libertés et de la détention, peut prolonger pour une durée de quatre mois la durée de deux ans précitée.

En matière criminelle[158], la durée maximale de principe est fixée à 1 an.

Cette durée peut également être prolongée par *le juge des libertés et de la détention* pour une durée qui ne peut être supérieure à 6 mois, cette décision pouvant être renouvelée sans que la personne mise en examen ne puisse être maintenue en détention provisoire au-delà de deux ans lorsque la peine encourue est inférieure à vingt ans de réclusion ou de détention criminelles et au-delà de trois ans dans les autres cas. Ce délai de trois ans est porté à quatre ans lorsque la personne est poursuivie pour certaines infractions limitativement énumérées.
Comme c'est le cas en matière correctionnelle, et toujours à titre exceptionnel, si le juge d'instruction doit poursuivre ses investigations et que la mise en liberté de la personne mise en examen causerait pour la sécurité des personnes et des biens un risque d'une particulière gravité, *la chambre d'instruction*, saisie par le juge des libertés et de la détention, peut prolonger pour une durée de quatre mois les durées précitées. Cette décision peut être renouvelée une fois.

4.1.2.2. Après renvoi devant la juridiction de jugement

Une fois que l'ordonnance de renvoi devant la juridiction de jugement a été prononcée, de nouveaux délais sont fixés. On parle ainsi de délais d'audiencement.

Si l'affaire est renvoyée devant le tribunal correctionnel, celui-ci a deux mois pour commencer l'examen du fond de l'affaire, à compter de la date de l'ordonnance de renvoi. A défaut de commencer à examiner l'affaire au fond à l'expiration de ce délai de deux mois, le prévenu en détention est immédiatement remis en liberté[159].
Il est à noter qu'en principe, l'ordonnance de renvoi de l'affaire devant le tribunal correctionnel met fin à la détention provisoire. Ce n'est que par une ordonnance distincte et spécialement motivée que le maintien en détention provisoire peut être ordonné. Cette

[155] La mise en examen se comprend en droit français comme la décision du juge d'instruction d'investiguer sur une personne contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit (article 80-1 du Code de procédure pénale).
Toute autre est l'information judiciaire ouverte par le Procureur du Roi et confiée à un juge d'instruction.
[156] Si l'infraction a été commise à l'étranger ou cas de trafic de stupéfiants, terrorisme, association de malfaiteurs, proxénétisme, extorsion de fonds ou infraction commise en bande organisée, pour peu que la peine encourue soit égale à dix d'emprisonnement (article 145-1).
[157] En cas d'association de malfaiteurs dans le cadre d'actes de terrorisme (article 706-24-3).
[158] Article 145-2 du Code de procédure pénale.
[159] Articles 179 du Code de procédure pénale.

détention prendra donc fin si le tribunal n'a pas commencé l'examen de l'affaire après deux mois. Néanmoins, ce délai pourra être exceptionnellement prolongé pour une nouvelle durée de deux mois, renouvelable une fois. Cette prolongation de la détention devra faire l'objet d'une décision du tribunal qui doit motiver les raisons de fait ou de droit qui empêche, exceptionnellement, de juger l'affaire dans le délai prévu[160].

Si l'affaire est renvoyée devant la cour d'assises, celle-ci a un an pour faire comparaître l'accusé détenu à dater, soit de la date à laquelle la décision de mise en accusation est devenue définitive s'il était alors déjà détenu, soit à dater de son placement en détention provisoire si cette détention a eu lieu ultérieurement. A défaut, l'accusé détenu est immédiatement remis en liberté. Toutefois, le délai d'un an précité peut être prolongé exceptionnellement par la chambre d'instruction pour une nouvelle durée de 6 mois, renouvelable une fois[161].

4.1.3. Aspects procéduraux de la détention provisoire

En dehors même de toutes les règles relatives à la durée, la procédure pénale qui régit la détention provisoire est assez complexe. L'objectif n'étant pas de présenter de manière exhaustive le régime juridique en vigueur, seuls certains aspects de cette procédure seront ici présentés. Dans une première partie, la procédure dite ordinaire sera exposée, avec une attention particulière envers la figure du juge des libertés et de la détention. Dans une seconde partie, deux procédures particulières seront examinées : la comparution immédiate et la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

4.1.3.1. La procédure ordinaire

C'est désormais autour du juge des libertés et de la détention que s'articule la procédure en principe suivie pour une mise en détention provisoire ou le maintien de celle-ci. Cette nouvelle organisation de la procédure préalable au jugement était attendue depuis longtemps. En effet, jusque là, le juge d'instruction prenait seul la décision de mise en détention provisoire, sans contrôle automatique et régulier par une autre juridiction. Cette compétence qui lui était ainsi réservée a suscité certaines critiques, fondées principalement sur la double nature des fonctions du juge d'instruction, à la fois enquêteur et juge, fonctions jugées incompatibles au regard du principe d'impartialité. Dans les années qui ont précédé la réforme de 2000, le législateur français avait dès lors multiplié les initiatives visant à limiter, voire à ôter, tout pouvoir de décision en matière de détention provisoire au juge d'instruction. Ces tentatives ont toujours échoué. La loi du 15 juin 2000 réitère la démarche en créant cette nouvelle juridiction qu'est le juge des libertés et de la détention. Celui-ci décide en principe de toute demande de mise en détention provisoire ou de prolongation de celle-ci[162]. Toutefois, dans cette partie de la recherche, il est montré que les autres juridictions ne s'effacent pas complètement devant l'apparition de ce nouvel acteur.

[160] Article 179 du Code de procédure pénale.
[161] Articles 181 et 215-2 du Code de procédure pénale.
[162] Article 137-1 du Code de procédure pénale.

Le juge des libertés et de la détention

Le juge des libertés et de la détention est un magistrat du siège ayant rang de président, de premier vice-président ou de vice-président. Il est désigné par le président du tribunal de grande instance[163]. C'est donc un magistrat expérimenté[164].

Les modalités d'organisation de cette nouvelle figure diffèrent d'un tribunal à l'autre. C'est ainsi qu'au tribunal de grande instance de Lille, chacun des 19 magistrats ayant la compétence statutaire pour être juge des libertés et de la détention remplit cette fonction à tour de rôle. Le tribunal de grande instance de Paris a choisi, au contraire, de spécialiser dans cette fonction 5 magistrats[165]. L'organisation des tribunaux doit toutefois impérativement tenir compte du fait que le juge des libertés et de la détention ne peut, à peine de nullité, participer au jugement des affaires pénales dont il a connu[166].
Dans une première évaluation de la loi de 2000, la Députée C. LAZERGES souligne la difficulté qu'il y aurait à trouver des volontaires pour remplir cette fonction qui présenterait trop peu d'intérêt intellectuel et serait soumis à des contraintes horaires difficiles[167]. Les problèmes d'effectifs rencontrés dans certains tribunaux ont par ailleurs conduit le législateur à autoriser, en cas d'empêchement du juge des libertés et de la détention et des présidents et vice-présidents, le remplacement du juge des libertés et de la détention par le magistrat du siège le plus ancien dans le grade le plus élevé[168]. Cette souplesse, qui présente certains avantages, suscite aussi des questions non résolues à ce jour, notamment celle de savoir si l'activité du juge des libertés et de la détention peut être une activité annexe, voire subsidiaire[169].
Du côté des juges d'instruction, une des premières évaluations de la loi laisse également entendre que les juges d'instruction seraient satisfaits d'être ainsi dégagés du contentieux de la détention provisoire[170].

---

[163] Article 137-1, alinéa 2, du Code de procédure pénale.
[164] B. BOULOC, « Chronique législative », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2002, n°1, p.134.
[165] C. LAZERGES, *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'évaluation de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes*, Assemblée nationale, 20 décembre 2001, p.11.
[166] Article 137-1 du Code de procédure pénale.
[167] C. LAZERGES, *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'évaluation de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes*, *op.cit*., p.12.
[168] Article 137-1 du Code de procédure pénale.
[169] J.M. DELARUE, *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, p. 10.
[170] C. LAZERGES, *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'évaluation de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes*, *op.cit*., pp.11-14. Peu de temps après l'adoption de la loi, C. LAZERGES, Vice-Président à l'Assemblée nationale mais également Professeur de droit à l'Université de Montpellier I déclarait « *La fronde ou simplement les critiques de beaucoup de juges d'instruction a souvent laissé place aujourd'hui à la satisfaction d'être débarrassé d'un contentieux empoisonné* » (voir C. LAZERGES, « Le renforcement de la protection de la présomption d'innocence et des droits de la victime : histoire d'une navette parlementaire », *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 2001, pp. 20).

Aspects procéduraux

Comme évoqué ci-dessus, la législation française prévoit que seul le juge des libertés et de la détention peut ordonner ou prolonger une détention provisoire[171]. Mais en amont et en aval de son intervention, d'autres juridictions participent à l'orientation de la décision.

La mise en détention provisoire

Le juge des libertés et de la détention est saisi par une ordonnance motivée du juge d'instruction[172]. C'est ce qu'on a appelé le « double-verrou » : pour que détention provisoire il y ait, il faut d'abord que le juge d'instruction considère qu'il y a lieu à placement en détention provisoire, puis qu'il saisisse le juge des libertés et de la détention et qu'enfin celui-ci décide de la privation de liberté. Cette mesure participe pleinement de la volonté de limiter le nombre de personnes mises en détention avant jugement.

Une exception vient d'être introduite à ce principe : la loi du 9 mars 2004 permet au procureur de la République, en matière criminelle ou pour des délits punis de dix ans d'emprisonnement, de saisir directement le juge des libertés et de la détention, pour peu que ses réquisitions soient motivées par la protection de la sécurité ou de l'ordre public[173]. Dans cette hypothèse, il est donc dérogé au principe introduit par la loi de 2000, à savoir la nécessité de recueillir l'accord de deux magistrats du siège avant toute décision de mise en détention provisoire et par ailleurs, le juge des libertés et de la détention se distancie dans ces cas de sa mission de contrôle du bien fondé de la détention provisoire pour se rapprocher davantage d'une fonction d'arbitre entre un procureur de la République et un juge d'instruction en désaccord sur la privation de liberté[174]. Il reste que l'absence de pouvoir autonome du juge des libertés et de la détention est maintenue : il ne peut se saisir lui-même d'une affaire[175].

Par ailleurs, le procureur de la République dispose d'une autre nouvelle voie d'action introduite par le législateur à l'article 82 du code de procédure pénale. Cet article prévoit que le procureur peut requérir le placement ou le maintien en détention provisoire d'une personne mise en examen. Si le juge d'instruction ne veut pas suivre de telles réquisitions, il doit motiver sa décision dans une ordonnance rendue dans les cinq jours de ces réquisitions. S'il ne le fait pas dans ce délai ou si le juge des libertés et de la détention, saisi par le juge d'instruction, ne rend pas d'ordonnance dans un délai de dix jours à compter de sa saisine, le procureur de la République peut directement saisir le chambre d'instruction.

---

[171] Article 137-1 du Code de procédure pénale.

[172] Article 137-1 du Code de procédure pénale. Le juge d'instruction peut être lui-même saisi de réquisitions du procureur de la République tendant au placement en détention provisoire. S'il estime que cette détention ne se justifie pas et que, dès lors, il décide de ne pas transmettre le dossier de la procédure au juge des libertés et de la détention, le juge d'instruction est tenu de prendre sans délai une ordonnance motivée et de la porter à la connaissance du procureur de la République (article 137-4 du Code de procédure pénale).

[173] Articles 137-1 et 137-4 du Code de procédure pénale.

[174] J.M. DELARUE, *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, p.10.

[175] La mesure a fait l'objet de vives critiques lors des débats qui ont précédé l'adoption de la loi au Sénat, notamment pour ce qui concerne la pertinence du critère de gravité de la peine encourue utilisé, en l'espèce les crimes et les délits punis de dix ans d'emprisonnement. Le « double-regard » du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention a été considéré par certains comme une garantie devant justement être maintenue dans les cas où la peine encourue est la plus grave. Voir ainsi les déclarations de R. BADINTER, Sénat, Séance du 21 janvier 2004, Compte-rendu intégral des débats.

Dans le cadre de l'examen d'une demande de mise en détention, le juge des libertés et de la détention fait comparaître la personne concernée, assistée de son avocat si celui-ci a déjà été désigné. Puis il statue après un débat contradictoire au cours duquel il entend le ministère public, la personne concernée et, le cas échéant, son avocat[176].

Le maintien en détention provisoire

La législation française ne connaît pas, comme la législation belge, de révision régulière du maintien en détention provisoire. Des demandes de mise en liberté peuvent néanmoins être adressées au juge des libertés et de la détention[177] ou au juge d'instruction, à tout moment[178].

Lorsqu'il est saisi, le juge des libertés et de la détention doit statuer sur la demande par ordonnance motivée. Lorsqu'il rejette cette demande, il doit expliquer en droit et en fait le caractère insuffisant des obligations de contrôle judiciaire qui pourraient être imposées à l'intéressé[179]. Par ailleurs, une motivation spéciale est exigée dans un certain nombre de cas. En effet, lorsque la durée de la détention provisoire excède un an en matière criminelle ou huit mois en matière délictuelle, une motivation spécifique est exigée pour toute décision ordonnant la prolongation ou rejetant les demandes de mises en liberté ; le juge doit ainsi indiquer ce qui justifie en l'espèce la poursuite de l'information et le délai prévisible d'achèvement de la procédure. L'indication de la nature des investigations auxquelles le juge d'instruction a l'intention de procéder n'est cependant pas exigée si cette mention risque d'entraver l'accomplissement de ces investigations[180].

Lorsque le juge d'instruction est saisi d'une demande de mise en liberté, il transmet le dossier au procureur du Roi pour réquisitions. Il peut alors soit ordonner lui-même la mise en liberté soit transmettre dans les cinq jours la demande au juge des libertés et de la détention qui statue dans les trois jours[181]. Lorsque le juge d'instruction prend l'initiative de mettre fin à une détention provisoire, il peut l'assortir d'un contrôle judiciaire, après toutefois avoir pris l'avis du procureur de la République[182]. Lorsqu'il choisit de saisir le juge des libertés et de la détention parce qu'il estime qu'un maintien en détention s'impose, il doit lui en communiquer les raisons[183]. Un tel dispositif participe également d'une volonté de diminuer la durée de la détention provisoire puisque, s'il faut en principe deux avis pour mettre ou maintenir une personne en prison, il n'en faut qu'un seul pour l'en sortir[184].

Enfin, le procureur de la République peut aussi requérir à tout moment la mise en liberté d'un détenu provisoire auprès du juge d'instruction. Celui-ci peut alors ordonner la mise en liberté de l'intéressé ou transmettre endéans les cinq jours du réquisitoire du procureur le dossier au juge des libertés et de la détention qui doit statuer dans un délai de trois jours ouvrables[185].

---

[176] Article 145 du Code de procédure pénale.
[177] Article 137-1 du Code de procédure pénale.
[178] Article 148 du Code de procédure pénale.
[179] Article 137-3 du Code de procédure pénale.
[180] Article 145-3 du Code de procédure pénale.
[181] Article 148 du Code de procédure pénale.
[182] Article 147 du Code de procédure pénale.
[183] D.N. COMMARET, « Chronique de jurisprudence, Procédure pénale », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, octobre-décembre 2002, n°4, p. 841.
[184] J. PRADEL, « Les personnes suspectes ou poursuivies après la loi du 15 juin 2000. Evolution ou révolution ? », *Recueil Dalloz*, 2001, I, p. 1045.
[185] Article 147 du Code de procédure pénale.

Toute juridiction qui est appelée à statuer sur une demande de mise en liberté doit entendre, avant de se prononcer, le ministère public et le prévenu ou son avocat. Si le prévenu a déjà comparu devant cette juridiction dans les 4 mois qui précèdent, le président peut toutefois refuser sa comparution personnelle. En fonction de l'état de la procédure, la juridiction a 10 ou 20 jours en 1er ressort, 2 ou 4 mois dans le cadre de recours, pour statuer[186].

Les moyens d'action du procureur de la République

Comme il l'a déjà été signalé ci-dessus, malgré l'intervention d'une nouvelle juridiction (le juge des libertés et de la détention), le procureur de la République n'est pas dépourvu de moyens d'intervention dans le cadre de la détention provisoire. Il peut en effet introduire :

1° Appel devant la chambre d'instruction contre l'ordonnance du juge d'instruction par lequel il décide de ne pas saisir le juge des libertés et de la détention pour une mise en détention provisoire ou contre une ordonnance de mise en liberté contraire à ses réquisitions [187] ;

2° Appel devant la chambre d'instruction contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention refusant une mise en détention provisoire ou contre une ordonnance de mise en liberté contraire à ses réquisitions [188] ;

3° Appel devant le greffier du juge des libertés et de la détention ou du juge d'instruction contre une ordonnance de mise en liberté contraire à ses réquisitions et saisine dans le même temps du premier président de la Cour d'appel d'un référé-détention[189].

La particularité du référé-détention réside dans la suspension des effets de l'ordonnance de mise en liberté durant un délai relativement court : la personne ne peut en effet être remise en liberté avant l'expiration d'un délai de quatre heures. Le procureur de la République peut interjeter appel dans ce délai de quatre heures et saisir dans le même temps le premier président de la Cour d'appel qui doit statuer au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la demande[190]. Faute pour le procureur de la République d'avoir ainsi formé un référé-détention dans le délai imparti qui court à compter de la notification de l'ordonnance de mise en liberté, la personne est mise en liberté (sauf si elle est détenue pour une autre cause).

4.1.3.2. Les procédures particulières

Deux modes particuliers de traitement des contentieux sont inscrits dans la législation française. En raison de leurs incidences sur la détention provisoire (voir particulièrement l'impact de ces nouvelles procédures sur l'évolution des données quantitatives relatives à la détention provisoire présentées au point 4.2.), ils font ici l'objet d'une courte présentation. Il s'agit de la procédure de comparution immédiate et de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

La comparution immédiate

La comparution immédiate est la procédure qui permet au procureur de la République, si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à deux ans (ou six mois en cas de flagrant délit) et lorsqu'il lui apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que

[186] Article 148 du Code de procédure pénale.
[187] Article 185 du Code de procédure pénale.
[188] Article 185 du Code de procédure pénale.
[189] Article 148-1-1 du Code de procédure pénale.
[190] Sur l'introduction du référé-détention, voir B. BOULOC, « Chronique législative », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2004, n°1, p.142.

l'affaire est en état d'être jugée, de traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal. Le prévenu est alors retenu jusqu'à sa comparution qui doit avoir lieu le jour même[191].

Toutefois, si la réunion du tribunal est impossible le jour même et si les éléments de l'espèce lui paraissent devoir exiger une détention provisoire, le procureur de la République peut traduire le prévenu devant le juge des libertés et de la détention. Celui-ci décide alors d'une éventuelle détention provisoire jusqu'à la comparution de l'intéressé devant le tribunal, cette comparution devant intervenir au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant[192], ce délai ayant été récemment allongé à trois jours[193].

Lorsque le prévenu est en détention provisoire, le jugement au fond doit être rendu dans les deux mois qui suivent le jour de sa première comparution devant le tribunal (ce délai est néanmoins porté à 4 mois dans des circonstances précises). Faute de décision au fond à l'expiration de ce délai, il est mis fin à la détention provisoire[194].

La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

Depuis le 1er octobre 2004, la nouvelle procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité est entrée en vigueur. Introduite par la loi du 9 mars 2004, elle vise à éviter l'examen d'une affaire en audience par une procédure d'homologation d'un accord sur une peine intervenu préalablement entre le procureur de la République et un justiciable[195].

Ce nouveau mode de résolution du contentieux pénal n'est valable que pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, sauf exceptions. Dans ces cas et si l'intéressé reconnaît les faits qui lui sont reprochés, le procureur de la République peut, d'office ou sur demande, proposer à la personne d'exécuter une ou plusieurs des peines principales ou complémentaires encourues. S'il propose l'exécution d'une peine d'emprisonnement, celle-ci ne peut être d'une durée supérieure à un an ni excéder la moitié de la peine d'emprisonnement encourue. Il peut en outre proposer de l'assortir d'un sursis total ou partiel, de prévoir des mesures d'aménagement de peine, etc. L'intéressé doit être assisté d'un avocat tant lorsqu'il reconnaît les faits qui lui sont reprochés que lorsque le procureur de la République fait connaître ses propositions. Il peut par ailleurs demander à pouvoir disposer d'un délai de dix jours avant de faire connaître s'il accepte ou refuse la ou les peines proposées. Mais dans ce cas, le procureur peut le faire déférer devant le juge des libertés et de la détention pour que celui-ci ordonne son placement sous contrôle judiciaire ou, à titre exceptionnel et si l'une des peines prononcées est égale ou supérieure à deux mois d'emprisonnement ferme avec proposition d'exécution immédiate, son placement en détention provisoire. Si ce placement est ordonné, la personne devra à nouveau comparaître devant le procureur de la République dans un délai compris entre 10 et 20 jours à partir de la décision du juge des libertés et de la détention.

---

[191] Article 395 du Code de procédure pénale.
[192] Article 396 du Code de procédure pénale.
[193] F. LE GUNEHEC, « La loi n°2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité », *La semaine juridique*, 31 mars 2004, n°14, p.600.
[194] Article 397-3 du Code de procédure pénale.
[195] Articles 495-7 à 495-13. Il est à noter que la commission nationale consultative des droits de l'homme a rendu un avis très sévère sur cette nouvelle procédure qui transfère du siège au parquet d'importantes compétences (voir C. LAZERGUES, « Le Conseil constitutionnel acteur de la politique criminelle. A propos de la décision 2004-492 DC du 2 mars 2004 », *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 2004, n°3, p.728).

L'intéressé qui accepte la ou les peines proposée(s) est présenté devant le président du tribunal de grande instance qui peut alors, après avoir l'avoir entendu, ainsi que son avocat, et après avoir vérifié la réalité des faits et leur qualification juridique, homologuer les peines proposées. Cette ordonnance d'homologation a les effets d'un jugement de condamnation.

4.1.4. Contrôle judiciaire et placement sous surveillance électronique

La loi du 15 juin 2000 prévoyait que la détention provisoire pouvait être effectuée sous la forme d'un placement sous surveillance électronique. Il s'agissait donc bien d'une modalité d'application de la détention provisoire et non d'une alternative à celle-ci[196].
En raison des difficultés pratiques et de principes rencontrées, cette possibilité a été supprimée par la loi du 9 septembre 2002. Le temps avant jugement ne correspond en effet pas au temps après jugement ; or, la mise en œuvre d'un placement sous surveillance électronique nécessite un délai minimum, notamment, pour s'assurer de la faisabilité technique de l'opération ainsi que de la situation personnelle de l'intéressé (la personne dispose-t-elle bien d'une ligne téléphonique, la mesure pourra-t-elle s'inscrire dans son emploi du temps socioprofessionnel, etc.). Par ailleurs, les motifs autorisant une détention provisoire (préservation des preuves, etc.) ne sont que peu compatibles avec les modalités de contrôle autorisés par la surveillance électronique[197].
La surveillance électronique reste toutefois autorisée dans le cadre du contrôle judiciaire mais, devenant une modalité d'exécution de celui-ci, elle n'est plus limitée dans le temps[198].

Le contrôle judiciaire a été introduit en droit français par la loi du 17 juillet 1970[199]. Mesure intermédiaire entre l'incarcération et la liberté, elle est ordonnée en principe par le juge d'instruction mais peut l'être également par le juge des libertés et de la détention, lorsqu'il est saisi[200]. En toute hypothèse, la personne mise en examen ne peut l'être qu'en raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté[201] et elle doit encourir une peine d'emprisonnement correctionnel ou une peine plus grave[202].

Le procureur de la République n'est pas totalement étranger à la procédure puisqu'il doit requérir en la matière, sans toutefois que la décision du juge d'instruction qui s'écarterait de ses réquisitions ne doive être motivée[203].
Le contrôle judiciaire consiste en fait en l'obligation pour la personne concernée de se soumettre à une ou plusieurs des 16 obligations prévues par la loi et ci-dessous énumérées :

> 1º Ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention ;
> 2º Ne s'absenter de son domicile ou de la résidence fixée par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention qu'aux conditions et pour les motifs déterminés par ce magistrat. C'est

---

[196] Ceci implique, notamment, qu'il y a bien écrou. Voir à ce sujet "Vers des prisons sans détenus ? A propos de l'introduction du placement sous surveillance électronique en France", *Bulletin d'information pénologique*, n°23 et 24, décembre 2002, p.3.
[197] C. CARDET, « La mise en œuvre du placement sous surveillance électronique », *Recueil Dalloz*, 2003, II, p.1788.
[198] Observatoire international des prisons, *Les conditions de détention en France – Rapport 2003*, Paris, La Découverte, 2003, p. 17.
[199] C. CARDET, « Entre incarcération et liberté : le contrôle judiciaire », in *Prisons : quelles alternatives ?*, RAYNAL, F., Paris, Ed. Panoramiques-Corlet, 2000, p. 70.
[200] Article 137-2 du Code de procédure pénale.
[201] Article 137 du Code de procédure pénale.
[202] Article 138 du Code de procédure pénale.
[203] C. CARDET, « L'incontrôlable contrôle judiciaire socio-éducatif ? », *Recueil Dalloz*, 2002, I, p.1222.

cette obligation qui peut être exécutée, avec l'accord de l'intéressé recueilli en présence de son avocat, sous le régime du placement électronique ;
3º Ne pas se rendre en certains lieux ou ne se rendre que dans les lieux déterminés par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention ;
4º Informer le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention de tout déplacement au-delà de limites déterminées ;
5º Se présenter périodiquement aux services, associations habilitées ou autorités désignés par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention qui sont tenus d'observer la plus stricte discrétion sur les faits reprochés à la personne mise en examen ;
6º Répondre aux convocations de toute autorité, de toute association ou de toute personne qualifiée désignée par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention et se soumettre, le cas échéant, aux mesures de contrôle portant sur ses activités professionnelles ou sur son assiduité à un enseignement ainsi qu'aux mesures socio-éducatives destinées à favoriser son insertion sociale et à prévenir le renouvellement de l'infraction ;
7º Remettre soit au greffe, soit à un service de police ou à une brigade de gendarmerie tous documents justificatifs de l'identité, et notamment le passeport, en échange d'un récépissé valant justification de l'identité ;
8º S'abstenir de conduire tous les véhicules ou certains véhicules et, le cas échéant, remettre au greffe son permis de conduire contre récépissé ; toutefois, le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention peut décider que la personne mise en examen pourra faire usage de son permis de conduire pour l'exercice de son activité professionnelle ;
9º S'abstenir de recevoir ou de rencontrer certaines personnes spécialement désignées par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention, ainsi que d'entrer en relation avec elles, de quelque façon que ce soit ;
10º Se soumettre à des mesures d'examen, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication ;
11º Fournir un cautionnement dont le montant et les délais de versement, en une ou plusieurs fois, sont fixés par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention, compte tenu notamment des ressources et des charges de la personne mise en examen ;
12º Ne pas se livrer à certaines activités de nature professionnelle ou sociale, à l'exclusion de l'exercice des mandats électifs et des responsabilités syndicales, lorsque l'infraction a été commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ces activités et lorsqu'il est à redouter qu'une nouvelle infraction soit commise ;
13º Ne pas émettre de chèques autres que ceux qui permettent exclusivement le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés et, le cas échéant, remettre au greffe les formules de chèques dont l'usage est ainsi prohibé ;
14º Ne pas détenir ou porter une arme et, le cas échéant, remettre au greffe contre récépissé les armes dont elle est détentrice ;
15º Constituer, dans un délai, pour une période et un montant déterminés par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention, des sûretés personnelles ou réelles ;
16º Justifier qu'elle contribue aux charges familiales ou acquitte régulièrement les aliments qu'elle a été condamnée à payer conformément aux décisions judiciaires et aux conventions judiciairement homologuées portant obligation de verser des prestations, subsides ou contributions aux charges du mariage.

Les obligations du contrôle judiciaire consistent ainsi en des obligations de faire quelque chose (remettre un passeport, constituer des fonds, etc.) ou de s'abstenir (interdiction d'exercer une activité professionnelle précise, de rencontrer certaines personnes, etc.).

La finalité de ce type de contrôle est double : il s'agit tant d'exercer une surveillance policière que de poursuivre un objectif socio-éducatif et sanitaire. La phase de l'instruction n'est ainsi

plus réservée à la recherche des preuves, elle devient aussi l'occasion de mettre en place un accompagnement social sans attendre le jugement[204].

Il est à souligner que le juge n'est pas tenu de motiver les raisons qui l'amènent à choisir l'une ou l'autre de ces conditions. Il peut par ailleurs à tout moment imposer à la personne placée sous contrôle judiciaire une ou plusieurs obligations nouvelles, supprimer tout ou partie des obligations antérieurement décidées, les modifier ou accorder une dispense occasionnelle ou temporaire d'observer certaines d'entre elles[205].
Le contrôle du contrôle judiciaire pose certaines questions, tant il paraît limité. C'est ainsi que si l'utilité de la mesure peut être évaluée à la lumière des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté, on doit bien constater l'absence de contrôle des modalités de son application[206].

En ce qui concerne la personne mise en examen, si elle se soustrait volontairement aux obligations du contrôle judiciaire, le juge d'instruction peut saisir le juge des libertés et de la détention aux fins de placement en détention provisoire. Cette détention peut être ordonnée quelle que soit la peine d'emprisonnement encourue[207]. Ceci signifie qu'une détention provisoire peut être ordonnée alors même que, *ab initio*, cette détention était interdite. C'est ce qui a fait dire à certains que la détention pour manquement au contrôle judiciaire « *n'obéit plus à une politique de recherche d'un juste équilibre entre détention provisoire et contrôle judiciaire mais devient une véritable sanction* »[208].

4.2. L'ÉVOLUTION STATISTIQUE DU RECOURS À LA DÉTENTION PROVISOIRE EN FRANCE

Les nombreuses réformes relatives à la détention provisoire qu'a connues la France depuis les années septante ont été, au moins en partie, justifiées par la situation pénitentiaire[209]. Une approche statistique de ces législations successives, particulièrement depuis 2000, est dès lors intéressante afin de déterminer si l'Etat français a pu enrayer le nombre de détentions provisoires ordonnées, ainsi que maîtriser leur durée.

L'annuaire statistique de la Justice publie chaque année des statistiques de base relatives à l'activité de la Justice en France et, notamment, des données relatives aux mesures prises en matière de détention provisoire[210]. Depuis 2003, une nouvelle source d'informations concerne spécifiquement la détention provisoire. La loi du 15 juin 2000 a en effet institué une

---

[204] C. CARDET, « L'incontrôlable contrôle judiciaire socio-éducatif ? », *Recueil Dalloz*, 2002, I, p. 1221. Dans cet article, l'auteur attribue au contrôle judiciaire une véritable "visée de normalisation sociale de la situation d'un individu présumé innocent". Et d'estimer dès lors logiquement que « les actions socio-éducatives présentent des effets qui dépassent largement le cadre de l'instruction ».
[205] Article 139 du Code de procédure pénale.
[206] Voir l'article de C. CARDET, « L'incontrôlable contrôle judiciaire socio-éducatif ? », *Recueil Dalloz*, 2002, I, pp. 1221-1224.
[207] Article 141-2 du Code de procédure pénale.
[208] E. BONIS-GARÇON, « La détention provisoire pour manquement au contrôle judiciaire », *La semaine juridique*, 2002, II, p. 1503.
[209] J.M. DELARUE, Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire, Ministère de la Justice, Paris, mai 2003, p.33.
[210] L'annuaire statistique de la Justice est édité par la Sous-direction de la statistique, des études et de l'Equipement de la Direction de l'Administration générale et de l'Equipement du Ministère de la Justice de la République française.

commission de suivi de la détention provisoire chargée de réunir dans ce domaine l'ensemble des données juridiques, statistiques et pénitentiaires[211].

A ce jour, deux rapports ont été finalisés par ladite commission, le premier en mai 2003 et le second en juin 2004. Ce dernier rapport[212] met en évidence le recours accru à la détention provisoire à partir de l'automne 2001. L'augmentation du nombre de privation de liberté avant jugement efface en moins d'un an la baisse qui avait probablement anticipé la mise en application de la loi du 15 juin 2000[213]. Il est ainsi fait état de retournement majeur de tendance des indicateurs. Pour établir son analyse, le rapport prend appui sur les données relatives aux enquêtes policières, sur l'emploi de la garde à vue, sur les orientations des affaires au parquet, sur l'activité des juges d'instruction et sur les incarcérations. Ce faisant, il vise fort justement à situer la détention provisoire dans l'ensemble du processus judiciaire. Toutes les informations ci-après mentionnées émanent de ce rapport, sauf indication contraire.

En 2002, et ce pour la première fois depuis 1994, le nombre absolu d'affaires dont sont saisis les juges d'instruction est en légère hausse. Mais ce sont surtout les comparutions immédiates qui attirent l'attention avec une hausse de 21%, les autres formes de poursuites correctionnelles directes croissant pour leur part de 3,2%. Les estimations pour 2003 font toujours état d'une augmentation des poursuites correctionnelles directes tandis que le nombre des affaires mises à l'instruction serait à nouveau en décroissance[214]. L'attention est attirée sur l'existence d'un nouveau mode de traitement des contentieux, la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Entrée en vigueur en octobre 2004 (voir supra), elle pourrait à l'avenir venir renforcer ces tendances à la hausse.

Au regard de la hausse du nombre d'informations ouvertes en 2002 (+2,9%), on constate une hausse plus importante du nombre de personnes mises en examen (+11%). La hausse des mandats de dépôts va encore bien au-delà puisqu'elle s'élève à +21,8%. Pour l'année 2002, le rapport conclut dès lors à un accroissement significatif du recours à la détention provisoire pendant l'instruction, dans des proportions qui annulent la lente décrue observée à la fin des années 1980. Ce recours accru à la détention provisoire n'a pas fait diminuer d'autant le recours au contrôle judiciaire *ab initio*, celui étant en augmentation entre 2001 et 2002. Il est ainsi remarquable de constater à la suite du rapport de la Commission que la mise en examen est dans environ 85% des cas accompagnée d'une restriction de liberté (mandat de dépôt ou contrôle judiciaire).

Au niveau des incarcérations, le rapport fait état en 2002 d'une hausse de 22% par rapport à 2001. Or, depuis 1992, le mouvement était à la baisse. En moins d'un an, la France a ainsi retrouvé un niveau d'incarcération voisin de l'année 1996 (environ 78 000 entrées). Parmi les éléments contribuant à cette augmentation, le rapport cite la hausse des condamnations de majeurs à de l'emprisonnement ferme (+ 4,6% en un an), ainsi que la proportion accrue des peines d'emprisonnement ferme mises en exécution. Le recours plus important à la détention provisoire n'est donc pas la seule raison de cette hausse du nombre d'incarcérations.

---

[211] Article 72 de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits de la victime.

[212] J.M. DELARUE, Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, p.19.

[213] Cette loi est entrée en application, pour l'essentiel, le 1er janvier 2001.

[214] La diminution du nombre de personnes relevant de la compétence du juge d'instruction serait de 2% entre 2002 et 2003 (voir MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Rapport d'activité 2003*, Paris, 2004, p.41).

En ce qui concerne l'évolution de la durée moyenne de la détention provisoire, la diminution observée à partir de 2000 se poursuit. Une vue d'ensemble de l'évolution de la durée moyenne de détention provisoire depuis 1990 peut être présentée comme suit[215] :

Tableau : Détention provisoire en France

Année	Nombre d'entrées de prévenus	Population moyenne prévenue	Durée moyenne (en mois)
1990	63 107	22 222	3,8
1991	67 905	20 138	3,6
1992	72 154	20 777	3,5
1993	64 387	21 052	3,9
1994	68 190	22 018	3,9
1995	65 011	22 497	4,2
1996	63 533	22 220	4,2
1997	59 462	22 057	4,5
1998	55 326	21 022	4,6
1999	54 590	19 276	4,2
2000	50 963	18 172	4,3
2001	46 471	16 116	4,2
2002	58 410	18 488	3,8

Le rapport 2003 souligne toutefois que, de la diminution de la durée moyenne de la détention provisoire depuis 2000, on ne peut conclure que les longues détentions provisoires disparaissent. En fait, cette diminution provient d'une forte croissance des courtes détentions, probablement surtout liée à la hausse des comparutions immédiates. Pour ce qui concerne la durée moyenne des longues détentions provisoires subies dans des affaires débouchant sur des condamnations criminelles, le rapport met en évidence le fait que celle-ci est en nette augmentation en 2002.

On peut dès lors conclure - provisoirement en raison du peu de recul temporel depuis l'adoption de la nouvelle loi et de ses modifications successives - que le renforcement des délais maxima de détention provisoire n'a pas eu pour effet de réduire les longues périodes de détention avant jugement. Le rehaussement du seuil d'admissibilité à 3 ans, ainsi que la création d'une nouvelle instance chargée spécifiquement de la détention provisoire, n'ont pas non plus permis d'endiguer le nombre d'entrées de prévenus dans les prisons, l'accroissement de ce nombre (+14,6% entre 2000 et 2002[216]) pouvant en partie être attribué à l'utilisation accrue des possibilités offertes par la procédure de comparution immédiate.

[215] Tableau extrait de : Observatoire international des prisons, *Les conditions de détention en France – Rapport 2003*, Paris, La Découverte, 2003, p.213

[216] Entre 2002 et 2003, cette tendance à l'accroissement se confirmerait (+1,6%) (voir MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Rapport d'activité 2003*, op.cit., p.41).

5. Het voorarrest in Nederland

5.1. DE HUIDIGE REGELGEVING

5.1.1. Globale schets van het detentielandschap

Nederland telde in 2001 ongeveer 14.000 meerderjarige gedetineerden, dit met inbegrip van tbs en vreemdelingenbewaring en exclusief de noodcapaciteit voor drugkoeriers. 38% bevond zich in voorlopige hechtenis.[217]
In 2002 telde Nederland 95 gedetineerden per 100.000 inwoners wat boven het Europese gemiddelde ligt. In 1987 waren dit er slechts 33 terwijl het historisch laagste niveau van 17 bereikt werd in 1975. Nederland is hiermee één van de landen met de sterkste stijging van het aantal gedetineerden in West-Europa. Het aantal cellen in gevangenissen en huizen van bewaring werd in circa 5 jaar uitgebreid met de helft en steeg toen naar ruim 7.500. Inmiddels zijn er nog eens 5.500 cellen bijgebouwd, wat het geheel brengt op een totaal van 13.200 gevangeniscellen in 2003, waarbij nog 1.480 plaatsen voor vreemdelingenbewaring dienen opgeteld te worden. Ondanks deze enorme uitbreiding wordt er het afgelopen decennium voortdurend gesproken over capaciteitstekort. Tenslotte werd in december 2003 het tot dan toe heilige principe "één gedetineerde, één cel" afgeschaft. In die zin kan inderdaad gesteld worden dat het imago van Nederland als tolerant land even achterhaald is als het beeld van Nederland als land van klompen, molens en tulpen.[218]

5.1.2. Globale schets van het voorarrest

De grondslag voor de huidige wettelijke regelgeving inzake voorlopige hechtenis (hierna ook "voorarrest" genoemd) is terug te vinden in het eerste Wetboek van Strafvordering van 1838 dat de Franse Code d'Instruction Criminelle verving. Sindsdien werd het Wetboek van Strafvordering geregeld aangepast. Opvallend is dat het voorarrest telkenmale één van de belangrijkste onderwerpen was bij de hercodificaties van het Nederlandse strafprocesrecht. *"Elk van die integrale herzieningen was ingegeven door hetzelfde doel, namelijk de wens om de toepassing van het voorarrest in de praktijk nog verder aan banden te leggen. Er werden steeds meer en nieuwe waarborgen gecreëerd om de beslissende instanties zodanig te sturen dat zij het voorarrest minder vaak zouden toepassen en vaker naar alternatieven voor de toepassing zouden zoeken. Ondanks dat ontstonden er na een herziening al gauw weer klachten dat het voorarrest te vaak en voor te lange duur werd toegepast."*[219]
In de jaren '90 werden een aantal deelherzieningen doorgevoerd waarbij een aantal veranderingen tot stand kwamen van diverse en zeer uiteenlopende aard: zo werden onder meer wijzigingen doorgevoerd teneinde de procedure te stroomlijnen, teneinde de rechterlijke werklast te verminderen en teneinde de regelgeving aan te passen aan de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.

---

[217] W. VAN DER HEIDE en M. KRUISSINK, "Tenuitvoerlegging van sancties" in W. VAN DER HEIDE en A. Th. J. EGGEN, *Criminaliteit en rechtshandhaving 2001*, WODC Onderzoek en beleid, Den Haag, Boom juridische uitgevers, 2003, 147.
[218] J. UIT BEIJERSE en R. VAN SWAANINGEN, "Gevangen in Nederland" *Panopticon* 2004, 177 en 172.
[219] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 590.

Thans wordt ook in Nederland (opnieuw) onderzocht op welke wijze de toepassing van het voorarrest gereduceerd kan worden. Dit onderzoek kadert in een ruimer onderzoek naar het vooronderzoek in strafzaken, met name het "Onderzoeksproject Strafvordering 2001", waarvan het tweede interimrapport in 2001 werd neergelegd en waar hierboven reeds werd naar verwezen.

5.1.3. Materiële gronden

a) Het voorarrest wordt voorbehouden voor de **meest ernstige misdrijven**. Twee criteria worden hiertoe gehanteerd.
Vooreerst wordt in een algemene bepaling gesteld dat het voorarrest slechts mogelijk is voor "een misdrijf waarop naar de wettelijke omschrijving een **gevangenisstraf van vier jaren** of meer is gesteld." (art. 67, lid 1a WSv) Het criterium vindt zijn oorsprong in de Franse Code Pénal: men wenste het voorarrest voor te behouden voor de categorie 'criminele feiten', feiten waarop in het nieuwe wetboek meestal een straf van vier jaren of meer werd gesteld.
Daarnaast is voorarrest ook mogelijk voor enkele lichtere feiten die **limitatief** opgesomd worden in de wet (art. 67, lid 1b, c en d WSv). In de loop der tijd werden aan de aanvankelijke lijst om uiteenlopende redenen misdrijven toegevoegd; sommige misdrijven zijn ondertussen weer verdwenen.[220] In 1838 bestond deze limitatieve lijst uit 6 correctionele feiten; thans telt art. 67, lid 1b, c en d WSv 10 misdrijven uit het Wetboek van Strafrecht en 9 delicten uit bijzondere wetten (onder meer: opruiing, bedreiging, afdreiging, verduistering, oplichting, flessentrekkerij, schuldheling, souteneurschap, gekwalificeerde dood door schuld in het verkeer, inbreuken op de wet buitengewone bevoegdheden burgerlijk gezag, op de wet op de kansspelen, op de Opiumwet, op de wet toezicht effectenverkeer, etc.). Een belangrijke opmerking is nog dat art. 67 WSv ook gehanteerd wordt voor de toepassing van andere dwangmiddelen, zodat sommige misdrijven in genoemd artikel niet zozeer met het oog op de toepassing van de voorlopige hechtenis werden opgenomen, maar meer met het oog op de toepassing van die andere dwangmiddelen (inverzekeringstelling, het ophouden ter identificatie, aanhouding buiten heterdaad). Bij de parlementaire bespreking voor de wetswijziging van 1974 heeft deze 'koppeling' eveneens een rol gespeeld bij de overweging om de strafdrempel te verhogen van 4 naar 6 jaar. *"Dat is uiteindelijk afgewezen. Onder meer werd daarbij aangevoerd dat het optrekken van de grens gevolgen zou hebben voor andere dwangmiddelen die slechts in gevallen van voorlopige hechtenis mogen worden gehanteerd."*[221]

Opvallend is het gegeven dat voorgaande niet speelt voor verdachten zonder vaste woon- of verblijfplaats in Nederland. Art. 67, lid 2 WSv stelt dat een bevel tot voorlopige hechtenis eveneens kan gegeven worden "indien geen vaste woon- of verblijfplaats in Nederland van de verdachte kan worden vastgesteld en hij verdacht wordt van een misdrijf waarvan de rechtbanken kennis nemen en waarop, naar de wettelijke omschrijving gevangenisstraf is gesteld." Voor deze verdachten is het dus niet vereist dat de verdenking betrekking heeft op een misdrijf van een bepaalde zwaarte.

---

[220] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 592.
[221] G.J.M. CORSTENS, *Het Nederlands strafprocesrecht*, Arnhem, Gouda Quint, 1995, 377.

b) Vervolgens moeten er **ernstige bezwaren** tegen de verdachte bestaan vooraleer hij in voorarrest geplaatst kan worden (art. 67, lid 3 WSv). De wetgever heeft geen verdere specificatie gegeven wat hieronder dient verstaan te worden. Bij de herziening van de wetgeving in 1974 werd gesteld dat een verdenking niet voldoende is, maar dat de schuld van de verdachte '*prima facie* aannemelijk moet zijn'.[222]

c) Art. 67a WSv bepaalt de **bijzondere gronden** dewelke een voorarrest wettigen, met name indien uit bepaalde gedragingen van de verdachte, of uit bepaalde, hem persoonlijk betreffende omstandigheden, een ernstig gevaar voor vlucht blijkt, of indien uit bepaalde omstandigheden een gewichtige reden van maatschappelijke veiligheid blijkt, welke onverwijlde vrijheidsbeneming vordert. In 1974 werd een tweede lid toegevoegd waarbij "de gewichtige reden van maatschappelijk veiligheid" limitatief in de wet vastgelegd werden: het belang van het onderzoek, het gevaar voor nieuwe misdrijven en de ernstig geschokte rechtsorde. Wat de grond "ernstig geschokte rechtsorde" betreft, kan gespecifieerd worden dat hiervoor vereist is dat er sprake is van een verdenking van een feit waarop naar de wettelijke omschrijving een gevangenisstraf van 12 jaar of meer is gesteld. Tevens werd in 1974 een derde lid toegevoegd waarin het zogenaamde **anticipatiegebod** werd opgenomen: "Een bevel tot aanhouding blijft achterwege, wanneer ernstig rekening moet gehouden worden met de mogelijkheid dat aan de verdachte in geval van veroordeling geen onvoorwaardelijke vrijheidsstraf of tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel zal worden opgelegd, dan wel dat hij bij tenuitvoerlegging van het bevel langere tijd van zijn vrijheid beroofd zou blijven dan de duur van de straf of maatregel."

5.1.4. Inverzekeringstelling, bewaring en gevangenhouding/-neming

Opvallend aan de Nederlandse regelgeving is de uitgebreide uitwerking van de fase voorafgaand aan de tussenkomst van een rechtbank. Voor elke fase gelden specifieke bevoegdheden en eigen termijnen.

De fase van de **inverzekeringstelling** valt onder de verantwoordelijkheid van de Officier van Justitie (*cfr*. Procureur des Konings) en valt in die zin te vergelijken met de fase van 24 uren voor tussenkomst van de onderzoeksrechter. In deze fase wordt ruimte gecreëerd voor het opsporingsonderzoek en wordt de beslissing over de voorlopige hechtenis voorbereid. De termijn was beperkt tot 2 dagen, bij uiterste noodzaak te verlengen met nog eens 2 dagen. Deze oorspronkelijke periode van maximaal 4 dagen, werd in 1926 (bij circulaire) verlengd met de periode van overbrenging naar het politiebureau.[223] In 1928 werd deze periode nogmaals verlengd (weerom bij circulaire) met de periode van maximaal 15 uur ophouden voor verhoor.[224] Op deze wijze kon het 4 dagen, 15 uur en de onbepaalde periode van overbrenging duren vooraleer de zaak werd aangebracht bij de rechter-commissaris (*cfr*. onderzoeksrechter). "*Het oorspronkelijke idee van de wetgever van 1926, waarbij de verdachte in principe binnen twee dagen en bij uitzondering binnen vier dagen na aanhouding voor een rechter werd geleid, werd geheel naar de achtergrond verdrongen.*"[225] Thans voorziet de Nederlandse wetgeving dat de maximale duur van inverzekeringstelling 3

[222] *Kamerstukken II*, 1972/73, 9994, 10.
[223] Circulaire "Termijn van inverzekeringstelling ingevolge art. 58 WSv" dd. 26 maart 1926, *NJB* 1926, 281-282.
[224] Circulaire "Vasthouden verdachten voor verhoor" dd. 29 december 1928, *NJB* 1929, 28-29.
[225] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 597.

dagen bedraagt, met 3 dagen te verlengen "bij dringende noodzakelijkheid" (art. 58, lid 2 WSv); de oorspronkelijke termijn van 2 dagen werd dus nog verlengd. Anderzijds werd een nieuw artikel 59a opgenomen waarin bepaald wordt dat de verdachte uiterlijk binnen 3 dagen en 15 uur na zijn aanhouding voor de rechter-commissaris moet geleid worden teneinde te worden verhoord.

Daar waar de beslissing van de rechter-commissaris aanvankelijk een soort "voorlopige aanhouding" was, vooruitlopend op het bevel van de rechtbank, werd dit in 1926 een zelfstandig bevel in handen van de rechter-commissaris, met name het **bevel tot bewaring**. De (éénmaal verlengbare) termijn van 6 dagen die gold bij de voorlopige aanhouding, werd overgenomen bij de creatie van het bevel tot bewaring, onafgezien van het feit dat deze termijn een heel eigen oorsprong en functie had. Deze termijn was immers afgestemd op de tijd die nodig was om een rechtsingang te vragen bij de rechtbank en in die zin niet aangepast aan de nieuwe functie van de bewaring. In de praktijk leidde dit tot verwarring in die mate dat de rechter-commissaris in sommige arrondissementen tegelijkertijd het bevel tot bewaring en het bevel tot verlenging ervan beval.[226] Ter vereenvoudiging en stroomlijning van de procedure voorziet de huidige regeling thans dat het bevel tot bewaring verleend kan worden voor een eenmalige termijn van maximaal 10 dagen (art. 64 lid 1 WSv).

In een derde fase voorziet de Nederlandse regelgeving in een tussenkomst van de rechtbank die een **bevel tot gevangenhouding/-neming** kan afleveren. Zoals hierboven reeds aangegeven, vormde dit bevel van de rechtbank tot 1926 het eigenlijke zelfstandige bevel waarbij het voorarrest een aanvang nam. Toen het bevel tot bewaring deze functie van eerste zelfstandig rechterlijk bevel kreeg, verviel het voorheen duidelijke onderscheid tussen de bewaring en de gevangenhouding. De wetgever heeft hierover echter niet veel opgemerkt. In de praktijk resulteerde dit in het feit dat de gevangenhouding de regel werd, en dat de gevangenneming gereserveerd werd voor die uitzonderlijke gevallen dat er geen voorafgaandelijke bewaring had plaatsgevonden.
Net zoals bij het bevel tot bewaring, werden de oude termijnen in 1926 overgenomen: art. 66, lid 1 WSv stelt dat het bevel tot gevangenneming of gevangenhouding van kracht is gedurende een door de rechtbank te bepalen termijn van ten hoogste dertig dagen. Deze termijn van dertig dagen kon verlengd worden. In 1974 werd het aantal verlengingen beperkt tot twee waarna de zaak voor de Rechtbank moet gebracht worden met het oog op behandeling ten gronde. Indien de zaak nog niet in staat is na het verstrijken van de laatste termijn van dertig dagen, zal deze rechtbank, die later dus eveneens ten gronde zal oordelen, tijdens een zogenaamde "*pro-forma* zitting" onder meer uitspraak doen over de al dan niet verdere handhaving van de voorlopige hechtenis. De behandeling van de zaak kan zodoende met één maand verdaagd worden. In uitzonderlijke gevallen kan deze termijn drie maanden bedragen indien er "klemmende redenen" zijn die zulks verantwoorden (art. 282 WSv); deze redenen dienen uitdrukkelijk vermeld te worden in de beslissing. De zitting kan verschillende malen verdaagd worden, met als enige grens de toepassing van de redelijke termijn bepaald door het EVRM.

[226] TH.W. VAN VEEN, "Verlenging van de bewaring", *Delikt en Delinkwent* 1975, 261.

Samenvattend:

NEDERLAND	BELGIË
Inverzekeringstelling (2 x) 3 dagen Officier van Justitie	Arrestatie 24 uur Procureur des Konings
Bewaring 10 dagen Rechter-Commissaris	Aanhouding 5 dagen Onderzoeksrechter
Gevangenhouding/-neming (3x) 30 dagen Raadkamer Rechtbank	Handhaving VH 1 maand (onbeperkt) Raadkamer Rechtbank

5.1.5. Verdere procedurele waarborgen

Zowel voor de Officier van Justitie als voor de verdachte staat de mogelijkheid open om **hoger beroep** aan te tekenen, respectievelijk binnen de 14 (artt. 64, lid 3 en 71, lid 3 WSv) en de 3 dagen (71, lid 1 WSv). Tegen het bevel tot bewaring van de rechter-commissaris kan de verdachte geen hoger beroep aantekenen, doch hij kan de rechtbank vatten met een verzoek tot annulatie van het voorarrest (strikt genomen betreft het dus geen hoger beroep). Verder kan opgemerkt worden dat de wet geen termijn voorziet waarbinnen het hoger beroep dient behandeld te worden. In de praktijk worden echter wekelijkse zittingen voorzien voor de behandeling van de zaken waarin hoger beroep werd aangetekend. Bijzonder is ook de bepaling die stelt dat de verdachte hoger beroep kan aantekenen tegen een bevel tot verlenging der gevangenhouding, “doch slechts wanneer door hem geen hoger beroep werd ingesteld tegen het bevel tot gevangenhouding en ook niet tegen een eerder bevel tot verlenging. Deze beperking is niet van toepassing indien bij de verlenging van het bevel tot gevangenhouding het in het bevel omschreven feit is aangevuld dan wel gewijzigd overeenkomstig het bepaald in artikel 67b, eerste lid.” (art.71, lid 2 WSv). Het recht op hoger beroep is aldus **beperkt**.

Wat de **motiveringsplicht** betreft, kan vermeld worden dat deze met de loop der tijd steeds strenger is geworden. Thans voorziet de wet dat de bevelen tot voorlopige hechtenis en die tot verlenging ervan “zo nauwkeurig mogelijk het strafbare feit [omschrijven] ten aanzien waarvan de verdenking is gerezen en de feiten en of omstandigheden waarop de ernstige bezwaren tegen de verdachte zijn gegrond, alsmede de gedragingen, feiten of omstandigheden waaruit blijkt dat de in artikel 67a gestelde voorwaarden zijn vervuld.” (art. 78, lid 2 WSv).

Tenslotte heeft de verdachte **recht om gehoord** te worden en recht op **rechtsbijstand**. Wat het hoorrecht betreft, moet vastgesteld worden dat dit niet absoluut is. Zo voorziet art. 63, lid 3 WSv aangaande het bevel tot bewaring bijvoorbeeld dat de verdachte gehoord wordt “tenzij het voorafgaand verhoor van de verdachte niet kan worden afgewacht”; art. 65, lid 2 WSv aangaande het bevel tot gevangenneming stelt dat de verdachte “desgeraden” door de rechtbank wordt gehoord. Indien de verdachte niet voorafgaandelijk werd gehoord, “wordt hij

binnen 24 uren na zijn opneming in de plaats waarin de voorlopige hechtenis zal worden ondergaan, verhoord." (art. 77, lid 1 WSv).
Wat de rechtsbijstand betreft, is het zo dat de verdachte recht heeft op vrij verkeer met een raadsman, niet alleen tijdens de voorlopige hechtenis, maar uitdrukkelijk ook tijdens de inverzekeringstelling; daarnaast heeft hij het recht om zich bij het verhoor door een raadsman te laten bijstaan. Hierin werd uitdrukkelijk voorzien ten aanzien van het verhoor voorafgaand aan de inverzekeringstelling (art. 57, lid 3 WSv) en aan het bevel tot bewaring (art. 63, lid 4 WSv); de vraag of de verdachte het recht heeft om zich tijdens het verhoor te laten bijstaan door een raadsman ook bestaat voor de aan de inverzekeringstelling voorafgaande politieverhoren, is nog een discussiepunt.[227]
Cruciaal bij het recht op rechtsbijstand is de praktische organisatie ervan gelet op het feit dat vele verdachten vaak niet de financiële middelen hebben om een raadsman te bekostigen en/of niet weten op welke wijze zij zich een raadsman kunnen laten toevoegen. In die zin is de in 1974 georganiseerde "piketdienst", waarbij advocaten beurtelings rechtsbijstand verlenen, van essentieel belang geweest.[228]

5.1.6. De heenzendingen[229]

Nederland kent een bijzondere werkwijze aangaande de tenuitvoerlegging van de voorlopige hechtenis, met name de heenzending. Deze houdt in dat aan iedere zaak een insluitingsprioriteit toegekend wordt waarmee, ingeval van plaatsgebrek, bepaald kan worden welke verdachte alsnog in vrijheid kan worden gesteld. Er worden drie categorieën gehanteerd, met name A, B en C waarbij A de hoogste en C de laagste prioriteit heeft.
Er wordt een onderscheid gemaakt tussen latente en manifeste heenzendingen. In het eerste geval ziet de Officier van Justitie af van het vorderen van een bevel tot bewaring of gevangenhouding omdat hij anticipeert op plaatsgebrek. Wat de manifeste heenzendingen betreft, kan een verder onderscheid gemaakt worden tussen verdachten die zelf in vrijheid worden gesteld bij plaatsgebrek enerzijds, en gedetineerden (zowel in voorlopige hechtenis als in strafuitvoering) die in vrijheid worden gesteld om plaats te maken voor iemand van wie de detentie als noodzakelijker wordt geacht. In de korte uiteenzetting hierna zal uitsluitend ingegaan worden op de (beide vormen van) manifeste heenzendingen.
Het aantal heenzendingen groeide van 857 in 1990 tot medio jaren '90 met een piek van 5.316 in 1994. Aangezien dit leidde tot veel onrust bij bevolking, pers en politiek, werd de detentiecapaciteit op spectaculaire wijze uitgebreid (bijna 4.000 cellen werd bijgebouwd tussen 1994 en 1999), waardoor het aantal heenzendingen drastisch daalde tot 46 in 2001.[230]
Ondanks voorgaande blijft men echter kampen met een capaciteitstekort.[231]
Het hoeft weinig betoog dat deze regeling flink bekritiseerd kan worden. De vraag rijst immers in welke mate een invrijheidstelling omwille van plaatsgebrek verzoend kan worden met de absolute noodzakelijkheid om iemand in voorarrest te plaatsen. Bovendien kan de

---

[227] C. FIJNAUT, *De toelating van raadslieden tot het politiële verdachtenverhoor*, Antwerpen, Kluwer, 1987, 136.
[228] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 605.
[229] A.C. BERGHUIS en J.J.A. ESSERS, *Het toekennen van prioriteiten bij de tenuitvoerlegging van voorlopige hechtenis*, 's Gravenhage, WODC, 1985, 63p.; M.W. KOMMER, *Heenzendingen*, Arnhem, Gouda Quint, WODC, 1994, 75p.
[230] W. VAN DER HEIDE en M. KRUISSINK, "Tenuitvoerlegging van sancties" in W. VAN DER HEIDE en A. Th. J. EGGEN, *Criminaliteit en rechtshandhaving 2001*, WODC Onderzoek en beleid, Den Haag, Boom juridische uitgevers, 2003, 155.
[231] J. UIT BEIJERSE en R. VAN SWAANINGEN, "Gevangen in Nederland" *Panopticon* 2004, 179.

vraag gesteld worden in welke mate de Officier van Justitie deze beslissing tot heenzending überhaupt wel kan nemen: het bevel tot bewaring of gevangenhouding is immers een rechterlijk bevel en de taak van de Officier van Justitie is geen andere dan deze ten uitvoer te leggen. Tenslotte is het zo dat deze regeling kan leiden tot vrij absurde situaties: men neme het geval van een verdachte die zelf voorstelt om bij een invrijheidstelling bepaalde voorwaarden na te leven. Indien toch een bevel tot bewaring wordt afgeleverd, doch de Officier van Justitie de verdachte heenzendt wegens plaatsgebrek, zal deze thans zonder voorwaarden vrijgelaten worden.
Het hoeft dan ook weinig verbazing te wekken dat deze praktijk regelmatig op de korrel wordt genomen in de Nederlandse pers, zeker indien de betrokkene verdacht wordt van ernstige feiten in een ophefmakende zaak.[232]
Uit onderzoek naar de praktijk van de heenzendingen blijkt dat *"het openbaar ministerie er grosso modo in slaagt om de verdachten van de ernstigste en de meeste onrust veroorzakende delicten vast te houden. Toch, en de krantenberichten spreken wat dat betreft boekdelen, komt het niet zelden voor dat dergelijke verdachten noodzakelijkerwijs of als gevolg van een beoordelingsfout worden heengezonden."*[233] Tevens wordt gewezen op het feit dat er verschillen bestaan tussen de arrondissementen inzake het heenzendingsbeleid, dat de beslissing wordt genomen op basis van de lokale kennis over de eigen zaak en de eigen capaciteit. Wat dit laatste betreft wordt nog gewezen op het feit dat de beslissing over de heenzending vaak moet worden genomen *"op basis van beperkte informatie, in sommige gevallen niet meer dan hoeveel cellen er beschikbaar zijn en wie er op dat moment moeten worden ondergebracht. Vaak is er ook nog wel inzicht in wie er de afgelopen dagen in voorlopige hechtenis werd genomen, maar een volledig overzicht van wie men 'heeft zitten' ontbreekt veelal."*[234]
Een oud probleem inzake de heenzendingen is het fenomeen dat een zaak soms te snel de hoogste insluitingsprioriteit krijgt. De vraag rijst dan ook of het ABC-systeem nog wel voldoende discriminerend vermogen heeft nu de driedeling in feite vooral tot een tweedeling is verworden.

5.1.7. De schorsing onder voorwaarden

Reeds sinds 1838 werd er gedebatteerd over de mogelijkheid om alternatieven in te voeren voor het voorarrest. In 1926 werd gekozen voor een regeling die veel ruimer is dan de "klassieke" regeling van de betaling van een borgsom. Zo bepaalt art. 80 WSv: "De rechter kan -ambtshalve, op de vordering van het openbaar ministerie of op het verzoek van de verdachte- bevelen dat de voorlopige hechtenis zal worden geschorst, zodra de verdachte al of niet onder zekerheidstelling zich, in de vorm door de rechter te bepalen, bereid heeft verklaard tot nakoming van de aan de schorsing te verbinden voorwaarden."
De toepassing van de schorsing kende een trage start: in de periode vóór 1965 werd in minder dan 5% van de voorlopige hechtenissen tot schorsing overgegaan; in de daaropvolgende 10 à

[232] Ter illustratie: In november 1992 bericht het *Algemeen Dagblad* dat het OM 17 verdachten heeft moeten vrijlaten waaronder iemand die 5 kilo heroïne vervoerde; *De Volkskrant* bericht in dezelfde maand dat in de eerste maanden van 1992 2.000 personen verdacht van diefstal, roofovervallen, geweldpleging, etc. zijn heengezonden wegens celgebrek; *De Gelderlander* citeert in december 1992 de Officier van Justitie die meedeelt dat weliswaar 45% van de voorgeleide verdachten wordt heengezonden, maar dat echte zware gevallen daar niet tussen zitten; in mei 1993 bericht *De telegraaf* over het heenzenden van een 19-jarige Marokkaan die ervan verdacht werd iemand met messteken te hebben gedood.
[233] M.W. KOMMER, *Heenzendingen*, Arnhem, Gouda Quint, WODC, 1994, 54.
[234] M.W. KOMMER, *Heenzendingen*, Arnhem, Gouda Quint, WODC, 1994, 3.

15 jaar is de toepassing sterk gestegen.[235] Twee wijzigingen in 1974 vormden een belangrijke impuls.[236] Enerzijds de hierboven reeds aangehaalde invoering van de piketregeling voor advocaten; vele verdachten waren immers waarschijnlijk niet eens op de hoogte van de mogelijkheid om een verzoek tot schorsing te doen. Anderzijds de wettelijke regeling van de reclasseringsinterventie: art. 59, lid 5 WSv bepaalt dat de directeur van de stichting reclassering onverwijld van het bevel tot inverzekeringstelling wordt in kennis gesteld. Bovendien bepaalt art. 62, lid 4 WSv dat de Officier van Justitie -ingeval naar aanleiding van de in art. 59, lid 5 genoemde kennisgeving een rapport is opgesteld- kennis moet nemen van dit rapport alvorens een vordering tot bewaring te doen. Zodoende kreeg de reclassering reeds vroeg in de procedure een plaats; zo kan zij informatie verschaffen over persoonlijke omstandigheden van de verdachte en alternatieven voorstellen.[237]

5.1.8. Tenslotte

Voor de volledigheid kan nog vermeld worden dat de Nederlandse regeling voorziet in de in mindering brenging van de ondergane hechtenis op de totale strafduur ingeval van veroordeling (art. 72 WSv) en in een schadevergoedingsregeling ingeval van een "onterecht" ondergane voorlopige hechtenis (artt.89-93 WSv).

5.2. BEDENKINGEN

In wat hierna volgt zullen kernachtig enkele bedenkingen geformuleerd worden op de in Nederland geldende wetgeving. Specifiek zal ingegaan worden op enkele bijzonderheden van de Nederlandse regelgeving die nuttig kunnen zijn voor huidig onderzoek; enkele thans onderzochte en nog te onderzoeken denkpistes bestaan immers wel in Nederland. Hierbij werd in belangrijke mate rekening gehouden met het reeds vaker aangehaalde "Onderzoeksproject Strafvordering 2001" waarin diverse knelpunten werden gesignaleerd, doch waarin tevens suggesties werden gedaan voor een nieuwe regelgeving.

5.2.1. Een gekend verhaal?

Een eerste opvallend gegeven is het feit dat de materie van de voorlopige hechtenis in Nederland -net zoals in België- een redelijk bewogen geschiedenis achter de rug heeft waarbij de wetgever regelmatig heeft ingegrepen met de bedoeling het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis verder te garanderen. Het succes van dat wetgevend optreden kan (ook daar) gering genoemd worden. In de periode rond de herziening van 1974 en in de eerste jaren na de invoering daarvan kon een afname van het aantal preventief gedetineerden worden gesignaleerd, doch dit aantal nam gestaag weer toe, in die mate zelfs, dat besloten werd tot een grootschalige uitbreiding van de penitentiaire inrichtingen. In die zin worden vragen gesteld bij de mogelijkheid van de wetgever om de toepassing van de voorlopige hechtenis te

[235] A.C. BERGHUIS en L.C.M. TIGGES, *Voorlopige hechtenis: toepassing, schorsing en zaken met lange duur*, 's-Gravenhage, WODC, 1981, 102.
[236] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 606.
[237] Ook de Heer J. VAN DEN BRAND, Lid van het comité van experten over de voorlopige hechtenis bij de Raad van Europa, oordeelde in een interview dd. 28/10/2004 dat de snelle tussenkomst van de reclassering van essentieel belang is geweest voor de verdere ontwikkeling van de schorsing onder voorwaarden.

beïnvloeden: *"Regulering heeft hoogstens een stimulerend of -zo men wil- een afdempend effect in een beweging die toch al een bepaalde kant uit gaat."*[238]

Bij de bespreking van de geschiedenis van de Belgische wetgeving op de voorlopige hechtenis werd gewezen op de moeilijkheid om de praktijk te wijzigen via wetgeving. Ook in Nederland hebben praktische en organisatorische problemen een belangrijke rol gespeeld in de materie van de voorlopige hechtenis.[239] *"Zij hebben ervoor gezorgd dat de wet in de loop der tijd is aangepast, maar ook dat deze soms anders wordt toegepast dan de wetgever zich had voorgesteld. Bij het voorstellen van wijzigingen is het dan ook van groot belang de praktische en organisatorische context daarbij te betrekken en de toepassing in de praktijk zo te organiseren dat de uitgangspunten ook in de praktijk vorm kunnen krijgen."*[240]
Zonder hier in detail op de Nederlandse praktijk in te gaan, kan onder meer gewezen worden op het belang van de concrete organisatie van de zittingen van de rechtbank, de overbelasting van de rol, het gebrek aan *in concreto* beoordeling van de ernst van de feiten, de algemene wettelijke bewoordingen en het gebruik van standaardformuleringen bij de motiveringen, de invloed die weekends kunnen hebben op de daadwerkelijke termijn, etc.

Enigszins verontrustend is de vaststelling dat de Nederlandse regelgeving reeds zeer dwingende bepalingen kent: maximumtermijnen, een vorm van quota via de heenzendingen, de combinatie strafdrempel-limitatieve lijst. Desondanks blijft de toepassing van de voorlopige hechtenis blijkbaar moeilijk beheersbaar... Anderzijds lijkt de Nederlandse situatie diverse eerder geformuleerde bedenkingen en veronderstellingen te bevestigen.

5.2.2. Een strafdrempel en een limitatieve lijst

In Nederland tracht men het uitzonderingskarakter van het voorarrest te garanderen middels de combinatie van een strafdrempel van 4 jaar met een limitatieve lijst van misdrijven waarvoor voorarrest mogelijk is.

Wat de strafdrempel betreft, wordt opgemerkt dat deze wettelijke regeling voor sommige misdrijven implicaties heeft gehad wat de gestelde strafmaat betreft: zo werd voor bepaalde feiten de strafmaat verhoogd naar vier jaar en werd op diverse nieuwe feiten een strafmaat van vier jaar gezet, juist om voorarrest of andere dwangmiddelen mogelijk te maken.[241] In die zin wordt gewezen op het gevaar van het strafmaat opdrijvende effect van het 4 jaars-criterium. Deze waarschuwing voor averechtse effecten moet zeker in het achterhoofd gehouden worden indien overwogen zou worden om de strafdrempel in België op te trekken; voorgaande geldt des te meer nu in België inderdaad vastgesteld kan worden dat de strafdrempel voor bepaalde misdrijven werd opgetrokken tot 1 jaar (partnergeweld, parentale ontvoering).

Wat het gebruik van een limitatieve lijst betreft, moet vooreerst opgemerkt worden dat deze bedoeld is om voorarrest mogelijk te maken voor misdrijven met een strafmaximum onder de

---

[238] S.A.M. STOLWIJK, "Beperking van de voorlopige hechtenis; een illusie?", in T.M. SCHALKEN, *Voorlopige hechtenis. Tien jaar Penitentiaire Inrichtingen*, Arnhem, Gouda Quint, 1989, 20 en 43.
[239] G. KNIGGE, "Een wetboek van elastiek", *Delikt en Delinkwent* 2000, 223.
[240] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 589.
[241] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 624.

4 jaar, maar waarvoor de wetgever klaarblijkelijk geen aanleiding zag daartoe het strafmaximum tot 4 jaar te verhogen. *"Vanuit een oogpunt van behoorlijke strafwetgeving is dit toe te juichen. Indien verhoging van het strafmaximum niet nodig wordt geacht, moet men dat achterwege laten en niet toch het strafmaximum optrekken om daarmee dergelijke gevallen in de algemene categorie van art. 67, lid 1a te tillen."*[242] De in Nederland geconcipieerde limitatieve lijst vormt in die zin een aanvulling op de strafdrempel van 4 jaar.
Hierbij kunnen verder twee bedenkingen geformuleerd worden. Vooreerst bestaat het gevaar dat de lijst "*at random*" aangepast wordt naargelang de tijdsgeest en de noden van het moment. Zoals reeds aangehaald, werd de aanvankelijke lijst om uiteenlopende redenen gewijzigd. In het kader van het gebruik van het voorarrest als middel tot overlastbestrijding (zie hierna), werd het aantal feiten waarvoor voorarrest mogelijk is inderdaad uitgebreid.
Vervolgens leert de Nederlandse regelgeving dat het aangewezen is om, indien een limitatieve lijst wordt opgesteld, een aparte lijst op te stellen, specifiek voor de voorlopige hechtenis. Daar waar men met het criterium "feit waarvoor voorlopige hechtenis mogelijk is" aanvankelijk het uitzonderingskarakter van bepaalde dwangmaatregelen wenste te beklemtonen, heeft dit niet het gewenste effect gehad. *"Dit werkte zelfs andersom. Juist omdat het criterium ook voor andere dwangmaatregelen gold, werden er aan de in artikel 67 opgenomen delicten diverse delicten toegevoegd om die dwangmiddelen mogelijk te maken."*[243] Er dient inderdaad gewezen op de nadelen van het "*mutualisme légistique*": de materie van de voorlopige hechtenis lijkt inderdaad te specifiek zodat het opstellen van een aparte lijst aangewezen is.[244]

In het algemeen wordt in Nederland de vraag gesteld of het hanteren van een strafdrempel, dan wel een limitatieve lijst of een combinatie van beide het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis op een adequate manier kan garanderen. Het oorspronkelijke uitgangspunt -alleen toepassing bij *in concreto* ernstige feiten- lijkt in de praktijk geheel verwaterd te zijn. Het is inderdaad vaak zo dat *"in de praktijk het 'harde' abstracte criterium de boventoon is gaan voeren en de rechter ermee volstaat om te bekijken of het feit ten aanzien waarvan de verdenking bestaat, aan dit abstracte criterium voldoet zonder daarnaast de daadwerkelijke ernst van het feit nog in concreto te toetsen."*[245] In die zin wordt door de onderzoeksgroep voorgesteld om het op de strafbedreiging georiënteerde abstracte criterium eerder los te laten, en om over te gaan tot een meer algemene uitsluiting voor strafbare feiten die een zekere ernst niet te boven gaan; hierbij wordt gedacht aan een strafdrempel van 1 jaar. Deze suggestie komt neer op de regeling zoals wij ze heden ten dage kennen in België...

---

[242] G.J.M. CORSTENS, *Het Nederlands strafprocesrecht*, Arnhem, Gouda Quint, 1995, 377.
[243] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 624.
[244] Zie in dit verband ook voorgaande nota in huidig onderzoek A. JONCKHEERE, "Un seuil d'admissibilité, une liste d'infractions: quels critères pour garantir le caractère exceptionnel de la détention préventive?", onuitg., 21 en B. RENARD, "Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques: construction et danger du mutualisme légistique", *RDPC* 2003, 321-359.
[245] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 647.

5.2.3. De fase voor tussenkomst van de rechtbank

Kenmerkend voor de Nederlandse regeling is de uitvoerige uitwerking van de fase voor de tussenkomst van de rechtbank. Positief zijn de ruimte die gecreëerd wordt voor het onderzoek en de aandacht die besteed wordt aan de voorbereiding van de "definitieve" beslissing inzake voorlopige hechtenis, zodat de rechtbank met kennis van zaken een beslissing kan nemen. Anderzijds heeft Nederland blijkbaar wel het fenomeen gekend waar in België voor gevreesd wordt, met name de continue verlenging van deze termijnen. Zo werd de oorspronkelijke termijn voor inverzekering van twee dagen (bij uiterste noodzaak te verlengen met twee dagen) telkenmale verlengd met de periode van overbrenging naar het politiebureau, met de periode van maximaal 15 uur voor het verhoor om uiteindelijk uit te monden in een (langer dan de oorspronkelijke) termijn van drie dagen, te verlengen met drie dagen.

Belangrijk is ook te onthouden dat bij de keuze van de termijnen en de afbakening van de verschillende fases duidelijke doelstellingen worden vooropgesteld. In huidig onderzoek werden reeds eerste voorstellen gedaan wat de eerste fase van de voorlopige hechtenis betreft, meer in het bijzonder werd gedacht aan meer ademruimte voor het opstellen van een VOV. De Nederlandse regelgeving kan hier inspirerend werken (zie ook hierna aangaande de schorsing).

Interessant in deze fase is ook het recht op bijstand van een raadsman tijdens het verhoor; hierboven werd gewezen op het belang van de praktische uitwerking hiervan.

5.2.4. De maximumtermijnen

De invoering van maximumtermijnen lijkt de verwachtingen niet te hebben ingelost. Wat de "*pro-forma* zitting" na 100 dagen betreft, wordt opgemerkt dat deze zijn naam alle eer aandoet *"doordat nagenoeg iedere voorbereiding van deze zitting door de deelnemende rechters uitblijft. [...] De beslissing over de schorsing van het onderzoek en de voortzetting van de voorlopige hechtenis zijn dan meestal automatismen."*
Het probleem lijkt zich te situeren in het feit dat de wetgever steeds dient te voorzien in uitzonderingen op de strikte termijnen ingeval van ernstige feiten. Zo zijn de bepalingen "bij dringende noodzakelijkheid" en "om klemmende redenen" wellicht niet dwingend en concreet genoeg met als gevaar dat de uitzondering de regel wordt. Ook hier lijkt de wetgever geconfronteerd te worden met het feit dat terminologie slechts een geringe impact heeft op de praktijk.
Wellicht zullen maximumtermijnen uitsluitend een doorslaggevend effect hebben indien termijnen opgelegd worden die "incontournable" zijn; de vraag stelt zich of dit mogelijk en wenselijk is in de materie van de voorlopige hechtenis.
Bovendien moet gewezen worden op het gevaar voor averechtse effecten. Bij de oplegging van een maximumtermijn kan de indruk ontstaan dat de voorlopige hechtenis sowieso voor deze termijn gehandhaafd moet blijven.

5.2.5. Beperking van het hoger beroep

In tegenstelling tot België, waar een "onbeperkte" mogelijkheid bestaat om hoger beroep aan te tekenen tegen de beschikking van de Raadkamer, kan de verdachte in Nederland slechts één maal hoger beroep aantekenen tegen de hechtenis. Deze regeling is niet zonder belang voor de

Belgische regeling. Men kan zich immers de vraag stellen of een te frequente behandeling van eenzelfde zaak niet tot een routinematige afhandeling van de zaak kan leiden en dat zodoende de bedoelde waarborg wegvalt. In de Belgische regeling doet de situatie zich voor dat de Raadkamer opnieuw over de handhaving van de voorlopige hechtenis dient te oordelen op een ogenblik dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling vrij recent de voorlopige hechtenis heeft gehandhaafd. Bij continu hoger beroep slingert de zaak zodoende voortdurend tussen RK en KI waarbij een vreemd pingpong-spel kan ontstaan op het ogenblik dat de RK de verdachte telkenmale vrijlaat, waarna de KI de beslissing telkenmale hervormt en de aanhouding handhaaft.
Om voormeld euvel van te frequente behandeling van de zaak te voorkomen, kan inspiratie gezocht worden in de Nederlandse beperking van het hoger beroep en/of de verlenging van de geldigheidsduur van het arrest van de KI.[246]

5.2.6. Het anticipatiegebod

Daar waar in België strikt gehouden wordt aan het principe dat de onderzoeksgerechten zich niet dienen uit te spreken over de grond van de zaak en zich uitsluitend dienen te buigen over de absolute noodzakelijkheid van de verdere handhaving van de voorlopige hechtenis, voorziet het Nederlandse strafprocesrecht in de uitdrukkelijke verplichting om reeds een blik vooruit te werpen, met name op de mogelijks te verwachten straf. Hoewel deze regeling ontegensprekelijk het voordeel biedt dat reeds in een vroege fase duidelijkheid geschapen wordt aangaande de strafmaat zodat personen verdacht van feiten van geringe ernst niet al te lang in voorlopige hechtenis dienen te verblijven, valt vanuit juridisch-technisch oogpunt veel kritiek te leveren op deze regeling. De vraag rijst immers hoe de onderzoeksgerechten in de onderzoeksfase reeds uitspraak kunnen doen over aspecten die principieel betrekking hebben op de straftoemeting en in die zin tot de bevoegdheid van de bodemrechter behoren. In welke mate is de bodemrechter overigens dan nog volledig vrij bij de beoordeling van de straftoemeting? Recent werd tevens kritiek geuit op deze regeling, meer specifiek in het kader van het hoger beroep waarbij de raadkamer van het Hof de rechter *a quo* kan "overrulen" en de zittingsrechter van het Hof voor de voeten kan lopen. In het besproken geval had de raadkamer van het Hof geoordeeld dat een onmiddellijke invrijheidstelling bevolen moest worden gelet op het feit dat de te verwachten straf (*in casu* 30 maanden) de ondergane voorlopige hechtenis niet zou overschrijden. De meervoudige kamer van de rechtbank had de verdachte voordien echter ten gronde veroordeeld tot 4 jaar gevangenisstraf... Enerzijds komt de verhouding tussen de meervoudige strafkamer van de rechtbank en de raadkamer van het Hof op gespannen voet te staan; anderzijds loopt de raadkamerbeslissing op spectaculaire wijze vooruit op het werk van de zittingsrechters van het Hof.[247]
Gelet op deze principiële bedenkingen en ondanks de positieve elementen die deze regeling met zich mee brengt, lijkt zulk een bepaling niet wenselijk inzake de voorlopige hechtenis.

[246] Wat dit laatste betreft, kan verwezen worden naar het ingediende wetsontwerp*: Parl. Stukken* Kamer, 2003-2004, 1317/001 waarbij onder meer voorgesteld wordt om het arrest van de KI als titel van vrijheidsbeneming voor één maand te laten gelden.
[247] M.S. GROENHUIJSEN, "Voorlopige hechtenis in de fase van het hoger beroep" *Delikt en Delinkwent* 2004, 786.

5.2.7. De schorsing onder voorwaarden

Wat de toepassing van alternatieven voor voorlopige hechtenis betreft, wordt gewezen op het feit dat er in de praktijk duidelijk verschillen zijn in de toepassing van de schorsingsmogelijkheid op zich, maar ook in het gebruik dat wordt gemaakt van het opleggen van bijzondere voorwaarden. *"Die verschillen lijken in belangrijke mate samen te hangen met de wijze waarop diverse zaken in het kabinet zijn geregeld."*[248] Tevens wordt gewezen op de nood aan standaardvroeghulprapporten met noodzakelijke basisgegevens zoals de persoonlijke leefomstandigheden van de verdachte. Reeds hoger werd gewezen op de belangrijke impuls die de schorsing onder voorwaarden kende ingevolge praktische ingrepen, met name de organisatie van een piketregeling voor advocaten en de wettelijke regeling van een snelle tussenkomst van de reclassering.
De uitwerking in België van een snelle tussenkomst van de justitieassisten lijkt dan ook onontbeerlijk om de toepassing van de VOV een impuls te geven. Hierbij zal veel aandacht geschonken moeten worden aan de praktijk op het terrein.

5.2.8. De voorlopige hechtenis als middel ter bestrijding van 'overlast'

In het "Onderzoeksproject Strafvordering 2001" werd eveneens gezocht naar de context van de wettelijke regeling. *"De materiële grondslag, zoals die is neergelegd in de artikelen 67 en 67a, is sterk gevormd onder invloed van de in verschillende tijden heersende maatschappelijke en strafrechtspolitieke denkbeelden. De sporen van de verschillende denkbeelden zijn het duidelijkst zichtbaar in de regeling van de gronden, maar ook in de feiten die in de loop der jaren aan artikel 67 zijn toegevoegd en daaruit zijn geschrapt."*[249]
Daar waar het voorarrest vanwege het vermoeden van onschuld aanvankelijk als een noodzakelijk kwaad beschouwd werd en in die zin slechts aanvaard kon worden vanwege het algemeen belang dat de schuldige zijn straf dient te krijgen en dat het strafproces behoorlijk moet kunnen verlopen, toont de analyse aan dat het voorarrest in de loop der tijd onder meer gehanteerd is als middel tot aanpak van recidivisten en tot decriminalisering om uiteindelijk vanaf de jaren '90 een middel te worden tot overlastbestrijding. *"Hoezeer het hier gaat om een tegenreactie op de voorgaande periode, blijkt ook daaruit dat waar in de voorgaande periode verwoede pogingen werden gedaan om het voorarrest uit te sluiten voor kleine vermogensdelinquenten, de toepassing nu juist wordt uitgebreid met het oog op deze groep. Dat gebeurde in 1995 door de toevoeging van de grond waarmee de toepassing op verslaafde recidiverende vermogensdelinquenten mogelijk werd gemaakt. Het argument daarvoor was dat het zowel voor de opsporingsambtenaren als voor de slachtoffers onbevredigend was en onrust in de samenleving veroorzaakte als terzake van vermogensdelicten voortdurend recidiverende verdachten na het opmaken van een proces-verbaal weer de straat op moeten worden gestuurd, terwijl deze wellicht dezelfde dag opnieuw dergelijke feiten zullen begaan."*[250]

---

[248] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 623.
[249] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 607 ev.
[250] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 613.

In het reeds eerder aangehaald artikel betreffende de evolutie van het Nederlandse detentiebeleid gedurende de voorbije 10 jaar en het mogelijke verband met de maatschappelijke en politieke ontwikkelingen in die periode, komt men tot een gelijkaardige conclusie. *"Hoewel het detentiebeleid ook een sterk interne eigen dynamiek kent, is het bepaald niet imuun voor de verharding van de samenleving en het politieke klimaat. In het enorme accent dat momenteel wordt gelegd op de 'overlast' op straat en het daaraan gekoppelde 'opjaagbeleid' ten aanzien van bedelaars, 'zorgmijdende' verslaafden en prostituees is een zeker stedelijk revanchisme te herkennen. De selectieve onschadelijkmaking van al die 'overlast' veroorzakende personen heeft ook effect op het gevangeniswezen; al diegenen die van straat worden geplukt en die niet blijvend uit Nederland kunnen worden gezet, zullen daar uiteindelijk terechtkomen."*[251]

De vraag rijst natuurlijk of de voorlopige hechtenis het meest adequate middel is ter bestrijding van datgene wat (thans) als overlast bestempeld wordt. Het probleem lijkt zich immers eerder te situeren in het feit dat een snelle reactie wenselijk wordt geacht. Bij gebrek aan doeltreffend geachte actiemogelijkheden die onmiddellijk effect sorteren en die "zichtbaar" zijn, wordt de voorlopige hechtenis dan maar ingeschakeld. Het zal belangrijk zijn om ook op andere terreinen dan deze van de voorlopige hechtenis zelf, te zoeken naar een antwoord op de vraag hoe de toepassing van de voorlopige hechtenis verminderd kan worden. Indien het strafrecht uitgebreid kan worden met snelle en efficiënte actiemogelijkheden waarbij onmiddellijk gereageerd kan worden op vastgestelde criminaliteit, kan dit de toepassing van de voorlopige hechtenis verminderen. Voorgaande sluit eveneens aan bij vroegere bedenkingen aangaande het strafkarakter van de voorlopige hechtenis.

5.2.9. De voorstellen van het Onderzoeksproject Strafvordering 2001[252]

Tot slot lijkt het gepast in een notendop de belangrijkste voorstellen weer te geven van het herhaaldelijk vermeld "Onderzoeksproject Strafvordering 2001". De voorstellen kunnen teruggebracht worden tot 3 krachtlijnen: *"Enerzijds doen wij suggesties om meer dan voorheen prikkels in te bouwen om het onderzoek voortvarend af te wikkelen. Daarnaast beogen wij waarborgen in de wet op te nemen die moeten verzekeren dat de oordelende rechters zich bij ieder beslissingsmoment intensiever en actiever met de noodzaak tot voorgezette vrijheidsbeneming bezighouden dan thans het geval pleegt te zijn. En ten derde bepleiten wij een pakket van maatregelen die de toepassing van de schorsing zouden moeten bevorderen."*[253]
Wat de gronden en de feiten betreft die aanleiding kunnen geven tot voorarrest, wordt afstand gedaan van de abstracte criteria en wordt via een 'concrete noodzakelijkheidstoets' getracht de rechter 'met de neus op de feiten te drukken'. Proportionaliteit en subsidiariteit zijn de sleutelwoorden. Zoals reeds hoger aangehaald, wordt voorgesteld om het op de strafbedreiging georiënteerde criterium (de strafdrempel) los te laten en om veeleer te voorzien in een algemene uitsluiting van de voorlopige hechtenis voor strafbare feiten die een zekere ernst niet te boven gaan, waarbij gedacht wordt aan een strafdrempel van 1 jaar. Vastgesteld werd immers dat in de praktijk vaak de wettelijke voorwaarden, die slechts

[251] J. UIT BEIJERSE en R. VAN SWAANINGEN, "Gevangen in Nederland" *Panopticon* 2004, 185.
[252] J. UIT BEIJERSE en J.B.H.M. SIMMELINK, "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 643 ev.
[253] M.S. GROEHUIJSEN, "Het vooronderzoek in strafzaken. De belangrijkste resultaten van het tweede jaar van het onderzoeksproject 'Strafvordering 2001' ", *Delikt en Delinkwent* 2001, 260.

bedoeld waren als minimumvoorwaarden, de boventoon zijn gaan voeren zodat geen ruimte meer overbleef voor een afweging omtrent de noodzakelijkheid van het voorarrest aan de hand van de concrete omstandigheden van het geval. Via een ruimere omschrijving van de gronden hoopt men dat voortaan de grenzen van de voorlopige hechtenis gezocht zullen worden in de ernst van het delict *in concreto*, en niet langer in de toets of dat in een individuele zaak aan de wettelijke voorwaarden is voldaan.
Wat de inverzekeringstelling betreft, wordt terug aangeknoopt met de oorspronkelijke bekommernis om een verdachte zo snel mogelijk voor een rechter te leiden en wordt dienvolgens voorgesteld om deze termijn, behoudens de termijn van ophouden voor verhoor, in te korten tot een eenmalige periode van 2 of 3 dagen. Anderzijds wordt voorgesteld om de termijn van bewaring te verlengen van 10 naar 14 dagen teneinde voor de raadsman van de verdachte en voor de reclassering meer tijd te creëren om aan de raadkamer voorstellen te doen en in de hoop dat binnen die periode meer duidelijkheid zal ontstaan over het verdere verloop van het onderzoek.
Vervolgens wordt voorgesteld om de raadkamer in één keer te laten beslissen over een maximale periode van 90 dagen en om de automatische verlengingszittingen af te schaffen. De capaciteit die vrijkomt door de afschaffing van het automatisme moet worden benut om de eerste zitting van de raadkamer zo te organiseren dat er meer tijd per zaak beschikbaar is en dat de raadkamer vaker per week kan worden georganiseerd. Als tegengewicht kunnen de rechter-commissaris en de raadkamer te allen tijde ambtshalve een beslissing nemen met betrekking tot de al dan niet opheffing van de voorlopige hechtenis. Ook de verdachte zou de bevoegdheid krijgen om te allen tijde de opheffing van de voorlopige hechtenis te verzoeken.
Verder wordt voorgesteld om de huidige regeling aangaande de maximumtermijnen af te schaffen. Het systeem van de verlengbare termijnen van 30 dagen met op het einde (na 100 dagen) een *pro forma*-zitting wordt niet adequaat geacht. In de plaats wordt voorgesteld om terug de oorspronkelijke raadkamer te laten oordelen over de verdere handhaving van de voorlopige hechtenis. In het beoogde stelsel gaat het dan niet meer om de raadkamer die in een relatief kort tijdsbestek geroepen wordt om voor de zoveelste keer te oordelen over de voortzetting van de voorlopige hechtenis, maar om de raadkamer die, na te hebben beslist over de eerste 90 dagen van de gevangenhouding, in het wettelijke stelsel pas voor de tweede keer bij het voorarrest wordt betrokken. Indien het onderzoek in deze eerste fase niet kan worden afgerond, kan de raadkamer het bevel verlengen met maximaal 3 maanden. Na deze termijn moet de zaak ter berechting op de zitting worden aangebracht of dient de raadkamer zich wederom te buigen over een verdere verlenging van het voorarrest. Belangrijk hierbij is dat de Officier van Justitie verplicht zal worden om in de vordering tot verlenging van het voorarrest aan te geven voor welke feiten de verdachte na afronding van het onderzoek zal worden gedagvaard ter zitting en dat deze aanwijzing van de feiten bindend is voor het verdere verloop van het onderzoek en de op te stellen dagvaarding. Hoewel deze voorstellen op het eerste gezicht het bereik van de voorlopige hechtenis lijken uit te breiden, wordt gehoopt dat zij in de praktijk juist zullen leiden tot een terugdringing ervan, onder meer omwille van het feit dat op deze wijze het onderzoek een vlotter verloop zal kunnen kennen.
Wat de heenzendingen betreft, wordt gesteld dat het openbaar ministerie de plicht heeft om de bevelen tot voorlopige hechtenis ten uitvoer te leggen, zodat dit beleid principieel uit den boze is. Anderzijds wordt gesteld dat een tijdelijk, onverwacht en acuut celtekort een noodsituatie creëert waarvoor een pragmatische oplossing gezocht moet worden.
Tenslotte wordt in het Onderzoeksproject gepleit voor een verder stimuleren van de schorsing onder voorwaarden en voor een zo ruim mogelijke invulling van de mogelijke voorwaarden. De rechterlijke vrijheid die de wetgever heeft voorzien, wordt immers als positief ervaren. Niettemin wordt voorgesteld om een aantal voorwaarden in de wet op te nemen teneinde een zekere eenheid te bevorderen. Er wordt evenwel niet gestreefd naar een limitatieve

opsomming. Verder wordt gesteld dat meer zorg moet besteed worden aan de controle op de naleving van de opgelegde voorwaarden. Tot slot spreekt de onderzoeksgroep zich uit voor de invoering van het elektronisch toezicht in deze fase aangezien op deze manier zowel het vluchtgevaar als het recidivegevaar geneutraliseerd kunnen worden.

5.3. CONCLUSIE

Concluderend kan gesteld worden dat deze summiere studie van de Nederlandse regelgeving een reeks interessante bedenkingen heeft opgeleverd die mee in overweging genomen moeten worden bij huidig onderzoek. Allereerst zal bij de mogelijke uitwerking van een aantal dwingende regels (maximumtermijnen en limitatieve lijst) rekening gehouden moeten worden met de hierboven geformuleerde waarschuwingen.
Vervolgens kan de Nederlandse regelgeving inzake de periode vóór de tussenkomst van de rechtbank inspirerend werken, evenals de regeling inzake het hoger beroep. In navolging van de Nederlandse voorstellen kan geopteerd worden om voor elk van de diverse fases duidelijke doelstellingen voorop te stellen en de termijnen hieraan aan te passen. Meer specifiek wordt hierbij gedacht aan de periode van bewaring (5 dagen na BA en vóór RK) waarin de mogelijkheden voor alternatieven onderzocht kunnen worden; tevens ontstaat in deze periode een duidelijker beeld over het verdere verloop van het onderzoek. Wat het hoger beroep betreft, kan inderdaad de vraag gesteld worden wat de toegevoegde waarde is van een continue slingerbeweging tussen raadkamer en kamer van inbeschuldigingstelling.
De door de onderzoeksgroep voorgestelde regeling aangaande de controle op de voorlopige hechtenis lijkt echter vrij verregaand, nu een regelmatige controle van de voorlopige hechtenis thans in België net als een positieve verworvenheid bestempeld wordt. Anderzijds kan de aan deze voorstellen ten gronde liggende gedachte wel bijgetreden worden: te frequente controle kan mogelijks leiden tot automatismen die de *in concreto* beoordeling van de zaak in de weg staan.
Gelet op de hierboven geformuleerde bedenkingen kunnen verder de nodige vraagtekens geplaatst worden bij de Nederlandse regelgeving aangaande de heenzendingen en het anticipatiegebod. Het lijkt niet wenselijk gelijkaardige bepalingen over te nemen in het Belgische recht.
Tenslotte is de vaststelling dat het voorarrest steeds vaker gebruikt wordt als middel ter bestrijding van overlast interessant: mogelijks zal eveneens gezocht moeten worden buiten het domein van de voorlopige hechtenis zelf om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen. Het gebruik van de voorlopige hechtenis als 'lik op stuk'-maatregel waaraan enig strafkarakter niet vreemd is, kan mogelijks via andere strafrechtelijke instrumenten ingedijkt worden.

6. La détention préventive en Suisse

Tout comme pour la Finlande, la détention préventive en Suisse a été abordée dans le cadre de la présente recherche en raison du contrôle que ce pays semble avoir pu opérer sur sa population pénitentiaire globale. La situation de l'Etat helvétique est assez particulière : ainsi, jusqu'il y a peu, chacun des vingt-six cantons était compétent pour légiférer en matière de détention préventive. Plusieurs systèmes distincts coexistent dès lors sur un territoire relativement restreint. Cette situation est néanmoins en train d'évoluer fondamentalement puisqu'une unification de la procédure pénale est actuellement en cours en Suisse. Il a semblé dès lors davantage pertinent d'examiner les orientations qui se dégagent dans ce cadre. Au préalable, un aperçu des données disponibles sur la population pénitentiaire suisse et plus particulièrement la détention préventive, sera présenté.

6.1. DONNÉES QUANTITATIVES

La Suisse a connu une forte réduction de sa population pénitentiaire en 2001, diminution qui s'est confirmée en 2002. Depuis, on constate néanmoins une légère hausse du taux de détention[254]. Malgré celle-ci, la Suisse reste un des pays européens qui présente un taux de détention parmi les moins élevés. Cette situation est due à la forte diminution du nombre de personnes exécutant une courte peine, cette diminution s'expliquant par le développement de deux mesures alternatives à l'emprisonnement : le travail d'intérêt général et la surveillance électronique[255].

Pour ce qui concerne plus particulièrement la détention préventive, les données publiées par l'Office fédéral de la statistique suisse[256] indiquent qu'en septembre 2002, 51,5% des personnes incarcérées se trouvaient en exécution de peine. Parmi les personnes détenues n'ayant pas encore fait l'objet d'une condamnation, 30% se trouvait en détention préventive, pourcentage auquel il faut ajouter celui des personnes incarcérées avant jugement et bénéficiant d'une mesure d'exécution anticipée de peine (voir infra, point 6.2.4.) (10%).
Au sujet de la durée des incarcérations en détention préventive, l'enquête menée par l'Office fédéral de la statistique suisse ne permettait pas d'en dresser le bilan. Seules des informations émanant de la statistique des condamnations pénales permettent d'en avoir une certaine représentation. En effet, lors d'une éventuelle condamnation, le juge ne déduit la détention préventive de la durée de la peine privative de liberté que dans la mesure où le condamné n'a pas, par sa conduite, provoqué la détention préventive ou prolongé sa durée[257]. L'examen des

[254] En considérant le taux de détention (nombre de détenus, y compris les prévenus, présents à un moment donné - le 1er septembre de l'année considérée pour les données issues de la statistique pénale annuelle du Conseil de l'Europe - comparé au nombre d'habitants à la même date), la Suisse a effectivement connu une évolution remarquable entre 2000 (taux de 89,2) et 2001 (taux de 71,6). En 2002, cette baisse s'est donc confirmée (68,7) mais une évolution à la hausse a été constatée en 2003 (taux de 72). Voir CONSEIL DE L'EUROPE, Statistique pénale annuelle, SPACE I, Enquête 2003, PC-CP (004) 6rev, Strasbourg, 29 septembre 2004, p. 20.
[255] M. EISNER, M. KILLIAS, « Switzerland », *European Journal of Criminology*, 2004, Vol. 1, p.273.
[256] OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, « Statistique sur la privation de liberté et la détention préventive », Neuchâtel, Droit et Justice, janvier 2003, 18p.
[257] Cette faculté laissée au juge du fond de déduire la durée de la détention préventive de la durée de la peine privative de liberté mériterait sans doute un examen plus approfondi quant à son application concrète. On peut en effet supposer que la seule commission de l'infraction ne suffit pas à prouver que l'intéressé a provoqué par sa conduite sa détention avant jugement. On peut dès lors s'interroger sur les critères généralement retenus par les

condamnations pénales permet dès lors de relever les déductions accordées de détention préventive. Sur base de ces informations et compte tenu des limites liées au mode de calcul, l'Office fédéral de la statistique suisse relève que la durée moyenne de la détention préventive se présente comme suit :

Tableau : Suisse - Durée moyenne de détention préventive imputée sur les condamnations (en jours)

	1984	2000	2001	2002	2003
MOYENNE	44	60	53	45	38
MÉDIANE	8	7	5	5	4

A partir de l'année 2000, on constate donc une diminution de la durée moyenne de la détention préventive, diminution qui se prolonge dans les années qui suivent. Aucune explication n'a pu être trouvée quant à cette évolution en raison, notamment, de l'absence d'études récentes en la matière.

6.2. L'ÉLABORATION D'UN NOUVEAU CADRE NORMATIF POUR LA DÉTENTION PRÉVENTIVE EN SUISSE : VERS UNE UNIFORMISATION DE LA PROCÉDURE PÉNALE

Comme indiqué en introduction, l'Etat suisse se caractérise par la diversité de sa législation relative à la détention préventive puisque les cantons étaient jusqu'il y a peu compétents pour déterminer les règles de la procédure pénale, en ce compris celles de la détention préventive. Vingt-six législations différentes se côtoient ainsi[258].
Cette diversité n'est pas sans poser problème dans le cadre de la répression des infractions. C'est la raison pour laquelle depuis fort longtemps des voix se sont élevées en faveur d'une unification de la procédure pénale. Celle-ci nécessitait une modification de la Constitution suisse. C'est désormais chose faite : accepté en votation populaire le 12 mars 2000 et en vigueur depuis le 1er avril 2003, le nouvel article 123 de la Constitution fédérale suisse[259] donne à la Confédération la compétence de légiférer sur la procédure pénale.

---

juges suisses pour apprécier le comportement de l'intéressé. Par ailleurs, nous n'avons pas connaissance de l'existence de statistiques indiquant le pourcentage de déductions refusées. Des informations recueillies auprès de l'Office fédéral de la statistique, on peut toutefois connaître le pourcentage des condamnations admettant une imputation de la détention préventive (en 2003, il était de 12,1) sans toutefois qu'il soit précisé s'il s'agit de l'ensemble des condamnations, quelle que soit leur nature, ou si le pourcentage ne s'appuie que sur les condamnations à des peines d'emprisonnement dans lesquelles par exemple aucune mesure d'exécution anticipée de peine n'a été adoptée.

[258] La Suisse connaît en fait vingt-neuf lois de procédure pénale : vingt-six cantonales et trois fédérales (pour ces trois dernières, il s'agit de la procédure pénale fédérale, de la procédure pénale militaire et du droit pénal administratif).

[259] L'article 123 nouveau de la Constitution stipule ainsi :
« *1. La législation en matière de droit pénal et de procédure pénale relève de la compétence de la Confédération.*
2. L'organisation judiciaire et l'administration de la justice ainsi que l'exécution des peines et des mesures en matière de droit pénal sont du ressort des cantons, sauf disposition contraire de la loi.
3. La Confédération peut octroyer aux cantons des contributions :
a. pour la construction d'établissements ;
b. pour l'amélioration de l'exécution des peines et des mesures ;
C. POUR LE SOUTIEN DES INSTITUTIONS OÙ SONT EXÉCUTÉES LES MESURES ÉDUCATIVES DESTINÉES AUX ENFANTS, AUX ADOLESCENTS OU AUX JEUNES ADULTES. »

Le travail de rédaction d'un projet de code de procédure pénale avait déjà été entamé avant cette modification constitutionnelle[260]. Une commission d'experts a en effet été mise en place dès 1994 et de vastes consultations ont été menées entre juin 2001 et février 2002[261]. En juillet 2003, le Département fédéral de justice et de police a été chargé de remanier les projets, en vue d'une présentation au Parlement.

A cœur des débats s'est posée la question du modèle de poursuite pénale souhaité : le juge d'instruction doit-il occuper une place centrale dans le cadre de la procédure préliminaire ? Par ailleurs, faut-il privilégier le principe de l'opportunité des poursuites ou préférer celui de leur légalité ?
Si la commission des experts donnait sa préférence au modèle dans lequel le juge d'instruction est au centre de la procédure préliminaire, lors des auditions une tendance s'est dégagée en faveur d'un modèle plaçant au cœur de l'instruction le ministère public et supprimant totalement la figure du juge d'instruction. Cette orientation ne fait toutefois pas l'unanimité, l'opposition principale venant de la plupart des cantons romands[262].

6.2.1. La suppression éventuelle du juge d'instruction

La Suisse envisage donc de supprimer la figure du juge d'instruction. Il semble que ce soit essentiellement en vue d'une plus grande efficacité de l'action pénale que l'ensemble de la ***procédure préliminaire***, c'est-à-dire la procédure qui précède la ***procédure de jugement*** proprement dite, serait ainsi placé sous la responsabilité du ministère public[263]. D'une telle façon serait évité le double travail auquel peuvent parfois se livrer juges d'instruction et magistrats du parquet. La réforme permettrait dès lors un gain de temps et d'économie sur le plan des ressources humaines, notamment en ce qu'elle éviterait au cours de la procédure préliminaire le transfert des dossiers du juge d'instruction au procureur.
Une telle orientation de la procédure pénale n'est toutefois envisagée que si elle s'accompagne d'un renforcement des droits des parties et l'instauration de voies de recours appropriées.

Il est enfin à noter qu'un certain nombre de cantons, bien que minoritaires, connaissent déjà dans leur législation le système envisagé (par exemple, le canton de Bâle-Ville). L'exemple des tribunaux pénaux internationaux est par ailleurs cité comme se fondant sur le même type de modèle de procédure pénale[264].

---

[260] Il est à noter qu'un avant-projet de procédure pénale pour mineurs a été élaboré dans le même temps. Il ne sera pas abordé dans le cadre de la présente recherche.
[261] La présentation ici faite du travail de la commission d'experts, des consultations effectuées et des orientations envisagées repose essentiellement sur deux documents (OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *Rapport explicatif relatif à l'avant-projet d'un code de procédure pénale suisse*, Berne, juin 2001, 328p. et OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *Synthèse des résultats de la procédure de consultation relative aux avants-projets de code de procédure pénale suisse et de loi fédérale régissant la procédure pénale applicable aux mineurs*, Berne, février 2003, 117p.). Il y est renvoyé de manière globale.
[262] Certaines critiques ont par ailleurs souligné la sensibilité plus alémanique que romande de l'avant-projet de code de procédure pénale (Voir ainsi les propos de Me M. HARARI dans « Interrogations romandes », in OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *De 29 à l'unité … en route … Informations de l'Office fédéral de la justice sur le futur code de procédure pénale suisse et la procédure pénale des mineurs*, Berne, mars 2001, pp. 5-6).
[263] La procédure préliminaire est conçue en deux phases, l'une intitulée *procédure préparatoire* et l'autre *procédure intermédiaire*, cette dernière commençant à la fin de l'instruction et se terminant par l'ordonnance de mise en accusation.
[264] Tribunaux pénaux internationaux chargés de poursuivre les violations du droit international public humanitaire commises en ex-Yougoslavie et au Rwanda.

6.2.2. Aspects procéduraux

Le nouveau code de procédure pénale laisserait au Ministère public le soin d'apprécier s'il y a lieu ou non d'ouvrir une instruction. Une fois celle-ci ouverte, il en assurerait la direction, notamment, en ordonnant les mesures de contrainte qui s'imposent, à moins que celles-ci ne relèvent de la compétence du tribunal des mesures de contrainte (voir infra). Il serait par ailleurs chargé de donner les instructions nécessaires à la police.
A l'issue de la procédure préparatoire, le projet de code de procédure pénale prévoit que le ministère public décide s'il y a lieu de rendre une ordonnance de mise en accusation ou de prononcer un non-lieu. Cette phase de la procédure préliminaire est appelée procédure intermédiaire. Il est à noter qu'un recours pourrait alors être introduit contre une décision de classement mais non contre une ordonnance de mise en accusation.
Si une ordonnance de mise en accusation est prise, elle serait transmise directement au tribunal de première instance qui, après vérification de la régularité de l'ordonnance, fixerait la date des débats.

En contrepoids de ces diverses compétences attribuées au ministère public, différentes missions seraient confiées à un tribunal des mesures de contrainte, soit les plus contraignantes. Il en serait ainsi pour ce qui concerne la détention préventive ou la détention de sécurité. Cette nouvelle juridiction serait en outre chargée de mesures telles que les écoutes téléphoniques, les investigations secrètes, etc.[265]
Par ailleurs, l'avant-projet de code envisage également d'en faire l'instance de recours contre certaines décisions prises au cours de la procédure préliminaire mais l'octroi de cette compétence a été critiqué par la majorité des personnes consultées.

6.2.3. L'arrestation provisoire, la détention préventive et la détention de sécurité

Le projet de code de procédure pénale distingue trois types de détention avant jugement : l'arrestation provisoire, la détention préventive et la détention de sécurité.

Tout d'abord, le projet prévoit que la police aurait la possibilité de retenir une personne au poste de police. Appelée garde à vue, cette *arrestation provisoire* serait limitée à vingt-quatre heures au maximum. Durant ce temps, la défense devrait avoir la possibilité d'assister à l'interrogatoire du prévenu. En effet, dans le cadre de ce qui est appelé « l'avocat de la première heure », il est prévu que le défenseur pourra conférer librement avec son client même pendant l'arrestation provisoire. Dans les vingt-quatre heures de la privation de liberté, la personne doit être présentée au ministère public ou à défaut, être libérée. S'il souhaite un maintien en détention, le ministère public doit adresser dans le même délai une requête au tribunal des mesures de contrainte.

Une *détention préventive* pourrait alors être ordonnée par le tribunal des mesures de contrainte, la décision du tribunal devant intervenir dans les quarante-huit heures à compter du dépôt de la requête du ministère public. La détention préventive pourrait se prolonger jusqu'au dépôt de l'acte d'accusation auprès du tribunal de première instance pour éviter que la personne ne puisse se soustraire au cours de la justice ou qu'elle entrave de façon déloyale la recherche de la vérité matérielle.

[265] Le caractère innovateur de cette juridiction doit être relativisée dans la mesure où certains cantons la connaissent déjà (par exemple, le canton du Tessin).

Les conditions dans lesquelles une détention préventive pourrait être ordonnée sont les suivantes :

- soupçon grave de délit ou de crime ;
- risque de fuite ou risque de collusion ;
- risque de continuation ou de réitération de l'infraction. Les infractions commises et les infractions dont on craint la réitération doivent être de même nature. Par contre, le nombre d'infractions déjà commises n'a volontairement pas été fixé afin de permettre une certaine souplesse dans l'interprétation ;
- risque que le prévenu ne passe aux actes après avoir menacé de commettre un crime grave, sans qu'il soit exigé que l'auteur ait déjà tenté ou préparé de façon punissable la commission de l'infraction.

Il est à noter que dans le cadre des consultations menées sur l'avant-projet de code, ces deux derniers critères ont fait l'objet de nombreuses critiques.

Lorsqu'il ordonnerait une détention préventive, le tribunal des mesures de contrainte pourrait en limiter la durée, celle-ci ne pouvant toutefois pas dépasser trois mois. Le tribunal pourrait également fixer un délai pendant lequel le prévenu détenu ne pourra pas présenter de requête de mise en liberté, ceci afin de prévenir les demandes de mise en liberté abusives, sans cesse réitérées. Passé le délai fixé par le tribunal ou après trois mois si le tribunal a autorisé la détention sans la limiter dans le temps, une requête en prolongation de la détention devrait être déposée par le ministère public s'il estime celle-ci nécessaire.

L'avant projet de code ne prévoit pas de possibilité de recours à l'encontre des ordonnances de mise en détention, sauf à partir du moment où la détention préventive a duré trois mois.

Enfin, la *détention de sécurité* débuterait à partir du dépôt de l'acte d'accusation et se prolongerait jusqu'à l'entrée en force du jugement ou le début de la sanction privative de liberté. Elle aurait pour objectif de s'assurer de la présence du prévenu aux débats de première instance et lors d'éventuelles procédures de recours ultérieures.
La détention de sécurité ne pourrait être ordonnée, sur requête du ministère public, que par le tribunal des mesures de contrainte. Ce choix se fonde sur la volonté d'éviter que le tribunal de première instance ne soit accusé de partialité en rendant une décision sur la détention avant l'examen au fond de l'affaire.
Au cours de la procédure de jugement, une requête de mise en liberté pourrait être présentée en tout temps par le prévenu ou être proposée soit par le ministère public, soit par le tribunal de première instance. Si le tribunal de première instance et le ministère public sont d'accord pour la mise en liberté, celle-ci interviendrait aussitôt. A défaut de cet accord, le tribunal des mesures de contrainte se prononcerait sur la mise en liberté.

Au terme de la procédure de première instance, c'est-à-dire lors du prononcé du jugement, si le prévenu est condamné le tribunal statuerait également sur le maintien en détention de sécurité du condamné ou sur sa mise en détention s'il était encore en liberté au moment du jugement.

Enfin, à partir du moment où une procédure d'appel du jugement est entamée, c'est l'instance d'appel qui serait compétente en matière de détention de sécurité.

6.2.4. L'exécution anticipée de peines et de mesures

Une série de cantons prévoient actuellement la possibilité d'autoriser un prévenu à commencer à exécuter de manière anticipée sa peine et ce, avant qu'elle n'ait été prononcée[266].

Cette possibilité est reprise dans le projet de code de procédure pénale unifiée. Bien que la présomption d'innocence subsiste avant toute condamnation, les prévenus qui le souhaitent pourraient demander de convertir la détention préventive ou la détention de sécurité en exécution de peine. Les auteurs du projet ont ainsi visé les prévenus qui sont depuis longtemps en détention préventive et qui ont la quasi-certitude de devoir affronter par la suite une longue peine d'emprisonnement ou une autre mesure privative de liberté sans espoir de bénéficier du sursis. Ils pourraient ainsi « profiter » de conditions d'incarcération plus favorables, notamment quant aux possibilités d'occupation. Ils pourraient aussi de cette manière bénéficier des diverses modalités d'exécution des peines, les droits accordés dans ce cadre pouvant toutefois être réduits (suppression du congé si risque de fuite, interdiction de visites si risque de collusion, etc.).

L'exécution anticipée des peines et mesures serait accordée pour peu que le prévenu y consente et que les autorités compétentes aient la possibilité matérielle d'intégrer le prévenu, avant sa condamnation, dans le régime d'exécution des peines. Toutefois, il est prévu que le Ministère public puisse s'opposer à la mesure. C'est ainsi que durant la procédure préliminaire, le Ministère public a le droit de s'opposer à l'exécution anticipée, par exemple en raison d'un risque de collusion, l'exécution anticipée ne pouvant de toute façon entrer en ligne de compte que pour les prévenus dont la présence n'est plus indispensable, c'est-à-dire lorsque l'instruction est pratiquement close.

Durant la procédure de jugement, la mesure ne pourrait être accordée qu'avec l'accord du Ministère public afin d'éviter que le prévenu choisisse une mesure et ne commence à l'exécuter de manière anticipée avec l'accord du tribunal alors que le Ministère public entendait requérir une autre sanction.

6.2.5. Les mesures de substitution

Le projet de code de procédure pénale énumère de façon non exhaustive différentes mesures dites de substitution, en tête desquelles figure la fourniture de sûretés (caution en argent ou autres valeurs). La surveillance électronique y est aussi envisagée comme moyen de contrôle du respect d'une astreinte à résidence en un lieu donné ou l'accomplissement d'un travail régulier.
La compétence d'ordonner des mesures de substitution appartiendrait aux mêmes autorités que celles appelées à statuer sur une détention. Un recours contre les décisions du tribunal des mesures de contrainte ordonnant une mesure de substitution ne serait possible qu'après six mois mais les mesures pourraient être levées ou modifiées en fonction de circonstances nouvelles.

[266] A. BAECHTOLD, « Switzerland », in D. VAN ZYL SMIT and F. DÜNKEL, *Imprisonment Today and Tomorrow, International Perspectives on Prisoner's Rights and Prison Conditions*, Kluwer Law International, Netherland, 2001, p. 656.

6.3. Considérations relatives à la détention préventive en Suisse

La présentation ainsi faite des orientations actuellement défendues en Suisse dans le cadre des travaux menés en vue d'une unification du code de procédure pénale doit être accueillie avec prudence : ces travaux ne sont pas clôturés et nul doute que des débats alimenteront encore le cours du processus après que la rédaction d'un premier projet de code sera terminée.

Ces orientations permettent néanmoins de souligner les questions de principe qui se posent en marge de la détention préventive et qui peuvent avoir une influence sur celle-ci. Il en va ainsi de la détermination de l'autorité ayant la conduite de l'instruction, ainsi que du découpage temporel de la phase d'investigation qui précède celle du jugement (procédure préliminaire comportant deux temps, celui de la procédure préparatoire correspondant à la phase d'instruction et celui de la procédure intermédiaire se situant entre la fin de l'instruction et la mise en accusation. Vient ensuite la procédure de jugement). La Suisse envisage par ailleurs de charger spécifiquement une instance, le tribunal des mesures de contrainte, des décisions relatives tant à la mise en détention préventive qu'à son maintien et ce, aussi bien durant l'instruction que dans certains cas au cours de la procédure de jugement. La remise en liberté d'une personne détenue au cours de cette procédure de jugement est par ailleurs, en théorie, facilitée puisque le tribunal des mesures de contrainte ne devra se prononcer qu'en cas de désaccord du tribunal de première instance et du ministère public. L'idée sous-jacente est de faciliter les remises en liberté. Seule la pratique permettra néanmoins d'apprécier l'usage qui serait faite d'une telle procédure, si elle est adoptée.

7. Conclusions

A l'issue de cet examen, volontairement limité, de la détention préventive telle qu'elle se présente dans quelques pays européens et dans les enceintes supranationales européennes, force est de constater - si besoin en était - que la problématique est loin d'avoir épuisé toute discussion. Il suffit de considérer pour s'en convaincre le nombre de réformes intervenues en France ou encore les débats qui jalonnent la réforme du code de procédure pénale suisse. L'idée de faire de la détention préventive une mesure à caractère exceptionnel est semble-t-il acquise mais l'opérationnalisation de cette intention semble vouée à une recherche sans fin. Elle incite en tout cas à une vigilance de tous les instants quant à l'usage qui est fait des potentialités offertes par les diverses législations. L'initiative française qui vise à doter l'Hexagone d'une structure permanente de suivi de la détention provisoire est intéressante à cet égard : les données juridiques, statistiques et pénitentiaires font ainsi l'objet d'un recueil systématique et continu et sont de nature à alimenter un débat essentiel en la matière. Ce débat est d'autant plus important qu'un véritable fossé s'est peu à peu construit dans ce domaine entre la loi et les pratiques[267].
Il est dès lors proposé de créer un dispositif permettant d'assurer un suivi régulier de la détention préventive, par un dialogue entre tous les acteurs judiciaires autour de données juridiques, criminologiques, statistiques et pénitentiaires actualisées, ce dispositif pouvant prendre différentes formes (mission spécialement confiée au SPF Justice, rapport annuel déposé au Parlement, réunions d'information, de formation et de concertation entre les différents acteurs, publications régulières, etc.).

En Europe, l'heure est semble-t-il aux réformes : réforme non seulement de la détention préventive mais réforme globale de la procédure pénale. C'est le cas en France avec la loi du 15 juin 2000 et ses modifications successives mais c'est le cas aussi aux Pays-Bas avec le « Onderzoeksproject Strafvordering 2001 » et en Suisse avec le projet d'unification de la procédure pénale. Les réformes envisagées ne relèvent pas du simple toilettage ; elles revisitent de manière fondamentale les procédures et leurs orientations. La suppression éventuelle du juge d'instruction en Suisse, ainsi que la création d'une juridiction chargée spécifiquement de se prononcer sur une mise en détention avant jugement en France et en Suisse, en sont des exemples relevants. Seule la Finlande - parmi les quatre pays étudiés - semble isoler la réforme de la détention préventive d'une réforme d'ensemble de la procédure pénale, cette dernière n'étant apparemment pas d'actualité pour l'heure.
La voie suivie en Belgique est assez particulière à ce sujet : réforme de la procédure pénale et réforme de la détention préventive sont aujourd'hui toutes les deux à l'agenda mais elles font l'objet de débats distincts et elles ont une origine bien différente. 1990 a toutefois été pour les deux réformes une année clé. En effet, c'est au cours de cette année qu'une réforme importante de la détention préventive est intervenue, par l'adoption de la loi du 20 juillet 1990. Au cours de la même année, à l'occasion de la déclaration gouvernementale du 5 juin 1990, la réforme de la procédure pénale a été lancée. Quinze ans plus tard, un Code de procédure pénale est en voie de finalisation. Il reproduit en grande partie les dispositions de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, sous réserve de certaines modifications prévoyant des droits spécifiques[268]. Parallèlement à ces travaux relatifs à la procédure pénale, le Gouvernement a décidé de revoir la législation relative à la détention

[267] Voir chapitre 1er, 3.
[268] Proposition de loi contenant le Code de procédure pénale, *Doc. Parl.*, Sénat, 2003-2004, n°450.

préventive, cette fois dans un objectif bien particulier, la lutte contre la surpopulation carcérale. A cet effet, le Conseil des Ministres du 30 mars 2004 a approuvé le dépôt d'un avant-projet de loi réformant partiellement la loi du 20 juillet 1990 et a chargé l'INCC de la présente recherche (voir supra, la présentation du projet). Sur un même objet, différentes réformes sont donc à l'étude ; il est proposé de veiller à leur (bonne) articulation.

Les objectifs poursuivis dans les différents pays européens par les réformes en cours de concrétisation ou de conceptualisation oscillent entre deux pôles, tels que ceux qui ont été mis en évidence dans le cadre de l'analyse des travaux du Conseil de l'Europe. D'un côté, la législation relative à la détention préventive et son application au quotidien doivent consister en un « juste milieu » entre la protection des libertés et droits individuels et la sauvegarde des intérêts de la société. D'un autre côté, des impératifs gestionnaires sont fortement présents dans la lutte contre la surpopulation carcérale, lutte qui se concrétise par des moyens diversifiés, dont des mesures relatives à la détention préventive. Il s'agit bien d'une oscillation, d'un attachement plus marqué à certains moments vis-à-vis d'un de ces objectifs, la poursuite de l'un pouvant servir celle de l'autre. Ainsi, si la Finlande réagit aujourd'hui à la hausse de sa population carcérale et plus particulièrement de la détention préventive, c'est peut-être aussi parce que cette hausse traduit un déséquilibre entre protection individuelle et protection sociétale. Les travaux menés par le Conseil de l'Europe montrent aussi que si l'approche gestionnaire est privilégiée c'est parce qu'elle permettrait également de mieux garantir le respect des droits individuels.

En ce qui concerne les mesures juridiques adoptées ou envisagées pour garantir à la détention préventive son caractère exceptionnel, l'analyse des quatre pays européens fait apparaître, par comparaison, que la Belgique encadre déjà très étroitement l'usage de la privation de liberté. De la sorte, elle satisfait dès maintenant à bon nombre des mesures préconisées par les recommandations du Conseil de l'Europe.
Le délai de vingt-quatre heures prévu dans la législation belge est ainsi une protection qu'on ne retrouve pas ailleurs. La comparution devant un juge ou devant un tribunal est en effet plus tardive dans les pays examinés. Si la France connaît en principe le même délai de vingt-quatre heures, de nombreuses dérogations en acceptent la prolongation à quarante-huit, septante-deux, voire nonante-six heures. En Suisse, l'avant-projet de code de procédure pénale prévoit également un délai de vingt-quatre heures mais il autorise endéans ce délai la saisine du tribunal des mesures de contrainte par le ministère public, tribunal qui a alors un nouveau délai de quarante-huit heures pour statuer, à compter du dépôt de la requête du parquet. En Finlande, le tribunal doit être saisi au plus tard le 3ème jour de la privation de liberté et statuer le 4ème jour tandis qu'aux Pays-Bas, l'intéressé peut être privé de sa liberté 2x3 jours avant d'être présenté devant le Juge-Commissaire.
En cours de détention, la Finlande semble favoriser davantage le respect des droits individuels par un contrôle de la détention à intervalles très rapprochés : toutes les deux semaines. En Suisse, si ce pays s'oriente vers un contrôle régulier de la détention, celui-ci n'aurait lieu qu'au maximum tous les trois mois, sauf délai plus restreint fixé par le tribunal. Les Pays-Bas prévoient également des contrôles réguliers : après les dix jours maximum décidés par le Juge Commissaire, un contrôle mensuel est assuré, pendant trois mois par une chambre du tribunal et ensuite, par le tribunal lui-même. Seule la France donne l'apparence d'un encadrement plus strict de la détention préventive par les délais maxima qu'elle a introduits dans sa législation mais ceux-ci souffrent d'un nombre important de dérogations. Au niveau de la durée de la détention préventive, c'est finalement davantage à partir du règlement de la procédure que la faiblesse de la législation belge apparaît. En effet, dès ce moment, il n'y a plus de contrôle mensuel et il n'y a pas de durée maximale. Ce vide est comblé dans deux des législations

examinées : la France par l'introduction de délais maxima qui ne souffrent que de quelques exceptions et les Pays-Bas par un contrôle mensuel (ou tous les trois mois dans certains cas) régulier.

Par rapport à l'exercice des droits de la défense, une mesure apparaît comme une grave lacune dans la législation belge au regard des garanties offertes par les autres droits nationaux : la présence d'un avocat au-côté de l'inculpé dès le moment de la privation de liberté. Cette lacune pourrait toutefois être rencontrée par la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale évoquée ci-dessus.

Enfin, une question difficile à évaluer tient à la nature de l'instance chargée de décider d'une mise en détention préventive ou d'évaluer la nécessité de son maintien : les choix posés par les différentes législations nationales en la matière ont-elles un impact sur le nombre de privations de liberté ordonnées, ainsi que sur leur durée ? C'était un des buts poursuivis par le législateur français : l'intervention du juge des libertés et de la détention devait en quelque sorte rendre plus difficile une décision de détention provisoire ; les données statistiques montrent toutefois que le recours à ce type de mesure n'est nullement en recul. Les tribunaux finlandais ou les futurs tribunaux des mesures de contrainte suisses ont-ils ou auront-ils une influence majeure en la matière ? Il n'est pas possible d'apporter réponse à cette question dans le cadre de la présente recherche ; la question demeure donc mais comme d'autres problématiques, elle ne pourrait être envisagée que dans le cadre d'un questionnement global sur la procédure pénale.

Hoofdstuk 3. Het afleveren van een aanhoudingsmandaat

1. Een heroriëntering van de eerste fase

1.1. INLEIDING

In het hiernavolgende wordt dieper ingegaan op de eerste fase van de voorlopige hechtenis, met name de fase vóór de eerste verschijning voor de raadkamer. Hierbij wordt een onderscheid gemaakt tussen enerzijds de termijn van 24 uren vóór het verlenen van een bevel tot aanhouding (BA) en anderzijds de daaropvolgende periode van maximaal 5 dagen. De bijzondere aandacht voor deze eerste fase vindt haar oorspong in het besef dat deze fase van essentieel belang is in een onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis, in de bekommernis om de vrijheid onder voorwaarden en invrijheidstelling onder voorwaarden (VOV) ten volle te benutten en in het feit dat uit onderzoek[269] bleek dat deze fase vaak als problematisch werd ervaren.
In eerste instantie wordt de huidige regeling besproken. Hierop worden bedenkingen geformuleerd waarvan de belangrijkste vervolgens de ingrediënten vormen om nieuwe voorstellen te ontwikkelen.

1.2. HUIDIGE REGELING EN BEDENKINGEN

1.2.1. De termijn van 24 uren

1.2.1.1. Algemeen

Ingevolge het bepaalde in de artt. 12 Gec. G.W. en 1 en 2 VHW kan de duur van een arrestatie niet langer bedragen dan 24 uren. Indien geen rechterlijk bevel tussengekomen is binnen deze termijn van 24 uren, dient de betrokkene in vrijheid te worden gesteld, met die nuance dat de effectieve vrijheidsberoving vóór een eventueel rechterlijk bevel iets langer kan zijn dan 24 uren in de hypothese van het vasthouden door een particulier.[270] [271] Vrijheidsbeneming is er vanaf het ogenblik dat de verdachte niet meer beschikt over de vrijheid van komen en gaan (artt. 1 2° en 2 5° VHW). Dat ogenblik wordt op onaantastbare wijze bepaald door de feitenrechter onder controle van het Hof van Cassatie.[272] Het is de onderzoeksrechter die op onaantastbare wijze over de aflevering van een bevel tot aanhouding beslist.[273] Dat bevel tot aanhouding is een rechterlijk bevel in de zin van art. 12 Gec. G.W. In

[269] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, K.U.Leuven, 1991, 317 ev.; S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 174p.; S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 244p.; S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 97 ev.
[270] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 378.
[271] De termijn begint dan pas te lopen vanaf het ogenblik dat aangifte wordt gedaan bij een agent van de openbare macht (art. 1 3° VHW).
[272] R. DECLERCQ, *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 323.
[273] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 384.

die zin wordt de tussenkomst van de onderzoeksrechter als een grondwettelijke waarborg beschouwd.[274]

1.2.1.2. Bedenkingen van parketmagistraten en onderzoeksrechters

De termijn van 24 uren is vaak het voorwerp van kritiek geweest. Zij zou te kort zijn om de eerste onderzoeksverrichtingen behoorlijk te kunnen uitvoeren. Uit onderzoek[275] bleek dat de meerderheid van zowel parketmagistraten als onderzoeksrechters deze termijn inderdaad te kort vonden.
De parketmagistraten oordeelden dat 24 uur te kort is om de noodzakelijke opsporingshandelingen bijtijds te verrichten. Sommigen onder hen stelden ook dat een verlenging van de termijn zou leiden tot een daling van het aantal voorlopige hechtenissen aangezien de onderzoeksrechter dan met gepaste kennis van zaken kan oordelen en dus niet langer "om zeker te spelen" bepaalde mensen nog langer gaat aanhouden.
De onderzoeksrechters wezen er vooreerst op dat zij meestal in feite niet beschikken over 24 uren, maar slechts over een drie- à viertal uren gezien het veelal uitgebreide onderzoek door de politiediensten en het al te traag overmaken van de dossiers door het parket aan de onderzoeksrechter. Vervolgens wezen zij op de vaak slechte staat van voorbereiding van dossiers en op problemen van eerder praktische aard zoals taalproblemen. Zij stelden bovendien dat de onderzoeksrechter veel meer tijd nodig heeft dan 24 uren om een bevel tot aanhouding goed te kunnen motiveren. Daarnaast zou 24 uren te kort zouden zijn om alternatieven uit te werken; bij een langere termijn zou er mogelijks wel voldoende tijd zijn om "sociale informatie" in te winnen of voorwaarden te laten uitwerken door bijvoorbeeld het Justitiehuis. Ook de onderzoeksrechters bepleitten een verlenging van de termijn van 24 uren.
Zowel parketmagistraten als onderzoeksrechters wezen op de problematische verhouding middelen-tijd: de middelen waarover men zou beschikken zouden dermate ontoereikend zijn dat de termijn op zich misschien wel zou kunnen volstaan, maar dat het echte probleem zich bevindt in de onmogelijkheid om deze termijn optimaal te benutten.[276]

Hoewel de Voorlopige Hechteniswet wel de verdienste heeft dat zij het tijdstip waarop de termijn van 24 uren begint te lopen, heeft verduidelijkt, werd aan de termijn van 24 uren zelf niet geraakt. Dit ondanks het steeds weerkerend argument van sommige magistraten dat men verwacht dat het aantal aanhoudingsbevelen zou kunnen afnemen indien deze termijn verlengd zou worden.[277] De Voorlopige Hechteniswet heeft slechts gepoogd om een aantal aspecten van de hierboven geschetste problematiek -zoals de laattijdige verwittigingen door de politie-[278] te verhelpen.

---

[274] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 90.
[275] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, K.U.Leuven, 1991, 317 ev.; S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 174p.; S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 244p.; S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 97 ev.
[276] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, Katholieke Universiteit Leuven, 1991, 441.
[277] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, Katholieke Universiteit Leuven, 1991, 441.
[278] De procureur des Konings dient "onverwijld door middel van de snelste communicatiemiddelen" op de hoogte gebracht te worden (artt. 1 4° en 2 2° VHW).

1.2.1.3. Argumenten voor het behoud van de termijn van 24 uren

Ondanks het feit dat uit voornoemde onderzoeken heel wat argumenten te putten zijn ter verlenging van de termijn van 24 uren, lijken er toch ook heel wat krachtige elementen te pleiten voor het behoud van deze termijn.[279]
Vooreerst zou deze termijn ten andere goed van pas komen ter voorkoming van eventuele misbruiken -zoals intimidatiepraktijken- bij de politiediensten. In die zin vormt de termijn van 24 uren en de tussenkomst van een rechter een garantie voor de persoonlijke vrijheid zoals gewaarborgd in art. 12 Gec. G.W. Gelet op het belang dat de wetgever telkenmale opnieuw hecht aan het recht op persoonlijke vrijheid, kan het gewicht van dit argument geenszins overschat worden.
Vervolgens kan men zich de vraag stellen of men zoveel meer informatie kan vergaren in bijvoorbeeld 48 uren. Daarbij kan men zich tevens afvragen of een verlenging van de termijn niet voor gevolg zou hebben dat de politionele en gerechtelijke instanties zich minder gaan haasten zodat het beoogde doel verloren zou gaan. Te vrezen valt dat de voorgaande fasen meer tijd in beslag gaan nemen, maar dat de onderzoeksrechter nog steeds zeer snel een beslissing moet nemen. Een verlenging van de termijn zou dan inderdaad slechts voor gevolg hebben dat de problemen worden verschoven in de tijd zonder dat dit daadwerkelijk een daling van het aantal aanhoudingsbevelen met zich mee zou brengen.
Wat het middelenprobleem zelf betreft, blijkt uit onderzoek dat "toch vooral organisatorische problemen voor vertraging zorgen (selectie van de dossiers door het parket, taalproblemen, informatica) zodat het verkieslijk lijkt deze knelpunten aan te pakken."[280] De verdere optimalisering van de organisatie zowel van als tussen de verschillende betrokken diensten en actoren en de verdere verbetering van het beheer en het management van de dossiers lijkt te moeten kunnen leiden tot een tijdig "klaarstomen" van het dossier teneinde het te kunnen overmaken aan de onderzoeksrechter, die vervolgens binnen de 24 uren sinds de vrijheidsberoving een gegronde beslissing dient te nemen.
Tot slot kan opgemerkt worden dat, gelet op de complexiteit van de materie van de voorlopige hechtenis, het onwaarschijnlijk lijkt dat een eenvoudige verlenging van de 24 uren termijn zou leiden tot een daling van het aantal verleende aanhoudingsbevelen.

Rekening houdend met de hierboven geformuleerde bedenkingen en met de vaststelling dat het probleem inzake de 24-urenregel blijkbaar veeleer gelegen ligt in het effectief benutten van deze termijn, dan dat de termijn zelf te kort zou zijn, kan gepleit worden voor het behoud van de termijn van 24 uren. Het is vaak de onmogelijkheid om deze termijn optimaal te benutten die resulteert in aanhoudingsbevelen die weinig of slecht gemotiveerd zijn en die desgevallend slechts verleend zijn "om zeker te spelen".
De roep van vele parketmagistraten en onderzoeksrechters om meer tijd kan in die zin vertaald worden in een noodroep naar meer middelen. Hierbij dient opgemerkt dat deze noodroep naar meer middelen op haar beurt genuanceerd dient te worden: de oorzaak voor vertraging kan veelal gevonden worden in problemen van eerder organisatorische aard.

---

[279] S. CHRISTIAENSEN en P. CLAES, *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis. Eindrapport*, Katholieke Universiteit Leuven, 1991, 317 ev.; S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 244p.
[280] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 227.

Het toekennen van meer middelen en het optimaliseren van het beheer van de dossiers en van de organisatie van de doorstroom van de dossiers, lijkt te moeten kunnen leiden tot een degelijk onderzoek binnen 24 uren wat op haar beurt voor gevolg zal hebben dat een goed geïnformeerde onderzoeksrechter slechts ingeval van volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid -conform art. 16 VHW- een aanhoudingsbevel zal verlenen.

1.2.1.4. De termijn van 24 uren en de VOV

Anderzijds kan begrip opgebracht worden voor de bedenkingen van de onderzoeksrechters aangaande het te kort zijn van deze termijn om een degelijk voorstel tot VOV te formuleren. Zoals gezegd, lijkt het aangewezen om de termijn van 24 uren te behouden voor het verlenen van een bevel tot aanhouding. Anders ligt het echter met de VOV. Vooreerst is het zo dat er bij de beoordeling van de mogelijkheden van een VOV andere elementen in rekening dienen gebracht te worden dan deze dewelke onmiddellijk in verband staan met het misdrijf of met het onderzoek. Men denke aan informatie aangaande tewerkstelling, gezinssamenstelling, etc. Vervolgens is het zo dat de onderzoeksrechter mogelijks niet altijd de meest ideaal geplaatste persoon is om een uitspraak te doen aangaande de opportuniteit en haalbaarheid van VOV. Men kan stellen dat bij het formuleren van een voorstel tot VOV in bepaalde gevallen mogelijks een andere deskundigheid vereist is dan deze dewelke in het algemeen van een onderzoeksrechter kan verwacht worden. Men denke hierbij aan de drugsproblematiek en de hierbij mogelijke begeleiding. Om deze twee redenen kan geoordeeld worden dat de termijn van 24 uren inderdaad te kort is om een concrete en onmiddellijk uitvoerbare VOV op te leggen en kan in overweging genomen worden de onderzoeksrechter te laten bijstaan door andere deskundigen, zonder evenwel het beslissingsrecht van de onderzoeksrechter te ontnemen. Hierbij kan de bedenking geformuleerd worden dat de onderzoeksrechter thans wel over de mogelijkheid beschikt om een algemene VOV op te leggen waarvan de concrete uitwerking op een later tijdstip gerealiseerd dient te worden.

1.2.1.5. Conclusie

Concluderend kan gesteld worden dat de termijn van 24 uren verschillend beoordeeld zou kunnen worden naargelang het een bevel tot aanhouding, dan wel een VOV betreft.
Rekening houdend met de argumenten hierboven ontwikkeld en met de belangrijke waarborgen dewelke de termijn van 24 uren biedt aangaande de geoorloofdheid van een vrijheidsbeneming, lijkt het aangewezen om de termijn van 24 uren te behouden wat betreft de termijn waarbinnen een rechterlijk bevel dient tussen te komen.
Anderzijds moet niettemin nagegaan worden of de doelstellingen van de voorlopige hechtenis niet op eenzelfde wijze bereikt kunnen worden door een VOV op te leggen. Een concreet en onmiddellijk uitvoerbaar voorstel tot VOV kan echter niet altijd worden verwacht binnen 24 uren. Er kan dan ook aangenomen worden dat de termijn van 24 uren in vele gevallen te kort is om een concreet en onmiddellijk uitvoerbaar voorstel tot VOV te formuleren en dat de onderzoeksrechter bij de beslissing dienaangaande desgevallend bijgestaan dient te worden.

1.2.2. De eerste fase van 5 dagen

Indien een bevel tot aanhouding wordt verleend, moet de raadkamer na een periode van ten hoogste vijf dagen beslissen of de voorlopige hechtenis gehandhaafd moet blijven (art. 21 §1 VHW).[281]
De onderzoeksrechter blijft onmiskenbaar de spilfiguur in deze fase van de voorlopige hechtenis. Zijn autonomie en verantwoordelijkheid zijn nog gegroeid sinds de nieuwe Voorlopige Hechteniswet.[282] Zolang het onderzoeksgerecht nog niet beslist heeft over het bevel tot aanhouding, is de beslissingsbevoegdheid van de onderzoeksrechter absoluut. Zo beschikt de verdachte over geen enkel rechtsmiddel tegen het bevel tot aanhouding (art. 19 §1 VHW). Daarnaast kan de onderzoeksrechter eveneens het bevel tot aanhouding opheffen zonder dat tegen deze beschikking een rechtsmiddel kan worden ingeroepen (art. 25 §1 VHW).[283] Enkel ingeval van evocatie door de kamer van inbeschuldigingstelling is het niet de onderzoeksrechter die het bevel tot aanhouding verleent, maar de aangeduide raadsheer-onderzoeker.[284] [285]
De absolute beslissingsbevoegdheid van de onderzoeksrechter neemt een einde na de eerste tussenkomst van de raadkamer.[286] De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling zijn gedurende het gerechtelijk onderzoek exlusief bevoegd voor het toezicht op de handhaving van de voorlopige hechtenis; de rechter in kortgeding heeft geen rechtsmacht op dit vlak.[287]

Ingevolge art. 21 §3 VHW wordt het strafdossier gedurende de laatste werkdag voor de verschijning voor de raadkamer ter beschikking gehouden van de verdachte en zijn raadsman. Indien de laatste dag voor de verschijning voor de raadkamer geen werkdag is, wordt het dossier opnieuw ter beschikking gesteld gedurende de voormiddag van de dag van verschijning; in dat geval heeft de verschijning voor de raadkamer 's namiddags plaats.

[281] De termijn van vijf dagen wordt geschorst gedurende de tijd dat de verdachte ontvlucht is; R. DECLERCQ, *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 332.
[282] De verstrenging van de toepassingsvereisten kunnen in die zin als een correlarium voor de uitbreiding van de autonomie van de onderzoeksrechter beschouwd worden; H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 487.
[283] De werkgroep die het voorontwerp klaarstoomde, had zich uitgesproken voor de herinvoering van een hoger beroep voor het openbaar ministerie tegen de weigering van de onderzoeksrechter om een bevel tot aanhouding te verlenen. Zij werd daarin niet gevolgd door het parlement. Art. 17 VHW stelt inderdaad duidelijk dat er geen rechtsmiddel openstaat wanneer de onderzoeksrechter weigert een door de procureur des Konings gevorderd bevel tot aanhouding te verlenen R. DECLERCQ, "Ter inleiding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 15.
[284] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 488.
[285] In dat geval ontslaat de kamer van inbeschuldigingstelling de onderzoeksrechter van het onderzoek en trekt het nog lopende gerechtelijk onderzoek tot zich. De door haar aangeduide raadsheer-onderzoeker is dan bevoegd om het onderzoek verder te voeren, zoals een onderzoeksrechter dit kan doen (artt. 235, 235*bis* en 237 Sv.)
[286] Weliswaar kan de onderzoeksrechter de verdachte gedurende het gerechtelijk onderzoek steeds in vrijheid stellen, doch de Procureur des Konings kan tegen deze beschikking verzet aantekenen (art. 25 §2 VHW).
[287] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 393.

Bij de eerste verschijning dient de raadkamer te oordelen zowel over de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding,[288] als over de noodzakelijkheid van de handhaving van de voorlopige hechtenis.[289] De raadkamer kan beslissen dat de verdachte in vrijheid moet worden gesteld of dat de voorlopige hechtenis moet worden gehandhaafd. In het laatste geval geldt de beslissing als titel voor vrijheidsberoving voor een termijn van een maand. De raadkamer moet haar beslissing alsdan motiveren zoals de onderzoeksrechter bij het verlenen van een bevel tot aanhouding (art. 21 §5 VHW). Zodoende dient het onderzoeksgerecht zich uit te spreken over ernstige aanwijzingen van schuld en mag zij zich bijgevolg niet laten ontvallen dat de verdachte de feiten gepleegd heeft, ook al had deze bekend.[290] Hier weze opgemerkt dat het Hof van Cassatie oordeelde dat het uitzonderingsbeginsel kan geschonden worden indien vroegere motiveringen systematisch worden overgenomen.[291]

Voorgaande betekent dat de raadsman het nazicht van het dossier slechts daags voor de verschijning voor de raadkamer kan doen, waarna hij het dossier nog dient te bespreken met de aangehouden verdachte. Het moge duidelijk zijn dat het dan vaak al te laat is om nog een degelijk voorstel tot VOV op te stellen. Nochtans mag de rol van de advocaat in deze materie niet onderschat worden. Ook de onderzoeksrechters gaven aan dat de voorstellen van de advocaat belangrijk kunnen zijn inzake VOV.[292]

Concluderend kan gesteld worden dat de autonomie van de onderzoeksrechter in de fase na het verlenen van een bevel tot aanhouding en vóór raadkamer absoluut is (zoals bij het verlenen van een BA). De hierboven geformuleerde bedenkingen aangaande het feit dat de onderzoeksrechter mogelijks niet altijd over de nodige info / deskundigheid beschikt wat betreft het opleggen van een VOV, blijven eveneens gelden in deze fase. Bovendien valt op dat de raadsman van de aangehoudene slechts laat met kennis van zaken de zaak met zijn cliënt kan bespreken.

1.3. MOGELIJKE VOORSTELLEN AANGAANDE DE EERSTE FASE

1.3.1. Belangrijkste bedenkingen

Hierna worden de belangrijkste bedenkingen gebundeld die voortkomen uit de analyse die hierboven werd gemaakt:
1) De termijn van 24 uren zou te kort zijn om de nodige onderzoekshandelingen stellen. Mogelijks zouden hierdoor aanhoudingsmandaten afgeleverd worden “om zeker te spelen”.[293]

---

[288] De arrestatie zelf kan echter niet worden gecontroleerd zodat vastgesteld moet worden dat een onregelmatige arrestatie kan leiden tot een regelmatige voorlopige hechtenis; Cass. 12 november 1991, *J.L.M.B.* 1992, 470; R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 396.
[289] Bij de controle van het bevel tot aanhouding kan de raadkamer het aanhoudingsbevel verbeteren, aanvullen of wijzigen, maar wanneer het bevel tot aanhouding “een niet herstelbare nietigheid” bevat, kan de raadkamer hier niet aan verhelpen; CHR. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1998, 869. In die zin ook: “*Cependant, si le défaut de motivation était tel qu’il devait être assimilé à une absence de motivation, le titre de détention serait irrémédiablemant vicié [...]*“, H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procedure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 501.
[290] R. DECLERCQ, *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 345.
[291] Cass. 3 februari 1999, *J.T.* 1999, 449.
[292] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 100.
[293] Hoewel hoger werd gepleit voor het behoud van deze termijn, dient rekening gehouden te worden met de huidige realiteit waarin de onderzoekers, de parketmagistraten en de onderzoeksrechters dienen te werken.

2) Vele onderzoeksrechters oordelen dat 24 uren te kort zijn om een goed onderbouwde VOV op te stellen. Op deze manier zou het potentieel van deze maatregel mogelijks niet ten volle benut worden.
3) Vervolgens is het zo dat aangehoudenen en diens advocaten slechts vlak voor de zitting van de raadkamer nazicht kunnen doen van het strafdossier, waarna deze laatsten de zaak nog met de aangehoudene dienen te bespreken. Vaak is het dan niet meer mogelijk om alsnog een concrete en onmiddellijk uitvoerbare VOV voor te stellen voor daags nadien.

1.3.2. Verschillende soorten aanhoudingsmandaten

Om tegemoet te komen aan de hierboven geformuleerde bedenkingen, kan overwogen worden om verschillende soorten aanhoudingsmandaten in te voeren waarbij de onderzoeksrechter zich desgevallend meer tijd kan verschaffen vooraleer een definitieve beslissing te nemen. Zo zou de onderzoeksrechter een aanhoudingsmandaat kunnen verlenen in afwachting van de uitvoering van bepaalde specifieke onderzoekshandelingen of in afwachting van een concreet uitgewerkt voorstel tot VOV. Deze aanhoudingsmandaten zouden dan een hechtenistitel kunnen opleveren van bijvoorbeeld 5 of 10 dagen waarna opnieuw door de onderzoeksrechter moet geoordeeld worden over de voorlopige hechtenis. Gedurende deze hele eerste fase vóór de tussenkomst van de raadkamer zou de autonomie van de onderzoeksrechter absoluut zijn, net zoals in de huidige regeling. Er zou in die zin sprake zijn van een soort "tussentijdse beschikking" van de onderzoeksrechter, dit vooraleer de "trein van de voorlopige hechtenis" definitief begint te rijden.

Op deze manier zou inderdaad kunnen vermeden worden dat een aanhoudingsmandaat afgeleverd wordt "om zeker te spelen". Indien er punctueel nog enkele zaken dienen onderzocht te worden dewelke snel kunnen uitgevoerd worden, doch die onontbeerlijk zijn teneinde op een ernstige manier te kunnen oordelen over de noodzaak van de voorlopige hechtenis, zou de onderzoeksrechter zich meer tijd kunnen verschaffen. Het zelfde geldt voor het aanhoudingsmandaat in afwachting van een VOV: er zou meer tijd gecreëerd worden om een behoorlijk voorstel tot VOV te kunnen formuleren. Op deze manier zou de onderzoeksrechter als het ware *à la carte* net dat aanhoudingsmandaat kunnen afleveren dat het best geschikt is in het licht van de concrete omstandigheden van een bepaald dossier.

Tegen het hier gedane voorstel kan aangevoerd worden dat het creëeren van meerdere soorten aanhoudingsmandaten de coherentie van het systeem niet in de hand zal werken, waarbij gevreesd kan worden voor het feit dat de onderzoeksrechter bijna steeds dat aanhoudingsmandaat zal afleveren dat hem het meest autonomie verschaft. Bovendien kan opgemerkt worden dat de onderzoeksrechter thans reeds de mogelijkheid heeft om gedurende de eerste fase van 5 dagen autonoom een afgeleverd BA op te heffen.[294] Daarnaast is het zo dat de bedoeling van huidig voorstel mede gelegen is in de bekommernis om de VOV zoveel als mogelijk te stimuleren. Het is zeer de vraag of de creatie van een BA met het oog op (mogelijke) VOV inderdaad dit effect zal sorteren: de vraag rijst of onderzoeksrechters gemotiveerd zullen zijn om gebruik te maken van deze mogelijkheid nu zij thans reeds over gelijkaardige mogelijkheden beschikken. Hierbij dient tevens rekening gehouden met het gegeven dat deze nieuwe soorten BA een verhoging van de werklast van de onderzoeksrechter met zich mee zouden brengen: de onderzoeksrechter moet immers tweemaal oordelen over de noodzaak tot verdere aanhouding. Tenslotte wordt in het hier gedane voorstel de tussenkomst

[294] Het beschikbare cijfermateriaal heeft echter niet toegelaten om na te gaan hoe vaak de onderzoeksrechters gebruik maken van deze bevoegdheid: zie Deel 2.

van de raadkamer uitgesteld, hetwelke nochtans een bijkomende waarborg voor de verdachte vormt, nu een andere rechtsinstantie dan de onderzoeksrechter dient te oordelen over de verdere aanhouding. Om deze redenen lijkt de invoering van verschillende soorten aanhoudingsmandaten niet aangewezen.

1.3.3. Een minimumperiode voor de onderzoeksrechter

Teneinde te voorkomen dat de onderzoeksrechter slechts over enkele uren beschikt om te beslissen over het BA, kan overwogen worden "om, eventueel bovenop de 24 uren, de onderzoeksrechter een minimumperiode te verzekeren van bijvoorbeeld 4 uren [...]"[295] Op deze manier zou voorkomen kunnen worden dat de onderzoeksrechter een aanhoudingsmandaat aflevert "om zeker te spelen". Hoewel de invoering van een minimumperiode op zich een positief gegeven kan genoemd worden, kan niet verwacht worden dat dit voorstel een grote impact zal hebben op het aantal voorlopig gehechten. Bovendien geldt ook hier de opmerking dat de onderzoeksrechter de mogelijkheid heeft om binnen de 5 dagen autonoom het aanhoudingsmandaat op te heffen.

1.3.4. Een verder stimuleren van de VOV in de eerste fase

Ingevolge de bedenkingen geformuleerd aangaande de VOV, kan gedacht worden aan het verlenen van bijstand aan de onderzoeksrechters. Hierbij dient onmiddellijk opgemerkt te worden dat het inderdaad slechts een "bijstand" betreft; de beslissingsmacht van de onderzoeksrechter blijft absoluut in deze fase van het onderzoek. Gelet op de specifieke deskundigheid die soms vereist is om tot een degelijk voorstel voor VOV te komen, lijkt het aangewezen om in deze een rol weg te leggen voor de Justitiehuizen.
Ook de bedenkingen geformuleerd aangaande de inzagetermijn hebben betrekking op de mogelijkheid van de VOV. Voor de "gewone" behandeling ter zitting lijkt de huidige inzagetermijn -gelet op de korte termijnen die eigen zijn aan de procedure van de voorlopige hechtenis- voldoende. Het probleem situeert zich veeleer in de mogelijkheid voor de raadsman om na de inzage van het dossier nog tijdig een voorstel tot VOV klaar te stomen voor de zitting van de raadkamer.
Wat de mogelijke voorstellen aangaande het verder stimuleren van de VOV betreft, wordt evenwel verwezen naar Hoofdstuk 5.

1.3.5. De bijstand van een raadsman tijdens de ondervraging

In verband met de bijstand van een raadsman tijdens de ondervraging kan gesteld worden dat een vroege tussenkomst van een raadsman inderdaad een meerwaarde kan betekenen zowel met betrekking tot de voortgang van het onderzoek als met betrekking tot de formulering van een mogelijke VOV. In die zin: "*Het is haast onbegrijpelijk dat de advocaat als medewerker van het gerecht nog steeds als een bedreiging wordt gezien van het te voeren gerechtelijk onderzoek.*"[296] Anderzijds werden hiertegen vele argumenten aangedragen: op deze manier zou een behoorlijke ondervraging niet mogelijk zijn, de raadsman zou te veel het overwicht nemen, vertragingsmaneuvers zouden legio worden, procedureslagen zouden gevoerd worden

[295] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 227.
[296] PH.VAN LINTHOUT, "De voorlopige hechtenis", *Advocatenpraktijk* 1998, 27.

tijdens de ondervraging, etc. Wat deze materie betreft, kan echter verwezen worden naar de voorstellen gedaan in het wetsvoorstel houdende het Wetboek van strafprocesrecht.

1.3.6. Conclusies

Concluderend kan gesteld worden dat wat de eerste fase betreft, geen voorstellen worden geformuleerd tot wijziging van de huidige procedure: zowel de termijn van 24 uren voor het bevel tot aanhouding als de termijn van 5 dagen voor de tussenkomst van de raadkamer worden behouden. Niettemin zullen de hier geformuleerde bedenkingen opgenomen worden in de voorstellen die besproken worden in hoofdstuk 4 en hoofdstuk 5. Er werd dus voor geopteerd om de bestaande termijnen niet open te rekken omwille van het feit dat zij als waarborgen voor de verdachte beschouwd dienen te worden. De bijkomende tijd die een antwoord moet vormen op het vaak gesignaleerde tijdsgebrek zal na de eerste tussenkomst van de raadkamer gevonden moeten worden.

2. Un seuil d'admissibilité ou une liste d'infractions ?

Introduction

Depuis 1874, la détention préventive est conçue comme une mesure dont l'utilisation est limitée à un nombre restreint de cas présentant un certain degré de gravité. Pour concrétiser ce principe, un « seuil d'admissibilité » figure dans la législation belge. Il signifie concrètement qu'un mandat d'arrêt ne peut être délivré que si les faits de la cause sont de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel principal d'une certaine sévérité. Le seuil est actuellement fixé à un an[297]. La fixation d'un tel seuil est évidemment un levier potentiellement intéressant si on veut réduire le nombre de mandats d'arrêt délivrés. Un relèvement du seuil par exemple à 5 ans limiterait davantage le nombre de situations dans lesquelles une détention préventive pourrait être ordonnée. C'est cette question du seuil d'admissibilité et de son rehaussement éventuel qui fait l'objet de la présente partie du rapport de recherche.
Le seuil d'admissibilité n'est toutefois pas le seul moyen par lequel l'usage de la détention préventive peut être limité in abstracto. Certains ont en effet proposé qu'une liste d'infractions soit établie : cette liste permettrait soit de n'autoriser la détention préventive qu'en présence des infractions qui y seraient limitativement énumérées, soit de l'autoriser en principe en toute hypothèse sauf, par exceptions, en présence d'infractions limitativement énumérées dans une telle liste. Dans le premier cas, on parlera de liste positive ; dans le second cas, de liste négative.

La question du seuil d'admissibilité et celle d'une liste d'infractions étant étroitement liées, elles sont ici traitées concomitamment. Il s'agit dans un premier temps de mettre en exergue les choix qui se sont présentés par le passé et les options qui ont été retenues, le critère du seuil d'admissibilité ayant été alors privilégié. Une seconde partie propose de s'éloigner quelque peu du champ de la détention préventive pour analyser comment, dans un passé plus récent, on a assisté à l'émergence dans d'autres domaines du champ pénal du critère de la liste d'infractions. Une dernière partie vise à répondre à la question initialement posée : un seuil d'admissibilité ou une liste d'infractions ? L'approche retenue est celle d'une discussion sur les avantages qui conduiraient à privilégier un critère plutôt que l'autre, malgré les inconvénients qu'immanquablement tout critère présente. Un certain degré d'opérationnalisation des choix posés a ensuite été recherché, grâce à l'appui notamment de simulations d'ordre quantitatif.

[297] Article 16, §1er, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

2.1. LES CHOIX DU PASSÉ

Dès la fin du 19ème siècle, le législateur belge a entendu réduire l'utilisation de la détention préventive en n'autorisant son usage qu'en présence de faits jugés particulièrement graves. L'appréciation de la gravité des faits reprochés s'est depuis faite, dans la logique du Code pénal, en référence à la gravité de la peine encourue[298]. C'est ainsi qu'encore actuellement, l'utilisation de la détention préventive est limitée par un critère de gravité fondé sur le seuil minimum de la peine d'emprisonnement que ces faits sont susceptibles d'entraîner.
Pour approfondir ces choix posés au cours de l'histoire de la détention préventive en Belgique, trois aspects en seront analysés : le choix de la gravité du fait reproché comme critère pour limiter le nombre de mandats d'arrêt, le choix du seuil de la peine comme critère de gravité de l'infraction et le rejet de la constitution d'une liste d'infractions comme critère permettant de limiter l'usage de la détention préventive.

2.1.1. La gravité des faits reprochés

A partir du moment où la détention préventive est devenue une exception au régime de liberté, les conditions de la mise en détention ont dû être rigoureusement établies.
Ce n'est que depuis 1874 que la détention préventive fait figure d'exception dans notre système pénal[299]. Auparavant, le Code d'instruction criminelle de 1808 érigeait en règle la détention préventive et en exception la liberté, certaines catégories de prévenus étant par ailleurs d'office empêché de pouvoir bénéficier d'une mise en liberté[300]. Le législateur adopta par une loi du 18 février 1852 une première réforme de la détention préventive en Belgique. Désirant réconcilier les besoins de répression pour garantir le maintien de l'ordre public et le respect des libertés garanties par la Constitution, il a introduit des limites à l'usage de la détention préventive, en la réservant aux faits présentant un certain critère de gravité : « (…) *le souci principal tant du législateur que, sans doute, aussi de l'opinion publique, était d'éviter qu'un criminel puisse échapper à l'application du châtiment en prenant la fuite.* (…) *Plus grave était le fait, plus grandes étaient les précautions à prendre pour maintenir l'inculpé sous la main de la justice* »[301]. Face au nécessaire respect du principe de la présomption d'innocence devant prévaloir jusqu'à la décision du juge et aux atteintes à la liberté individuelle causées par la détention préventive, le législateur a donc choisi de la limiter à des cas graves, pour lesquels il eût été inacceptable que le prévenu échappe à tout jugement.
Depuis et jusqu'à nos jours, ce critère de la gravité des faits reprochés s'est maintenu.

Bien que la pertinence de ce critère ne soit guère remise en question, il n'en reste pas moins qu'il ne donne pas entièrement satisfaction, principalement en raison des circonstances qui entourent toute infraction et qui en atténuent ou en aggravent parfois la portée. Peut-on ainsi affirmer que des faits dits de peu de gravité ne nécessitent en aucune circonstance un maintien en détention préventive, par exemple en cas de répétition de ces faits ? Cette observation vise à attirer l'attention sur l'importance d'éléments autres que l'acte reproché, telles les

---

[298] B. DEJEMEPPE, F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive", in *La détention préventive*, B. DEJEMEPPE, Bruxelles, Larcier, 1992, p.20. Il est à noter que seule la peine d'emprisonnement a servi comme mesure de la peine, sans qu'il ne fût discuté l'opportunité de prendre également (ou exclusivement) en considération le montant de l'amende éventuellement applicable.
[299] Voir chapitre 1er.
[300] B. DEJEMEPPE, F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive », in *La détention préventive*, B. DEJEMEPPE, *op.cit.*, p.18.
[301] E. KRINGS, "Réflexions relatives à l'application de la loi sur la détention préventive", *J.T.*, 1984, p.522.

circonstances entourant la commission de l'infraction, la personnalité de l'inculpé, sa situation familiale, etc[302]. La présence éventuelle de ces éléments et leur prise en compte hypothétique amènent aussi à s'interroger sur la prédominance réservée au critère de gravité de l'infraction. Il est ainsi à souligner que par le passé, il ne semble pas qu'il y ait eu de volonté d'en faire un critère parmi d'autres. Depuis la fin du 19ème siècle, la gravité de l'infraction s'est imposée comme condition *sine qua non* dans le cadre de la détention préventive.

2.1.2. Le choix du seuil de la peine

Comme évoqué précédemment, c'est par une loi du 20 avril 1874 qu'une réforme majeure de la détention préventive est introduite en Belgique. A partir de ce moment, elle est conçue comme ne pouvant être décidée que dans des cas exceptionnels. Un seuil minimum de la peine est instauré et fixé à trois mois : toute personne soupçonnée d'avoir commis un fait punissable d'une peine inférieure ne peut en principe faire l'objet d'une détention avant son jugement. Cette condition préalable a cependant été jugée quasi inopérante, les infractions punies de moins de trois mois de prison étant excessivement rares[303]. Un seuil plus élevé, de six mois, avait été débattu au Parlement mais la crainte de mouvements sociaux (des grèves notamment) a amené le Ministre de la Justice de l'époque à choisir un seuil relativement insignifiant, la détention préventive étant alors perçue comme moyen de prévenir certaines formes de délinquance jugées particulièrement graves[304].
Pendant plus d'un siècle, ce seuil de trois mois fut maintenu.

Il a fallu attendre la réforme en profondeur de la détention préventive introduite par la loi du 20 juillet 1990 pour que le seuil d'admissibilité, maintenu comme critère de gravité de l'infraction, soit rehaussé de trois mois à un an.

Dans l'ombre des discussions parlementaires sur le seuil de la peine comme critère de gravité de l'infraction a plané la réforme du Code pénal[305]. Plusieurs voix se sont en effet élevées pour dénoncer l'absence de concordance satisfaisante entre le degré de gravité des infractions et le taux des peines qui leur sont applicables. Dès lors, si l'intention du législateur est de réserver l'usage de la détention préventive aux infractions présentant un certain degré de gravité, l'utilisation du seuil minimum de la peine comme critère de gravité de l'infraction ne pourra être pleinement satisfaisante que lorsque l'échelle des peines du Code pénal aura été revue[306]. Cette critique fondamentale émise lors des débats qui ont précédé l'adoption de la loi de 1990 reste toujours d'actualité.
Nonobstant cette réserve, la discussion parlementaire a porté sur la fixation du seuil de gravité, le seuil de 6 mois proposé initialement par le projet de loi ayant finalement été relevé à un an. Des seuils plus élevés (4 ou 5 ans) avaient également été proposés, notamment par la Ligue des droits de l'homme, ainsi qu'un système mixte qui aurait consisté en l'introduction

---

[302] Dans d'autres législations européennes, ces éléments sont spécifiquement pris en compte dans le cadre des conditions relatives à la détention préventive (voir chapitre 2).
[303] B. DEJEMEPPE, F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive », *op.cit.*, p. 24.
[304] B. DEJEMEPPE, F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive », *op.cit.*, p. 25 ; F. HUTSEBAUT, *De voorlopige hechtenis in België*, Vereniging voor de verlijkende studie van het recht van België en Nederland, 1992, p.4.
[305] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, n°658/2, p.35.
[306] H.D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, "La nouvelle loi belge sur la détention préventive", *RDPC*, 1991, p.187.

d'un seuil élevé, 5 ans par exemple, combiné avec la possibilité d'exceptions[307]. Les motifs qui ont amené les parlementaires à privilégier un seuil d'un an semblent avoir été le peu d'effets obtenus par le seuil de 6 mois en terme de réduction du nombre de mandats d'arrêt et l'exclusion de certains cas graves dans l'application de la détention préventive si les seuils de 4 et 5 ans étaient retenus[308]. C'est en définitif davantage en terme de barrière symbolique qu'il faut analyser le seuil minimum d'un an mis en place depuis 1990, tant l'impact de ce rehaussement apparaît comme limité[309].

Depuis l'adoption de la loi, peu de voix se sont élevées pour promouvoir un rehaussement du seuil minimum de la peine, certains plaidant par ailleurs pour un maintien du seuil actuel d'un an[310], d'autres pour un abaissement de ce seuil à trois mois[311].
Au niveau quantitatif, dans une étude menée sur l'impact de quelques changements législatifs simulés en matière de détention avant jugement, S. Deltenre et E. Maes montrent qu'une réforme qui viserait à agir sur le nombre d'écrous, telle celle rehaussant le seuil d'application du mandat d'arrêt, n'aurait qu'un impact marginal par rapport à des mesures qui s'attaqueraient directement à la durée de la détention préventive. En outre, ils attirent l'attention sur le fait que le rehaussement du seuil d'application de la détention préventive en fonction de la peine maximale prévue par la loi pour les infractions qui en feraient l'objet ne tient pas suffisamment compte des particularités du contentieux. Une infraction qui échapperait ainsi au champ d'application de la loi pourrait toutefois nécessiter dans certaines circonstances le recours à cette mesure. Les auteurs concluent dès lors par la nécessité, si une telle réforme était envisagée, de tenir compte de la particularité de certains contentieux[312].
Il est à noter enfin que des systèmes mixtes ont été suggérés, certains proposant ainsi d'ajuster le seuil d'admissibilité par un certain nombre d'exceptions ; certaines infractions énumérées de manière exhaustive pourraient de cette manière échapper à l'exigence du seuil d'admissibilité[313].

---

[307] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, *op.cit.*, p.63.
[308] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, *op.cit.*, p.63.
[309] D. VANDERMEERSCH, "Le juge d'instruction, magistrat de première ligne", in *La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive… et après ? La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive : et après ? Actes du colloque organisé par la Conférence libre du Jeune Barreau de Liège et la Fondation François Piedboeuf le 6 mai 1994*, Liège, Editions du Jeune Barreau , 1995, p. 116. A contrario, voir Chr. VAN DEN WIJNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *Panopticon*, 1991, p.118.
[310] C. VAN DEN WIJNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *op.cit.*, p.119. Cette auteur se demande par ailleurs si le seuil d'un an n'est pas trop élevé pour certaines infractions, par exemple pour certains formes de criminalité économique. Elle suggère à ce propos un rehaussement des peines prévues pour certaines infractions.
[311] Cette volonté de voir abaissé à trois mois le seuil d'admissibilité a été traduite dans une proposition de loi justifiée par « *l'inquiétante évolution de la délinquance urbaine, irritante et répétitive* » (Proposition de loi modifiant les articles 16 et 26 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, *Doc.parl.*, Ch.Représ., 1995-1996, n°245/1, pp.1-4).
[312] S. DELTENRE, E. MAES, "Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement", *op.cit.*, p. 111.
[313] C. VAN DEN WIJNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *op.cit.*, p.119. Un tel système dérogatoire au seuil minimum de la peine n'est d'ailleurs pas neuf. Ainsi, l'article 7, §1er, 6°, de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix prévoit qu'en présence d'un contrevenant étranger, sans résidence régulière en Belgique, un mandat d'arrêt peut être décerné même si l'infraction est punie d'une peine inférieure à trois mois d'emprisonnement.

2.1.3. Le rejet d'une liste d'infractions

Au cours des travaux qui ont précédé l'adoption de la loi du 20 juillet 1990, certains parlementaires ont souhaité que le critère général de la gravité de la peine, même assorti de conditions supplémentaires, soit abandonné au profit d'une liste exhaustive d'infractions graves qui seules pourraient donner lieu à détention préventive[314].

Cette proposition a été rejetée. Un des arguments avancés a été le travail fastidieux que nécessiterait la constitution d'une telle liste : elle obligerait à passer en revue toutes les infractions du Code pénal, ainsi que celles des lois particulières.
La difficulté d'un tel travail réside non seulement dans les risques d'oubli mais également dans l'appréciation au cas par cas qui doit être faite quant à l'opportunité d'autoriser ou non la délivrance d'un mandat d'arrêt dans de telles hypothèses. Cette appréciation n'est pas sans lien avec le regard jeté par la société sur les différentes infractions et la tolérance plus ou moins grande qu'elle nourrit à leur égard, ce regard étant par ailleurs évolutif. C'est ce qui a d'emblée fait dire au Ministre de la Justice de l'époque que de telles listes ne pourraient se limiter aux crimes de sang et exclure de ce fait la « criminalité en col blanc » à l'heure où la société met l'accent sur l'inacceptable impunité dont elle bénéficie[315].
Une autre difficulté souvent dénoncée est le risque d'oubli des futurs législateurs. En effet, chaque fois qu'une nouvelle infraction sera créée, il faudrait se souvenir des règles relatives à la détention préventive et apprécier l'opportunité d'autoriser dans les nouveaux cas de figure une mise en détention avant jugement[316].

Par ailleurs, il avait également été envisagé d'établir une liste négative, c'est-à-dire une liste exhaustive d'infractions pour lesquelles la délivrance d'un mandat d'arrêt ne serait pas autorisée mais cette proposition n'a pas été retenue, également en raison du caractère fastidieux, voire hasardeux, d'une telle méthode[317]. Il est à noter toutefois que des exemples en ce sens existent déjà. Ainsi, la détention préventive ne peut être décidée à l'encontre de personnes poursuivies pour des délits politiques, sauf s'il s'agit de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. Il en va de même pour les délits de presse[318].

Il est enfin à souligner que le choix posé par le législateur en 1990 n'a pas clôturé définitivement la controverse. C'est ainsi qu'en 1999, H.-D. Bosly et D. Vandermeersch soulignent que « *seul l'établissement d'une telle liste exhaustive serait de nature à limiter, de façon drastique, le champ d'application de la détention préventive* » [319].

---

[314] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, *op.cit.*, p.35.
[315] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, *op.cit.*, p.35.
[316] C. VAN DEN WIJNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *op.cit.*, p.119.
[317] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, *Doc.parl.*, Sénat, 1988-1989, *op.cit.*, p.36.
[318] Article 8 du décret du 19 juillet 1831 qui rétablit le jury.
[319] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH,. *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, p.492.

En synthèse

Ce bref regard historique met en évidence l'importance accordée au critère de la gravité de l'infraction. Il souligne aussi l'insatisfaction manifestée à l'égard de la mesure de cette gravité telle que choisie par le législateur dès 1874, le seuil de la peine. Par ailleurs, la fixation de ce seuil a toujours fait l'objet d'une approche prudente de la part des autorités publiques : le choix d'un seuil de trois mois posé en 1874 était bien frileux par rapport au seuil de six mois également proposé, les travaux préparatoires à la loi de 1990 mettant en évidence les hésitations des parlementaires, la fixation du seuil ayant oscillé entre six mois et 4-5 ans.

Depuis 1990, des voix se sont élevées pour envisager des systèmes mixtes au sein d'un même critère (par exemple, un seuil de la peine fixé à différents niveaux en fonction du type d'infraction) ou par une combinaison de différents critères (un seuil de la peine combiné avec une liste d'infractions) sans toutefois donner l'impression d'une réflexion aboutie en la matière. Il semble néanmoins admis que le système actuel présente quelques insatisfactions mais la difficulté d'opérationnaliser d'autres approches explique sans doute le soutien timide dont elles font l'objet.

2.2. LES ORIENTATIONS RÉCENTES

La détention préventive n'est pas le seul domaine du champ pénal dans lequel s'est posée la question d'une limitation de l'application d'une mesure en fonction de la gravité de l'infraction reprochée. Le législateur a débattu de cette problématique à différentes reprises, optant dans certains cas pour l'établissement d'un seuil de la peine et dans d'autre cas pour la constitution d'une liste d'infractions.

Ces dernières années, la technique juridique consistant à circonscrire l'utilisation d'une mesure à certaines infractions au moyen d'une liste limitative semble même connaître un certain intérêt. Ce procédé législatif a ainsi été privilégié en matière d'écoutes (article 90ter du CICr[320]), la liste des infractions établie dans ce cadre étant utilisée dans d'autres domaines, notamment celui de la recherche proactive (article 28bis CICr)[321]. Une liste d'infractions a également été établie en matière d'identification par analyse ADN[322] [323].

Un tel procédé législatif ne s'est pas imposé aisément. En matière d'écoutes, par exemple, la principale difficulté a été de traduire légalement le principe de proportionnalité qui impose de garantir un usage exceptionnel de cette méthode d'investigation sans que ne soit rompu

[320] Article introduit par la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *M.B.*, 24 janvier 1995.

[321] Une analyse approfondie de cette utilisation d'une même liste dans deux domaines du champ pénal a été réalisée notamment par B. RENARD, dans son article intitulé « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *RDPC*, mars 2003, pp.321-359.

[322] Article introduit par la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *M.B.*, 20 mai 1999.

[323] D'autres législations, adoptées ou en projet, privilégient l'utilisation d'une liste d'infractions pour circonscrire le champ d'application d'une disposition. Voir ainsi la loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins, la loi du 7 juillet 2002 contenant des règles relatives à la protection des témoins menacés et d'autres dispositions, la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête, ou encore, la liste des infractions pour lesquelles l'audition des victimes deviendrait obligatoire (article 151 de la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale, *Doc.parl.*, Sénat, 2003-2004, n°3-450/1). Elles ne seront toutefois pas abordées dans le cadre de la présente recherche.

l'équilibre qui doit subsister entre d'une part, les droits de l'individu - en l'occurrence le respect de la vie privée[324] - et d'autre part, les exigences de la protection de la société. Tout comme en matière de détention préventive, les nécessités de l'instruction ont paru suffisamment importantes pour que des atteintes exceptionnelles à une liberté fondamentale, en l'occurrence la vie privée, soient autorisées dans des circonstances étroitement balisées. De même, c'est à travers la notion de gravité que des limites ont été imposées pour éviter tout usage abusif des écoutes[325]. Mais à la différence de ce qui a été choisi pour la détention préventive, la traduction juridique de la notion de gravité s'est faite par l'établissement d'une liste d'infractions considérées comme particulièrement graves. Le législateur a donc ainsi privilégié la création d'une liste plutôt que de se baser sur le seuil de la peine et ce, nonobstant l'existence de vastes débats au cours des discussions parlementaires pour savoir quelles infractions devaient être énumérées par la loi. Ce qui semble avoir motivé la décision de recourir à la constitution d'une liste est le sentiment qu'un tel procédé légistique est de nature à garantir davantage le respect du principe de proportionnalité[326].

Comment ce choix d'une liste d'infractions a-t-il pu émerger dans le cadre des écoutes et par la suite dans le cadre de la recherche proactive et des analyses ADN, alors que dans le cadre de la détention préventive il n'a pu jusqu'ici s'imposer ?
Pour apporter des éléments de réponse et de réflexions, les arguments échangés lors de la création de la loi seront dans un premier temps présentés, en suivant le déroulement des travaux parlementaires, législation par législation. Ils seront ensuite analysés globalement dans une seconde partie.

2.2.1. En amont de la création des listes d'infractions

Trois législations ont été privilégiées dans le cadre de la présente analyse : la législation relative aux écoutes, celle relative à l'enquête proactive et enfin, celle relative aux analyses ADN.
Compte tenu de l'objectif poursuivi, il ne sera ici fait état que des seules discussions qui ont porté sur la fixation d'un seuil de la peine et/ou sur la constitution d'une liste d'infractions.

2.2.1.1. Les écoutes

Le projet de loi que le Gouvernement a soumis au Parlement en septembre 1993 pour réglementer la problématique des écoutes traduisait le choix d'emblée posé d'une liste d'infractions qui seules permettraient une dérogation au principe d'interdiction de pratiquer des écoutes[327].

---

[324] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, "La loi belge du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées", *RDPC*, 1995, p.311.
[325] B. RENARD, « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *op.cit.*, pp.325-326.
[326] Ph. TRAEST, "Analyse van de wet van 30 juni 1994 : telefoontap en bescherming van de persoonlijke levensfeer", in S. VAN ELCHINGEN, *Telefoontap*, Centrum voor politiestudies, Leuven, 1997, p.14-15.
[327] Il est à noter que dans une note déposée au Parlement par le Ministre de la Justice concernant le régime juridique de l'écoute de télécommunications à des fins judiciaires, une analyse des législations de différents pays européens est brièvement présentée. En ce qui concerne la nature des infractions pouvant donner lieu à écoutes, il ressort de cette analyse que trois techniques sont globalement utilisées, à savoir l'établissement d'une liste d'infractions spécifiques, l'instauration d'un seuil basé sur la gravité de la peine ou encore, une combinaison de ces deux systèmes, certains pays comme les Pays-Bas renvoyant pour les écoutes aux faits pouvant entraîner une détention préventive (Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de

Ce choix était justifié par l'avantage que la technique présentait, celle « *de permettre au législateur de limiter strictement le recours aux mesures d'écoutes aux cas dans lesquels il les estime justifiées* »[328]. De la liste alors proposée et de sa présentation, on peut remarquer qu'il s'agissait soit de faits jugés particulièrement graves (attentat contre le chef de l'Etat, meurtre, assassinat, etc.) soit de faits dont la preuve ne pourrait être apportée de manière optimale que grâce à des écoutes (certaines formes de menaces)[329].

Dans son avis du 15 juin 1992, le Conseil d'Etat a reconnu l'avantage qu'offre la technique de l'énumération limitative des infractions en ce qu'elle permet de cerner avec précision les seuls cas où l'écoute est licite. Le Haut Collège attirait néanmoins l'attention sur les risques d'oubli, ainsi que sur les risques de distinctions ne reposant plus sur des critères objectifs et raisonnables[330].

D'autres dangers furent soulignés au cours des travaux préparatoires. C'est ainsi que dans les discussions, certains parlementaires ont attiré l'attention sur l'usage détourné qui pourrait être fait de la liste dans la mesure où le contexte dans lequel certaines infractions y mentionnées sont commises peut être de nature fort diverse. Un des exemples alors cité fut celui relatif aux menaces d'attentats à l'aide de matières nucléaires : l'action de terroristes pourrait être considérée différemment de celle de mouvements de sensibilisation à l'utilisation de l'énergie nucléaire[331]. Cette importance des éléments contextuels a été abordée à différentes reprises, notamment dans un débat relatif à l'exploitation de lignes téléphoniques dites « roses »[332].
Les parlementaires ont aussi voulu être attentifs à l'évolution de la criminalité qui pourrait ultérieurement recommander de modifier la liste constituée. Cette inquiétude a pu être rencontrée par l'obligation faite au Ministre de la Justice de présenter annuellement au Parlement un rapport sur l'application des dispositions (voir l'article 90*decies* CICr), rapport en suite duquel des modifications à la liste pourraient être apportées[333].
Mais c'est davantage sur le caractère trop restrictif de la liste proposée que les débats ont porté[334]. Des infractions ont dès lors été ajoutées. La liste a finalement pu être arrêtée, certaines ajouts complémentaires ayant été refusés au nom du principe selon lequel les écoutes doivent être et rester exceptionnelles[335].

---

connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *Doc.parl.*, Sénat, 1992-1993, n°843/2, p.255-259).

[328] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *Doc.parl.*, Sénat, 1992-1993, n°843/1, p.12.

[329] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *ibid.*, p.12.

[330] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *ibid.*, p.58.

[331] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *Doc.parl.*, Sénat, 1992-1993, n°843/2, p.27 et p.45.

[332] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *ibid.*, p.97.

[333] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *ibid.*, p.54.

[334] Des demandes précises ont ainsi porté sur l'ajout, par exemple, de la prise d'otage commise par une seule personne ou de l'utilisation d'hormones chez les animaux.

[335] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *Doc.parl.*, Sénat, 1992-1993, n°843/2, p.104.

Entrée en vigueur le 3 février 1995, la liste des infractions a depuis été modifiée à de nombreuses reprises. Plus d'une dizaine d'infractions ont ainsi été ajoutées, tels le faux en informatique, l'enlèvement de mineurs, ainsi que la corruption privée[336].

2.2.1.2. L'enquête proactive

Toujours dans le cadre de la procédure pénale, et plus précisément dans le champ des investigations, le législateur a entendu limiter la recherche proactive aux seules infractions graves.

La notion « d'atteinte grave à la loi » a tout d'abord été inscrite textuellement dans le projet de loi, tel qu'adopté par la Commission de la Justice de la Chambre, ainsi qu'en séance plénière[337].
Lors de l'examen du texte au Sénat, un amendement a été déposé par M. Erdman (amendement n°20), visant à remplacer la notion d'atteinte grave à la loi par une référence à un crime ou un délit qui est ou serait punissable d'un emprisonnement de trois ans ou plus. La justification de l'amendement reflète le souci d'assurer le respect du principe de légalité, en laissant la porte ouverte sur la manière de le faire : « *soit on en donne une énumération, soit, comme le propose l'amendement, l'on utilise la hauteur de la peine comme point de repère* »[338]. Le même sénateur avait d'ailleurs déposé un autre amendement (amendement n°45), en quelque sorte une deuxième version par rapport à l'amendement précité, dans lequel il proposait de remplacer la notion d'atteinte grave à la loi par une référence à l'article 90ter du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire à la liste établie dans le cadre des écoutes. Le sénateur ne se prononçait pas sur sa préférence pour l'une ou l'autre technique[339].
Un autre amendement, de Mesdames Milquet et Delcourt-Pêtre (amendement n°61), proposait également une articulation entre l'enquête proactive et les faits listés dans le cadre des écoutes, amendement justifié par la volonté d'établir « *un critère moins flou* »[340].
Un consensus s'est semble-t-il dégagé au Sénat pour que la notion d'atteinte grave à la loi soit précisée. Mais le critère du seuil de la peine a été critiqué en ce qu'il présentait un danger. Un exemple est cité à l'appui de cette appréciation par le professeur Traest, celui d'une présomption de simple vol à l'étalage, passible d'une peine supérieure à trois ans[341]. Cette seule évocation a suffit, semble-t-il, pour que soit rejetée l'instauration d'un seuil de gravité de la peine.

Pour sa part, le Ministre de la Justice ne souhaitait pas limiter la possibilité d'enquête proactive aux infractions visées dans le cadre des écoutes, estimant le cadre ainsi fixé trop étroit. Il considérait par ailleurs qu'une insécurité juridique serait ainsi créée vu qu'il est difficile de prévoir, dès le début, si l'infraction rentre ou non dans le cadre de l'une de ces

---

[336] Il est à remarquer que d'autres conditions de fond sont nécessaires pour que des écoutes puissent être ordonnées : elles ne peuvent avoir lieu qu'à titre exceptionnel, il faut que les nécessités de l'instruction l'exigent et que les autres moyens d'investigation soient insuffisants.
[337] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°857/18, p.3 et projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, texte adopté par la Commission de la Justice, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°857/21, p.3.
[338] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *Doc.parl*., Sénat, 1996-1997, n°1-704/2.
[339] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *ibid.*
[340] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *ibid.*
[341] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *Doc.parl*., Sénat, 1997-1998, n°1-704/4, p. 97.

infractions[342]. Nonobstant ces objections, la technique de référence à la liste établie dans le cadre des écoutes a été jugée par certains parlementaires comme offrant au contraire une garantie appréciable (« *Sans elle, on ouvrirait la porte à toutes sortes d'enquêtes proactives et l'on accorderait, en fait, à l'autorité judiciaire et à la police, une compétence très large pour utiliser les techniques particulières* »)[343] et a finalement été adoptée par le Parlement[344], sans que le contenu même de la liste ne soit discuté[345].

2.2.1.3. Les analyses ADN

Lorsque la décision fut prise d'utiliser dans le cadre de la justice pénale les techniques d'identification de personnes par analyses génétiques, s'est posée la question tant du prélèvement d'échantillons que de la conservation des données recueillies.

Pour ce qui concerne le prélèvement d'échantillons, une distinction a été faite selon que la personne concernée marque ou non son accord pour un prélèvement. En cas d'accord de l'intéressé et pour peu que certaines conditions soient réunies, le recueil d'échantillons peut se faire dans le cadre de l'information, à l'initiative du procureur du Roi (article 44*ter* CICr). Dans le cadre d'une instruction, l'accord de l'intéressé n'est plus requis mais le prélèvement ne peut être ordonné que si la personne concernée présente un lien direct avec la réalisation des faits et si l'un de ceux-ci constitue une infraction pour laquelle est prévue une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou une peine plus lourde (article 90*undicies* CICr).
Un seuil d'admissibilité de cinq ans est donc prévu pour un prélèvement d'échantillons dans le cadre d'une instruction. Ce seuil n'avait pas été évoqué lors du tout début des travaux parlementaires consacrés à cette problématique[346]. Il le fut à l'occasion d'un amendement du Gouvernement déposé en novembre 1998[347]. Dans cet amendement, le Gouvernement considère que lorsque le prélèvement se fait volontairement, « *il n'est pas souhaitable d'imposer une limitation des faits punissables* ». Par contre, lorsqu'un tel prélèvement est imposé, le Gouvernement estime que « *la règle de la proportionnalité exige que la gravité des délits justifie suffisamment pareille atteinte à un droit fondamental* ». Le critère de la gravité de l'infraction est donc choisi pour déterminer si un prélèvement peut ou non être autorisé. Pour apprécier cette gravité des faits reprochés, le Gouvernement avait le choix entre une liste d'infractions jugées particulièrement graves ou un seuil d'admissibilité. Il a opté pour ce dernier critère, étant donné la difficulté d'établir une liste de délits pour lesquels le recours à la contrainte est possible[348]. Un seuil de cinq ans a été prévu, ce seuil incluant « *la plupart des*

[342] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *ibid*., p.106.
[343] Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *ibid*., p.107.
[344] Loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *M.B*., 2 avril 1998.
[345] B. RENARD, « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *op.cit*., p.337.
[346] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°1047/1.
[347] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Amendement n°1, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°1047/2.
[348] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Amendement n°1, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, *op.cit*., p.11.

infractions à caractère sexuel ainsi que les infractions qui s'accompagnent ou peuvent s'accompagner de violences »[349].
Le seuil de cinq ans a été critiqué et un rehaussement du seuil de la peine a été souhaité par amendement parlementaire[350]. Des critiques ont également été émises par des praticiens, mais dans un sens contraire : la limite de cinq ans a été par eux jugée trop restrictive[351]. Le seuil de cinq ans a finalement été maintenu.

Pour ce qui concerne la conservation des données recueillies, le législateur a créé deux banques de données distinctes : la banque de données ADN « Criminalistique » (article 4 de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale) et la banque de données ADN « Condamnés » (article 5 de la loi du 22 mars 1999 précitée). Ces deux banques de données obéissent à des règles différentes pour ce qui concerne la nature des données y rassemblées et leur conservation.
D'une part, la banque de données ADN « Criminalistique » rassemble des profils de traces auxquels sont adjointes certaines informations, dans le but de faciliter l'identification des auteurs d'une infraction spécifique. Elles sont effacées sur ordre du ministère public dès lors que leur conservation n'est pas ou n'est plus utile aux fins de la procédure pénale et de toute façon, une fois qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée est intervenue dans le dossier pour lequel le profil ADN a été obtenu ou 30 ans après leur enregistrement pour les profils ADN qui n'ont pas été identifiés.
D'autre part, la banque de données ADN « Condamnés » rassemble les profils ADN de certaines catégories de condamnés ou d'internés afin d'identifier plus facilement des auteurs récidivistes de délits graves portant atteinte à l'intégrité physique et à la vie des personnes[352].
La gravité de l'infraction commise a ainsi été un des critères retenus par le législateur pour justifier que des données personnelles soient enregistrées et conservées durant un certain laps de temps. Initialement, la gravité des faits a été déterminée en référence à la peine et à la nature des faits : dans la proposition de loi, il était ainsi fait référence au « *fait punissable d'une peine criminelle et portant atteinte à la vie ou à l'intégrité physique* »[353]. Il fallait donc que l'infraction commise soit d'une certaine nature (attentatoire à la vie ou à l'intégrité physique) et que par ailleurs, elle soit punissable d'une peine criminelle. Un double critère était donc exigé.
Ce double critère a été maintenu mais la nature de l'acte commis a été précisée par un amendement déposé par le Gouvernement en novembre 1998. Une liste limitative d'infractions graves portant atteinte à l'intégrité sexuelle ou physique a été proposée et

[349] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, *ibid.*, p.23
[350] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Amendement n°6, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, n°1047/3, p.6. Par ailleurs, la législation en vigueur aux Pays-Bas a été à différentes reprises évoquée en ce qu'elle exige que l'infraction soit punissable d'une peine de huit ans ou plus pour qu'un prélèvement soit possible (voir par exemple, proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Rapport fait au nom de la Commission de la Justice, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, n°1047/6, p.22).
[351] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Rapport fait au nom de la Commission de la Justice, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, *op.cit.*, p.16.
[352] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Amendement n°1, *Doc. Parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, *op.cit.*, p.15. Les données ainsi relatives à des faits graves sont conservées jusque dix ans après le décès de la personne à laquelle elles se rapportent (article 5, §5, de la loi du 22 mars 1999 précitée).
[353] Article 22 de la proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, *Doc. Parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, *op.cit.*, p.15.

finalement retenue, sans que le contenu de cette liste n'ait été débattu[354]. La loi actuelle prévoit toujours cette double exigence : l'une relative à la nature de la peine puisque la personne dont le profil ADN est enregistré doit avoir été condamnée définitivement à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde et l'autre relative à la nature du fait commis qui doit relever d'une des infractions énumérées limitativement[355].

2.2.2. Mise en perspective des éléments conduisant au choix d'une liste

Malgré la spécificité des techniques d'investigation analysées ci-dessus, il est proposé d'envisager globalement les éléments qui, dans ce contexte, ont favorisé le choix d'une liste d'infractions.

De manière générale, plusieurs constats peuvent être posés :

1. Aucune des deux méthodes (liste d'infractions ou seuil d'admissibilité) n'est jugée plus ou moins attentatoire que l'autre vis-à-vis des droits fondamentaux de l'individu. Le législateur n'a ainsi jamais privilégié l'une ou l'autre méthode au motif qu'elle porterait moins atteinte à un droit tel que la vie privée ou la liberté individuelle (voir par exemple la double proposition de loi que le sénateur Erdman a déposée en matière d'enquête proactive sans qu'il n'ait indiqué sa préférence pour l'une ou l'autre méthode) ;
2. Aucune de ces deux méthodes ne dispense le législateur d'une appréciation délicate sur le respect du principe de proportionnalité : à quelle hauteur placer le seuil d'admissibilité ou quelles infractions inclure dans la liste sans qu'il soit porté atteinte aux droits fondamentaux de l'individu ?
3. Les choix posés par le législateur ne sont pas toujours explicites. Par exemple, la liste des infractions votée dans le cadre de l'enquête proactive a été votée sans discussion apparente sur son contenu (voir supra). On ne peut bien sûr exclure l'hypothèse qu'elle ait fait l'objet de discussions approfondies, voire de compromis, en dehors de l'enceinte parlementaire. Mais ceci n'empêche pas de faire également l'hypothèse qu'à défaut de critères objectifs permettant de justifier la présence de telle ou telle infraction dans la liste, les parlementaires aient considéré que *grosso modo*, les infractions figurant dans la liste proposée rencontraient les intentions qu'ils s'étaient fixées en la matière. Il s'agirait dès lors bien plus d'un choix politique que d'une sélection basée sur des critères objectifs. Par ailleurs, la reprise d'une liste constituée dans un autre contexte met en évidence la facilité de la technique du renvoi qui comporte pourtant des risques non négligeables (voir infra).

De manière plus précise et nonobstant ce dernier constat d'ordre général, les trois législations précédemment analysées montrent que l'établissement d'une liste d'infractions a été préféré parce que cette méthode permet de cibler exactement les situations dans lesquelles une atteinte limitée aux droits individuels est jugée acceptable au nom des nécessités de

[354] Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, Amendement n°1, *Doc. Parl.*, Ch. Représ., 1996-1997, *op.cit.*, pp.26-27.
[355] Il n'est pas fait état ici des personnes faisant l'objet d'une mesure d'internement, également visées par l'article 5 de la loi du 22 mars 1999 précitée.

l'instruction[356]. Cette méthode réduit de fait le pouvoir discrétionnaire d'appréciation des magistrats sans que ce corollaire ne semble avoir suscité de discussions.

Le choix d'une liste est conforté par les inconvénients liés au critère du seuil d'admissibilité. Comme évoqué précédemment dans la partie relative aux choix du passé, le seuil d'admissibilité est étroitement lié à l'échelle des peines du Code pénal qui n'a pas entièrement suivi l'évolution de la société. Il est aussi à noter que l'existence d'un seuil d'admissibilité peut influencer le législateur dans la fixation de la peine à prévoir pour de nouvelles infractions[357]. Enfin, la fixation abstraite d'un seuil engendre une certaine insatisfaction quand l'une ou l'autre infraction se situe en-dessous ou au-dessus du seuil alors qu'il est jugé préférable de l'inclure ou de l'exclure de la législation concernée. C'est ce qui s'est passé dans le cadre de l'enquête proactive : un seul exemple a suffi en la matière pour rejeter la méthode du seuil d'admissibilité et préférer celle de la liste d'infractions.

Le choix de l'établissement d'une liste d'infractions n'en occulte néanmoins pas ses difficultés. Ainsi, une sélection doit être opérée entre les infractions mais on peut souligner à cet égard que cette sélection oblige davantage à un examen attentif de la proportionnalité entre l'objectif poursuivi et les conséquences de l'inclusion dans la liste d'une infraction déterminée. La mise à jour régulière de la liste peut être perçue comme une tâche fastidieuse et hasardeuse en ce que des oublis sont toujours possibles mais cette révision régulière présente aussi un aspect bénéfique en ce qu'elle est autant d'occasions de questionner le respect du principe de proportionnalité.

Après avoir ainsi cerné les raisons qui ont entraîné le choix de l'une plutôt que l'autre méthode, on peut aussi se demander s'il faut voir dans l'évolution des mentalités entre les différentes périodes d'adoption des textes de loi une explication à cette différenciation, la loi sur la détention préventive (datant de 1990) étant la plus ancienne (celle sur les écoutes date de 1994, celle sur l'enquête proactive de 1998 et celle sur les analyses ADN de 1999) ? Une telle analyse est évidemment difficile à faire.

Il semble enfin qu'il faille surtout souligner qu'à la différence de la détention préventive, le domaine d'application des écoutes a été dès l'origine davantage ciblé : le législateur entendait en effet viser le terrorisme et la grande criminalité[358]. De même, le développement de la recherche proactive s'est inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée[359]. Une telle similitude d'objectifs est d'ailleurs de nature à expliquer la technique du renvoi utilisée pour la constitution de la liste d'infractions. Pour la conservation des analyses ADN, l'objectif du législateur était de faciliter la recherche des auteurs de délits liés aux atteintes à l'intégrité physique et à la vie des personnes. En matière de détention préventive, le législateur n'a pas circonscrit l'usage de cette mesure d'instruction à un certain type de délits. Bien plus, en utilisant la notion d'absolue nécessité pour la sécurité publique, il a ouvert la porte à de nombreuses utilisations.

---

[356] En ce sens, voir H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, "La loi belge du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées", *op.cit.*, p.320.

[357] Voir le constat posé dans le cadre de l'analyse de la législation aux Pays-Bas (chapitre 2, 5.2.2.).

[358] Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *ibid.*, p.7 et p.12.

[359] B. RENARD, « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *op.cit*, pp.327 et suiv.

Malgré cette différence entre la législation relative à la détention préventive et les autres législations examinées dans la présente partie, il est intéressant de souligner que le critère d'une liste d'infractions a déjà été choisi par le législateur belge alors que le type de balance d'intérêts par lui effectuée est sensiblement le même. Si en 1874 cette technique juridique visant à établir une liste d'infractions pour circonscrire l'application d'une mesure était inconnue, elle ne fait plus aujourd'hui figure d'exception dans le champ pénal. Elle y a même acquis une certaine légitimité.

Pour conclure, une mise en garde s'impose : les trois législations étudiées sont encore fort récentes. Elles n'ont dès lors guère fait l'objet d'analyses visant à déterminer si l'utilisation exceptionnelle des méthodes d'investigation qu'elles organisent est respectée. Mais en ces matières, comme c'est le cas pour la détention préventive, le respect du caractère exceptionnel de la mesure s'annonce difficile à mesurer[360].

2.3. Discussions en vue d'une réforme

Après avoir mis en évidence les choix posés par les législateurs du passé dans le cadre de la détention préventive, ainsi que ceux qui ont été plus récemment posés dans d'autres domaines du champ pénal, cette partie de l'étude vise à formuler des propositions et à éclairer les choix qui pourraient être faits à l'avenir en vue de baliser plus étroitement l'usage de la détention préventive.

2.3.1. Une détention préventive limitée aux infractions graves

Il n'est certes pas inutile de rappeler que la détention préventive est et doit rester une mesure exceptionnelle. Cette position de principe en appelle une deuxième, tel un corollaire : l'usage de la détention préventive doit rester limité aux faits présentant un certain degré de gravité. C'est ce « certain degré de gravité » qui est particulièrement difficile à objectiver. L'existence d'un seuil d'admissibilité ou l'établissement d'une liste d'infractions participe de ce souci d'objectivation. Mais avant d'analyser les perspectives de réformes en la matière, l'attention est attirée sur deux autres critères qui pourraient remplacer purement et simplement l'établissement d'une liste d'infractions ou la fixation d'un seuil d'admissibilité comme critère d'appréciation du caractère de gravité et/ou qui pourraient servir d'élément d'appréciation mis à la disposition des magistrats amenés immanquablement à répondre à la question suivante : dans les limites autorisées par la loi, la détention préventive se justifie-t-elle en l'espèce ?
Bien que n'ayant pu être davantage approfondis dans le cadre de la présente étude, ces deux éléments sont ici brièvement évoqués. Il s'agit du critère de proportionnalité et de l'analyse des risques encourus. Il semble en effet important d'y être attentif.

Tout d'abord, pour ce qui concerne le critère de proportionnalité, certaines voix se sont élevées pour que ce critère remplace purement et simplement le critère de gravité, tout en étant laissé à l'appréciation des juges d'instruction[361]. Cette piste de réflexion a par exemple été suivie par B. Renard dans le cadre de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques.

[360] Voir chapitre 1er.
[361] Cette réflexion sur l'exigence de proportionnalité et la place qu'elle occupe ou pourrait occuper pour ce qui concerne la détention préventive rejoint celle abordée dans le cadre d'autres parties de la présente recherche (voir chapitre 1er et le point 3 du présent chapitre).

Dans ce contexte, mais la réflexion a également tout son sens dans le cadre de la détention préventive, il invite à questionner le critère de gravité en estimant que : « *Le législateur fait fausse route en s'accrochant à son pouvoir de détermination des cas, en lieu et place d'un contexte qui justifient la mobilisation des mesures d'exception. Il devrait renoncer à ce pouvoir, en édictant des critères d'appréciation du caractère de gravité recherché. Cette voie offrirait une plus grande souplesse dans son application par le pouvoir judiciaire, tout en lui imposant l'exigence de la légalité par l'obligation de motiver chacun des critères d'application requis dans le texte légal* »[362].
Cette invitation à une plus grande souplesse d'appréciation en faveur des magistrats - mais dans le même temps, à un renforcement des exigences de motivation - ne contrarie pas le caractère exceptionnel de la détention préventive. Reste à savoir si elle peut favoriser la sauvegarde de ce caractère. Il faut dans cette perspective reconnaître à tout le moins que poussée à l'extrême, une telle approche qui consisterait à laisser aux acteurs judiciaires le soin d'apprécier entièrement la gravité de l'infraction est aléatoire. Un renoncement au seuil de la peine ou à la constitution d'une liste d'infractions pourrait en effet ne pas produire les effets escomptés en terme de réduction pénitentiaire. Il pourrait même provoquer des effets inverses à ceux recherchés. Il ne semble donc pas opportun de supprimer dans la loi la condition relative à la gravité de l'infraction telle qu'exprimée par un seuil de gravité sans la remplacer par une condition équivalente, voire encore plus restrictive.

Ceci étant, même si le pouvoir d'appréciation des magistrats est plus ou moins étroitement balisé par l'existence d'une liste d'infractions ou d'un seuil d'admissibilité, il faudra toujours que les magistrats apportent une réponse à cette immuable question : dans les limites autorisées par la loi, la détention préventive se justifie-t-elle en l'espèce ? On peut dès lors s'interroger sur l'existence d'outils d'aide à la décision qui permettraient de guider l'appréciation des magistrats. Cette approche ne sera pas développée de manière approfondie dans le cadre de la présente étude, les outils d'aide à la décision étant de nature différente que les mesures juridiques recherchées. Mais il semble qu'il ne faille toutefois pas négliger leur existence, voir leur influence, même si cette dernière est sans doute encore fort limitée en Belgique.

Ici et là se développent en effet des initiatives visant à mettre en place des techniques destinées à simplifier la prise de décision, voire à l'uniformiser. Dans le cadre des travaux menés au sein du Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires[363], ont ainsi été présentées quelques-unes des « bonnes pratiques » rencontrées aux Pays-Bas. Des initiatives y sont en effet menées pour aider les autorités à déterminer si une détention avant jugement est absolument nécessaire ou non et ce, sur base d'une évaluation des risques. Cette évaluation est placée sous l'autorité du procureur et doit permettre de déterminer si une mise en détention s'impose et le cas échéant, quel devrait être le degré de sécurité de cette détention.
Concrètement, une série d'aspects sont évalués et pour chacun d'entre eux est attribué un nombre de points sur une échelle allant de 1 à 150. Les questions auxquelles le magistrat est ainsi appelé à répondre sont, par exemples :

1. Des violences ont-elles été exercées ?
2. Y-a-t-il eu des personnes tuées ou gravement blessées ?
3. Le suspect est-il membre d'une organisation criminelle organisée ?
4. Le suspect a-t-il un casier judiciaire chargé ?

[362] B. RENARD, « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *op.cit*, p.353.
[363] Voir le chapitre 2, 1.1.

5. Le suspect risque-t-il de s'échapper ?
6. Le suspect est-il atteint de troubles mentaux et si oui, quel est le degré de gravité de ses troubles et dans quelle mesure cette personne présente-t-elle un risque pour son entourage ?

L'accumulation de points détermine la décision de mise en détention provisoire ou le degré de sécurité de la maison d'arrêt[364].
Il ne s'agit bien entendu que d'un exemple du type d'initiatives prises ou envisagées pour aider les magistrats dans les situations où la question d'une mise en détention préventive se pose.

Cette approche présente un certain intérêt en ce qu'elle prend en compte la difficulté pour les juges d'instruction d'apprécier les risques présentés par un individu. Mais on peut craindre qu'elle risque de se faire au détriment d'une approche visant davantage à garantir le déroulement de la procédure pénale. S. Snacken souligne à cet égard que « *La détention préventive est d'ailleurs surtout motivée par les juges d'instruction par la gravité des délits et le risque de récidive. Son application répond donc plus à une gestion des risques potentiels qu'à un instrument garantissant le déroulement de la procédure pénale. Cette évolution est également décrite à l'étranger et se situe dans le contexte plus général de développement d'une justice actuarielle ou de gestion de risques, où le délinquant individuel et ses droits disparaissent au profit de l'évaluation des risques qu'il représente* »[365]. Dans une précédente recherche, des chercheurs soulignaient également que « *C'est très probablement par rapport à cette tendance générale* (ndlr. le développement d'une « justice actuarielle » ou « justice de gestion du risque ») *que doit se comprendre l'importance quantitative croissante de la détention préventive* »[366]. Le recours à des outils tels que des grilles d'évaluation des risques impose donc qu'une réflexion préalable soit menée sur les objectifs poursuivis. Cette réflexion renvoie bien entendu à la diversité des fonctions de la détention préventive[367].
Il est par ailleurs souligné que les acteurs directement concernés par l'outil pourraient être utilement interrogés dans le cadre de cette réflexion.

Enfin, la nature juridique de ces éventuels outils d'aide à la décision doit être questionnée au regard des principes d'indépendance et d'impartialité du juge d'instruction qui nécessitent, entre autres, de le prémunir contre toute pression extérieure émanant par exemple du pouvoir exécutif[368]. C'est ainsi que dans le cadre de la séparation des pouvoirs, aucune directive ne pourrait être imposée aux juges d'instruction[369]. Ce même principe recommande en outre d'être particulièrement attentif à la forme que prendraient d'éventuelles propositions d'outils d'aide à la décision. Une circulaire adressée par le Ministère de la Justice, même si elle contient de simples propositions d'outils d'aide à la décision, ne serait-elle ainsi pas perçue comme une pression, ne fût-ce qu'indirecte, exercée par le pouvoir exécutif sur les juges d'instruction ? De tels outils pourraient dès lors être davantage envisagés en amont de

---

[364] J. VAN DEN BRAND, *Quelques bonnes pratiques des Pays-Bas*, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (PC-DP), PC-DP (2003) 16, Strasbourg, 25 novembre 2003.
[365] S. SNACKEN, « Justice et société : une justice vitrine en réponse à une société en émoi ? L'exemple de la Belgique des années 1980 et 1990 », *Sociologie et sociétés*, 2001, vol. XXXIII, n°1, p.125.
[366] S. SNACKEN (promotor), S. DELTENRE, C. VANNESTE, A. RAES, en P. VERHAEGEN, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden / Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions*, Brussel, VUB/INCC-NICC, 1998-1999, p.244.
[367] Voir chapitre 1er.
[368] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, p.244.
[369] Voir à ce propos R. DECLERCQ, "Actuele problemen inzake voorlopige hechtenis", *R.W.* 1974-75, 303.

l'intervention du juge d'instruction, au niveau du parquet. On peut en effet raisonnablement supposer que des modifications dans la politique de réquisition du Parquet entraîneraient des modifications au niveau de la pratique des juges d'instruction. La formation des magistrats pourrait par ailleurs être l'occasion d'une sensibilisation à l'existence de tels éventuels outils d'aide à la décision.

2.3.2. Une liste positive d'infractions : une méthode à privilégier

Les éléments d'appréciation présentés ci-dessus conduisent à soutenir l'établissement d'une liste d'infractions. Cette méthode encourage en effet un examen attentif des infractions appelées à y figurer ; toutefois, seule la rigueur de cet examen permettrait de conserver le caractère exceptionnel de la détention préventive et favoriserait sa limitation dans la mesure de l'ampleur qu'on veut lui donner.

Encore faut-il déterminer s'il est plus opportun de constituer une liste positive ou une liste négative. Pour rappel, par liste positive on entend une énumération exhaustive d'infractions pouvant donner lieu à détention préventive, la liste négative étant quant à elle comprise comme une énumération exhaustive d'infractions en présence desquelles une détention préventive ne pourrait pas être ordonnée.

Des listes positives ont été établies dans les trois législations analysées précédemment (écoutes, enquête proactive et analyse ADN). La récente législation relative à la peine de travail contient un exemple de liste négative. L'article 37*ter*, §1er, alinéa 2, du Code pénal énumère en effet une série d'infractions en présence desquelles la peine de travail ne peut être prononcée. Dans la proposition de loi initialement déposée, il était prévu que les juridictions de jugement pourraient prescrire à titre de peine principale un travail d'intérêt général ou une formation déterminée uniquement si le fait reproché n'entraîne pas, comme peine principale, un emprisonnement supérieur à cinq ans ou une peine plus grave[370]. Dans la proposition de loi initiale était donc inscrit un seuil d'admissibilité (ou plutôt, un seuil d'inadmissibilité) basé sur la peine encourue.
Un amendement a ensuite été déposé et visait à englober tous les faits punissables d'une peine de police ou d'une peine correctionnelle, à l'exception de certains faits visés par des infractions énumérées de manière limitative[371]. Etait ainsi proposée la coexistence de deux critères, l'un fondé sur la peine telle que prévue par le Code pénal, l'autre fondé sur l'acte tel qu'inscrit dans une définition de ce même Code[372]. Aucune explication n'a été apportée quant à la plus grande adéquation de cette approche incluant une liste par rapport à celle privilégiant exclusivement un seuil d'admissibilité. Le législateur n'a par ailleurs été guère plus explicite au sujet des critères ayant permis d'élaborer la liste[373]. Celle-ci a fait l'objet, dans la suite des travaux parlementaires, de différents aménagements[374]. Cette formule privilégiant une approche fondée tant sur l'acte que sur la peine, a finalement été maintenue dans la loi adoptée sans que l'analyse des travaux parlementaires ne permette de savoir pour quelle

[370] Proposition de loi modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1999-2000, n°549/1.
[371] Proposition de loi modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution, Amendement n°2, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1999-2000, n°549/2, p.2.
[372] M. DE RUE, I. WATTIER, « Une nouvelle peine correctionnelle et de police dans le Code pénal : la peine de travail », *JDJ*, n°220, décembre 2002, p.13.
[373] P. DE LE COURT, "La peine de travail autonome (pta) : un chantier", *RDPC*, janvier 2004, p. 19.
[374] Voir par exemple, proposition de loi modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution, Amendement n°30, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 1999-2000, n°549/6, p.5.

raison elle a été privilégiée[375]. Néanmoins, on peut raisonnablement supposer que la volonté du législateur a été de favoriser l'application de la mesure envisagée (la peine de travail) tout en l'excluant dans certaines hypothèses déterminées. C'est dans cette logique-là que l'établissement d'une liste négative a été privilégié.
En ce qui concerne la détention préventive, la logique sous-jacente est tout autre : il s'agit de n'autoriser l'application de la mesure que dans des cas exceptionnels et strictement déterminés. Compte tenu de cette logique particulière, une liste positive est de nature à traduire plus fidèlement le choix du législateur.

L'établissement d'une telle liste positive nécessite toutefois qu'on soit attentif à sa bonne utilisation. Il s'agirait ainsi d'évaluer régulièrement si le fait de limiter la détention préventive à certaines infractions déterminées n'entraîne pas une tendance à y avoir davantage recours dans ces cas-là. En d'autre terme, une limitation de la détention préventive à certaines infractions n'entraînerait-elle pas qu'elle soit quasi systématiquement utilisée dans ces hypothèses ? Cette crainte peut sans doute être atténuée par le maintien de critères autres que celui d'une liste d'infractions, autres critères obligeant le juge d'instruction à évaluer *in concreto* la nécessité d'une mise en détention avant jugement. Il est ici renvoyé à la réflexion relative à ces autres critères, réflexion indissociable de la présente approche même si, pour les besoins de l'analyse, elle en a été détachée. Il conviendrait également d'être attentif aux autres modifications des pratiques que l'adoption d'une telle liste susciterait, notamment pour ce qui concerne la qualification des faits à l'origine des mandats d'arrêt.

Si toutefois le choix d'une liste positive n'était pas fait et que le législateur s'oriente vers une liste négative, il est recommandé de maintenir alors un double critère : le seuil d'un an actuellement prévu, voire rehaussé (critère fondé sur la peine), ainsi qu'une liste négative d'infractions qui punissables d'un emprisonnement principal supérieur à ce seuil, ne pourraient jamais donner lieu à détention préventive (critère fondé sur l'acte). Cette approche permettrait d'éviter que la suppression du seuil d'admissibilité n'entraîne une augmentation de la détention préventive, non compensée par l'interdiction de la décider en présence de certaines infractions déterminées.

3.3.3. Une liste à la mesure de l'ampleur de la limitation souhaitée

En tenant compte du choix de limiter la détention préventive à des cas exceptionnels et strictement déterminés, un examen au cas par cas des incriminations prévues par le Code pénal et les lois particulières s'impose pour la constitution de la liste. Il faudrait ainsi, que ce soit d'ailleurs dans le cadre de l'établissement d'une liste positive ou d'une liste négative, passer en revue l'ensemble des infractions pénales et évaluer pour chacune d'entre elles l'opportunité de la faire figurer ou non dans la liste.

Cette position de principe conduit donc à interroger chaque infraction pénale à l'aune de l'objectif poursuivi. Cette approche séduit par sa rigueur : pour chaque infraction serait interrogée la pertinence de la mesure exceptionnelle qu'est la détention préventive eu égard à l'atteinte à la liberté individuelle qu'elle comporte intrinsèquement, tout en sachant que le juge d'instruction sera amené *in concreto* à procéder à la même analyse à l'intérieur du champ

[375] Il est à noter que les exceptions ainsi établies au moyen d'une liste négative ont été vivement critiquées par la doctrine. Voir par exemples P. DE LE COURT, "La peine de travail autonome (pta) : un chantier", *op.cit.*, pp.18-20 et C. GUILLAIN, "La peine de travail, peine autonome ? Analyse de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police", *J.T.*, 2002, pp. 642-643.

d'application de la législation. Cette approche met nécessairement en œuvre des facteurs tels que les convictions personnelles que les acteurs de la justice se forgent sur les nécessités de l'instruction, sur le respect des libertés individuelles, sur la sécurité voire l'opinion publique, etc., ces convictions étant par ailleurs de nature évolutive. Une telle approche porte ainsi en elle les germes d'un nécessaire débat sur la justice, son rôle, son fonctionnement.

Dans cette perspective, les choix à poser sont essentiellement de nature politique. L'établissement de critères objectifs permettant au cas par cas de sélectionner certaines infractions pour les faire figurer dans la liste ne peut remplacer totalement la part subjective inhérente à une telle démarche, celle-ci devant être entièrement guidée par une détermination sans faille visant à limiter l'usage de la détention préventive à des situations jugées exceptionnelles et ce, conformément à l'objectif poursuivi.

Il est à ce propos à souligner que l'analyse des législations dans lesquelles une liste d'infractions a été retenue montre que cet examen successif de chaque infraction pénale n'a jamais été fait dans l'enceinte parlementaire[376], les sénateurs et députés paraissant évaluer si globalement la liste présentée rencontre leurs préoccupations, tout en ajoutant parfois, ici et là, l'une ou l'autre infraction pour compléter la liste.

Si on s'inscrit dans cette pratique, une ébauche de liste d'infractions devrait être établie pour être ensuite éventuellement discutée et amendée. Seul le choix d'un ou de plusieurs critères de sélection des infractions semble être de nature à présenter le degré d'objectivité attendu d'un tel exercice. De tels critères sont en fait assez réduits : ils peuvent se baser soit sur la nature de l'infraction, soit sur la nature de la peine.
Pour ce dernier critère, différentes formes sont possibles mais elles reviennent en quelque sorte à travailler avec un seuil d'admissibilité : une liste positive pourrait ainsi reprendre toutes les infractions punissables d'un emprisonnement principal supérieur à une certaine durée ou ne retenir par exemple que les crimes, catégorie elle-même déterminée sur base de la peine encourue.
En ce qui concerne la nature de l'infraction, des distinctions pourraient être opérées de différentes façons. En voici quelques exemples :
On pourrait distinguer les infractions contre les personnes, les infractions contre la propriété et les infractions contre l'ordre et la sécurité publique. Une telle répartition des crimes et délits dans ces quatre catégories existe déjà dans le cadre de la nomenclature du casier judiciaire, pour ce qui concerne les infractions du Code pénal (une attention spécifique devrait également être portée sur les infractions mentionnées dans les lois particulières) ;
Une autre distinction pourrait être opérée entre les infractions intentionnelles et celles qui ne le sont pas. Ce critère permettrait par exemple d'exclure la délivrance d'un mandat d'arrêt en cas de délit d'imprudence (défaut de prévoyance et de précaution). Il faudrait néanmoins en mesurer l'impact car on peut émettre l'hypothèse que le nombre de détention préventive dans le cadre d'un délit d'imprudence est réduit, sauf peut-être lorsque les conséquences de ce délit ont une certaine ampleur ;
Un autre exemple consiste en une distinction entre les infractions d'action ou de commission et les infractions d'inaction ou d'omission. L'hypothèse sous-jacente à ce critère est la moindre pertinence, eu égard à l'objectif poursuivi, d'une détention préventive en présence d'une infraction d'inaction ou d'omission mais la pertinence de ce critère doit néanmoins également être interrogée vu le nombre d'infractions de ce type de nature à entraîner un emprisonnement de moins d'un an.

[376] On n'en trouve en tout cas aucune trace dans les documents parlementaires.

L'application de l'un ou l'autre critère, voire une combinaison de certains d'entre eux, facilitent la constitution d'une liste positive d'infractions mais elles sont insuffisantes. Comme on a déjà pu le souligner, à cette approche que l'on peut qualifier d'objective devra immanquablement venir se greffer une approche plus subjective liée à l'ampleur du caractère exceptionnel que l'on veut assurer à la détention préventive. Dans le cadre de cette appréciation subjective pourra être pris en considération l'impact de la liste ainsi élaborée sur la population pénitentiaire, la détermination de cet impact devant tenir compte de deux facteurs : le nombre de mandats d'arrêt délivrés pour chaque infraction considérée ainsi que la durée de la détention préventive pour ces infractions.

Une remarque importante est à formuler concernant l'utilisation d'une liste d'infractions existante. Certains pourraient en effet être tentés de faire usage en matière de détention préventive d'une liste d'infractions déjà constituée dans d'autres domaines du champ pénal[377]. Cette méthode n'est pas recommandée, de manière générale tout d'abord mais également compte tenu de la spécificité de la détention préventive : l'objectif propre poursuivi par la privation de liberté avant jugement et l'atteinte intrinsèque de cette mesure à la liberté individuelle paraissent en effet difficilement conciliable avec une législation par référence.
De manière générale, les dangers du « *mutualisme légistique* », mis en évidence notamment par B. Renard et également soulignés par le Conseil supérieur de la Justice, recommandent d'établir une liste distincte[378]. Le danger le plus important serait sans doute d'assister à un allongement de la liste d'infractions pertinent pour un de ses champs d'application mais inadéquat pour ses autres champs d'application[379].

2.3.4. L'analyse exploratoire pour simuler les effets des décisions politiques

Des analyses exploratoires peuvent aider à percevoir les impacts que telle ou telle décision politique aurait sur la population pénitentiaire. Afin d'éclairer au mieux les choix qui pourraient être posés en la matière, différentes simulations ont été réalisées au cours de la recherche. Elles se sont particulièrement fondées sur les catégories d'infractions à l'origine des mandats d'arrêt (voir partie II, 4.2.4). Les résultats présentés permettent de connaître le pourcentage des mandats d'arrêt délivrés sur base des infractions présentes dans ces différentes catégories d'infractions. En se limitant aux mandats d'arrêt délivrés sur base d'une seule infraction et en combinant ce nombre avec la durée moyenne de la détention préventive (par catégorie d'infractions), on peut évaluer l'impact qu'aurait une mesure qui interdirait désormais l'usage de la détention préventive pour certaines catégories d'infractions. Si on interdit par exemple la détention préventive pour les vols sans violence, les simulations effectuées montrent qu'une telle mesure entraînerait une diminution de la population journalière moyenne de 189,7, soit 10,6% de la population journalière moyenne de détenus

[377] Hypothèse d'autant plus plausible que les Pays-Bas font actuellement usage d'une telle méthode (voir supra).
[378] B. RENARD, « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *op.cit*. Voir également l'avis rendu par le Conseil supérieur de la Justice sur la proposition de loi contenant le code de procédure pénale (commission Franchimont), approuvé le 23 juin 2004, qui critique fortement le procédé de législation « par renvoi » et regrette que la Commission Franchimont n'ait profité de l'occasion pour y mettre un terme (pp.30-31).
[379] Voy. également M.A. BEERNAERT, D. VANDERMEERSCH, "La loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins", *RDPC*, juillet-août 2002, p. 732 ; M. NIHOUL, V. VISART DE BOCARMÉ, "Le risque accru de légiférer par référence en droit pénal : un exemple récent en matière d'écoutes téléphoniques", *J.T.*, 2002, pp. 318-320. Ce danger a également été souligné à l'occasion de l'étude sur la législation néerlandaise (voir chapitre 2, 5.2.2).

préventifs considérée au plus tard jusqu'à la décision de renvoi éventuel devant le tribunal (voir partie II, 4.2.4 et 4.3.3.3).

A partir de ce genre de simulations, différentes analyses sont possibles. L'une d'entre elles est davantage exploitée dans le cadre de cette partie I : compte tenu de la méthode privilégiée (la constitution d'une liste positive d'infractions, voir *supra*), elle se fonde sur les infractions comportant une atteinte directe à l'intégrité physique punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave. En d'autres termes, il s'est agi en l'espèce de construire une liste positive d'infractions à partir d'un double critère, l'un reposant sur la nature de l'infraction (atteinte physique aux personnes) et l'autre sur le seuil de la peine (un an ou plus). Cette liste n'a été constituée que sur base des infractions qui ont justifié la délivrance d'un mandat d'arrêt entre le 1er janvier et le 31 décembre 2003 (voir ci-dessous).

Le choix d'infractions de cette nature a été posé au regard de l'objectif général poursuivi : n'autoriser la détention préventive qu'exceptionnellement, pour des infractions graves.
De manière générale, les atteintes aux personnes ont déjà été jugées à ce point grave par le législateur qu'elles seules autorisent aujourd'hui une légitime défense (voir article 416 du code pénal). Il a aussi été souligné ci-dessus que les atteintes à la vie ou à l'intégrité physique ont déjà constitué un critère de gravité dans le cadre d'une proposition de loi relative à la banque de données ADN « Condamnés ». Enfin, pour ce qui concerne plus particulièrement la détention préventive, de précédentes recherches ont déjà fait usage de ce critère de distinction en raison du fait que les infractions de cette nature pèsent lourdement dans les décisions des magistrats en matière de détention préventive (les infractions sélectionnées dans ces précédentes recherches et celles qui sont ici proposées ne sont toutefois pas rigoureusement identiques, des logiques différentes ayant présidé à leur sélection)[380].
Ces quelques éléments permettent de considérer que le choix d'infractions comportant une atteinte directe à l'intégrité physique dans le cadre de l'établissement d'une liste positive visant à n'autoriser la détention préventive que pour des faits graves revêt une certaine légitimité.

Pour asseoir encore davantage le caractère exceptionnel de la détention préventive et pour tenir compte de la législation actuelle en vigueur, il est proposé par ailleurs de ne retenir parmi les infractions ainsi sélectionnées que celles punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave. C'est ainsi que par exemple, des infractions telles que des coups et blessures « simples » n'ont pas été reprises, n'étant punissables que d'un emprisonnement de huit jours à six mois (article 398 du code pénal).

Le choix d'un tel critère ne rend toutefois pas la sélection des infractions aisée. Dans certains cas de figure, on peut en effet se demander si l'infraction relève bien d'une atteinte directe à l'intégrité physique. Comment faut-il ainsi catégoriser, par exemple, la vente d'animaux engraissés avec des produits illicites qui peut avoir comme conséquence une atteinte à la santé des êtres humains ? Dans ce cas de figure, l'atteinte à l'intégrité physique n'a pas été jugée suffisamment directe pour être prise en considération.

Ayant ainsi ciblé les infractions susceptibles à l'avenir de justifier à elles seules la délivrance d'un mandat d'arrêt, une simulation de l'impact d'un tel choix sur la population pénitentiaire a été réalisée sur base des données extraites du programme « Greffe » (voir partie II pour un

[380] S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *RDPC*, janvier 2004, *op.cit.*, p.98.

développement sur les analyses quantitatives ainsi effectuées). Ont dès lors été sélectionnées dans ce fichier toutes les infractions qui, en plus de répondre aux deux critères mentionnés ci-dessus (atteintes directes à l'intégrité physique punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave), ont justifié la délivrance d'un mandat d'arrêt entre le 1er janvier et le 31 décembre 2003.
Il est à noter que toutes les infractions mentionnées dans le code pénal et les lois particulières et répondant aux deux critères de sélection ne figurent pas dans la liste ainsi créée, certaines d'entre elles n'ayant pas donné lieu à détention préventive en 2003. Il faut également noter que tous les mandats d'arrêt motivés par au moins une infraction reprise dans la liste constituée de manière telle que ci-dessus décrite ont été pris en considération. Certains mandats d'arrêt étant motivés par plus d'une infraction, les infractions sélectionnées peuvent s'y trouver en combinaison avec d'autres infractions, reprises ou non reprises dans la liste.

Parmi les infractions mentionnées dans la liste ainsi établie sur base de celles qui ont justifié la délivrance d'un mandat d'arrêt en 2003 figurent par exemples les attentats à la pudeur, vols avec violences ou menaces, homicides, viols, etc. (voir en annexe du présent rapport de recherche l'énumération exhaustive des infractions concernées).

Le tableau ci-après présente les résultats de l'exercice de simulation, sur base d'une distinction entre les mandats d'arrêt motivés par au moins une infraction portant à l'intégrité physique punissable d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave et les mandats d'arrêt motivés par une infraction n'y portant pas atteinte.

Tableau : Estimation de la part des mandats d'arrêt motivés par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique dans la PJM (durée de détention jusqu'au renvoi) - 2003

Détention préventive	N mandats	% mandats	N jours	PJM	% PJM
Sans atteinte à l'intégrité physique	6.195	59,9%	364.426	998,4	55,7%
Avec atteinte à l'intégrité physique	4.141	40,1%	289.336	792,7	44,3%
Total	10.336	100,0%	653.762	1791,1	100,0%

L'exercice de simulation montre que les mandats d'arrêt délivrés en 2003 sont motivés dans 40,1% des cas par une ou plusieurs infractions portant atteinte à la vie ou à l'intégrité physique. Une liste positive limitée à ces seules infractions aurait dès lors diminué cette année-là le nombre de mandats d'arrêt délivré de plus de la moitié. Il s'agit bien entendu d'une analyse théorique ; on ne peut par exemple pas exclure une modification des pratiques des acteurs de terrain suite à l'adoption d'une liste ainsi constituée (voir supra).

En prenant en compte la durée de la détention préventive, il est possible d'estimer l'impact sur la population journalière moyenne (PJM) des mandats d'arrêt justifiés par une des infractions ainsi sélectionnées. L'analyse réalisée montre qu'en terme de population journalière moyenne, 44,3% de la population journalière moyenne de l'année 2003 imputable à la détention préventive (la durée de cette détention étant calculée jusqu'au règlement de la procédure) était composé d'individus privés préventivement de leur liberté en raison d'un mandat d'arrêt motivé par au moins une des infractions retenues dans la liste. Une liste positive limitée à ces seules infractions aurait donc également diminué de plus de la moitié la population journalière moyenne des détenus préventifs en 2003.

Une mise en garde s'impose néanmoins compte tenu de la méthode utilisée pour le calcul de la durée. Pour l'année 2003, le système « greffe » ne permet en effet de calculer la durée de la détention préventive que jusqu'au règlement de la procédure. Dans la simulation réalisée, il ne peut dès lors être tenu compte du temps s'écoulant entre le règlement de la procédure et le jugement quand un inculpé est détenu préventivement. Or, cette période pourrait venir nuancer les données ici présentées.
Le tableau suivant montre, arrondissement par arrondissement, la part des mandats d'arrêt délivrés en 2003 motivés, soit par une ou plusieurs infractions portant atteinte à l'intégrité physique, soit par une ou plusieurs infractions n'impliquant pas de telles atteintes.

Tableau : Estimation de la part des mandats d'arrêt motivés ou non par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique, arrondissement par arrondissement - 2003

Arrondissements	N mandats	
	% sans atteinte	% avec atteinte
Bruxelles	63,0%	37,0%
Louvain	72,8%	27,2%
Nivelles	30,8%	69,2%
Anvers	56,6%	43,4%
Malines	65,9%	34,1%
Turnhout	66,7%	33,3%
Mons	53,2%	46,8%
Charleroi	48,8%	51,2%
Tournai	49,0%	51,0%
Gand	64,1%	35,9%
Audenaerde	56,1%	43,9%
Termonde	75,4%	24,6%
Bruges	72,3%	27,7%
Courtrai	55,9%	44,1%
Furnes	74,7%	25,3%
Ypres	74,5%	25,5%
Liège	53,9%	46,1%
Huy	56,2%	43,8%
Verviers	45,9%	54,1%
Tongres	65,6%	34,4%
Hasselt	71,3%	28,7%
Arlon	60,7%	39,3%
Marche-en-Famenne	63,2%	36,8%
Neufchâteau	54,4%	45,6%
Namur	51,4%	48,6%
Dinant	40,7%	59,3%
Eupen	68,4%	31,6%
Total	59,9%	40,1%

Ce tableau permet de mettre en évidence les pratiques différentes qui existent d'un arrondissement à l'autre. Alors que la moyenne nationale en 2003 est de 40,1% de mandats d'arrêt motivés par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique, cette moyenne descend sous les 30% dans certains arrondissements (Louvain, Termonde, Bruges, Furnes, Ypres et Hasselt) mais passe au-dessus de la barre des 50% dans d'autres (Nivelles, Charleroi, Tournai, Verviers, Dinant). L'arrondissement judiciaire de Bruxelles se situe

également sous la moyenne avec 37% de mandats d'arrêt motivés par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique.
On constate une différence assez marquée entre les arrondissements situés en Flandres et ceux situés en Wallonie. Ainsi, tous les arrondissements judiciaires flamands partagent une même caractéristique, celle d'avoir délivré en 2003 une majorité de mandats d'arrêt motivés par des infractions ne comportant pas d'atteinte à l'intégrité physique, les pratiques des arrondissements wallons étant plus diversifiées. Ceci signifie que si la liste limitative telle que conçue dans le cadre de l'exercice de simulation avait été appliquée cette année-là, elle aurait eu théoriquement un impact plus grand dans les arrondissements flamands, certains d'entre eux auraient ainsi connu une baisse théorique de plus de 70% du nombre de leurs mandats d'arrêt.
Cette diversité des pratiques entre les arrondissements judiciaires flamands et wallons incite à s'interroger : correspondent-elles à une perception différente de la gravité des infractions poursuivies, s'expliquent-elles par un profil spécifique des personnes arrêtées, sont-elles liées à des pratiques différentes de qualification des faits, etc. ? Dans le cadre de la présente recherche, une réflexion n'a pu être développée en la matière.

D'autres simulations ont été réalisées pour connaître l'impact théorique qu'aurait eu l'application de la liste limitée d'infractions telle que définie précédemment tant sur les mandats d'arrêt délivrés en 2003 que sur la population journalière moyenne de l'année 2003 imputable à la détention préventive (pour rappel, la durée de cette détention étant calculée jusqu'au règlement de la procédure), arrondissement par arrondissement.

Le tableau reproduit ci-dessous montre ainsi que l'impact de la mesure envisagée produirait des effets différenciés assez marqués d'un arrondissement à l'autre. Dans l'hypothèse étudiée, la réduction la plus importante du nombre de mandats d'arrêt se constaterait à Termonde (75,4%) tandis que l'arrondissement judiciaire de Nivelles se caractériserait par le plus faible pourcentage de réduction du nombre de mandats d'arrêt (30,8%). L'arrondissement judiciaire de Bruxelles présenterait une réduction de 63% du nombre de mandats d'arrêt, cette réduction serait plus faible pour les arrondissements d'Anvers (56,6%) et de Liège (53,9%).

Le même tableau permet d'apprécier l'impact de la mesure envisagée en terme de population journalière moyenne imputable à la détention préventive. Les données statistiques mettent également en évidence l'impact différencié qu'il y aurait eu théoriquement en 2003 si cette année-là, la délivrance des mandats d'arrêt n'avait été autorisée que pour des infractions portant atteinte à l'intégrité physique : on aurait ainsi pu avoir une diminution de 77% dans l'arrondissement judiciaire de Furnes mais cette réduction aurait été limitée à 27,1% dans l'arrondissement judiciaire de Dinant. L'arrondissement judiciaire de Bruxelles présenterait une réduction de 58,8% de la population journalière moyenne imputable à la détention préventive, cette réduction étant plus faible pour les arrondissements d'Anvers (54,4%) et de Liège (53,3%).

Le tableau permet enfin de constater que si dans certains arrondissements judiciaires, en terme de population journalière moyenne, la proportion d'infractions sans atteinte à l'intégrité physique est à peu près la même qu'en terme de nombre de mandats d'arrêt délivrés (voir par exemple dans l'arrondissement de Nivelles), des différences importantes sont constatées dans d'autres arrondissements. Par exemple, dans l'arrondissement de Dinant, si pour l'année 2003 la délivrance des mandats d'arrêt n'avait été autorisée que pour des infractions portant atteinte à l'intégrité physique, on aurait théoriquement constaté dans cet arrondissement une

diminution de 40,7% des mandats d'arrêt mais en terme de population journalière moyenne imputable à la détention préventive, cette diminution n'aurait été que de 27,1%. Une explication pouvant être avancée est que les détentions préventives motivées par une infraction ne portant pas atteinte à l'intégrité physique sont dans ces hypothèses de courtes durées.

Tableau : Réduction relative par arrondissement du nombre des mandats d'arrêt et de la PJM* en cas d'application de la DP aux seules infractions avec atteinte à l'intégrité physique - 2003

Arrondissements	% réduction mandats	% réduction PJM
Bruxelles	63,0%	58,8%
Louvain	72,8%	65,8%
Nivelles	30,8%	30,6%
Anvers	56,6%	54,4%
Malines	65,9%	63,4%
Turnhout	66,7%	55,1%
Mons	53,2%	44,3%
Charleroi	48,8%	45,5%
Tournai	49,0%	57,2%
Gand	64,1%	63,8%
Audenaerde	56,1%	44,9%
Termonde	75,4%	76,8%
Bruges	72,3%	72,7%
Courtrai	55,9%	52,7%
Furnes	74,7%	77,0%
Ypres	74,5%	75,5%
Liège	53,9%	53,3%
Huy	56,2%	47,5%
Verviers	45,9%	48,8%
Tongres	65,6%	47,9%
Hasselt	71,3%	71,6%
Arlon	60,7%	44,5%
Marche-en-Famenne	63,2%	50,6%
Neufchâteau	54,4%	59,3%
Namur	51,4%	38,5%
Dinant	40,7%	27,1%
Eupen	68,4%	64,9%
Total	59,9%	55,7%

* calculée sur base de la durée jusqu'au règlement de la procédure

L'analyse arrondissement par arrondissement, telle que proposée ci-dessus, doit toutefois être nuancée en fonction de la répartition tant du nombre de mandats d'arrêt que de la population journalière moyenne imputable à la détention préventive entre tous les arrondissements judiciaires du pays. En effet, trois arrondissements délivrent à eux seuls plus de 50% des mandats d'arrêt : Bruxelles (21,3%), Anvers (19,9%) et Liège (9,8%), les autres arrondissements délivrant chacun moins de 5% du nombre de mandats d'arrêt délivrés pour tout le pays (à l'exception toutefois de l'arrondissement de Charleroi qui délivre 6,3% des

mandats d'arrêt). A eux seuls, ces trois arrondissements ont délivré en 2003 la moitié des mandats d'arrêt motivés par des infractions sans atteinte à l'intégrité physique. L'impact de l'introduction d'une liste telle que conçue pour l'année 2003 y aurait dès lors été important comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau : Part des DP et de la PJM liées aux DP motivées par des infractions sans atteinte à l'intégrité physique, par arrondissement judiciaire - 2003

	Total				Sans atteinte à l'intégrité physique			
Arrondissements	N. mandats	%	PJM	%	N. mandats	%	PJM	%
Bruxelles	2.205	21,3%	410,3	22,9%	1390	22,4%	241,1	24,1%
Anvers	2.058	19,9%	254,2	14,2%	1165	18,8%	138,3	13,9%
Liège	1.012	9,8%	210,5	11,8%	545	8,8%	112,2	11,2%
Autres	5.061	49%	916,1	51,1%	3095	50%	506,8	50,8%
Total	10.336	100%	1.791,1	100%	6195	100%	998,4	100%

2.3.5. Conclusions

La recherche menée sur l'introduction éventuelle d'une liste d'infractions en lieu et place du critère du seuil d'admissibilité inscrit actuellement dans la législation belge relative à la détention préventive conduit à estimer que l'établissement d'une telle liste est de nature à mieux rencontrer l'objectif poursuivi d'une réduction de la détention préventive. La création d'une liste positive est concrètement encouragée, à savoir une liste énumérant de façon exhaustive toutes les infractions qui seules pourraient désormais donner lieu à détention préventive.

La sélection des infractions appelées à figurer dans la liste ainsi conçue ne relève pas d'une décision d'ordre scientifique ; elle requiert une décision politique à la mesure de l'ampleur du caractère exceptionnel que l'on veut assurer à la détention préventive. Pour éclairer ce choix politique, différentes simulations ont été réalisées, dont l'une sur base des infractions comportant une atteinte directe à l'intégrité physique punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave qui, au cours de l'année 2003, ont justifié la délivrance d'un mandat d'arrêt. Le choix de telles infractions se justifie par l'objectif poursuivi, une réduction de la détention préventive, ainsi que par le caractère de gravité déjà reconnu à leur égard dans la législation belge. La liste reprenant toutes les infractions ainsi choisies présente une certaine radicalité de par la sélection importante des infractions qui la compose ; cette radicalité s'impose si on se donne pour objectif de diminuer la détention préventive.

Les infractions retenues dans le cadre de la présente partie doivent donc se comprendre comme constituant une base de discussions ; celle-ci ne vise en effet nullement à occulter les choix politiques qui doivent être posés en terme de sélection des infractions appelées à figurer dans une liste. Les simulations réalisées éclairent les effets auxquels il faut s'attendre, particulièrement en terme d'impact différencié d'un arrondissement judiciaire à l'autre.

3. Overige criteria

In wat hierna volgt, zal onderzocht worden op welke manier een vermindering van het aantal voorlopig gehechten betracht kan worden via een aanpassing van de toepassingscriteria voor de voorlopige hechtenis. Hierbij zal uiteraard rekening gehouden worden met de bedenkingen geformuleerd bij de analyse over de geschiedenis van de wetgeving op de voorlopige hechtenis. De problematiek aangaande de strafdrempel en/of de limitatieve lijsten werd afzonderlijk behandeld in Hoofdstuk 3.2.

Vooraleer effectief in te gaan op de specifieke criteria, zal vooreerst een hiermee nauw verwante materie behandeld worden, met name de motiveringsplicht. Er werd voor gekozen om de motiveringsplicht voorafgaandelijk te behandelen, nu zij een invloed heeft op de daarna te behandelen criteria.

3.1. DE MOTIVERINGSPLICHT

3.1.1. Algemeen

Het paste in de filosofie van de wetgever van 1990 om het bevel tot aanhouding aan een strenge motiveringsplicht te onderwerpen. Hoewel het oorspronkelijke wetsontwerp voorzag in een soepelere motiveringsplicht -op grond van de redenering dat het niet de bedoeling kon zijn om de te nemen beslissingen nutteloos te bemoeilijken, maar dat de motiveringsplicht enkel de effectieve rechtsbescherming van het individu beoogde- werd in de nieuwe wet een strengere motiveringsverplichting ingeschreven dan voorheen. Hiermede trachtte men te voorkomen dat het bevel op stereotiepe en clichématige manier zou worden verleend. Ook vage en algemene formuleringen zijn uit den boze. De verstrenging ten opzichte van de voordien geldende situatie bestond erin de vermelding van de feitelijke omstandigheden van de zaak *en* die welke eigen zijn aan de persoonlijkheid cumulatief op te leggen (art. 16 §5 lid 2 VHW), daar waar het vroeger volstond om één van beide te vermelden.[381]

Bovendien moet de motiveringsplicht vermeld in art. 16 §5 VHW samen gelezen worden met de toepassingsvereisten uit art. 16 §1 VHW.[382] E. KRINGS maakte destijds een onderscheid tussen drie verschillende etappes: zo moesten eerst de gegevens eigen aan de zaak of aan de persoonlijkheid van de verdachte bepaald worden, die gegevens moesten vervolgens ernstige en uitzonderlijke omstandigheden opleveren, welke tot slot de openbare veiligheid in gevaar moesten kunnen brengen.[383] De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis behoudt deze drieledige motivering in grote mate. Nu moet -voor misdrijven strafbaar gesteld met een straf tot en met vijftien jaar opsluiting- aangetoond worden dat er ernstige redenen bestaan om te vrezen voor recidive-, vlucht-, of collusiegevaar; vervolgens moet worden aangetoond dat de openbare veiligheid geraakt wordt en dat een aanhoudingsbevel volstrekt noodzakelijk is; tot slot moet dit alles geïndividualiseerd worden aan de hand van de feitelijke omstandigheden eigen aan de zaak en die welke eigen zijn aan de persoon van de verdachte. Zonder individualisering is het aanhoudingsbevel niet wettelijk gemotiveerd.[384] Voor misdrijven

[381] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 115.
[382] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 495.
[383] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 580.
[384] Cass. 27 oktober 1998, *J.T.* 1999, 91.

strafbaar gesteld met een straf boven de vijftien jaar opsluiting volstaat het dat het volstrekt noodzakelijk is voor de openbare veiligheid dat een aanhoudingsbevel verleend wordt en dat dit geïndividualiseerd wordt aan de hand van de feitelijke omstandigheden eigen aan de zaak en die welke eigen zijn aan de persoon van de verdachte.

Het is echter niet zo dat de onderzoeksrechter ook moet aantonen dat alternatieven niet mogelijk zijn. S. SNACKEN erkent dit, maar betreurt echter dat er geen verplichting bestaat om aan te tonen dat alternatieven in overweging zijn genomen, maar niet doeltreffend bevonden zijn. Volgens de auteur ligt het in de lijn van de doelstelling van de nieuwe wet dat een bevel tot aanhouding enkel kan uitgevaardigd worden indien geen enkel alternatief mogelijk is. Indien inderdaad de logica gevolgd wordt dat alternatieven principieel de prioriteit verkrijgen boven de vrijheidsberoving, impliceert een bevel tot aanhouding *a contrario* dat alternatieven onvoldoende doeltreffend zouden zijn. De auteur relativeert zelf enigszins deze tekortkoming door te wijzen op het feit dat motiveringen op zich niet voldoende zijn om de praktijk te wijzigen en dat de oplegging van zulk een verplichting de taak van de rechter zou verzwaren.[385]

Voor de volledigheid kan nog aangestipt worden dat de aanhouding van rechtswege werd afgeschaft alsook het onderscheid tussen verdachten met of zonder verblijf in België; hier was onder de vroegere wetgeving geen specifieke motivering vereist.[386]

3.1.2. Een strenge motivering: een slag in het water?

Bij de keuze om via een strenge motiveringsplicht het aantal voorlopig gehechten terug te dringen, dienen toch een aantal vraagtekens geplaatst te worden.
Uit de geschiedenis van de wetgeving op de voorlopige hechtenis blijkt dat het effectief afdwingen van een precieze motivering niet evident is: *"[...] c'est l'abus maintes fois dénoncé des 'circonstances graves et exceptionnelles' que l'on voit 'en tout et à tout propos': l'usage de formules générales vide cette garantie de tout contenu et de tout portée réelle."*[387]
De praktijk leert dat de motivering van de aanhoudingsmandaten veelal summier blijft, ondanks de wettelijke bepalingen. *"De onderzoeksrechter motiveert het meest de beslissing van voorlopige hechtenis in vergelijking met de andere instanties die tussenkomen bij de voorlopige hechtenis. Maar op zich beschouwd, blijft de motivering van de onderzoeksrechters eerder summier waarbij dan nog vaak gestandaardiseerde bewoordingen gebruikt worden."*[388] Een preciese motivering afdwingen via wet lijkt niet evident: de wetgever kan zich immers moeilijk uitputten in het uitleggen van wat een preciese motivering juist inhoudt. Veelal zal men niet veel meer kunnen doen dan uitdrukkelijk te stipuleren welke elementen er in het bevel tot aanhouding of in de beslissing tot handhaving vermeld moeten worden.
Er moet inderdaad rekening gehouden worden met de grenzen van de motiveringsplicht. *"Rendre la délivrance du mandat plus malaisée procède d'une excellente intention. C'est ce méprendre sur les capacités littéraires des juges d'instruction. Il n'est guère difficile de*

[385] S. SNACKEN, "La liberté zous conditions" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Brussel Larcier, 1992, 158.
[386] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 91.
[387] B. DEJEMEPPE en F. TULKENS, "L'esprit de justice, histoire et actualité de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 21.
[388] S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 52.

trouver de quoi fouetter un chat, c'est empêcher de le faire qui est l'objectif à atteindre. Si l'un ou l'autre juge d'instruction n'est pas capable au départ de rédiger les motifs du genre nouveau modèle, un de ses collègues plus averti, ou un inspirateur émanant du parquet soulèverait sans peine cette difficulté.”[389] Hierbij moet rekening gehouden worden met de wijze waarop in de praktijk een beslissing van de onderzoeksrechter tot stand komt: *“Hij heeft immers eerst een idee van zijn beslissing en zoekt dan naar een juridische argumentatie.”*[390]
Enige nuancering is hier evenwel aan de orde: er zijn uiteraard grenzen aan het “creatief motiveren”. Indien de toepassingsvereisten het absoluut niet toelaten, zal een aanhouding niet mogelijk zijn, ook niet via een creatieve motivering.
Het voorgaande is uiteraard nauw verbonden met de vroeger gemaakte bedenking aangaande de ruim interpreteerbare begrippen: het is omdat de begrippen vatbaar zijn voor interpretatie, dat de impact van de motiveringsplicht als vereiste aan armslag verliest. Of nog: *“C’est que la loi laisse aux juges l’appréciation des circonstances dans lesquelles l’arrestation doit être ordonnée et les juges sont hommes et participent aux faiblesses de l’humanité.”*[391]

Met de hierboven geformuleerde bedenkingen dient rekening gehouden te worden wanneer ingeschat wordt in welke mate de motiveringsplicht een invloed kan hebben op het aantal aanhoudingsmandaten en op de handhaving van de voorlopige hechtenis. Het lijkt aangewezen de motiveringsplicht op zich niet te verzwaren, zonder dat hier een effectieve bijkomende rechtsbescherming van het individu uit voortvloeit. Het louter opleggen van een zware motivingsplicht leidt immers enkel tot frustraties.
Bovendien moet rekening gehouden worden met het feit dat de motiveringsplicht nooit een op zichzelf staand middel kan vormen. Een motivering is slechts een veruitwendiging, een explicitering van de motieven die de grondslag vormen voor een bepaalde beslissing. Het verminderen van aantal aanhoudingsmandaten en/of van het aantal handhavingen van de voorlopige hechtenis via een strenge motivering zal bijgevolg slechts mogelijk zijn indien de onderliggende criteria dit toelaten. Zolang deze criteria eerder vaag en multi-interpreteerbaar blijven, kan van de motiveringsplicht niet veel impact verwacht worden in de praktijk en zal een verdere verstrenging van de motiveringsplicht waarschijnlijk weinig effect hebben, behoudens dan een verdere verhoging van de werklast van de onderzoeksrechters en de onderzoeksgerechten.
Concluderend kan gesteld worden dat van de motiveringsplicht op zich geen grote impact verwacht kan worden op de praktijk van de voorlopige hechtenis. Wel kan vermeld worden dat het aanbeveling verdient om rekening te houden met de bedenking aangaande het formuleren van de prioriteit van de VOV, met name dat gemotiveerd moet worden waarom alternatieven geen voldoende waarborg bieden voor de openbare veiligheid. Hoewel niet kan verwacht worden dat deze punctuele ingreep een grote impact zal hebben op het aantal voorlopig gehechten, lijkt deze wel de cohorentie en de logica van de wet ten goede te komen.

3.1.3. Misdrijfkenmerken versus daderkenmerken

Aansluitend bij voorgaande bedenking over de geringe impact van een verstrenging van de motiveringsplicht op het aantal voorlopige hechtenissen, kan hier stilgestaan worden bij het

[389] J. VANDERVEEREN, “La détention est l'exception”, *J.T.* 1970, 95.
[390] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 78.
[391] N. SLOSSE, “Instruction criminelle. Coup d’œil sur l’histoire de la détention préventive”, *Belg. Jud.* 1863, 911.

onderscheid tussen de misdrijfkenmerken en de daderkenmerken in de motivering van het bevel tot aanhouding.

In een eerste kwantitatief onderzoek uitgevoerd aan de VUB en het NICC, werd vastgesteld dat de motivering voor een voorlopige hechtenis bijna steeds de "ernst van de feiten" en het "recidivegevaar" betrof.[392]

De resultaten van een participerende observatie tijdens een tweede kwalitatief onderzoek[393] bevestigden en verklaarden de vaststellingen van het kwantitatief onderzoek, maar nuanceerden ook een aantal vaststellingen, met name deze betreffende de elementen van de dossiers. Mogelijks speelt hier het feit dat een onderscheid gemaakt moet worden tussen enerzijds de expliciete en anderzijds de impliciete motivering: onderliggende motieven staan mogelijks niet altijd expliciet vermeld in het aanhoudingsmandaat.
Zo werden verschillende houdingen vastgesteld ten aanzien van verdachten van vreemde nationaliteit die illegaal in België verblijven: voor sommige onderzoeksrechters rechtvaardigt deze omstandigheid een voorlopige hechtenis wegens het recidivegevaar; andere weigeren gebruik te maken van de voorlopige hechtenis als "alternatief" voor een falen in het beleid van de Dienst Vreemdelingenzaken. Het ontbreken van een vaste verblijfplaats zal evenwel de balans vaak doen doorslaan in de richting van een voorlopige hechtenis, dit gelet op het mogelijke vluchtgevaar. De beslissing ten aanzien van vreemdelingen is dikwijls het resultaat van een cumulatie van objectieve (verblijfplaats) en subjectieve elementen. Uit het kwalitatief onderzoek bleek tevens duidelijk het belang van de sociale situatie van de verdachte, *"waarin vooral het niet hebben van werk als een criminogene factor gezien wordt, die een voorlopige hechtenis noodzaakt om recidive te voorkomen of om het risico tot onttrekking aan de justitie tegen te gaan. [...] Omgekeerd duwt het hebben van vast werk de beslissing in de richting van een invrijheidstelling, al dan niet onder voorwaarden. Ook de aanwezigheid van familiale banden wordt gezien als een element van 'sociale stabiliteit', de afwezigheid van zowel werk als familie versterkt het stereotype van 'risico' en leidt tot vrijheidsberoving. [...] Bij deze kenmerken van de verdachte zelf zien we dat een beslissing tot voorlopige hechtenis voornamelijk gestoeld is op het gebruik van deze vrijheidsberoving als beveiligingsmaatregel tegen (potentiële) recidive, eerder dan als instrument om de strafprocedure te verzekeren. Deze vaststellingen moeten evenwel genuanceerd worden wanneer ook de aard van de gepleegde delicten in ogenschouw genomen wordt. [...] in geval van geweldsdelicten [blijkt de] voorlopige hechtenis de regel. Hier wordt de openbare veiligheid als absoluut criterium naar voren gebracht, andere elementen van het dossier of van de verdachte worden veel minder belangrijk [...]"*[394]
Het moge duidelijk zijn dat daderkenmerken een factor van belang zijn op het ogenblik dat geoordeeld wordt over voorlopige vrijheid, vrijheid onder voorwaarden of bevel tot aanhouding.

[392] S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 171 ev.
[393] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 244p.
[394] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 225 ev.

Voorgaande bevestigt tevens de hierboven gemaakte bedenkingen over de motiveringsplicht. Hoewel uit het kwalitatief onderzoek duidelijk bleek dat daderkenmerken een belangrijke rol spelen bij de beslissing over de al dan niet aanhouding, kwamen deze gegevens als dusdanig niet uitdrukkelijk terug in het bevel tot aanhouding zelf. Mogelijks speelt hier het gegeven dat de "echte" grondslag voor de voorlopige hechtenis niet altijd de weg vindt naar het bevel tot aanhouding zelf. Men kan denken aan de situatie waarin de verdachte wordt aangehouden omwille van diens precaire sociale situatie: vaak zal het bevel tot aanhouding zich beperken tot de melding dat er recidivegevaar weerhouden wordt.
Ook met deze vormen van impliciete motivering zal rekening gehouden moeten worden bij de zoektocht naar middelen om via de toepassingscriteria het aantal voorlopige hechtenissen terug te dringen.

3.2. De volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid

Op de algemene vereiste "volstrekt noodzakelijk voor de openbare veiligheid" werd hierboven (Hoofdstuk 1, 2.3.) reeds uitvoerig ingegaan, zodat hier volstaan kan worden met het besluit dat de praktijk de taalkundige nuances tussen "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die het openbaar belang raken", "ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die de openbare veiligheid raken" en "slechts in geval van volstrekte noodzaak voor de openbare veiligheid" schijnbaar niet lijkt te maken en dat een verdere verfijning van de gekozen terminologie niet lijkt te zullen resulteren in een vermindering van het aantal voorlopig gehechten.

Zoals gezegd, geldt huidige bedenking wellicht niet uitsluitend voor de verwoording van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis, maar ze kan uitgebreid worden naar andere aspecten van de voorlopige hechtenis. Zo kan aangenomen worden dat een restrictievere omschrijving of een verdere detaillering van andere begrippen, maar toch een ruime interpretatiemogelijkheid openlaten, wellicht evenmin zal leiden tot een effectieve vermindering van de toepassing van de voorlopige hechtenis.

Bovendien, en vooral, lijkt het criterium van de openbare veiligheid een goed en werkbaar criterium. Er wordt aangegeven *"dat het moeilijk is om aan het criterium van de openbare veiligheid te tornen omdat dit uiteindelijk de basisreden is om iemand in voorlopige hechtenis te plaatsen."*[395]

Omwille van de positieve evaluatie van het criterium op zich en omwille van de geringe impact die van een verdere verfijning van dit criterium kan verwacht worden, wordt voorgesteld dit criterium onveranderd in de wet te behouden.

3.3. De drempel van 15 jaar opsluiting

Indien het maximum van de wettelijk voorziene straf vijftien jaar opsluiting niet te boven gaat, zijn er limitatieve gronden voorzien waarop het bevel tot aanhouding kan steunen. Deze zijn voorhanden indien er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen (recidivegevaar), zich aan het

[395] S. Snacken en A. Raes, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 77.

optreden van het gerecht zou onttrekken (vluchtgevaar), bewijzen zou pogen te laten verdwijnen of zich zou verstaan met derden (collusiegevaar). Het Hof van Cassatie heeft duidelijk gesteld dat de voorwaarden niet cumulatief zijn.[396]
Indien het maximum van de wettelijk voorziene straf vijftien jaar opsluiting wel te boven gaat, is er een versoepeling ten aanzien van de gronden tot verlening van het bevel tot aanhouding.[397] Deze versoepeling kan als een compromis gezien worden tussen enerzijds de limitatieve opsomming zojuist vermeld en anderzijds de afschaffing van het verplicht aanhoudingsbevel. Zodoende werd het fel betwiste aanhoudingsbevel van rechtswege weggelaten uit de nieuwe wet, maar werd de verantwoording van het bevel tot aanhouding ingeval van zware misdadigheid, waarvan het sociale bewustzijn niet aanvaardt dat zij ongemoeid blijft, versoepeld.[398] Uiteraard kunnen voormelde gronden nog wel ter verantwoording ingeroepen worden, maar daarnaast kan bijvoorbeeld ook verwezen worden naar de zwaarwichtigheid van de feiten en de daaruit voortvloeiende maatschappelijke beroering, die een bedreiging uitmaakt voor de openbare veiligheid, of naar de openbare rust en het sociaal bewustzijn.[399]

Hierboven werd reeds gewezen op het opvallend gegeven dat tijdens de parlementaire voorbereiding gewezen werd op de nadelen van een te abstracte formulering van de criteria en dat de wetgever zich dient in te spannen om zelf de werkelijke redenen te bepalen die het verlenen van een bevel tot aanhouding kunnen verantwoorden.[400] De vraag rijst in welke mate de invoering van de bijkomende criteria recidive-, vlucht- en collusiegevaar aan voornoemd euvel heeft verholpen. In wat hierna volgt, zal specifiek ingegaan worden op de criteria recidive-, vlucht- en collusiegevaar.

3.4. RECIDIVEGEVAAR

3.4.1. Evaluatie van het criterium

Indien er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de verdachte, mocht hij in vrijheid blijven of gesteld worden, nieuwe feiten zou plegen, kan hij om deze reden van zijn vrijheid beroofd worden. Deze bepaling is op zijn minst gezegd niet evident. Twee elementen dienen onderscheiden te worden:

1) er wordt “vastgesteld” dat de verdachte een misdrijf gepleegd zou hebben;
2) er wordt “voorspeld” dat de verdachte nieuwe feiten zal plegen.

1) Dit aspect hangt nauw samen met de problematiek aangaande het vermoeden van onschuld en de ernstige aanwijzingen van schuld. Zoals hoger reeds uiteengezet, heeft het Hof van Cassatie dienaangaande herhaaldelijk geoordeeld dat de vereiste van “ernstige aanwijzingen

[396] Cass. 12 februari 1997, *J.T.* 1997, 530; Cass. 11 september 1996, *Arr. Cass.* 1996, nr. 305; Cass. 15 maart 1995, *Pas*. 1995, 316.
[397] Bij dit onderscheid kunnen de nodige bedenkingen gemaakt worden: “[…] waarom moet namelijk een onderscheid worden gemaakt tussen misdaden en wanbedrijven naar gelang van de ernst van het misdrijf? Is het vermoeden van onschuld soms minder groot wanneer de misdaad zwaarder is?”, E. KRINGS, “Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis”, *R.W.* 1984-85, 566. Bovendien werd er vaak op gewezen dat de ernst van de feiten op zich geen voldoende grond is voor het verlenen van het bevel tot aanhouding.
[398] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, “Bevel tot aanhouding” in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 109.
[399] Cass. 13 maart 1991, *Arr. Cass.* 1990-91, nr. 364.
[400] Memorie van Toelichting, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/1, 6.

van schuld" geen inbreuk maakt op het vermoeden van onschuld.[401] Eveneens werd gewezen op de feitelijke omstandigheid dat -niettegenstaande de juridische correctheid van deze redenering- aandacht geschonken moet worden aan de praktijk: minstens kan gesteld worden dat de grond "recidivegevaar" schijnt te indiceren dat het feit inderdaad door de verdachte werd gepleegd. Er kan dan ook niet anders dan vastgesteld worden dat er een spanning bestaat tussen het vermoeden van onschuld en het weerhouden van het criterium recidivegevaar.
2) Het tweede aspect is zo mogelijk nog problematischer. De onderzoeksrechter en de onderzoeksgerechten moeten hier een afweging maken over de toekomst. Niet alleen wordt gesteld dat er ernstige aanwijzingen zijn dat de verdachte bepaalde feiten heeft gepleegd, er wordt bovendien geoordeeld dat, mocht de verdachte in vrijheid worden gelaten of gesteld, hij opnieuw feiten zou plegen. In het kader van de voorlopige hechtenis dienen onderzoeksrechter en onderzoeksgerechten bijgevolg een oordeel te vellen over de toekomst op basis van feiten die nog niet bewezen verklaard zijn.

Daarnaast is het zo dat recidivegevaar een zeer rekbaar begrip is, dat theoretisch gezien bijna in elk geval kan weerhouden worden aangezien iedereen in principe inderdaad kan hervallen. *"Het is het meest vage criterium, het kan te pas en te onpas worden gebruikt, het is eigenlijk een 'mes dat langs vele kanten snijdt' ".*[402] In die zin is dit criterium op zich inderdaad niet voldoende afgelijnd en houdt het het gevaar in zich om oneigenlijk gebruik van de voorlopige hechtenis mogelijk te maken. Aangezien hier altijd een afweging gemaakt zal moeten worden over een per definitie onbekende toekomst, zal men nooit met 100 procent zekerheid kunnen stellen of recidivegevaar weerhouden kan worden of niet.

Concluderend kan gesteld worden dat het criterium recidivegevaar vanuit theoretisch standpunt steeds betwistbaar zal blijven gelet op haar problematische verhouding met het vermoeden van onschuld en omwille van het feit dat dit begrip altijd een afweging over de toekomst inhoudt en het in die zin nooit mogelijk zal zijn om met 100 procent zekerheid een beslissing te nemen.

3.4.2. Het behoud van het criterium recidivegevaar

Bij voorgaande mag echter niet voorbij gegaan worden aan de doelstelling van de voorlopige hechtenis, met name de bescherming van de maatschappij door het mogelijk maken van een onmiddellijke reactie en het preventief optreden tegen ernstige criminaliteit. Uit onderzoek[403] bleek overigens dat de onderzoeksrechters zelf vooral bevreesd zijn dat het recidivegevaar als criterium uit de wetgeving zou verdwijnen: *"Ze wijzen erop dat het inderdaad een veelgebruikt criterium is, maar dat een ander criterium niet altijd voorhanden is, het is het meest voorkomende probleem en soms heeft de onderzoeksrechter niets anders om op terug te vallen. Dus als dit criterium uit de wetgeving zou verdwijnen, dan moet volgens een onderzoeksrechter een ander criterium in de plaats worden gesteld, of kan evengoed de voorlopige hechtenis worden afgeschaft."* En verder: *"Het is de taak van de onderzoeksrechter om te waken over de openbare veiligheid en het criterium recidivegevaar is daarbij essentieel."* Het lijkt inderdaad onontbeerlijk om in het strafrecht een maatregel te

[401] Cass. 11 september 1996, *Arr. Cass*. 1996, 737; Cass. 13 maart 1991, *Arr.Cass*. 1990-91, 729.
[402] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 78.
[403] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 77.

voorzien die een onmiddellijke en preventieve actie mogelijk maakt, dit ter bescherming van de maatschappij.

Vervolgens moet tevens rekening gehouden worden met de bedenkingen geformuleerd over de motiveringsplicht. Het valt immers ten sterkste te betwijfelen of een afschaffing van deze motiveringsgrond in de praktijk enig effect zal sorteren: het te behouden criterium "openbare veiligheid" biedt alleszins de mogelijkheid om het recidivegevaar onrechtstreeks via deze weg te behouden als criterium. *"De onderzoeksrechter zal trouwens overeenkomstig een geïnterviewde sowieso een beroep doen op een ander criterium indien het recidivegevaar zou wegvallen. Hij heeft immers eerst een idee van zijn beslissing en zoekt dan naar een juridische argumentatie."*[404] De echte garantie voor de correcte toepassing van het criterium recidivegevaar moet in de eerste plaats gevonden worden in de zelfdiscipline die de onderzoeksrechters en de onderzoeksgerechten zichzelf noodzakelijkerwijze moeten opleggen.

Concluderend kan gesteld worden dat het recidivegevaar als criterium dient behouden te worden: het recidivegevaar lijkt cruciaal opdat de voorlopige hechtenis haar doel zou kunnen bereiken en bovendien zou een afschaffing van het criterium waarschijnlijk weinig effect hebben op de praktijk.

3.4.3. Verdere analyse van het criterium

Uit de praktijk blijkt dat in 86% van de gevallen het recidivegevaar wordt ingeroepen als grond voor de voorlopige hechtenis.[405] Het lijkt dan ook meer dan aangewezen om na te gaan in welke mate dit criterium verder verfijnd en geobjectiveerd zou kunnen worden, zij het met in het achterhoofd het besef dat een volledige objectivering nooit bereikt kan worden. Tevens zal rekening gehouden worden met de flexibele manier waarop een aanhoudingsmandaat kan gemotiveerd worden. Een zo duidelijk, strikt en bindend mogelijke afbakening is dan ook cruciaal opdat enig effect op de praktijk verwacht kan worden.

Er kan voorgesteld worden dat het bevel tot aanhouding meer specifieke informatie moet bevatten aangaande de elementen die ertoe leiden een gevaar voor recidive in hoofde van de verdachte te weerhouden. Verschillende factoren kunnen immers indicatoren zijn voor recidive.

Zo is het gerechtelijk verleden van de verdachte een element dat in overweging kan genomen worden bij de beoordeling van het recidivegevaar. Informatie hieromtrent kan op zich redelijk gemakkelijk bijgevoegd worden. Uiteraard kan zulks in de eerste plaats gebeuren op basis van een afschrift van het gerechtelijk verleden, doch ook de verklaring van de verdachte zelf of materiële stukken waaruit blijkt dat hij gekend is voor andere feiten kunnen dienstig zijn. Wat dit laatste betreft zal er over gewaakt moeten worden het vermoeden van onschuld ten aanzien van die feiten niet te schenden: het is inderdaad problematisch iemand aan te houden op grond van recidive op basis van feiten die betwist worden en waarvoor nog geen definitieve veroordeling werd uitgesproken. In het algemeen mag het hebben van een gerechtelijk verleden - zoals overigens nu eveneens het geval is - niet automatisch leiden tot de vrees dat

[404] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 77.
[405] S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 93.

de verdachte opnieuw feiten zou plegen: de redenering *"Celui qui a bu, boira"* is hier niet aan de orde.[406] *"Tout automatisme dérivant de l'existance d'antécédents est à éviter. La situation doit être appréciée également eu égard aux circonstances actuelles des faits et celles liées à la personnalité de l'inculpé (art. 16, §5)."*[407]

Vervolgens kunnen kenmerken van de verdachte zelf een rol spelen. Zoals hoger reeds aangehaald, is het klaarblijkelijk zo dat een belangrijk gedeelte van de verdachten uit de eerder lagere sociale klassen van de bevolking komen. *"Bepaalde mensen vallen nu eenmaal buiten het sociale vangnet en een deel van hen vervalt blijkbaar noodgedwongen in de criminaliteit […]"*[408] Ook hoger werd reeds gewezen op het belang van de sociale situatie van de verdachte aangaande het recidivegevaar.[409] Dit gegeven is op zich problematisch, nu zij het gevaar voor klassenjustitie inhoudt. Voorzichtigheid is dus alleszins geboden: het kan niet zo zijn dat een persoon anders behandeld wordt louter omwille van zijn sociale en financiële situatie. Het lijkt dan ook aangewezen deze omstandigheid uitdrukkelijk op te nemen in het bevel tot aanhouding, zodat minstens duidelijk is welke de grond voor de aanhouding is. Zodoende ligt de bal eerder in het kamp van de verdachte: zodra deze kan aantonen of aannemelijk maken dat hij bij een invrijheidstelling voldoende sociaal omkaderd is, vervalt deze grond voor de voorlopige hechtenis.
In dit verband rijst wel de vraag in welke mate de voorlopige hechtenis de meest adequate justitiële reactie is, ook vanuit het standpunt van de bescherming van de maatschappij (Hoofdstuk 1, 5.1.2.). De kans dat de sociale omkadering en de financiële situatie van de verdachte verbeterd is na een voorlopige hechtenis is zo goed als onbestaande. Hier kan weerom verwezen worden naar de relatie tussen armoede en detentie.
Indien recidive weerhouden wordt omwille van de precaire situatie van de verdachte, lijkt het aangewezen een rol weg te leggen voor de VOV: op deze manier kan gezocht worden naar een neutralisering van het ingeroepen recidivegevaar.

Tenslotte kunnen ook kenmerken van het misdrijf zelf een rol spelen bij de appreciatie van het recidivegevaar. Gedacht kan worden aan die vormen van criminaliteit waardoor uit de aard zelf van de feiten kan gevreesd worden dat opnieuw feiten gepleegd worden. Uiteraard dient voorgaande gepreciseerd te worden aan de hand van de concrete omstandigheden van de zaak: geen enkel misdrijf houdt per definitie het gevaar van recidive in zich. Gedacht kan worden aan herhaalde zedenfeiten, aan het feit dat het misdrijf grote vermogensvoordelen genereerde, aan de hoeveelheid van feiten (bijvoorbeeld een reeks diefstallen), drugsfeiten, etc. Het weze nogmaals benadrukt dat uitdrukkelijk bepaald moet worden om welke reden *in concreto* gevreesd kan worden dat de feiten opnieuw gepleegd zouden kunnen worden.
Het feit dat het recidivegevaar een belangrijk aandeel inneemt als grond tot aanhouding, is bovendien zorgwekkend wat drugsfeiten betreft. Het is immers inherent aan de verslavingsproblematiek dat de kans op hervallen heel reëel is. In vele gevallen wordt geopteerd voor een voorlopige hechtenis juist omdat de kans op herhaling hoog wordt ingeschat. Hierbij dient opgemerkt te worden dat het opsluiten van de verdachte inderdaad wel voor gevolg heeft dat hij tijdelijk geneutraliseerd wordt, maar de problematiek van de verslaving verdwijnt hierdoor niet. Men kan het nut van een voorlopige hechtenis dan ook

---

[406] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 496.
[407] D. VANDERMEERSCH, "Le mandat d'arrêt" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 114.
[408] S. SNACKEN en A. RAES, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 77.
[409] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, C. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 225.

sterk in twijfel trekken; het louter opsluiten van een drugsverslaafde kan uiterst problematisch genoemd worden. Wat de beheersing van de voorlopige hechtenis betreft, moet gewezen worden op het belangrijk aandeel dat drugsverslaafden innemen binnen beklaagdenpopulatie.[410] Ook hier zal nagegaan moeten worden of een VOV niet eerder aangewezen is.

Hierboven werd getracht het begrip verder te verfijnen, zodat in het aanhoudingsmandaat duidelijker afgelijnd kan worden om welke reden recidivegevaar in een bepaald dossier weerhouden wordt. Om die reden kan voorgesteld worden om bij aanname van het criterium recidivegevaar, verder te expliciteren waarin dit recidivegevaar bestaat, met name op basis van het gerechtelijk verleden, op basis van kenmerken van de verdachte of op basis van kenmerken van het misdrijf. Op deze manier kan preciezer gereageerd worden op de grond die geleid heeft tot de aanhouding en kan doelgerichter naar oplossingen gezocht worden om dit gevaar te neutraliseren, desgevallend via de oplegging van een VOV.

3.4.4. Andere denkpistes

Buiten de wetgeving op de voorlopige hechtenis om, zou een vermindering van het gebruik van de voorlopige hechtenis als maatregel die een onmiddellijke en preventieve actie mogelijk maakt, verwacht kunnen worden indien de wetgever andere "snelle" reactiemogelijkheden voorziet op een vastgesteld misdrijf. In het kader van huidig onderzoek kan echter niet verder ingegaan worden op deze denkpiste.
Teneinde het gebruik van het criterium recidivegevaar te stroomlijnen, zou aanbevolen kunnen worden dat het openbaar ministerie richtlijnen in die zin opstelt dewelke landelijk toegepast worden. Anderzijds lijkt het niet aangewezen om zulks in de wetgeving zelf op te nemen zodat dit evenmin in huidig onderzoek kadert.[411]

3.5. VLUCHTGEVAAR

3.5.1. Algemeen

Het vluchtgevaar als grond voor de voorlopige hechtenis is nauw verbonden met de gedachte dat de dader van een misdrijf gestraft moet worden: het is de taak van de overheid om daders van misdrijven op te sporen en te straffen.
De vervanging van het begrip "openbaar belang" door het begrip "openbare veiligheid", had ook invloed op de materie van het vluchtgevaar. *"De substitutie van het begrip 'openbare veiligheid' voor het begrip 'openbaar belang is van zeer groot gewicht. […] Volgens de jurisprudentie en de rechtsleer omvat het begrip 'openbaar belang' eveneens de vereisten van de bestraffing, een begrip dat volkomen vreemd is aan dat van de openbare veiligheid."*[412] *"[Het] motief van het ontsnappingsgevaar was in feite nauw verbonden met de overweging dat de bestraffing van misdaden en wanbedrijven het openbaar belang raakt en dat derhalve het motief op zichzelf al volstond om de voorlopige hechtenis te verantwoorden. Thans echter*

[410] S. SNACKEN, A. RAES, K. DE BUCK, K. D'HAENENS en P. VERHAEGHE, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1996-1997, 13; S. DELTENRE en E. MAES, "Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis", *Panopticon* 2002, 201.
[411] Zie ook: Hoofdstuk 2, 5.1.6 en Hoofdstuk 3, 2.3.1.
[412] F. DUMON, "De rechterlijke macht, onbekend en miskend", *R.W.* 1981-82, 654.

levert het openbaar belang geen grond voor het bevel tot aanhouding noch voor de handhaving van de hechtenis op. Alleen de bedreiging van de openbare veiligheid mag in aanmerking genomen worden. Het ontsnappingsgevaar moet dus gepaard gaan met andere omstandigheden om de hechtenis te kunnen verantwoorden." en *"Het belang van de bestraffing is geen genoegzame rechtvaardiging van het bevel tot aanhouding of van de handhaving van de hechtenis."*[413] Louter vluchtgevaar raakt inderdaad het openbaar belang, maar niet automatisch de openbare veiligheid. Dienaangaande oordeelde het Hof van Cassatie dat het feit dat de verdachte, zo hij in vrijheid werd gelaten, zich aan de strafvervolging zou onttrekken, een omstandigheid *kan* uitmaken die de openbare veiligheid raakt.[414]

Vervolgens heeft de "aanwezigheid" van de verdachte zijn belang voor het goede verloop van de rechtsprocedure. De huidige wet bepaalt dat een bevel tot aanhouding kan uitgevaardigd worden indien te vrezen valt dat de verdachte zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken. Ook art. 5.1.c) van het EVRM voorziet het vluchtgevaar als grond voor vrijheidsberoving.

Met de wet van 20 juli 1990 werd het onderscheid tussen verdachten met of zonder een vaste verblijfplaats in België afgeschaft: de enkele vaststelling dat de verdachte geen vaste verblijfplaats heeft in België volstaat niet meer om het aanhoudingsmandaat te rechtvaardigen. Nochtans: *"Cela n'empêche évidemment pas le juge de retenir cette circonstance comme élément lié à la personnalité de l'inculpé dans la motivation de son mandat (éventuellement pour justifier la crainte de fuite ou de récidive)"*[415]

3.5.2. Bespreking van het criterium

Het criterium van het vluchtgevaar raakt theoretisch beide doelstellingen van de voorlopige hechtenis. Enerzijds kan worden voorkomen dat de verdachte zijn straf zal ontlopen en dat iemand zonder vaste verblijfplaats nieuwe feiten zou plegen. Anderzijds kan men via dit criterium het goede verloop van het gerechtelijk onderzoek garanderen.

Hierbij kan de bedenking gemaakt worden dat de criteria recidivegevaar en collusiegevaar in feite in vele gevallen het inroepen van het vluchtgevaar overbodig maken, zodat in feite uitsluitend het bestraffingsaspect overblijft als eigenlijke grond. Hierboven werd reeds gewezen op het feit dat de loutere bestraffing op zich geen voldoende grond is, doch dat moet aangetoond worden op welke manier de openbare veiligheid tevens in het gedrang komt.

Een bijzondere aandacht dient echter verleend te worden aan de situatie van de verdachte die geen recht op verblijf heeft in België. Wat te doen met een verdachte die illegaal in het Rijk verblijft? Indien de voorlopige hechtenis opgeheven wordt, is de kans inderdaad zeer reëel dat het proces bij verstek zal gevoerd moeten worden. Er moet over gewaakt worden dat geen verkeerd signaal gegeven wordt: het kan niet zo zijn dat mensen *de facto* straffeloos misdrijven plegen. Anderzijds moet de bedenking gemaakt worden dat de voorlopige hechtenis niet oneigenlijk gebruikt mag worden als vangnet op het ogenblik dat het vreemdelingenbeleid zou falen. In deze situatie komt het strafkarakter van de voorlopige

[413] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 581 en 600.
[414] Cass. 14 januari 1975, Arr. Cass. 1975, 532.
[415] D. VANDERMEERSCH, "Le mandat d'arrêt" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 114.

hechtenis nog meer naar boven: de voorlopige hechtenis zal *de facto* de straf uitmaken die de verdachte voor de feiten zal dienen te ondergaan. Dit laatste geldt des te meer in die gevallen waarin de verdachte voor slechts zeer geringe feiten onder aanhoudingsmandaat geplaatst wordt en de enige grond voor de voorlopige hechtenis gevonden moet worden in het feit dat een opheffing van het aanhoudingsmandaat zou leiden tot straffeloosheid van de verdachte.

Ondanks de terechte bedenkingen hierboven geformuleerd, kan niet anders dan vastgesteld worden dat het vluchtgevaar als criterium voor de voorlopige hechtenis legitiem is. Hierbij mag niet vergeten worden dat de huidige regelgeving voorziet in de mogelijke afhandeling van een strafproces buiten de aanwezigheid van de verdachte om, met name de verstekprocedure. De huidige wetgeving kent dus een mogelijkheid om een illegale verdachte te berechten zonder dat hij hiervoor in voorlopige hechtenis moet verblijven. De vraag of illegalen absoluut aanwezig dienen te blijven voor het gerechtelijk onderzoek en het strafproces zelf, dan wel uitgewezen moeten worden en bij verstek berecht moeten worden, is er één die niet uitsluitend via juridische weg beantwoord kan worden.

3.6. COLLUSIEGEVAAR

Het collusiegevaar is uiteraard het criterium dat het dichtst aansluit bij de doelstelling van de voorlopige hechtenis om het goede verloop van het gerechtelijk onderzoek te garanderen. Dit criterium mag echter niet te ruim geïnterpreteerd worden: het gevaar dat de verdachte "zou pogen bewijzen te laten verdwijnen" of "zich zou verstaan met derden" is restrictiever dan de notie "noodwendigheden van het onderzoek", waarvan uitdrukkelijk werd gesteld dat dit niet volstaat ter verantwoording van een bevel tot aanhouding.[416] Deze algemene formulering zou immers ten onrechte kunnen doen geloven dat het comfort van de onderzoekende magistraat een voorlopige hechtenis zou kunnen wettigen.[417] Ook de loutere overweging dat het onderzoek gehinderd of belemmerd zou kunnen worden, is geen naar recht voldoende motivering van het bestaan van omstandigheden die de openbare veiligheid raken.[418]

Ook hier weer geldt de bedenking dat dit criterium ruim interpreteerbaar is: *"Il n'en reste pas moins qu'en dehors de l'hypothèse où tous les éléments de preuve auraient été réunis avant la comparution devant le juge (par exemple, en cas de flagrant délit ou d'aveux complets), le risque de disparition des preuves peut apparaître comme une motivation passe-partout."*[419] Ondanks deze bedenking valt niet in te zien op welke wijze een aanpassing van het begrip kan leiden tot een vermindering van het aantal voorlopig gehechten. Het garanderen van het behoorlijk verloop van het gerechtelijk onderzoek lijkt op zich inderdaad een gerechtvaardigde grond voor de voorlopige hechtenis. Zoals al herhaaldelijk gesteld kan bovendien van een loutere terminologische aanpassing van een begrip niet al te veel impact verwacht worden op de praktijk.

---

[416] Verslag ARTS, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/2, 9.
[417] A. DE NAUW en M. VANDEBOTERMET, "Bevel tot aanhouding" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 106.
[418] Cass. 3 september 1794, *A.C.* 1975, 10; Cass. 11 september 1979, *R.W.* 1979-80,1038.
[419] D. VANDERMEERSCH, "Le mandat d'arrêt" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 114.

3.7. De invoering van het proportionaliteitsbeginsel als nieuw criterium?

Teneinde het reflectieproces over de absolute noodzakelijkheid van de voorlopige hechtenis verder te stimuleren, zou overwogen kunnen worden om het proportionaliteitsbeginsel expliciet in het debat over de (verdere) aanhouding van een verdachte op te nemen. Hoewel voorgaande uitgaat van een terechte bekommernis, lijkt de expliciete opname ervan niet aangewezen vooreerst omwille van het feit dat het proportionaliteitsbeginsel impliciet thans reeds aanwezig is in het vraagstuk over de voorlopige hechtenis, vervolgens omwille van het feit dat van de loutere toevoeging van dit criterium niet verwacht kan worden dat zij een grote impact zal hebben op de praktijk.

3.8. Conclusie

Concluderend kan gesteld worden dat de drie klassieke criteria recidive-, vlucht- en collusiegevaar op zich positief kunnen geëvalueerd worden: alledrie bezitten zij voldoende legitimiteit om een voorlopige hechtenis te verantwoorden. Ondanks de vaak terechte bedenkingen die op deze criteria geformuleerd worden, lijkt een juridisch ingrijpen in deze materie niet de juiste weg. Vele problemen lijken een niet juridische oorzaak te hebben zodat -behoudens een verder verfijnen van het criterium recidivegevaar- op dit vlak geen aanpassingen aangewezen lijken.

4. De grote autonomie van de onderzoeksrechter

In het verlengde van wat hierboven uiteengezet werd over de motiveringsplicht en de criteria, zal hier stilgestaan worden bij de rol van de onderzoeksrechter in de materie van de voorlopige hechtenis.

Het moge duidelijk zijn dat de wetgever van 1990 een groot vertrouwen heeft gesteld in de persoon van de onderzoeksrechter. Met de nieuwe wet op de voorlopige hechtenis zijn de bevoegdheden en de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter duidelijk gestegen. Hij is onmiskenbaar de spilfiguur inzake voorlopige hechtenis, meer nog dan de onderzoeksgerechten. De verstrenging van de toepassingsvereisten kunnen in die zin ook als een correlarium voor de uitbreiding van de bevoegdheid van de onderzoeksrechter beschouwd worden.[420]

Deze keuze is meer dan verdedigbaar. Dat er in deze een cruciale rol weggelegd wordt voor *een* rechter, is evident. Hierbij kan weerom verwezen worden naar R. DECLERCQ: *"Uiteindelijk valt de volle verantwoordelijkheid op de persoon van de rechter, die noodzakelijk vrij moet beslissen en in wie de maatschappij noodgedwongen vertrouwen moet stellen."* [421] Met deze zinsnede kan volledig ingestemd worden: het is inderdaad zo dat de persoonlijke vrijheid enkel en alleen effectief gewaarborgd kan worden door een rechter. Geen enkele werkbare en menselijke wettekst aangaande de voorlopige hechtenis kan dusdanig opgesteld worden dat zij toepassing kan vinden zonder tussenkomst van een rechter. De keuze voor de *onderzoeks*rechter als centrale figuur, dient in het licht gezien te worden van de gemaakte keuze van de wetgever voor de onderzoeksrechter als onmiskenbare leider van het gerechtelijk onderzoek: "Het wordt gevoerd onder de leiding en het gezag van de onderzoeksrechter" (art. 55 Sv.). Ook hierboven werd gewezen op de duidelijke verbondenheid tussen de materie van het gerechtelijk onderzoek en de voorlopige hechtenis: één van de doelstellingen van de voorlopige hechtenis bestaat erin te waarborgen dat het strafproces en het gerechtelijk onderzoek een behoorlijk verloop kunnen kennen. In die zin is het centraliseren van beide bevoegdheden dan ook logisch te noemen.

Bij voorgaande past wel een bedenking. In de huidige regeling worden zodoende vrij veel bevoegdheden bij één persoon gelegd. Hierbij dient rekening gehouden te worden met het hierboven aangehaalde verborgen strafkarakter van de voorlopige hechtenis. Kan redelijkerwijze verwacht worden dat er geen vermenging van de bevoegdheden zal ontstaan op het ogenblik dat de verdachte de feiten betwist? De voorlopige hechtenis lijkt inderdaad een krachtig wapen te kunnen zijn in het kader van het gerechtelijk onderzoek: de voorlopige hechtenis zou oneigenlijk gebruikt kunnen worden en als dwangmiddel kunnen fungeren teneinde bekentenissen af te dwingen. Om "misbruiken" in die zin te voorkomen, zou ervoor kunnen gepleit worden om de bevoegdheid om een verdachte aan te houden enerzijds en de leiding van het onderzoek anderzijds, aan verschillende instanties toe te kennen. Ondanks de hier terecht geformuleerde bekommernis lijkt zulks niet wenselijk. Vooreerst zal het al dan niet bekennen van de feiten onvermijdelijk een rol spelen bij de voorlopige hechtenis, onafhankelijk van het feit of beide bevoegdheden bij één persoon gecentraliseerd zijn of niet. Zelfs indien een andere instantie oordeelt over de hechtenis, zal de bekentenis van een verdachte een belangrijke rol spelen: het onderzoek zal immers vaak sneller gevoerd kunnen

[420] H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 487.
[421] R. DECLERCQ, "Actuele problemen inzake voorlopige hechtenis", *R.W.* 1974, 303-304.

worden indien de verdachte bekent, dan indien nog onduidelijkheid bestaat over de identiteit van de dader en zodoende nog verder onderzoek moet gevoerd worden. “Oneigenlijk gebruik” van de voorlopige hechtenis zal bijgevolg niet kunnen vermeden worden door het splitsen van de bevoegdheden. In de lijn van het voorgaande kan vervolgens gewezen worden op het feit dat het gerechtelijk onderzoek en de voorlopige hechtenis onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn. De belangen van het onderzoek zijn een legitiem criterium inzake voorlopige hechtenis. Gelet op het voorgaande lijkt het bijgevolg aangewezen om beide bevoegdheden bij één persoon te centraliseren en wel in de persoon van de onderzoeksrechter.

Essentieel is dat de wetgever een zulkdanig juridisch kader schept dat de onderzoeksrechter in de meest ideale omstandigheden en in volledige onafhankelijkheid kan oordelen, dit rekening houdend met de eigenheid van elk concreet dossier. Men heeft geoordeeld dat zulk een juridisch kader het best kon geschapen worden door het toekennen van een ruime appreciatiebevoegdheid aan de onderzoeksrechter en -in diezelfde lijn- door de versterking van diens onafhankelijkheid ten opzichte van het Openbaar Ministerie.

De vraag rijst of de huidige regeling de onderzoeksrechter effectief toelaat om in volledige onafhankelijkheid te oordelen. Nogmaals kan gewezen worden op het verborgen strafkarakter van de voorlopige hechtenis en op het feit dat de voorlopige hechtenis blijkbaar steeds vaker als beveiligingsmaatregel wordt gehanteerd in plaats van als instrument om de aanwezigheid van de verdachte voor het proces te verzekeren (Hoofdstuk 1, 5.1.1.).[422] Hierbij moet rekening gehouden worden met het feit dat de voorlopige hechtenis in die zin een belangrijk instrument kan zijn voor het openbaar ministerie bij de uitvoering van haar beleid.
Niettemin kan vastgesteld worden dat wat het verlenen van het aanhoudingsmandaat betreft, de wetgever een zo groot mogelijke onafhankelijkheid voor de onderzoeksrechter heeft gecreëerd. Deze onafhankelijkheid blijft absoluut tot de eerste tussenkomst van de raadkamer. Hierna zal opnieuw ingegaan worden op de autonomie van de onderzoeksrechter, zij het dan niet inzake het verlenen van een aanhoudingsmandaat, doch in het kader van de controle op de handhaving van de voorlopige hechtenis (Hoofdstuk 4, 6.).

Concluderend kan gesteld worden dat de keuze van de wetgever voor het toekennen van een grote autonomie aan de onderzoeksrechter gerechtvaardigd lijkt en dat deze autonomie wat het verlenen van het aanhoudingsmandaat betreft zo sterk als mogelijk verankerd is in de wet.

[422] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, CH. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC, 1998-1999, 229.

Hoofdstuk 4. De duur van de voorlopige hechtenis

Introduction

Après l'analyse des moyens juridiques de nature à favoriser une diminution du nombre de mandats d'arrêt délivrés (voir chapitre 3), le présent chapitre traite de la durée des détentions préventives, autre élément essentiel pour réduire la détention préventive dans son ensemble.

Dans un récent projet de loi relatif à la détention préventive[423], le Gouvernement manifeste sa préoccupation vis-à-vis du nombre de mandats d'arrêt et l'augmentation de la durée de la détention préventive, estimant que malgré la réforme réalisée par la loi du 20 juillet 1990, le caractère exceptionnel de la détention préventive ne se traduit pas dans la pratique.
Une récente étude menée par le Département de Criminologie de l'INCC a en effet mis en évidence l'impact de la durée de la détention préventive sur l'accroissement de la population journalière des détenus préventifs, les chercheurs estimant qu'une réforme qui viserait à agir sur le nombre d'écrous n'aurait qu'un impact marginal par rapport à des mesures qui s'attaqueraient directement à la durée de la détention préventive, même si la question de l'effectivité des réductions estimées de la population pénitentiaire en cas d'instauration de durées de détention préventive maximales reste ouverte[424].
C'est un signal que politiques et chercheurs lancent ainsi à l'égard de la durée de la détention préventive : de manière globale, cette durée devient déraisonnable. Comment dès lors renforcer les garanties existantes pour contenir la durée des détentions préventives dans des limites raisonnables ?

Pour traiter de cette question, les mécanismes de contrôle prévus par le législateur seront systématiquement analysés avant d'étudier la possibilité de limiter plus strictement la durée effective des détentions par des mesures radicales, telle l'introduction de durées de détention préventive maximales.

[423] Projet de loi modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnisation en cas de détention préventive inopérante, modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, Doc.parl., *Ch. Représ.*, 2003-2004, n°1317/001, p.5.
[424] S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *RDPC*, janvier 2004, p.11 et suiv.

1. De huidige regeling

De wetgever heeft voorzien in diverse instanties die tussenkomen bij de beoordeling van de duur van de voorlopige hechtenis. Hierbij werd geopteerd voor een automatische en periodieke controle vóór de regeling van de rechtspleging enerzijds, en voor de mogelijkheid tot neerlegging van een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling na de regeling van de rechtspleging anderzijds. Hierna volgt een overzicht in vogelvlucht.

1.1. DE ONDERZOEKSRECHTER

Gedurende het hele gerechtelijk onderzoek heeft de onderzoeksrechter de mogelijkheid om het door hem opgelegde aanhoudingsmandaat op te heffen. Zoals hoger reeds vermeld werd, is de beslissingsbevoegdheid van de onderzoeksrechter vóór tussenkomst van de raadkamer absoluut. In deze fase kan hij een bevel tot aanhouding opheffen, zonder dat tegen deze beschikking enig rechtsmiddel openstaat (art. 25 §1 VHW).
Na de tussenkomst van de raadkamer kan hij dit doen middels een met redenen omklede beschikking die hij onmiddellijk aan de procureur des Konings meedeelt, die het recht heeft om verzet te doen binnen 24 uren na de aan hem gedane meededeling (art. 25 §2 VHW). In dat geval onderzoekt de raadkamer of er ten laste van de verdachte ernstige aanwijzingen van schuld blijven bestaan en of aan de vereisten vermeld in art. 16 §1 VHW is voldaan. Ingeval van handhaving van de voorlopige hechtenis geldt deze beslissing als titel van vrijheidsberoving voor een maand vanaf die dag.

1.2. DE CONTROLE DOOR DE RAADKAMER EN DE KAMER VAN INBESCHULDIGINGSTELLING

Vóór de regeling van de procedure zijn de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling de hoofdrolspelers inzake de beoordeling van de duur van de voorlopige hechtenis. Na een periode van ten hoogste vijf dagen na het verlenen van het aanhoudingsmandaat moet de raadkamer beslissen of de voorlopige hechtenis gehandhaafd moet blijven (art. 21 §1 VHW). De absolute beslissingsbevoegdheid van de onderzoeksrechter neemt bijgevolg een einde na de eerste tussenkomst van de raadkamer. De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling zijn gedurende het gerechtelijk onderzoek exlusief bevoegd voor het toezicht op de handhaving van de voorlopige hechtenis; de rechter in kortgeding heeft geen rechtsmacht op dit vlak.[425]

Bij de eerste verschijning dient de raadkamer te oordelen zowel over de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding, als over de noodzakelijkheid van de handhaving van de voorlopige hechtenis. Bij de controle van het bevel tot aanhouding kan de raadkamer het aanhoudingsbevel verbeteren, aanvullen of wijzigen, maar wanneer het bevel tot aanhouding "een niet herstelbare nietigheid" bevat, kan de raadkamer hier niet aan verhelpen.[426] De raadkamer kan beslissen dat de verdachte in vrijheid moet worden gesteld (desgevallend onder voorwaarden) of dat de voorlopige hechtenis moet worden gehandhaafd. In het laatste geval geldt de beslissing als titel voor vrijheidsberoving voor een termijn van een maand. De

[425] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 393.
[426] In die zin: "Cependant, si le défaut de motivation était tel qu'il devait êter assimilé à une absence de motivation, le titre de détention serait irrémédiablemant vicié [...]", H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procedure pénale*, Brugge, La Charte, 2001, 624.

raadkamer moet haar beslissing alsdan motiveren zoals de onderzoeksrechter bij het verlenen van een bevel tot aanhouding (art. 21 §5 VHW).

Ingeval van handhaving van de voorlopige hechtenis zal de raadkamer desgevallend telkens binnen de maand uitspraak doen, zoniet moet de verdachte vrijgelaten worden. De raadkamer kan echter na de eerste tussenkomst de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding niet meer nagaan.[427] In dit stadium kan alleen over de noodzakelijkheid van de handhaving van de voorlopige hechtenis uitspraak gedaan worden.[428] Daartoe zal tijdens deze maandelijkse controles nagegaan worden of nog steeds aan de toepassingsvereisten van art. 16 §1 VHW is voldaan en of er tegen de verdachte nog steeds ernstige aanwijzingen van schuld bestaan (art. 22 lid 5 VHW). In die zin vormen deze maandelijkse controles een garantie voor de naleving van het uitzonderingsbeginsel.

De verdachte of het openbaar ministerie kunnen tegen de beschikkingen met betrekking tot de handhaving van de voorlopige hechtenis hoger beroep aantekenen bij de kamer van inbeschuldigingstelling en dit binnen een termijn van 24 uren (art. 30 §1 VHW). De verdachte blijft evenwel in hechtenis totdat over het hoger beroep is beslist, voor zover dit geschiedt binnen de vijftien dagen nadat het beroep is ingesteld; de vedachte wordt in vrijheid gesteld als de beslissing niet gewezen is binnen die termijn (art. 30 §3 lid 2 VHW). Ingeval van handhaving van de voorlopige hechtenis levert het arrest een titel van vrijheidsbeneming op van vijftien dagen te rekenen van de beslissing (art. 30 §4 VHW). Opvallend aan deze regeling is dus dat het aantekenen van hoger beroep geen invloed heeft op de “maandelijkse cadans” waarbinnen de raadkamer moet oordelen zodat het aantekenen van hoger beroep aldus procedureel gezien geen invloed zou mogen hebben op de duur van de voorlopige hechtenis.

Zowel de behandeling van de zaak door de raadkamer als deze door de kamer van inbeschuldigingstelling zijn voorzien van de nodige procedurele garanties: bijstand door een raadsman (desgevallend pro Deo), oproeping voor de zitting, inzagetermijn, contradictoir debat, betekening van de beslissing, etc. (artt. 21, 22, 23 en 30 VHW).

1.3. DE REGELING VAN DE RECHTSPLEGING

De verdachte wordt in principe in vrijheid gesteld bij de regeling van de rechtspleging (art. 26 §§1 en 2 VHW). Indien het onderzoeksgerecht oordeelt dat de voorlopige hechtenis niet gehandhaafd moet worden, is er dus geen aparte beschikking terzake nodig.[429] Wanneer de raadkamer verwijst voor een feit dat een straf van één jaar of meer voor gevolg kan hebben, kan zij ofwel de verdachte in vrijheid stellen, ofwel een VOV opleggen, ofwel beslissen dat de verdachte aangehouden moet blijven (art. 26 §3 VHW). Dit laatste dient te gebeuren bij een afzonderlijke beslissing, gemotiveerd zoals een bevel tot aanhouding. Tevens is vereist dat de reeds ondergane voorlopige hechtenis korter is dan de duur van de wettelijk voorziene gevangenisstraf.

---

[427] D. VANDERMEERSCH, *Eléments de droit pénal et de procedure pénale*, Brugge, La Charte, 2003, 452

[428] In extreme gevallen van onregelmatigheid van het bevel tot aanhouding zal de raadkamer eventueel vaststellen dat er geen wettige voorlopige hechtenis bestaat en dat ze dus niet kan worden gehandhaafd; R. DECLERCQ, *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 337.

[429] D. VANDERMEERSCH, *Eléments de droit pénal et de procedure pénale*, Brugge, La Charte, 2003, 456.

De verdachte heeft in principe geen rechtsmiddel tegen deze beschikking van de raadkamer inzake voorlopige hechtenis. Na de verwijzing kan hij echter wel een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling indienen. Het openbaar ministerie kan daarentegen wel hoger beroep aantekenen binnen de 24u., zij het alleen in die gevallen waarin uit de beschikking van de raadkamer de invrijheidstelling van de verdachte volgt. Het hoger beroep is beperkt tot de voorlopige hechtenis. Logischerwijze zal dit hoger beroep bij buitenvervolgingstelling of bij verwijzing van overtredingen of van wanbedrijven strafbaar met een gevangenisstraf minder dan één jaar voorafgegaan moeten worden door een hoger beroep tegen de beslissing van de regeling van de rechtspleging zelf (art. 26 §4 lid 1 *in fine* VHW).

1.4. DE VONNISFASE

Met de verwijzing van de verdachte naar het vonnisgerecht -waarbij per hypothese zijn verdere aanhouding werd bevolen- nemen de automatische controles door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling een einde. In beginsel blijft hij in voorlopige hechtenis tot aan de uitspraak. De onderzoeksrechter, noch de onderzoeksgerechten kunnen in dit stadium nog optreden daar hun rechtsmacht is uitgeput.[430]

De verdachte kan echter wel een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling indienen (art. 27 VHW). Hij beschikt over de mogelijkheid om, na afwijzing van een eerder verzoekschrift, opeenvolgende verzoekschriften in te dienen. Zodra een veroordeling kracht van gewijsde heeft verkregen, is een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling niet meer mogelijk.[431]
De verwerping van een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling moet gemotiveerd worden zoals een bevel tot aanhouding.[432]
Art. 27 VHW bepaalt in detail aan wie het verzoekschrift gericht dient te worden; *grosso modo* kan gesteld worden dat de verdachte zich dient te wenden tot de instantie alwaar de zaak aanhangig is. Over het verzoekschrift moet in raadkamer beslist worden binnen vijf dagen na de neerlegging ervan.
De behandeling van de zaak is voorzien van de nodige procedurele waarborgen: bijstand door een raadsman, oproeping voor de zitting, inzagetermijn, contradictoir debat, betekening van de beslissing, etc.

1.5. DE REDELIJKE TERMIJN

Hoewel geen maximumduur bepaald werd voor de voorlopige hechtenis, moet rekening gehouden worden met de artt. 5.3 EVRM en 9.3 IVBPR. Deze bepalen dat de verdachte het recht heeft om binnen een redelijke termijn berecht te worden, of hangende het proces in vrijheid te worden gesteld.
Il est à noter à ce sujet que la Commission et la Cour des Droits de l'Homme ont toujours refusé d'établir une limite impérative à partir de laquelle une détention préventive cesserait d'être compatible avec la Convention alors qu'en matière de garde à vue policière s'établit peu à peu un seuil fixe. Cette approche différente serait liée au fait que contrairement à la

[430] R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 688.
[431] Hierop is een uitzondering voorzien in art. 27 §2 VHW dat bepaalt dat het verzoekschrift ook nog kan ingediend worden tijdens de buitengewone verzetsprocedure.
[432] Cass. 19 november 1996, *Arr. Cass*. 1996, nr. 442.

détention policière, les législations nationales ne contiennent généralement pas de durée légalement déterminée pour la détention préventive[433].
En ce qui concerne l'existence d'alternatives à la détention préventive, force est de constater que la Cour ne les prend pas en considération lorsqu'elle apprécie le caractère raisonnable de la longueur d'une détention contestée. Cette position pourrait être amenée à évoluer, certains de ses juges ayant considéré, dans une opinion dissidente, que « *l'examen de la violation alléguée de l'article 5, §3 consiste à examiner non seulement si, isolément, la longueur de la détention provisoire est ou non conforme à l'exigence du délai raisonnable mais aussi si, en fonction de l'ensemble des alternatives qui pouvaient être envisagées, les autorités judiciaires nationales n'ont recouru à la détention provisoire que lorsque la privation de liberté s'avérait strictement nécessaire* »[434].

Met art. 24 VHW heeft de wetgever wel een zogenaamde "alarmbelprocedure" ingevoerd. Bij vrijheidsbeneming van meer dan zes maanden kan de verdachte vragen om in openbare terechtzitting te verschijnen. Het lijkt echter zeer twijfelachtig dat dit een adequaat middel is om langdurige voorlopige hechtenisssen tegen te gaan.[435]
Il semble par ailleurs qu'il n'y ait pas eu d'évaluation de cette mesure (nombre d'affaires dans lesquelles la publicité des débats a été demandée, effets éventuels de ces requêtes, etc.).

Une nouvelle mesure est actuellement à l'examen au Parlement. Après le juge d'instruction - en tout temps -, la chambre du conseil - tous les mois -, ce serait à présent la chambre des mises en accusation qui aurait pour mission de contrôler - tous les six mois - la nécessité du maintien de la détention préventive. Un récent projet de loi renforce en effet le pouvoir actuel de contrôle de la chambre des mises en accusation sur l'instruction en prévoyant qu'elle soit automatiquement saisie des dossiers dans lesquels une détention préventive dure depuis plus de six mois (à l'exception toutefois des dossiers relatifs aux crimes non correctionnalisables pour lesquels ce contrôle n'aurait lieu que sur requête de l'inculpé)[436]. Saisie dans ce cadre, la chambre des mises en accusation devrait vérifier d'une part, s'il subsiste des indices sérieux de culpabilité à charge de l'inculpé et d'autre part, s'il y a lieu de maintenir la détention.

---

[433] P. POUGET, "Les délais en matière de rétention, garde à vue et détention provisoire au regard de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme", *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1989, p.79.
[434] Cour européenne des Droits de l'Homme, arrêt du 20 mars 2001, Affaire BOUCHET c. France, opinion dissidente de Mme la Juge TULKENS à laquelle se rallient MM. Les Juges LOUCAIDES et Sir N. BRATZA.
[435] CHR. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1998, 870.
[436] Article 4 du projet de loi modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnisation en cas de détention préventive inopérante, modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, *Doc.parl.*, Ch. Représ., 2003-2004, n°1317/001.

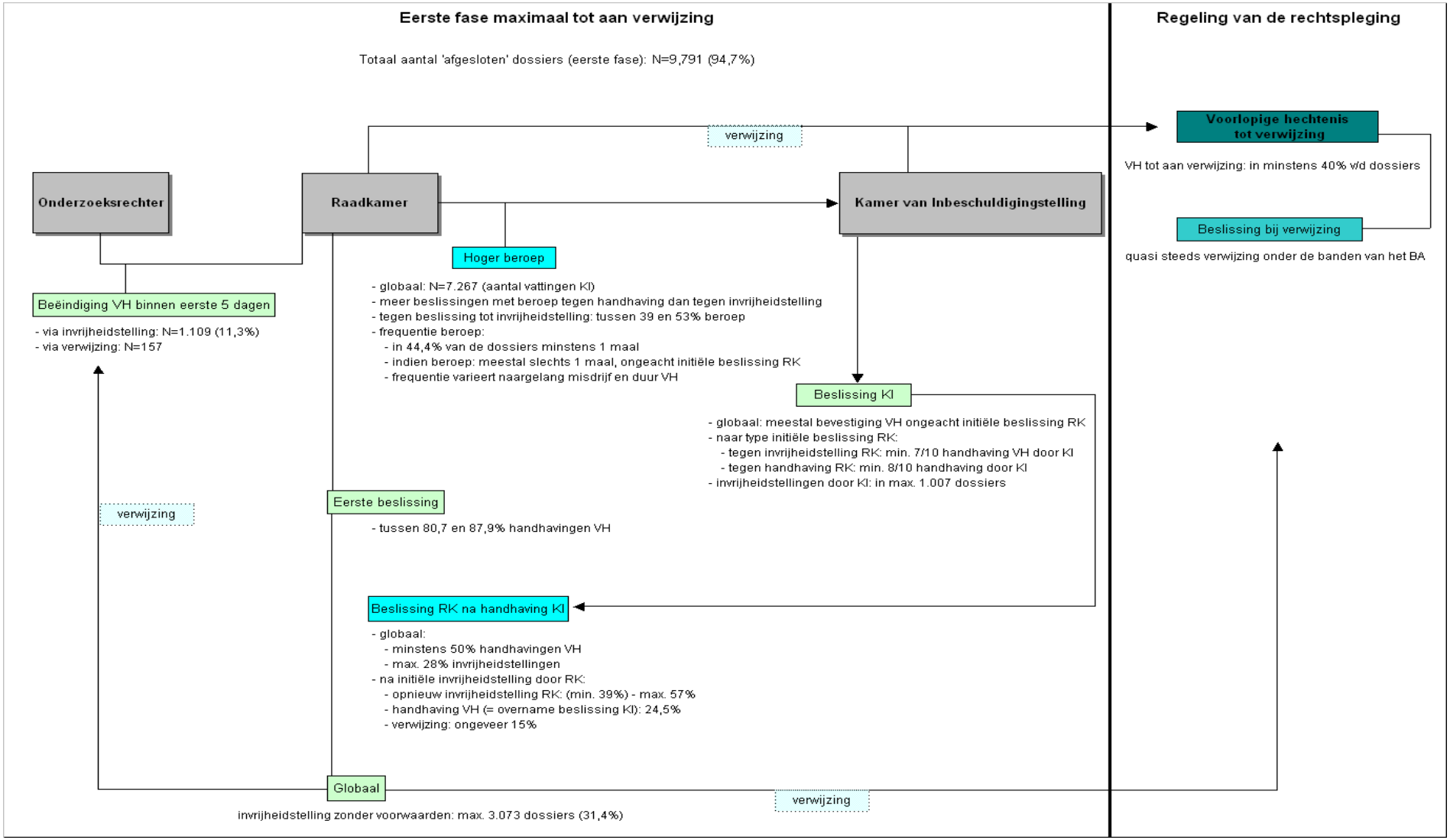
2. De praktijk

Via de navolgende studie van cijfergegevens[437] zal een beeld geschetst worden van de praktijk van de hierboven beschreven regeling en zal onderzocht worden in welke mate deze effectief een waarborg vormt opdat de duur van de voorlopige hechtenis beperkt blijft tot het strikt noodzakelijke. Hierbij zal, gelet op de doelstelling van huidig onderzoek, voornamelijk aandacht geschonken worden aan de grote tendensen die vastgesteld kunnen worden, zonder al te veel in te gaan op eerder sporadische bijzonderheden.

2.1. De selectie van "afgesloten" dossiers[438]

Teneinde een duidelijk beeld te verkrijgen van het effect van de automatische controle door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling en mede gelet op de beschikbaarheid van cijfermateriaal, werd er voor geopteerd om uitsluitend een aantal analyses te verrichten met betrekking tot de eerste fase van de voorlopige hechtenis, met name de periode vanaf het aanhoudingsmandaat tot de eventuele invrijheidstelling of tot de regeling van de rechtspleging.
Reeds bij deze selectie viel een opmerkelijk gegeven op: uit de 10.336 dossiers waarin in 2003 een aanhoudingsmandaat werd afgeleverd, werden zodoende 9.791 dossiers geselecteerd (94,7%). In een zeer grote meerderheid van de gevallen werd bijgevolg ofwel de hechtenis opgeheven, ofwel de onderzoeksfase afgerond. Het zijn deze 9.791 "afgesloten" dossiers die hierna verder onderzocht zullen worden.
Wat de wijze van afsluiting betreft, bleek vervolgens dat in minstens 40% van de afgesloten dossiers de verdachte onder de banden van het aanhoudingsmandaat naar de correctionele rechtbank verzonden werd, en dit zonder dat hiertegen hoger beroep werd ingesteld.
Een laatste opvallend gegeven bij deze eerste selectie was dat in 11,3 % van de dossiers de hechtenis opgeheven werd binnen 5 dagen. Er kon evenwel niet steeds met zekerheid bepaald worden of de onderzoeksrechter dan wel de raadkamer de invrijheidstelling had bevolen.

[437] Voor de methodologie en voor een uitgebreide toelichting van de analyse kan verwezen worden naar Deel II van huidig rapport.
[438] Zie Deel II, 4.4.2.1.


Eerste fase maximaal tot aan verwijzing
Regeling van de rechtspleging
Totaal aantal 'afgesloten' dossiers (eerste fase): N=9,791 (94,7%)
verwijzing
Voorlopige hechtenis tot verwijzing
VH tot aan verwijzing: in minstens 40% v/d dossiers
Onderzoeksrechter
Raadkamer
Kamer van Inbeschuldigingstelling
Beslissing bij verwijzing
quasi steeds verwijzing onder de banden van het BA
Hoger beroep
- globaal: N=7.267 (aantal vattingen KI)
- meer beslissingen met beroep tegen handhaving dan tegen invrijheidstelling
- tegen beslissing tot invrijheidstelling: tussen 39 en 53% beroep
- frequentie beroep:
- in 44,4% van de dossiers minstens 1 maal
- indien beroep: meestal slechts 1 maal, ongeacht initiële beslissing RK
- frequentie varieert naargelang misdrijf en duur VH
Beëindiging VH binnen eerste 5 dagen
- via invrijheidstelling: N=1.109 (11,3%)
- via verwijzing: N=157
Beslissing KI
- globaal: meestal bevestiging VH ongeacht initiële beslissing RK
- naar type initiële beslissing RK:
- tegen invrijheidstelling RK: min. 7/10 handhaving VH door KI
- tegen handhaving RK: min. 8/10 handhaving door KI
- invrijheidstellingen door KI: in max. 1.007 dossiers
verwijzing
Eerste beslissing
- tussen 80,7 en 87,9% handhavingen VH
Beslissing RK na handhaving KI
- globaal:
- minstens 50% handhavingen VH
- max. 28% invrijheidstellingen
- na initiële invrijheidstelling door RK:
- opnieuw invrijheidstelling RK: (min. 39%) - max. 57%
- handhaving VH (= overname beslissing KI): 24,5%
- verwijzing: ongeveer 15%
Globaal
verwijzing
invrijheidstelling zonder voorwaarden: max. 3.073 dossiers (31,4%)

2.2. WELKE INSTANTIE NEEMT WELKE BESLISSING?

Teneinde het beeld van de afgesloten dossiers te verfijnen, werd nagegaan hoe frequent de onderzoeksrechter, de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling een beslissing tot invrijheidstelling, vrijheid onder voorwaarden of handhaving namen. Het leek inderdaad nuttig om in eerste instantie een globaal beeld te krijgen van de diverse beslissingen die in deze materie werden genomen en dit in zijn totaliteit.
Vervolgens werd onderzocht hoe vaak een bepaalde beslissing genomen werd binnen éénzelfde dossier. Het voorgaande globaal overzicht is immers in die zin ongenuanceerd nu logischerwijze binnen éénzelfde dossier veelal vaker beslissingen tot handhaving zullen genomen worden, dan beslissingen tot invrijheidstelling. Om deze reden werd eveneens nagegaan hoe vaak een bepaalde beslissing binnen één dossier werd genomen teneinde een beeld te krijgen van het aantal en de aard van de diverse beslissingen binnen één dossier.
Tenslotte werd onderzocht welke de beslissing was die -desgevallend in graad van beroep- genomen werd na een bepaalde beslissing tot invrijheidstelling, vrijheid onder voorwaarden of handhaving om zodoende zicht te krijgen op de opeenvolging van de diverse beslissingen genomen door de verschillende instanties.

2.2.1. De onderzoeksrechter

Uit de bekomen cijfers kon geen duidelijke uitspraak gedaan worden wat de handlichtingen betreft door de onderzoeksrechter.

2.2.2. De raadkamer[439]

Opmerkelijk is de grote massa handhavingen door de raadkamer zonder dat hiertegen hoger beroep werd aangetekend: er werden in totaal minimaal 14.515 handhavingen zonder beroep geregistreerd. Het betreft hier aldus beslissingen tot handhaving waarin klaarblijkelijk berust wordt in de voorlopige hechtenis.
Vervolgens kon vastgesteld worden dat de raadkamer in totaal minstens 2.304 beslissingen tot invrijheidstelling heeft genomen waartegen het openbaar ministerie in 1.087 gevallen geen en in 1.217 gevallen wel hoger beroep heeft aangetekend. Zodoende kan gesteld worden dat het openbaar ministerie vrij vaak (53%) beroep aantekende tegen de beschikking tot invrijheidstelling van de raadkamer. Zelfs indien maximaal rekening gehouden wordt met 790 onbekende gevallen ligt dit percentage vrij hoog (39%).[440] Hierna zal verder ingegaan worden op de impact van het door het openbaar ministerie ingestelde hoger beroep (*infra*, 2.2.3.).
Specifiek wat de eerste beschikking van de raadkamer betreft, kan nog gesteld worden dat de resultaten in de lijn van de verwachtingen ligt: een laag aantal invrijheidstellingen en een hoog aantal handhavingen (minstens 80%).[441]
Over de beslissingen tot vrijheid onder voorwaarden door de raadkamer kon op basis van de beschikbare gegevens geen uitspraak gedaan worden.

[439] Zie Deel II, 4.4.2.2.
[440] Zie Deel II, 4.4.2.5.
[441] Zie Deel II, 4.4.2.6.

2.2.3. De kamer van inbeschuldigingstelling

Opvallend gegeven met betrekking tot de kamer van inbeschuldigingstelling is dat zij niet vaak tot invrijheidstelling beslist.

Vooreerst werd onderzocht hoe vaak hoger beroep werd ingesteld per dossier en tegen welk soort van beslissing dit beroep werd ingesteld.[442] Opvallend gegeven was dat "slechts" in 4.352 dossiers op het totaal van 9.791 ooit hoger beroep werd aangetekend; in 55% van de dossiers werd bijgevolg nooit hoger beroep aangetekend. Binnen de genoemde 4.352 dossiers werd -zoals te verwachten- veel vaker hoger beroep ingesteld tegen een handhaving (5.910) dan tegen een invrijheidstelling (1.217) of vrijheid onder voorwaarden (140). Bij deze laatste gegevens moet uiteraard rekening gehouden worden met het feit dat beslissingen tot invrijheidstelling minder frequent voorkomen dan beslissingen tot handhaving zodat daartegen logischerwijze ook minder vaak hoger beroep aangetekend kan worden. Zelfs indien men rekening houdt met het feit dat de kamer van inbeschuldigingstelling logischerwijze in een beperkter aantal dossiers heeft moeten oordelen dan de raadkamer en zelfs indien men rekening houdt met het feit dat vele van deze beroepen een beroep tegen een handhaving betroffen, kon vastgesteld worden dat het aantal invrijheidstellingen door de kamer van inbeschuldigingstelling als vrij gering ingeschat kan worden. In een maximalistische hypothese heeft de kamer van inbeschuldigingstelling in de 7.267 keer dat zij als beroepsinstantie gevat werd, gespreid over 4.352 dossiers, maximaal 1.007 keer een invrijheidstelling bevolen.

Vervolgens werd onderzocht hoe vaak hoger beroep werd ingesteld binnen het totaal van 4.352 dossiers.[443] Hierbij viel op dat in ruim 60% van de dossiers waarin ooit hoger beroep werd ingesteld, dit slechts éénmaal gebeurde; in 84,1% van de dossiers gebeurde dit maximaal tweemaal. Verdere opsplitsing naargelang de aard van beslissing waartegen hoger beroep werd aangetekend, leerde dat in het totaal van 914 dossiers waarin hoger beroep werd ingesteld tegen een invrijheidstelling zonder voorwaarden dit in 710 dossiers slechts éénmaal gebeurde en in 852 dossiers maximaal tweemaal. Een gelijkaardige tendens viel te noteren voor de handhavingen: in het totaal van 3.838 dossiers werd in 2.526 dossiers éénmaal hoger beroep ingesteld; in 3.380 dossiers gebeurde dit maximaal tweemaal.

Bijzonder leerrijk zijn de gegevens aangaande de uitspraak die volgde na de instelling van hoger beroep.[444] Zo viel uit de bekende gegevens op te maken dat de kamer van inbeschuldigingstelling in 82% van de gevallen waarin de raadkamer besliste tot invrijheidstelling, de hechtenis terug handhaafde; indien de raadkamer besliste tot handhaving, bevestigde de kamer van inbeschuldigingstelling deze beslissing in ruim 87% van de gevallen. Zelfs indien de onbekende gevallen allemaal werden geïnterpreteerd als invrijheidstellingen door de kamer van inbeschuldigingstelling bleven deze cijfers hoog, respectievelijk 7 op 10 en 8 op 10. Hierbij valt allereerst op hoe vaak de kamer van inbeschuldigingstelling een invrijheidstelling door de raadkamer hervormde. Vervolgens valt af te leiden dat het oordeel van de raadkamer blijkbaar geen grote invloed heeft gehad op de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling. Daartegenover staat dat indien de raadkamer de handhaving bevestigde, de kamer van inbeschuldigingstelling bijna nooit een invrijheidstelling beval.

[442] Zie Deel II, 4.4.2.3.
[443] Zie Deel II, 4.4.2.3.
[444] Zie Deel II, 4.4.2.4.

2.3. DE REGELING VAN DE RECHTSPLEGING

Hierboven werd reeds gewezen op het feit dat een zeer belangrijk deel van de verdachten aangehouden blijft tot aan de regeling van de procedure. Bij verdere analyse van de gegevens viel op dat indien de verdachte inderdaad aangehouden blijft tot aan de regeling van de procedure, de kans zeer klein is dat hij niet onder de banden van het aanhoudingsmandaat verzonden wordt: er werden minimaal 4.271 beslissingen tot verzending onder de banden genomen door de raadkamer tegenover slechts 180 beslissingen tot verwijzing met invrijheidstelling, al dan niet gevolgd door een hoger beroep door het openbaar ministerie. Mogelijks speelt hier de redenering dat indien de verdachte toch reeds tot dan in hechtenis verbleef, het aangewezen geacht wordt om de zaak snel voor de correctionele rechtbank te brengen zodat snel een vonnis kan uitgesproken worden. Dit gegeven is toch opmerkelijk nu verwacht zou kunnen worden dat op dit ogenblik een invrijheidstelling vaker zou kunnen voorkomen aangezien een belangrijk criterium voor de verdere handhaving van de voorlopige hechtenis wegvalt, met name het collusiegevaar.

2.4 HET HOGER BEROEP EN DE DUUR VAN DE VOORLOPIGE HECHTENIS

Op basis van de beschikbare cijfergegevens werd eveneens onderzocht of een relatie kon gevonden worden tussen het al dan niet instellen van hoger beroep en de duur van de voorlopige hechtenis.[445] Zoals hierboven besproken werd, heeft het instellen van hoger beroep zuiver proceduraal gezien geen invloed op de duur van de voorlopige hechtenis aangezien de tussenkomst van de kamer van inbeschuldigingstelling temporeel gezien geen impact heeft op de automatische controle door de raadkamer. Niettemin werd vastgesteld dat de voorlopige hechtenis in dossiers waar hoger beroep werd aangetekend langer is. Deze loutere vaststelling mag echter niet leiden tot al te verregaande conclusies. Hieruit kan immers geenszins rechtstreeks afgeleid worden dat het instellen van hoger beroep op zich de oorzaak is van de langere detentie. Anderzijds kan redelijkerwijze aangenomen worden dat -ondanks de huidige procedure- het instellen van hoger beroep wel degelijk een invloed heeft op de duur van de voorlopige hechtenis, met name via de mogelijke vertraging die het onderzoek kan ondervinden ingevolge de behandeling van de zaak in graad van beroep. Voorgaande veronderstelling kan (thans) echter niet gestaafd worden met cijfermateriaal. Tenslotte is het zo dat eveneens persoons- en/of dossiergebonden elementen (mede) de oorzaak kunnen zijn voor de langere detentie. Een duidelijk beeld krijgen over de preciese oorzaak van de langere detentie in dossiers waar hoger beroep werd aangetekend, is bijgevolge thans niet mogelijk.

2.5 CONCLUSIES

Ondanks de vaak aangehaalde gebreken in het voorhanden zijnde cijfermateriaal, kunnen toch een aantal opvallende conclusies getrokken worden.
Vooreerst valt op dat in meer dan de helft van de dossiers nooit hoger beroep werd aangetekend. Indien toch hoger beroep werd aangetekend, gebeurde dit meestal slechts éénmaal en uiterst zelden meer dan tweemaal. Vervolgens werd bijna de helft van de verdachten onder de banden van het aanhoudingsmandaat naar de correctionele rechtbank verzonden. Tenslotte lijkt de beroepsprocedure geen garantie te bieden voor de beperking van de duur van de voorlopige hechtenis, wel integendeel. Indien de verdachte vrijgelaten werd

[445] Zie Deel II, 4.4.2.7.

vóór de regeling van de procedure, is het vooral op het niveau van eerste aanleg dat hiertoe overgegaan werd.

3. Het behoud van de maandelijkse controle door de raadkamer

Kenmerkend voor de huidige regeling is de periodieke en automatische controle op de duur van de voorlopige hechtenis. Het feit dat er minstens elke maand automatisch een evaluatiemoment plaatsvindt, moet positief geëvalueerd worden. Bovendien kan gesteld worden dat via de mogelijkheid tot inzage van het dossier, de bijstand van een raadsman, etc. het maandelijkse debat voor de raadkamer procedureel de nodige waarborgen bevat opdat de behandeling van het dossier op een tegensprekelijke wijze kan gebeuren. Tenslotte kan aangenomen worden dat de maandelijkse controle eveneens een stimulans vormt voor de snelle verderzetting van het onderzoek nu de onderzoeksrechter elke maand verslag moet uitbrengen over de stand van het onderzoek. In die zin: "*L'idée récurrente du législateur n'est pas seulement de protéger efficacement la liberté individuelle en empêchant la prolongation inutile de la détention, mais aussi de stimuler l'instruction et le zèle du magistrat qui la conduit en permettant, à l'occasion des débats périodiques, d'évaluer les actes du juge d'instruction, ses éventuelles carences, la direction qu'il aura imprimée à ses investigations.*"[446]

Een aanpassing van de huidige regeling op dit vlak lijkt niet aangewezen.

4. Het hoger beroep

De thans voorziene beroepsprocedure verdient ongetwijfeld de nodige lof. Vooreerst kan opgemerkt worden dat het een volwaardige en onbeperkte beroepsmogelijkheid betreft voor alle partijen zodat een bijkomende waarborg werd ingevoerd opdat de hechtenis tot een minimum beperkt blijft, dit evenwel rekening houdend met de belangen van de openbare veiligheid. Duidelijk is dat de voorziene (korte) termijn waarbinnen de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak moet doen evenals de relatief korte hechtenistitel die een arrest tot handhaving oplevert, bedoeld zijn als garantie voor de beperking van de duur van de voorlopige hechtenis. Op deze wijze zou het instellen van hoger beroep immers geen effect mogen hebben op de duur van de voorlopige hechtenis: de maandelijkse verschijningen voor de raadkamer vinden plaats op hetzelfde tijdstip, onafhankelijk van het feit of er hoger beroep werd aangetekend of niet. Bovendien heeft de huidige regeling als bijkomend voordeel dat indien in één dossier meerdere verdachten aangehouden werden, zij samen voor de raadkamer kunnen (blijven) verschijnen onafhankelijk van het feit of sommige verdachten hoger beroep aantekenden en anderen niet. Zoniet zou het dossier gefragmenteerd kunnen geraken indien sommige verdachten wel en andere geen hoger beroep aantekenen waardoor het onderzoek vertraging zou kunnen oplopen doordat het dossier op verschillende tijdstippen door de raadkamer behandeld moet worden (met telkenmale de voorziene inzagetermijnen) en doordat de onderzoeksrechter op verschillende zittingen verslag zou moeten uitbrengen over dezelfde zaak.

Anderzijds kan de vraag gesteld worden of de beoogde doelstellingen in de praktijk bereikt kunnen worden. Zo rijst vooreerst de vraag of een "overdaad" aan controle uiteindelijk niet eerder leidt tot niet-controle, zodat de automatische controle eerder verwordt tot een

[446] J. DE CODT, "Le contrôle de la détention préventive" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, 235.

automatische bevestiging van de voorlopige hechtenis. Wat dit betreft, werd eveneens reeds gewezen op het feit dat vroegere motiveringen soms systematisch worden overgenomen. Ook de versnippering van de bevoegdheden over de onderzoeksrechter, de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kan nadelige gevolgen hebben naar invrijheidstelling toe. Voorgaande is ironisch nu deze bevoegdheidsverdeling net als doel had waarborgen in te voeren voor de beperking van de toepassing van de voorlopige hechtenis.
Vervolgens is de procedure enigszins bevreemdend in vergelijking met de procedure voor de bodemrechter. Daar waar het hof van beroep normalerwijze pas uitspraak doet nadat de correctionele rechtbank een vonnis heeft uitgesproken, moet de raadkamer in de procedure van de voorlopige hechtenis opnieuw uitspraak doen over de verdere handhaving van de hechtenis nadat de beroepsinstantie, *in casu* de kamer van inbeschuldigingstelling, recentelijk -en per hypothese- de hechtenis heeft gehandhaafd. Hier kan zich een vreemde situatie voordoen indien de raadkamer telkens opnieuw de invrijheidstelling beveelt en de kamer van inbeschuldigingstelling deze beslissing telkenmale hervormt.
Wat de onbeperkte mogelijkheid om hoger beroep aan te tekenen betreft, kan de vraag gesteld worden of het feit dat de verdachte in de huidige regeling "niets te verliezen heeft" bij het instellen van het hoger beroep en dienvolgens mogelijks "onnodig" beroep instelt tegen beslissingen tot handhaving van de hechtenis,[447] uiteindelijk niet eerder leidt tot een verlenging van de duur van de voorlopige hechtenis aangezien het onderzoek mogelijks *de facto* vertraging oploopt ingevolge het doorkruisen van het hoger beroep.
Tenslotte bleek uit het cijfermateriaal dat de beroepsprocedure in de praktijk veeleer fungeerde als een instrument om de verdachte toch nog verder aan te houden dan als een garantie voor de verdachte om een einde te maken aan de hechtenis: de kamer van inbeschuldigingstelling neemt klaarblijkelijk niet zo vaak een beslissing tot invrijheidstelling waarbij het opviel dat zij zeer vaak een beslissing tot invrijheidstelling door de raadkamer hervormde en slechts zelden een beslissing tot handhaving omzette in een invrijheidstelling.

Kortweg kan de vraag gesteld worden of het hoger beroep de procedure niet nodeloos vertraagt zonder dat een effectieve waarborg bijgecreëerd wordt teneinde de duur van de voorlopige hechtenis te beperken tot het absoluut minimum. In die zin kan overwogen worden om het hoger beroep te beperken of af te schaffen om zodoende de duur van de voorlopige hechtenis in te korten. Indien op voorgaande vragen positief geantwoord wordt, kan de kamer van inbeschuldigingstelling veeleer een rol van toezicht op langdurige onderzoeken toebedeeld worden.

4.1. De afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de RK

Opvallend aan de huidige regeling is de (mogelijke) tussenkomst van veel verschillende instanties die op relatief korte tijd een oordeel dienen te vellen over de voorlopige hechtenis. Binnen de 5 dagen na de aflevering van het bevel tot aanhouding is er in ieder geval een tussenkomst geweest van de procureur des Konings, de onderzoeksrechter en de raadkamer. Desgevallend moet ook de kamer van inbeschuldigingstelling een uitspraak doen binnen de 15 dagen na de beschikking van de raadkamer. De vraag rijst inderdaad of hier geen overdaad aan garanties voorzien werd, die mogelijks zelfs contraproductief werkt.
In die zin kan overwogen worden om de mogelijkheid om hoger beroep aan te tekenen tegen de eerste beschikking van de raadkamer af te schaffen. Op deze wijze kan verhoopt worden dat het onderzoek een vlotter verloop kan kennen. Het lijkt inderdaad aangewezen dat een

[447] Uiteraard is de term "onnodig" in die zin niet correct dat het uiteraard wel degelijk het recht is van de verdachte om hoger beroep aan te tekenen.

onderzoek in deze nog prille fase snel doorgang kan vinden zonder dat dit doorkruist kan worden door een hoger beroep.
De eerste verschijning voor de raadkamer zou verder haar thans bestaande dubbele rol behouden: zij dient zowel de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding en diens motivering na te gaan als dat zij een oordeel dient te vellen over de noodzaak tot verdere handhaving van de hechtenis. Tegen deze beslissing van de raadkamer zou dan geen rechtsmiddel openstaan behoudens een cassatieberoep inzake de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding en van de procedure voor de raadkamer.[448]

Hoewel argumenten te vinden zijn voor de afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer, kan echter geen groot rechtstreeks effect verwacht worden van dit voorstel op het aantal voorlopig gehechten. Uit het cijfermateriaal bleek inderdaad dat de raadkamer bij deze eerste verschijning in de overgrote meerderheid van de gevallen besliste tot handhaving zonder dat hiertegen hoger beroep werd ingesteld. Anderzijds zal hierna (Hoofdstuk 4, 7.) voorgesteld worden om het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer toch af te schaffen, zij het vanuit een andere invalshoek en in combinatie met 2 andere voorstellen.

4.2. De beperking of afschaffing van het hoger beroep

Een verdergaand voorstel zou erin kunnen bestaan het hoger beroep te beperken of zelfs af te schaffen. Op basis van het beschikbare cijfermateriaal kon echter afgeleid worden dat een loutere beperking van het hoger beroep weinig of geen impact zou hebben. Vooreerst viel op dat in 55% van de dossiers nooit hoger beroep werd aangetekend. In die dossiers waarin wel hoger beroep werd aangetekend, gebeurde dit in ruim 60% van de dossiers slechts éénmaal en in bijna 85% van de dossiers maximaal tweemaal, zodat een beperking van het hoger beroep in de praktijk weinig verandering met zich mee zou brengen. Daarnaast werd vastgesteld dat het merendeel van de hogere beroepen ingesteld werd door de verdachte tegen een handhaving van de hechtenis (5.910 versus 1.217). In de 914 dossiers waarin toch een hoger beroep werd ingesteld tegen een invrijheidstelling gebeurde dit in 710 dossiers slechts éénmaal.
Daarenboven zou een beperking van het hoger beroep tot maximaal éénmaal de vreemde indruk kunnen wekken dat de raadkamer de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling "*overruled*" bij een invrijheidstelling. Indien het openbaar ministerie hoger beroep aantekent tegen de invrijheidstelling bevolen door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling deze beslissing hervormt, zou de indruk kunnen ontstaan dat de raadkamer de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling naast zich neer zou kunnen leggen zonder dat hiertegen opnieuw beroep mogelijk is.

Gelet op het voorgaande lijkt alleen de volledige afschaffing van het hoger beroep een daadwerkelijk effect te kunnen hebben. Desalniettemin blijft hier de opmerking gelden dat in ruim de helft van de dossiers nooit hoger beroep werd aangetekend. Het preciese effect van een volledige afschaffing van de beroepsmogelijkheid voor alle partijen op het aantal voorlopig gehechten kan echter zeer moeilijk gemeten worden. De meting hiervan is immers een complexe aangelegenheid die thans niet uitgevoerd kan worden gelet op de methodologische problemen waarmee het onderzoek geconfronteerd werd.[449] Bovendien lijkt

[448] Uit het voorhanden zijnde cijfermateriaal valt op te maken dat slechts uiterst zelden cassatieberoep wordt aangetekend; zie Deel II bijlage 3.
[449] Zie Deel II, 4.4.

een volledige afschaffing van de beroepsmogelijkheid voor alle partijen een té verregaande ingreep: het bestaan van de mogelijkheid om hoger beroep aan te tekenen moet als een garantie beschouwd worden, zowel voor de verdachte als voor het openbaar ministerie. Het zomaar overboord gooien van een procedurele waarborg op basis van loutere cijfers lijkt onverantwoord.

Tenslotte zou eveneens overwogen kunnen worden om de mogelijkheid om hoger beroep aan te tekenen te differentiëren naar de verschillende partijen toe. Het meest effect sorterende alternatief op het niveau van aantal voorlopig gehechten is uiteraard datgene waarin enkel een beroepsmogelijkheid bestaat voor de verdachte, en niet voor het openbaar ministerie. Ook mildere vormen zijn mogelijk zoals geen beroepsmogelijkheid voor het openbaar ministerie en slechts één beroepsmogelijkheid voor de verdachte; slechts één beroepsmogelijkheid voor het openbaar ministerie en onbeperkt voor de verdachte; etc. Evenwel verzet het principe van de gelijkheid der wapens zich tegen de invoering van zulk een onderscheid in beroepsmogelijkheden zodat vanuit juridisch standpunt geen argumenten kunnen aangedragen worden om zulk een onderscheid te staven: het recht op persoonlijke vrijheid en de openbare veiligheid zijn immers beide primordiale rechtsgoederen waarvan geen van beide per definitie prevaleert op de andere.

Concluderend kan gesteld worden dat een beperking van het hoger beroep zeer weinig effect zou hebben op de praktijk, dat een volledige afschaffing van de beroepsmogelijkheid te verregaand zou zijn en dat een differentiëring van de beroepsmogelijkheden naar partijen toe in strijd zou zijn met het beginsel van de gelijkheid der wapens.

4.3. DE VERLENGING VAN DE GELDIGHEIDSDUUR VAN HET ARREST VAN DE KI

Hierboven werd reeds vaker gewezen op het feit dat de verdachte in de huidige regeling niets te verliezen heeft bij het aantekenen van hoger beroep en dat mogelijks “overbodige” hogere beroepen contraproductief zouden kunnen werken doordat zij *de facto* het onderzoek vertragen en zodoende de duur van de voorlopige hechtenis kunnen verlengen. Ook het feit dat de raadkamer reeds binnen 15 dagen nadat de kamer van inbeschuldigingstelling de handhaving heeft bevestigd, opnieuw moet oordelen, kan bevreemdend zijn.

Hier zou kunnen gedacht worden aan de verlenging van de duur van de hechtenistitel die een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling zou verschaffen. Zodoende zouden het aantal “onnodige” hogere beroepen van de verdachte verminderd kunnen worden en zou de vlotte voortgang van het onderzoek voor een langere periode dan 15 dagen verzekerd kunnen worden. Teneinde de positieve effecten van de huidige regeling met betrekking tot dossiers met meerdere verdachten niet te verliezen, valt echter aan te raden om deze duur te verlengen van 15 dagen naar 45 dagen: op deze wijze kan de behandeling van het dossier toch “samengehouden” worden. Bij een verlenging van 15 dagen naar 1 maand zou een dossier desgevallend gefragmenteerd kunnen geraken indien sommige verdachten wel en andere geen hoger beroep aantekenen zodat de verhoopte tijdswinst verloren zou gaan.

Voorgaande moet echter met de nodige omzichtheid benaderd worden: naar effectmeting toe op het aantal voorlopig gehechten kan geen duidelijke uitspraak gedaan worden en ook het verhoopte effect inzake het vermijden van “overbodige” beroepen en inzake het voorkomen van vertraging van het onderzoek valt thans niet te meten. Anderzijds valt te vrezen dat -zeker gelet op de huidige praktijk- een verlenging van de hechtenistitel van een arrest van de kamer

van inbeschuldigingstelling veeleer leidt tot een verlenging van de totale duur van de voorlopige hechtenis dan wel tot een verkorting ervan. Concluderend kan gesteld worden dat ondanks de terechte bedenkingen inzake de relatief korte hechtenistitel die voortvloeit uit een arrest tot handhaving van de kamer van inbeschuldigingstelling, een behoud ervan aangewezen lijkt.

5. De regeling van de procedure

Een opvallend gegeven aangaande de praktijk van de voorlopige hechtenis was de vaststelling dat minstens 40% van de verdachten die onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst, onder de banden ervan naar de correctionele rechtbank verzonden werd. Uit deze louter cijfermatige vaststelling kunnen uiteraard geen conclusies getrokken worden met betrekking tot de al dan niet "correctheid" van de genomen beslissing, maar vastgesteld kan worden dat het aantal erg hoog is, zeker rekening houdend met het gegeven dat op dat ogenblik een belangrijk criterium voor de voorlopige hechtenis, met name de belangen van het onderzoek, wegvalt. Het inperken van het aantal verzendingen onder de banden van het aanhoudingsmandaat lijkt dan ook een te bewandelen piste. Overigens ligt de filosofie van de huidige regelgeving eveneens in die lijn: de verdachte moet principieel in vrijheid gesteld worden bij de regeling van de rechtspleging; indien een verdere handhaving noodzakelijk geacht wordt, is een afzonderlijke beschikking vereist.

Het beperken van het aantal verzendingen onder de banden zal, om hoger reeds aangegeven redenen, wellicht niet verwacht kunnen worden via de invoering van andere en/of strengere criteria. Ook van een striktere motiveringsplicht bij de regeling van de rechtspleging kan geen groot succes verwacht worden. Gelet op het feit dat op dat ogenblik uitsluitend geoordeeld dient te worden over recidive- en/of vluchtgevaar, lijkt hier evenwel een mogelijkheid weggelegd voor een verder stimuleren van de vrijheid onder voorwaarden. Op deze manier zou zowel bij het begin van de voorlopige hechtenis als op het einde van het onderzoek de VOV proceduraal ingevoerd kunnen worden (*infra*, Hoofdstuk 5.).

Het effect op het totaal aantal voorlopig gehechten bij een reductie van het aantal verzendingen onder het aanhoudingsmandaat mag niet onderschat worden. Wellicht is de effectieve inkorting van de duur van de voorlopige hechtenis per verdachte vrij gering, doch belangrijk is de omvang van het aantal betrokken dossiers zodat gesteld kan worden dat hier een groot potentieel ligt.
Bovendien kan voorgaande eveneens een effect hebben op de totale detentiepopulatie nu uit onderzoek[450] bleek dat het al dan niet aangehouden voor de feitenrechter verschijnen eveneens een invloed heeft op het al dan niet veroordeeld worden tot een effectieve gevangenisstraf.

[450] B. AUBUSSON DE CAVARLAY, "Filières pénales et choix de la peine" in L. MUCCHIELLI en Ph. ROBERT (eds.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Parijs, Editions la découverte, 2002, 352.

6. De verdere versterking van de onafhankelijkheid van de OR

Zoals hierboven reeds werd aangehaald (Hoofdstuk 3, 4), is het duidelijk dat de wetgever van 1990 een groot vertrouwen heeft gesteld in de persoon van de onderzoeksrechter. Met de nieuwe wet op de voorlopige hechtenis van 1990 zijn de bevoegdheden en onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter duidelijk gestegen. De wetgever heeft in de materie van de voorlopige hechtenis logischerwijze een cruciale rol toebedeeld aan de onderzoeksrechter, als leider van het gerechtelijk onderzoek.

Na het verlenen van het aanhoudingsmandaat kan de onderzoeksrechter gedurende het hele gerechtelijk onderzoek de voorlopige hechtenis opheffen, zij het met mogelijkheid tot verzet van de procureur des Konings na de eerste tussenkomst van de raadkamer. De vraag rijst echter of de onderzoeksrechter gemakkelijk zal overgaan tot handlichting van het aanhoudingsmandaat. De voorziene periodieke zittingen van de raadkamer en van de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen hier een remmende werking hebben. Een onderzoeksrechter zal mogelijks niet altijd geneigd zijn om een verdachte vrij te laten vlak voor of vlak na een zitting van de raadkamer. Indien hoger beroep werd aangetekend, zal de onderzoeksrechter wellicht oordelen dat het aangewezen is om de uitspraak van de kamer van inbeschuldigingstelling af te wachten; vlak na een beslissing tot handhaving door de kamer van inbeschuldigingstelling zal de onderzoeksrechter evenmin geneigd zijn om een invrijheidstelling te bevelen. Tenslotte kan aangenomen worden dat ook de verzetsmogelijkheid van de procureur des Konings in de praktijk een remmende werking heeft op de aan de onderzoeksrechter toegekende bevoegdheid doordat zij anticiperen op het verzet van de procureur des Konings en zodoende niet tot een handlichting beslissen teneinde onnodige werklast te vermijden.
Wat de verzetsmogelijkheid van de procureur des Konings betreft, moet weerom gewezen worden op het verborgen strafkarakter van de voorlopige hechtenis en op het feit dat de voorlopige hechtenis in die zin gebruikt kan worden als instrument voor de uitvoering van het strafrechtelijk beleid van het openbaar ministerie. Hierbij dient gewezen te worden op het feit dat het strafrechtelijk beleid van het openbaar ministerie logischerwijze evolueert en onderhevig is aan datgene wat leeft in de samenleving. Op haar beurt evolueert datgene wat als maatschappelijk aanvaardbaar beschouwd wordt eveneens: *"Des périodes de détérioration économique semblent amener dans leur sillage une intolérance sociale envers différents groupes de 'déviants', tels que les chômeurs, immigrés, toxicomanes."*[451] Reeds hoger werd tevens gewezen op de vastgestelde relatie tussen economisch klimaat en gevangenispopulatie.[452] Bovendien wordt in periodes van economische en sociale onzekerheid het beeld over criminaliteit vaak uitvergroot. *"Il est alors logique que ce sentiment d'insécurité agissant sur tout un chacun, se traduise aussi dans les décisions prises par les magistrats qui se trouvent, quant à eux, en première ligne face à cette image du crime 'grossie', sur fond d'inquétudes généralisées."*[453] Anderzijds moet opgemerkt worden dat de maatschappelijke tolerantie soms groter is dan wordt aangenomen, minstens dat zij

[451] S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire" in Ph. MARY en Th. PAPATHEODOROU (eds.), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Brussel, Bruylant, 1999, 24.
[452] Ch. VANNESTE, *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, L'Harmattan, 2001, 229p.
[453] Ch. VANNESTE, *De la surpopulation aux alternatives*, Journée d'étude organisée par le GRAPP et l'école des Sciences Criminologiques Léon Cornil, 1997, onuitg.

genuanceerder is.[454] In die zin ook: *"L'opinion publique est donc plus diversifiée que ne le croient les acteurs du système de justice pénale, qui se laissent parfois influencer dans leurs décisions par leur perception de la punitivité publique."*[455]

Een versterking van de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter zal wellicht leiden tot een minder strafgericht gebruik van de voorlopige hechtenis en tot een "heropleving" van de voorlopige hechtenis als instrument ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek. Er zijn inderdaad argumenten te vinden om de autonomie van de onderzoeksrechter in die zin verder te versterken. Als leider van het onderzoek is hij het best geplaatst om te oordelen of de verdere aanhouding nog nodig is voor de belangen van het onderzoek. Het lijkt in de lijn van de logica te liggen om de aan de onderzoeksrechter toegekende autonomie in de eerste fase van vijf dagen door te trekken gedurende het hele gerechtelijk onderzoek. Op deze manier zou de onderzoeksrechter zowel autonoom een bevel tot aanhouding kunnen verlenen als dit bevel terug opheffen. Zodoende kan gepleit worden voor een afschaffing van de verzetsmogelijkheid van het openbaar ministerie, zoals overigens ook voorzien in het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet op de voorlopige hechtenis van de Minister van Justitie. Naar effect op het aantal voorlopig gehechten kan echter geen preciese uitspraak gedaan worden.

---

[454] K. BEYENS, *Straffen als sociale praktijk. Een penologisch onderzoek naar straftoemeting*, VUB Press, Brussel, 2000, 439.

[455] S. SNACKEN, "Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire" in Ph. MARY en Th. PAPATHEODOROU (eds.), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Brussel, Bruylant, 1999, 25.

7. De afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de RK en de uitbreiding van de autonomie van de OR tot de tweede RK

Als mildere vorm van de hierboven aangehaalde mogelijkheden kan ook een combinatie overwogen worden van bepaalde alternatieven. Zo zou overwogen kunnen worden om het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer af te schaffen en de absolute autonomie van de onderzoeksrechter te laten doorlopen tot aan de tweede beschikking van de raadkamer. Zodoende zou temporeel ruimte geschapen worden voor de onderzoeksrechter om een handlichting te bevelen zonder dat er een verzetsmogelijkheid van het openbaar ministerie bestaat.

Via de combinatie van deze voorstellen zou een driedubbel effect bekomen kunnen worden. Vooreerst zou de nadruk gelegd worden op de snelle voortgang van het gerechtelijk onderzoek in een eerste fase van maximaal 36 dagen: gedurende een periode van één maand na de tussenkomst van de raadkamer kan het onderzoek immers zeker ongestoord verderlopen. Op deze manier kunnen mogelijks een aantal tekortkomingen van de korte periode van 5 dagen verholpen worden. Anderzijds blijft de tussenkomst van de raadkamer binnen de 5 dagen behouden zodat de rechten van de verdediging behouden blijven.
Vervolgens zou de onderzoeksrechter een langere tijd de vrijheid hebben om snel in te grijpen indien het gerechtelijk onderzoek snel tot resultaten leidt. Gelet op de afwezigheid van de verzetsmogelijkheid voor de procureur des Konings zal de onderzoeksrechter gemakkelijker kunnen overgaan tot handlichting van het bevel tot aanhouding.
Tenslotte kan huidig voorstel eveneens de toepassing van de VOV verder stimuleren. De onderzoeksrechter kan in nauwe samenwerking met de Justitiehuizen binnen de maand een voorstel tot VOV klaarstomen. Zodoende zou het feit dat de periode van maximaal 5 dagen vaak te kort is om een VOV uit te werken, mede verholpen kunnen worden. (*infra*, Hoofdstuk 5.)

8. Introduire des durées maximales ?

Introduction

Les différents points abordés ci-dessus ont principalement concerné les mécanismes de contrôle de la durée des détentions prévus par le législateur. Dans la présente partie, sera traitée la question spécifique de l'introduction de durées maximales, pour la détention préventive proprement dite mais pas seulement. En effet, examiner la question de la durée de la détention préventive amène immanquablement à s'interroger sur la durée de l'instruction, ainsi que sur le laps de temps qui s'écoule entre la fin de l'instruction et la première comparution de l'inculpé devant ses juges, même si ces périodes de temps ne se chevauchent pas nécessairement (la détention préventive pouvant par exemple se poursuivre après la fin de l'instruction).
Deux approches peuvent dès lors être soutenues : soit l'étude se limite *stricto sensu* à la question de l'introduction de durées de détention préventive maximales, particulièrement sous ses aspects techniques, soit l'analyse prend en compte le contexte dans lequel s'inscrit la détention préventive, celui de la phase de la procédure qui précède le jugement, et questionne également en cette matière la problématique de la durée. Cette dernière approche a été privilégiée dans le souci de pouvoir cerner l'ensemble des mesures qui pourraient être envisagées pour atteindre un même résultat : une diminution sensible de la durée des détentions préventives. L'analyse proposée traite dès lors de la question de l'introduction de durées maximales sous différents angles : durées maximales de détention préventive, durées maximales pour l'instruction, durées maximales de la phase postérieure à l'instruction mais préalable au jugement.

Dans un premier temps, le contexte de la détention préventive sera interrogé, c'est-à-dire l'instruction et la phase préalable à celle du jugement proprement dit, phases de la procédure qui ne sont actuellement pas soumises à des limites de durée. Absence de limites ne signifie toutefois pas absence de contrôles : les mécanismes inscrits dans la législation belge seront pris en compte. Dans un second temps, il est proposé une analyse ciblée sur la mesure au cœur du débat, l'introduction de durées de détention préventive maximales. Un regard historique est d'abord posé pour avoir une compréhension de la manière selon laquelle l'introduction de tels délais maxima a été envisagée par le passé dans le royaume avant d'envisager concrètement l'examen de quelques propositions.

8.1. AGIR SUR LA DURÉE DE LA PHASE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS

Introduction

La détention préventive s'inscrit dans un cadre procédural bien particulier : celui de la phase préparatoire au procès qui comprend notamment un temps consacré à l'instruction de l'affaire. Sachant que la détention préventive peut au maximum durer pendant tout le temps consacré à cette phase préparatoire, on peut se demander si une telle phase est elle-même balisée en terme de durée ou si elle peut se prolonger indéfiniment. Cette réflexion ouvre d'éventuelles nouvelles perspectives : ainsi, est-ce que des mesures visant à limiter la durée de la phase préparatoire au procès seraient de nature à limiter indirectement la durée de la détention préventive ?
Ce lien entre la durée de la phase préparatoire au procès et la durée de la détention préventive n'a pas, à notre connaissance, fait l'objet d'études scientifiques.

En dehors des données relatives à la détention préventive, on a en fait très peu d'indications sur la durée de la phase préparatoire au procès. Un travail est néanmoins en cours de réalisation sur base des données rassemblées par le système de gestion informatique des dossiers correctionnels, appelé « TPI » pour « Tribunal de Première Instance », système qui comporte un certain nombre de données enregistrées par les parquets et par les greffes correctionnels. Les analystes statistiques du Collège des procureurs généraux les ont rassemblées dans un document rendu public[456]. Ce document s'appuie sur deux modes d'observation des données, le premier privilégiant une analyse transversale des affaires relatives à l'année 2002, le second favorisant une analyse longitudinale portant sur une cohorte constituée par l'ensemble des affaires entrées au parquet au cours de l'année 1998. L'analyse de la cohorte s'est étendue sur une période de cinq ans, soit du 1er janvier 1998 jusqu'au 31 décembre 2002. Une analyse de la durée moyenne des instructions et de la durée moyenne de la phase de jugement[457] a été réalisée par les analystes statistiques sur base de cette cohorte mais des vérifications sont toujours en cours sur ces données et en empêchent actuellement toute exploitation scientifique. A l'avenir, une nouvelle application informatique pourra peut-être également fournir de précieuses indications en la matière : le programme JIOR[458]. Introduit progressivement dans les cabinets d'instruction depuis 1999, il y enregistre tous les actes d'instruction. Certaines analyses statistiques ont déjà pu être réalisées à partir de ce programme mais différents problèmes y sont par ailleurs constatés, notamment en raison d'une absence de garantie quant à l'exhaustivité des données encodées, ce qui ne permet pas non plus à ce stade d'en assurer une exploitation scientifique rigoureuse.
L'absence d'informations relatives au temps actuellement consacré à la phase préparatoire au procès en empêche toute évaluation et ne permet pas non plus d'estimer son impact éventuel sur la durée des détentions préventives.
Ceci n'empêche que cette phase préparatoire au procès ne peut être négligée dans l'étude des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive car on peut quand même raisonnablement supposer qu'une réduction de la durée de la phase préparatoire aurait un impact, aussi minime soit-il, sur la durée de la détention préventive.

---

[456] COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX, *Statistique annuelle du Ministère public*, Bruxelles, 2002.
[457] Plus précisément, *la durée moyenne des instructions* y est entendue comme le nombre de jours compris en moyenne entre la saisine du juge d'instruction et la fixation devant la chambre du conseil pour le règlement de la procédure tandis que *la durée moyenne de la phase de jugement* y est entendue comme le nombre de jours compris en moyenne entre la première fixation devant le tribunal correctionnel et la première fixation pour le prononcé du jugement.
[458] SPF JUSTICE, *Les statistiques annuelles des cours et tribunaux, Données 2002, Parquets et Tribunaux de Première Instance*, pp.150-180

Pour traiter de la question de la durée de la phase préparatoire au procès, une analyse en deux temps est proposée : tout d'abord, les mesures visant à baliser la phase préparatoire au procès seront succinctement étudiées et ensuite, des propositions formulées.

8.1.1. Le cadre juridique de la phase préparatoire au procès

La détention préventive peut débuter durant la phase de l'instruction et se poursuivre jusqu'au jugement. Deux phases se succèdent ainsi, le règlement de la procédure étant un moment charnière entre ces deux phases. En effet, lors du règlement de la procédure, la chambre du conseil détermine si l'instruction est suffisamment complète pour pouvoir apprécier l'absence ou la présence de charges à l'égard de la personne inculpée. On peut ainsi appeler « phase d'instruction » la procédure suivie en amont du règlement de la procédure, même si le temps de l'instruction réalisée par le juge d'instruction ne constitue qu'une partie de cette phase. Une fois celle-ci terminée commence alors la « phase de jugement », notion renvoyant à la procédure suivie à partir du règlement de la procédure jusqu'au jugement.
Les deux phases ainsi identifiées poursuivent des objectifs différents et mobilisent des acteurs judiciaires spécifiques.

8.1.1.1. La phase de l'instruction

En ce qui concerne l'instruction, « *la loi n'a pas fixé de délai dans lequel l'instruction doit être terminée* »[459]. Ceci signifie qu'à partir du moment où un juge d'instruction est saisi par le réquisitoire aux fins d'instruire délivré par le procureur du Roi, il mène l'instruction sans être tenu par un délai maximal. Une fois qu'il estime sa mission terminée, il communique le dossier au procureur du Roi[460]. Cette communication se fait au moyen d'une ordonnance dite de « soit communiqué ».
Le procureur du Roi n'est également tenu par aucun délai[461]. Il est libre d'apprécier le temps qui lui est nécessaire pour analyser les résultats de l'instruction - et éventuellement adresser des réquisitions complémentaires au juge d'instruction s'il estime que l'instruction n'est pas complète - et établir ses réquisitions.
Lorsque le procureur du Roi a établi ses réquisitions et qu'il demande le renvoi de l'inculpé devant la juridiction compétente, une phase de consultation du dossier est ouverte, avec possibilité de solliciter des actes d'instruction complémentaires[462]. A nouveau, aucun délai n'est légalement fixé entre le moment où le procureur du Roi établit ses réquisitions et l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure. Des délais sont néanmoins prévus par le Code d'instruction criminelle mais ils concernent la période durant laquelle le dossier est consultable et la procédure relative à d'éventuelles demandes de devoirs d'instruction complémentaires.

---

[459] J. DECODT, "Le contrôle de la détention préventive", in *La détention préventive*, B. DEJEMEPPE, Bruxelles, Larcier, 1992, p.235.
[460] Article 127 du Code d'instruction criminelle.
[461] Il faut néanmoins signaler qu' « *avant la réforme Franchimont, le Code d'instruction criminelle fixait un délai de trois jours au parquet pour établir ses réquisitions mais dans la pratique, ce délai n'était jamais* respecté *(et ne pouvait d'ailleurs l'être en raison du volume de travail)* » (H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, op.cit., p.558).
[462] Dans le cadre de la présente analyse, les procédures relatives aux actes d'instruction complémentaires ne seront pas détaillées.

Cette absence de délais contraignants endéans lesquels juges d'instruction et procureurs du Roi seraient tenus d'agir ne signifie toutefois pas que la phase d'instruction peut se prolonger indéfiniment. Des balises existent pour éviter des prolongements excessifs, particulièrement depuis la loi Franchimont[463] qui a renforcé le rôle de la chambre des mises en accusation comme organe de contrôle interne de l'instruction[464].

L'article 136 du Code d'instruction criminelle prévoit à cet effet que la chambre des mises en accusation peut prendre l'initiative de demander des rapports sur l'état des affaires en cours d'instruction et prendre connaissance des dossiers. Si l'instruction n'est pas terminée après une année, elle peut aussi être saisie par l'inculpé ou la partie civile. Ceux-ci ont donc la possibilité de réagir s'ils estiment que l'instruction perdure de manière déraisonnable, suite notamment à l'inertie éventuelle du juge d'instruction ou du ministère public[465]. Notons par ailleurs que l'article 235bis, §2, du même code attribue également à la chambre des mises en accusation un pouvoir de contrôle sur la régularité de la procédure dans tous les cas où elle est saisie d'une affaire[466]. La chambre des mises en accusation a différents moyens pour agir dans le cadre de l'exercice de ce pouvoir de contrôle : elle peut ainsi aller jusqu'à retirer l'instruction au juge d'instruction et prendre elle-même cette instruction en mains, en désignant par exemple un de ses membres en qualité de magistrat instructeur[467].
Un contrôle systématique est aussi prévu pour toutes les affaires à propos desquelles la chambre du conseil n'a pas statué endéans l'année, à compter du premier réquisitoire. Le procureur du Roi est tenu de faire rapport sur ces affaires au procureur général[468]. Le procureur général peut alors adresser des réquisitions au juge d'instruction, par l'intermédiaire du procureur du Roi et, le cas échéant, saisir la chambre des mises en accusation en introduisant un recours contre l'ordonnance du juge d'instruction qui refuserait de donner suite à ses réquisitions[469]. Le procureur général peut par ailleurs prendre à tout moment des réquisitions devant la chambre des mises en accusation s'il les estime utiles pour le bon déroulement de l'instruction, la légalité ou la régularité de la procédure (article 136 bis, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle).

Enfin, si aucun délai contraignant n'est inscrit dans la législation, le principe du délai raisonnable inscrit dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (voir supra) permet de baliser le déroulement tant de l'instruction que de l'accusation. L'écoulement d'un délai trop important entre la commission des faits et les réquisitions du ministère public pourrait ainsi, par exemple, être jugé déraisonnable[470].

Il n'y a pas eu, à notre connaissance, d'évaluation de ce pouvoir de contrôle attribué, sous différentes formes, tant au ministère public qu'à la chambre des mises en accusation. On peut dès lors s'interroger sur l'ampleur et la portée des contrôles, particulièrement les contrôles

---

[463] Loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction.
[464] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.544.
[465] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, ibidem, p.544.
[466] Voir O. KLEES, D. VANDERMEERSCH, Observations sous Mons (ch.mis.acc.), 19 novembre 1998, *J.T.*, 1999, p.67.
[467] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.547.
[468] Article 136bis du Code d'instruction criminelle.
[469] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit*, p.524.
[470] La chambre du conseil de Mons a par exemple déclaré des poursuites irrecevables en raison du dépassement du délai raisonnable, le ministère public ayant mis près de 5 ans à requérir dans une affaire, le retard n'étant imputable ni à la complexité de l'affaire, ni à son volume particulier (Corr. Mons (ch. cons.) 23 décembre 2002, *J.T.*, 2003, p.629). Cette décision a été frappée d'appel.

d'office, effectués par ces instances sur les instructions en cours, ainsi que sur leurs effets. Bosly et Vandermeersch signalent à cet égard que sur base des nouvelles attributions qui leur ont été confiées lors de la réforme Franchimont, les chambres des mises en accusation des cours d'appel de Mons, Gand, Anvers et Liège ont procédé à des contrôles d'office d'instruction en dehors de toute saisine tandis que la cour d'appel de Bruxelles semble se limiter pour l'heure à l'exercice de ce contrôle d'office au cas de saisine[471]. Les contrôles ainsi effectués peuvent avoir comme effet une accélération des instructions. Bosly et Vandermeersch signalent par exemple que la chambre des mises en accusation d'Anvers a dans une affaire chargé un juge d'instruction de faire vérifier par les services de police l'état d'avancement de travaux d'expertise, les experts tardant de façon excessive à rentrer leur rapport[472].

8.1.1.2. La phase de jugement

Lorsque la chambre du conseil prononce une ordonnance de renvoi ou ordonne la transmission des pièces du dossier par le procureur du Roi au procureur général près la cour d'appel aux fins de saisine de la chambre des mises en accusation, il n'y a pas non plus de délais impératifs endéans lesquels la juridiction saisie doit entamer l'examen de l'affaire et statuer sur celle-ci. Les délais de fixation devant le tribunal de police, le tribunal correctionnel, la chambre des mises en accusation et, sur décision de la chambre des mises en accusation, la Cour d'assises, ne sont aucunement réglementés.

Il faut par ailleurs rappeler qu'une personne maintenue en détention préventive à l'issue du règlement de la procédure et renvoyée devant la juridiction compétente ne comparaît plus mensuellement devant la chambre du conseil ou une autre juridiction spécialement chargée de statuer sur le maintien de sa privation de liberté. Elle peut toutefois déposer à tout moment une demande de mise en liberté (article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive).

Dès le prononcé du jugement, la personne peut être maintenue en détention si elle est condamnée à un emprisonnement sans sursis dont la durée excède la détention déjà subie, pour autant que la peine soit prononcée en raison du fait qui a motivé la détention préventive (article 33 de la loi précitée).

[471] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.545. Ce même constat a été formulé par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 23 juin 2004 sur la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (Commission Franchimont).
[472] Anvers (mis.acc.) 7 octobre 1999, réf.2035/99, cité par H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *ibidem*, p. 547.

8.1.2. Propositions

En l'absence de toute information relative à la durée actuelle des procédures préalables au jugement et en l'absence également d'études relatives à l'impact de mesures qui viseraient à réduire la durée de la phase préparatoire au procès sur la population pénitentiaire en détention préventive, les propositions formulées dans la présente partie le sont à titre exploratoire. Elles devraient par ailleurs être étudiées dans le cadre plus large de la réforme de la procédure pénale.

L'examen des propositions s'appuie sur un découpage de la procédure préparatoire au procès en sept phases, les développements qui précèdent ayant mis en évidence la nécessité de distinguer les différentes étapes qui jalonnent le cours de l'instruction et la phase du jugement. Les sept phases proposées correspondent au temps qui s'écoule entre :
1) Le réquisitoire aux fins d'instruire délivré par le procureur du Roi au juge d'instruction et la délivrance d'une ordonnance de « soit communiqué » par ce dernier ;
2) L'ordonnance de « soit communiqué » et le réquisitoire du parquet en vue du règlement de la procédure ;
3) Le réquisitoire du parquet en vue du règlement de la procédure et la fixation de l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure ;
4) La fixation de l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure et le règlement définitif de la procédure ;
5) Le règlement de la procédure et la première fixation devant la juridiction de fond appelée à statuer ;
6) La première fixation devant la juridiction de fond appelée à statuer et le jugement définitif de cette juridiction[473] ;
7) Le cas échéant, le jugement définitif de la juridiction de fond et la décision coulée en force de chose jugée, c'est-à-dire ne pouvant plus faire l'objet ni d'un recours ordinaire (opposition ou appel), ni d'un pourvoi en cassation[474].
Ce découpage vise à mettre en lumière les phases de la procédure qui, souffrant d'un manque de balises quant à leur durée, pourraient être mieux « encadrées » par des mesures particulières. Il s'agit en quelque sorte d'envisager des mécanismes de contrôle plus spécifiques que ceux précédemment évoqués (contrôle général de l'instruction par la chambre des mises en accusation et actions éventuelles du ministère public). Ces mesures spécifiques seront ici systématiquement envisagées pour chacune des sept phases présentées ci-dessus.

1) Entre le réquisitoire aux fins d'instruire délivré par le procureur du Roi au juge d'instruction et la délivrance d'une ordonnance de « soit communiqué » par ce dernier

Comme il l'a été signalé ci-dessus, même si l'instruction menée par le juge d'instruction ne doit pas être clôturée endéans un certain délai, un contrôle existe pour éviter que des dossiers en cours d'instruction « dorment » sans que des devoirs d'enquête n'y soient exécutés pendant une période plus ou moins longue. On peut aussi souligner que dans des situations extrêmes de « blocage » de l'instruction, la défense a également un rôle à jouer pour permettre que soit « réactivée » l'instruction.

[473] Le jugement définitif est celui qui épuise la juridiction du juge sur une question litigieuse, par opposition au jugement avant dire droit (voir H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.962).
[474] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.189.

Faut-il encadrer davantage la durée de cette phase de la procédure pénale ? Face à la diversité des affaires soumises à instruction, on peut douter raisonnablement de l'opportunité d'introduire une limite *in abstracto* endéans laquelle les dossiers à l'instruction devraient être clôturés. On peut toutefois penser à l'introduction d'une limite temporelle qui ne serait plus fixée *in abstracto* par la loi mais qui pourrait être déterminée *in concreto*, dans des affaires où l'instruction souffrirait d'un certain retard. Mais quelle pourrait être cette autorité chargée de décider, dans certains cas, d'un délai endéans lequel le juge d'instruction serait invité à clôturer son instruction ? On songe naturellement à la chambre des mises en accusation, dans le cadre du pouvoir de contrôle de l'instruction qui lui a déjà été reconnu. En effet, dans le cadre de l'exercice de ce contrôle, elle peut déjà dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice dessaisir le juge d'instruction et le remplacer par un autre ; elle peut aussi - bien que la loi ne le spécifie pas explicitement - lui ordonner d'accomplir certains devoirs d'instruction complémentaires[475]. On pourrait aller plus loin en prévoyant formellement que la chambre des mises en accusation, dans le cadre de son pouvoir de contrôle de l'instruction, aurait la faculté d'obliger le juge d'instruction à clôturer son instruction dans un certain délai qu'elle fixerait elle-même ?[476] L'impact d'une telle mesure ne pourrait évidemment s'analyser sans une étude sur la manière selon laquelle cette juridiction exerce actuellement le contrôle sur l'instruction qui lui est reconnu.

2) Entre l'ordonnance de « soit communiqué » et le réquisitoire du parquet en vue du règlement de la procédure

Le temps mis par le parquet pour établir ses réquisitions dépend évidemment de facteurs aussi divers que la complexité du dossier qui lui est soumis à des fins de réquisitions et le volume de la charge de travail des membres du ministère public. Dans certains cas toutefois, il est fait état de dossiers dormants, «*oubliés ou gelés dans les parquets durant plusieurs années, sans qu'une juridiction ne puisse statuer sur le sort de ces affaires* »[477]. H.-D. Bolsy et D. Vandermeersch suggère à ce sujet de donner la faculté au juge d'instruction de provoquer le règlement de la procédure après l'écoulement d'un certain délai à compter du moment où il transmet son dossier « à toutes fins » au parquet et ce, même en l'absence de réquisitions finales du procureur du Roi[478]. Un mécanisme similaire est prévu par le code de procédure pénale français : à partir du moment où le juge d'instruction communique son dossier au procureur de la République, celui-ci doit lui adresser ses réquisitions dans un délai d'un mois si une personne mise en examen est détenue et trois mois dans les autres cas. Si dans le délai ainsi prescrit le juge d'instruction ne reçoit pas de réquisitions, il peut rendre l'ordonnance de règlement[479].

Cette mesure semble en effet de nature à renforcer les balises devant permettre d'éviter un allongement dommageable des procédures, bien qu'il soit difficile d'en mesurer l'impact sur la détention préventive, le nombre de dossiers « dormants » étant sans doute moins important dans des affaires où des personnes sont détenues préventivement. Il est à préciser qu'il s'agit bien d'une faculté qui serait ainsi offerte au juge d'instruction : à lui d'apprécier si en l'espèce, le dépassement du délai fixé pour que le ministère public établisse ses réquisitions

[475] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *ibidem*, p.546-547.
[476] Une telle faculté amènerait par ailleurs à s'interroger sur les critères que se donnerait la chambre des mises en accusation pour intervenir sur la durée de l'instruction, ainsi que sur les critères au moyen desquels elle apprécierait la durée raisonnable devant être laissée au juge d'instruction pour clôturer son instruction.
[477] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *ibidem*, p.558.
[478] H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *ibidem*, p.558.
[479] Article 175 du code de procédure pénale français.

est déraisonnable en fonction des circonstances propres à l'affaire. Le Conseil Supérieur de la Justice est également d'avis que la détermination d'un délai raisonnable s'impose et qu'une fois ce délai dépassé, le juge d'instruction puisse provoquer lui-même le règlement de la procédure sans pour autant se substituer au parquet pour ce qui concerne l'établissement des réquisitions[480]. La traduction juridique de cette proposition mérite d'être questionnée. Tout d'abord en ce qui concerne le délai qui s'imposerait ainsi au ministère public. Rappelons qu'il existait auparavant un délai de trois jours qui ne pouvait pratiquement pas être respecté. Par ailleurs, aucune donnée statistique ne permet actuellement de connaître les délais en moyenne rencontrés dans les différents arrondissements judiciaires. Le délai d'un mois imposé en France dans les affaires où une personne est détenue (et trois mois quand personne n'est privé de sa liberté) semble déjà relativement long et pourrait être concerté avec les praticiens. Passé ce délai, le juge d'instruction pourrait donc provoquer le règlement de la procédure si le procureur du Roi n'a pas à ce stade établit de réquisitions. Le juge d'instruction serait-il dès lors chargé de se substituer au procureur du Roi en établissant à sa place les réquisitions ? Il ne semble guère pertinent de dénaturer ainsi les fonctions des deux acteurs. Deux options semblent dès lors envisageables : soit la loi prévoit un délai endéans lequel le ministère public doit établir ses réquisitions à partir de la décision du juge d'instruction de provoquer le règlement de la procédure, soit c'est la chambre du conseil - en tant que juridiction chargée de statuer sur le règlement de la procédure - qui serait chargée, au vu du dossier, de fixer un délai endéans lequel le ministère public serait tenu de prendre des réquisitions[481]. En toute hypothèse, il faudrait bien entendu que soient maintenus les droits de consultation du dossier et la possibilité de pouvoir demander des actes d'instruction complémentaires.

3) Entre le réquisitoire du parquet en vue du règlement de la procédure et la fixation de l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure

On ne dispose à ce jour d'aucune donnée permettant d'estimer le caractère raisonnable ou non des délais actuellement nécessaires pour obtenir une fixation devant la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure à partir du moment où le parquet a rendu ses réquisitions finales. Dans le cadre du système de gestion informatique des dossiers correctionnels (TPI) évoqué ci-dessus, tous les parquets n'encodent pas systématiquement la date à laquelle le ministère public dépose ses réquisitions finales. Une meilleure connaissance de la situation rencontrée sur le terrain pourrait ainsi être assurée à l'avenir grâce à un encodage systématique dans ce système de telles informations mais elle pourrait également résulter d'une analyse de données partielles, récoltées par exemples sur base d'une étude d'un certain nombre de dossiers ou d'interviews ciblées.
En l'absence de telles informations, il n'est pas possible d'estimer si des mesures spécifiques sont nécessaires pour baliser la durée qui s'écoule entre le réquisitoire du parquet en vue du règlement de la procédure et la fixation de l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure, ni d'en préciser la nature.

---

[480] CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE, *Avis relatif à la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (Commission Franchimont)*, 23 juin 2004, p.32.
[481] Un parallélisme peut être ainsi tenu avec la procédure d'application quand les réquisitions finales du ministère public sont incomplètes : selon H.-D. BOSLY et D. VANDERMEERSCH, la chambre du conseil doit alors rendre une ordonnance de sursis à statuer pour permettre au procureur de compléter son réquisitoire. Le parallélisme peut se poursuivre si le procureur du Roi n'établit pas les réquisitions demandées : la chambre du conseil devrait alors pouvoir statuer sur l'ensemble des préventions dont le juge était saisi ainsi que sur le sort des personnes régulièrement inculpées ou mises en prévention (voir H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, *op.cit.*, p.560).

4) Entre la fixation de l'audience de la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure et le règlement définitif de la procédure

Cette phase de la procédure est évidemment à géométrie variable, la chambre du conseil pouvant prendre une ordonnance de sursis à statuer (et retourner le dossier au procureur du Roi qui peut alors adresser au juge d'instruction des réquisitions complémentaires ou contester devant la chambre des mises en accusation la décision de la chambre du conseil), une ordonnance par laquelle elle ordonne la transmission des pièces par le procureur du Roi au procureur général près la cour d'appel afin que ce dernier saisisse la chambre des mises en accusation (la chambre des mises en accusation ayant également diverses possibilités : renvoi en assises, etc.), une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, etc.
Vu la diversité des cas de figure pouvant être rencontrés, il semble ici difficile de prévoir de nouvelles mesures permettant d'accélérer le cours de la procédure ou de prévenir l'accumulation d'un retard.

5) Entre le règlement de la procédure et la première fixation devant la juridiction de fond appelée à statuer

On ne dispose à ce jour d'aucune donnée permettant d'estimer le caractère raisonnable ou non des délais actuellement nécessaires pour obtenir une première fixation devant la juridiction de fond à partir de la décision sur le règlement de la procédure. Il est dès lors difficile de préconiser quoi que ce soit en la matière mais on peut néanmoins attirer l'attention sur la nécessité de prendre en compte le statut particulier de la Cour d'assises.

6) Entre la première fixation devant la juridiction de fond appelée à statuer et le jugement définitif de cette juridiction

A nouveau, l'absence d'informations quant aux délais actuellement nécessaires rend impossible toute proposition en la matière.

7) Entre, le cas échéant, le jugement définitif de la juridiction de fond et la décision coulée en force de chose jugée

Cette phase de la procédure est également à géométrie variable, selon les recours introduits ou non à l'encontre des décisions prononcées en première instance. Une action éventuelle en la matière devrait distinguer les délais de fixation de la phase d'examen du dossier proprement dit afin de pouvoir le cas échéant agir spécifiquement sur l'éventuel engorgement au niveau des cours d'appel.

8.1.3. Conclusions

Même si les différents acteurs intervenant au cours de la phase préparatoire au procès ne sont tenus par aucun délai pour agir, on ne peut dire que leur travail n'est aucunement balisé dans le temps. Des mécanismes existent pour éviter que des procédures tardent à être menées ou à se conclure, même si ces mécanismes méritent d'être évalués. La chambre des mises en accusation occupe ainsi depuis la réforme Franchimont un rôle central dans le cadre des instructions. Ses différentes fonctions (juridiction d'appel pour les recours exercés à l'encontre des ordonnances du juge d'instruction et pour les décisions de la chambre du conseil, juridiction de contrôle de l'instruction) mériteraient d'être plus amplement étudiées, notamment pour apprécier de quelle manière la chambre des mises en accusation contribue à assurer à la détention préventive son caractère exceptionnel[482]. Il en va de même des fonctions attribuées au ministère public. Peu d'informations sont actuellement disponibles à ce niveau : outre la publication de quelques décisions et commentaires de doctrine (voir particulièrement Bosly et Vandermeersch), il semble qu'il n'existe pas de recherches centrées sur les chambres des mises en accusation et le ministère public, notamment depuis la réforme Franchimont, pour étudier la manière selon laquelle un contrôle est exercé sur l'instruction, particulièrement sur sa durée, en lien avec la détention préventive[483].

Il est enfin à souligner que des données sont manquantes à propos de la durée qui s'écoule entre les différentes phases de la procédure préparatoire au procès et qui peut contribuer à l'allongement de la durée de la détention préventive. De telles informations pourraient contribuer à déterminer si une réduction de la durée des instructions ou de la phase de jugement peut être obtenue par l'application d'une politique volontariste menée par les différentes instances concernées (juges d'instruction et chambres du conseil mais aussi chambres des mises en accusation et ministère public, notamment dans leurs fonctions de contrôle) et si des facteurs tels que le volume des affaires ou encore le nombre de magistrats instructeurs sont de nature à influencer la durée des procédures et le cas échéant, dans quelle mesure.

[482] Le Conseil Supérieur de la Justice, dans son avis rendu le 23 juin 2004, souligne ainsi que le contenu des contrôles d'office exercés par les chambres des mises en accusation varie d'une cour d'appel à l'autre : tantôt elles abordent le fond du dossier, tantôt elles se limitent à vérifier si l'instruction se poursuit sans désemparer et si elle ne connaît pas de retard injustifié (CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE, *Avis relatif à la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (Commission Franchimont)*, 23 juin 2004, p.33).

[483] Dans le cadre d'une recherche menée en 1999-2000 par An RAES (VUB), seuls les juges d'instruction avaient été interrogés (voir SNACKEN, S., (promotor), RAES, A., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden, op.cit.*, 139p.). Une autre recherche menée un an auparavant s'était également centrée sur les juges d'instruction, l'observation participante ayant ici été utilisée comme méthodologie spécifique (voir SNACKEN, S., (promotor), RAES, A., DELTENRE, S., VANNESTE, C., RAES, A., VERHAEGEN, P., *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden / Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions, op.cit.*, 244 p.).

8.2. AGIR SUR LA DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE

L'introduction d'une limite au terme de laquelle une personne préventivement privée de sa liberté ne pourrait plus l'être du simple fait de l'écoulement du temps a déjà été envisagée par le passé mais cette idée n'a pas été concrétisée à ce jour. Après une évocation des débats qui ont déjà eu lieu dans l'enceinte parlementaire, quelques considérations critiques sont émises sur la mesure envisagée. Des propositions sont ensuite formulées avant d'être confrontées aux analyses empiriques réalisées dans le cadre de la recherche.

8.2.1. Un projet rarement - mais déjà - discuté

Différentes propositions de loi ont déjà été déposées en Belgique pour introduire dans la législation une durée de détention préventive maximale.

Le 6 octobre 1986, M. Van den Bossche déposa à la Chambre une proposition de loi visant à limiter la durée de la privation de liberté à 6 mois pour les affaires correctionnelles et à 12 mois pour les affaires criminelles, ce dernier délai étant toutefois doublé lorsque le crime a entraîné la mort. Cette proposition se fondait sur la conviction que « *la durée de la détention préventive est aussi souvent inutilement longue* » en raison « *de la surabondance des tâches ou de la nonchalance avec laquelle elles* (ndlr. les instructions) *sont effectuées une fois que l'inculpé est arrêté* »[484]. Une autre proposition de loi a été déposée le 15 mars 1988 par Messieurs Dierickx et Vaes. Cette proposition visait d'une part, à relever le seuil d'admissibilité à 4 ans et d'autre part, à prévoir la remise en liberté de l'inculpé si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans les six mois à compter de la première confirmation du mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction. L'intention des parlementaires était de limiter autant que possible la population pénitentiaire en restreignant le recours à la détention préventive et de permettre une comparution rapide devant la juridiction de jugement en limitant la durée de la privation de liberté[485].

L'introduction d'une durée de détention préventive maximale a également été débattue à l'occasion des travaux parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi du 20 juillet 1990[486]. Les parlementaires ont au cours des débats distingué la détention préventive pendant l'instruction de la détention préventive qui se poursuit à la clôture de celle-ci et jusqu'au moment de la décision de la juridiction de jugement, distinction que n'avaient pas opérée les deux propositions de loi citées ci-dessus. Un parlementaire a ainsi proposé de ne limiter dans le temps que la privation de liberté précédant le renvoi devant la juridiction de jugement. Des durées maximales ont été suggérées (sans toutefois qu'il ne soit clairement indiqué si ces durées ne devaient s'appliquer qu'au laps de temps avant renvoi ou si elles devaient couvrir toute la période comprise entre la privation de liberté et le prononcé du jugement) :

- Six mois, en cas de délit ;

[484] Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, en ce qui concerne la durée de la détention, *Doc. Parl.*, Ch. Représ., 1985-1986, n°611.

[485] Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, *Doc. Parl.*, Sénat, 1988, n°90. Il est à noter que la même proposition de loi avait déjà été déposée à deux reprises : une fois par M. DIERICKX, à la Chambre, quatre ans plus tôt (Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, *Doc. Parl.*, Ch.Représ., 1984-1985, n°1090) et une autre fois par M. VAES et c.s. au Sénat, le 26 novembre 1985 (Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, *Doc. Parl.*, Sénat, 1985-1986, n°32).

[486] Projet de loi relative à la détention préventive, Rapport fait au nom de la Commission Justice, Doc.parl., *Sénat*, 1988-1989, n°658/2, pp. 43-45.

- Un an, en cas de crime ;
- Dix-huit mois, si le crime est passible de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité.

Il a par ailleurs été envisagé de confier à la chambre des mises en accusation la compétence d'accorder, à l'unanimité des voix, des prorogations de ces délais pour circonstances graves et exceptionnelles. Un autre système fut évoqué au cours des travaux parlementaires, celui de prévoir une durée limitée aux deux tiers ou à la moitié de la peine prévue pour les faits mis à charge de l'inculpé. Un tel système avait en fait été préalablement débattu dans un groupe de travail présidé par M. Declercq - et connu dès lors sous le nom de la « Commission Declercq » - mais n'avait pas été retenu par ses membres en raison de la complexité du dispositif et du risque de « surqualification » qu'il comportait[487].

Le Ministre de la Justice de l'époque s'est pour sa part distancé de ces propositions, estimant - en s'appuyant notamment sur des statistiques fournies par l'administration pénitentiaire - que le système de délais différenciés est trop complexe eu égard au phénomène marginal que constituent les longues détentions préventives. Ces arguments ont semble-t-il emporté la décision des parlementaires de ne pas inscrire pareils délais dans la loi, le système des confirmations mensuelles étant par ailleurs considéré comme offrant suffisamment de garanties au justiciable pour éviter « l'enlisement » des procédures. Un autre propos du Ministre de la Justice a par ailleurs été totalement occulté dans la suite des débats : il a en effet considéré « *que les parquets devraient décider plus rapidement* ». On suppose qu'il voulait viser par là le délai mis dans certains cas par le parquet pour prendre des réquisitions, une fois que le dossier lui a été communiqué par le juge d'instruction. Mais il semble que les parlementaires n'aient pas débattu de cette considération et ne l'aient donc pas concrétisée.

Mis à part ces deux propositions de loi et le contexte des travaux préalables à la loi du 20 juillet 1990, il n'y a pas eu d'autres tentatives législatives pour baliser par des délais légaux la durée de la détention préventive. Rares sont par ailleurs les auteurs qui en ont suggéré l'introduction. La première initiative en la matière est à mettre à l'actif du collectif des avocats d'Anvers qui en 1982, réagissant à un projet de loi relative à la détention préventive, s'est résolument prononcé en faveur de délais maxima de détention préventive : 6 mois en matière correctionnelle et un an en matière criminelle[488]. Par la suite, seule la Ligue des Droits de l'Homme a fait connaître une position allant dans le même sens, à la suite des deux propositions de loi précitées, en appelant à une « main-levée » de la détention préventive dès que la privation de liberté atteint la limite de six mois[489]. La Ligue précisait également que dans des cas particulièrement exceptionnels traités par la Cour d'assises, le délai pouvait être allongé, de façon la plus brève possible et sans dépasser la limite de deux ans. Mais la Ligue a été plus loin dans son analyse en distinguant trois aspects de la procédure qui doivent être balisés par des délais maxima :

- La détention préventive, comme indiqué ci-dessus ;
- L'instruction ;

---

[487] Il est à noter que les documents parlementaires ne mentionnent que quelques passages du rapport de la Commission Declercq, celui-ci ne faisant malheureusement pas l'objet d'une publication intégrale (situation également dénoncée par C. FIJNAUT, "De politionele vrijheidsbeneming in het kader van het vooronderzoek in strafzaken. Een rechtsvergelijkende beschouwing in het licht van het E.V.R.M.", in R. DECLERCQ, R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, p.52).

[488] N. VERBEKE, "Reaktie van het Antwerps Advokatenkollektief op het alternatief voor voorlopige hechtenis van Advokaat-Generaal L. de Wilde", *Panopticon* 1982, p.472. Le collectif estime par ailleurs que : "*Een voorhechtenis van meer dan een jaar kan echt niet menselijk genoemd worden*".

[489] E. BOUTMANS, J. DE WIT, R. DE BÉCO, M. NEVE, "Het ontwerp Wathelet tot herziening van de Wet op de voorlopige hechtenis verandert niets aan het misbruik van het voorarrest", *Panopticon*, 1990, p.252.

- La phase s'écoulant entre la clôture de l'instruction et la comparution devant le tribunal ou la Cour d'assises.

La Ligue n'a néanmoins pas précisé les délais qu'elle entendait mettre en place pour ce qui concerne ces deux dernières parties. Toutefois, elle s'est très clairement prononcée en faveur d'une sanction radicale en cas de dépassement de ces délais : la libération de l'inculpé[490].

8.2.2. Considérations critiques et positionnement

Le débat relatif à l'introduction de durées de détention préventive maximales remonte ainsi en Belgique à une quinzaine d'années. L'évocation de la mesure fut alors prudente et les propositions avancées en la matière guère approfondies. Reprendre le débat, c'est notamment faire le point sur les forces et les faiblesses de la mesure, c'est en mesurer tous les effets potentiels. Les quelques considérations critiques mentionnées dans cette partie du rapport de recherche poursuivent cet objectif.

Limiter dans le temps la durée de la détention préventive par l'introduction de délais maxima contient une certaine part d'arbitraire, même si la règle devait tenter de tenir compte *in abstracto* de la spécificité de certaines affaires justifiant un délai plus ou moins long. Quel que soit le degré de précision de la règle, la détermination d'une limite ne pourra jamais prendre en compte la particularité de l'ensemble des affaires dans lesquelles une personne peut être préventivement privée de sa liberté[491]. Une telle norme ne pourrait pas davantage tenir compte des différents facteurs qui influencent aujourd'hui ou qui influenceront demain la durée des détentions. En raison de cette critique fondamentale, certains suggèrent de maintenir la législation actuelle en l'état, estimant par ailleurs que l'article 5 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales permet fort opportunément une appréciation *in concreto* de la durée raisonnable ou pas de la détention[492].

En lien avec ce caractère discrétionnaire inhérent à toute mesure visant à délimiter *in abstracto* la durée de la détention préventive est régulièrement soulevée la question des risques encourus en cas de libération jugée inopportune. La mesure qui consisterait à prévoir qu'au bout d'un certain temps une personne privée de sa liberté dans le cadre de l'instruction des faits qui lui sont reprochés puisse être libérée même si cette instruction n'est pas encore clôturée ou que l'affaire n'a pu encore être jugée implique en effet une incertitude plus ou moins grande quant aux conséquences de cette libération automatique.

L'introduction de délais maxima de détention préventive soulève par ailleurs certaines craintes en terme d'effets pervers. La mesure pourrait en effet créer l'illusion qu'en deçà de la limite fixée, la détention préventive sera toujours légale alors que les circonstances particulières de certaines affaires pourraient ne justifier qu'une détention préventive de moins longue durée[493]. En d'autres termes, l'article 5 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales pourrait ne pas être respecté dans une affaire dans laquelle une personne est privée préventivement de sa liberté pour une durée inférieure à ce

[490] E. BOUTMANS, J. DE WIT, R. DE BÉCO, M. NEVE, *op.cit*., p.253.
[491] A. MOTTET, "Les délais en matière d'arrestation et de détention préventive en Belgique au regard de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme", *op.cit*., p.39.
[492] Chr. VAN DEN WIJNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *Panopticon*, 1991, p.132.
[493] Voir A. MOTTET, "Les délais en matière d'arrestation et de détention préventive en Belgique au regard de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme", *op.cit*., p.40 ; J. DECODT, "Le contrôle de la détention préventive", in *La détention préventive*, B. DEJEMEPPE, *op.cit*., p.235.

qui serait légalement fixé. Dans une même réflexion, on pourrait aussi craindre que les juges d'instruction, voire les autres juridictions intervenant dans le cadre de la détention préventive, aient tendance à utiliser toute la période de détention dont ils disposent légalement plutôt que de chercher à limiter autant que possible cette durée de détention. Ils pourraient ainsi être amenés, éventuellement pour des raisons de contrainte organisationnelle, à traiter en priorité les dossiers dans lesquels un délai de détention arrive à son terme. Il semble dès lors important de ne pas négliger l'impact qu'une telle pratique aurait globalement sur les durées de détention.

Enfin, dans le cadre d'une précédente recherche, S. Deltenre et E. Maes ont attiré l'attention sur la difficulté de pouvoir estimer l'impact sur la population pénitentiaire globale d'une mesure telle que l'introduction de durées de détention préventive maximales[494]. Deux phénomènes pourraient en effet interférer dans l'estimation des réductions de population pénitentiaire attendues. D'une part, puisque la période de détention préventive est déduite de la peine à subir au moment de l'exécution, à peine prononcée égale, une limitation des durées de détention préventive ne se traduira pas par un gain net équivalent de capacité pénitentiaire. En effet, la durée d'emprisonnement des détenus devrait rester identique ; c'est leur statut qui en serait modifié : ils seront davantage emprisonnés comme condamnés définitifs que comme détenus préventifs. D'autre part, les auteurs soulignent qu'il pourrait y avoir un effet réducteur en terme de sévérité des peines prononcées suscité par la réduction de la durée des détentions préventives. Ce pourrait être le cas lorsque le juge du fond tend à « couvrir » la période de détention préventive. Cette analyse ne visait toutefois pas à remettre en question l'introduction de durées de détention préventive maximales mais bien à souligner la difficulté d'en mesurer la portée.

Les considérations critiques énoncées ci-dessus nuancent l'attrait qu'offre une mesure telle que l'introduction de délais maxima pour circonscrire la durée de la détention préventive, sans pour autant réduire cet attrait à néant. En effet, malgré les critiques, la mesure n'en présente pas moins des avantages inégalables de part son caractère radical. Ce ne serait que réaffirmer le principe même de la détention préventive que de la limiter formellement dans le temps. Ce serait également rendre à ce principe sa place centrale en obligeant les acteurs judiciaires à en organiser son respect ; un principe ne devrait en effet jamais devoir s'effacer devant des contraintes organisationnelles ou perdre de sa vigueur face par exemple à la pression de l'opinion publique. Or, tant qu'aucune balise formelle ne limitera dans le temps la durée de la détention préventive, de tels risques existeront et contribueront à la lente érosion du caractère exceptionnel de cette détention.

Néanmoins, si on peut être favorable à l'introduction de durées de détention préventive maximales, ce n'est pas sans conditions. En effet, les avantages de la mesure pourraient être facilement amoindris ; les modalités qu'elle est susceptible de revêtir étant à ce point diversifiées qu'elles pourraient réduire à néant les effets escomptés. On pense ici aux nombreuses dérogations qui ont été prévues dans le cadre législatif français ou encore au seuil relativement élevé introduit dans la législation de deux pays européens qui ont une limite absolue à la durée totale de la détention préventive (elle ne peut ainsi dépasser quatre ans en Espagne et six ans en Italie[495]). Outre le fait qu'on n'aperçoit pas bien comment se justifient de si longues périodes de détention préventive, un seuil si élevé n'aurait que peu d'impacts

[494] S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *op.cit*., p.114.
[495] SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES DU SÉNAT (France), *Les droits du justiciable et la détention provisoire*, Etude de législation comparée n°140, Sénat, novembre 2004, p.5.

dans notre pays ; il faudrait en effet un abaissement radical du seuil pour que les premiers effets se fassent sentir. S. Deltenre et E. Maes ont ainsi mis en évidence dans une précédente recherche que, sur base de données relatives aux années 1996-2000, seuls 0,3% des détentions préventives durent plus de 2 années, 1,6% des détentions préventives se prolongeant après un an[496]. Pour que la mesure envisagée ait donc un certain sens par rapport à l'objectif poursuivi et qu'elle permette d'assurer le respect du principe même de la détention préventive - à savoir son caractère exceptionnel -, il faut donc que ses modalités soient rigoureusement - et radicalement - définies.

8.2.3. Propositions

L'exigence explicitée ci-dessus de durées de détention préventive maximales à certaines conditions strictement définies sera explorée en deux temps. Il est en effet nécessaire de circonscrire tout d'abord la phase de la procédure durant laquelle des durées maximales pourraient être introduites. De nombreuses hypothèses sont en effet envisageables (par exemple, la durée de la détention préventive doit-elle être limitée jusqu'à la fin de l'instruction ou également pendant la phase de jugement ?). L'analyse porte ensuite sur l'opportunité, voire la nécessité, de différencier des délais de détention en fonction d'un ou de plusieurs critères.

8.2.3.1. Des durées maximales pour quelle phase de la procédure ?

Parmi les modalités d'introduction de délais maxima se pose la question de la détermination du début et de la fin de la période considérée. Deux approches sont à distinguer : soit le législateur détermine une durée de détention préventive maximale entre le moment de la privation de liberté et le jugement définitif coulé en force de chose jugée sur les faits qui ont motivé la détention préventive, soit le législateur fractionne cette période et prévoit des durées maximales différentes en fonction des phases de la procédure. Un système mixte peut bien entendu être adopté : des durées différentes pourraient devoir être respectées à certains stades de la procédure mais au total, la durée de la détention préventive pourrait ne pas pouvoir excéder un certain délai. Un tel système mixte prévaut en Italie[497].

Compte tenu de la spécificité de la procédure pénale en vigueur en Belgique, il semble qu'il serait opportun, si des délais maxima sont introduits en matière de détention préventive, de distinguer au moins deux phases : la première débutant à partir de la première comparution en chambre du conseil et se prolongeant jusqu'au règlement définitif de la procédure, l'autre commençant lors de ce règlement de la procédure pour se poursuivre jusqu'à la décision coulée en force de chose jugée.
Le point de départ proposé n'est donc pas celui de la délivrance du mandat d'arrêt et ce, dans la logique de la procédure pénale actuellement en vigueur en Belgique qui prévoit déjà des durées de détention maximales en amont de cette date : dès la privation de liberté, un maximum de vingt-quatre heures peut en effet s'écouler avant l'éventuelle délivrance d'un

[496] Les auteurs avaient aussi souligné que la réduction de population pénitentiaire escomptée d'un plafonnement de la détention préventive à 3 mois lorsqu'il n'est pas question d'atteinte à l'intégrité physique serait encore relativement limité (S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *op.cit.*, p.100).
[497] SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES DU SÉNAT (France), *Les droits du justiciable et la détention provisoire*, *op.cit.*, p.19.

mandat d'arrêt à défaut duquel l'inculpé est mis en liberté, le mandat d'arrêt n'étant par ailleurs valable que pour une durée maximale de cinq jours.
En ce qui concerne la fin du délai proposé, la décision coulée en force de chose jugée, plusieurs options sont envisageables. La législation française prévoit ainsi des durées de détention préventive maximales jusqu'au moment où l'examen de l'affaire au fond est entamé. Cette perspective minimaliste est regrettable en ce qu'elle ne prend pas en considération les multiples remises qui émaillent la phase de jugement en Belgique et qui allongent de manière regrettable la durée des détentions préventives[498]. L'introduction d'une durée maximale s'étendant au-delà du début de l'examen de l'affaire au fond renforcerait la nécessité d'une organisation telle des tribunaux que les affaires dans lesquelles des personnes sont en détention préventive soient examinées dans les délais impartis. De cette organisation dépendra par ailleurs l'impact d'une telle mesure sur les autres affaires traitées par la justice pénale. Une autre option aurait été de limiter la durée de la détention préventive jusqu'au jugement définitif de la juridiction de fond appelée à statuer sur les faits, sans tenir compte des voies de recours ordinaires (appel ou opposition) ou des pourvois en cassation. Cette option n'a pas été choisie car on n'aperçoit pas bien pour quelle raison le principe du caractère exceptionnel de la détention préventive devrait être plus faiblement protégé en cas d'exercice des droits de la défense, pour peu bien entendu qu'il soit tenu compte de la spécificité de ces procédures de recours.

Enfin, après avoir défini le début et la fin des deux phases proposées, on peut s'interroger sur la pertinence de ce découpage en deux phases : une seule période ne suffirait-elle pas ou un plus grand découpage ne serait-il pas nécessaire ?
Considérer ce qui se joue entre la première comparution devant la chambre du conseil et la décision coulée en force de chose jugée comme une seule phase réglementée par un même délai reviendrait à méconnaître la logique actuelle du code de procédure pénale. Celui-ci fait en effet du règlement de la procédure un moment charnière, en prévoyant par exemple que le contrôle mensuel de la détention préventive ne s'opère que jusqu'à ce stade de la procédure. Il est donc nécessaire de distinguer *a minima* ces deux phases de la procédure.
Faut-il accentuer ce découpage pour prendre entièrement en compte la spécificité des différentes phases de la procédure pénale ? En suivant cette logique, on pourrait envisager de découper la procédure en autant de phases répondant à des logiques propres : durée de détention préventive maximale durant l'instruction, autre durée pendant que le ministère public établit ses réquisitions, etc. Un tel découpage systématique paraît déraisonnable eu égard à la complexité procédurale qu'il entraînerait.
Toutefois, il semble que la deuxième phase proposée, entre le règlement de la procédure et la décision coulée en force de chose jugée devrait proposer des délais différenciés en fonction de l'exercice ou non d'une voie de recours. Tout en maintenant durant cette phase de la procédure le principe d'une durée maximale, il s'agirait de l'adapter en fonction des particularités de cette phase. Un premier délai s'étendrait ainsi jusqu'à la décision définitive de la juridiction de fond appelée à se prononcer sur les faits reprochés et de nouveaux délais différenciés s'ouvriraient en cas d'exercice d'une ou de plusieurs voies de recours.

Avant de conclure ce point, une réserve s'impose à propos de l'insertion d'un tel dispositif dans la législation existante ou en cours de conception. On ne peut en effet dissocier ces perspectives de la réforme actuellement en cours sur la procédure pénale, ainsi que des propositions émises au point 8.1.2. du présent chapitre.

[498] Cette lenteur dans le traitement des affaires devant les juridictions de jugement a été mise en évidence par la recherche menée par la VUB (SNACKEN, S., (promotor), RAES, A., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Brussel, VUB, 1999-2000, pp.75-76).

8.2.3.2. Les critères permettant une différenciation des délais

Après avoir déterminé les phases de la procédure durant lesquelles la durée de la détention préventive devrait être soumise à des délais maxima, il est intéressant de relever que des critères peuvent être mobilisés pour diversifier les limites temporelles qui seraient introduites. Une seule durée maximale pourrait être fixée pour chaque phase de la procédure mais on pourrait également imaginer un scénario où pour chacune d'entre elles seraient introduites des limites diversifiées en fonction d'un ou plusieurs critères.

Les différentes législations nationales européennes offrent des exemples de critères pris en considération pour diversifier les durées de détention préventive maximales. On peut d'ailleurs constater que toutes les législations européennes qui prévoient une limitation temporelle aux privations de liberté avant jugement l'ont diversifiée en fonction d'un ou de plusieurs critères.
Ainsi en Espagne, la durée maximale autorisée pour une détention préventive dépend du motif qui a justifié l'incarcération : une détention provisoire motivée par la nécessité de préserver des éléments de preuve entraîne une durée maximale moindre - 6 mois - qu'une privation de liberté justifiée par un risque de fuite ou de récidive[499] - 1 ou 2 an(s) selon la peine encourue (si la peine encourue est un emprisonnement d'une durée comprise entre deux et trois ans, la détention provisoire ne pourra dépasser un an ; si la peine encourue est un emprisonnement d'une durée supérieure à trois ans, la détention provisoire ne pourra dépasser deux ans)[500].
En Italie, les délais varient également en fonction de l'état d'avancement de la procédure et de la peine maximale applicable. En tout état de cause, la durée totale ne peut excéder certaines limites. Ainsi, par exemple, la détention provisoire ne peut excéder deux ans lorsque l'inculpé est soupçonné d'avoir commis une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement comprise entre quatre et six ans. Il est à noter que la durée maximale peut aller jusqu'à six ans de détention préventive si l'intéressé est soupçonné d'avoir commis une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement supérieure à vingt ans[501].
En France, les délais varient en fonction de la nature de l'infraction reprochée, de l'état de récidive de l'intéressé et du type d'infractions reprochées (par exemples : trafic de stupéfiants, terrorisme, etc.)[502].

On peut rassembler les critères ainsi mobilisés pour différencier des durées de détention préventive maximales en trois catégories :

1) Critère fondé sur le motif à l'origine du mandat d'arrêt. En droit belge, il s'agirait de tenir compte de l'absolue nécessité pour la sécurité publique et, si le maximum de la peine applicable ne dépasse pas quinze ans de réclusion, du risque de récidive, du risque de fuite, du risque de collusion ou de disparition de preuves ;
2) Critère fondé sur la gravité des faits, mesurée en référence à la peine encourue en terme d'années d'emprisonnement ou en référence à la nature de l'infraction reprochée (crime ou délit) ;
3) Critère fondé sur la nature des infractions poursuivies.

---

[499] A propos de ce critère de récidive, il est à noter que l'Allemagne, même si elle ne connaît pas de limitation absolue de durée de la détention provisoire, prévoit néanmoins que les détentions provisoires fondées sur le risque de récidive sont expressément limitées à un an (SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES DU SÉNAT (France), *Les droits du justiciable et la détention provisoire*, *op.cit*., p.7).
[500] Des possibilités de prolongation existent néanmoins.
[501] SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES DU SÉNAT (France), *Les droits du justiciable et la détention provisoire*, *op.cit*., p.17.
[502] Voir le chapitre 2.

L'utilisation de ces critères appelle quelques commentaires. Il faut tout d'abord rappeler qu'ils seraient mobilisés pour garantir aux personnes privées de leur liberté avant jugement une période de détention raisonnable. Il s'agit ainsi de déterminer à partir de quand les personnes détenues préventivement dans telle ou telle situation doivent être remises en liberté en raison du dépassement du délai raisonnable et ce, quel que soit l'état de la procédure les concernant. A l'aune de cet objectif, les avantages et inconvénients des différents critères sont ci-après débattus.

En ce qui concerne le critère fondé sur la motivation du mandat d'arrêt, il est souligné que les risques protégés (sécurité publique, récidive, etc.) ne sont pas de nature à être levés par le simple fait de l'écoulement du temps. Il paraît donc difficile de justifier objectivement une différence de délais en fonction de l'une ou l'autre motivation, si ce n'est le risque de collusion ou de dissimulation de preuves qui pourrait être considéré comme s'effaçant davantage avec le temps que le risque de récidive ou d'atteinte à la sécurité publique. Par ailleurs, une distinction en fonction de la motivation à la base du mandat d'arrêt risque de ne pas être sans danger. On peut craindre en effet que les magistrats soient tentés de tenir compte dans l'indication des motifs justifiant la délivrance d'un mandat d'arrêt de leurs effets éventuels en terme de durée de détention préventive.

La prise en compte d'un critère basé sur la gravité des faits reviendrait en fait à considérer que plus l'infraction reprochée à la personne détenue préventivement est grave, plus il est légitime d'accroître la période durant laquelle elle pourrait être maintenue préventivement en détention. La partie de la recherche consacrée au seuil d'admissibilité et à l'éventuelle introduction d'une liste d'infractions a mis en évidence le caractère peu satisfaisant de la référence à la peine pour déterminer la gravité des faits (voir chapitre 3, 2.2.2). Nonobstant cette réserve, il n'en reste pas moins que le critère a une certaine pertinence comme élément de différenciation objective. On peut ajouter que si la peine encourue est ainsi prise en compte pour déterminer la durée de la détention préventive, la référence aux années d'emprisonnement semble présenter plus d'avantages que la référence au type d'infraction (crime ou délit), en raison de son plus grand degré de précision.

Enfin, le critère relatif à la nature des infractions semble n'avoir été que peu exploité à ce jour par les autres pays européens. Tel qu'utilisé par exemple en France, il doit être accueilli avec prudence si l'objectif poursuivi en Belgique est de réduire la durée de la détention préventive. En effet, dans l'Hexagone, le critère est davantage utilisé pour autoriser l'allongement des durées de détention préventive maximales dans certaines hypothèses (terrorisme, trafic de stupéfiants, etc.). Une telle utilisation est de nature à répondre à des préoccupations conjoncturelles qui risquent de s'amplifier. De nouvelles infractions pourraient en effet être ajoutées à la liste sans qu'un examen régulier ne soit fait de la pertinence des diverses dérogations introduites.
Un autre usage du critère pourrait toutefois rejoindre les objectifs de limitation de la durée de la détention préventive. Ainsi, la nature des infractions poursuivies pourrait être retenue comme critère pertinent s'il vise, non plus à l'allongement des durées de détention préventive maximales, mais bien à leur diminution. Par exemple, un dispositif prévoyant que la durée maximale de la détention préventive pour les délits serait désormais de 3 mois pourrait prévoir une dérogation à ce principe en stipulant que pour les vols sans violence, la durée maximale est réduite à 2 mois. Si le législateur estime qu'aucune limite générale ne doit être introduite dans le temps pour circonscrire la durée des détentions préventives, autre exemple, il pourrait toutefois prévoir que pour certaines infractions limitativement énumérées, une durée maximale ne pourrait pas être dépassée.

Enfin, une dernière utilisation de ce critère pourrait consister à catégoriser les infractions dans des listes et à établir pour chacune d'entre elles une durée maximale de détention préventive.

Différents critères sont donc envisageables pour différencier des durées de détention préventive maximales et peuvent être diversement mobilisés. Par rapport à l'objectif posé par le commanditaire de la recherche (une réduction de la détention préventive), la mesure envisagée ne tirant son efficacité que de son caractère radical, il paraît nécessaire d'insister sur le fait qu'un critère qui laisserait trop de marges de manœuvre aux différents acteurs concernés ne permettrait pas d'atteindre un tel objectif.

Par ailleurs, l'étude réalisée conduit à estimer qu'il est difficile d'imaginer un critère qui permette à lui seul de déterminer quand la durée d'une détention préventive devient en toute hypothèse déraisonnable. Cette réflexion rejoint celle menée sur la fixation d'un seuil d'admissibilité ou l'établissement d'une liste d'infractions : à partir du moment où un choix doit être posé sur un ou plusieurs critères qui permette(nt) de limiter au mieux l'usage de la détention préventive, l'appréciation globale des enjeux à trancher revêt davantage une dimension subjective qu'objective. Le choix de la mesure juridique relève ainsi d'une décision à caractère essentiellement politique, même si elle peut être judicieusement éclairée par les considérations qui précèdent et les simulations qui suivent.

8.2.4. L'analyse exploratoire pour simuler les effets des décisions politiques

Après avoir proposé différentes phases au sein desquelles des durées de détention préventive maximales devraient être établies et cerné les différents critères mobilisables dans ce cadre, il est proposé dans la présente partie une articulation entre la réflexion théorique et les données empiriques. Il importe toutefois de souligner que les données empiriques ne permettent pas d'appréhender toutes les hypothèses envisagées dans le cadre de la réflexion théorique. En ce sens, elles ne peuvent dès lors qu'éclairer certains aspects des choix qui se posent pour limiter la durée des détentions préventives.

Les limitations de l'analyse empirique sont de différentes natures (pour un développement approfondi, voir partie II du rapport de recherche). Ainsi, les nouvelles données disponibles construites dans le cadre de la présente recherche ne permettent pas une compréhension des durées de détention préventives qui s'écoulent dans les différentes phases de la procédure comprise entre le règlement de la procédure et le jugement définitif. Des données partielles sont toutefois disponibles (voir partie II et, plus particuièrement, le point 4.3.2. de la partie II qui traite des détenus restant incarcérés au-delà d'une condamnation contre laquelle ils exercent une voie de recours). Par ailleurs, de précédentes recherches permettent également un certain éclairage quant à ces durées[503].
Une autre limite résulte du fait que les analyses exploratoires ne peuvent être menées qu'à partir de la nature des infractions mentionnées dans le mandat d'arrêt et encodées dans la base de données. Bien que d'autres critères puissent être pris en compte pour différencier des

[503] Voir S. DELTENRE, E. MAES, « Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis », *op.cit.*, pp. 196-211 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank », *op.cit.*, pp.6-31 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *op.cit.*, pp. 83-117 ; S. DELTENRE, E. MAES, « Pre-trial detention and the overcrowding of prisons in Belgium », *op.cit.*, pp.348-370. Ces recherches ont permis notamment de déjà procéder à des simulations circonstanciées de l'impact de plafonnements de la durée de la détention préventive.

durées de détention préventive maximales (voir supra), il n'est pas possible à ce stade d'en mesurer les effets potentiels. C'est par exemple le cas en ce qui concerne la motivation des mandats d'arrêt, cette information ne figurant pas dans la base de données. Il n'est donc pas possible d'estimer l'impact qu'aurait sa prise en compte comme critère de différenciation de durées de détention préventive maximales.

La partie II du présent rapport de recherche reprend de manière approfondie les diverses analyses exploratoires qui ont été réalisées à partir des données disponibles. Il y est renvoyé tant pour les aspects méthodologiques que pour la présentation des résultats. Dans la présente partie, on s'attachera à présenter globalement les données ainsi constituées et à en relever les aspects saillants.

Prenant en compte les 10.336 détentions préventives qui ont débuté entre le 1er janvier et le 31 décembre 2003 et dont la durée est calculée jusqu'au règlement de la procédure, les analyses ont permis de déterminer la durée moyenne des détentions préventives : 63 jours. Mais dans la moitié des cas, la durée du mandat d'arrêt n'a pas excédé 48 jours (médiane). Une analyse plus approfondie permet d'examiner la répartition des durées par prison et par arrondissement judiciaire.
Cette répartition met en évidence des différences importantes en terme de durée moyenne des détentions préventives, d'un arrondissement à l'autre. La moyenne la plus basse caractérise ainsi l'arrondissement judiciaire de Hasselt (37,3) tandis que l'arrondissement judiciaire de Mons présente la moyenne la plus haute (91,7). Dans ces mêmes arrondissements, la durée des mandats d'arrêt n'a, dans la moitié des cas, pas excédé 29 jours (Hasselt) et 87 jours (Mons).

Une différence si importante entre les deux arrondissements ne s'explique pas par la nature des infractions y poursuivies. En effet, un examen des durées moyennes dans ces deux arrondissements, catégorie d'infractions par catégorie d'infractions, montre que la tendance à avoir de longues ou de courtes périodes de détention préventive se retrouve globalement pour chaque catégorie d'infractions considérée. Les tableaux suivants mettent en lumière cette observation. Sur base des mandats d'arrêt délivrés en 2003 dans les deux arrondissements judiciaires, ils présentent, arrondissement par arrondissement, les cinq catégories d'infractions les plus représentées dans les mandats d'arrêt délivrés dans l'arrondissement, seules ou en combinaison avec d'autres infractions. L'ensemble des infractions mentionnées dans les mandats d'arrêt étant ainsi pris en considération (un mandat d'arrêt pouvant être motivé par une ou plusieurs infractions), le nombre total des infractions examinées dépasse dès lors le nombre total de mandats d'arrêt délivrés dans l'arrondissement.

Tableau : DP 2003 – Mandats d'arrêt délivrés par catégorie d'infractions – Arrondissement de Mons

Catégories d'infractions	N mandats	% par rapport au N total de mandats d'arrêt dans l'arrondissement (325)
Drogues	91	28%
Vol avec violences	89	27,4%
Vol	64	19,7%
Association de malfaiteurs	52	16%
Fraudes	30	9,2%
Meurtre	30	9,2%

Tableau : DP 2003 – Mandats d'arrêt délivrés par catégorie d'infractions – Arrondissement de Hasselt

Catégories d'infractions	N mandats	% par rapport au N total de mandats d'arrêt dans l'arrondissement (265)
Vol	93	36,2%
Drogues	77	29,1%
Vol avec violences	46	17,4%
Fraudes	29	10,9%
Recel	21	7,9%

Pour les sept catégories d'infractions ainsi représentées dans l'un ou l'autre arrondissement, la répartition des durées de détention préventive a ensuite été examinée. Le tableau ci-dessous indique le pourcentage de détentions qui se sont prolongées jusqu'au maximum la 3ème comparution en chambre du conseil et le pourcentage de détentions qui s'est étendu au-delà.

Tableau : DP 2003 - Durée par catégorie d'infractions
Arrondissements de Mons et d'Hasselt

	Mons		Hasselt	
	jusque 67j.	68j. Et plus	jusque 67j.	68j. Et plus
Fraudes	40%	60%	66%	34%
Associations de malfaiteurs	31%	69%	56%	44%
Vol	44%	56%	81%	19%
Vol avec violences	29%	71%	74%	26%
Meurtre	23%	77%	0%	100%
Drogues	30%	70%	83%	17%
Recel	57%	43%	71%	29%

On peut relever que dans l'arrondissement judiciaire de Mons, la majorité des détentions préventives se prolongent pour chaque catégorie, à l'exception de celle relative au recel, au-delà de la 3ème comparution en chambre du conseil. Dans l'arrondissement judiciaire de Hasselt, on constate pour chaque catégorie d'infractions, à l'exception de celle relative au meurtre, que la durée des détentions préventives est majoritairement inférieure à 67 jours. Dans ces deux arrondissements judiciaires, la tendance générale à de longues périodes de détention préventive ou à de courtes périodes se retrouve donc globalement au niveau de chaque catégorie d'infractions. Cette observation amène à s'interroger sur la disparité ainsi constatée entre arrondissements judiciaires : comment se fait-il que le temps de détention préventive nécessaire dans un arrondissement est sensiblement plus long que dans d'autres, que ce soit globalement ou pour des infractions de même nature ? Sur ce dernier point, il faut souligner que pour certaines catégories d'infractions, par exemple le vol, il se peut que la durée de la détention préventive s'explique par la combinaison d'infractions de nature différente dans certains mandats d'arrêt, infractions dont la présence contribuerait à un allongement du temps de détention.

Ces données montrent que l'absence de durées de détention préventive maximales inscrites dans la loi du 20 juillet 1990 permet sur le terrain des durées de détention préventive extrêmement variables d'un arrondissement judiciaire à l'autre. Ce même constat peut être posé à partir d'autres analyses, telle que celle s'appuyant sur la durée moyenne des détentions préventives jusqu'au renvoi en matière de stupéfiants (voir partie II, 4.3.3.3, tableau 26). L'analyse empirique tend dès lors à montrer que la nature des infractions n'est pas un critère qui à lui seul permet d'expliquer de courtes ou de longues périodes de détention préventive.

On ne peut toutefois pas exclure qu'un signal donné au monde judiciaire quant à la nécessité d'une diminution drastique de la durée des détentions préventives soit le déclencheur d'une modification sensible et généralisée des pratiques en la matière. L'intensité de ce signal est de nature à influencer la mobilisation des acteurs sur le terrain mais il devrait permettre par ailleurs de faire débat sur les moyens que l'on se donne pour y parvenir. Les simulations réalisées et présentées dans la partie II du rapport de recherche montre l'intensité variable que ce signal peut prendre et les différentes formes qu'il peut revêtir (voir partie II, 4.3.3.4). Les simulations portent ainsi notamment sur l'introduction de durées de détention préventive maximales pour certains types d'infractions à l'origine du mandat d'arrêt (par exemples, les vols et les stupéfiants) ou encore sur l'introduction d'une durée maximale pour toutes les infractions, fixée à 67 jours (ce qui correspond à la 3ème comparution en chambre du conseil) ou à 98 jours (4ème comparution en chambre du conseil). Des scénarios mixtes sont également envisagés.

8.2.5. Conclusions

L'analyse réalisée sur la durée des détentions préventives amène à considérer que l'introduction de durées de détention préventive maximales serait de nature à garantir le caractère exceptionnel de la mesure. A défaut de pareille introduction, on risque d'assister à une lente érosion de ce caractère exceptionnel, érosion difficilement contrôlable. La difficulté majeure qui résulte de cette position est de pouvoir déterminer la durée maximale nécessaire pour sauvegarder tant les intérêts de la société que ceux de l'individu. Cette appréciation n'est pas d'ordre scientifique mais elle relève d'une décision politique d'autant plus complexe qu'elle contient un enjeu extralégal d'ordre culturel. La situation hétérogène rencontrée d'un arrondissement judiciaire à l'autre en est un interpellant témoignage.

Pratiquement, il est toutefois acquis qu'il est nécessaire de distinguer certaines périodes de détention préventive durant lesquelles des durées maximales spécifiques seraient introduites. Il existe différents critères mobilisables pour différencier des durées maximales mais leur usage n'est pas pleinement satisfaisant. Les durées qui seraient fixées devront en tout cas être radicalement courtes pour que la mesure puisse produire les effets escomptés.

L'analyse réalisée invite enfin à une approche globale du problème. Si la détermination d'un seuil absolu au-delà duquel toute personne privée de sa liberté et n'ayant pas encore fait l'objet d'un jugement définitif devrait être libérée paraît nécessaire, il est difficile de mesurer les changements qu'un tel seuil imposerait à l'ensemble de l'appareil judiciaire. Ceci conduit à estimer qu'une solution ne pourra être trouvée que dans le cadre d'une réflexion globale sur le fonctionnement de la justice. L'introduction de durées de détention préventive maximales ne peut en effet se concevoir qu'en lien avec d'autres mesures, pas spécialement de nature juridique, mais relatives par exemples à la compression des « temps morts » qui jalonnent certaines procédures et à la politique menée dans les arrondissements judiciaires.

Hoofdstuk 5. De vrijheid onder voorwaarden

In het kader van huidig onderzoek, dient uiteraard stilgestaan te worden bij de mogelijkheden van de "Vrijheid onder voorwaarden en invrijheidstelling onder voorwaarden" (hierna VOV) om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen. Het is uitsluitend vanuit dit oogmerk dat op de VOV zal ingegaan worden, zodat hierna niet alle deelaspecten van de VOV zullen behandeld worden.

1. Algemeen

Sinds de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis kent ons rechtstelsel een alternatief voor de voorlopige hechtenis. Zodoende werd een grijstint gecreëerd in ons zwart-wit systeem van ofwel radicale vrijheidsberoving, ofwel absolute vrijheid.

Over de nood aan een alternatief voor de voorlopige hechtenis liepen -en lopen- de meningen sterk uiteen. De tegenstanders van de creatie van alternatieven voor de voorlopige hechtenis wezen er op dat de voorlopige hechtenis een uitzondering is op de principiële vrijheid van eenieder, zoals geconsacreerd in art. 12 Gec. Gw., en dat zij bijgevolg slechts toepassing kan vinden indien de openbare veiligheid in het gedrang komt. Zij stelden dat alternatieven *"enkel gerechtvaardigd zijn in zoverre men afstand doet van het criterium van de openbare veiligheid ter verantwoording van de hechtenis"*[504] en dat zodoende het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis verloren zou gaan. Zij argumenteerden dat, gezien dit uitzonderingskarakter, het uitgesloten is *"dat er een tussenstap tussen de vrijheid en de gevangenis wordt ingebouwd"*.[505] Bovendien vreesden zij dat de invoering van alternatieven voor de voorlopige hechtenis zou leiden tot een aanzienlijke groei van de sociale controle: men kan niet langer enkel in de sfeer van het strafrecht komen wegens het plegen van een misdrijf, maar ook wegens het niet naleven van opgelegde voorwaarden, en de controle verplaatst zich van de gevangenis naar de ganse maatschappij.[506]

De voorstanders van de invoering van de VOV beklemtoonden echter, mede onder invloed van criminologische inzichten, de nadelige gevolgen verbonden aan detentie en schoven alternatieven voor vrijheidsberoving naar voren om hieraan te remediëren. Bovendien had de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie een systeem op het niveau van het vonnisgerecht ingevoerd dat tot doel had de vrijheidsberoving als vrijheidssanctie in te dijken. Logischerwijze werd gepleit voor een analoog systeem op het niveau van het onderzoek.[507] Ook de Raad van Europa had zich in twee resoluties uitgesproken voor de creatie van mogelijke alternatieven.[508] R. DECLERCQ stelde overigens reeds in 1974 de vraag of er niet naar gestreefd moest worden om *"voor lichtere gevallen substitutieve maatregelen uit te denken, die zouden volstaan om de doelstellingen van de*

[504] E. KRINGS, "Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1984-85, 602.
[505] N. VERBEKE, "Reaktie van het Antwerps Advokatenkollektief op het alternatief voor voorlopige hechtenis van Advokaat-Generaal L. de Wilde", *Panopticon* 1982, 470.
[506] J. DU JARDIN, *Détention préventive, contrôle judiciaire et garde à vue*, Parijs, Publications de la Faculté de droit et de sciences sociales de Poitiers, 1971, 194-195.
[507] S. SNACKEN, "La liberté sous conditions" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Brussel, Larcier, 1992, 151.
[508] Résolution (65) 11 relative à la détention préventive, Ministercomité, 9 april 1965; Résolution (80) 11 concernant la détention préventive, Ministercomité, 27 juni 1980.

voorlopige hechtenis te realiseren door middel van overreding, sociale begeleiding en, waar het moet, vrijheidsbeperkende voorzieningen? En is het tenslotte niet paradoxaal dat door de vonnisgerechten en zelfs door de onderzoeksgerechten na beëindiging van het onderzoek alles in het werk gesteld wordt om effectieve vrijheidsbeneming, waar de beveiliging van de maatschappij het toelaat, door andere maatregelen te vervangen met het oog op een meer doeltreffende resocialisering van de verdachte, terwijl in de loop van het vooronderzoek dergelijke soepele mogelijkheden niet bestaan?"[509] Met de invoering van de VOV werd positief geantwoord op deze vragen en zodoende heeft België met de nieuwe Voorlopige Hechteniswet de weg ingeslagen die de ons omringende landen reeds enige tijd bewandelen.

De argumenten van de tegenstanders hebben echter duidelijk hun invloed gehad op de conceptie van de VOV. Getuige daarvan de terugkoppeling naar art. 16 VHW in art. 35 §1 VHW. Deze verwijzing naar art. 16 VHW werd ingevoerd opdat de VOV enkel dan toepassing zou kunnen vinden indien aan de toepassingsvereisten van de voorlopige hechtenis is voldaan. Op die manier zou geen afbreuk gedaan worden aan het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis en zou het *netwidening*-effect worden vermeden.

2. Materiële en formele vereisten

Art. 35 §1 VHW bepaalt dat de VOV mogelijk is "In de gevallen waarin voorlopige hechtenis kan worden bevolen of gehandhaafd onder de in artikel 16 §1 bepaalde voorwaarden […]." Dienvolgens is een VOV slechts mogelijk in geval van volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid, moet het feit een correctionele hoofdgevangenisstraf van één jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben en mag de maatregel niet getroffen worden met het oog op onmiddellijke bestraffing, noch met het oog op de uitoefening van enige andere vorm van dwang. Vervolgens moeten er, indien het maximum van de wettelijk voorziene straf vijftien jaar opsluiting niet te boven gaat, ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken of bewijzen zou pogen te laten verdwijnen of zich zou verstaan met derden. Tenslotte moeten er ernstige aanwijzigen van schuld zijn. Hoewel deze vereiste niet in §1 maar in §5 van art. 16 VHW staat, werd in de parlementaire voorbereiding gesteld dat de beslissing van de onderzoeksrechter om een alternatieve maatregel op te leggen, moet gemotiveerd zijn conform art. 16 §5 VHW en dus moet verwijzen naar ernstige aanwijzingen van schuld en naar de feitelijke omstandigheden van de zaak en de persoonlijkheid van de verdachte.[510]

Daarnaast bepaalt art. 35 §2 VHW: "Alle beslissingen waarbij aan de verdachte of de beklaagde een of meer voorwaarden worden opgelegd, moeten met redenen omkleed zijn, zoals bepaald in artikel 16 §5 eerste en tweede lid." Uit de verwijzing naar art. 16 §5 VHW blijkt dat bij de VOV dezelfde motiveringsplicht geldt als bij een bevel tot aanhouding of een handhaving van de voorlopige hechtenis.
Art. 35 §3 VHW voert echter nog een bijzondere motiveringsverplichting in,[511] namelijk dat de op te leggen voorwaarden betrekking moeten hebben op een van de redenen genoemd in artikel 16 §1 lid 1 VHW (recidive-, vlucht- of collusiegevaar) en daaraan aangepast moeten zijn met inachtneming van de omstandigheden van de zaak.

---

[509] R. DECLERCQ, "Actuele problemen inzake voorlopige hechtenis", *R.W.* 1974-75, 293.
[510] Verslag ARTS, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/2, 109.
[511] I. MENNES, "De wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis", *R.W.* 1990-91, 418.

S. SNACKEN betreurt dat de rechter niet verplicht is om, wanneer hij een bevel tot aanhouding uitvaardigt, aan te tonen dat alternatieve maatregelen in overweging zijn genomen, maar niet doeltreffend genoeg zijn bevonden.[512] Volgens de auteur ligt het in de lijn van bovengenoemde doelstelling van de wet dat een bevel tot aanhouding enkel kan uitgevaardigd worden indien geen enkel alternatief mogelijk is. In deze logica impliceert een bevel tot aanhouding inderdaad *a contrario* de overtuiging dat alternatieven onvoldoende doeltreffend zouden zijn. Reeds eerder (Hoofdstuk 3.1.1.) werd gesteld dat het aanbeveling verdient om rekening te houden met deze bedenking aangaande het formuleren van de prioriteit van de VOV, met name dat inderdaad gemotiveerd moet worden waarom alternatieven geen voldoende waarborg bieden voor de openbare veiligheid, doch er werd eveneens gesteld dat niet verwacht kan worden dat deze punctuele ingreep een grote impact zal hebben op het aantal voorlopig gehechten.

Wat de betekening betreft, bepaalt art. 37 VHW: "De beslissingen genomen ter uitvoering van de artikelen 35 en 36 worden aan de partijen betekend met inachtneming van de vormen bepaald voor de voorlopige hechtenis." Het gevolg van een niet-regelmatige betekening binnen de wettelijke termijn resulteert in een onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van de verdachte (art. 18 §1 lid 4 VHW).[513]

Tenslotte kan vermeld worden dat in Hoofdstuk X van de Voorlopige Hechteniswet nergens vermeld staat dat de toestemming van de verdachte noodzakelijk is voor de toepassing van de VOV. Art. 35 VHW spreekt trouwens van "het opleggen" van voorwaarden.[514] Hierbij dienen toch enkele nuanceringen gemaakt te worden.
Vooreerst betekent de principiële afwezigheid van vereiste toestemming van de verdachte niet dat deze verplicht kan worden de voorwaarde te aanvaarden. De verdachte kan inderdaad de voorwaarde weigeren, maar dan moet hij normaal het alternatief ondergaan, zijnde de voorlopige hechtenis.[515]
Vervolgens heeft de Raad van State gesteld dat de toestemming van de verdachte wel noodzakelijk is in geval hem voorwaarden opgelegd worden die betrekking hebben op de fysieke of psychische integriteit van de verdachte.[516] Gedacht wordt aan de verplichting om zich aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen, zich te laten verzorgen of behandelen. Dit verbod van dwanguitvoering tegen de persoon wordt ook door het Hof van Cassatie gehuldigd.[517] Het Hof beschouwt dit verbod zelfs als een algemeen rechtbeginsel.
Tenslotte valt vanuit praktisch oogpunt niet goed in te zien hoe de VOV degelijk kan functioneren indien de verdachte zijn toestemming niet verleent en elke vorm van medewerking weigert.[518]

Concluderend kan gesteld worden dat, behoudens de bedenking aangaande de motivering, in het licht van huidig onderzoek geen voorstellen kunnen gedaan worden aangaande de materiële en formele vereisten.

---

[512] S. SNACKEN, *o.c.*, 158.
[513] R. VERSTRAETEN, *Handboek strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 388.
[514] In tegenstelling tot art. 3 Probatiewet waar expliciet de instemming van de betrokkene vereist wordt.
[515] Verslag ARTS, *o.c.*, 110.
[516] Advies Raad van State, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/1, 64.
[517] Cass. 7 maart 1975, *Arr. Cass.* 1975, 764, noot E. KRINGS.
[518] K. LAUWAERT, "De vrijheid of invrijheidstelling onder voorwaarden (VOV)" in X (ed.), *Alternatieve maatregelen en straffen. Penologisch vademecum*, Heule, UGA, 1997, 61.

3. De bevoegde instanties

3.1. De onderzoeksrechter

3.1.1. Vóór tussenkomst van de Raadkamer

De onderzoeksrechter kan allereerst beslissen de verdachte niet aan te houden. Tegen deze beslissing van de onderzoeksrechter staat geen gewoon rechtsmiddel open (artt. 37 en 17 VHW). Art. 16 §2 eerste en tweede lid VHW bepalen dat de onderzoeksrechter de verdachte moet ondervragen, diens opmerkingen moet horen en hem moet meedelen dat tegen hem een aanhoudingsbevel kan worden uitgevaardigd. De onderzoeksrechter kan deze mogelijkheid benutten om, naast informatie te bekomen over de feiten, na te gaan in welke mate een VOV wenselijk en nuttig kan zijn. De VOV fungeert hier als "echt" alternatief voor de voorlopige hechtenis omdat de negatieve gevolgen van een vrijheidsberoving zoveel mogelijk worden vermeden.
Deze bevoegdheid van de onderzoeksrechter blijkt heel belangrijk: uit onderzoek komt naar voor dat de overgrote meerderheid van de onderzoeksrechters zelf aangeeft dat als ze een VOV opleggen, dit binnen de termijn van 24 uur gebeurt.[519]

Wanneer er toch een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd, kan de onderzoeksrechter binnen de vijf dagen voor de tussenkomst van de raadkamer beslissen dat dit bevel kan worden opgeheven door middel van een met redenen omklede beschikking die hij onmiddellijk aan de procureur des Konings meedeelt (art. 25 §1 lid 1 VHW) en kan hij bijgevolg een VOV opleggen. Tegen deze beslissing staat geen gewoon rechtsmiddel open (artt. 37 en 25 §1 lid 2 VHW).

In huidig onderzoek werd reeds eerder gewezen op de mogelijkheden die gecreëerd zouden kunnen worden om in deze vroege fase de toepassing van de VOV meer te stimuleren. Het is inderdaad cruciaal om het onderzoek naar de mogelijkheid van een VOV zo vroeg mogelijk en structureel in de procedure in te lassen.[520] Ook de onderzoeksrechters gaven aan voorstanders te zijn van structurele maatregelen om de VOV te stimuleren.[521] Uit onderzoek[522] bleek dat er een aantal probleempunten bestaan bij het nemen van de beslissing van een VOV. Zo vormt de 24-uren regel een probleempunt in die zin dat in deze korte tijd vaak geen uitgewerkt voorstel voor VOV kan opgesteld worden. Vervolgens is het niet duidelijk wie in deze materie het initiatief moet nemen en wie moet instaan voor de uitwerking van de voorwaarden. Tenslotte zijn er een reeks problemen van eerder praktische aard.
Belangrijk in deze materie is dat eenieder "zich toelegt op zijn eigen deskundigheid en geen uitspraak moet doen over zaken die niet tot haar deskundigheid behoren."[523] In die zin kan aangesloten worden bij het standpunt dat de justitieassistenten de meest geschikte kandidaten

---

[519] S. Snacken en A. Raes, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 84.
[520] Zie nota in huidig onderzoek aangaande de schorsing onder voorwaarden in Nederland.
[521] S. Snacken en A. Raes, *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB, 1999-2000, 105.
[522] S. Snacken, A. Raes, S. Deltenre, Ch. Vanneste en P. Verhaeghe, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC 1998-1999, 112 ev.
[523] S. Snacken, A. Raes, S. Deltenre, Ch. Vanneste en P. Verhaeghe, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC 1998-1999, 222.

lijken om een rol te spelen bij het formuleren van een VOV; thans wordt eveneens beroep gedaan op de justitieassistenten inzake de controle op de naleving van de opgelegde voorwaarden.

Eerder werd in huidig onderzoek reeds gepleit voor een behoud van de 24-uren regel (Hoofdstuk 3, 1). Hoewel een meerderheid van de onderzoeksrechters een voorstander is van de oprichting van een permanentie van justitieassistenten in het gerechtsgebouw om hen bij te staan in de eerste fase van 24 uur bij de opstelling van een VOV (wat overigens in de lijn ligt van de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever met de oprichting van de sociale diensten bij de rechtbanken), lijkt het aangewezen om het onderzoek naar een VOV inderdaad meer ademruimte te geven. Gelet op de termijn van 24 uur zou dit onderzoek immers zeer snel moeten verlopen, in die mate dat de vraag rijst of het realistisch is zulks binnen zo'n korte tijdspanne te verwachten (contactname met instellingen en/of instanties, het feit dat vaak een telefoongesprek niet voldoende is, doch een intakegesprek vereist is, etc.). Bovendien maken de onderzoeksrechters - zoals hierboven aangehaald - thans reeds gebruik van hun bevoegdheid om binnen 24 uren een VOV op te leggen.

Wel kan voorgesteld worden om expliciet in de wet te voorzien dat de onderzoeksrechter, na het verlenen van een BA, de Dienst Justitiehuizen kan berichten per faxpost telkenmale hij van mening is dat een VOV kan overwogen worden, doch dat een degelijk voorstel niet kon uitgewerkt worden binnen 24 uur. Het is dan de uitdrukkelijke taak van de justitieassistent om een schriftelijk verslag op te stellen aangaande de mogelijkheid van een VOV en desgevallend voor de uitwerking hiervan te zorgen. Dit verslag dient de basisgegevens van de verdachte te bevatten en het standpunt van de verdachte en van de justitieassistent aangaande een mogelijke VOV.
Op deze manier kan verhoopt worden dat de periode tussen het BA en de behandeling van de zaak voor de raadkamer zoveel als mogelijk in het licht gesteld wordt van een zoektocht naar een mogelijke VOV, met in de hoofdrol de justitieassistenten. Hierna zal verder onderzocht worden op welke wijze de VOV verder gestimuleerd kan worden na deze periode van 5 dagen indien ook deze periode te kort lijkt, zonder evenwel de tussenkomst van de raadkamer uit te stellen. Uiteraard zal men zowel bij het voorgaande als bij de hierna gedane voorstellen oog moeten hebben voor de praktische regeling: voorgaande zal immers een weerslag hebben op het takenpakket van de Justitiehuizen zodat middelen en personeel moeten voorzien worden voor deze bijkomende taak. Verder zal moeten voorzien worden dat justitieassisten vlot hun taak kunnen volbrengen zoals het bezoeken van de verdachte, het voorhanden zijn van standaarddocumenten, de aanwezigheid van tolken etc.

3.1.2. Na tussenkomst van de Raadkamer

Ook na tussenkomst van de raadkamer kan de onderzoeksrechter, in de hypothese dat de raadkamer de voorlopige hechtenis heeft gehandhaafd, de verdachte nog vrijlaten onder voorwaarden. Hij dient dit te doen bij een met redenen omklede beschikking die hij onmiddellijk aan de procureur des Konings meedeelt. In de huidige regeling heeft de procureur des Konings een mogelijkheid tot verzet binnen de 24 uren na de gedane mededeling. Desgevallend doet de raadkamer uitspraak.

Art. 28 §1 VHW bepaalt dat de onderzoeksrechter een bevel tot aanhouding kan uitvaardigen tegen een in vrijheid gelaten of in vrijheid gestelde verdachte indien deze verzuimt bij enige proceshandeling te verschijnen of indien nieuwe en ernstige omstandigheden die maatregel

noodzakelijk maken. De onderzoeksrechter kan in dit geval tot een vrijheidsbeperkende maatregel beslissen. Deze situatie dient wel onderscheiden te worden van deze waar een bevel tot aanhouding mogelijk is als gevolg van het niet naleven van vroeger opgelegde voorwaarden.

In Hoofdstuk 4 werd voorgesteld om de autonomie van de onderzoeksrechter (minstens) te verlengen tot aan de tweede verschijning voor de raadkamer en om de mogelijkheid tot hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer af te schaffen. Op deze manier kan verhoopt worden dat meer ruimte wordt gecreëerd voor de opstelling van een VOV in die gevallen dat ook de periode van 5 dagen te kort bleek te zijn. Hierbij verdient het aanbeveling om uitdrukkelijk in de wet op de voorlopige hechtenis te voorzien dat een maatschappelijke enquête kan bevolen worden met het oog op een VOV. Mogelijks zal hiervan dan ook meer gebruik gemaakt worden. Uit de diverse jaarverslagen van de Justitiehuizen en uit een recent overzicht over de werking van de Justitiehuizen[524] viel immers op te maken dat het aantal maatschappelijke enquêtes vrij beperkt is in vergelijking tot het aantal opgelegde VOV maatregelen. In die gevallen waarin de periode van 5 dagen inderdaad te kort zou zijn om een enquête aan te vragen kan via de verlenging van deze periode tot maximaal 36 dagen, gekoppeld aan de uitbreiding van de autonomie van de onderzoeksrechter in diezelfde periode, eveneens een ruimere toepassing van de VOV verhoopt worden.

Concluderend kan gesteld worden dat de thans bestaande regeling voor de eerste fase van 5 dagen verlengd wordt tot aan de tweede tussenkomst van de raadkamer zonder dat evenwel geraakt wordt aan de bestaande termijnen van 24 uren en 5 dagen. Die eerste fase van maximaal 36 dagen zal zoveel als mogelijk in het licht staan van de snelle voortzetting van het gerechtelijk onderzoek en van het onderzoek naar de mogelijkheden van een VOV.

3.2. DE ONDERZOEKSGERECHTEN

De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen een VOV opleggen telkens wanneer zij een voorlopige hechtenis opheffen.

In navolging van de hierboven gedane voorstellen verdient de eerste verschijning voor de raadkamer thans een bijzondere aandacht. Zoals gezegd, verdient het aanbeveling om uitdrukkelijk in de wet op de voorlopige hechtenis te voorzien dat een maatschappelijke enquête kan bevolen worden met het oog op een mogelijke VOV. Gehoopt kan worden dat ook de raadkamer gemakkelijker zal overgaan tot het aanvragen van een maatschappelijke enquête en/of tot het opleggen van een VOV, desgevallend op vraag van de verdachte of diens raadsman. Uit de reeds genoemde jaarverslagen en het hierboven vermelde overzicht viel immers eveneens op te maken dat het vooral de onderzoeksrechters zijn die een initiatief nemen inzake maatschappelijke enquête en VOV. Er wordt voorgesteld om te voorzien dat indien geen VOV wordt opgelegd of geen maatschappelijke enquête werd bevolen, uitdrukkelijk uit de motivering van de beschikking van de raadkamer moet blijken om welke reden detentievervangende maatregelen niet adequaat bevonden werden.

Wat de regeling van de rechtspleging betreft, is het zo dat wanneer de raadkamer de verdachte verwijst naar de correctionele rechtbank of de politierechtbank, zij kan beslissen dat de reeds opgelegde voorwaarde(n) worden gehandhaafd of ingetrokken (art. 36 §2 VHW). Deze

[524] E. MAES, "Vijf jaar justitiehuizen. Enkele cijfers over de werking van de justitiehuizen tijdens de periode 1999-2002", *Panopticon 2004/6*, 73

beslissing dient wel te gebeuren bij een afzonderlijke en gemotiveerde beschikking. De wetgever heeft niet gewild dat de verdachte automatisch onderworpen blijft aan de vrijheidsbeperkende maatregel(en) waaraan hij onderworpen was. Daarnaast bepaalt art. 36 §2 *in fine* VHW expliciet dat geen nieuwe maatregelen kunnen worden opgelegd. Enerzijds betekent dit dat de onderzoeksgerechten geen nieuwe of bijkomende voorwaarden kunnen opleggen wanneer reeds een VOV opgelegd was. Anderzijds oordeelde het Hof van Cassatie terecht dat dit impliceerde dat de onderzoeksgerechten niet de bevoegdheid hebben om in dat stadium van de procedure voor het eerst een VOV te bevelen.[525] De wetgever heeft wat dit laatste betreft echter ingegrepen door artikel 26 §3 VHW in die zin te wijzigen dat thans de raadkamer kan beslissen dat de verdachte "in vrijheid wordt gesteld onder oplegging van een of meer voorwaarden, zoals bedoeld in artikel 35".[526] [527]
In Hoofdstuk 4 werd reeds gewezen op de mogelijkheden die er bij de regeling van de rechtspleging bestaan aangaande de VOV. Zoals gezegd, valt op dit ogenblik een belangrijk criterium voor de voorlopige hechtenis weg, met name het collusiegevaar. Anderzijds lijkt het realistisch om in deze fase niet al te veel initiatief meer te verwachten van de onderzoeksrechter wiens prioriteit erin bestaat het gerechtelijk onderzoek te voeren. Meer dan elders lijkt hier een rol weggelegd voor de raadsman van de verdachte. Voorgesteld kan worden dat indien de verdachte een schriftelijk en uitgewerkt voorstel tot VOV heeft opgesteld bij de regeling van de rechtspleging, de raadkamer uitdrukkelijk dient te motiveren om welke reden detentievervangende maatregelen niet adequaat worden bevonden teneinde het recidive- en/of het vluchtgevaar te neutraliseren.

3.3. De vonnisgerechten

De vonnisgerechten kunnen eveneens in bepaalde gevallen een VOV opleggen. Hierbij dient een onderscheid gemaakt te worden tussen drie verschillende situaties.
1) Indien de verdachte zich in voorlopige hechtenis bevindt, kan hij door het indienen van een verzoekschrift zijn voorlopige invrijheidstelling vragen. Het vonnisgerecht kan in dit geval, in plaats van het verzoek volledig te honoreren of te verwerpen, een VOV opleggen.
2) Indien reeds voorwaarden waren opgelegd aan de verdachte, kunnen de vonnisgerechten op vordering van de procureur des Konings of op verzoek van de verdachte, de opgelegde voorwaarden verlengen voor maximum drie maanden en uiterlijk tot het vonnis (art. 36 §3 VHW). De vonnisgerechten kunnen die voorwaarden ook intrekken of vrijstelling verlenen van de naleving van sommige daarvan, maar zij kunnen echter geen nieuwe voorwaarden opleggen (art. 36 §3 VHW).
3) Indien de verdachte in vrijheid was gelaten of gesteld, kunnen de vonnisgerechten echter geen VOV opleggen.
De filosofie van deze opdeling bestaat erin dat de vonnisgerechten geen beslissingen mogen nemen die de toestand van de verdachte "verzwaren". Dit is volstrekt begrijpelijk gezien het vermoeden van onschuld; het opleggen van nieuwe voorwaarden aan een verdachte die reeds onder het regime van de VOV viel of het opleggen van een VOV aan een verdachte die zich in vrijheid bevindt, zou wel eens een vooroordeel kunnen inhouden ten aanzien van de schuld van de verdachte.[528]

---

[525] Cass. 3 juli 1992, *Arr. Cass.* 1991-92, 1047.
[526] R. Verstraeten, *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 416.
[527] Art. 2 Wet 4 augustus 1996, *B.S.* 27 september 1996.
[528] Naar analogie met: Advies Raad van State, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/1, 66.

4. De voorwaarden

Uit art. 35 §§ 3 en 4 VHW valt op te maken dat er twee soorten van mogelijke maatregelen voorhanden zijn. In §3 wordt de zogenaamde open categorie verwoord, in §4 wordt de mogelijkheid van een borgsom vermeld.

4.1. DE OPEN CATEGORIE

4.1.1. Algemeen

Luidens art. 35 §3 VHW "bepaalt de rechter de op te leggen voorwaarden". In de wettekst zelf werd er dus geen enkele beperking geformuleerd; de rechter is vrij die voorwaarden op te leggen die hij gepast vindt.
Ondanks dit simpele principe zijn er toch wat onduidelijkheden. Hoever mogen de vrijheidsbeperkende maatregelen immers gaan? Tijdens de parlementaire besprekingen werd het volgende gevreesd: "Het gevaar bestaat dat de onderzoeksrechter naar eigen keuze maatregelen zal opleggen die later misschien aanleiding kunnen geven tot een veroordeling door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te Straatsburg."[529] Bovendien kan opgemerkt worden dat het gevaar dat de onderzoeksrechter zich aan machtsoverschrijding zou schuldig kunnen maken, in Frankrijk geleid heeft tot de wettelijke begrenzingen van de mogelijkheden.[530] Tenslotte kan men stellen dat er te weinig aandacht werd besteed aan de noodzakelijke voorlichting van de onderzoeksrechter.[531]

4.1.2. Beperkingen

Hoewel in principe de rechter de voorwaarden naar eigen goeddunken kan opleggen, zijn er toch enkele beperkingen van diens vrijheid op te merken.
a) De tweede zin van art. 35 §3 VHW bepaalt zelf dat de voorwaarden betrekking moeten hebben "op een van de redenen genoemd in artikel 16 §1 derde lid, en daaraan aangepast zijn, in acht genomen de omstandigheden van de zaak". Hieruit blijkt dat er wel sprake is van een functionele begrenzing en dat de voorwaarden dus in verband moeten staan met desgevallend het vlucht-, recidive- en/of collusiegevaar.
b) Daarbij aansluitend kan uit diezelfde zin afgeleid worden dat de voorwaarden eveneens betrekking moeten hebben op het misdrijf dat het voorwerp van het onderzoek uitmaakt. Zo kan de rechter iemand die een diefstal gepleegd heeft maar ook een alcoholist blijkt te zijn, niet als voorwaarde opleggen dat hij een behandeling tegen alcoholisme moet volgen. Dit dient echter wel in die zin genuanceerd te worden dat het voldoende is dat de voorwaarden in indirect verband staan met het misdrijf. Zo kan de rechter in een onderzoek inzake meerdere diefstallen gepleegd door een drugsgebruiker om zich geld te verschaffen voor de aankoop van drugs, als voorwaarde een behandeling in verband met het drugsprobleem opleggen.[532]

---

[529] Verslag ARTS, *o.c.*, 109.
[530] F. HUTSEBAUT, "Vrijheid onder voorwaarden en invrijheidstelling onder voorwaarden" in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN (eds.), *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 178.
[531] F. HUTSEBAUT, *o.c.*, 178.
[532] F. HUTSEBAUT, *o.c.*, 180.

c) In de parlementaire voorbereiding werd gesteld dat de op te leggen voorwaarden geen vrijheidsbenemend karakter mogen hebben.[533] Zo werd gesteld dat huisarrest uitgesloten is omdat dit zou neerkomen op een echte maatregel van vrijheidsbeneming. Verder werd ook gesteld dat de maatregelen geen schending van de privacy mogen uitmaken. Deze beperkingen van de vrijheid van de rechter komen alleszins vreemd over.[534] [535] Uit de tekst van de parlementaire voorbereiding blijkt wel een zekere vrees voor veroordelingen door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te Straatsburg. Nochtans lijkt deze vrees niet verantwoord. Het EVRM verzet zich noch tegen vrijheidsberovende alternatieve maatregelen voorzover deze een wettelijke basis hebben noch tegen beperkingen van het recht op de eerbiediging van het privéleven, die op wettelijke basis berusten en genoodzaakt worden door een gerechtelijk onderzoek in strafzaken.[536]
d) Gekoppeld aan de vraag of de voorwaarden al dan niet een vrijheidsberovend karakter mogen hebben, stelt zich deze in verband met de fysieke en psychische integriteit van de verdachte: mogen de voorwaarden een inbreuk uitmaken op de fysieke en psychische integriteit van de verdachte. Hierbij sluit de vraag over het akkoord van de verdachte aan. Zoals vermeld, is er geen voorafgaand akkoord van de verdachte vereist. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de verdachte kan weigeren de voorwaarden te aanvaarden, maar dat hij dan het alternatief moet ondergaan zijnde de voorlopige hechtenis.[537]

4.1.3. Herstelmaatregelen, dienstverlening en vorming

Hoewel in de praktijk soms voorkomend, lijken herstelmaatregelen (schadevergoeding, teruggave, excuses aanbieden) en dienstverlening geen gepaste maatregelen in het kader van een VOV. Het valt namelijk moeilijk in te zien hoe deze maatregelen kunnen voldoen aan het criterium van vermijden van collusie-, recidive- of vluchtgevaar. Bovendien impliceren deze maatregelen een vrij verregaande vorm van schuld ten aanzien van de verdachte zodat het opleggen van zulke maatregelen in strijd komt met het vermoeden van onschuld en de onpartijdigheid van de rechter. Hierbij moet rekening gehouden worden met het feit dat deze maatregelen reeds een zekere vorm van sanctionering in zich houden, zodat geargumenteerd kan worden dat het aangewezen is om deze maatregelen tot de bevoegdheden van de vonnisrechter te behouden.
Een gelijkaardige redenering kan gemaakt worden aangaande vorming, hoewel hier zou kunnen opgeworpen worden dat een vorming het recidivegevaar zou kunnen neutraliseren. Niettemin blijft een vorming in strijd met het vermoeden van onschuld aangezien uitgegaan wordt van het feit dat de verdachte de feiten gepleegd heeft (bijvoorbeeld een cursus "Omgaan met agressie" voor een persoon verdacht van een geweldsdelict). Hierbij zou kunnen gesteld worden dat zulke voorwaarden slechts kunnen opgelegd worden mits de verdachte uitdrukkelijk instemt met deze voorwaarde(n).

In de rand kan opgemerkt worden dat van elke voorwaarde gesteld kan worden dat zij in zekere mate indruist tegen het vermoeden van onschuld, net zoals de voorlopige hechtenis op zich op gespannen voet leeft met het vermoeden van onschuld. Cruciaal element lijkt te zijn

[533] Verslag ARTS, *o.c.*, 108.
[534] R. VERSTRAETEN, *o.c.*, 419.
[535] Vaak wordt deze redenering aangevochten met het argument "*Qui peut le plus, peut le moins*".
[536] CHR. VAN DEN WYNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *Panopticon* 1991, 126.
[537] Verslag ARTS, *o.c.*, 110.

dat de voorwaarden in verband moeten kunnen gebracht worden met collusie-, recidive- of vluchtgevaar.

4.1.4. Zuivere controlemaatregelen

Deze maatregelen kunnen zowel dienen om collusie- en vluchtgevaar te vermijden als om te voorkomen dat de verdachte recidiveert. Bij het bepalen van de precieze inhoud van de controlemaatregel dient rekening gehouden met de praktische haalbaarheid inzake de controle van het verbod/gebod door de politiediensten.

4.1.5. Hulpverlening

Deze maatregelen pogen te voorkomen dat de verdachte recidiveert. Aangezien vele magistraten noch de tijd, noch de vereiste deskundigheid bezitten om de hulpverlening volledig zelf uit te werken, voorziet de wet in sociale diensten bij de rechtbanken (art. 38 §1 VHW). Aangezien deze sociale diensten nooit werden opgericht, hebben de magistraten gezocht naar andere partners die ze onder meer gevonden hebben in de Dienst Justitiehuizen. De wet werd wat dit laatste betreft, aangepast aan de praktijk bij wet van 7 mei 1999.[538]
Wat de invulling van deze voorwaarden betreft, stellen zich thans een aantal problemen. Uit onderzoek bleek dat vragen kunnen gesteld worden naar de deskundigheid van de onderzoeksrechter op dit vlak. "*Vele onderzoeksrechters blijken weinig vertrouwd met het maatschappelijk werk, hebben de indruk dat dit vooral 'papierwerk' inhoudt en verkiezen daarom eerder een therapie op te leggen (die niet altijd noodzakelijk is). Deskundig advies vanwege de justitieassistent werd hier als beste oplossing naar voor geschoven.*"[539] Deze bedenkingen sluiten aan bij de hierboven geformuleerde voorstellen aangaande de rol van de justitieassistenten.

4.2. De borgsom

De rechter kan ook de voorafgaande en volledige betaling van een borgsom vorderen, waarvan hij het bedrag bepaalt.[540] Deze maatregel bestond al voor de wet van 20 juli 1990 zij het dat de onderzoeksrechter de borgsom niet kon bevelen op het ogenblik van het aanhoudingsbevel. Thans kan de verdachte in vrijheid gelaten worden of in vrijheid gesteld worden in alle fasen van de rechtspleging.

Hoewel nergens in de wet vermeld, wordt algemeen aanvaard dat de betaling niet door de verdachte zelf hoeft te gebeuren; ook een derde zou -zoals onder de oude VHW expliciet vermeld was- de borgsom kunnen storten.[541] Ook uit de parlementaire voorbereiding blijkt nergens dat de wetgever de bedoeling had om deze mogelijkheid uit te sluiten.

---

[538] Art. 23 wet 7 mei 1999, *B.S.* 29 juni 1999
[539] S. Snacken, A. Raes, S. Deltenre, Ch. Vanneste en P. Verhaeghe, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC 1998-1999, 229.
[540] Het bedrag mag niet in verhouding tot de schade worden gesteld, maar moet er toe leiden dat de verdachte zich niet zal onttrekken aan het onderzoek; I. Mennes, *o.c.*, 419.
[541] K. Lauwaert, *o.c.*, 72; Chr. van den Wyngaert, *o.c.*, 127-128; R. Verstraeten, *o.c.*, 417.

4.3. CONCLUSIE

Concluderend kan gesteld worden dat de wetgever een zeer flexibel instrument gecreëerd heeft wat de invulling van de voorwaarden betreft. Via de open categorie kan de rechter inderdaad de gepaste voorwaarden opleggen en in die zin maatwerk afleveren. Er worden wat dit betreft dan ook geen voorstellen geformuleerd.

5. Verloop van de maatregel

5.1. EEN VERLENGBARE MAXIMUMTERMIJN VAN DRIE MAANDEN

Art. 35 §1 *in fine* VHW bepaalt dat de voorwaarden voor maximum drie maanden kunnen opgelegd worden. Deze termijn geldt echter niet voor de borgsom (art. 35 §4 lid 4: "Niettegenstaande de termijn bepaald in artikel 35 §1"). Het gaat hier om een maximumtermijn; bijgevolg kunnen de voorwaarden ook voor een kortere termijn opgelegd worden.
De onderzoeksrechter kan de termijn verlengen, zij het telkens voor een termijn van maximum drie maanden. Ook de raadkamer kan beslissen de voorwaarden te handhaven. Het vonnisgerecht tenslotte kan de voorwaarden eveneens telkens verlengen voor maximum drie maanden maar uiterlijk tot het vonnis. Indien een maximumtermijn voor de voorlopige hechtenis ingevoerd wordt, lijkt het logisch om eveneens een maximum aantal verlengingen van de VOV te bepalen. Het bepalen van het maximumaantal verlengingen is, net zoals het bepalen van de maximumduur van de voorlopige hechtenis, in essentie een politieke keuze.

5.2. WIJZIGING, OPHEFFING EN VRIJSTELLING VAN DE VOORWAARDEN

De inlassing van de mogelijkheden om de voorwaarden te wijzigen, op te heffen of om vrijstelling te verlenen van voorwaarden, is ingegeven door de bekommernis om, met het oog op de zinvolheid van de VOV, desgevallend de voorwaarden aan te kunnen passen aan de evoluerende omstandigheden van de zaak. Hier dient opgemerkt dat "vrijstelling verlenen" onderscheiden moet worden van "opheffing of wijziging van voorwaarden". In het eerste geval blijft de voorwaarde immers ten gronde bestaan, maar is de verdachte tijdelijk vrijgesteld van de naleving ervan.

De mogelijkheden hiertoe staan ingeschreven in artikel 36 VHW. Dit artikel bestaat uit drie duidelijk van elkaar te onderscheiden paragrafen zowel qua orgaan dat de bevoegdheid heeft om de voorwaarden aan te passen, als qua tijdstip waarop de aanpassing kan geschieden.[542]
De driedeling kwam tot stand naar aanleiding van de vraag wat er diende te gebeuren indien de onderzoeksrechter bepaalde voorwaarden heeft opgelegd, deze hernieuwd heeft om de drie maanden, en de raadkamer midden in een termijn verwijst naar het vonnisgerecht. De vraag rijst in welke mate de raadkamer zich nog moet uitspreken over de voorwaarden. Bijgevolg werd het artikel geredigeerd in drie paragrafen.

a) De onderzoeksrechter kan, krachtens art. 36 §1 lid 1 en lid 3 VHW, gedurende het gerechtelijk onderzoek nieuwe voorwaarden opleggen, reeds opgelegde voorwaarden geheel

[542] Beide zijn logischerwijze met elkaar verbonden.

of gedeeltelijk opheffen of wijzigen en hij kan vrijstelling verlengen van de naleving van alle voorwaarden of sommige daarvan.
Opvallend is dat de nieuwe Voorlopige Hechteniswet een bijzonder rechtsmiddel heeft ingevoerd specifiek voor de verdachte; het openbaar ministerie kan haar dus niet inroepen. Krachtens art. 36 §1 lid 4 VHW kan de verdachte vragen dat de opgelegde voorwaarden geheel of gedeeltelijk worden opgeheven of gewijzigd; hij kan ook vragen te worden vrijgesteld van alle voorwaarden of van sommige ervan.
Dit bijzonder rechtsmiddel werd ingevoerd gezien de opmerkelijke situatie die ontstaan is ingevolge de invoering van de VOV. Zoals vermeld kan de onderzoeksrechter ook beslissen om de verdachte in vrijheid te laten of in vrijheid te stellen vóór enige tussenkomst van de raadkamer. De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen in deze (vroege) fase hun rol van waarborg voor een juiste toepassing van de voorlopige hechtenis niet spelen, aangezien de wet bepaalt dat tegen de beslissingen inzake VOV dezelfde rechtsmiddelen openstaan als tegen de beslissingen inzake de voorlopige hechtenis (art. 37 VHW). Om voor de verdachte toch enig verhaal mogelijk te maken werd in diens belang een bijzonder rechtsmiddel gecreëerd.
De wet bepaalt verder dat de raadkamer desgevallend uitspraak moet doen binnen de 5 dagen, zoniet vervallen de bevolen maatregelen. Anderzijds werd nagelaten de procedure voor de indiening van het verzoekschrift te bepalen. Zo heerste er enige onduidelijkheid in verband met de inzage in het dossier. Sinds de inwerkingtreding van de wet van 18 maart 1998 kan de niet aangehouden inverdenkinggestelde (voor de wel aangehouden inverdenkinggestelde geldt immer de mogelijkheid tot inzage zoals geregeld in de VHW[543]) de onderzoeksrechter verzoeken om inzage van het deel van het dossier betreffende de feiten die tot de inverdenkingstelling hebben geleid (art. 61*ter* Sv.). De onderzoeksrechter kan het verzoek geheel of gedeeltelijk inwilligen. In bepaalde gevallen (onder andere wanneer de noodwendigheden van het onderzoek dit vereisen) kan hij de inzage van het dossier of van bepaalde stukken verbieden. Hij moet uitspraak doen uiterlijk een maand na de indiening van het verzoekschrift. Hierbij weze opgemerkt dat wanneer zijn naam niet voorkomt in de inleidende vordering of in de klacht met burgerlijke partijstelling, de verdachte slechts het strafdossier kan inzien na de inverdenkingstelling uitgevaardigd door de onderzoeksrechter en dat hij slechts kennis kan nemen van de stukken waarop de inverdenkingstelling is gebaseerd.
In een recent arrest oordeelde het Hof van Beroep van Brussel echter het volgende: "Hoewel de wet op de voorlopige hechtenis niet uitdrukkelijk een inzagerecht verleent aan de onder voorwaarde vrijgelaten verdachte die zich tot de raadkamer wendt op basis van art. 36 Voorlopige Hechteniswet, noopt een welbegrepen en billijke interpretatie van deze wet er nochtans toe het dossier ter inzage mee te delen, nu wordt vastgesteld dat de wetgever dezelfde geldingsvereisten oplegt aan de invrijheidstelling onder voorwaarden als aan het bevel tot aanhouding."[544]
In een noot onder het arrest merkt B. DE SMET echter op dat het stilzwijgen van de wetgever geen reden mag zijn om de strafprocedure te hertekenen en dat de rechter zich op glad ijs begeeft wanneer hij om reden van billijkheid proceswaarborgen toekent aan de verdachte. De auteur stelt wel dat men kan voorhouden dat het recht op tegenspraak een grond is om de verdachte onder VOV een ruimer inzagerecht toe te kennen dan via art. 61*ter* Sv. De rechtsmiddelen waarover de verdachte onder VOV beschikt, vormen slechts een echte waarborg indien hij alle stukken in het dossier kan inzien.[545]
b) Luidens §2 heeft de raadkamer een beperktere bevoegdheid inzake aanpassingen van de voorwaarden. Zij kan, bij het regelen van de rechtspleging, via een gemotiveerde beschikking

[543] Art. 22 VHW.
[544] Brussel (K.I.) 30 april 1999, *R.W.* 1999-2000, 504.
[545] B. DE SMET, noot onder Brussel (K.I.) 30 april 1999, *R.W.* 1999-2000, 504.

beslissen om de voorwaarden te handhaven of in te trekken. Zij kan echter geen nieuwe voorwaarden opleggen.
c) In de derde paragraaf wordt de bevoegdheid van het vonnisgerecht bepaald na het afsluiten van het gerechtelijk onderzoek. Het vonnisgerecht kan de opgelegde voorwaarden intrekken en vrijstelling verlenen van de naleving van voorwaarden. Zij kan evenmin nieuwe voorwaarden opleggen.

Concluderend kan gesteld worden dat de wetgever heeft voorzien in een soepel systeem waarbij de voorwaarden desgevallend aangepast kunnen worden aan gewijzigde omstandigheden.

6. Controle en sancties

6.1. De controle

Het is duidelijk dat, hoewel de wetgever hier weinig belang aan heeft gehecht, de mogelijkheden tot controle enorm belangrijk zijn voor het welslagen van een VOV; een VOV kan immers alleen enige kans tot welslagen hebben indien de persoon die aan de voorwaarden onderworpen is, inziet dat de voorwaarden serieus genomen worden en dat hij beseft dat er controle op uitgevoerd wordt.

Het toezicht is in handen van de onderzoeksrechter indien de VOV tot stand is gekomen tijdens het gerechtelijk onderzoek. Na de regeling van de rechtspleging berust het toezicht bij de parketten.[546] Art. 38 §1 lid 1 VHW bepaalt dat voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden een beroep kan worden gedaan op de politiediensten en op de Dienst Justitiehuizen. De Minister van Justitie specifieerde destijds dat voor de controle van en het toezicht op de maatregelen enkel beroep kan gedaan worden op de sociale diensten bij de rechtbanken (thans de Dienst Justitiehuizen), maar dat voor de uitwerking van de alternatieve maatregel zelf wel beroep kan gedaan worden op een sociale dienst die niet verbonden is aan een rechtbank.[547] In de praktijk wordt een onderscheid gemaakt al naargelang het om zuivere controlemaatregelen dan wel om hulpverleningsmaatregelen gaat. In het eerste geval wordt de controle toevertrouwd aan een politiedienst; in het tweede geval wordt een beroep gedaan op de justitieassistenten. Bij drugsverslaafden is het van belang dat de betrokkene zoveel mogelijk verwezen wordt naar gespecialiseerde diensten die onafhankelijk zijn van justitie, zodat deze, ook na de VOV, weet waar hij gehoor kan krijgen.[548]

Om efficiënte controle mogelijk te maken is rapportering van essentieel belang. Hierbij dient opgemerkt dat daartoe een goede samenwerking tussen magistraat en justitieassistent onontbeerlijk is.
Anderzijds dringt een duidelijk wetgevend optreden zich in deze op, nu reeds vaker werd opgemerkt dat dit aspect dringend om regelgeving vraagt:[549] *"Uit het voorgaande moge*

---

[546] S. De Moor, "De vrijheid onder voorwaarden" in B. Dejemeppe en D. Merckx (eds.), *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, 270.
[547] Verslag Arts, *o.c.*, 115.
[548] F. Smets en S. Kempeneers, "Waar rechtspleging en hulpverlening elkaar ontmoeten. Ervaringen met probatie en vrijheid onder voorwaarden te Leuven" in S. Christiaensen en J. Goethals (eds.), *De illegale drugsgebruiker tussen strafrechtspleging en hulpverlening: van praktijk naar beleid*, Leuven, Acco, 1994, 199.
[549] S. Snacken, A. Raes, S. Deltenre, Ch. Vanneste en P. Verhaeghe, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC 1998-1999, 222.

blijken dat de vage wettelijke regeling met betrekking op het toezicht op de naleving van de voorwaarden op het terrein aanleiding heeft gegeven tot een grote dispariteit en ondoorzichtigheid, waarbij blijkbaar vooral appèl wordt gedaan op de goede wil van de betrokken actoren [...]".[550] Ondanks het feit dat de wetgever hier een eerste inspanning heeft gedaan,[551] moet - gelet op het beroepsgeheim waaraan "al wie ingeschakeld wordt bij het toezicht op de naleving van de voorwaarden" (art. 38 §1 lid 2 VHW) onderworpen is - verder gespecifieerd worden wat inhoudelijk van de rapportering verwacht kan worden. Er bestaat inderdaad een zeer grote terughoudendheid over het verstrekken van vertrouwelijke informatie over het verloop van de begeleiding of behandeling; het beroepsgeheim lijkt inderdaad een noodzakelijke voorwaarde voor het uitbouwen van een vertrouwensrelatie met de verdachte.[552] [553]

In het algemeen zal het welslagen van het stelsel van de VOV in belangrijke mate afhankelijk zijn van het respect en het begrip dat magistraat en justitieassistent voor elkaar hebben en van hun wederzijdse samenwerking. Zo zal de justitieassistent er begrip voor moeten opbrengen dat de VOV niet verlengd wordt omdat niet meer aan de juridische vereisten is voldaan, zelfs indien de hulpverlening goed verloopt. Anderzijds zal de magistraat daadwerkelijk rekening moeten houden met het advies dat verleend wordt door de justitieassistent en zal hij zich hier mogelijkerwijze door laten leiden.

6.2. SANCTIE BIJ NIET-NALEVING VAN DE VOORWAARDEN

Bij niet-naleving van de voorwaarden *kan* de onderzoeksrechter, de rechtbank of het hof van beroep een bevel tot aanhouding uitvaardigen (art. 38 §2 VHW). Het betreft hier dus weer een mogelijkheid; de wetgever heeft willen vermijden dat de niet-naleving van de voorwaarden automatisch zou leiden tot een voorlopige hechtenis.[554] Bovendien bepaalt art. 38 §2 VHW uitdrukkelijk dat het bevel tot aanhouding alleen uitgevaardigd kan worden indien is voldaan aan de voorwaarden bepaald in art. 28 VHW. Zodoende zal moeten aangetoond worden dat de verdachte ofwel verzuimd heeft bij enige proceshandeling te verschijnen, ofwel dat nieuwe en ernstige omstandigheden de aanhouding wettigen. De niet-naleving op zich *kan* echter in bepaalde gevallen beschouwd worden als een nieuwe en ernstige omstandigheid in de zin van art. 28 VHW.

De Raad van State heeft echter een belangrijke bemerking gemaakt bij dit laatste: "De bevoegdheid die tot nog toe door de vonnisgerechten wordt uitgeoefend, bestaat erin iemand in vrijheid te stellen en niet een bevel tot aanhouding tegen hem uit te vaardigen. Een zodanige beslissing zou een vooroordeel kunnen inhouden ten aanzien van de schuld van een verdachte die nog niet de gelegenheid heeft gehad om zich op de tenlastelegging zelve te

---

[550] S. DE MOOR, "De vrijheid onder voorwaarden" in B. DEJEMEPPE en D. MERCKX (eds.), *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, 271.
[551] Art. 35 §6 toegevoegd bij wet dd. 28 november 2000, *B.S.* 17 maart 2001.
[552] S. SNACKEN, A. RAES, S. DELTENRE, Ch. VANNESTE en P. VERHAEGHE, *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, VUB en NICC 1998-1999, 222.
[553] Aangaande deze problematiek en de moeilijkheden in de praktijk: K. BEYENS, M. VANBESELAERE en S. DE VALCK, "Vijf jaar justitiehuizen: een rondetafelgesprek", *Panopticon* 2004, 66; L. NOUWYNCK, "La position des différents intervenants psycho-médico-sociaux au secret professionel dans le travail avec les justiticiables", *RDPC* 2001 (3), 17-18.
[554] Vooral in verband met de drugsproblematiek is het noodzakelijk dat de betrokkene meer dan één kans krijgt; S. SMETS en S. KEMPENEERS, *o.c.*, 190.

verdedigen."[555] Gelet op de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te Straatsburg[556] is dit een belangrijke waarschuwing, maar de wetgever heeft deze naast zich neergelegd.[557]

Verder kan opgemerkt worden dat indien een verdachte onder VOV de voorwaarden niet naleeft, het niet het Openbaar Ministerie kan zijn dat autonoom overgaat tot seining en ter beschikkingstelling van de verdachte, nu de opsporingsplicht en het opsporingsrecht van het OM ingevolge art. 28*quater* lid 3 Sv ophoudt te bestaan voor de feiten die bij de onderzoeksrechter zijn aangebracht voorzover het opsporingsonderzoek de prerogatieven van de onderzoeksrechter bewust zou aantasten.[558]

Wat de sanctionering bij niet naleving van de voorwaarden betreft, kan gesteld worden dat de huidige regeling voldoende soepel is, doch dat terecht onbegrip rijst wanneer vastgesteld wordt dat bij niet naleving van de voorwaarden soms geen enkele reactie volgt, zelfs niet indien de voorwaarden flagrant overtreden worden. Voorgaande impliceert niet dat bij niet naleving van de voorwaarden automatisch terug een effectieve hechtenis moet opgelegd worden (wat overigens in strijd zou zijn met de bedoeling van de wetgever), doch hierboven werd reeds gewezen op het belang van de controle op de naleving van de voorwaarden voor de kansen op welslagen van een VOV.

7. Een aparte instantie die oordeelt over het verloop van de VOV?

Er werd eveens onderzocht in welke mate de oprichting van een nieuwe instantie inzake VOV in deze een oplossing zou kunnen bieden, dit naar analogie met de bestaande probatiecommissies. Er kan inderdaad een parallel gezien worden tussen de vrijheid onder voorwaarden en de probatievoorwaarden.
Anderzijds kon niet onmiddellijk ingezien worden op welke wijze hier een vermindering van het aantal voorlopig gehechten mee bereikt zou kunnen worden. Daarnaast liggen de hierboven geformuleerde voorstellen veelal in de lijn van de herkoppeling van de voorlopige hechtenis aan het gerechtelijk onderzoek. Een voorstel waarbij zulk een nieuwe instantie opgericht zou worden lijkt hiermee niet verzoenbaar aangezien de oprichting van een aparte instantie de band met het gerechtelijk onderzoek eerder zou doen verslappen: de huidige regeling waarbij de onderzoeksrechter verslag moet doen ter zitting van de raadkamer lijkt meer in overeenstemming met genoemde doelstelling.

---

[555] Advies Raad van State, *Parl. St.* Senaat, 1988-89, nr. 658/1, 66.
[556] E.H.R.M. 26 oktober 1984, *Publ. Eur. Court H.R.*, Serie A, Vol. 86 (De Cubber v. België); E.H.R.M. 1 oktober 1982, *Publ. Eur.Court H.R.*, Serie A, Vol. 53 (Piersack v. België).
[557] CHR. VAN DEN WYNGAERT, "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *Panopticon* 1991, 126.
[558] S. DE MOOR, "De vrijheid onder voorwaarden" in B. DEJEMEPPE en D. MERCKX (eds.), *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, 271.

8. Conclusie

In het algemeen kan gesteld worden dat het huidige model van de VOV vanuit juridisch standpunt positief geëvalueerd kan worden.[559] Wat de materiële en formele vereisten betreft, kan opgemerkt worden dat de wetgever het *netwidening*-effect zo goed als mogelijk heeft trachten in te dijken en dat voldoende garanties werden voorzien voor de verdachte. Zo werden onder meer een bijzondere motiveringsplicht en een bijzonder rechtsmiddel voor de verdachte ingevoerd. Vervolgens valt de grote soepelheid op zowel wat betreft de mogelijks op te leggen voorwaarden als wat betreft de mogelijke aanpassingen ervan ingevolge gewijzigde omstandigheden. Ook wat de sanctionering bij niet naleving van de voorwaarden betreft, kan gesteld worden dat de wetgever de nodige flexibiliteit heeft voorzien en elk automatisme in de besluitvorming heeft uitgesloten.

Vervolgens is het zo dat zowel de onderzoeksrechter als de onderzoeks- en vonnisgerechten een VOV kunnen opleggen. In huidig onderzoek wordt voorgesteld om de fase tussen het aanhoudingsmandaat en de tweede verschijning voor de raadkamer in het licht te stellen van het onderzoek naar de mogelijkheid van een VOV met de justitieassistenten in de hoofdrol, dit vanuit de bekommernis om zulks zo snel mogelijk en structureel in de procedure in te lassen. Hierbij werd er voor geopteerd om de bestaande termijnen van 24 uren en 5 dagen te behouden gelet op het feit dat deze als waarborg voor de verdachte dienen gezien te worden. Dit voorstel moet in combinatie gelezen worden met 2 andere voorstellen, met name de uitbreiding van de autonomie van de onderzoeksrechter en de afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer. Ook bij de regeling van de rechtspleging wordt een voorstel gedaan teneinde de mogelijkheid van een VOV verder te stimuleren: hier wordt uitdrukkelijk een taak voor de advocatuur weggelegd. Tenslotte wordt eveneens gewezen op een reeds langer gekende opmerking aangaande de vaak mank lopende controle op de naleving van de opgelegde voorwaarden en op de verdergaande rol die de wetgever in deze dient te spelen.

[559] In aansluiting met wat hierboven reeds aangehaald werd aangaande de voorlopige hechtenis in het algemeen, speelt ook hier de praktijk een belangrijke rol (taalproblemen, etc.).

CONCLUSIONS - PROPOSITIONS

Au terme de cette première partie du rapport de recherche, les conclusions formulées le sont sous forme de propositions. Il ne s'agit dès lors pas de reprendre tous les éléments qui ont été présentés et discutés ci-dessus ; l'accent est davantage mis sur les éléments de réponse qui peuvent être apportés à la question de recherche posée : par quelles mesures juridiques diminuer la détention préventive ? Ces éléments de réponse sont de différents ordres ; des constats sont ainsi posés tout comme des mesures - juridiques ou autres - sont suggérées. On n'insistera jamais assez sur l'intensité variable que les mesures juridiques peuvent prendre. Certaines apparaissent simplement utiles sans qu'on puisse en attendre un bouleversement important, d'autres sont nettement plus radicales dans le souci de produire les effets recherchés en terme de diminution de la détention préventive.

Les présentes conclusions se rapportent essentiellement à la première partie de la recherche consistant en une étude juridique et criminologique des mesures pouvant être prises pour diminuer le recours à la détention préventive, ainsi que sa durée. Des résultats émanant de la deuxième partie du rapport de recherche y sont évoqués dans la mesure où celle-ci rend compte des analyses criminologiques quantitatives effectuées. Il est renvoyé aux conclusions de cette deuxième partie pour de plus amples développements.

Les présentes conclusions font tout d'abord état de l'examen réalisé sur la législation actuelle (1) avant d'attirer l'attention sur la nécessité de tenir compte également de l'application qui en est pratiquement faite (2). Un troisième point traite plus particulièrement de l'équilibre qui doit être sauvegardé entre les deux fonctions assignées à la détention préventive, la protection de l'instruction et celle de la société (3). Diverses propositions sont ensuite formulées sur des aspects relatifs au contrôle de la détention préventive (4). Le cinquième point propose quant à lui de nouvelles mesures juridiques à caractère plus radical qui ressortent de l'analyse comme étant seules susceptibles de produire des effets sensibles de réduction de la population des prévenus (5). Enfin, un dernier point attire l'attention sur le cadre plus général dans lequel il est essentiel d'inscrire la réflexion sur la détention préventive (6).

1. La loi actuelle contient déjà des possibilités juridiques pour contenir l'application de la détention préventive

Dès le début de la recherche, il est apparu que la législation relative à la détention préventive a déjà une longue histoire et que le souci continu du législateur d'insister sur le caractère exceptionnel de cette détention en forme le fil conducteur. La loi actuelle reflète clairement cette orientation ; elle est indéniablement le produit d'un long processus de maturation. Il fut ainsi souvent question de préciser davantage le caractère exceptionnel de la détention préventive pour finalement en arriver à la formulation actuelle « en cas d'absolue nécessité pour la sécurité publique ». On peut par ailleurs considérer que la législation actuelle est équilibrée en ce qu'elle est attentive tant aux intérêts de la société qu'à ceux du suspect. On a en effet peu à peu introduit toujours plus de garanties pour le suspect : un contrôle juridique rapide dès la première phase de la procédure par le juge d'instruction et la chambre du conseil, un débat contradictoire au moins une fois par mois sur base du dossier et avec l'assistance d'un avocat, des possibilités d'appel élargies, une obligation de motivation

renforcée, la possibilité d'introduire une requête de libération sous conditions après le règlement de la procédure, etc. Enfin, il faut encore noter que la loi actuelle est de manière générale positivement évaluée. On comprendra dès lors qu'il n'est aucunement question dans le présent rapport de recherche de faire table rase du passé : ce qui a prouvé sa valeur doit être conservé.

Vu l'objectif particulier assigné à la recherche, il s'est agi de bien distinguer, d'une part le souci de préserver le caractère exceptionnel de la détention préventive et, d'autre part la volonté d'en diminuer son application. Malgré le fait que ces deux dimensions doivent être clairement distinguées, l'étude des initiatives législatives visant à souligner le caractère exceptionnel de la détention préventive a permis de tirer des conclusions relevantes pour la présente recherche visant à en diminuer son application. Il est en effet important de souligner que la loi fait globalement l'objet d'une évaluation positive, bien que dans le même temps l'objectif de garantir à la détention préventive un caractère exceptionnel ne semble pas pouvoir être réalisé concrètement. Ce constat a conduit à adopter une certaine prudence, surtout pour ce qui concerne les prévisions quant aux effets à attendre des propositions formulées.

En suite de l'analyse historique réalisée, il est également proposé de conserver la terminologie actuelle : il semble en effet peu réaliste d'espérer que l'introduction d'une nouvelle terminologie ait un quelconque impact sur la pratique. Cette même analyse historique conduit également à suggérer que les critères actuels de délivrance des mandats d'arrêt soient conservés. Bien que les remarques et les critiques relatives à ces critères soient souvent formulées avec raison, il est difficile de percevoir de quelle manière les objectifs de la détention préventive pourraient être atteints par d'autres critères. Les risques de récidive, de fuite et de collusion possèdent tous les trois assez de légitimité pour exister en tant que critères. L'attention est par ailleurs attirée sur l'impact limité qu'aurait une adaptation des critères actuels ou l'introduction de nouveaux critères. En définitive, la difficulté pour ce qui concerne les critères est liée principalement à la nécessité de pouvoir disposer de notions suffisamment interprétables pour permettre une individualisation des décisions.
Pour ce qui concerne par ailleurs la motivation, l'attention est attirée sur l'impact modeste qui peut être attendu d'éventuelles modifications en la matière. La motivation ne consiste qu'en l'explication des motifs qui fondent une décision. De plus, les véritables raisons sous-jacentes à une décision déterminée ne sont pas toujours expressément écrites. Il est par exemple ainsi suggéré avec prudence, pour ce qui concerne le danger de récidive, de prévoir l'obligation de motiver expressément en quoi consiste ce danger de récidive. Dans le but de stimuler la liberté sous conditions, il est aussi proposé de prévoir l'obligation de motiver expressément pourquoi les mesures de substitution à la détention ne peuvent suffire à neutraliser le danger pour la sécurité publique. Mais comme il l'a déjà été mentionné, l'impact effectif de ces mesures sur la pratique est difficile à évaluer.

En résumé, on peut dire que les propositions formulées dans la présente recherche ne portent pas tant sur le contenu mais sont davantage de nature procédurale de telle sorte qu'elles ne laissent que peu de marges d'appréciation. Pour avoir un effet réel sur le nombre de détentions préventives les propositions devraient être plus radicales ; un « lifting » trop léger de la législation actuelle n'aura sans doute qu'un effet limité. Les propositions ci-après formulées peuvent dès lors être distinguées en deux catégories : celles qui présentent un potentiel important pour peu qu'elles soient définies d'une manière radicale dans la loi (voir point 5) et celles qui présentent un potentiel moins important en visant spécifiquement certaines phases de la procédure ou certains aspects de la détention préventive.

2. L'IMPORTANCE DE LA PRATIQUE

Bien que l'objet de la recherche soit limité aux mesures juridiques de nature à réduire la détention préventive, l'analyse effectuée conduit à insister sur l'importance de la pratique. Tout au long du déroulement de la recherche, une véritable confrontation est en effet apparue entre la loi et la pratique. L'histoire de la détention préventive montre ainsi l'insuffisance d'une approche législative et la complexité d'une prise en compte de la pratique. Un dispositif qui prévoirait l'un sans l'autre comporte le risque majeur d'être peu suivi en terme d'effets attendus. Ce constat explique que les propositions formulées dans le cadre de la présente recherche prennent en compte les applications concrètes qu'elles pourraient recevoir.

La diversité des pratiques constatées dans les différents champs d'application de la loi a été particulièrement mise en évidence dans le cadre des analyses quantitatives (voir partie 2). Celles-ci ont pu faire apparaître des différences assez interpellantes d'un arrondissement judiciaire à l'autre. C'est le cas, par exemple, pour ce qui concerne la *durée moyenne* des détentions préventives, calculée entre la date du mandat d'arrêt et au plus tard celle du règlement de la procédure. Pour l'année 2003, la durée moyenne des détentions préventives calculée jusqu'au règlement de la procédure était ainsi de 37,3 jours dans l'arrondissement judiciaire de Hasselt et de 91,7 jours dans l'arrondissement judiciaire de Mons. En ce qui concerne la *motivation* des mandats d'arrêt, les analyses réalisées montrent par exemple que la part des mandats d'arrêt délivrés en 2003 et motivés par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique est de 24,6% à Termonde et de 69,2% à Nivelles. De tels constats interpellent. Une meilleure compréhension des pratiques en cours dans les différents arrondissements judiciaires mérite d'être recherchée, ne fut-ce que pour savoir si elles sont le fruit d'une stratégie consciemment menée ou si elles résultent davantage d'éléments factuels sur lesquels les différents acteurs concernés n'ont que peu de prises. Au-delà de cette meilleure compréhension des pratiques, leur prise de conscience doit être encouragée. Il n'est en effet pas évident pour un acteur de terrain d'avoir une vision globale des effets des décisions individuelles auxquelles il participe. C'est ainsi qu'une information quant aux pratiques constatées dans les arrondissements judiciaires et leurs divergences pourrait être opportunément diffusée et serait de nature à assurer un débat essentiel entre les acteurs concernés.

La diversité des pratiques peut bien entendu être envisagée sous différents angles : usage de la détention préventive en présence de tel ou tel comportement infractionnel, appréciation en suite d'une analyse des risques, différenciation en fonction du profil des inculpés, etc. Chaque angle d'approche est susceptible de témoigner d'une diversité des pratiques. Le rapport de recherche met à ce sujet en évidence l'importance d'une approche de la détention préventive en terme d'organisation. Ce qui se joue par exemple à l'intérieur du délai de 24 heures est révélateur en la matière : ce sont bien souvent des questions d'organisation qui déterminent le temps laissé aux différents acteurs (policiers, magistrats du parquet et juges d'instruction) pour mener à bien leur mission. Les délais de comparution devant la juridiction de fond à la suite du règlement de la procédure constituent un autre exemple en ce qu'ils dépendent en grande partie de l'organisation des tribunaux. Les facteurs organisationnels ne sont bien entendu pas les seuls éléments qui influencent les pratiques en matière de détention préventive mais il semble qu'ils y jouent un rôle non négligeable et qu'il y a lieu d'y être particulièrement attentif non seulement dans le cadre de l'application de la loi actuelle mais également en cas de modifications de celle-ci.

L'importance de la pratique par rapport à la loi invite en conclusion à une vigilance constante. Cette vigilance ne s'exerce pas naturellement ; elle nécessite d'être organisée à différents niveaux. La recherche a ainsi montré que des informations sont toujours manquantes dans différents champs d'application de la détention préventive. Il est par exemple nécessaire d'organiser un recueil de données empiriques, inexistantes actuellement malgré différentes tentatives, pour permettre d'apprécier l'opportunité de réglementer le temps s'écoulant entre les différentes étapes de la procédure. On sait aussi combien l'usage de la détention préventive est dépendante de facteurs telle que la situation socio-économique du suspect. Or, il faut bien constater que les informations relatives au profil socio-économique et au statut social et professionnel de la population faisant l'objet d'une détention préventive - et plus généralement d'une détention - sont fortement lacunaires, ne permettant pas d'en rendre compte de façon systématique et d'interpeller alors les différents acteurs concernés.

C'est plus globalement un dispositif qu'il est ainsi proposé de créer, dispositif qui permettrait un suivi régulier de la détention préventive par une mobilisation de ses multiples intervenants, sur base d'informations de différentes natures (juridiques, criminologiques, statistiques, etc.), émanant de diverses instances (magistrature, prisons, maisons de justice, barreau, etc.). La forme qu'un tel dispositif pourrait prendre est sans doute à la mesure de l'importance qu'on voudra bien lui donner : d'une commission de suivi chargée de rendre annuellement un rapport au Parlement telle qu'installée en France à des publications ponctuelles en la matière, les possibilités sont multiples. Il est par exemple proposé d'organiser des réunions d'information, de formation et de concertation entre les acteurs, sur base d'analyses préalablement menées à partir d'un matériel empirique.

3. UN ÉQUILIBRE À PRÉSERVER : LA SAUVEGARDE DE L'INSTRUCTION

3.1. Le double objectif de la détention préventive

Le rapport de recherche montre que la détention préventive est une mesure nécessaire tant pour la protection de l'instruction que pour celle de la société. Elle occupe ainsi deux fonctions bien distinctes. D'une part, la détention préventive peut être utilisée pour garantir le bon déroulement de l'instruction et de la procédure pénale. D'autre part, la deuxième fonction qu'elle remplit permet la protection de la société à l'encontre d'un suspect dont on craint qu'il commette de nouveaux faits ; une mesure de privation de liberté pouvant alors être considérée comme absolument nécessaire pour la sécurité publique. Le rapport montre que cette deuxième fonction de la détention préventive gagne du terrain. Cela se traduit notamment par l'utilisation fréquente du critère du risque de récidive pour justifier la privation de liberté d'un suspect. C'est aussi cette deuxième fonction qui fait de la détention préventive un instrument important dans l'exécution de la politique criminelle du ministère public. L'une et l'autre fonctions doivent par ailleurs être lues en tenant compte du caractère punitif latent que revêt parfois la détention préventive.

3.2. Les limites des potentialités de la détention préventive

En étudiant l'usage de la détention préventive comme instrument de protection de la société, la question s'est bien entendu posée de savoir si la détention préventive est toujours le moyen le plus indiqué pour protéger la société : la privation de liberté est-elle la réaction sociale la plus adéquate à une infraction, du point de vue de la protection de la société ? L'attention est

ici attirée sur la relation entre la pauvreté, la criminalité, la criminalisation et l'enfermement. La situation socio-économique du suspect forme de manière évidente un élément important dans le processus décisionnel conduisant à la délivrance éventuelle d'un mandat d'arrêt. Les suspects qui appartiennent aux couches les plus défavorisées de la population sont, de manière interpellante, placés plus facilement sous mandats d'arrêt ; leur situation socio-économique défavorable est perçue comme criminogène et souvent, ces suspects ne peuvent offrir que peu de garanties qui pourraient justifier une décision de mise en liberté. Dans de telles situations, l'intervention judiciaire paraît jouer un *rôle de substitution à une politique sociale défaillante*. L'enfermement de ce type de suspects est par ailleurs fort problématique vu la précarité de leur situation qui ne peut que s'aggraver de par la détention. Le succès possible de la prison comme protection de la société semble dans ces cas fort limité. On peut aussi supposer que la détention préventive produit alors un effet contraire à celui recherché : la situation déjà problématique au niveau social risque de s'aggraver en raison de la détention. On entre ainsi dans un cercle vicieux. C'est pour cette raison qu'il est suggéré de stimuler au maximum toute autre possibilité de réaction juridique aux différentes phases de la procédure, comme par exemple la liberté sous conditions, afin de limiter autant que possible les dommages résultant d'une incarcération.

3.3. La protection de l'instruction

Face à cette utilisation importante de la détention préventive comme mesure de sauvegarde de la société, il est proposé de veiller à maintenir un certain équilibre avec l'autre fonction assurée par cette mesure, la protection de l'instruction. Des propositions ont été faites en ce sens, en lien tant avec la première phase de la détention préventive qu'avec celle du règlement de la procédure. Elles visent à remettre l'accent davantage sur l'instruction que sur la protection de la société par une stimulation de la remise en liberté si une détention n'est plus strictement nécessaire pour les besoins de l'instruction. Il est à nouveau signalé que les propositions ci-après formulées ne sont nullement à considérer comme « solutions miracles » (pour rappel, des propositions plus radicales sont formulées au point 5).

A. *En ce qui concerne la première phase*, trois propositions sont ici articulées :
Il est d'abord proposé de <u>supprimer le droit d'appel contre la première ordonnance de la chambre du conseil</u>. La première phase de la procédure contient en effet déjà des garanties, notamment de par l'intervention du procureur du Roi, du juge d'instruction et de la chambre du conseil. Une quatrième instance qui doit à nouveau décider sur la détention préventive dans ce délai de 15 jours ne semble pas nécessaire. De cette façon, l'accent est mis sur l'avancement rapide de l'enquête : il semble en effet démontré qu'une enquête doit pouvoir trouver un cheminement rapide dans cette phase initiale sans qu'elle ne soit contrecarrée par l'introduction d'un appel.
Toutefois, un minutieux contrôle de la régularité est maintenu. Actuellement, la chambre du conseil a un double regard (légalité-opportunité) lors de la première comparution. Dans la proposition ici faite, le recours en cassation reste possible contre la première ordonnance de la chambre du conseil, par lequel tant la régularité du mandat d'arrêt que celle de la procédure restent soumises à l'analyse de la Cour de Cassation.
Une deuxième proposition vise à étendre <u>l'autonomie absolue du juge d'instruction</u> (au moins) jusqu'à la deuxième comparution devant la chambre du conseil, de telle sorte qu'il puisse rapidement intervenir au fur et à mesure que l'enquête avance. Actuellement, le juge d'instruction peut déjà lever un mandat d'arrêt durant toute la durée de l'instruction mais la question qui se pose est celle de savoir s'il peut aisément le faire vu la possibilité qui existe pour le procureur du Roi de faire opposition. On peut en effet imaginer que cette possibilité

constitue un frein dans la pratique, le juge d'instruction pouvant être parfois amené à anticiper l'opposition du parquet et ainsi à ne pas ordonner de mainlevée du mandat d'arrêt pour éviter toute charge de travail inutile. Cette considération amène à se souvenir du fait que la détention préventive est parfois utilisée comme peine déguisée et qu'elle constitue par ailleurs un instrument important pour le ministère public dans le cadre de l'exécution de sa politique criminelle. Un renforcement de l'indépendance du juge d'instruction conduira peut-être à un usage moins punitif de la détention préventive et à une « réhabilitation » de la détention préventive comme instrument de protection de l'instruction. Faut-il par ailleurs renforcer encore davantage l'autonomie du juge d'instruction ? En ce qu'il dirige l'enquête, le juge d'instruction est le mieux placé pour juger si le maintien en détention est encore nécessaire pour celle-ci. En suivant la même logique que celle qui amène à reconnaître une certaine autonomie au juge d'instruction durant la première phase de cinq jours, il est donc proposé de la lui accorder également au moins jusqu'à la deuxième comparution devant la chambre du conseil.
Enfin, des propositions sont faites pour stimuler davantage la liberté sous conditions durant cette première période de 36 jours (maximum). Il est ainsi proposé d'inscrire explicitement dans la loi que le juge d'instruction peut adresser un fax au service des Maisons de Justice en vue d'une éventuelle libération sous conditions. Cela devrait se faire encore si possible avant la première comparution en chambre du conseil. En lien avec la 2ème proposition mentionnée ci-dessus, l'idée est de favoriser la libération sous conditions après la première intervention de la chambre du conseil. La recherche montre en effet qu'une décision de libération sous conditions dans le délai de cinq jours est difficilement réalisable. La présente proposition permet de donner plus de temps et devrait permettre au juge d'instruction d'agir par anticipation avant la 2ème comparution en chambre du conseil. Au lieu de modifier les délais de 24 heures et de 5 jours, il semble préférable de les conserver et de trouver le temps parfois nécessaire dans la période comprise entre la première et la seconde comparution devant la chambre du conseil. De cette manière, il pourrait être davantage fait usage de l'enquête sociale en vue d'une libération sous conditions, cette possibilité semblant actuellement sous-exploitée. Pour ce qui concerne la réalisation de l'enquête, une coordination doit pouvoir avoir lieu entre l'assistant de justice et le service psycho-social de la prison. Il est proposé par ailleurs d'inscrire textuellement dans la loi qu'une enquête sociale peut être ordonnée. On espère ainsi que la chambre du conseil prenne davantage d'initiatives pour ordonner une enquête sociale ou pour accorder une libération sous conditions, éventuellement à la demande du suspect et de son avocat. Le cas échéant, la chambre du conseil devra motiver expressément pourquoi une enquête sociale ou une libération sous conditions n'est pas indiquée.

B. *En ce qui concerne le règlement de la procédure*, il a été établi que près de la moitié des suspects qui ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt ont été renvoyés sous les liens d'un tel mandat devant le tribunal correctionnel. Bien qu'il aille de soi que de cette simple constatation il ne puisse être tiré aucune conclusion en terme de contenu, il est quand même souligné, qu'à partir du règlement de la procédure, cesse d'être pertinent un critère important pour la détention préventive, celui de la protection de l'instruction. Il fut d'ailleurs remarqué que la philosophie de la réglementation actuelle relative à la détention préventive conduit à lever la privation de liberté dès que l'enquête est clôturée : le suspect doit en principe être remis en liberté et si un maintien en détention est jugé nécessaire, une ordonnance séparée est exigée. Les avocats ont ici une fonction importante. On ne peut en effet pas attendre du juge d'instruction qu'il prenne encore beaucoup d'initiatives dès l'instant où l'instruction est (presque) terminée. Quand le suspect introduit une demande écrite pour pouvoir bénéficier d'une libération sous conditions, la chambre du conseil devrait être obligée de motiver

expressément pourquoi une telle mesure ne serait pas suffisante pour neutraliser le risque de récidive ou de fuite. Il faut toutefois être prudent quant aux effets qu'une telle mesure pourrait avoir : il a déjà été souligné combien l'impact à attendre d'une modification en terme de motivation est limité.

4. Les mécanismes de contrôle

En ce qui concerne les différents mécanismes de contrôle, une première réflexion concerne la phase précédant l'intervention de la chambre du conseil. On s'est ainsi demandé si un allongement de la période de vingt-quatre heures ou de cinq jours serait une solution à la critique souvent entendue selon laquelle le temps manquerait durant cette phase pour mener les devoirs d'enquête nécessaires, ce qui serait à l'origine de la délivrance de mandats d'arrêt inutiles. A l'issue de cette analyse, la proposition faite est de conserver ces délais de 24 heures et de 5 jours. Il n'est en effet pas aisé de déterminer quelle prolongation serait nécessaire. Par ailleurs, il se pourrait que les différentes parties concernées se dépêchent moins vu qu'elles disposeraient de plus de temps ; de telle sorte que le temps gagné serait à nouveau perdu. De plus, il doit être précisé que dans une matière aussi complexe, il est peu probable qu'une simple prolongation des délais existants conduise à une diminution du nombre de mandats d'arrêt. Pour ce qui concerne spécifiquement la liberté sous conditions, le rapport indique que la décision de mise en liberté sous conditions est presque toujours prise pour ainsi dire immédiatement : un allongement de la période n'aura donc à cet égard aucun effet. Le temps qui est toutefois parfois nécessaire pour la mise en place d'une liberté sous conditions doit être trouvé, comme mentionné ci-dessus, avant la deuxième comparution en chambre du conseil. Finalement, et ce n'est pas le moindre des arguments, l'intervention rapide du juge d'instruction et de la chambre du conseil doit être considérée comme une garantie pour le suspect. L'étude de la législation néerlandaise a aussi montré que l'allongement des délais existants est une affaire délicate ; le danger existe que si on commence à prolonger les délais, on n'en finira pas de le faire.

Après l'examen de cette première phase, fut examiné le contrôle exercé par la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation. Pour ce qui concerne le contrôle mensuel par la chambre du conseil, aucune proposition de modification n'est formulée. C'est une bonne chose que de pouvoir bénéficier actuellement d'une évaluation mensuelle automatique. De plus, à travers les possibilités d'examen du dossier, d'assistance par un avocat, etc., le débat mensuel devant la chambre du conseil offre les garanties nécessaires pour un traitement contradictoire de la situation. Enfin, il y a lieu de tenir compte du fait que le contrôle mensuel constitue un incitant pour le déroulement rapide de l'enquête, le juge d'instruction devant faire rapport chaque mois sur l'état de l'enquête.

A l'aide de données chiffrées, les analyses ont aussi cherché à savoir dans quelle mesure le droit d'appel permet de garantir effectivement que la détention préventive soit limitée à ce qui est strictement nécessaire. Un premier point concerne la logique de la législation actuelle selon laquelle l'existence d'un droit d'appel ne pourrait avoir aucun effet sur la durée de la détention préventive : l'intervention de la chambre des mises en accusation n'a en effet aucune influence sur la cadence mensuelle de la chambre du conseil. De plus, à partir des données chiffrées, il peut être signalé que la procédure d'appel ne semble offrir aucune garantie pour le suspect, que du contraire même puisqu'elle aurait plus souvent comme effet que le suspect reste détenu plus longtemps. Si le suspect est libéré avant le règlement de la procédure, cette décision est prise principalement au niveau de la première instance. Aucune

proposition n'est toutefois formulée pour limiter en général le droit d'appel. On remarque en effet que dans plus de la moitié des dossiers (55%), aucun appel n'est introduit. Par ailleurs, on constate aussi que dans les affaires dans lesquelles un appel est introduit, dans plus de 60% des cas, il n'y a qu'un seul appel et dans plus de 84% des cas, il y a au maximum deux appels, de telle sorte qu'il semble qu'une limitation du droit d'appel n'aurait que peu d'impacts. La suppression totale des procédures de recours semble donc un pas à ne pas franchir, la possibilité de faire appel étant évaluée positivement. Pour ce qui concerne l'introduction d'une différenciation des possibilités d'appel en fonction des parties (droit d'appel illimité pour le suspect, droit d'appel limité ou supprimé pour le ministère public), remarquons que le principe dit de l'égalité des armes s'oppose à l'introduction d'une telle distinction : le droit à la liberté individuelle et le droit à la sécurité publique constituent des droits fondamentaux ; par définition, aucun des deux ne peut prévaloir sur l'autre. Mais il est vrai, comme mentionné ci-dessus, qu'il a été proposé de supprimer le droit d'appel contre la première ordonnance de la chambre du conseil : cette proposition prend toutefois place dans le souci plus vaste de réorienter la détention préventive vers la protection de l'instruction et elle doit être lue en lien avec les deux autres propositions, principalement l'élargissement de l'autonomie du juge d'instruction et la stimulation de la liberté sous conditions.

5. L'INTRODUCTION DE NOUVELLES MESURES JURIDIQUES : UNE RADICALITÉ À APPRÉCIER

Le commanditaire de la recherche avait notamment mis en évidence deux mesures, inconnues jusqu'ici en droit belge, dont l'introduction devait être envisagée dans le cadre de la recherche : l'introduction d'une liste d'infractions pour limiter le nombre de mandats d'arrêt et l'introduction de durées de détention préventive maximales pour réduire ou contenir la durée des privations de liberté. Ces deux mesures partagent un même potentiel, remarquable par rapport à l'objectif poursuivi : celui de pouvoir contribuer à une diminution drastique de la détention préventive.
Il s'agit bien d'un potentiel. L'analyse de la législation hollandaise a ainsi montré que bien que les Pays-Bas connaissent ce type de mesures dans leur législation, celles-ci ne donnent pas entière satisfaction, compte tenu des applications qu'elles autorisent (l'existence d'une durée maximale n'a pas ainsi permis d'y circonscrire d'une manière jugée satisfaisante la détention préventive). C'est ce que l'analyse développée dans le présent rapport vise à montrer : si l'objectif est de réduire la détention préventive, l'adoption des deux mesures est pertinente mais leur définition doit être radicale. C'est la raison pour laquelle les simulations réalisées sont, elles aussi, assez radicales.
Par ailleurs, la définition des mesures suppose une appréciation qui n'est pas d'ordre scientifique mais qui relève d'une décision politique d'autant plus complexe qu'elle contient, l'analyse le montre, un enjeu extralégal d'ordre culturel.

Si la technique juridique consistant à utiliser une liste d'infractions comme critère d'application (ou de non-application) d'une mesure est jusqu'ici inconnue dans la législation belge relative à la détention préventive, elle a déjà été évoquée en cette matière par le passé et surtout, elle a été utilisée ces dix dernières années dans d'autres domaines du droit pénal. Compte tenu de l'objectif poursuivi, l'analyse conduit à proposer l'adoption en droit belge d'une liste d'infractions qui seules pourraient donner lieu à détention préventive. Cette liste pourrait être utilisée en combinaison avec un seuil d'admissibilité, comme c'est le cas dans une des simulations réalisées. Il importe en la matière de constituer une liste spécifique pour la détention préventive, le « mutualisme légistique » étant à proscrire. La sélection des

infractions destinées à figurer dans la liste dépend de la conception qu'on se fait du caractère exceptionnel de la détention préventive.
Différentes simulations ont été réalisées, notamment sur base d'une sélection d'infractions ayant déjà été considérées en droit belge comme présentant un certain degré de gravité, les infractions comportant une atteinte directe à l'intégrité physique punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave, infractions qui ont justifié la délivrance d'un mandat d'arrêt au cours de l'année 2003. Les analyses réalisées montrent par exemple que si toutes ces infractions avaient seules pu donner lieu à détention préventive en 2003, cela aurait théoriquement conduit à une diminution de près de 60% du nombre de mandats d'arrêt délivrés cette année-là et, avec certaines réserves, à une diminution de 55,7% de la population journalière moyenne de l'année 2003 imputable à la détention préventive (durée de détention jusqu'au renvoi). Cette simulation et les autres qui ont été réalisées au cours de la recherche présentent *une certaine radicalité* au niveau de la sélection des infractions concernées. Cette radicalité ne relève pas d'un choix posé *a priori* ; elle s'est imposée au cours de l'analyse au regard de l'objectif poursuivi d'une diminution de la détention préventive. En d'autres termes, il apparaît que tout autre scénario moins radical n'aurait que des effets négligeables sur le volume de la population de prévenus.
Les simulations opérées conduisent par ailleurs à insister fortement sur le fait que de telles réformes *toucheraient diversement les arrondissements judiciaires*, en raison de la particularité des qualifications y retenues à la base des mandats d'arrêt. Pour illustrer ce propos, il est fait état des estimations réalisées quant à la part des mandats d'arrêt motivés ou non par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique. Si tous les arrondissements judiciaires flamands ont délivré en 2003 une majorité de mandats d'arrêt motivés par des infractions ne comportant pas une atteinte à l'intégrité physique, les pratiques des arrondissements judiciaires wallons sont quant à eux plus diversifiées, certains comme celui de Nivelles n'ayant délivré par exemple que 30,8% de mandats d'arrêt non motivés par au moins une infraction portant atteinte à l'intégrité physique tandis que celui de Marche voit ce pourcentage s'élever à 63,2%. On voit ainsi apparaître des enjeux qui ne sont pas d'ordre légal et qui touchent directement aux valeurs que l'on entend protéger.

L'introduction de durées de détention préventive maximales avait été suggérée compte tenu notamment de l'expérience française en la matière. Les premières évaluations indiquent que la réforme n'aura pas permis d'endiguer dans l'Hexagone les longues détentions provisoires, la diminution de la durée moyenne de la détention provisoire provenant en fait d'une forte croissance des courtes détentions. De cette analyse, ainsi que du regard posé sur d'autres législations européennes (notamment celle des Pays-Bas), il ressort que les effets attendus d'une introduction de durées de détention préventive maximales ne peuvent se concrétiser que si les modalités de la mesure sont suffisamment restrictives, c'est-à-dire si elles laissent peu de marges de manœuvre aux différents acteurs concernés. Malgré cet écueil considérable et à cette condition, l'introduction de durées de détention préventive maximales est théoriquement une mesure de nature à garantir le caractère exceptionnel de la privation de liberté avant jugement. On peut même ajouter qu'à défaut de pareille introduction, le caractère exceptionnel de la détention préventive risque de s'éroder de manière difficilement contrôlable.
Une première durée maximale devrait ainsi être introduite entre la première comparution en chambre du conseil et le règlement définitif de la procédure, une deuxième période commencerait ensuite à partir de ce règlement de la procédure jusqu'à une première décision sur le fond, des délais spécifiques venant enfin baliser le temps consacré à l'examen d'éventuels recours.

La fixation des durées maximales pour ces différentes phases a d'abord été envisagée à partir de données empiriques. Celles-ci ne permettent toutefois pas une compréhension des durées de détention préventive actuellement rencontrées dans toutes les phases de la procédure. L'absence d'éléments en ce sens incite dès lors à une certaine prudence. Les analyses empiriques ont par ailleurs une nouvelle fois montré la diversité des pratiques entre arrondissements judiciaires (voir ci-dessus). Il est donc délicat de s'appuyer sur cette diversité pour apprécier le caractère raisonnable ou non de durées de privation de liberté envisagées. Enfin, les analyses quantitatives ont montré qu'un même type d'infractions ne conduit pas nécessairement à une même durée de détention préventive. Il est donc là aussi délicat d'envisager des durées diversifiées en fonction de ce critère. D'autres critères de distinction ont été envisagés mais ne peuvent être empiriquement vérifiés. C'est le cas par exemple de la motivation à l'origine des mandats d'arrêt qui n'est pas reprise dans les bases de données existantes.
Au vu de ces éléments, ce sont des simulations qui ont été privilégiées. Ainsi, une durée de détention limitée à 67 jours (3ème comparution en chambre du conseil) pour toutes les infractions aurait conduit en 2003 à une réduction de 34% de la population journalière moyenne imputable à la détention préventive (durée de détention jusqu'au renvoi), cette réduction étant limitée à 19,8% si le plafonnement de la durée de détention était portée à 98 jours (4ème comparution en chambre du conseil). Ces données sont toutefois à nuancer, étant donné la marge de sous/sur-estimation (voir partie II) ; elles montrent néanmoins dans quelle mesure un plafonnement de la durée dans différents scénarii implique une réduction appréciable de la population pénitentiaire. Elles montrent enfin qu'il faut prévoir des durées assez limitées pour produire un effet en terme de population pénitentiaire.

L'introduction de durées maximales n'a pas été envisagée qu'au niveau de la détention préventive proprement dite. La durée de la phase préparatoire au procès a également été analysée et il est proposé en la matière de prévoir formellement dans la loi que la chambre des mises en accusation est compétente pour décider d'un délai endéans lequel le juge d'instruction serait invité à clôturer son instruction si celle-ci souffre d'un certain retard. Par ailleurs, il est proposé d'autoriser le juge d'instruction à provoquer lui-même le règlement de la procédure après l'écoulement d'un certain délai à compter du moment où il transmet le dossier de l'instruction qu'il a clôturée au parquet et ce, dans l'hypothèse où ce dernier tarde à rendre ses réquisitions. « Combattre les temps morts » qui jalonnent parfois les procédures en vue de réduire la durée de la phase préparatoire au procès et indirectement la détention préventive, tel est l'objectif poursuivi par ces dernières propositions.

6. Placer le débat sur la détention préventive dans le cadre de la procédure pénale

La recherche a montré à différentes reprises combien le débat sur la détention préventive rejoint en différents points celui sur la procédure pénale, de manière globale en ce que la détention préventive questionne les nécessités de l'instruction, ainsi que son organisation, ou de manière plus ponctuelle quand il est par exemple proposé de prévoir la présence d'un avocat dès la privation de liberté. Une dernière proposition est dès lors davantage formulée sous forme d'une invitation à ne pas méconnaître le cadre général de la procédure pénale dans lequel s'inscrit la détention préventive.

Pour terminer, il importe de souligner encore que chaque piste n'a pu être explorée de manière approfondie dans le cadre de la présente recherche. La problématique de la détention préventive est déjà depuis de nombreuses années un sujet de discussions ; il n'y a dans la présente recherche aucune prétention à vouloir donner le mot de la fin sur des questions débattues depuis aussi longtemps. Il s'agit davantage d'apporter une contribution modeste à une veille discussion, à partir d'un angle d'approche bien spécifique, celui d'une réduction de la détention préventive.

CONCLUSIES – VOORSTELLEN

Ter afronding van dit eerste deel van het onderzoeksrapport worden de conclusies geformuleerd in de vorm van voorstellen. Het is geenszins de betrachting om al de hierboven besproken aspecten te behandelen en samen te vatten; de nadruk ligt veeleer op deze elementen die relevant zijn gebleken bij het beantwoorden van de onderzoeksvraag: welke zijn de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen? In de hiernavolgende conclusies worden zodoende allereerst een aantal belangrijke vaststellingen gedaan, waarna de voorstellen zelf - juridische of andere - worden geformuleerd. Hierbij kan niet voldoende beklemtoond worden dat de juridische maatregelen een verschillende intensiteit kunnen aannemen. Sommige voorstellen dragen bij tot de verwezenlijking van het vooropgestelde doel, doch zullen op zich geen drastische vermindering van het aantal voorlopig gehechten teweeg brengen. Andere voorstellen zijn duidelijk radicaler van aard, dit ingegeven vanuit de bekommernis het gezochte effect teweeg te brengen.

De hier voorgestelde conclusies hebben voornamelijk betrekking op het eerste deel van het onderzoeksrapport waarin een juridische en criminologische studie werd verricht naar maatregelen om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen. Kwantitatieve resultaten uit het tweede deel van het onderzoeksrapport werden hier wel reeds verwerkt in de mate dat zij in het kader van het juridisch en criminologisch onderzoek dienstig waren. Voor nadere preciseringen wordt verwezen naar de conclusies van het tweede deel.

In de hiernavolgende conclusies wordt allereerst een stand van zaken gegeven aangaande de huidige wetgeving (1), waarna gewezen wordt op het belang van de praktijk van de voorlopige hechtenis (2). In het derde punt wordt ingegaan op het te behouden evenwicht tussen de twee doelstellingen van de voorlopige hechtenis, met name de vrijwaring van het onderzoek en de bescherming van de maatschappij (3). Vervolgens worden de diverse controlemechanismen die thans voorzien zijn in de huidige wetgeving onderzocht (4). In het vijfde punt worden voorstellen geformuleerd die radicaler van aard zijn. Uit de gevoerde analyse komt naar voren dat uitsluitend van deze voorstellen een gevoelige daling van het aantal voorlopig gehechten kan verwacht worden (5). Tenslotte wordt gewezen op het ruimere kader waarin de materie van de voorlopige hechtenis dient ingeschreven te worden (6).

1. DE HUIDIGE WET BEVAT REEDS JURIDISCHE MOGELIJKHEDEN OM DE TOEPASSING VAN DE VOORLOPIGE HECHTENIS BEPERKT TE HOUDEN

Reeds bij de aanvang van huidig onderzoek werd vastgesteld dat de voorlopige hechteniswet <u>een lange geschiedenis</u> achter zich heeft en dat de continue bekommernis van de wetgever om het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis te beklemtonen hierin de rode draad vormt. De huidige wet ademt dit dan ook duidelijk uit en is onmiskenbaar het product van een lang rijpingsproces. Voorgaande uit zich onder meer in het feit dat telkenmale opnieuw gezocht werd naar een verdere verfijning van de verwoording van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis om uiteindelijk tot de huidige formulering “volstrekt noodzakelijk voor de openbare veiligheid” te komen. Verder kan gesteld worden dat de huidige wetgeving evenwichtig is in die zin dat men zowel oog heeft voor de belangen van de

maatschappij als voor deze van de verdachte. Gaandeweg heeft men inderdaad steeds meer garanties ingevoerd voor de verdachte: een snel rechterlijk toezicht in de beginfase door de onderzoeksrechter en de raadkamer, minstens elke maand een contradictoir debat met inzage van het dossier en bijstand van een advocaat, uitgebreide beroepsmogelijkheden, een strenge motiveringsplicht, de mogelijkheid om een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling in te dienen na de regeling van de rechtspleging, etc. In het algemeen wordt de huidige wet dan ook positief geëvalueerd. Dienvolgens werd vooropgesteld dat het geenszins de bedoeling is om *tabula rasa* te maken: datgene wat zijn waarde bewezen heeft, moet behouden worden.

Gelet op de specifieke doelstelling van huidig onderzoek, werd evenwel gewezen op het onderscheid tussen het beklemtonen van het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis enerzijds, en de betrachting om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen anderzijds. Ondanks de vaststelling dat beide duidelijk te onderscheiden zijn, konden uit de studie van de demarches van de wetgever om het uitzonderingskarakter te beklemtonen, toch een reeks relevante conclusies getrokken worden met betrekking tot de doelstelling van huidig onderzoek. Opmerkelijk is inderdaad het gegeven dat de wetgeving positief geëvalueerd wordt, doch dat de doelstelling om het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis in realiteit om te zetten niet gerealiseerd lijkt te kunnen worden. Deze vaststelling heeft ertoe geleid om enige voorzichtigheid aan de dag te leggen, vooral bij de voorspelling van de mogelijks te verwachten effecten van de gedane voorstellen.

Ingevolge het gevoerde historisch onderzoek, wordt dan ook voorgesteld om de huidige terminologie te behouden: het lijkt inderdaad weinig realistisch om te verwachten dat de invoering van nieuwe terminologie enige impact zal hebben op de praktijk.
In diezelfde logica wordt er eveneens voor gepleit om de huidige criteria te behouden. Hoewel de opmerkingen en kritieken aangaande de huidige criteria vaak terecht zijn, kan niet ingezien worden op welke wijze de doelstellingen van de voorlopige hechtenis via andere criteria kunnen bereikt worden. Het recidive-, vlucht- en collusiegevaar bezitten alledrie voldoende legitimiteit om als criterium te fungeren. Hierbij werd eveneens gewezen op het beperkte effect dat verwacht kan worden van de aanpassing van de huidige criteria of van de invoering van nieuwe criteria. *Grosso modo* lijkt het probleem zich te situeren in het feit dat - wat de criteria betreft - vrij ruim interpreteerbare begrippen onontbeerlijk en onontkoombaar lijken te zijn teneinde individualiseerbare beslissingen mogelijk te maken.
Ook wat de motivering betreft, wordt gewaarschuuwd voor de bescheiden impact die hiervan verwacht kan worden. Een motivering is slechts een explicitering van de motieven die aan een beslissing ten grondslag liggen; bovendien vinden de echte, achterliggende gronden voor een bepaalde beslissing niet altijd hun weg naar de uitdrukkelijke motivering. Met enige voorzichtigheid wordt zo bijvoorbeeld voorgesteld om bij weerhouding van het criterium recidivegevaar de verplichting op te leggen om uitdrukkelijk te motiveren waarin dit recidivegevaar bestaat. Ook met betrekking tot de stimulering van de VOV wordt voorgesteld om de verplichting te voorzien om uitdrukkelijk te motiveren waarom detentievervangende maatregelen niet kunnen volstaan om het gevaar voor de openbare veiligheid te neutraliseren. Zoals gezegd, valt de effectieve impact hiervan op de praktijk moeilijk in te schatten.

Samenvattend kan gesteld worden dat de voorstellen die in huidig onderzoek geformuleerd worden niet zozeer inhoudelijk, doch veeleer procedureel van aard zijn, zodat er weinig of geen ruimte voor appreciatie is. Teneinde een reëel effect te hebben op het aantal voorlopig gehechten, zullen de voorstellen eveneens eerder radicaal van aard moeten zijn; een loutere "opsmuk" van de huidige wet zal wellicht slechts een beperkt effect hebben. De hierna geformuleerde voorstellen kunnen opgesplitst worden in twee groepen. Sommige voorstellen

hebben een groot potentieel indien ze radicaal en consequent in de wet ingeschreven worden (zie punt 5.). Andere voorstellen hebben een minder groot potentieel en grijpen eerder punctueel in op een bepaalde fase of op een bepaald deelaspect van de voorlopige hechtenis.

2. HET BELANG VAN DE PRAKTIJK

Hoewel het voorwerp van huidig onderzoek zich beperkt tot de zoektocht naar juridische maatregelen die de toepassing van de voorlopige hechtenis kunnen verminderen, noopt de gevoerde analyse ertoe het belang van de praktijk te benadrukken. Gedurende gans het onderzoek kwam de spanning tussen de wet en de praktijk aan de oppervlakte. Ook de geschiedenis van de voorlopige hechtenis leert dat een louter wetgevende tussenkomst onvolkomen is en dat het een complexe aangelegenheid is om vat te hebben op de praktijk. Indien men hiervoor geen aandacht heeft, is de kans zeer reëel dat de vooropgestelde effecten achterwege zouden blijven. Deze vaststelling heeft ertoe geleid dat bij de formulering van de hierna volgende voorstellen zoveel als mogelijk rekening gehouden werd met de concrete toepassing die zij zouden kunnen krijgen.

Het gegeven dat de huidige wet in de praktijk op diverse wijzen wordt toegepast, kwam in het bijzonder tot uiting in het kader van de kwantitatieve analyses (zie deel 2). Deze analyses toonden aan dat er vrij interpellerende verschillen bestaan tussen de diverse gerechtelijke arrondissementen. Dit was bijvoorbeeld het geval bij de de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis, zoals die berekend werd vanaf de datum van het bevel tot aanhouding tot ten laatste aan de regeling van de rechtspleging. Voor het jaar 2003 bedroeg de aldus berekende gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis 37,3 dagen in het gerechtelijk arrondissement Hasselt en 91,7 dagen in het gerechtelijk arrondissement Bergen. Wat de motivering van de aanhoudingsmandaten betreft, toonden de uitgevoerde analyses bijvoorbeeld aan dat in Dendermonde 24,6 % van de in 2003 afgeleverde aanhoudingsmandaten minstens betrekking heeft op een misdrijf waarbij een inbreuk op de fysieke integriteit wordt gepleegd, terwijl dit in Nijvel voor 69,2 % van de aanhoudingsmandaten het geval is. Zulke vaststellingen zijn inderdaad interpellerend. Het verdient dan ook aanbeveling om een beter inzicht te verwerven in de lopende praktijken, al ware het maar om na te gaan of zij het resultaat zijn van een bewust gevolgde strategie dan wel dat zij louter het gevolg zijn van bepaalde feitelijkheden waarop de betrokken actoren slechts weinig grip hebben. Naast dit beter inzicht in de praktijk, moet de bewustwording van deze diversiteit gestimuleerd worden. Het lijkt inderdaad niet evident voor de actoren op het terrein om een globale visie te hebben over de effecten van de beslissingen waaraan zij deelnemen. Dienvolgens lijkt het aangewezen dat de informatie over de vastgestelde praktijken in de diverse gerechtelijke arrondissementen wordt verspreid zodat hierover een debat zou kunnen gevoerd worden tussen de diverse betrokken actoren.

Uiteraard kan de vastgestelde diversiteit van de praktijk vanuit verschillende invalshoeken in ogenschouw genomen worden: zo zou gekeken kunnen worden naar het gebruik van de voorlopige hechtenis bij een bepaald soort misdrijf, naar de wijze waarop risico geapprecieerd wordt, naar de differentiatie die zou kunnen bestaan naargelang het profiel van de verdachte, etc. Vanuit elke benadering zou een diversiteit in praktijk kunnen blijken. Wat dit betreft, wijst huidig onderzoeksrapport op het belang van organisationele elementen. De wijze waarop in de praktijk de termijn van 24 uren ingevuld wordt, is hierbij bijvoorbeeld onthullend: het zijn vaak organisationele elementen die bepalen hoeveel tijd de betrokken actoren (politie, parketmagistraten, onderzoeksrechters) hebben om een beslissing te nemen en om hun

opdracht tot een goed einde te brengen. Ook het tijdverloop tussen de verzending en de effectieve behandeling ten gronde is in belangrijke mate afhankelijk van de organisatie van de rechtbanken. Uiteraard zijn deze organisationele elementen niet de enige factoren die een invloed uitoefenen op de praktijk van de voorlopige hechtenis, doch hun invloed lijkt niet gering. Het lijkt dan ook aangewezen hier aandachtig voor te zijn, niet alleen bij de toepassing van de huidige wet, maar evenzeer bij de voorstellen tot wijziging ervan.

Dit gesignaleerde belang van de praktijk nodigt uit tot continue waakzaamheid. Deze waakzaamheid ontstaat echter niet automatisch en dient bovendien uitgeoefend te worden op verschillende niveaus. Bij het voeren van huidig onderzoek is gebleken dat er nog steeds zeer veel informatie ontbreekt. Zo is empirisch materiaal – thans onbestaand ondanks diverse pogingen om empirische gegevens te verzamelen – onontbeerlijk om na te kunnen gaan in welke mate het opportuun is om het tijdsverloop tussen de diverse stadia van de procedure te reglementeren. Verder is het bijvoorbeeld geweten dat de sociaal-economische toestand van de verdachte een belangrijke rol speelt inzake de al dan niet toepassing van de voorlopige hechtenis. Vastgesteld moet worden dat de informatie die bestaat aangaande het socio-economisch profiel en het sociaal en professioneel statuut van de voorlopig gehechten – evenals overigens van de gevangenispopulatie in het algemeen – erg lacunair is, zodat een systematische analyse onmogelijk wordt alsook een interpellatie van de betrokken actoren met deze gegevens.

Dienvolgens wordt voorgesteld om een instrument te creëren hetwelk een regelmatige opvolging van de toepassing van de voorlopige hechtenis mogelijk zou maken. Hierbij zou een beroep gedaan moeten worden op een inbreng van de diverse betrokken partijen, gebruik makend van informatie van verschillende aard (juridisch, criminologisch, statistisch, etc.), afkomstig van diverse instanties (magistratuur, strafinrichtingen, justitiehuizen, balies, etc.). De vorm die zulk een instrument zou kunnen aannemen zal afhankelijk zijn van het belang dat men aan dit instrument zal willen schenken: de mogelijkheden zijn hier *legio*, gaande van een commissie die jaarlijks aan het Parlement een verslag dient uit te brengen over de toepassing van de voorlopige hechtenis - zoals ingevoerd in Frankrijk - tot punctuele publicaties over de materie van de voorlopige hechtenis. Zo wordt bijvoorbeeld voorgesteld om informatievergaderingen, vormingen en gemeenschappelijk overleg te organiseren vetrekkende van vooraf overgemaakt empirisch materiaal.

3. HERWAARDERING VAN DE DOELSTELLING VRIJWARING VAN HET GERECHTELIJK ONDERZOEK

3.1. De dubbele doelstelling van de voorlopige hechtenis

Er werd vooropgesteld dat de voorlopige hechtenis een noodzakelijke maatregel is ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek en ter bescherming van de maatschappij. Het moge duidelijk zijn dat de voorlopige hechtenis aldus twee van elkaar te onderscheiden functies heeft. De voorlopige hechtenis kan aldus aangewend worden ter garantie voor het behoorlijk verloop van het gerechtelijk onderzoek en van de strafprocedure. De tweede functie bestaat erin de maatschappij te beschermen tegen een verdachte waarvan gevreesd wordt dat hij opnieuw feiten zou plegen en waarvoor het absoluut noodzakelijk is voor de openbare veiligheid om hem op te sluiten. Vastgesteld werd dat de tweede functie van de voorlopige hechtenis aan belang wint. Dit kon onder meer vastgesteld worden uit het veelvuldig gebruik van het criterium recidivegevaar bij de aanhouding van de verdachte. Het is ook deze tweede functie die van de voorlopige hechtenis een belangrijk instrument maakt in de uitvoering van

het strafrechtelijk beleid van het openbaar ministerie. Eén en ander dient bovendien samengelezen te worden met het verborgen strafkarakter van de voorlopige hechtenis.

3.2. De grenzen van de mogelijkheden van de voorlopige hechtenis

Bij het gebruik van de voorlopige hechtenis als instrument ter bescherming van de maatschappij werd evenwel de vraag gesteld of de voorlopige hechtenis wel altijd het meest aangewezen middel is om de maatschappij te beschermen: is een effectieve vrijheidsbeneming wel de meest adequate maatschappelijke reactie op een gepleegd misdrijf, ook/zelfs vanuit het standpunt van de bescherming van die maatschappij? Hierbij werd gewezen op de relatie tussen armoede, criminaliteit, criminalisatie en opsluiting. De sociaal-economische situatie van de verdachte vormt immers klaarblijkelijk een belangrijk element bij de besluitvorming inzake het al dan niet verlenen van een bevel tot aanhouding. Verdachten uit de eerder kansarme lagen van de bevolking worden opmerkelijk gemakkelijker onder aanhoudingsmandaat geplaatst; hun slechte sociaal-economische situatie wordt als criminogeen gezien en vaak kunnen deze verdachten weinig garanties bieden die een beslissing tot invrijheidstelling zouden kunnen rechtvaardigen. In die situatie lijkt de strafrechtelijke interventie op te treden als *vervanging van een falend sociaal beleid*. Het effectief opsluiten van deze verdachten is echter zeer problematisch aangezien hun precaire situatie door de detentie alleen maar kan verergeren. Het mogelijk succes van de gevangenis ter bescherming van de maatschappij lijkt in die gevallen inderdaad heel beperkt. Men kan zelfs stellen dat met de voorlopige hechtenis in deze gevallen vaak het tegenovergestelde wordt bereikt: de reeds problematische sociale situatie verergert ingevolge de detentie. Op deze manier belandt men in een vicieuze cirkel. In die zin wordt ervoor gepleit om andere juridische reacties dan de voorlopige hechtenis, zoals onder meer de VOV, maximaal te stimuleren teneinde de detentieschade zo veel als mogelijk te beperken.

3.3. Terug de nadruk op de vrijwaring van het onderzoek

Vervolgens wordt er voor gepleit om de functie ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek te herwaarderen om zodoende het evenwicht tussen beide doelstellingen te herstellen. Hiertoe worden voorstellen gedaan met betrekking tot de beginfase van de voorlopige hechtenis alsook met betrekking tot de regeling van de rechtspleging. Met de hierna volgende voorstellen wordt gehoopt dat de focus (terug) meer op het gerechtelijk onderzoek komt te liggen door een invrijheidstelling te stimuleren indien een verdere aanhouding niet meer strikt noodzakelijk is voor het gerechtelijk onderzoek. Hier weze echter opnieuw opgemerkt dat de hiernavolgende voorstellen niet als mirakeloplossingen naar voren kunnen geschoven worden. Voor de meer radicale voorstellen kan verwezen worden naar punt 5.

a) Wat de beginfase betreft, worden drie voorstellen gecombineerd:
Vooreerst wordt voorgesteld om het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de raadkamer af te schaffen. In deze fase bestaan immers zeer ruime garanties, met name de tussenkomst van de procureur des Konings, de onderzoeksrechter en de raadkamer. Een vierde instantie die binnen 15 dagen opnieuw moet oordelen over de voorlopige hechtenis lijkt niet noodzakelijk. Op deze manier wordt de nadruk gelegd op de snelle voortgang van het onderzoek: het lijkt inderdaad aangewezen dat een onderzoek in deze prille fase snel voortgang moet kunnen vinden zonder dat dit doorkruist wordt door een hoger beroep.
Niettemin blijft een grondige regelmatigheidscontrole behouden. Thans heeft de raadkamer bij de eerste verschijning een dubbele taak (legaliteit – opportuniteit). In het hier gedane voorstel blijft een cassatieberoep mogelijk tegen de eerste beschikking van de raadkamer,

waarbij zowel de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding als dat van de procedure aan het oordeel van het Hof van Cassatie wordt onderworpen.
Voorgaande wordt gecombineerd met het voorstel om de absolute autonomie van de onderzoeksrechter uit te breiden tot (minstens) de tweede verschijning voor de raadkamer zodat hij snel kan ingrijpen naarmate het onderzoek vordert. Thans kan de onderzoeksrechter wel reeds het aanhoudingsmandaat opheffen gedurende het hele gerechtelijk onderzoek, doch de vraag rijst of hij hiertoe gemakkelijk zal overgaan gelet op de verzetsmogelijkheid van de procureur des Konings. Men kan inderdaad aannemen dat deze in de praktijk een remmende werking heeft op de aan de onderzoeksrechter toegekende bevoegdheid doordat hij anticipeert op het verzet van de procureur des Konings en zodoende niet tot een handlichting beslist teneinde onnodige werklast te vermijden. Hier moet eveneens gewezen worden op het verborgen strafkarakter van de voorlopige hechtenis en op het feit dat de voorlopige hechtenis een belangrijk instrument vormt voor het openbaar ministerie in de uitvoering van haar strafrechtelijk beleid. Een versterking van de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter zal wellicht leiden tot een minder strafgericht gebruik van de voorlopige hechtenis en tot een "heropleving" van de voorlopige hechtenis als instrument ter vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek. Er zijn inderdaad argumenten te vinden om de autonomie van de onderzoeksrechter in die zin verder te versterken. Als leider van het onderzoek is de onderzoeksrechter het best geplaatst om te oordelen of de verdere aanhouding nog nodig is voor het onderzoek. Het lijkt in de lijn van de logica te liggen om de aan de onderzoeksrechter toegekende autonomie in de eerste fase van vijf dagen door te trekken, minstens tot aan de tweede verschijning voor de raadkamer.
Tenslotte worden voorstellen gedaan teneinde de VOV verder te stimuleren in deze eerste periode van (maximaal) 36 dagen. Zo wordt voorgesteld om expliciet in de wet te voorzien dat de onderzoeksrechter de Dienst Justitiehuizen kan berichten per faxpost voor de verdere uitwerking van een mogelijke VOV. Mogelijks kan zodoende nog vóór de eerste tussenkomst van de raadkamer een VOV opgelegd worden. In combinatie met de twee voorgaande voorstellen wordt echter vooral gehoopt om de VOV meer kansen te bieden na de eerste tussenkomst van de raadkamer. Er werd op gewezen dat het opstellen van een volwaardige VOV vaak evenmin mogelijk is binnen de termijn van 5 dagen. Met de huidige voorstellen zou hiervoor meer tijd gecreëerd kunnen worden en zou de onderzoeksrechter hier binnen de fase vóór de tweede raadkamer snel op kunnen inspelen. In plaats van de termijnen van 24 uren en 5 dagen open te breken, werd ervoor geopteerd om deze te behouden en om de soms noodzakelijke extra tijd te vinden in de fase tussen de eerste en de tweede verschijning voor de raadkamer. Op die manier zou mogelijks eveneens vaker gebruik gemaakt kunnen worden van de maatschappelijke enquête met het oog op een VOV: thans lijkt deze mogelijkheid onderbenut. Desgevallend kan wat de uitvoering van de enquête betreft, overleg plaatsvinden tussen de justitieassistent en de psycho-sociale dienst van de gevangenis. Eveneens wordt voorgesteld om uitdrukkelijk in de wet op de voorlopige hechtenis zelf te voorzien dat een maatschappelijke enquête kan bevolen worden. Gehoopt wordt dat de raadkamer een belangrijke(re) initiatiefnemer wordt inzake het bevelen van een maatschappelijke enquête of inzake het opleggen van een VOV, desgevallend op aangeven van de verdachte en diens raadsman. De raadkamer zal immers uitdrukkelijk moeten motiveren waarom een maatschappelijke enquête of een VOV niet aangewezen zijn.

b) Wat de regeling van de rechtspleging betreft, werd vastgesteld dat bijna de helft van de verdachten die ooit onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst, onder de banden ervan naar de correctionele rechtbank werden verzonden. Hoewel uit deze loutere vaststelling uiteraard geen inhoudelijke conclusie kan getrokken worden, werd toch gewezen op de omstandigheid dat bij de regeling van de rechtspleging een belangrijk criterium voor de voorlopige hechtenis

wegvalt, met name de vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek. Tevens werd opgemerkt dat het in de lijn ligt van de filosofie van de huidige regeling om de voorlopige hechtenis op te heffen van zodra het onderzoek afgerond werd: de verdachte moet principieel in vrijheid worden gesteld; indien een verdere handhaving noodzakelijk wordt geacht, is een afzonderlijke beschikking vereist. Hier wordt een belangrijke taak weggelegd voor de advocatuur. Van de onderzoekrechter kan immers niet verwacht worden dat hij nog veel initiatief neemt op het ogenblik dat het onderzoek (bijna) afgerond is. Wanneer de verdachte een schriftelijk voorstel voor VOV indient, zal de raadkamer uitdrukkelijk moeten motiveren waarom zij van oordeel is dat het gedane voorstel het recidive- of vluchtgevaar niet afdoende neutraliseert. Voorzichtigheid is echter geboden wat betreft de impact van dit voorstel: er werd reeds gewezen op de bescheiden impact die verwacht kan worden van de motiveringsplicht.

4. CONTROLEMECHANISMEN

Wat de diverse controlemechanismen betreft, werd allereerst ingegaan op de fase vóór tussenkomst van de raadkamer. Er werd onderzocht of een verlenging van de periode van 24 uren of van 5 dagen een oplossing zou kunnen bieden voor de vaak gehoorde opmerking dat in deze fase een gebrek aan tijd om de nodige onderzoekshandelingen te stellen mede de oorzaak zou kunnen zijn van de aflevering van “onnodige” aanhoudingsmandaten. Uiteindelijk werd voorgesteld om de bestaande termijnen van 24 uren en van 5 dagen te behouden. Vooreerst is het onduidelijk welke verlenging dan wel als voldoende beschouwd zou kunnen worden. Vervolgens rijst het gevaar dat de diverse betrokken partijen zich mogelijks minder zouden haasten zodat de “gewonnen” tijd weer verloren zou gaan. Bovendien moet aangestipt worden dat het vrij onwaarschijnlijk lijkt dat in deze complexe materie een eenvoudige verlenging van de bestaande termijnen zou kunnen leiden tot een daling van het aantal verleende aanhoudingsmandaten. Specifiek wat de VOV betreft, werd gewezen op het feit dat de beslissing tot VOV vaak vrijwel onmiddellijk wordt genomen: het toekennen van een paar dagen zal dan ook weinig effect hebben. De soms noodzakelijke tijd voor het opstellen van een volwaardige VOV zal - zoals hierboven reeds gesteld - gevonden moeten worden in de fase tot aan de tweede verschijning voor de raadkamer. Tenslotte, en niet in het minst, moet de snelle tussenkomst van de onderzoeksrechter en van de raadkamer als een garantie beschouwd worden voor de verdachte. Ook studie van de Nederlandse wetgeving heeft aangetoond dat het “uitrekken” van de bestaande termijnen een delicate zaak is nu het gevaar bestaat dat als men eenmaal begint met het verlengen van termijnen, men deze blijft verlengen.

Na het onderzoek aangaande deze eerste fase, werd ingegaan op de controle door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling. Wat de maandelijkse controle door de raadkamer betreft, werden geen voorstellen tot wijziging geformuleerd. Het feit dat er minstens elke maand automatisch een evaluatiemoment plaatsvindt, lijkt positief geëvalueerd te moeten worden. Bovendien kan gesteld worden dat via de mogelijkheid tot inzage van het dossier, de bijstand van een raadsman, etc. het maandelijkse debat voor de raadkamer procedureel de nodige waarborgen bevat opdat de behandeling van het dossier op een tegensprekelijke wijze kan gebeuren. Tenslotte kan aangenomen worden dat de maandelijkse controle eveneens een stimulans vormt voor de snelle verderzetting van het onderzoek nu de onderzoeksrechter elke maand verslag moet uitbrengen over de stand van het onderzoek.

Mede op basis van cijfermateriaal werd onderzocht in welke mate het recht op hoger beroep effectief een waarborg vormt opdat de voorlopige hechtenis beperkt blijft tot het absoluut noodzakelijke. Hierbij werd vooreerst gewezen op de logica van de huidige regeling waarbij het instellen van hoger beroep geen effect zou mogen hebben op de duur van de voorlopige hechtenis: de tussenkomst van de kamer van inbeschuldigingstelling heeft immers geen invloed op de maandelijkse cadans van de raadkamer. Anderzijds viel uit het cijfermateriaal op te maken dat de beroepsprocedure geen garantie lijkt te bieden voor de verdachte, doch integendeel veeleer als effect had dat de verdachte langer aangehouden bleef. Indien de verdachte vrijgelaten werd vóór de regeling van de rechtspleging, gebeurde dit voornamelijk op het niveau van eerste aanleg. Niettemin werd niet voorgesteld om het recht op hoger beroep in het algemeen te beperken. Vooreerst werd vastgesteld dat in meer dan de helft van de dossiers (55%) nooit hoger beroep werd aangetekend. Vervolgens is het zo dat in die dossiers waarin toch hoger beroep werd aangetekend dit in ruim 60 % van de dossiers slechts één maal gebeurde en in ruim 84 % maximaal twee maal, zodat een beperking van het hoger beroep weinig impact lijkt te zullen hebben. Het volledig afschaffen van de beroepsprocedure lijkt een brug te ver nu het principe van het recht op hoger beroep positief moet geëvalueerd worden. Wat het differentiëren van de beroepsmogelijkheden betreft naar partijen toe (onbeperkt hoger beroep voor de verdachte, beperkt of geen hoger beroep voor het openbaar ministerie), werd gesteld dat het principe van de gelijkheid der wapens zich verzet tegen de invoering van zulk een onderscheid: het recht op persoonlijke vrijheid en de openbare veiligheid zijn immers beide fundamentele rechtsgoederen waarvan geen van beide per definitie prevaleert op de andere. Wel werd - zoals hierboven reeds werd uiteengezet - voorgesteld om de beroepsmogelijkheid af te schaffen tegen de eerste beschikking van de raadkamer: dit voorstel kadert echter in een ruimere betrachting om de voorlopige hechtenis (terug meer) te oriënteren naar de vrijwaring van het gerechtelijk onderzoek en moet in combinatie gezien worden met de twee andere voorstellen, met name de uitbreiding van de autonomie van de onderzoeksrechter en de stimulering van de vrijheid onder voorwaarden.

5. DE INVOERING VAN NIEUWE JURIDISCHE MAATREGELEN: EEN TE APPRECIËREN RADICALITEIT

De opdrachtgever van huidig onderzoek had onder meer twee maatregelen naar voren geschoven, die thans onbestaande zijn in het Belgische recht, en waarvan moest onderzocht worden in welke mate zij konden bijdragen tot de realisatie van het vooropgestelde doel. Het betreft de invoering van een limitatieve lijst van misdrijven om het aantal aanhoudingsmandaten te beperken en de invoering van maximumtermijnen om een vermindering van de duur van de voorlopige hechtenis teweeg te brengen. Beide maatregelen bezitten eenzelfde opvallend potentieel met betrekking tot de beoogde doelstelling.
Hierbij is het belangrijk op te merken dat het inderdaad een potentieel betreft. De analyse van de Nederlandse wetgeving heeft aangetoond dat, hoewel Nederland beide maatregelen kent, deze geen voldoening lijken te geven (de invoering van een maximumtermijn heeft niet geleid tot een noemenswaardige indijking van de voorlopige hechtenis). De in huidig onderzoek ontwikkelde analyse toont duidelijk aan dat als de betrachting erin bestaat het aantal voorlopig gehechten te doen dalen, de invoering van deze twee maatregelen slechts pertinent is indien zulks op een radicale wijze gebeurt. Om deze reden zijn de hier gerealiseerde simulaties dan ook eveneens radicaal.

Bovendien moet hierbij opgemerkt worden dat de afbakening van de grenzen van deze maatregelen een beoordeling noodzaakt die niet wetenschappelijk doch politiek van aard is, waarbij niet juridische, doch veeleer culturele elementen een rol spelen.

Hoewel thans geen limitatieve lijst opgenomen werd in de Belgische wet op de voorlopige hechtenis, werd de invoering ervan wel reeds eerder overwogen en werd de laatste tien jaar wel toepassing gemaakt van limitatieve lijsten in andere domeinen van het strafrecht. Gelet op de vooropgestelde doelstelling, wordt voorgesteld om <u>een limitatieve lijst op te stellen van misdrijven die aanleiding kunnen geven tot voorlopige hechtenis</u>. Deze lijst zou in combinatie met een strafdrempel gehanteerd kunnen worden, zoals overigens ook gedaan werd in één van de simulaties. Het is evenwel van belang dat een specifieke lijst wordt opgesteld voor de voorlopige hechtenis; het "*mutualisme légistique*", waarbij een reeds bestaande limitatieve lijst zou overgenomen worden uit een ander domein van het strafrecht, lijkt geen genoegdoening te kunnen geven. De selectie van de misdrijven die opgenomen dienen te worden in de limitatieve lijst is uiteraard afhankelijk van de invulling die men wenst te geven aan het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis.
Diverse simulaties werden uitgevoerd, onder meer op basis van een selectie van misdrijven waarvan reeds werd geoordeeld dat zij een zekere graad van ernst bevatten, met name de misdrijven dewelke een inbreuk op de fysieke integriteit vormen en die strafbaar zijn met een hoofdgevangenisstraf van één jaar of meer. De simulatie had betrekking op aanhoudingsmandaten die in 2003 aldus afgeleverd werden. De uitgevoerde analyses hebben aangetoond dat indien uitsluitend voornoemde misdrijven aanleiding zouden kunnen geven tot een bevel tot aanhouding, het aantal aanhoudingsmandaten theoretisch met bijna 60% zou zijn gedaald, en, mits enig voorbehoud, dat de gemiddelde dagpopulatie van voorlopig gehechten (tot aan de regeling van de rechtspleging) in 2003 zou gedaald zijn met 55,7%. Deze simulatie, evenals de andere simulaties die in huidig onderzoek werden uitgevoerd, kenmerken zich door *een zekere radicaliteit* op het niveau van de geselecteerde misdrijven. Deze radicaliteit werd niet ingegeven vanuit een *a priori* gemaakte keuze, doch is het resultaat van de gevoerde analyse, rekening houdend met het voor ogen gestelde doel. Met andere woorden kan gesteld worden dat elk ander minder radicaal scenario slechts verwaarloosbare effecten zou hebben op het totaal aantal voorlopig gehechten.
De resultaten van de uitgevoerde simulaties wijzen bovendien uit dat de invoering van de hierboven gesuggereerde hervormingen een verschillende impact zullen hebben in de verschillende gerechtelijke arrondissementen. De reden hiervoor moet gevonden worden in de diversiteit die tussen de gerechtelijke arrondissementen bestaat aangaande de kwalificaties die weerhouden worden in het bevel tot aanhouding. Om voorgaande te illustreren, werd een schatting gemaakt aan de hand van het feit of in de motivering van het aanhoudingsmandaat al dan niet minstens een inbreuk op de fysieke integriteit werd weerhouden. Zo kon vastgesteld worden dat in Vlaanderen meer dan de helft van de in 2003 afgeleverde aanhoudingsmandaten geen betrekking had op misdrijven waarbij een inbreuk op de fysieke integriteit werd gepleegd. Aan Waalse zijde is het patroon meer gedifferentieerd: zo had in Nijvel slechts 30,8% van de aanhoudingsmandaten geen betrekking op een misdrijf met inbreuk op de fysieke integriteit, terwijl dit percentage in Marche oploopt tot 63,2 %. Het moge duidelijk zijn dat hier beoordelingen spelen die niet van juridische aard zijn, doch die veeleer raken aan de vraag welke waarden men wenst te beschermen.

De invoering van maximumtermijnen werd onder meer gesuggereerd vanuit de Franse demarches in deze materie. De eerste evaluaties indiceren echter dat de hervorming niet geleid heeft tot een inperking van lange voorlopige hechtenissen; de vermindering van de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis is het gevolg van een sterke stijging van de korte hechtenissen. Uit de analyse van de Franse situatie, alsook uit een studie van andere Europese wetgevingen (onder meer die van Nederland) volgt dat van een invoering van maximumtermijnen voor de voorlopige hechtenis slechts effect kan verwacht worden indien

deze termijnen voldoende restrictief zijn. De maneuvreerruimte van de diverse betrokken actoren mag met andere woorden niet te ruim zijn. Ondanks deze aanzienlijke struikelblok en mits hiermee rekening gehouden wordt, is de invoering van maximumtermijnen theoretisch een maatregel die ertoe zal bijdragen dat het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis gerespecteerd wordt. Men kan zelfs stellen dat zonder de invoering van zulke maatregelen, het uitzonderingskarakter van de voorlopige hechtenis op moeilijk controleerbare wijze dreigt te eroderen.
Een eerste maximumtermijn zou ingevoerd moeten worden tussen de eerste verschijning voor de raadkamer en de definitieve regeling van de rechtspleging; een tweede termijn zou beginnen te lopen vanaf de regeling van de rechtspleging tot aan de eerste beslissing ten gronde; specifieke termijnen zouden tenslotte de behandeling van de rechtsmiddelen moeten afbakenen.
Het vastleggen van de duur van de genoemde termijnen werd aanvankelijk betracht vertrekkende vanuit empirische gegevens. Deze gegevens verstrekten echter niet voldoende informatie over de diverse fasen van de procedure. De afwezigheid van zulke informatie noopt dan ook tot voorzichtigheid. De empirische gegevens hebben evenwel opnieuw (zie hoger) de diversiteit in praktijk tussen de verschillende arrondissementen aan het licht gebracht. Het is dienvolgens delicaat om een uitspraak te doen over het al dan niet redelijk karakter van de duur van deze of gene hechtenis. Tenslotte blijkt uit de kwantitatieve gegevens dat eenzelfde misdrijftype niet noodzakelijk aanleiding geeft tot een bepaalde duur van voorlopige hechtenis. Het is dus evenzeer delicaat om bepaalde maximumtermijnen te koppelen aan bepaalde misdrijftypes. Andere criteria werden eveneens overwogen doch konden niet empirisch geverifieerd worden. Voorgaande was bijvoorbeeld het geval voor de motivering die aan de oorsprong lag van het aanhoudingsmandaat.
Gelet op voorgaande, werd voorrang gegeven aan de simulaties. Zodoende kon vastgesteld worden dat een beperking van de voorlopige hechtenis voor alle misdrijven tot 67 dagen (3^{e} verschijning voor de raadkamer) in 2003 een vermindering van 34% van de gemiddelde dagpopulatie van voorlopig gehechten zou teweeg gebracht hebben (de duur gerekend tot aan de regeling van de rechtspleging). Deze vermindering zou beperkt blijven tot 19,8% als het plafond geplaatst wordt op 98 dagen (4^{e} verschijning voor de raadkamer). Deze gegevens dienen echter genuanceerd te worden gelet op mogelijke over- of onderschattingen (zie deel 2). Niettemin tonen de cijfers aan dat een plafonnering van de duur van de voorlopige hechtenis in de verschillende scenario's een aanzienlijke vermindering van het aantal voorlopig gehechten met zich mee kan brengen. Anderzijds blijkt evenzeer dat vrij korte termijnen voorzien moeten worden opdat zij een effect zouden hebben op de gevangenispopulatie.

De invoering van maximumtermijnen werd niet uitsluitend overwogen op het niveau van de voorlopige hechtenis op zich. Ook werd de fase voorafgaand aan het proces op zich geanalyseerd. Hier wordt voorgesteld om formeel in de wet te voorzien dat de kamer van inbeschuldigingstelling bevoegd is om – bij langdurige onderzoeken – een termijn te bepalen waarbinnen de onderzoeksrechter het onderzoek zal moeten afronden. Vervolgens wordt voorgesteld dat de onderzoeksrechter, na het verstrijken van een bepaalde termijn te rekenen vanaf de mededeling van het onderzoek, zelf de regeling van de rechtspleging zal kunnen uitlokken indien het openbaar ministerie talmt met het opstellen van een eindvordering. Met deze laatste voorstellen wordt gepoogd om "slapende onderzoeken" opnieuw in gang te trekken om zodoende de duur van de fase voorafgaand aan het proces te beperken en om indirect de duur van de voorlopige hechtenis in te korten.

6. De plaats van de voorlopige hechtenis binnen de strafprocedure

Het onderzoek heeft herhaaldelijk aangetoond dat de materie van de voorlopige hechtenis nauw aansluiting vindt bij diverse punten van de strafprocedure. In het algemeen werd hiernaar verwezen wanneer werd gesproken over de band tussen de voorlopige hechtenis en het gerechtelijk onderzoek en diens organisatie; meer in het bijzonder bijvoorbeeld aangaande de aanwezigheid van een advocaat vanaf het ogenblik van vrijheidsbeneming. Een laatste voorstel is dan ook geformuleerd in de vorm van een uitnodiging om het algemeen kader van de strafprocedure waarbinnen de voorlopige hechtenis zich situeert, niet te miskennen.

Als laatste bedenking kan nog opgemerkt worden dat niet elke piste uitvoerig uitgediept is kunnen worden in huidig onderzoek. De materie van de voorlopige hechtenis vormt reeds eeuwenlang het voorwerp van discussie: het is niet de pretentie van huidig onderzoek geweest om een sluitend antwoord te formuleren op reeds lang bestaande vragen. Het hoopt evenwel een bescheiden bijdrage te leveren aan een oude discussie, zij het vanuit een specifieke invalshoek met name de reductie van het aantal voorlopig gehechten.

* * *

Annexe chapitre 3, 2.3.4.

Liste d'infractions comportant une atteinte directe à l'intégrité physique punissables d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus grave
Extraits du programme "Greffe" 2003

attentat a la pudeur-sans violences ou menaces-mineur de moins de 16 ans ## Art. 372 al.1-374-378 CP ##
attentat a la pudeur-sans violences ou menaces-par un ascendant-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 372 al.2-374-378 CP ##
attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur un majeur ## Art. 373 al.1-374-378 CP ##
attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 373 al.1+2-374-378 CP ##
attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur mineur de moins de 16 ans ## Art. 373 al.3-374-378 CP ##
attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-par un ascendant de la victime ## Art. 377 CP ##
attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-par une personne ayant autorite sur la victime ## Art. 377 CP ##
attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-en abusant de l'autorite conferee par ses fonctions ## Art. 377 CP ##
attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-avec l'aide d'une ou plusieurs personnes ## Art. 377 CP ##
attentat a la pudeur-ayant cause la mort de la victime ## Art. 376 al.1 CP ##
attentat a la pudeur-avec tortures corporelles ou sequestration ## Art. 376 al.2 CP ##
attentat a la pudeur-sur une personne vulnerable ou sous la menace d'une arme ## Art. 376 al.3 CP ##

extorsion-maladie incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complète d'usage d'organe,mutilation grave ## Art. 470-473 al.1,476 CP ##
extorsion-tortures corporelles ## Art. 470-473 al.2,476 CP ##
extorsion-ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 470-474-476 CP ##

vol-avec violences ou menaces ## Art. 461-468 CP ##
vol-flagrant delit,des violences ayant ete exercees pour se maintenir en possession des objets soustraits ou assurer la fuite ## Art. 461-468-469 CP ##
avec effraction-escalade-fausses clefs ## Art. 461-468-471 al.1+2 CP ##
par fonctionnaire public a l'aide de ses fonctions ## Art. 461-468-471 al.1+3 CP ##
avec titres-insignes d'un fonctionnaire public ou faux ordre de l'autorite publique ## Art. 461-468-471 al.1+4 CP ##
la nuit ## Art. 461-468-471 al.1+5 CP ##
par deux ou plusieurs personnes ## Art. 461-468-471 al.1+6 CP ##
avec vehicule pour faciliter le vol ou la fuite ## Art. 461-468-471 al.1+7 CP ##
avec deux des circonstances de l'article 471 CP ## Art. 461-468-472 al.1+2 CP ##
des armes ayant ete employees ou montrees ## Art. 461-468-472 al.1+3 CP ##
avec utilisation de substances inhibitives ou toxiques ## Art. 461-468-472 al.1+4 CP ##
avec vehicule vole pour faciliter le vol ou la fuite ## Art. 461-468-472 al.1+5 CP ##
avec vehicule susceptible de creer la confusion avec ceux des forces de l'ordre ## Art. 461-468-472 al.1+6 CP ##
maladie incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complete de l'usage d'un organe ou mutilation grave ## Art. 461-468-471-473 al.1 et al.2-476 CP ##

avec tortures corporelles ## Art. 461-468-472-473 al.3 CP ##
vol-avec violences ou menaces-ayant causé la mort-sans intention de la donner (+ tentative) ## Art. 461-468-474-476 CP ##
vol-avec violences ou menaces-ayant cause la mort-sans intention de la donner (+ tentative) ## Art. 461-468-474-476 CP ##

extorsion-meurtre pour faciliter l'extorsion ## Art. 470-475 CP ##
vol-meurtre pour faciliter le vol ## Art. 461-468-475 CP ##
vol-meurtre pour faciliter le vol ## Art. 461-468-475 CP ##
meurtre ## Art. 392-393 CP ##
infanticide-avec premeditation ## Art. 392-393-394-396 CP ##
assassinat ## Art. 392-393-394 CP ##
parricide ## Art. 392-393-394-395 CP ##
homicide excusable ## Art. 411-412-413-414 CP ##
empoisonnement ## Art. 392-393-397 CP ##
empoisonnement volontaire-sans intention de donner la mort-tentative ## Art. 402-405 CP ##

stupefiants-maladie ou mort de la victime ## Art. 2bis Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
stupefiants-mort de la victime ## Art. 2bis par.3c Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##

enlevement de mineurs-enfant de moins de 7 ans ## Art. 364 CP ##
enlevement de mineurs-recel d'enfant de moins de 7 ans ## Art. 365 CP ##
enlevement de mineurs-refus de representer un enfant de moins de 7 ans ## Art. 367 CP ##
enlevement de mineurs-par violence,ruse,menace-fille de moins de 16 ans ## Art. 368-369 CP ##
enlevement de mineurs-par violence,ruse,menace ## Art. 368 CP ##
enlevement de mineure consentante par un majeur ## Art. 370 CP ##
enlevement de mineure consentante de moins de 18 ans par un mineur ## Art. 370 CP ##
privation volontaire de nourriture ou de soins a un enfant de moins de 16 ans ou a un incapable,ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 401 al.1 - 401 bis CP ##
envers ascendant ## Art. 410 al.1 CP ##
par pere ou mere ou toute personne ayant autorite ou la garde ## Art. 410 al.2 CP ##
soustraction de mineurs-enlevement-par le pere ou la mere en contravention a la loi relative a la protection de la jeunesse ## Art. 369 bis al.1+2 CP ##
soustraction de mineurs-enlevement-par le pere ou la mere-nonobstant une decision judiciaire ## Art. 369bis al. 1+4 CP ##
soustraction de mineurs-procedure de divorce par consentement mutuel-non representation d'enfant-enlevement d'enfant ## Art. 369bis al.1+5 CP ##
exposition et delaissement d'enfants-dans un lieu non solitaire ## Art. 354CP ##
exposition et delaissement d'enfants-par le pere ou la mere ou une personne a qui l'enfant etait confie ## Art. 354-355 CP ##

prise d'otage ## Art. 347bis al.1+2 CP ##
prise d'otage-maladie paraissant incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complete d'usage d'un organe,mutilation grave,mort ## Art. 347bis al.4 CP ##

prise d'otage-avec tortures corporelles ## Art. 347bis al.5 CP ##
detention arbitraire-par un particulier ## Art. 434 CP ##
detention arbitraire-ayant dure plus de 10 jours ## Art. 434-435 CP ##
detention arbitraire-executee sur faux ordre de l'autorite publique ou avec menaces de mort ## Art. 434-437 CP ##
detention arbitraire-la personne detenue ayant ete soumise a des tortures corporelles ## Art. 434-438,1e CP ##
detention arbitraire-par un officier public ## Art. 147 CP ##
detention arbitraire-par un officier public-ayant dure plus de 1 mois ## Art. 147 al.3 CP ##

homicide involontaire-droit commun ## Art. 418-419 CP ##
homicide involontaire ## Art. 418-419 CP ##
homicide et blessures involontaires avec délit de roulage

debauche-excitation-mineur-etat de minorite ignore par negligence ## Art. 380-382 CP ##
debauche-excitation-mineur de plus de 16 ans-etat de minorite connu ## Art. 379-382 CP ##
debauche-excitation-mineur de moins de 16 ans et de plus de 14 ans-etat de minorite connu ## Art. 379 al.1+2-382 CP ##
debauche-mineur de moins de 14 ans et de plus de 10 ans-etat de minorite connu ## Art. 379 al.1+3-382 CP ##
debauche-circonstances aggravantes-le coupable etant l'ascendant de la victime ## Art. 266-381 al.1 CP ##
debauche-circonstances aggravantes-le coupable ayant autorite sur la victime ## Art. 266-381 al.2 CP ##
prostitution-avoir embauche un majeur ou un mineur (+ tentative) ## Art. 380bis al.1-382 CP ##
prostitution-retenir dans une maison de debauche ## Art. 380ter-382 CP ##
prostitution-avoir contraint de se livrer a la prostitution ## Art. 380ter-382 CP ##
rebellion ## Art. 269-271-274 CP ##
par une seule personne-munie d'armes ## Art. 269-271-274 CP ##
par plusieurs personnes-sans concert prealable ## Art. 269-272-274 CP ##
par plusieurs personnes-sans concert prealable-avec armes ## Art. 269-272-274 CP ##
par plusieurs personnes-avec concert prealable ## Art. 269-272-274 CP ##
par plusieurs personnes-avec concert prealable-avec armes ## Art. 269-272-274 CP ##
coups et blessures-a un membre des chambres legislatives,ministre,membre de la cour d'arbitrage,magistrat,officier de la force publique ## Art. 278 CP ##
coups et blessures-a la seance d'une des chambres ou a l'audience de la cour/du tribunal ## Art. 278 al.2 CP ##
coups et blessures-avec effusion de sang,blessures,maladie ## Art. 279 CP ##
coups et blessures-a un officier ministeriel,agent depositaire de l'autorite publique,a une personne ayant un caractere public ## Art. 280 CP ##
coups et blessures-avec effusion de sang,blessures,maladie ## Art. 281 CP ##
violation de domicile-avec violences,menaces,effraction ## Art. 439-480-483-486-487 CP ##

culte-coups a ministre d'un culte-avec effusion de sang ## Art. 146 CP ##
coups et blessures-coups simples avec premeditation ## Art. 392-398 CP ##

coups et blessures-coups avec maladie ou incapacite de travail ## Art. 392-399 al.1 CP ##
coups et blessures-coups avec maladie ou incapacite de travail-avec premeditation ## Art. 392-399 CP ##
coups et blessures-coups avec maladie incurable-incapacite permanente de travail-perte d'organe ou mutilation grave ## Art. 392-400 al.1 CP ##
coups et blessures-coups avec incapacite permanente de travail-perte d'organe ou mutilation grave-avec premeditation ## Art. 392-400 CP ##
coups et blessures-coups ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 392-398-401 al.1 CP ##
coups et blessures-coups a un ascendant ## Art. 266-410 al.1 CP ##
coups et blessures-coups a des enfants de moins de 16 ans-ou a une personne qui ne peut pourvoir a son entretien- ## Art. 266-410 al. 2 CP ##
coups et blessures par fonctionnaire ou officier public dans l'exercice de ses fonctions ## art. 257-266 CP ##

Art. 33 Par.2 A.R. 16.03.1968 Délit de fuite - Coups et blessures ## Art. AR 1.12.75 |31 ##
entrave a la circulation-ayant cause des blessures,maladie,incapacite de travail ## Art. 399-407 CP ##
délit de fuite avec blessé(s) ## Art. art 33 par 1 et 2 AR 16.3.68 ##

viol-sur majeur ## Art. 375 al.1+2+3-378 CP ##
viol-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 375 al.1+2+4-378 CP ##
viol-sur mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans ## Art. 375 al.1+2+5-378 CP ##
viol-sur mineur de moins de 14 ans ## Art. 375 al.1+6-378 CP ##
viol-sur mineur de moins de 10 ans ## Art. 375 al.1+7-378 CP ##
viol-circonstances aggravantes-etant un ascendant de la victime ## Art. 377 CP ##
viol-circonstances aggravantes-etant de ceux qui ont autorite sur la victime ## Art. 377 CP ##
viol-circonstances aggravantes-en abusant de l'autorite que lui confere ses fonctions ## Art. 377 CP ##
viol-circonstances aggravantes-avec l'aide d'une ou plusieurs personnes ## Art. 377 CP ##
viol-avec tortures corporelles ou sequestration ## Art. 376 al.2 CP ##
viol-commis sur une personne particulierement vulnerable-avec armes ## Art. 376 al.3 CP ##

incendie dans une maison habitee,ayant cause des blessures ## Art. 518 al.1 - al.2 CP ##
incendie ayant cause la mort ## Art. 518 al.1 - al.3 CP ##
degradation telegraphe-telephone-circonstances aggravantes-en bande,avec violences ou menaces ## Art. 25 Loi 13.10.1930 - 525 CP ##
dégradation en bande,a l'aide de violences ou de menaces ## Art. 525 CP ##
degradation-destruction-de biens mobiliers avec violences ou menaces ## Art. 528 CP ##
degradation-destruction-biens mobiliers avec violences ou menaces-dans une maison habitee + circ. art. 471 CP ## Art. 528 - 530 al. 1 CP ##

Annexe au chapitre 2, 4.1.2. : Présentation schématique de la durée des détentions provisoires en France

a. Principe général → La détention provisoire ne peut excéder une durée raisonnable au regard de la gravité des faits reprochés et la complexité des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité

b. Délais butoirs

Durant l'instruction

Pour les délits

En principe : durée maximale de 4 mois

Exceptions :

1) Un an si l'intéressé a déjà été condamné pour crime ou délit de droit commun soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis d'une durée supérieure à un an et lorsqu'il encourt une peine inférieure ou égale à 5 ans

2) Deux ans si l'infraction a été commise à l'étranger ou en cas de trafic de stupéfiants, terrorisme, association de malfaiteurs, proxénétisme, extorsion de fonds ou infraction commise en bande organisée, pour peu que la peine encourue soit égale à dix d'emprisonnement

3) Deux ans et quatre mois pour les faits visés au 2), sur décision de la chambre d'instruction

4) Trois ans en cas d'association de malfaiteurs dans le cadre d'actes de terrorisme

Pour les crimes

En principe : durée maximale de 1 an

Exceptions :

1. Deux ans si la peine encourue est inférieure à vingt ans de réclusion ou de détention criminelles

2. Trois ans dans les autres cas que ceux visés sous 1)

3. Trois ou quatre ans si les faits visés sous 1) et 2) ont été commis en dehors du territoire national

4. Quatre ans en cas de crimes contre les personnes, la Nation, l'Etat ou la paix publique, en cas de trafic de stupéfiants, terrorisme, proxénétisme, extorsion de fonds ou infraction commise en bande organisée, pour peu que la peine encourue soit égale à dix d'emprisonnement

5. Quatre ans et huit mois, sur décision de la chambre d'instruction

Après renvoi devant la juridiction de jugement

Si affaire renvoyée devant le tribunal correctionnel → 2 mois pour commencer l'examen de l'affaire au fond

Prolongation exceptionnelle : 2 x 2 mois

Si affaire renvoyée devant la Cour d'assises → 1 an pour faire comparaître l'intéressé

Prolongation exceptionnelle : 2 x 6 mois

Partie II
Deel II

Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive

Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen

Volet criminologique et quantitatif
Criminologisch en kwantitatief luik
Samuel DELTENRE
Eric MAES

1. Situering en initiële vraagstelling

1.1. BELANG VAN HET KWANTITATIEF ONDERZOEK

Ter ondersteuning van de uitwerking van concrete voorstellen (tot wetswijziging) met het oog op een vermindering van de populatie voorlopig gehechten in onze gevangenissen, werd in het kader van voorliggend project "*Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*" mee voorzien dat terzake ook een aantal kwantitatieve analyses zouden worden uitgevoerd. Deze analyses dienen toe te laten dat een accuraat beeld kan worden geschetst van de mogelijke impact van de voorgestelde hervormingen op de penitentiaire capaciteit en/of dat vanuit de resultaten van de analyse (nieuwe) ideeën zouden worden aangereikt voor de nadere (juridische) studie van een aantal vraagstukken die zich stellen met betrekking tot de problematiek van de voorlopige hechtenis.

1.2. INITIËLE VRAGEN

Als uitgangspunt werd naar voren gebracht dat het kwantitatieve onderzoek in de mate van het mogelijke een antwoord diende te geven op volgende vragen:

a) voor wat uitsluitend de verdachten betreft die onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst en gedetineerd bleven tot aan hun eerste verschijning voor de correctionele rechtbank of het Hof van Assisen

Het gaat er hier met name om de termijn te berekenen die verloopt tussen het aanhoudingsmandaat (niet de opsluiting) en de regeling van de procedure (T1), tussen de regeling van de procedure en de eerste verschijning voor het vonnisgerecht (T2) en tussen de eerste verschijning voor het vonnisgerecht en de uitspraak (T3). Deze statistieken zouden verder uitgesplitst dienen te worden naar gerechtelijk arrondissement toe en naar de misdrijven toe die aan het aanhoudingsmandaat zijn verbonden.

b) voor alle verdachten die onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst

Voor alle verdachten die onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst, zou het gepast zijn nader onderzoek te doen naar:

- het moment waarop het einde van de voorlopige hechtenis tussenkomt (binnen de 5 dagen, na hoeveel verschijningen voor de Raadkamer of de Kamer van Inbeschuldigingstelling, in het stadium van de regeling van de procedure, aansluitend op een vonnis);
- de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis naargelang het stadium van de procedure waarbinnen de voorlopige hechtenis een einde neemt;
- het aantal (absoluut) en het aandeel (relatief) van aanvaarde en geweigerde verzoeken tot invrijheidstelling die werden ingediend tussen de regeling van de procedure en de eerste verschijning voor de rechter ten gronde (T2).

c) voor de verdachten die onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst op grond van een niet-correctionaliseerbare misdaad

Gelet op het feit dat de Regering heeft beslist de automatische maandelijkse controle van de voorlopige hechtenis door de Raadkamer af te schaffen voor de verdachten die gedetineerd

zijn op grond van niet-correctionaliseerbare misdaden, en deze door een driemaandelijkse controle te vervangen, zou het interessant kunnen zijn te bestuderen:

- welk aandeel deze niet-correctionaliseerbare misdaden vertegenwoordigen (NCM) binnen het totaal aantal voorlopige hechtenissen; en
- voor de voorlopige hechtenissen bij niet-correctionaliseerbare misdaden (NCM), wat het absolute aantal en relatief aandeel is van de hechtenissen met al dan niet een duur van meer dan drie maanden (+ eventueel het aantal maandelijkse verschijningen die door de nieuwe maatregel worden 'uitgespaard').

1.3. AANGEWEZEN EN GEHANTEERDE GEGEVENSBRONNEN EN DATA

Voor de beantwoording van hogervermelde vragen dienen, naargelang de specifieke vraagstelling, verschillende databanken aangesproken te worden, die actueel binnen de FOD Justitie operationeel zijn. In het bijzonder het programma REA/TPI (voor de rechtbanken van eerste aanleg) en de databank van de penitentiaire administratie (SIDIS/GRIFFIE) bleken hiervoor bijzonder nuttig te zijn, de eerste voor de beantwoording van de vragen *ad a)*, de laatste voor een aantal aangehaalde thema's *ad b)* en *ad c)*, doch eveneens voor wat een aantal elementen *ad a)* betreft (T1, en T2-T3 samengevoegd).

Gelet op de vlotte toegankelijkheid van de gegevensbron binnen de penitentiaire administratie (SIDIS/GRIFFIE) is binnen dit kwantitatief onderzoek uiteindelijk uitsluitend van deze databank gebruik gemaakt. Voor meerdere recente jaren werden gegevens aangevraagd en verkregen, en zijn de data – voorzover mogelijk - geanalyseerd.

2. Opzet van het onderzoek

2.1. OMSCHRIJVING VAN DE GEVRAAGDE EXTRACTIE (1999-2003)

In tegenstelling tot de analyses die door ons in het verleden werden verricht, werd in het kader van voorliggend onderzoek niet enkel uitgegaan van de opsluitingen (vanuit vrijheid) als beklaagde, maar van zowel opsluitingen vanuit vrijheid als beklaagde als tijdens lopende detenties afgeleverde aanhoudingsmandaten. Wat de te bestuderen tijdsperiode betreft, werd uit de penitentiaire databank een extractie opgevraagd met betrekking tot de detentieperiodes onder aanhoudingsmandaat waarbij de uitvoering van het aanhoudingsmandaat een *aanvang* nam in de periode *1999 tot en met 2003*. Uiteindelijk kon dit criterium enkel worden gehanteerd voor het jaar 2003, en is voor de periode 1999-2002 de extractie in de praktijk enigszins anders uitgevoerd geworden: het gaat daar met name om *opsluitingen* als beklaagde (d.w.z. dat periodes van voorhechtenis aansluitend op een initiële opsluiting onder een andere hechtenistitel niet inbegrepen zijn).

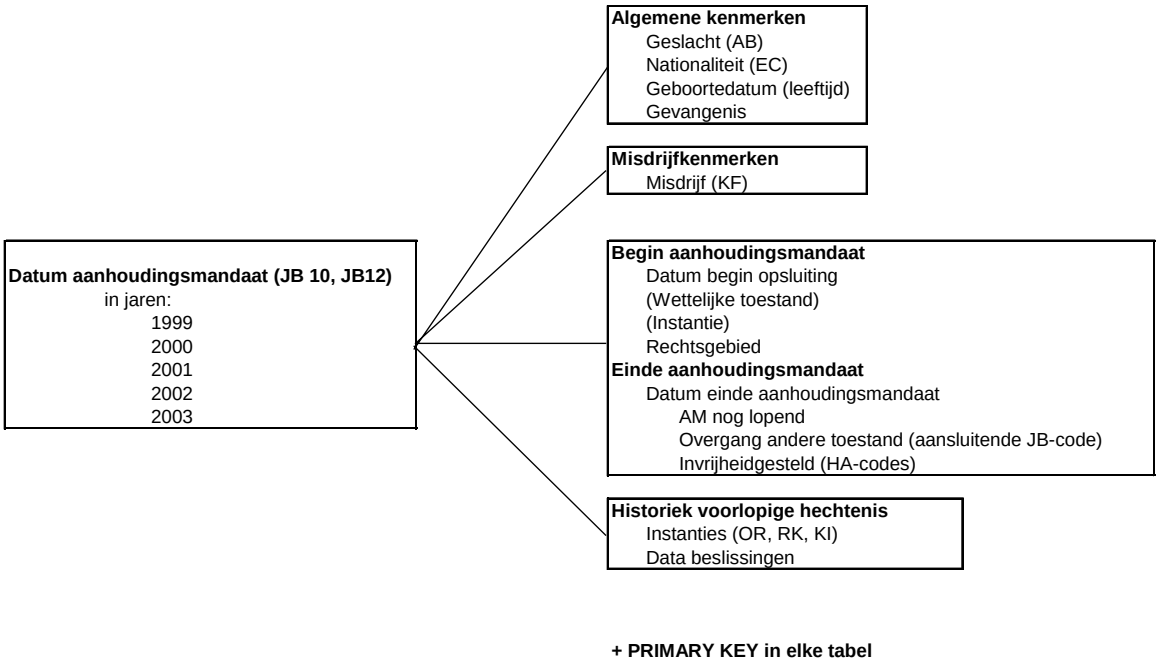
Bij de definiëring van het begrip 'beklaagde' werd – anders dan in onze vroegere analyses – een striktere omschrijving gehanteerd, nl. opsluiting/hechtenistitel onder JB10 (beklaagde - aanhoudingsmandaat) of JB12 (beschuldigde – bevel tot gevangenneming). Een aantal andere categorieën die in de algemene statistiek doorgaans als beklaagde of gelijkgestelde worden omschreven, werden derhalve niet weerhouden, zoals bijvoorbeeld beklaagden in observatie in het kader van de wet op de bescherming van de maatschappij (JB01), beklaagden onder bevel tot medebrenging (JB05) en verdachten gedetineerd in het kader van het snelrecht (JB40), maar ook niet-definitief veroordeelden (JB11). Zoals verder ook nog zal worden aangegeven, werden, voor wat de beschuldigden (JB 12) betreft, bij de definitieve

gegevensanalyse evenwel enkel die gevallen weerhouden waarbij voorafgaand ook sprake was van een opsluiting onder gewoon aanhoudingsmandaat (*infra*, par. 3.3.).

Voor de bedoelde opsluitingen of aanhoudingsmandaten/bevelen tot gevangenneming (jaren 1999-2003) werd aan de Dienst Griffie van de penitentiaire administratie gevraagd om verschillende soorten informatie uit de databank te onttrekken, en deze met het oog op analyse in een databestand over te maken (*zie schema 1*). De aangevraagde informatie had betrekking op:

- socio-biografische kenmerken van de gedetineerden (leeftijd, geslacht, nationaliteit)
- misdrijfgerelateerde kenmerken: misdrijfcodes
- penitentiaire gegevens: plaats van opsluiting (gevangenis)
- tijdsvariabelen: begin en einde aanhoudingsmandaat, aansluitende wettelijke toestand of invrijheidstellingswijze (in voorkomend geval)
- historische gegevens in verband met de voorlopige hechtenis: data beslissingen en instanties, aard beslissing.

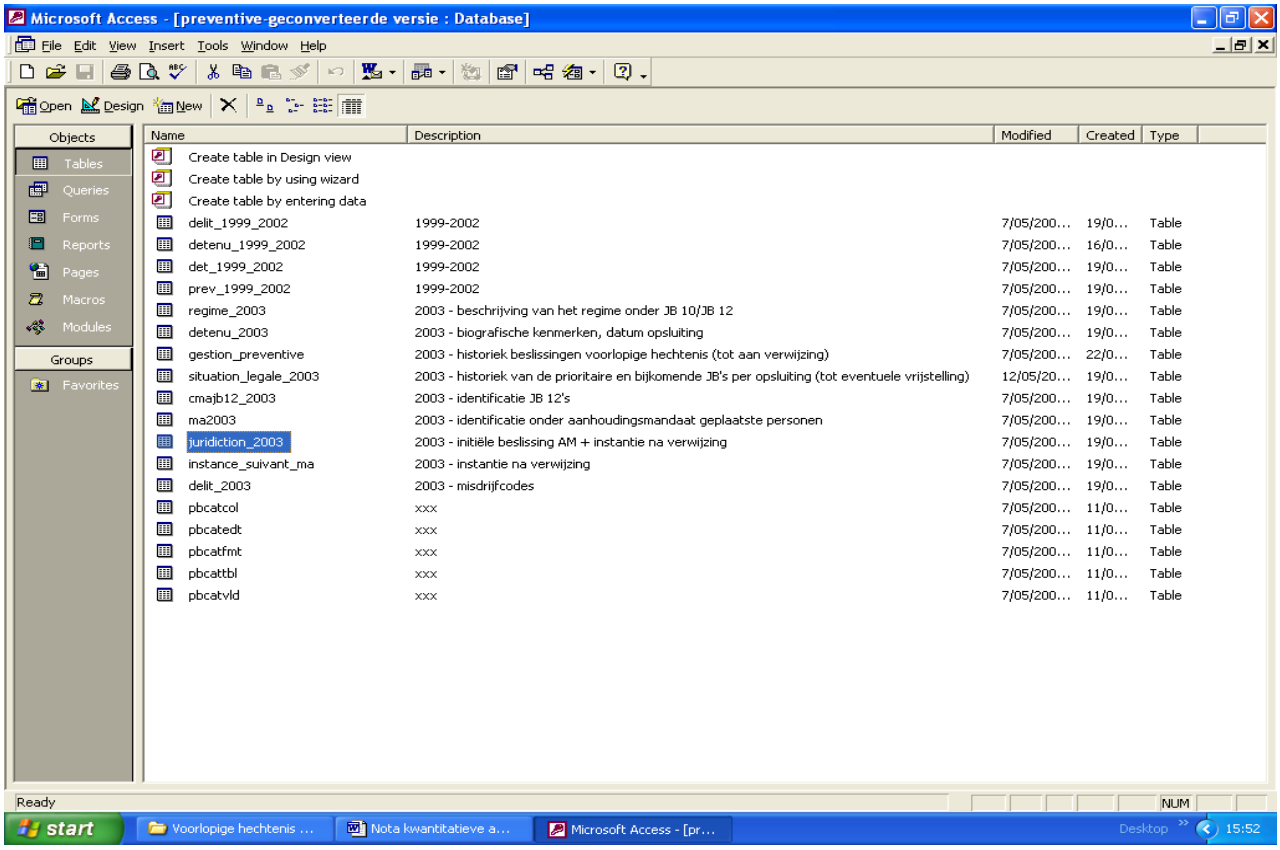
Schema 1: Aangevraagde extractie



Aansluitend werd ons door de Dienst Griffie, in samenwerking met het Centrum voor Informatieverwerking (CIV), eind april 2004 een databestand (Access-formaat) overgemaakt waarbij onderscheid werd gemaakt tussen de (penitentiaire) gegevens voor de jaren 1999-2002 enerzijds en het jaar 2003 anderzijds (*zie schema 2*). Het was aangewezen, zelfs noodzakelijk, beide tijdsperiodes van elkaar te onderscheiden aangezien na de veralgemeende invoering van het gebruik van een vernieuwde databank (GRIFFIE) bepaalde functionaliteiten werden gewijzigd, en vanaf 2003 ook meer gedetailleerde informatie zou worden geregistreerd in de databank (bijv. gedetailleerde historiek van alle beslissingen die in het kader van de voorlopige hechtenis werden genomen). Bovendien is, zoals hoger reeds aangehaald, ook de onderzochte populatie enigszins anders gedefinieerd geworden

(opsluitingen als beklaagde *vs.* afgeleverde en uitgevoerde aanhoudingsmandaten ongeacht de initiële opsluitingstitel).

Schema 2: Overzicht aangeleverd databestand voorlopige hechtenis 1999-2003



In hetgeen volgt worden beide periodes, aan de ene kant de jaren 1999 tot en met 2002 en aan de andere kant het jaar 2003, dan ook apart behandeld. Achtereenvolgens wordt hier verder ingegaan op de verschillende methodologische aspecten die van belang zijn geweest voor de analyse van de gegevens. Wel blijft de commentaar in een eerste deel beperkt tot de gegevens in verband met het jaar 2003; voor de data over de jaren 1999-2002 wordt de (belangrijkste) methodologische duiding gepresenteerd bij de voorstelling van de resultaten met betrekking tot de duur van de voorlopige hechtenis (par. 4.3.). Bij de presentatie van de resultaten zal worden ingezoomd op vier grote aspecten, nl. het socio-biografisch profiel van de populatie voorlopig gehechten (enkel voor het jaar 2003; par. 4.1.), misdrijfgerelateerde kenmerken en penitentiaire indicatoren (ook enkel voor het jaar 2003; par. 4.2.), de duur van de voorlopige hechtenis (enerzijds voor het jaar 2003, anderzijds ook, doch apart voorgesteld, voor de periode 1999-2002; par. 4.3.), en tenslotte het verloop van de procedure, zij het maximaal tot de beslissing tot verwijzing (enkel jaar 2003; par. 4.4.).

2.2. Structuur aangeleverd databestand (jaar 2003)

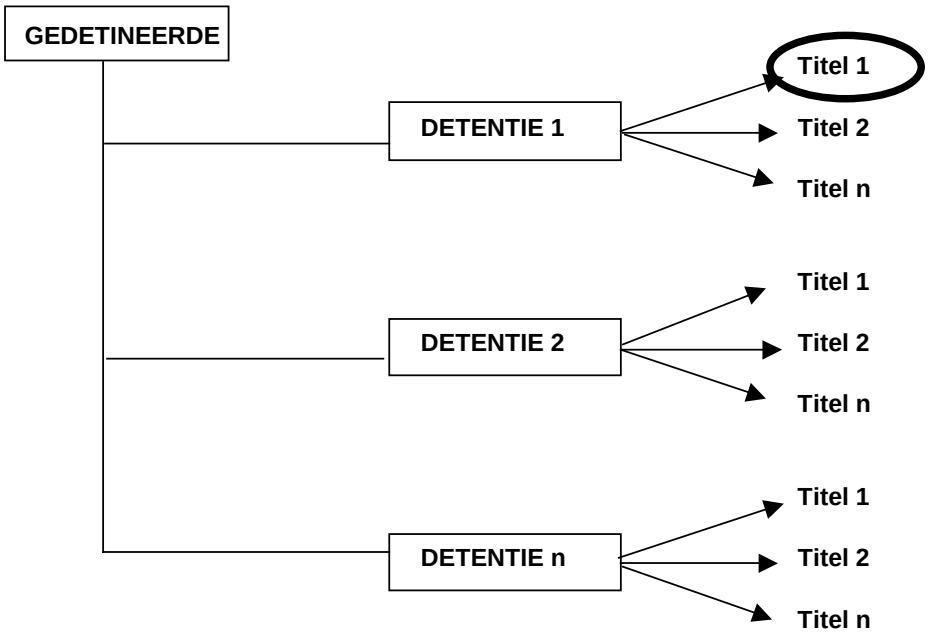
Voor het jaar 2003, het jaar met de potentieel grootste rijkdom aan informatie met betrekking tot de achtergrond en het verloop van de voorlopige hechtenis, werden – zoals in bijgaand schema wordt aangegeven (*zie schema 2*) - binnen het aangeleverde Access-bestand

verschillende tabellen opgemaakt die elk betrekking hebben op een bijzonder aspect van de aanhoudingsmandaten waarvan de uitvoering begon in 2003 (zie bijgevoegd schematisch overzicht), o.m.: socio-biografische kenmerken, misdrijfgerelateerde kenmerken, informatie in verband met de initiële penitentiaire toestand en de toestand op het ogenblik van de aflevering van het aanhoudingsmandaat, het verloop van de voorlopige hechtenis, en de uiteindelijke (definitieve) beslissing ten gronde (voor zover gedetineerd tot op het ogenblik van de uitspraak !).

2.3. KEUZE VAN TELEENHEID (JAAR 2003)

Voor het jaar 2003 laten de aangeleverde databestanden toe analyses te verrichten op diverse niveaus, nl. per gedetineerde, per detentieperiode (waarbinnen een periode van voorhechtenis gesitueerd is) of per detentietitel (van voorlopige hechtenis).

Schema 3: Verduidelijking diverse analyseniveaus



Geopteerd werd voor een analyse op het niveau van de detentietitels (van voorlopige hechtenis), d.w.z. dat de duur van elke detentieperiode van voorhechtenis apart werd bestudeerd, ongeacht het feit of *eenzelfde gedetineerde* doorheen de bestudeerde tijdsperiode (onderbroken) één of meerdere periodes van (voor)hechtenis heeft ondergaan, of dat voor een *gedetineerde binnen één en dezelfde detentie* één of meerdere aanhoudingsmandaten werden uitgevoerd. De teleenheid betreft dus de detentietitel (periode) van voorhechtenis (*zie schema 3*).

1. Fasering van het onderzoek (jaar 2003)

In de periode tussen de ontvangst van de bedoelde extractie (eind april 2004) en de fase van de eindredactie werden met betrekking tot de analyse van de *penitentiaire gegevens* voor het jaar *2003* verschillende onderzoeksactiviteiten verricht, nl.: studie van de aangeleverde

databestanden, doorvoeren van correcties, samenvoegen van de verschillende tabellen tot één definitief bestand, en uiteindelijk uitvoeren van kwantitatieve analyses.

3.1. STUDIE AANGELEVERDE DATABESTANDEN (JAAR 2003)

In een eerste fase werden de aangeleverde databestanden nauwkeurig bestudeerd. Tijdens deze 'studieronde' werd een overzichtstabel samengesteld waarin de structuur van het aangeleverde databestand en de hierin opgenomen variabelen werden weergegeven. Tevens werden via enkelvoudige analyses op de databestanden controles doorgevoerd teneinde de interne coherentie en correctheid/volledigheid van de geregistreerde gegevens te toetsen. In deze eerste fase werd met het oog op de verduidelijking van de tabelstructuren en de variabelen/codes ook veelvuldig overleg gepleegd met de Dienst Griffie van de penitentiaire administratie.

3.2. DOORVOEREN VAN INITIËLE CORRECTIES (JAAR 2003)

Op basis van de vaststellingen die werden gedaan tijdens de eerste fase van controle van de aangeleverde gegevens, werden een aantal eerste correcties of meer duidelijke coderingen aangebracht in de originele – en zeer uitvoerige - tabellen zoals die ons door de penitentiaire administratie werden overgemaakt, zoals onder andere: de invoering van uniforme codes voor onbekende geboortedata (wijzigingen in tabel 'detenu_2003'), de wijziging van een aantal verkeerdelijk als niet-prioritair gemarkeerde wettelijke toestanden (of hechtenistitels) in prioritaire wettelijke toestand [meer concreet: in de gevangenisstatistiek krijgt de titel van voorlopige hechtenis sinds de invoering van het nieuwe GRIFFIE-programma voorrang op andere hechtenistitels (zoals bijv. deze van definitief veroordeelde) (= wijziging in tabel 'situation_legale_2003')], correcties van de datum van beslissing (tot veroordeling, internering) waar soms verkeerdelijk een andere datum werd geregistreerd (bijv. geboortedatum) (= aanpassing in tabel 'juridiction_2003'), en de verwijdering van casussen (N=2) zonder de wettelijke toestand van JB10 (beklaagde) of JB12 (beschuldigde) in de historiek van de betreffende detentie (= eliminatie uit tabel 'gestion_preventive').

3.3. OPMAAK DEFINITIEF WERKBESTAND (JAAR 2003)

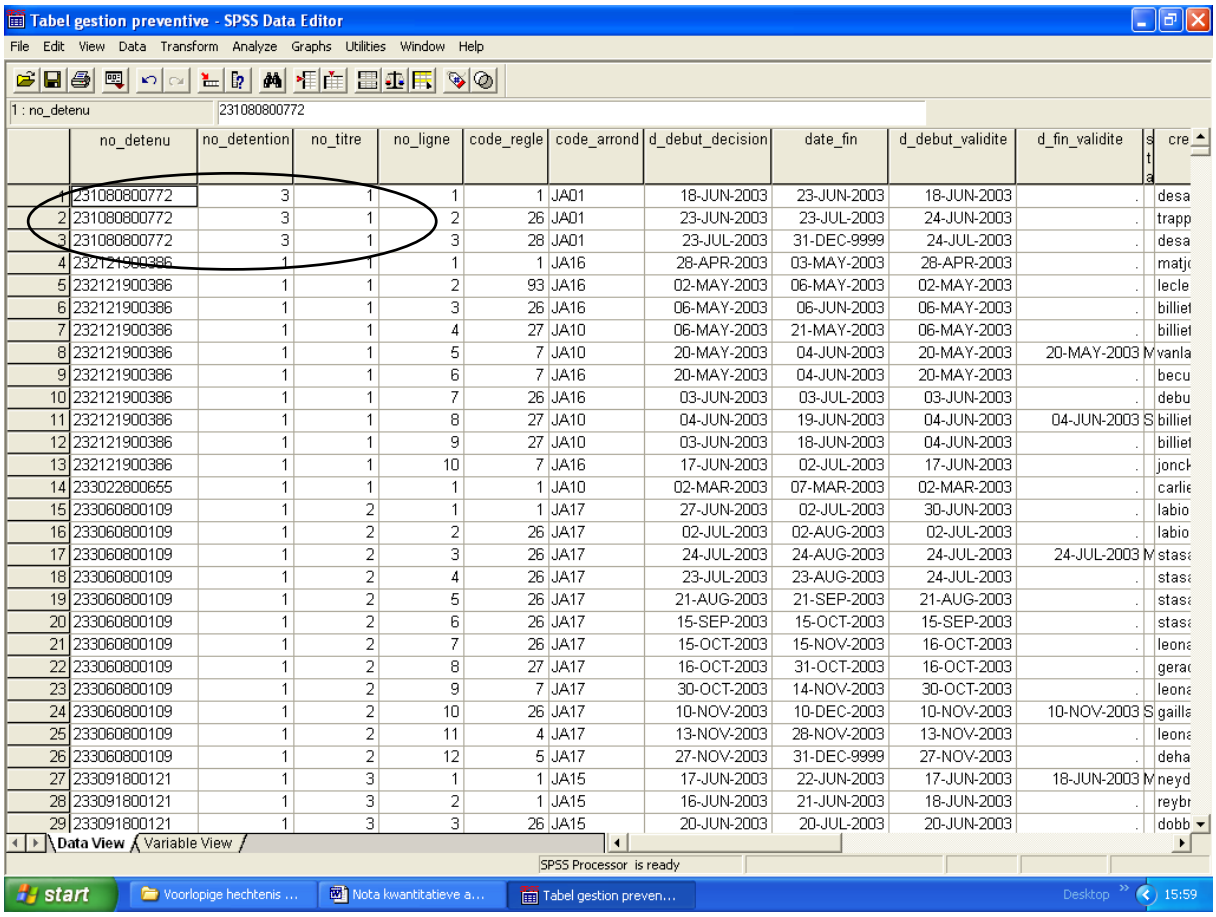
Nadat de meest opvallende foute registraties in het originele databestand werden gecorrigeerd, werd in een volgende fase getracht de voor de analyse relevante gegevens uit de verschillende tabellen samen te voegen in een definitief werkbestand waarop vervolgens – mits creatie van een aantal nieuwe variabelen - een volledige analyse kan worden doorgevoerd.

Vóór samensmelting van de verschillende tabellen in één definitief bestand werden evenwel in een aantal originele – en desgevallend reeds eerder gecorrigeerde – tabellen reeds enkele operaties doorgevoerd die de verdere analyses dienden te vereenvoudigen. Dit is met name het geval voor de tabel die gegevens bevat met betrekking tot de misdrijven die aan het aanhoudingsmandaat zijn gekoppeld. De grote variëteit aan (vaak al te gedetailleerde) misdrijfcodes noodzaakt immers tot een rationalisering, t.t.z. dat voor de presentatie van zinvolle resultaten een *hergroepering van de codes* in ruimere misdrijfcategorieën (N=21) noodzakelijk is (zie bijlage voor een overzicht van de detailcodes die in ruimere delictcategorieën werden gegroepeerd). Aansluitend werd per periode van voorhechtenis gecontroleerd voor 'dubbels' (in de misdrijfcategorieën) – die dan uiteindelijk werden verwijderd waardoor er binnen één en dezelfde misdrijfcategorie geen dubbeltellingen kunnen voorkomen (per periode van voorlopige hechtenis). Concreet: een periode van voorhechtenis

met twee geregistreerde ‘drugsmisdrijven’ zal uiteindelijk slechts één maal als zodanig geteld worden (binnen de misdrijfcategorie ‘drugs’).

Daarnaast werden alle tabellen voorafgaand tevens *geherstructureerd* zodanig dat alle gegevens die betrekking hebben op een en dezelfde periode van voorlopige hechtenis niet in verschillende tabelrijen, doch wel in één enkele rij verschijnen (*zie schema 4*).

Schema 4: Overzicht structuur originele tabel in SPSS-formaat (voorlopige hechtenis 2003)



	no_detenu	no_detention	no_titre	no_ligne	code_regle	code_arrond	d_debut_decision	date_fin	d_debut_validite	d_fin_validite	st a	cre
1	231080800772	3	1	1	1	JA01	18-JUN-2003	23-JUN-2003	18-JUN-2003	.		desa
2	231080800772	3	1	2	26	JA01	23-JUN-2003	23-JUL-2003	24-JUN-2003	.		trapp
3	231080800772	3	1	3	28	JA01	23-JUL-2003	31-DEC-9999	24-JUL-2003	.		desa
4	232121900386	1	1	1	1	JA16	28-APR-2003	03-MAY-2003	28-APR-2003	.		matj
5	232121900386	1	1	2	93	JA16	02-MAY-2003	06-MAY-2003	02-MAY-2003	.		lecle
6	232121900386	1	1	3	26	JA16	06-MAY-2003	06-JUN-2003	06-MAY-2003	.		billiet
7	232121900386	1	1	4	27	JA10	06-MAY-2003	21-MAY-2003	06-MAY-2003	.		billiet
8	232121900386	1	1	5	7	JA10	20-MAY-2003	04-JUN-2003	20-MAY-2003	20-MAY-2003	M	vanla
9	232121900386	1	1	6	7	JA16	20-MAY-2003	04-JUN-2003	20-MAY-2003	.		becu
10	232121900386	1	1	7	26	JA16	03-JUN-2003	03-JUL-2003	03-JUN-2003	.		debu
11	232121900386	1	1	8	27	JA10	04-JUN-2003	19-JUN-2003	04-JUN-2003	04-JUN-2003	S	billiet
12	232121900386	1	1	9	27	JA10	03-JUN-2003	18-JUN-2003	04-JUN-2003	.		billiet
13	232121900386	1	1	10	7	JA16	17-JUN-2003	02-JUL-2003	17-JUN-2003	.		jonck
14	233022800655	1	1	1	1	JA10	02-MAR-2003	07-MAR-2003	02-MAR-2003	.		carlie
15	233060800109	1	2	1	1	JA17	27-JUN-2003	02-JUL-2003	30-JUN-2003	.		labio
16	233060800109	1	2	2	26	JA17	02-JUL-2003	02-AUG-2003	02-JUL-2003	.		labio
17	233060800109	1	2	3	26	JA17	24-JUL-2003	24-AUG-2003	24-JUL-2003	24-JUL-2003	M	stas
18	233060800109	1	2	4	26	JA17	23-JUL-2003	23-AUG-2003	24-JUL-2003	.		stas
19	233060800109	1	2	5	26	JA17	21-AUG-2003	21-SEP-2003	21-AUG-2003	.		stas
20	233060800109	1	2	6	26	JA17	15-SEP-2003	15-OCT-2003	15-SEP-2003	.		stas
21	233060800109	1	2	7	26	JA17	15-OCT-2003	15-NOV-2003	16-OCT-2003	.		leona
22	233060800109	1	2	8	27	JA17	16-OCT-2003	31-OCT-2003	16-OCT-2003	.		gerac
23	233060800109	1	2	9	7	JA17	30-OCT-2003	14-NOV-2003	30-OCT-2003	.		leona
24	233060800109	1	2	10	26	JA17	10-NOV-2003	10-DEC-2003	10-NOV-2003	10-NOV-2003	S	gaill
25	233060800109	1	2	11	4	JA17	13-NOV-2003	28-NOV-2003	13-NOV-2003	.		leona
26	233060800109	1	2	12	5	JA17	27-NOV-2003	31-DEC-9999	27-NOV-2003	.		deha
27	233091800121	1	3	1	1	JA15	17-JUN-2003	22-JUN-2003	17-JUN-2003	18-JUN-2003	M	neyd
28	233091800121	1	3	2	1	JA15	16-JUN-2003	21-JUN-2003	18-JUN-2003	.		reybr
29	233091800121	1	3	3	26	JA15	20-JUN-2003	20-JUL-2003	20-JUN-2003	.		dobb

De aanwezigheid van gemeenschappelijke sleutelvariabelen in de diverse originele en dus ook geherstructureerde tabellen (nl. de meeste tabellen bevatten volgende sleutels: ‘no_detenu’, ‘no_detention’, ‘no_titre’) liet tenslotte toe relevante informatie uit de diverse tabellen samen te voegen in één gegevensbestand (*zie schema 5*). Als basisbestand werd de gecorrigeerde en geherstructureerde tabel ‘gestion_preventive’ gehanteerd (N=10.455 periodes van voorhechtenis). De gegevens uit deze tabel maken het mogelijk het verloop van de volledige periode van voorhechtenis tot aan een beslissing tot internering door de onderzoeksgerechten, de opheffing van het aanhoudingsmandaat of de beslissing tot verwijzing te reconstrueren. Uit de andere tabellen werd vervolgens stapsgewijs (tabel per tabel) die relevante informatie gehaald die verdere en verfijndere analyses van de VH-periodes uit de tabel ‘gestion_preventive’ mogelijk maken (bijv. de bijhorende misdrijfcategorieën, socio-biografische kenmerken, ...). Casussen uit deze ‘andere’ tabellen die geen equivalent hadden in de tabel ‘gestion_preventive’ werden telkenmale uit het (basis)bestand verwijderd zodanig dat de analyse steeds betrekking heeft op de periodes van voorhechtenis die figureren in het

basisbestand tabel ‘gestion_preventive’. Hierbij dient ook opgemerkt te worden dat gedetineerden die als beschuldigde werden opgesloten (en dus een code JB12 als wettelijke toestand kennen), niet in de analyse zijn betrokken indien zij voordien niet onder het statuut van ‘beklaagde’ (JB10) in voorlopige hechtenis verbleven; deze categorie van beschuldigden kent in dit geval immers geen historiek in de tabel ‘gestion_preventive’ die alle beslissingen tijdens de voorlopige hechtenis repertorieert tot maximaal aan de beslissing tot verwijzing.

Van de betreffende 10.455 periodes van voorhechtenis (basisbestand gestion_preventive) werden er nog 44 verwijderd omdat ze geen betrekking hadden op een gewoon aanhoudingsmandaat - technisch gesproken was er binnen de variabele ‘coderegel’ geen sprake van een code 1 die staat voor de uitvaardiging van een ‘gewoon aanhoudingsmandaat’ -, doch enkele particuliere gevallen betroffen (bijv. aanhoudingsmandaat ‘douane en accijnzen’). Daarnaast reveleerde nadere analyse eveneens dat 34 hechtenissen verkeerdelijk (wegens registratiefouten) in het bestand ‘gestion_preventive’ waren opgenomen en in feite betrekking hadden op hechtenisperiodes die begonnen waren vóór 2003; ook deze casussen werden uit het databestand verwijderd. Na uitvoering van deze correcties werd een – zoals verder nog zal blijken ‘voorlopig’ - bestand verkregen waarin 10.377 periodes van voorhechtenis waren weerhouden.

Na samenvoeging van de diverse tabellen tot één (definitief) bestand werden in dit werkbestand ook een aantal nieuwe variabelen gecreëerd die dienstig en noodzakelijk zijn voor de analyse. Zo werden bijvoorbeeld variabelen gecreëerd die refereren aan de datum van uitvaardiging van het aanhoudingsmandaat en de datum van de laatste beslissing in het kader van de procedure van voorlopige hechtenis (maximaal tot aan de verwijzingsbeslissing), hetgeen op zijn beurt toeliet voor elke periode van voorhechtenis afzonderlijk de duur van de voorhechtenis te berekenen voor wat deze eerste fase van de voorlopige hechtenis betreft. Het gaat hier met name om het verschil tussen de ‘datum_coderegel_ma’ (= datum aanhoudingsmandaat) en de ‘datum_laatste_coderegel’ wat staat voor de laatste beslissing, maximaal tot de beslissing van verwijzing.

Via enkele eenvoudige analyses op de data die in dit gegevensbestand aanwezig zijn, werden enkele bijkomende controles uitgevoerd met het oog op een inschatting van de correctheid en volledigheid van de gegevens en het doorvoeren van eventuele verdere correcties. Eén van de belangrijkste problemen die hierbij aan het licht zijn gekomen, heeft betrekking op het feit dat voor een aanzienlijk deel van de periodes van voorhechtenis (ongeveer een vierduizend gevallen) klaarblijkelijk geen registratie gebeurde van de laatste beslissing die in het kader van de voorhechtenis werd genomen. Voor deze casussen – uitgezonderd deze waarbij de voorlopige hechtenis nog lopend was op het moment dat de data uit de penitentiaire databank werden geëxtraheerd - is als laatste coderegel (lees: type beslissing) een code geregistreerd die geen afsluiting van de periode van voorhechtenis (hier: periode maximaal tot aan de verwijzing) kan betekenen (bijv. coderegel 26 die verwijst naar de handhaving van het bevel tot aanhouding zonder dat er beroep wordt aangetekend, als laatste beslissing).
In de gevallen waar het hier als laatste geregistreerde beslissing coderegel 1 betreft (N=801), werd het databestand – met medewerking van de Dienst Griffie van de penitentiaire administratie - vervolledigd (met de einddatum van voorlopige hechtenis) via een consultatie van de penitentiaire dossiers in het GRIFFIE-programma, en dit geval per geval. Voor deze casussen werd verdere aanvulling (correctie) van het databestand bijzonder wenselijk geacht gezien het hier gaat om de eerste fase van de voorlopige hechtenis, en zich hier – zoals achteraf gebleken is – een zeer groot aantal invrijheidstellingen voordeed tijdens de eerste vijf dagen.

De andere gevallen met een oneigenlijk laatste beslissingstype (coderegel) werden niet verder aangevuld. Controle op een beperkt aantal casussen (± 150 casussen, met als laatste coderegel 26) leert dat kennelijk telkens enkel de laatste beslissing niet meer werd geregistreerd, zodat de foutenmarge bij de berekening van de duur (= onderschatting van de hechtenisduur) hier ook enigszins beperkt blijft wanneer men er van uitgaat dat de *feitelijk* laatste beslissing ten hoogste binnen de maand na de laatst *geregistreerde* beslissing moet zijn genomen (nl. ofwel is er tussentijds een beslissing tot opheffing van het aanhoudingsmandaat of tot internering, ofwel zou er een beslissing tot verwijzing moeten volgen). O.i. woog de vereiste tijdsinvestering om het databestand te vervolledigen niet op tegen de meerwaarde die dergelijke tijdsintensieve investering met zich zou meebrengen, niet in het minst ook omdat een volledige reconstructie niet steeds meer mogelijk was. Via consultatie van de penitentiaire dossiers in de GRIFFIE-databank kunnen weliswaar wel een eventuele beslissing tot invrijheidstelling of internering en de bijhorende datums teruggevonden worden, doch de datum waarop een eventuele beslissing tot verwijzing – waarbij de gedetineerde in kwestie in de penitentiaire databank uiteraard enkel voorkomt indien hij op dat ogenblik nog gedetineerd is - werd genomen, kan in geen enkel geval meer getraceerd worden; enkel dat er een beslissing tot verwijzing is geweest zou nog achterhaald kunnen worden door de link met relevante gegevens terzake in de tabel 'instance_suivant_ma' waar de data van veroordelingen zijn geregistreerd.
Eén en ander betekent dat voor wat de berekende duur betreft, rekening moet worden gehouden met een zekere onderschatting van de duur van de voorlopige hechtenis, enerzijds omdat een aantal hechtenissen nog lopende waren (of zijn), maar anderzijds dus ook omdat de duur in een aantal – niet nader te specificeren - gevallen slechts werd berekend tot aan de voorlaatste beslissing.
Verder werden in deze fase ook nog een aantal andere aanvullingen – doch veel bescheidener in omvang (N=4) – verricht (ontbrekende gegevens i.v.m. geslacht, nationaliteit, geboortedatum) en correcties doorgevoerd (correctie van onjuist geregistreerde datums in tabel 'gestion_preventive'), en werden nog een aantal vermeldenswaardige aanpassingen doorgevoerd in het databestand: enerzijds zijn de voorhechtenissen met een duur van minder dan 24 uur (waarvoor bij berekening van de duur in dagen in het dataverwerkingsprogramma SPSS 0 dagen wordt aangerekend) beschouwd als een voorhechtenis van één dag (= optrekking duur 0 dagen tot 1 dag), anderzijds werd bij de variabele 'code_site' (gevangenis) de code 00 ('Hoofdbestuur') beschouwd als 'missing value' (ontbrekende waarde). Omwille van technische redenen is in een aantal dossiers het veld 'code_site' immers ingevuld met de code van het Hoofdbestuur, waardoor deze casussen niet bruikbaar zijn voor een analyse van de voorhechtenissen naar gevangenis toe (N=17).

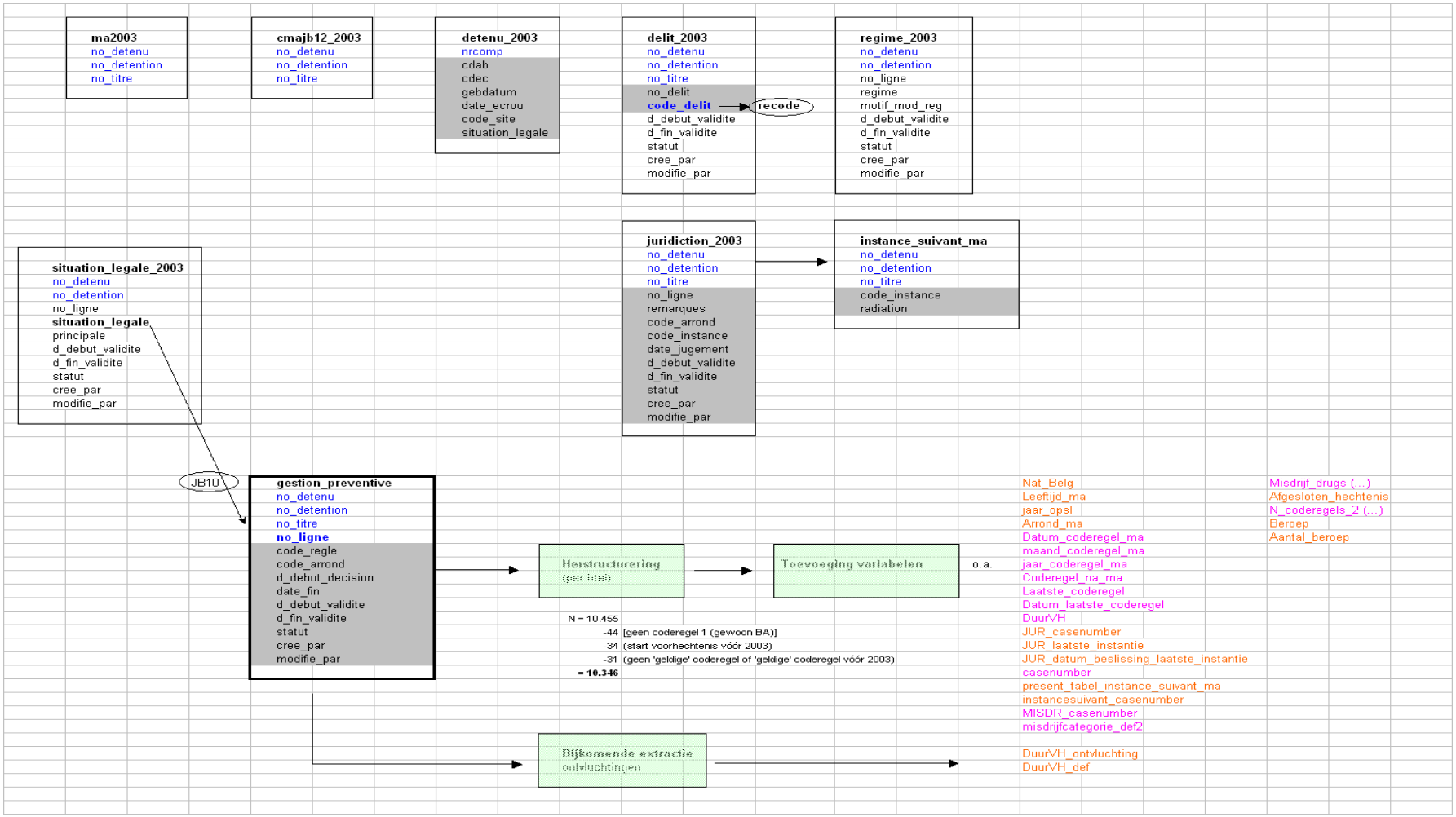
Om de duur van de voorlopige hechtenis correct te kunnen berekenen, is in een latere fase ook een bijkomende extractie gevraagd van de ontvluchtingen, en werd ons een Excel-bestand overgemaakt met de desbetreffende informatie voor de periode 2000-2004. Via koppeling van de identificatiegegevens uit dit bestand aan gegevens uit het (definitieve) werkbestand en na controle van het feit of de periode van ontvluchting plaatsvond tijdens de periode van voorhechtenis, konden uiteindelijk 8 gevallen worden geïdentificeerd waarvoor de oorspronkelijk berekende duur van voorlopige hechtenis bijgesteld diende te worden. Hiervoor werd in het ('voorlopige') werkbestand een nieuwe variabele gecreëerd die een gecorrigeerde uitdrukking vormt van de duur van de voorlopige hechtenis ('duurVH_def' = duurVH, verminderd met de duurVH_ontvluchting).

Vooraleer overgegaan is tot definitieve analyse van het bestand, is aan de hand van een in het bestand opgenomen variabele 'statut' die gekoppeld is aan de variabele die de 'coderegel'

aanduidt, ook nog een verdere controle doorgevoerd naar de correctheid van de te weerhouden periodes van voorhechtenis. De variabele ‘statut’ geeft in deze context aan of een eerder geregistreerd gegeven later nog gewijzigd (code ‘M’) of opgeheven (code‘S’) is omdat het onjuist (of onvoldoende gespecificeerd) bleek te zijn. Deze bijkomende controle leverde als resultaat op dat 31 periodes van voorhechtenis die in het ‘voorlopige’ bestand waren opgenomen, niet verder voor analyse in aanmerking genomen mochten worden, en dit omdat: 1) voor deze, oorspronkelijk als voorlopige hechtenis beschouwde, periodes geen geldige ‘coderegel 1’ (aanhoudingsmandaat) meer werd gesignaleerd na uitzuivering op basis van de variabele ‘statut’ (de aanvankelijk geregistreerde coderegels 1 werden m.a.w. later door de databankgebruiker nog gewijzigd of opgeheven: N=30), of 2) de datum van aanvang van het (geldige en dus in beschouwing te nemen) aanhoudingsmandaat zich - na controles van de geldigheid van alle ‘coderegels 1’ - bleek te situeren vóór 2003 (N=1). Dit maakt dat uiteindelijk 10.346 periodes van voorlopige hechtenis voor analyse in aanmerking kwamen en dan ook finaal zijn weerhouden in een definitief werkbestand. Deze bijkomende controle en eliminatie van bijkomende periodes van voorhechtenis heeft er ook toe geleid dat in het werkbestand een aantal initieel geconstrueerde variabelen herberekend geworden zijn, nl. in die zin dat daarbij nog enkel rekening is gehouden met de als ‘geldig’ te beschouwen coderegels. Meer in het bijzonder gaat het hier om een herberekening/hercodering van variabelen zoals bijvoorbeeld: ‘datum_coderegel_ma’ (‘jaar_coderegel_ma’, ‘maand_coderegel_ma’), ‘coderegel_na_ma’, ‘datum_coderegel_na_ma’, ‘laatste_coderegel’, ‘datum_laatste_coderegel’, ‘duur_VH_def’, ...

Tenslotte zijn in een allerlaatste fase, teneinde een aantal analyses verder te verdiepen en bijvoorbeeld ook het verloop van de procedure voor zover als mogelijk meer in detail in kaart te brengen, nog een aantal bijkomende variabelen aangemaakt. Voor wat de procedure betreft, is hierbij o.m. nagegaan voor welke voorhechtenissen op het ogenblik van de gegevensextractie begin april 2004 de eerste fase van voorhechtenis (d.w.z. de periode van voorhechtenis tot maximaal een eventuele beslissing tot verwijzing) was beëindigd (variabele ‘afgesloten_hechtenis’), in hoeveel gevallen van de als zodanig gedefinieerde ‘afgesloten’ hechtenissen beroep werd aangetekend (variabele ‘beroep’), en hoe vaak welk type van beslissing werd getroffen tijdens deze eerste fase (variabelen ‘N_coderegel_2, ‘N_coderegel_3’, etc.).

Schema 5: Overzicht van de structuur van de tabellen en het definitieve werkbestand inzake de voorlopige hechtenis in 2003



Dit als zodanig opgebouwde databestand liet, zoals reeds gesteld, toe een aantal specifieke kwantitatieve analyses door te voeren voor wat betreft de voorlopige hechtenissen die in 2003 werden opgestart.

4. Analyses (1999-2003)

Op het definitieve – d.w.z. gecorrigeerde en uitgezuiverde - databestand dat betrekking heeft op de periodes van voorhechtenis die in 2003 een aanvang namen (N=10.346), werden verschillende statistische analyses uitgevoerd. Zo zijn o.m. analyses doorgevoerd met betrekking tot volgende aspecten:

- de verdeling van de periodes van voorhechtenis naar geslacht;
- de verdeling naar nationaliteit;
- de gemiddelde leeftijd van de voorlopig gehechten;
- het jaar van opsluiting van de voorlopig gehechten, en de maand van het jaar waarin het aanhoudingsmandaat in uitvoering kwam;
- de verdeling van de voorhechtenissen naar gevangenis en gerechtelijk arrondissement;
- de verdeling naar misdrijfcategorie (als enig misdrijf, en in onderlinge combinatie), algemeen en verder opgesplitst naar gerechtelijk arrondissement;
- de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis (maximaal tot de laatste coderegel);
- de verdeling van de voorlopige hechtenis (maximaal tot de laatste coderegel) naar duur uitgedrukt in tijdsblokken (bijv. max 5 dagen, 6-36 dagen, 37-67 dagen, ...);
- de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis (maximaal tot de laatste coderegel) per misdrijf, gevangenis en gerechtelijk arrondissement;
- enkele simulatie-oefeningen met betrekking tot de beperking van de duur van de voorlopige hechtenis naargelang misdrijfcategorie;
- het verloop van de procedure (tot beslissing van verwijzing).

Voor de jaren 1999-2002 zijn eveneens een aantal analyses doorgevoerd geworden, doch deze analyses zijn beperkt gebleven tot een berekening van de duur van de voorlopige hechtenis. Bovendien biedt dit databestand ook niet dergelijke uitgebreide mogelijkheden (als dit voor het jaar 2003) om tot in detail bijvoorbeeld het verloop van de voorhechtenis of de geografische spreiding ervan (naar arrondissement) te bestuderen.

De hierna verder gepresenteerde resultaten van de analyses die zijn verricht, laten zich opdelen in vier aparte rubrieken, te weten:

- Socio-biografisch profiel
- Misdrijfkenmerken, en straf(proces)rechtelijke en penitentiaire indicatoren
- Duur van de voorlopige hechtenis
- Verloop van de procedure

De eerste twee aspecten en het laatste thema worden enkel behandeld voor het jaar 2003. De duur van de voorlopige hechtenis betreft zowel de gegevens voor de periode 1999-2002 als deze voor het jaar 2003, doch ze worden wel apart gepresenteerd gezien de verschillende methodologische opzet en *dito* mogelijkheden om één en ander meer accuraat of meer in detail in beeld te brengen.

4.1. SOCIO-BIOGRAFISCH PROFIEL (JAAR 2003)

Op basis van de gegevens die actueel in de databank Griffie worden geregistreerd, is een uitgebreide profielschets van de gedetineerdenbevolking in het algemeen, en de voor ons relevantie deelpopulatie van voorlopig gehechten in het bijzonder, niet mogelijk, aangezien slechts een beperkt aantal gegevens hieromtrent worden geregistreerd. Beschikbaar en meest bruikbaar (ook in het licht van de betrouwbaarheid ervan) voor enige profielschets van de betrokken gevangenispopulatie zijn momenteel de gegevens in verband met het geslacht, de leeftijd, en de nationaliteit van de gedetineerden. We beperken ons voor het socio-biografisch profiel van de voorlopig gehechten in 2003 dan ook tot deze drie belangrijkste kenmerken.

Hierbij dient tevens opgemerkt dat de resultaten betrekking hebben op de periodes van voorhechtenis die in 2003 werden opgestart, en niet (!) op het aantal gedetineerden dat in de loop van 2003 minstens één maal als beklaagde werd opgesloten. Dit betekent meer concreet dat gedetineerden die in hetzelfde jaar meerdere malen werden opgesloten onder aanhoudingsmandaat, ook meerdere keren zijn meegeteld (nl. in verhouding tot het respectievelijke aantal opsluitingen). In totaal gaat het, zoals eerder ook reeds aangegeven, voor het jaar 2003 om 10.346 periodes van voorlopige hechtenis.

4.1.1. Geslacht

Niet geheel verwonderlijk, en geheel in de lijn met de beschikbare cijfers over de gedetineerdenpopulatie in haar globaliteit beschouwd, hebben de meeste periodes van voorhechtenis die in 2003 van start gingen, betrekking op mannelijke gedetineerden. Slechts 6,7% van het totaal aantal voorlopige hechtenissen betreft vrouwelijke gedetineerden.

Tabel 1: Verdeling naar geslacht

Geslacht

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	man	9654	93,3	93,3	93,3
	vrouw	692	6,7	6,7	100,0
	Total	10346	100,0	100,0	

4.1.2. Leeftijd

Naar leeftijd toe gaat het om een vrij jonge populatie. De gemiddelde leeftijd van de voorlopig gehechten is 30 jaar. De oudste gedetineerde was op het ogenblik dat het aanhoudingsmandaat in uitvoering werd gebracht, 79 jaar. Daarentegen was de jongste persoon voor wie in 2003 een periode van voorlopige hechtenis werd opgetekend, slechts 11 jaar oud (!).

Tabel 2: Spreiding van de leeftijd

Leeftijd: gemiddeld, minimum en maximum

	N	Minimum	Maximum	Mean	Std. Deviation
Leeftijd	10324	11	79	30,14	10,084
Valid N (listwise)	10324				

* missing values: N=22

Hoewel dit laatste gegeven opmerkelijk is, want in strijd met de wettelijke bepalingen inzake de voorlopige hechtenis die de aanhouding van minderjarigen jonger dan 16 jaar in geen enkel geval toelaten, moet worden opgemerkt dat het hierbij gaat om een berekening van de leeftijd op basis van de geboortedata zoals ze in de penitentiaire databank worden geregistreerd. Voor een juist begrip van hogervermeld resultaat moet dan ook rekening worden gehouden met de procedures die door de administratie worden gehanteerd bij de registratie van geboortedata. In concreto verloopt deze procedure als volgt. Indien een gedetineerde wordt opgesloten en in het bezit is van officiële identiteitsdocumenten baseert men zich voor de bepaling van de geboortedatum op de gegevens die dienaangaande in het identiteitsdocument zijn aangegeven. In principe wordt deze datum ook vergeleken met de geboortedatum die op het aanhoudingsmandaat genoteerd staat. In geval deze data van elkaar afwijken wordt hiervan melding gemaakt op het aanhoudingsmandaat dat opnieuw aan de onderzoeksrechter wordt overgemaakt. Zo de betrokken persoon niet in het bezit is van geldige identiteitsdocumenten, wordt als geboortedatum de datum die vermeld is op het aanhoudingsmandaat, geregistreerd. Indien ook het aanhoudingsmandaat geen uitsluitsel of op zijn minst geen indicatie geeft over de (vermoedelijke) geboortedatum, wordt aan de persoon zelf gevraagd wanneer hij geboren is en – enkel en alleen in dit geval - wordt dus bij de registratie uitgegaan van de verklaring van betrokkene zelf. Vanuit dit perspectief is het dus mogelijk dat leeftijden van minder dan 16 jaar worden opgetekend. Klaarblijkelijk is het ook niet ongebruikelijk dat personen worden gedetineerd waarvan de leeftijd op het ogenblik van de opsluiting niet met zekerheid is kunnen worden vastgesteld. Soms wordt de onduidelijkheid dienaangaande overigens ook in het aanhoudingsmandaat zelf gesignaleerd, zoals bijvoorbeeld uit volgende passage in verband met een concrete casus kan worden afgeleid:
"*Im Rahmen des auf Antrag des Prokurators des Königs gefürten Untersuchungsverfahrens wird eine unbekannte männliche Person, die nicht im Besitz von gültigen Ausweisdokumenten ist und mündlich folgende Identität angibt:* (...)*, geboren in* (...) *am 20.10.1991, ohne bekannten Wohnsitz (...)*"

Volgens onze gegevens gaat het hier wel om een relatief beperkt aantal opsluitingen (onder aanhoudingsmandaat) van 'personen van minder dan 16 jaar' (N=15).

4.1.3. Nationaliteit

Een erg opvallende vaststelling is de zeer sterke vertegenwoordiging van personen van vreemde nationaliteit binnen de populatie voorlopig gehechten. De verhouding Belgen/niet-Belgen is ongeveer *fifty-fifty*, hetgeen rekening houdend met hun respectievelijke aandeel binnen de globale bevolkingsstatistiek uiteraard duidt op een sterke overtegenwoordiging van vreemdelingen binnen de gevangenispopulatie of meer concreet de beklaagdenpopulatie. Bovendien moet hierbij ook worden opgemerkt dat hun aandeel nog hoger zou komen te liggen indien in plaats van het criterium van de nationaliteit uitgegaan zou worden van de

‘ethnische origine’, m.a.w. wanneer ook vreemdelingen die tot Belg werden genaturaliseerd, effectief als vreemdeling zouden worden geteld.

Tabel 3: Verdeling naar nationaliteit

Nationaliteit

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Niet-Belg	5017	48,5	48,5	48,5
	Belg	5317	51,4	51,5	100,0
	Total	10334	99,9	100,0	
Missing	System	12	,1		
Total		10346	100,0		

Niet alleen het grote aandeel vreemdelingen binnen de hier bestudeerde populatie is opmerkelijk, ook bijzonder relevant is de vaststelling dat het aandeel vreemdelingen blijkbaar hoger ligt binnen de populatie voorlopig gehechten dan binnen de globale gevangenisbevolking. Waar de verhouding bij de beklaagden ongeveer 50/50 bedraagt, valt de proportie vreemdelingen binnen de totale gevangenisbevolking volgens cijfers uit een vergelijkbare tijdsperiode te ramen op iets meer dan 40%[560].

Tenslotte valt ook op dat de verhouding tussen Belgen en vreemdelingen binnen het pakket aanhoudingsmandaten sterk verschilt naargelang het gerechtelijk arrondissement. Hoewel enige voorzichtigheid is geboden gezien de percentages soms op vrij kleine absolute aantallen zijn berekend, mag worden gesteld dat sommige gerechtelijke arondissementen een bovengemiddeld aandeel vreemdelingen (d.i. hoger dan het globale gemiddelde van 48,5%) laten optekenen, nl.: Brussel (62,2% vreemdelingen), Antwerpen (65,6%), Mechelen (52,0%), Gent (50,1%), Veurne (49,4%), en Neufchâteau (50,9%). Andere arrondissementen daarentegen kennen een relatief kleine proportie vreemdelingen binnen het totaal aantal aanhoudingsmandaten. Arrondissementen met minder dan 20% niet-Belgen zijn de arrondissementen Dinant (16,8%), Namen (19,8%) en Oudenaarde (16,3%). Voor deze toch wel opmerkelijke verschillen tussen de diverse arrondissementen kunnen verschillende verklaringen worden aangedragen: enerzijds lijkt het logisch dat één en ander verband houdt met de bevolkingssamenstelling in de respectievelijke arrondissementen, anderzijds kan het ook de uiting zijn van het fenomeen van de ‘grensoverschrijdende’ criminaliteit.

[560] Zie bijvoorbeeld: SNACKEN, S., KEULEN, J. en WINKELMANS, L., *Buitenlanders in de Belgische gevangenissen: knelpunten en mogelijke oplossingen*, Onderzoeksrapport 1 november 2003 – 31 januari 2004 (uitgevoerd door de VUB), Koning Boudewijnstichting, 2004, 100p.

Tabel 4: Verdeling naar nationaliteit per gerechtelijk arrondissement

Arrondissement * Nationaliteit

			Nationaliteit		
			Niet-Belg	Belg	Total
Arrondissement	Brussel	N	1374	834	2208
		%	62,2%	37,8%	100,0%
	Leuven	N	88	236	324
		%	27,2%	72,8%	100,0%
	Nijvel	N	24	93	117
		%	20,5%	79,5%	100,0%
	Antwerpen	N	1350	708	2058
		%	65,6%	34,4%	100,0%
	Mechelen	N	116	107	223
		%	52,0%	48,0%	100,0%
	Turnhout	N	74	114	188
		%	39,4%	60,6%	100,0%
	Bergen	N	112	213	325
		%	34,5%	65,5%	100,0%
	Charleroi	N	216	434	650
		%	33,2%	66,8%	100,0%
	Doornik	N	59	92	151
		%	39,1%	60,9%	100,0%
	Gent	N	252	251	503
		%	50,1%	49,9%	100,0%
	Oudenaarde	N	16	82	98
		%	16,3%	83,7%	100,0%
	Dendermonde	N	138	208	346
		%	39,9%	60,1%	100,0%
	Brugge	N	212	293	505
		%	42,0%	58,0%	100,0%
	Kortrijk	N	41	111	152
		%	27,0%	73,0%	100,0%
	Veurne	N	39	40	79
		%	49,4%	50,6%	100,0%
	Ieper	N	23	75	98
		%	23,5%	76,5%	100,0%
	Luik	N	467	543	1010
		%	46,2%	53,8%	100,0%
	Hoei	N	16	57	73
		%	21,9%	78,1%	100,0%
	Verviers	N	37	96	133
		%	27,8%	72,2%	100,0%
	Tongeren	N	103	144	247
		%	41,7%	58,3%	100,0%
	Hasselt	N	94	171	265
		%	35,5%	64,5%	100,0%
	Aarlen	N	18	38	56
		%	32,1%	67,9%	100,0%
	Marche-en-Famenne	N	25	32	57
		%	43,9%	56,1%	100,0%
	Neufchâteau	N	29	28	57
		%	50,9%	49,1%	100,0%
	Namen	N	49	198	247
		%	19,8%	80,2%	100,0%
	Dinant	N	18	89	107
		%	16,8%	83,2%	100,0%
	Eupen	N	27	30	57
		%	47,4%	52,6%	100,0%
Total		N	5017	5317	10334
		%	48,5%	51,5%	100,0%

* missing values: N=12

4.2. DELICTKENMERKEN, EN STRAF(PROCES)RECHTELIJKE EN PENITENTIAIRE INDICATOREN

4.2.1. Wettelijke toestand, jaar van opsluiting en verdeling van de mandaten naar maand

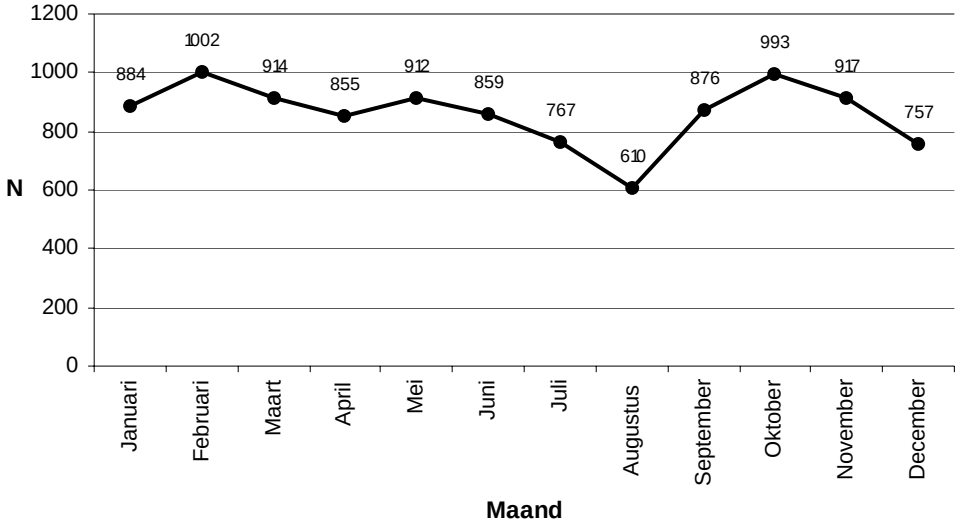
Dat het databestand waarop de hier gepresenteerde analyses zijn verricht, zich beperkte tot de periodes van voorlopige hechtenis waarbij het aanhoudingsmandaat in uitvoering werd gebracht in de loop van het jaar 2003, betekent nog niet dat de betrokken personen op het ogenblik van de uitvoering van het aanhoudingsmandaat niet reeds in detentie konden verblijven, m.a.w. al voordien opgesloten konden zijn, desgevallend onder een andere opsluitingstitel. Het gaat hier bij de in 2003 in uitvoering gebrachte aanhoudingsmandaten immers niet enkel om zgn. opsluitingen vanuit vrijheid, doch ook om aanhoudingsmandaten die desgevallend tijdens een reeds lopende detentie worden uitgevaardigd.

Uit de analyse blijkt dat het overgrote merendeel (98,5%) van de gedetineerden die in 2003 onder aanhoudingsmandaat werden geplaatst, (ook) initieel, en al dan niet reeds in een voorgaand jaar, werden *opgesloten als beklaagde* (code JB10). Dit betekent evenwel nog niet dat de initiële opsluitingstitel (als beklaagde) noodzakelijkerwijze dezelfde zaak betreft als deze waarvoor de persoon in kwestie in 2003 onder aanhoudingsmandaat werd geplaatst.

Uit verdere analyse blijkt wel dat bijna alle gedetineerden ten aanzien van wie in 2003 een aanhoudingsmandaat werd uitgevaardigd en uitgevoerd, ook daadwerkelijk in 2003 werden opgesloten: voor 98,8 % van de periodes van voorhechtenis (in 2003) geldt een opsluitingsdatum (als beklaagde of anders) die zich in 2003 situeert. Slechts voor een zeer miniem aantal voorhechtenissen die in 2003 van start gingen, wordt een (initiële) opsluitingsdatum vóór 2003 vastgesteld: het in de tijd meest verwijderde jaar van opsluiting is 1979. *In concreto* gaat het hier om een persoon (*i.c.* een levenslang gestrafte) die reeds sedert 1979 in de gevangenis (*i.c.* Leuven-Centraal) verblijft én tegen wie in 2003 nog een aanhoudingsmandaat werd uitgevaardigd dat ook daadwerkelijk werd uitgevoerd in ditzelfde jaar. Deze situatie is evenwel vrij uitzonderlijk, en in de meeste gevallen gaat het bij de in 2003 in uitvoering gebrachte aanhoudingsmandaten om opsluitingen vanuit vrijheid als beklaagde die effectief plaatsvonden in 2003.

Zoals uit onderstaande figuur kan worden afgelezen, is er voor het jaar 2003 geen sprake van een gelijke temporele spreiding (naar maand) van de in uitvoering gebrachte aanhoudingsmandaten, doch is daarentegen een duidelijke fluctuatie waarneembaar naargelang de beschouwde tijdsperiode. Zo kan worden vastgesteld dat zich vanaf juni een dalende trend in beweging zet die een absoluut dieptepunt bereikt in de maand augustus. Nadien stijgt het aantal in uitvoering gebrachte mandaten sterk om tegen het einde van het jaar (november-december) wederom af te nemen. Hiermee lijkt bevestiging te worden gevonden voor een reducerende invloed van de vakantieperiodes op de opsluitingsactiviteit.

Figuur 1: Verdeling van de aanhoudingsmandaten naar maand (jaar 2003)



Dergelijk patroon kan evenwel niet in elk gerechtelijk arrondissement worden teruggevonden. De evolutie doorheen het jaar, met haar piek- en dalmomenten, varieert nogal van arrondissement tot arrondissement, zoals mag blijken uit onderstaande tabel.

Tabel 5: Verdeling van de aanhoudingsmandaten naar maand per gerechtelijk arrondissement

Kruistabel Arrondissement * Maand

		Maand												
		JAN	FEB	MAR	APR	MAY	JUN	JUL	AUG	SEP	OCT	NOV	DEC	Totaal
Brussel	N	169	203	200	200	167	182	199	136	198	217	173	164	2.208
	%	7,7%	9,2%	9,1%	9,1%	7,6%	8,2%	9,0%	6,2%	9,0%	9,8%	7,8%	7,4%	100,0%
Leuven	N	41	31	16	20	18	35	41	17	34	27	29	18	327
	%	12,5%	9,5%	4,9%	6,1%	5,5%	10,7%	12,5%	5,2%	10,4%	8,3%	8,9%	5,5%	100,0%
Nijvel	N	10	10	8	9	12	3	12	2	5	13	17	16	117
	%	8,5%	8,5%	6,8%	7,7%	10,3%	2,6%	10,3%	1,7%	4,3%	11,1%	14,5%	13,7%	100,0%
Antwerpen	N	177	202	145	171	201	189	137	120	210	189	189	132	2.062
	%	8,6%	9,8%	7,0%	8,3%	9,7%	9,2%	6,6%	5,8%	10,2%	9,2%	9,2%	6,4%	100,0%
Mechelen	N	16	17	24	14	23	29	10	9	19	18	15	29	223
	%	7,2%	7,6%	10,8%	6,3%	10,3%	13,0%	4,5%	4,0%	8,5%	8,1%	6,7%	13,0%	100,0%
Turnhout	N	18	23	20	9	10	8	14	14	18	17	27	11	189
	%	9,5%	12,2%	10,6%	4,8%	5,3%	4,2%	7,4%	7,4%	9,5%	9,0%	14,3%	5,8%	100,0%
Bergen	N	48	35	26	22	18	16	23	13	33	44	27	20	325
	%	14,8%	10,8%	8,0%	6,8%	5,5%	4,9%	7,1%	4,0%	10,2%	13,5%	8,3%	6,2%	100,0%
Charleroi	N	59	61	60	54	58	61	37	53	43	63	53	48	650
	%	9,1%	9,4%	9,2%	8,3%	8,9%	9,4%	5,7%	8,2%	6,6%	9,7%	8,2%	7,4%	100,0%
Doornik	N	15	16	17	11	12	6	18	5	11	14	12	14	151
	%	9,9%	10,6%	11,3%	7,3%	7,9%	4,0%	11,9%	3,3%	7,3%	9,3%	7,9%	9,3%	100,0%
Gent	N	44	54	37	37	45	38	40	27	41	52	51	37	503
	%	8,7%	10,7%	7,4%	7,4%	8,9%	7,6%	8,0%	5,4%	8,2%	10,3%	10,1%	7,4%	100,0%
Oudenaarde	N	15	3	7	5	4	4	10	5	15	6	13	11	98
	%	15,3%	3,1%	7,1%	5,1%	4,1%	4,1%	10,2%	5,1%	15,3%	6,1%	13,3%	11,2%	100,0%
Dendermonde	N	25	59	46	36	22	24	20	20	24	22	26	22	346
	%	7,2%	17,1%	13,3%	10,4%	6,4%	6,9%	5,8%	5,8%	6,9%	6,4%	7,5%	6,4%	100,0%
Brugge	N	42	40	39	56	45	32	43	45	46	41	52	25	506
	%	8,3%	7,9%	7,7%	11,1%	8,9%	6,3%	8,5%	8,9%	9,1%	8,1%	10,3%	4,9%	100,0%
Kortrijk	N	11	15	11	13	20	11	16	5	18	17	6	9	152
	%	7,2%	9,9%	7,2%	8,6%	13,2%	7,2%	10,5%	3,3%	11,8%	11,2%	3,9%	5,9%	100,0%
Veurne	N	3	3	12	9	7	15	9	7	1	6	2	5	79
	%	3,8%	3,8%	15,2%	11,4%	8,9%	19,0%	11,4%	8,9%	1,3%	7,6%	2,5%	6,3%	100,0%
Ieper	N	7	16	5	10	10	5	6	3	8	12	7	9	98
	%	7,1%	16,3%	5,1%	10,2%	10,2%	5,1%	6,1%	3,1%	8,2%	12,2%	7,1%	9,2%	100,0%
Luik	N	72	100	119	91	101	87	47	51	67	98	100	79	1.012
	%	7,1%	9,9%	11,8%	9,0%	10,0%	8,6%	4,6%	5,0%	6,6%	9,7%	9,9%	7,8%	100,0%
Hoei	N	6	6	4	4	13	8	3	4	5	6	6	8	73
	%	8,2%	8,2%	5,5%	5,5%	17,8%	11,0%	4,1%	5,5%	6,8%	8,2%	8,2%	11,0%	100,0%
Verviers	N	14	4	15	10	17	8	7	8	13	19	7	11	133
	%	10,5%	3,0%	11,3%	7,5%	12,8%	6,0%	5,3%	6,0%	9,8%	14,3%	5,3%	8,3%	100,0%
Tongeren	N	15	21	28	20	37	25	16	8	16	20	27	14	247
	%	6,1%	8,5%	11,3%	8,1%	15,0%	10,1%	6,5%	3,2%	6,5%	8,1%	10,9%	5,7%	100,0%
Hasselt	N	28	30	24	6	25	12	15	24	19	32	27	23	265
	%	10,6%	11,3%	9,1%	2,3%	9,4%	4,5%	5,7%	9,1%	7,2%	12,1%	10,2%	8,7%	100,0%
Aarlen	N	5	5	4	4	2	6	4	3	0	10	4	9	56
	%	8,9%	8,9%	7,1%	7,1%	3,6%	10,7%	7,1%	5,4%	0,0%	17,9%	7,1%	16,1%	100,0%
Marche-en-Famenne	N	6	0	7	3	0	1	7	7	6	1	5	14	57
	%	10,5%	0,0%	12,3%	5,3%	0,0%	1,8%	12,3%	12,3%	10,5%	1,8%	8,8%	24,6%	100,0%
Neufchâteau	N	1	4	6	3	7	4	10	3	4	6	8	1	57
	%	1,8%	7,0%	10,5%	5,3%	12,3%	7,0%	17,5%	5,3%	7,0%	10,5%	14,0%	1,8%	100,0%
Namen	N	22	27	19	23	31	24	18	8	13	24	20	18	247
	%	8,9%	10,9%	7,7%	9,3%	12,6%	9,7%	7,3%	3,2%	5,3%	9,7%	8,1%	7,3%	100,0%
Dinant	N	9	12	11	13	5	16	2	8	6	9	12	5	108
	%	8,3%	11,1%	10,2%	12,0%	4,6%	14,8%	1,9%	7,4%	5,6%	8,3%	11,1%	4,6%	100,0%
Eupen	N	6	5	4	2	2	10	3	5	3	10	2	5	57
	%	10,5%	8,8%	7,0%	3,5%	3,5%	17,5%	5,3%	8,8%	5,3%	17,5%	3,5%	8,8%	100,0%
Totaal	N	884	1.002	914	855	912	859	767	610	876	993	917	757	10.346
	%	8,5%	9,7%	8,8%	8,3%	8,8%	8,3%	7,4%	5,9%	8,5%	9,6%	8,9%	7,3%	100,0%

4.2.2. Gevangenis

Wanneer de in 2003 in uitvoering gebrachte aanhoudingsmandaten worden geanalyseerd naar plaats van (initiële) opsluiting (binnen de betrokken detentieperiode), dan blijkt dat – in lijn met vroegere onderzoeksbevindingen[561] - een beperkt aantal gevangenissen tekenen voor meer dan de helft van de opsluitingen (52,2%). Het gaat hierbij, in orde van grootte, om de gevangenissen te Vorst (21,5% van alle detentieperiodes), Antwerpen (20,7%), en Lantin (10,0%).

Tabel 6: Verdeling naar gevangenis

Gevangenis

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Merksplas	4	,0	,0	,0
	Antwerpen	2134	20,6	20,7	20,7
	Mechelen	208	2,0	2,0	22,7
	Turnhout	168	1,6	1,6	24,3
	Sint-Gillis	45	,4	,4	24,8
	Leuven-Centraal	5	,0	,0	24,8
	Vorst	2216	21,4	21,5	46,3
	Leuven-Hulp	305	2,9	3,0	49,2
	Nijvel	119	1,2	1,2	50,4
	Brugge	640	6,2	6,2	56,6
	Ieper	191	1,8	1,8	58,4
	Ruiselede	1	,0	,0	58,4
	Gent	518	5,0	5,0	63,5
	Oudenaarde	99	1,0	1,0	64,4
	Dendermonde	313	3,0	3,0	67,4
	Bergen	396	3,8	3,8	71,3
	Bergen SW	2	,0	,0	71,3
	Doornik	158	1,5	1,5	72,8
	Jamioulx	521	5,0	5,0	77,9
	Marneffe	1	,0	,0	77,9
	Lantin	1036	10,0	10,0	87,9
	Verviers	157	1,5	1,5	89,4
	Hoei	73	,7	,7	90,1
	Hasselt	251	2,4	2,4	92,6
	Tongeren	212	2,0	2,1	94,6
	Aarlen	106	1,0	1,0	95,6
	Namen	347	3,4	3,4	99,0
	Dinant	101	1,0	1,0	100,0
	Andenne	2	,0	,0	100,0
	Total	10329	99,8	100,0	
Missing	System	17	,2		
Total		10346	100,0		

[561] DELTENRE, S. en MAES, E., "Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank. Kan een begrenzing van de duur van de voorlopige hechtenis effectief bijdragen tot een 'ontvolking' van onze gevangenissen?", *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 7 (2002), nr. 1, 6-31; DELTENRE, S. en MAES, E., "Chronique de criminologie. Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement", *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 84 (2004), nr. 1 (janvier), 83-117.

4.2.3. Gerechtelijk arrondissement

De verdeling van de aanhoudingsmandaten naar gerechtelijk arrondissement toe vertoont een vrij sterke parallel met de verdeling naar gevangenis, hetgeen vrij logisch te noemen is. In het merendeel van de gevallen gaat het om opsluitingen vanuit vrijheid als beklaagde, en, behoudens uitzondering (bijv. op verzoek van de onderzoeksrechter, of omwille van onbeschikbare capaciteit in sommige gevangenissen, zoals bijvoorbeeld naar aanleiding van renovatiewerken), worden de betrokken gedetineerden ook opgesloten in het arresthuis binnen het gerechtelijk arrondissement van de instantie die het aanhoudingsmandaat heeft uitgevaardigd.

Tabel 7: Verdeling naar gerechtelijk arrondissement

Arrondissement

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Brussel	2208	21,3	21,3	21,3
	Leuven	327	3,2	3,2	24,5
	Nijvel	117	1,1	1,1	25,6
	Antwerpen	2062	19,9	19,9	45,6
	Mechelen	223	2,2	2,2	47,7
	Turnhout	189	1,8	1,8	49,5
	Bergen	325	3,1	3,1	52,7
	Charleroi	650	6,3	6,3	59,0
	Doornik	151	1,5	1,5	60,4
	Gent	503	4,9	4,9	65,3
	Oudenaarde	98	,9	,9	66,2
	Dendermonde	346	3,3	3,3	69,6
	Brugge	506	4,9	4,9	74,5
	Kortrijk	152	1,5	1,5	75,9
	Veurne	79	,8	,8	76,7
	Ieper	98	,9	,9	77,7
	Luik	1012	9,8	9,8	87,4
	Hoei	73	,7	,7	88,1
	Verviers	133	1,3	1,3	89,4
	Tongeren	247	2,4	2,4	91,8
	Hasselt	265	2,6	2,6	94,4
	Aarlen	56	,5	,5	94,9
	Marche-en-Famenne	57	,6	,6	95,5
	Neufchâteau	57	,6	,6	96,0
	Namen	247	2,4	2,4	98,4
	Dinant	108	1,0	1,0	99,4
	Eupen	57	,6	,6	100,0
	Total	10346	100,0	100,0	

Zoals dit voor de gevangenissen geldt, valt dan ook hier logischerwijze vast te stellen dat vooral drie arrondissementen zeer sterk vertegenwoordigd zijn, namelijk de gerechtelijke arrondissementen Brussel (21,3% van de aanhoudingsmandaten), Antwerpen (19,9%) en Luik

(9,8%). Daartegenover staat evenwel dat sommige arrondissementen opvallend laag scoren, zoals bijvoorbeeld het gerechtelijk arrondissement Gent (4,9%).

Om een accurater beeld te verkrijgen over de toepassing van de voorlopige hechtenis naargelang gerechtelijk arrondissement dienen de cijfers gerelateerd te worden aan de respectievelijke bevolkingscijfers (en zo mogelijk criminaliteitscijfers) in de diverse arrondissementen. Op dergelijke wijze kan nagegaan worden in welke mate het aantal in uitvoering gebrachte aanhoudingsmandaten al dan niet in verhouding staat tot het bevolkings- (of criminaliteits)cijfer, en kan dus met andere woorden worden bepaald of in de verschillende arrondissementen, rekening houdend met het respectievelijke bevolkingscijfer, in meerdere of mindere mate gebruik wordt gemaakt van de voorlopige hechtenis. Zulke analyse waarbij het aantal aanhoudingsmandaten wordt gelieerd aan het respectievelijke bevolkingscijfer (zie tabel 8), geeft weliswaar als resultaat dat ook hier de arrondissementen Brussel, Antwerpen, Luik (en Charleroi) hoog scoren, doch opvallend is dat de onderlinge verhoudingen tussen vermelde arrondissementen in vrij sterke mate wijzigen dan wanneer enkel naar hun relatief aandeel in het totaal aantal mandaten wordt gekeken. Zo stellen we vast dat waar Brussel en Antwerpen proportioneel gezien (ten opzichte van het totaal) ongeveer evenveel mandaten voor hun rekening nemen (21,3 resp. 19,9%), in Antwerpen toch meer gebruik wordt gemaakt van de voorlopige hechtenis (aantal in uitvoering gebrachte mandaten per 10.000 inwoners van 18 jaar en meer: 27,6) dan in Brussel (18,0). Vanuit dit perspectief scoort eveneens het arrondissement Luik met 20,6 mandaten hoger dan Brussel, daar waar dit arrondissement een beduidend geringer aantal mandaten voor haar rekening neemt (9,8%) wanneer niet wordt gecorrigeerd voor de bevolkingsomvang. Opvallend is tevens dat, wanneer het aantal mandaten in relatie wordt gebracht met het aantal meerderjarige inwoners, ook het gerechtelijk arrondissement Brugge veel sterker in het vizier komt (met 13,1 mandaten per 10.000 inwoners van 18 jaar of meer).

Tabel 8: Verdeling van de aanhoudingsmandaten naar gerechtelijk arrondissement en verhouding op basis van het bevolkingscijfer

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent	Bevolking 1/1/2003	Per 10.000 inwoners	Bevolking 18 j. en meer (1/1/2003)	Per 10.000 inwoners (18 j. en meer)
Brussel	2.208	21,3	21,3	21,3	1.557.800	14,2	1.225.911	18,0
Leuven	327	3,2	3,2	24,5	462.080	7,1	372.308	8,8
Nijvel	117	1,1	1,1	25,6	358.012	3,3	274.722	4,3
Antwerpen	2.062	19,9	19,9	45,6	940.681	21,9	748.142	27,6
Mechelen	223	2,2	2,2	47,7	308.665	7,2	246.654	9,0
Turnhout	189	1,8	1,8	49,5	411.773	4,6	328.662	5,8
Bergen	325	3,1	3,1	52,7	416.080	7,8	324.921	10,0
Charleroi	650	6,3	6,3	59,0	566.865	11,5	442.871	14,7
Doornik	151	1,5	1,5	60,4	298.761	5,1	234.566	6,4
Gent	503	4,9	4,9	65,3	580.168	8,7	465.645	10,8
Oudenaarde	98	0,9	0,9	66,2	195.545	5,0	157.162	6,2
Dendermonde	346	3,3	3,3	69,6	594.423	5,8	477.507	7,2
Brugge	506	4,9	4,9	74,5	478.375	10,6	387.329	13,1
Kortrijk	152	1,5	1,5	75,9	424.068	3,6	336.642	4,5
Veurne	79	0,8	0,8	76,7	105.722	7,5	84.857	9,3
Ieper	98	0,9	0,9	77,7	125.766	7,8	98.784	9,9
Luik	1.012	9,8	9,8	87,4	619.156	16,3	491.610	20,6
Hoei	73	0,7	0,7	88,1	138.182	5,3	106.677	6,8
Verviers	133	1,3	1,3	89,4	196.933	6,8	150.546	8,8
Tongeren	247	2,4	2,4	91,8	370.663	6,7	294.616	8,4
Hasselt	265	2,6	2,6	94,4	431.865	6,1	344.798	7,7
Aarlen	56	0,5	0,5	94,9	102.572	5,5	78.108	7,2
Marche-en-Famenne	57	0,6	0,6	95,5	68.050	8,4	51.672	11,0
Neufchâteau	57	0,6	0,6	96,0	81.673	7,0	61.672	9,2
Namen	247	2,4	2,4	98,4	286.930	8,6	222.490	11,1
Dinant	108	1,0	1,0	99,4	163.465	6,6	126.249	8,6
Eupen	57	0,6	0,6	100,0	71.571	8,0	55.757	10,2
Totaal	**10.346**	**100,0**	**100,0**		**10.355.844**	**10,0**	**8.190.878**	**12,6**

4.2.4. Misdrijfgegevens

Uitermate relevant voor de studie naar de juridische mogelijkheden om het gebruik van de voorlopige hechtenis te verminderen, is ongetwijfeld de analyse van de aanhoudingsmandaten naar misdrijfcategorie toe. Gezien de zeer gedetailleerde nomenclatuur die binnen de penitentiaire gegevensbank wordt gehanteerd, bevatte het oorspronkelijke bestand enorm veel verschillende misdrijfcodes. Zoals reeds hoger aangehaald in het kader van de methodologische beschouwingen, werden deze gedetailleerde misdrijfcodes met het oog op een interpretatief zinvolle analyse gehergroepeerd in verschillende ruimere misdrijfcategorieën (n=21). Daarbij is uitgesloten dat binnen elke categorie dubbeltellingen voorkomen: een gedetineerde die werd opgesloten voor bijv. twee verschillende drugsmisdrijven zal binnen deze categorie slechts eenmaal meegeteld worden.

Waar voor 5 gevallen geen bruikbare misdrijfcodes werden geregistreerd, valt ook op te merken dat er in 6.662 gevallen (op een totaal van 10.341 periodes van voorhechtenis die hier voor analyse in aanmerking komen) sprake is van slechts één misdrijf (ruime categorie). In de andere gevallen werd een aanhoudingsmandaat afgeleverd voor meerdere misdrijven tegelijkertijd. In totaal worden voor 10.341 periodes van voorhechtenis 15.334 misdrijven (ruime categorieën) opgetekend (tabel 10), die zich laten verdelen zoals weergegeven in tabel 9.

Tabel 9: Aantal misdrijven per detentieperiode van voorlopige hechtenis

Aantal misdrijven

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	1	6662	64,4	64,4	64,4
	2	2668	25,8	25,8	90,2
	3	794	7,7	7,7	97,9
	4	159	1,5	1,5	99,4
	5	34	,3	,3	99,8
	6	19	,2	,2	100,0
	7	5	,0	,0	100,0
	Total	10341	100,0	100,0	
Missing	System	5	,0		
Total		10346	100,0		

Wanneer wordt gekeken naar de misdrijven die het vaakst – al dan niet in combinatie met elkaar – aan een aanhoudingsmandaat zijn gekoppeld, dan kan – gelijklopend met eerdere onderzoeksbevindingen[562] – worden vastgesteld dat vooral drie misdrijfcategorieën bijzonder hoog scoren, met telkens meer dan 20% van de mandaten, nl. de categorieën diefstal (26,4%), diefstal met geweld (23,9%), en drugs (22,0%) (tabel 10). Aangezien combinaties kunnen

[562] DELTENRE, S. en MAES, E., "Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank. Kan een begrenzing van de duur van de voorlopige hechtenis effectief bijdragen tot een 'ontvolking' van onze gevangenissen?", *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 7 (2002), nr. 1, 6-31; DELTENRE, S. en MAES, E., "Chronique de criminologie. Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement", *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 84 (2004), nr. 1 (janvier), 83-117.

voorkomen dienen deze percentages (uit de laatste kolom: % berekend op het aantal periodes van voorhechtenis) zo gelezen te worden dat bijvoorbeeld 26,4% van de mandaten betrekking heeft op *ten minste* diefstal, al dan niet in combinatie met andere misdrijven uit de lijst. De combineermogelijkheid maakt eveneens dat de verschillende percentages niet zomaar opgeteld mogen worden.

Tabel 10: Verdeling naar misdrijfcategorie

Misdrijf	**N**	**% responses**	**% cases**
Aanranding eerbaarheid	283	1,8	2,7
Andere	363	2,4	3,5
Bedreigingen	365	2,4	3,5
Bedrog	1310	8,5	12,7
Bendevorming	1188	7,7	11,5
Diefstal	2735	17,8	26,4
Diefstal met geweld	2475	16,1	23,9
Doodslag	400	2,6	3,9
Drugs	2280	14,9	22,0
Familie	34	0,2	0,3
Gijzeling-wederrechtelijke vrijheidsberoving	187	1,2	1,8
Heling	792	5,2	7,7
Mensenhandel	215	1,4	2,1
Onvrijwillige doding	24	0,2	0,2
Openbare orde	563	3,7	5,4
Opzettelijke slagen	706	4,6	6,8
Verkeer	41	0,3	0,4
Verkrachting	398	2,6	3,8
Vernieling	316	2,1	3,1
Vreemdelingen	290	1,9	2,8
Wapens	369	2,4	3,6
Totaal	***15334***	***100,0***	***148,3***

* 5 missing cases; 10.341 valid cases

Interessant is ook om te bekijken welke delicten vaak alleen voorkomen en hoe vaak dit dan gebeurt. Zoals reeds aangehaald, werd in 6.662 gevallen een aanhoudingsmandaat afgeleverd voor slechts één misdrijf. De verdeling naar misdrijf toe voor aanhoudingsmandaten met één misdrijf (zie tabel 11) geeft een min of meer gelijkaardig beeld als voor de verdeling van de misdrijven over alle mandaten het geval is (zie bovenstaande tabel 10).

Tabel 11: Verdeling naar misdrijfcategorie

Misdrijfcategorie (enig misdrijf)

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	aanranding eerbaarheid	62	,9	,9	,9
	andere	84	1,3	1,3	2,2
	bedreigingen	49	,7	,7	2,9
	bedrog	445	6,7	6,7	9,6
	bendevorming	96	1,4	1,4	11,0
	diefstal	1532	23,0	23,0	34,0
	diefstal met geweld	1325	19,9	19,9	53,9
	doodslag	305	4,6	4,6	58,5
	drugs	1714	25,7	25,7	84,2
	familie	14	,2	,2	84,4
	gijzeling-wederr vrijheidsber	42	,6	,6	85,1
	heling	203	3,0	3,0	88,1
	mensenhandel	51	,8	,8	88,9
	onvrijwillige doding	6	,1	,1	89,0
	openbare orde	105	1,6	1,6	90,6
	opzettelijke slagen	289	4,3	4,3	94,9
	verkeer	5	,1	,1	95,0
	verkrachting	127	1,9	1,9	96,9
	vernieling	102	1,5	1,5	98,4
	vreemdelingen	81	1,2	1,2	99,6
	wapens	25	,4	,4	100,0
	Total	6662	100,0	100,0	

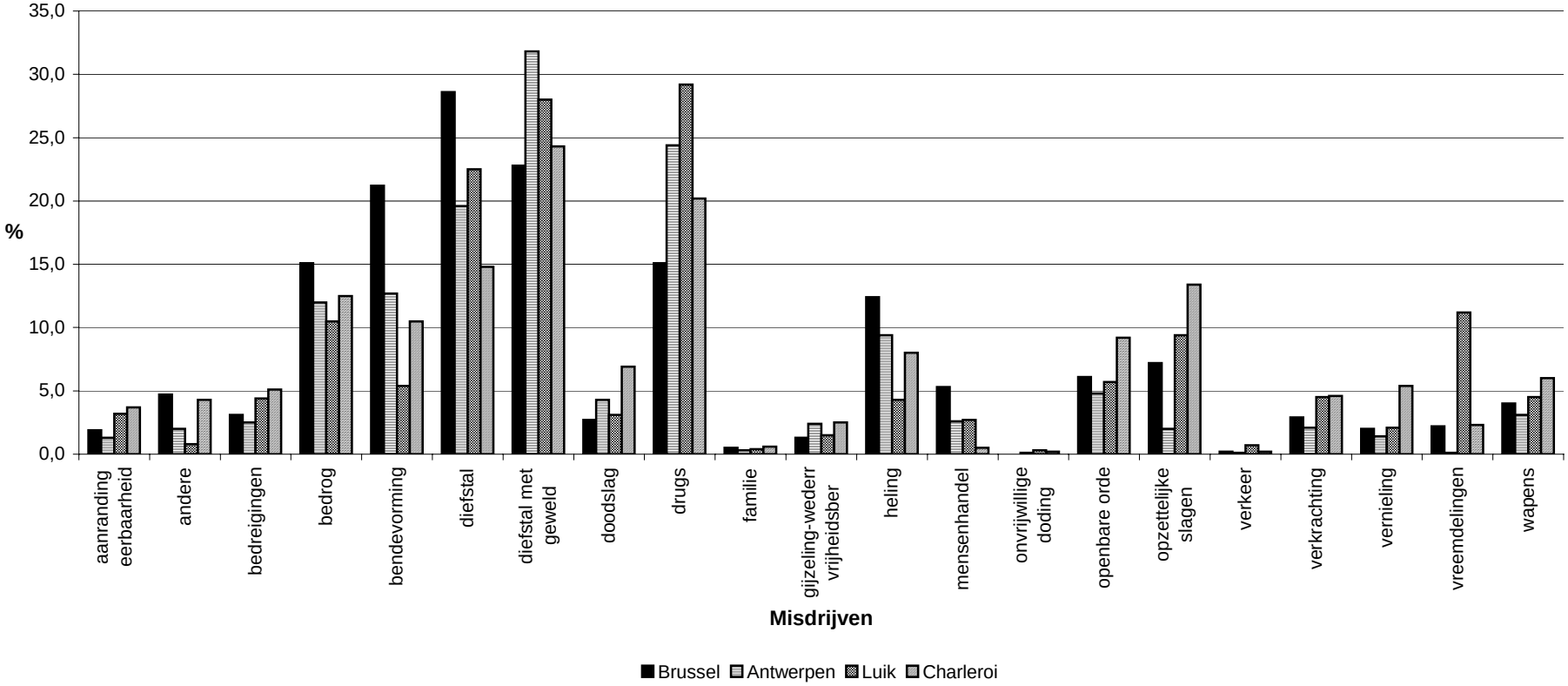
Ook hier kunnen drie vooraanstaande – en dezelfde - categorieën worden onderscheiden (drugs, diefstal, diefstal met geweld). Wel verschillend is evenwel dat de categorie drugs verhoudingsgewijs vaker voorkomt als enkel misdrijf, nl. bij de aanhoudingsmandaten met één enkel misdrijf vertegenwoordigt deze categorie 25,7% van de mandaten (tabel 11) tegenover 22,0% algemeen (tabel 10). Een andere belangrijke vaststelling is dat bijvoorbeeld het delict bendevorming bijna nooit alleen figureert, nl. slechts in 1,4% van de casussen als enkel misdrijf, tegenover 11,5% *overall*. Het interessante aan deze resultaten waarbij we ons beperken tot de mandaten voor één enkel misdrijf, is ook dat het ons, wanneer het gecombineerd wordt met de gemiddelde duur van de voorhechtenis (per categorie), onmiddellijk de mogelijkheid biedt na te gaan wat het effect zou zijn van een maatregel die de voorlopige hechtenis voor bepaalde misdrijven niet meer mogelijk zou maken (zie tabel 23). Op basis van deze cijfers kan namelijk op eenvoudige wijze worden berekend welke 'uitsparing' in detentiecapaciteit bereikt zou kunnen worden wanneer een aantal categorieën uitdrukkelijk uit het toepassingsgebied van de voorlopige hechtenis worden geweerd.

Voor de vier arrondissementen die het meest impact hebben op de bezetting van penitentiaire capaciteit in het kader van de voorlopige hechtenis (zie hierover meer concreet: tabel 21) is

tevens nader onderzocht in welke mate in deze arrondissementen een ander “misdaadprofiel” aanwezig blijkt te zijn. In dit verband is voor elk van deze arrondissementen de verdeling naar misdrijfcategorie uitgezet geworden en grafisch in beeld gebracht (zie onderstaande figuur 2).

Uit onderstaande figuur kan worden afgeleid dat er enkele opvallende verschillen bestaan in het relatieve belang van sommige misdrijven naargelang arrondissement. Zo wordt in Brussel verhoudingsgewijs meer bedrog, bendevorming, diefstal zonder geweld geconstateerd, in Antwerpen meer diefstal met geweld (meer dan 30% van de mandaten aldaar), in Charleroi meer doodslag, en in Luik meer drugs en inbreuken op de vreemdelingenwetgeving. Uiteraard moet hierbij ook rekening gehouden worden met het feit dat bepaalde vaststellingen eveneens verklaard kunnen worden door de wijze van kwalificatie. Ook andere verklaringen kunnen hier in het geding zijn: in de eerste plaats natuurlijk het gegeven dat in bepaalde arrondissementen nu ook eenmaal meer zaken van een bepaald type misdrijf zullen worden vastgesteld, aan de andere kant is het ook mogelijk dat voor bepaalde types misdrijven in het ene arrondissement meer tot aanhouding wordt overgegaan dan in andere.

Figuur 2: Verdeling naar misdrijfcategorie voor 4 gerechtelijke arrondissementen



Omgekeerd is voor de negen misdrijven die het hoogst scoren op het vlak van de gemiddelde dagelijkse penitentiaire bezetting (*infra*) de verdeling van deze misdrijven over de verschillende arrondissementen geanalyseerd. Hoewel de arrondissementen die globaal genomen voor het grootste aandeel aanhoudingsmandaten tekenen (Brussel, Antwerpen, Luik), ook hier uiteraard binnen elk van de beschouwde misdrijftypes hoog scoren, valt niettemin ook op dat ook sommige andere arrondissementen sterk vertegenwoordigd zijn wanneer hun relatief aandeel wordt bekeken binnen nader gespecificeerde misdrijfcategorieën (ingekleurde velden = hoger percentage dan het aandeel van het betrokken arrondissement in het globaal aantal mandaten; zie tabel 12). Zo blijkt bijvoorbeeld het arrondissement Charleroi vrij sterk vertegenwoordigd te zijn binnen de categorieën 'doodslag' (11,3% van de mandaten voor dit misdrijf is te situeren in het arrondissement Charleroi), 'opzettelijke slagen' en 'openbare orde'. Daartegenover worden de kwalificaties 'bendevorming' (39,4%) en 'heling' (34,5%) voornamelijk in het arrondissement Brussel teruggevonden.

Tabel 12: Verdeling van de 9 misdrijfcategorieën met de grootste impact op de penitentiaire dagbevolking over de verschillende arrondissementen

Arrondissement	Drugs	Diefstal	Diefstal met geweld	Doodslag	Bedrog	Bendevorming	Heling	Opzettelijke slagen	Openbare orde	Aandeel globaal
Brussel	14,6	23,1	20,4	15,0	25,4	39,4	34,5	22,7	23,8	21,3
Leuven	4,1	4,0	2,0	1,3	2,7	3,5	2,0	3,3	2,3	3,2
Nijvel	0,2	0,8	2,1	1,5	1,0	1,3	1,4	2,4	1,8	1,1
Antwerpen	22,1	14,8	26,5	22,0	18,9	22,0	24,5	5,9	17,4	19,9
Mechelen	2,2	1,6	1,4	3,5	3,8	1,1	1,0	0,6	0,2	2,2
Turnhout	1,9	2,6	1,3	1,3	1,5	0,8	1,4	1,7	2,5	1,8
Bergen	4,0	2,3	3,6	7,5	2,3	4,4	3,5	2,7	3,4	3,1
Charleroi	5,7	3,5	6,4	11,3	6,2	5,7	6,6	12,3	10,7	6,3
Doornik	2,4	0,8	1,6	1,0	1,2	0,5	0,3	2,1	1,8	1,5
Gent	4,0	6,7	4,2	6,0	5,6	3,5	3,0	2,3	4,6	4,9
Oudenaarde	0,7	1,2	0,8	1,8	0,9	0,3	0,5	2,0	0,4	0,9
Dendermonde	3,4	4,1	1,5	2,3	1,7	1,5	1,9	3,4	1,4	3,3
Brugge	4,9	5,8	3,1	4,0	6,6	4,0	2,0	4,5	3,2	4,9
Kortrijk	1,2	2,0	1,8	1,8	1,1	0,0	0,4	0,4	1,1	1,5
Veurne	0,5	1,5	0,4	0,5	1,0	0,4	0,4	0,4	0,2	0,8
Ieper	1,4	1,0	0,4	0,0	1,2	0,2	0,9	0,7	1,1	0,9
Luik	12,9	8,3	11,4	7,8	8,1	4,5	5,4	13,5	10,3	9,8
Hoei	1,2	0,9	0,6	1,3	0,2	0,6	0,6	1,6	0,9	0,7
Verviers	0,9	1,5	1,6	1,8	1,1	0,3	0,5	3,8	2,7	1,3
Tongeren	3,4	2,6	2,1	4,3	1,6	1,9	2,5	0,6	1,4	2,4
Hasselt	3,4	3,4	1,9	0,8	2,2	0,8	2,7	1,7	2,3	2,6
Aarlen	0,9	0,5	0,2	0,8	0,7	0,1	0,3	1,6	0,5	0,5
Marche-en-Famenne	0,4	0,9	0,4	0,0	0,4	0,1	0,0	1,4	0,5	0,6
Neufchâteau	0,4	0,9	0,4	0,0	0,8	0,5	0,4	1,4	1,2	0,6
Namen	2,0	3,2	2,7	2,0	2,5	1,3	1,8	3,4	2,1	2,4
Dinant	0,7	1,2	1,0	1,0	0,7	0,3	0,8	2,5	1,4	1,0
Eupen	0,5	0,8	0,2	0,0	0,6	1,1	0,9	1,1	0,9	0,6
Totaal %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Totaal N	2.280	2.735	2.475	400	1.310	1.188	792	706	563	

4.3. DURÉES DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE (PÉRIODE 1999-2002 ET ANNÉE 2003)

L'analyse empirique des durées de détention préventive est réalisée à partir de ces mêmes données enregistrées dans les bases de données de la DG Exécution des Peines et Mesures du SPF Justice. Pour rappel, récemment, une nouvelle base de données (Greffe) est venue s'articuler à la base de données qui était utilisée depuis la fin des années '70 (SIDIS). Cette base « Greffe » accroît théoriquement les possibilités d'exploitation statistique car elle autorise un suivi plus détaillé de la détention. En vue de tirer le meilleur parti des potentialités actuelles de chacune de ces bases de données et en raison de leurs structures spécifiques, nous avons fait procéder à deux extractions distinctes. En ce qui concerne l'analyse des durées de détention préventive, nous mobilisons les données de SIDIS pour l'étude des durées globales tandis que nous avons recours à Greffe pour approcher les durées de détention préventive en fonction du stade de la procédure pénale avant jugement.

4.3.1. Analyse de la durée globale de la détention préventive jusqu'à une première condamnation

4.3.1.1. Fondements méthodologiques de la sélection des données

Pour le calcul de la durée de détention préventive, un préalable est d'identifier les détenus qui, au cours de leur détention, sont concernés par ce statut particulier. Dans la base de données SIDIS, en ce qui concerne la situation légale de détention, il est possible de distinguer les prévenus (répartis en différentes sous-catégories) des détenus emprisonnés à d'autres titres tels que condamnés, internés, etc. Nous avons retenu deux sous-catégories : d'une part, les *prévenus sous mandat d'arrêt/ou pour extradition*[563], d'autre part, les *accusés* (renvoyés devant une Cour d'assises) mais **uniquement** lorsqu'ils ont *d'abord* été *écroués sous mandat d'arrêt*.

Ne sont ainsi pas prises en compte les (périodes de) détentions préventives des accusés qui ont seulement été écroués au moment ou après la décision de la Chambre des mises en accusation de les renvoyer devant la Cour d'assises, ni les périodes de détention préventive suite à un écrou au moment d'une condamnation en première instance qui a ensuite fait l'objet d'un recours (« condamnation non définitive »). Nous avons, en outre, écarté les détentions des prévenus placés en observation dans le cadre de la loi de défense sociale et celles suite à la délivrance d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate. Le choix de ne pas inclure ces catégories de prévenus dans la présente analyse est dicté par un souci d'homogénéité méthodologique pour assurer un certain degré de comparaison entre les résultats issus de SIDIS (période 1999-2002) et ceux des analyses plus détaillées effectuées à partir des données « Greffe » (2003).

Il arrive qu'un prévenu fasse simultanément l'objet de plusieurs titres de détention distincts. En effet, le parquet peut, suite à un mandat d'arrêt délivré par un juge d'instruction, demander l'exécution de peines qui n'avaient pas encore été exécutées jusqu'alors. Toutes les situations légales sont enregistrées dans SIDIS mais une priorité est attribuée par l'administration pénitentiaire à l'une d'entre elles sur les autres. Jusqu'en 2003, les titres de condamnés prenaient le pas sur les situations de détention préventive. En 2003, l'ordre de priorité a été

[563] A noter qu'il n'est pas possible à ce stade d'écarter les mandats d'arrêt en vue d'extradition (ce qui se justifierait au vu du cadre légal particulier qui leur est applicable) car ils font l'objet d'un seul et même code que les autres mandats d'arrêt.

inversé[564]. Cet ordre de priorité qui était attribué à la situation de condamné par rapport à celle de prévenu n'était pas dépourvu de sens puisque, en vertu des règles actuelles de calcul de la peine, l'imputation de la détention suit cet ordre : la détention d'un détenu placé sous mandat d'arrêt et faisant l'objet d'une recommandation d'exécution de peines comptera d'abord pour cette dernière et ne sera pas imputable en tant que détention préventive dans une éventuelle condamnation ultérieure dans l'affaire à l'origine du mandat d'arrêt. Cet ordre des choses amène à considérer comme «vraie » détention préventive la période de détention qui n'est pas justifiée par d'autres titres de détention. Dans le langage de la base de données SIDIS, cela signifie travailler avec les seules périodes de détention préventive qui ont un statut de situation légale prioritaire (au sens des règles applicables jusque fin 2002). C'est pour ces raisons que nous avons demandé et obtenu une extraction des prévenus en situation légale prioritaire[565], pour les dernières années, à savoir de 1999 à 2002.

Ces détentions préventives prioritaires peuvent avoir débuté soit au moment de l'écrou soit en cours de détention. Dans le cadre particulier de l'exploitation des données SIDIS[566], nous limiterons nos analyses aux détentions entamées sous le statut de détenu préventif. En effet, c'est uniquement dans ce cas que nous pouvons être certains d'avoir connaissance de toutes les périodes de détention préventive qui ont jalonné une même détention. Par contre, lorsque nous avons connaissance d'une détention préventive pour laquelle est renseignée une date d'écrou antérieure, nous ne pouvons pas être assurés (vu les critères d'extraction retenus) de l'absence d'autres périodes de détention préventive antérieures. Sont cependant inclues et considérées comme des périodes de détentions préventives *distinctes*, les détentions préventives successives d'une même personne lorsqu'une détention préventive re-débute le même jour que la main-levée du mandat d'arrêt.

Pour être tout à fait précis, nous devons mentionner encore que nous prenons en considération le début de la détention préventive en prison et non l'heure de délivrance du mandat d'arrêt dans les locaux du juge d'instruction, ni celle du début de la privation de liberté.

4.3.1.2. Mode de calcul de la durée de détention préventive globale jusqu'à condamnation

La durée de la détention préventive que l'on cherche à appréhender ici court de l'écrou suite à un mandat d'arrêt jusque, au plus tard, à la décision de condamnation (qui a force de chose jugée ou non).

Nous englobons dans la période de détention préventive avant condamnation, la détention préventive en tant que telle qui s'ouvre par la délivrance d'un mandat d'arrêt et les périodes de détentions qui s'ensuivent éventuellement au titre d'accusé renvoyé devant les assises, ou encore en raison de troubles d'audience avant condamnation.

---

[564] Même si la règle qui prévaut pour l'imputation d'une durée de détention sur la détention préventive ou sur l'exécution d'une peine n'a pas été modifiée (imputation prioritaire de la détention comme exécution de peine), l'administration pénitentiaire a renversé l'ordre de priorité des statuts attribués en « interne ». Cette décision semble avoir été motivée par des raisons de gestion. En effet, un détenu placé sous mandat d'arrêt est incarcéré à disposition du juge d'instruction dans l'établissement indiqué dans le mandat d'arrêt (art. 19 § 5 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive), l'administration ne pouvant pas le transférer à sa guise dans d'autres établissements pour des impératifs de gestion (application d'un régime particulier de détention, sécurité, gestion de la capacité pénitentiaire,…) même s'il est par ailleurs aussi détenu à un autre titre.

[565] Cette même façon de procéder avait déjà été respectée lors de nos travaux antérieurs en la matière. Voir notamment DELTENRE, S. et MAES, E., « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2004, 2, 83-117.

[566] Nous verrons *infra* que la situation se présente sous un autre aspect pour les données "Greffe".

Cette période se clôture dès qu'un autre titre de détention prioritaire vient motiver la privation de liberté. C'est le cas pour les détentions débutées de 1999 à 2002 lorsque la détention se poursuit sous le statut de condamné non définitif[567], d'interné (définitif ou non) dans le cadre de la loi de défense sociale, d'étranger mis à la disposition de la Sûreté Publique, de condamné à l'emprisonnement principal ou subsidiaire, de condamné interné dans le cadre de la loi de défense sociale, de mineur d'âge détenu par mesure de garde provisoire, de mineur d'âge mis à la disposition du gouvernement, de réintégration provisoire d'un libéré conditionnel, de suspension de libération conditionnelle ou encore d'arrestation provisoire en vue de révocation de mesure de probation.

Chaque journée de détention entamée est comptabilisée (au sens de jour calendrier).

Ce mode de calcul consiste donc à ne prendre en compte que la première période de détention préventive, avec statut de situation légale prioritaire, quand bien même d'autres périodes de détention préventive seraient relevées ultérieurement *au cours de la même détention*, mais lesquelles auraient été séparées de la période initiale par l'exécution de peines. La rationalité qui préside à cette option est de considérer que lorsque la détention se poursuit en même temps sous le couvert d'une détention préventive et de l'exécution d'une peine, cette période ne sera pas imputable comme détention préventive. En outre, la fin du titre de détention préventive ne signifierait pas nécessairement dans ce cas une libération immédiate du prévenu. Ce n'est que dans le cas où on est face en fait à une interruption de la situation légale prioritaire de détenu préventif, laquelle reprend ultérieurement, que ce mode de calcul sous estime la détention préventive imputable.

4.3.1.3. Présentation des résultats

a. Evolution du nombre d'écrous

Tout d'abord, avant de plonger dans l'analyse des durées, il est bon de s'arrêter sur l'évolution du nombre de détentions préventives en présence. Le nombre d'écrous sur la base d'un mandat d'arrêt[568] a augmenté de 4 % entre 1999 et 2000, s'est stabilisé en 2001 autour des 9.000 écrous pour ensuite dépasser les 10.500 en 2002. Sur trois ans de temps, l'augmentation est de l'ordre de 20 %.

[567] Toutefois nous avons considéré que le titre de condamné non définitif n'interrompt pas la première période de détention préventive lorsque sa validité ne court pas au moins sur deux journées et que la détention préventive prioritaire se poursuit au-delà.
[568] Nous rappelons que certains titres de détention préventive (minoritaires) ont été écartés du champ d'analyse.

Tableau 13

Ecrous de détenus préventifs (1999-2002)		
Années	**N**	**Index**
1999	8.700	100,0
2000	9.028	103,8
2001	8.977	103,2
2002	10.535	121,1

b. Durée de la première période de détention préventive jusqu'à condamnation

Si l'augmentation en terme de nombre de nouvelles détentions préventives a connu un palier entre 2000 et 2001, la durée de la première période de détention préventive au cours d'une détention (qui se clôture soit par une libération, soit par le passage dans une autre situation légale prioritaire, par exemple de condamné) a été marquée par une croissance constante entre 1999 et 2002 (tableau 14). Cela se constate tant au niveau de la moyenne qui a crû de plus de 10 jours que de la médiane[569]. En 1999, 50% de ces premières périodes de détention n'excédaient pas 54 jours, en 2002 la même proportion atteignait au maximum 12 jours de plus (66 jours). L'augmentation de la durée moyenne n'est donc pas le fait de quelques détentions de durées extrêmement longues ; au contraire, la durée maximale enregistrée chute de 1910 jours en 1999 à 815 jours en 2002. Il s'agit plutôt d'une tendance globale qui caractérise la majorité des détentions.

A la différence de ce que nous avions pu constater au cours de la période allant de 1980 à 1999 où la croissance de la population journalière moyenne résulta de l'allongement des durées de détention et non du nombre d'écrous, nous découvrons qu'à partir de la fin des années '90 un accroissement non négligeable des incarcérations vient démultiplier l'impact de l'allongement des détentions pour provoquer une explosion de la population journalière moyenne (PJM) liée à la détention préventive. Cette dernière gagne presque 800 unités sur base journalière, soit une croissance de près de 40% sur 3 ans de temps.

Tableau 14

Durée de la DP prioritaire ininterrompue (1999-2002)

Années	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
1999	8.700	82,6	54,0	1	1910	718.404	1.968,2
2000	9.028	84,3	59,0	1	1494	760.990	2.084,9
2001	8.977	87,7	60,0	1	1160	787.661	2.158,0
2002	10.535	94,4	66,0	1	815	994.613	2.725,0
Moyenne 1999-2002	9.310	87,6	60,0				2.234,0

4.3.2. Analyse de la durée globale de détention préventive sous statut de condamné non définitif

[569] La médiane est la valeur centrale d'une variable qui partage la distribution en deux moitiés égales : 50% des observations ont une valeur inférieure ou égale à la médiane.

La détention préventive se poursuit parfois au-delà d'une première condamnation dans le cas où le prévenu mobilise des voies de recours. Tant que la condamnation ne reçoit pas force de chose jugée, le justiciable reste présumé innocent et sa détention éventuelle reste réglée par les dispositions de la loi sur la détention préventive.

Nous allons apprécier dès lors dans quelle mesure la détention se prolonge au-delà d'une première condamnation et le poids de ces détentions sur la population des prisons.

4.3.2.1. Considérations méthodologiques

Nous analysons toujours les mêmes données et, qui plus est, en suivant la même méthodologie que ci-avant pour l'étude des durées de détention préventive jusqu'à une première condamnation.

Pour la comparaison pluriannuelle, les détentions préventives sous statut de condamné non définitif restent réparties en fonction de l'année de début de la détention préventive initiale (mandat d'arrêt).

4.3.2.2. Présentation des résultats

Parallèlement à la croissance des prévenus, ceux qui restent incarcérés au-delà d'une condamnation contre laquelle ils exercent une voie de recours voient leur nombre fortement augmenter. Cette croissance est même encore plus marquée que la tendance générale, si bien que de 21 % des détentions préventives initiales qui se poursuivaient au-delà d'une première condamnation en 1999, on arrive à près de 30 % en 2002.

Tableau 15

Prévenus restant en détention préventive après une première condamnation non définitive (CND) (1999-2002)

Années	Prévenus en DP	Poursuites de la DP sous CND	% CND
1999	8.700	1.802	20,7%
2000	9.028	2.151	23,8%
2001	8.977	2.105	23,4%
2002	10.535	3.137	29,8%

En ce qui concerne les durées de détention, on observe une durée moyenne de détention avant jugement bien évidemment plus longue lorsque les détentions se poursuivent jusqu'à une condamnation par rapport à la durée moyenne de l'ensemble des détentions préventives suite à mandat d'arrêt. La tendance à l'allongement concerne tout autant ces détentions.

Tableau 16

Répartition de la DP avant et après une condamnation non définitive (1999-2002)

Années	Durée moyenne (jours)		% moyen durée CND
	Sous mandat d'arrêt	Cond. non définitif	
1999	126,8	67,3	34,7%
2000	131,0	59,7	31,3%
2001	141,1	52,4	27,1%
2002	140,8	47,8	25,3%

La durée moyenne du maintien en détention sous statut de condamné non définitif a tendance à décroître au cours de la période étudiée. Ce prolongement représentait cependant en moyenne de 25 à 35% de la détention initiale avant jugement (selon les années). Nous pouvons encore remarquer que, dans la moitié des cas, la détention préventive passée sous ce statut ne dépasse pas 28 jours.

Tableau 17

Condamnés non définitifs
Temps de détention sous situation légale prioritaire de condamné non définitif dans le prolongement immédiat d'une détention préventive (1999-2002)

Années	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
1999	1.802	67,3	28,0	1	1837	121.234	332,1
2000	2.151	59,7	28,0	1	824	128.347	351,6
2001	2.105	52,4	28,0	1	928	110.197	301,9
2002	3.137	47,8	28,0	1	667	149.977	410,9

En terme de population journalière moyenne, ces détentions de condamnés non définitifs représentent une population de 300 à 400 détenus. Par rapport à la population résultant de la détention préventive avant jugement, elles génèrent une majoration de l'ordre d'une quinzaine de pour-cents de détenus sur base journalière.

Tableau 18

Comparaison de la PJM de la population sous mandat d'arrêt et des condamnés non définitifs (1999-2002)

Années	Population journalière moyenne			% PJM Cond.non définitif
	Sous mandat d'arrêt	Cond. non définitif	Total	
1999	1968,2	332,1	2300,4	14,4%
2000	2084,9	351,6	2436,5	14,4%
2001	2158,0	301,9	2459,9	12,3%
2002	2725,0	410,9	3135,9	13,1%

En cumulant les détentions de ces deux catégories de détenus préventifs, on observe que la population journalière moyenne est passée de 2.300 unités en 1999 à plus de 3.100, trois ans plus tard, soit une augmentation de 36,3%.

L'essentiel de la détention préventive est encourue avant une éventuelle première condamnation mais sa prolongation au-delà de cette décision n'en est pas pour le moins négligeable, ni sur le plan individuel, ni en terme de capacité carcérale.

4.3.3. Analyse de la durée de la détention préventive entre l'arrestation et le règlement de la procédure

La recherche juridique et criminologique à laquelle s'articule ce travail statistique souligne l'intérêt de scinder la détention préventive en deux autres phases principales, à savoir en amont et en aval du règlement de la procédure. Cette distinction se justifie notamment par la différence entre les mécanismes de contrôle de la durée de la détention à l'œuvre dans ces deux phases respectives de la procédure. Dès lors, procédant par ordre logique, nous nous sommes prioritairement penchés sur l'analyse de la première phase, à savoir celle qui s'étend jusqu'au règlement de la procédure.

Pour ce qui est des données statistiques mobilisables, nous avons vu que la base de données SIDIS n'autorisait pas un tel affinement de l'analyse de la détention avant condamnation. Par contre, la recherche va pouvoir s'appuyer sur les nouvelles potentialités offertes par la base de données « Greffe ». Il s'agit là de la toute première exploitation des données de ce genre dans une recherche criminologique. Cette base de données permet de suivre distinctement chaque titre de détention au cours d'une même période de détention et, en l'occurrence dans l'étude qui nous occupe, les titres de détention préventive. Les décisions qui rythment le parcours pénitentiaire sont enregistrées dans cette base de données. On y retrouve ainsi non seulement le mandat d'arrêt initial mais encore toutes les décisions successives rendues par les juridictions d'instruction en matière de contrôle de détention préventive.

Etant donné que la mise en fonction de cette base de données est récente, nous ne pouvons encore travailler que sur les données de 2003 et au-delà.

4.3.3.1. Fondements méthodologiques de la sélection des données

Pour la sélection de la cohorte à prendre en compte dans notre étude, nous pouvons profiter d'emblée d'une des plus-values de « Greffe » par rapport à SIDIS, à savoir l'identification des mandats d'arrêt délivrés au cours d'une année, même lorsqu'ils surviennent en cours de détention. Pour rappel, à partir des seules données SIDIS, il ne nous est pas possible de distinguer les nouvelles périodes de détention préventive qui succèdent à un mandat d'arrêt délivré en cours de détention.

Dès lors, nous avons choisi de constituer la cohorte avec les périodes de détention préventive débutées en 2003 (entre le 1er janvier et le 31 décembre), qu'il s'agisse d'un nouvel écrou ou que le détenu soit déjà détenu à cet instant pour d'autres motifs. L'extraction des données de la base de données a figé la situation à la date du 3 avril 2004. Un certain nombre de détentions préventives (qui sont parfaitement identifiables) étaient encore en cours à cette date.

A la différence de SIDIS où nous comptons les détentions, avec « Greffe » nous sommes également en mesure de compter chaque mandat d'arrêt. C'est cette option qui a été retenue. Ainsi, dans l'exemple tout à fait théorique où un individu ferait l'objet simultanément de deux mandats d'arrêt distincts, chacun d'eux est appréhendé séparément dans l'analyse.

Comme nous l'avons évoqué *supra*, la règle de priorité établie entre les diverses situations légales de détention (prévenu, condamné non définitif, et.) a été modifiée et le statut de détention préventive est devenu prioritaire. En ce qui concerne cette cohorte de 2003, nous avons également retenu ce principe pour répondre à un des objectifs principaux de la recherche qui est de rendre compte de l'application de la loi sur la détention préventive. Bien qu'il serait possible d'examiner ultérieurement quelle part des prévenus cumule d'autres titres de détention, nous n'avons pas abordé cet aspect de la question pour 2003.

4.3.3.2. Mode de calcul de la durée de détention préventive jusqu'au règlement de la procédure

La durée de détention préventive jusqu'au règlement de la procédure est calculée entre la date du mandat d'arrêt et la date de la dernière décision enregistrée dans cette phase de la procédure. Toute journée entamée est comptabilisée. Nous prenons en compte l'entièreté de la durée de détention sous mandat d'arrêt, quand bien même le détenu exécuterait simultanément une peine. En cas d'évasion, la période de l'évasion est cependant déduite de la durée de détention préventive calculée. Bien que le mandat d'arrêt soit toujours d'application, il n'est alors pas réellement exécuté.

Dans certains cas, la détention préventive était toujours en cours au moment de la date retenue pour l'extraction (3 avril 2004). Nous ne pouvons rendre compte que de la durée qui s'est écoulée jusque là. Il s'agit d'une première source de sous-estimation de durées calculables. Ainsi, la durée maximale qu'un mandat d'arrêt peut atteindre dans cette cohorte est de 458 jours (entre le 1 janvier 2003 et le 3 avril 2004).

Une deuxième source de sous-estimation de la durée concerne certaines détentions préventives qui ont pris fin avant le règlement de la procédure par la chambre du conseil. En effet, nous avons pu observer que la décision de libération (par la chambre du conseil, par la chambre des mises en accusation, par le juge d'instruction) n'est pas enregistrée de manière systématique dans la base de données. Nous savons que cette libération est censée intervenir au plus tard dans le mois qui suit la dernière confirmation du mandat d'arrêt par les juridictions d'instruction. Dès lors, dans ces cas, la durée de la détention préventive est sous-estimée d'un mois au maximum puisque nous la calculons en fait jusqu'à l'avant-dernière décision.

Certaines analyses réalisées estiment la population journalière moyenne à partir des durées de détention calculées. Cette estimation s'effectue selon l'hypothèse que chaque mandat d'arrêt correspond à une seule détention. En outre, elle attribue en priorité la détention subie à la détention préventive même lorsque la détention est en réalité imputée pour l'exécution d'une peine.

Pour rendre compte de l'hétérogénéité (dispersion) des durées de détention, nous avons, entre autre, regroupé dans certains tableaux les titres de détention en classes de durée : maximum 5 jours, de 6 à 36 jours, de 37 à 67 jours, de 68 à 98 jours de 99 à 129 jours, 130 jours et plus. Cette catégorisation est inhabituelle dans la mesure où elle ne se fixe pas sur des chiffres

ronds, ni ne suit un découpage mensuel (30 jours, 60 jours, etc.). La logique qui préside à un tel regroupement est guidée par la survenance des comparutions devant la chambre du conseil. En effet, un prévenu placé sous mandat d'arrêt par un juge d'instruction doit voir son mandat confirmé (ou infirmé) dans les 5 jours par la chambre du conseil, qui doit ensuite à nouveau statué dans le mois (et de mois en mois) en cas de maintien en détention. Ces délais légaux sont des maxima tant et si bien que, selon les cas, les comparutions interviennent soit à la date limite soit l'un ou l'autre jour auparavant. La première classe de durée de maximum 5 jours regroupe dès lors les prévenus qui ont soit été libérés par le juge d'instruction dans ce délai avant la comparution devant la chambre du conseil, soit ceux dont le mandat a été levé par cette chambre. Ensuite quelqu'un qui a été sous mandat d'arrêt pendant de 6 à 36 jours a comparu au minimum une fois et au maximum 2 fois devant la chambre du conseil. Le même raisonnement est à suivre pour les classes de durée supérieure construites de 31 jours en 31 jours.

4.3.3.3. Présentation des résultats

La durée moyenne des 10.336 détentions préventives, calculée au plus tard jusqu'au règlement de la procédure (synonyme éventuellement de renvoi devant le tribunal), est de 63 jours pour les mandats délivrés en 2003 (tableau 19). Dans la moitié des cas, la durée du mandat d'arrêt n'excède pas 48 jours.

Tableau 19

Durées de DP jusqu'au renvoi (2003)

	N
Détentions	10.336
	Jours
Moyenne	63,3
Médiane	48,0
Minimum	1,0
Maximum	446,0
Somme	653.762,0
PJM	1.791,1
Missing	10

Ces mandats d'arrêt représentent une population d'environ 1.800 détenus sur base journalière.

Lorsque l'on examine la répartition de ces durées en fonction de la prison dans laquelle le prévenu a été écroué initialement[570] (tableau 20), on observe des différences sensibles.

[570] Il s'agit ici effectivement de la prison à l'écrou et pas nécessairement celle du mandat d'arrêt (un détenu peut avoir été écroué dans un établissement, avoir ensuite été transféré dans un autre établissement et avoir dans ce deuxième établissement fait l'objet d'un mandat d'arrêt). Toutefois, étant donné qu'une part importante des mandats d'arrêt correspond à de nouveaux écrous, nous retenons la prison d'écrou comme un bon indicateur de la prison du début du mandat d'arrêt.

Tableau 20

DP 2003 - Durée par prison

Etablissement pénitentiaire	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
Merksplas	4	77,0	79,5	26	123	308	0,8
Antwerpen	2.130	44,8	30,0	1	421	95.404	261,4
Mechelen	208	43,4	31,0	1	245	9.018	24,7
Turnhout	168	52,7	32,5	2	340	8.848	24,2
St. Gillis / St. Gilles	45	78,5	57,0	2	332	3.531	9,7
Leuven Centraal	5	93,0	104,0	28	168	465	1,3
Forest / Vorst	2.213	68,9	58,0	1	446	152.390	417,5
Leuven Hulp	305	61,8	52,0	2	368	18.856	51,7
Nivelles	119	91,4	76,0	1	406	10.871	29,8
Brugge	640	59,6	53,0	1	320	38.170	104,6
Ieper	191	67,8	59,0	1	340	12.954	35,5
Ruiselede	1	74,0	74,0	74	74	74	0,2
Gent	517	54,2	35,0	1	393	28.033	76,8
Oudenaarde	99	53,6	51,0	2	167	5.303	14,5
Dendermonde	313	68,0	55,0	1	381	21.289	58,3
Mons	396	87,5	81,0	1	362	34.642	94,9
Mons EDS	2	59,5	59,5	5	114	119	0,3
Tournai	158	74,7	42,0	1	349	11.806	32,3
Jamioulx	520	88,8	80,0	1	423	46.162	126,5
Marneffe	1	23,0	23,0	23	23	23	0,1
Lantin	1.036	75,4	61,0	1	404	78.118	214,0
Verviers	157	70,9	60,0	2	374	11.129	30,5
Huy	73	73,7	58,0	1	426	5.378	14,7
Hasselt	251	42,6	31,0	1	421	10.698	29,3
Tongeren	212	61,5	36,5	1	408	13.047	35,7
Arlon	106	54,9	35,0	1	418	5.820	15,9
Namur	346	66,2	47,0	1	289	22.912	62,8
Dinant	101	64,1	33,0	2	408	6.471	17,7
Andenne	2	104,5	104,5	61	148	209	0,6
Total	10.319	63,2	48,0	1	446	652.048	1.786,4

Données manquantes : N = 27

Malines et Anvers connaissent par exemple des durées (moyennes et médianes) relativement basses. Nivelles, Mons, Jamioulx à l'opposé ont une durée moyenne presque deux fois plus élevées. Pour se faire une idée de l'impact des durées sur la population carcérale (leur traduction en population journalière moyenne), il faut les pondérer par le nombre de mandats. En fonction de l'établissement pénitentiaire, la conjonction de ces deux éléments (nombre d'écrous de prévenus et durée de détention préventive) peut amener à classer dans le groupe des établissements à relativement forte population de détenus préventifs, des prisons dont la durée moyenne de détention préventive reste modérée. Il en va ainsi de Bruges et d'Anvers. Sont soulignés dans le tableau supra les établissements pour lesquels l'indicateur de population journalière moyenne (PJM) est supérieur à 100 détenus.

Nous pouvons encore rendre compte d'une variable fortement liée à l'établissement d'écrou : l'arrondissement dans lequel le mandat d'arrêt a été délivré (tableaux 21 et 22). Les quatre arrondissements dans lesquels est délivré le plus grand nombre de mandats d'arrêt (Bruxelles, Anvers, Liège et Charleroi) génèrent une population journalière moyenne de détenus préventifs supérieure à 100. Parmi eux, Charleroi est caractérisé par un nombre de mandats moins élevé mais des détentions en général plus longue (jusqu'au renvoi).

Tableau 21

DP 2003 - Durée par arrondissement judiciaire

Arrondissements	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
Bruxelles	2.205	67,9	58,0	1	446	149.748	410,3
Louvain	327	60,5	52,0	2	368	19.798	54,2
Nivelles	117	84,7	70,0	1	365	9.908	27,1
Anvers	2.058	45,1	30,0	1	404	92.786	254,2
Malines	223	42,0	31,0	1	245	9.368	25,7
Turnhout	189	49,5	32,0	1	302	9.347	25,6
Mons	325	91,7	87,0	1	362	29.798	81,6
Charleroi	648	89,9	78,0	1	423	58.260	159,6
Tournai	151	68,9	39,0	1	349	10.401	28,5
Gand	502	55,3	36,0	1	393	27.761	76,1
Audenaerde	98	53,5	50,5	2	167	5.243	14,4
Termonde	346	70,7	55,0	1	381	24.454	67,0
Bruges	506	60,9	55,0	1	320	30.822	84,4
Courtrai	152	70,3	60,0	2	278	10.692	29,3
Furnes	79	60,3	33,0	2	340	4.764	13,1
Ypres	98	58,3	53,0	1	218	5.716	15,7
Liège	1.012	75,9	61,0	1	404	76.820	210,5
Huy	73	64,0	57,0	1	426	4.673	12,8
Verviers	133	72,9	65,0	2	245	9.699	26,6
Tongres	247	65,8	42,0	2	421	16.260	44,5
Hasselt	265	37,3	29,0	1	175	9.893	27,1
Arlon	56	69,1	45,0	2	418	3.867	10,6
Marche-en-Famenne	57	60,8	34,0	1	217	3.466	9,5
Neufchâteau	57	35,9	29,0	1	140	2.044	5,6
Namur	247	67,0	49,0	1	332	16.544	45,3
Dinant	108	76,1	57,5	2	408	8.214	22,5
Eupen	57	59,9	36,0	2	374	3.416	9,4
Total	10.336	63,3	48,0	1	446	653.762	1.791,1

Données manquantes : N = 10

Le tableau 22 montre ensuite que, au sein de ces quatre arrondissements, la proportion des mandats de courtes ou de longues durées peut varier. Ainsi Anvers se caractérise par une majorité de détentions préventives qui ne dépassent pas le stade de la 2e comparution en chambre du conseil, tandis qu'à Charleroi, c'est la tendance inverse qui est constatée (ce qui explique la durée moyenne élevée qui y est constatée).

Tableau 22

DP 2003 - Dispersion des durées par arrondissement judiciaire

Arrondissements	max. 5 j.	6-36 j.	37-67 j.	+ de 67 j.	% total	N mandats
Bruxelles	17,0%	22,3%	20,9%	39,9%	100%	2.205
Louvain	18,3%	24,5%	21,1%	36,1%	100%	327
Nivelles	10,3%	12,8%	23,9%	53,0%	100%	117
Anvers	26,4%	32,8%	18,1%	22,6%	100%	2.058
Malines	25,1%	29,1%	21,5%	24,2%	100%	223
Turnhout	21,7%	34,4%	20,1%	23,8%	100%	189
Mons	13,8%	10,2%	14,8%	61,2%	100%	325
Charleroi	14,8%	16,7%	14,4%	54,2%	100%	648
Tournai	29,8%	19,2%	10,6%	40,4%	100%	151
Gand	22,1%	28,3%	20,7%	28,9%	100%	502
Audenaerde	8,2%	28,6%	37,8%	25,5%	100%	98
Termonde	13,6%	25,7%	22,0%	38,7%	100%	346
Bruges	21,9%	18,0%	23,9%	36,2%	100%	506
Courtrai	11,8%	19,1%	27,6%	41,4%	100%	152
Furnes	26,6%	27,8%	15,2%	30,4%	100%	79
Ypres	13,3%	23,5%	26,5%	36,7%	100%	98
Liège	17,5%	20,7%	17,1%	44,8%	100%	1.012
Huy	20,5%	16,4%	26,0%	37,0%	100%	73
Verviers	7,5%	23,3%	21,8%	47,4%	100%	133
Tongres	22,3%	26,7%	19,8%	31,2%	100%	247
Hasselt	34,3%	27,9%	16,6%	21,1%	100%	265
Arlon	28,6%	14,3%	17,9%	39,3%	100%	56
Marche-en-Famenne	14,0%	38,6%	12,3%	35,1%	100%	57
Neufchâteau	40,4%	21,1%	21,1%	17,5%	100%	57
Namur	17,4%	30,8%	16,2%	35,6%	100%	247
Dinant	22,2%	24,1%	13,0%	40,7%	100%	108
Eupen	29,8%	26,3%	10,5%	33,3%	100%	57
Total	20,1%	24,5%	19,3%	36,0%	100%	10.336

Données manquantes : N = 10

Les durées de maintien sous mandat d'arrêt sont également fonction des infractions qui motivent la détention préventive.

Lorsque l'on observe d'abord les détentions préventives motivées par des infractions d'une seule et même nature (tableau 23), on voit que ce sont les catégories d'infraction qui sont à elles seules le plus fréquemment à l'origine d'un mandat qui génèrent une part plus importante de la population carcérale (mesurée en indice de population journalière moyenne – PJM). Les autres infractions entraînent soit un nombre plus limité de mandats, soit des détentions de durée moyenne plus courte. Les cinq catégories d'infractions les plus fréquentes et les plus représentées dans la population journalière moyenne (exclusivement dans les cas de catégorie d'infraction unique) sont les infractions en matière de drogues, de vol avec violence, de vol, de meurtre et de fraudes.

Tableau 23

DP 2003 - Durée par catégorie d'infraction
(mandats délivrés pour infractions d'une seule et même catégorie)

Catégories d'infraction	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
Attentat à la pudeur	62	64,5	59,0	1	256	3.996	10,9
Autres	84	47,0	29,5	2	242	3.946	10,8
Menaces	49	51,0	33,0	2	236	2.500	6,8
Fraudes	445	60,4	43,0	1	341	26.896	73,7
Association de malfaiteurs	96	68,4	54,0	1	307	6.567	18,0
Vol	1.531	45,2	33,0	1	374	69.247	189,7
Vol avec violences	1.324	58,8	42,5	1	404	77.814	213,2
Meurtre	304	129,5	101,5	1	446	39.378	107,9
Drogues	1.712	57,9	45,0	1	349	99.051	271,4
Famille	14	17,5	9,0	2	62	245	0,7
Prise d'otage - arrestation illégale	41	102,4	81,0	3	359	4.199	11,5
Recel	203	45,6	21,0	1	257	9.260	25,4
Traite êtres humains	51	53,2	41,0	1	144	2.713	7,4
Homicide involontaire	6	54,5	30,5	3	166	327	0,9
Ordre public	105	40,9	31,0	1	177	4.298	11,8
Coups volontaires	289	44,7	32,0	1	408	12.913	35,4
Roulage	5	43,8	17,0	1	162	219	0,6
Viol	127	71,8	58,0	2	268	9.113	25,0
Destruction	102	60,0	50,5	1	229	6.117	16,8
Étrangers	81	87,8	84,0	3	279	7.108	19,5
Armes	25	45,1	31,0	2	187	1.128	3,1
Total	6.656	58,1	40,0	1	446	387.035	1.060,4

Lorsque l'on prend en compte l'ensemble des infractions se retrouvant sur les mandats d'arrêt et que l'on inclut aussi dans l'analyse les mandats délivrés à la suite d'infractions hétérogènes, on retrouve des résultats similaires, avec toutefois quelques modifications notables. Le tableau 24 indique à nouveau que les qualifications présentes sur un nombre important de mandats d'arrêt (plus de 1000 : fraudes, association de malfaiteurs, vol, vol avec violences, drogues) pèsent également le plus en terme de population journalière moyenne[571]. (plus de 100). Viennent les rejoindre dans cette dernière catégorie, les détentions en lien avec des faits de meurtre, recel et coups volontaires. Par rapport au tableau portant sur les catégories d'infraction de nature unique, trois sortes d'infractions (association de malfaiteurs, recel, coups volontaires) dénotent avoir une incidence non négligeable sur la population des prévenus de par leur interaction avec d'autres infractions.

[571] Remarque méthodologique importante : ces calculs attribuent à chaque infraction l'ensemble de la durée de la détention, même lorsqu d'autres infractions pouvant également influencer la durée sont aussi présentes sur le mandat.

Tableau 24

DP 2003 - Durée par catégorie d'infraction

Catégories d'infraction	N	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Somme	PJM
Attentat à la pudeur	283	76,4	72,0	1	333	21.627	59,3
Autres	363	64,3	49,0	2	259	23.325	63,9
Menaces	364	53,2	41,5	1	267	19.365	53,1
Fraudes	1.308	64,1	54,0	1	341	83.858	229,7
Association de malfaiteurs	1.186	85,5	76,0	1	406	101.441	277,9
Vol	2.732	56,8	42,0	1	374	155.111	425,0
Vol avec violences	2.473	66,1	53,0	1	404	163.409	447,7
Meurtre	399	123,8	99,0	1	446	49.400	135,3
Drogues	2.278	64,0	54,5	1	400	145.778	399,4
Famille	34	72,9	58,5	2	277	2.480	6,8
Prise d'otage - arrestation illégale	186	94,3	81,0	2	365	17.538	48,0
Recel	792	64,8	52,5	1	406	51.309	140,6
Traite êtres humains	215	71,9	63,0	1	255	15.462	42,4
Homicide involontaire	24	33,1	24,5	1	166	795	2,2
Ordre public	563	63,4	56,0	1	426	35.719	97,9
Coups volontaires	706	54,5	36,0	1	426	38.445	105,3
Roulage	41	35,2	21,0	1	162	1.441	3,9
Viol	398	78,7	74,0	2	333	31.337	85,9
Destruction	316	57,1	37,5	1	369	18.054	49,5
Étrangers	290	82,0	79,0	1	288	23.786	65,2
Armes	369	65,3	47,0	1	426	24.092	66,0

Il est encore intéressant d'approfondir l'analyse pour les 8 catégories d'infraction qui concernent plus de 100 détenus sur base journalière (auxquelles on peut encore adjoindre les mandats motivés pour des faits liés à l'ordre public qui concernent aussi près de 100 personnes sur base journalière moyenne) afin d'examiner la similitude de la répartition des durées de détention dans ces cas, au-delà de ce que livre la durée moyenne de détention (tableau 25).

Tableau 25

Durées de détention préventive et catégories d'infraction (2003)

9 catégories d'infraction dont la PJM est la plus élevée

	max. 5 j.	6 - 36 j.	37 - 67 j.	68 - 98 j.	99 - 129 j.	130 j. et +	Total
Fraudes	237	293	274	215	123	166	1308
	18,1%	*22,4%*	*20,9%*	*16,4%*	*9,4%*	*12,7%*	*100,0%*
Association de malfaiteurs	165	192	196	186	183	264	1186
	13,9%	*16,2%*	*16,5%*	*15,7%*	*15,4%*	*22,3%*	*100,0%*
Vol	545	772	614	369	180	252	2732
	19,9%	*28,3%*	*22,5%*	*13,5%*	*6,6%*	*9,2%*	*100,0%*
Vol avec violences	371	638	541	352	254	317	2473
	15,0%	*25,8%*	*21,9%*	*14,2%*	*10,3%*	*12,8%*	*100,0%*
Drogues	413	541	443	364	236	281	2278
	18,1%	*23,7%*	*19,4%*	*16,0%*	*10,4%*	*12,3%*	*100,0%*
Recel	198	154	136	108	82	114	792
	25,0%	*19,4%*	*17,2%*	*13,6%*	*10,4%*	*14,4%*	*100,0%*
Coups volontaires	183	173	143	91	50	66	706
	25,9%	*24,5%*	*20,3%*	*12,9%*	*7,1%*	*9,3%*	*100,0%*
Ordre public	113	118	113	91	66	62	563
	20,1%	*21,0%*	*20,1%*	*16,2%*	*11,7%*	*11,0%*	*100,0%*
Meurtre	49	55	46	49	51	149	399
	12,3%	*13,8%*	*11,5%*	*12,3%*	*12,8%*	*37,3%*	*100,0%*
Total	1872	2351	1849	1342	850	1152	9416
	19,9%	*25,0%*	*19,6%*	*14,3%*	*9,0%*	*12,2%*	*100,0%*

On observe ainsi que l'ordre public et les coups volontaires concernent des détentions qui ne dépassent majoritairement pas la limite de la 3e comparution en chambre du conseil. Cette même tendance s'affiche, tout en étant légèrement atténuée, pour le vol, les fraudes, les stupéfiants, le recel et même le vol avec violences. Vol avec violences, drogues et recel forment un trio pour lequel on observe encore, dans le même temps, une forte proportion de détention qui excèdent les 98 jours.

Comme on pouvait s'y attendre, les qualifications de meurtre et d'association de malfaiteurs sont sur-représentées parmi les détentions les plus longues.

Les détentions préventives en lien avec un même type d'infraction peuvent être caractérisées par des durées différentes selon l'arrondissement à l'origine du mandat d'arrêt. Nous le constatons à partir de l'exemple des infractions en matière de stupéfiants (tableau 26).

Tableau 26

Durée moyenne de DP jusqu'au renvoi (2003)
Infractions : stupéfiants

Arrondissements	jours
Bruxelles	80,9
Louvain	42,8
Nivelles	106,8
Anvers	54,3
Malines	35,9
Turnhout	44,3
Mons	95,4
Charleroi	89,2
Tournai	89,7
Gand	59,9
Audenaerde	39,7
Termonde	55,6
Bruges	43,8
Courtrai	61,1
Furnes	60,3
Ypres	62,1
Liège	84,1
Huy	48,3
Verviers	80,6
Tongres	35,8
Hasselt	34,2
Arlon	57,7
Marche-en-Famenne	24,0
Neufchâteau	36,8
Namur	49,6
Dinant	52,6
Eupen	36,9
Total	64,0

Nivelles, Mons, Charleroi, Tournai, Bruxelles, Liège et Verviers affichent une durée moyenne de détention préventive jusqu'au renvoi particulièrement élevée, avec plus de 80 jours, dans le cas d'affaires de drogues, alors que la moyenne nationale est de 64 jours. A l'autre extrême, on trouve des arrondissements comme Marche, Neufchâteau, Hasselt, Tongres, Eupen et Malines sous les 40 jours en moyenne.

4.3.3.4. Simulations de limitation du champ d'application et/ou de la durée de détention préventive

Les données à notre disposition pour l'année 2003 peuvent encore être exploitées dans le cadre d'analyses plus poussées de simulation d'impact de la réduction du recours à la détention préventive en fonction de diverses conditions.

Les exercices de simulations présentés ci-après ont d'abord été réalisés dans le cadre de l'analyse juridique et criminologique développée au chapitre 4,8 de la première partie de ce rapport et vise tout spécialement l'introduction de durées maximales de détention préventive.

Dans l'hypothèse où l'on déciderait de limiter la durée de la détention **pour toutes les infractions sauf dans les cas de viol, de prise d'otage, de vol avec violences et de meurtre**[572]**,** et si l'on plaçait le plafond à la **3e comparutio**n en chambre du conseil (67 jours dans notre analyse), on pourrait épargner l'équivalent de **345,5** détentions sur base journalière moyenne. Si le plafond envisagé était moins bas (**4e comparution** soit 98 jours) la réduction espérée pourrait être de **187,7** détentions journalières. Pour rappel, ces chiffres font abstraction d'éventuels autres titres de détention qui « empêcheraient » en partie la libération et réduiraient ainsi le gain escompté. Par contre, les chiffres peuvent être considérés comme une sous-estimation car ils ne prennent en compte que la période de détention préventive qui ne court que jusqu'au règlement de la procédure.

Si l'on appliquait ces mêmes plafonds de durée aux seuls mandats d'arrêt délivrés **uniquement pour vol** (sans autre infraction), la réduction espérée de population pourrait être de **39,8** avec un plafond mis à la 3e comparution et de **19,4** à la 4e comparution.

Dans le même ordre d'idées, si l'on reproduit ce scénario pour les mandats délivrés en matière de **stupéfiants** à l'exclusion de toute autre infraction, le gain escompté en terme de population pourrait être de **79,1** détentions journalières ou de **39,4** selon que la détention n'excèderait plus respectivement 67 ou 98 jours.

Comme cela l'a été exposé amplement au chapitre 3,2.3.4 de la partie I du rapport, concernant l'introduction d'une **liste positive d'infractions,** il pourrait être envisagé de réserver la détention préventive aux seules **infractions** comportant une **atteinte directe à l'intégrité physique** et passibles d'une peine d'au moins 1 an d'emprisonnement.

Sur l'ensemble des mandats délivrés en 2003, on constate que seuls 40% d'entre eux semblent être fondés sur au moins une infraction dénotant une atteinte directe à l'intégrité physique. Une limitation du champ d'application basée sur ce critère unique pourrait dès lors entraîner une **réduction** de l'ordre de **60 % des mandats d'arrêt**. En prenant en compte la durée de la détention préventive (considérée au plus jusqu'au règlement de la procédure), la réduction de population journalière moyenne (PJM) pourrait être de l'ordre de 55% et concerner environ **1.000 détenus sur base journalière**.

[572] Les simulations présentées sont effectuées dans le cadre d'une démarche exploratoire et les critères qui président aux différents scénarios ne doivent pas être considérés comme ayant valeur de recommandation. Le choix d'exclure dans ce premier scénario les infractions de viol, meurtre, vol avec violences et prises d'otage d'une limitation systématique de la durée est relativement intuitif et résulte d'une perception (subjective) de ce qui pourrait être considéré comme socialement inacceptable par le législateur. Mais le législateur pourrait très bien estimer que la durée de la détention préventive doit être plafonnée, peu importe l'infraction en présence ou selon d'autres critères.

Tableau 27

Estimation de la part des DP avec infraction d'atteinte à l'intégrité physique dans la PJM (durée de détention jusqu'au renvoi) - 2003

Détentions préventives	N mandats	% mandats	N jours	PJM	% PJM
Sans atteinte à l'intégrité physique	6.195	59,9%	364.426	998,4	55,7%
Avec atteinte à l'intégrité physique	4.141	40,1%	289.336	792,7	44,3%
Total	10.336	100,0%	653.762	1791,1	100,0%

Une analyse plus détaillée indique qu'une telle réforme toucherait très diversement les arrondissements judiciaires, en raison de la particularité des qualifications retenues à la base des mandats d'arrêt. Les arrondissements judiciaires flamands semblent caractérisés par un taux important de détentions préventives non spécifiquement motivées par une infraction d'atteinte à l'intégrité physique et profiteraient donc davantage d'un tel scénario de réformes sur le plan de la réduction du nombre de mandats.

Tableau 28

Part des détentions préventives sans infraction d'atteinte à l'intégrité physique par arrondissement judiciaire (2003)					
	Toutes infractions		Sans atteinte int.phys.		
Arrondissements	**N mandats**	**%**	**N mandats**	**%**	**% réduction mandats**
Bruxelles	2.205	21,3%	1.390	22,4%	63,0%
Louvain	327	3,2%	238	3,8%	72,8%
Nivelles	117	1,1%	36	0,6%	30,8%
Anvers	2.058	19,9%	1.165	18,8%	56,6%
Malines	223	2,2%	147	2,4%	65,9%
Turnhout	189	1,8%	126	2,0%	66,7%
Mons	325	3,1%	173	2,8%	53,2%
Charleroi	648	6,3%	316	5,1%	48,8%
Tournai	151	1,5%	74	1,2%	49,0%
Gand	502	4,9%	322	5,2%	64,1%
Audenaerde	98	0,9%	55	0,9%	56,1%
Termonde	346	3,3%	261	4,2%	75,4%
Bruges	506	4,9%	366	5,9%	72,3%
Courtrai	152	1,5%	85	1,4%	55,9%
Furnes	79	0,8%	59	1,0%	74,7%
Ypres	98	0,9%	73	1,2%	74,5%
Liège	1.012	9,8%	545	8,8%	53,9%
Huy	73	0,7%	41	0,7%	56,2%
Verviers	133	1,3%	61	1,0%	45,9%
Tongres	247	2,4%	162	2,6%	65,6%
Hasselt	265	2,6%	189	3,1%	71,3%
Arlon	56	0,5%	34	0,5%	60,7%
Marche-en-Famenne	57	0,6%	36	0,6%	63,2%
Neufchâteau	57	0,6%	31	0,5%	54,4%
Namur	247	2,4%	127	2,1%	51,4%
Dinant	108	1,0%	44	0,7%	40,7%
Eupen	57	0,6%	39	0,6%	68,4%
Total	10.336	100,0%	6.195	100,0%	59,9%

Les arrondissements qui verraient proportionnellement le plus baisser la population journalière moyenne seraient également flamands. Furnes, Termonde, Ypres, Bruges, Hasselt connaîtraient même potentiellement une réduction de population journalière moyenne supérieure à 70 %. Les arrondissements caractérisés par une forte population de détenus préventifs (Bruxelles, Anvers, Liège) pourraient tout de même voir leur population journalière fondre de moitié.

Tableau 29

Part de la population journalière moyenne liée aux détentions préventives* sans infraction d'atteinte à l'intégrité physique par arrondissement judiciaire (2003)

	Total		Sans atteinte int.phys.		
Arrondissements	**PJM**	**%**	**PJM**	**%**	**% réduction PJM**
Bruxelles	410,3	22,9%	241,1	24,1%	58,8%
Louvain	54,2	3,0%	35,7	3,6%	65,8%
Nivelles	27,1	1,5%	8,3	0,8%	30,6%
Anvers	254,2	14,2%	138,3	13,9%	54,4%
Malines	25,7	1,4%	16,3	1,6%	63,4%
Turnhout	25,6	1,4%	14,1	1,4%	55,1%
Mons	81,6	4,6%	36,1	3,6%	44,3%
Charleroi	159,6	8,9%	72,6	7,3%	45,5%
Tournai	28,5	1,6%	16,3	1,6%	57,2%
Gand	76,1	4,2%	48,5	4,9%	63,8%
Audenaerde	14,4	0,8%	6,4	0,6%	44,9%
Termonde	67,0	3,7%	51,4	5,2%	76,8%
Bruges	84,4	4,7%	61,4	6,1%	72,7%
Courtrai	29,3	1,6%	15,5	1,5%	52,7%
Furnes	13,1	0,7%	10,0	1,0%	77,0%
Ypres	15,7	0,9%	11,8	1,2%	75,5%
Liège	210,5	11,8%	112,2	11,2%	53,3%
Huy	12,8	0,7%	6,1	0,6%	47,5%
Verviers	26,6	1,5%	13,0	1,3%	48,8%
Tongres	44,5	2,5%	21,4	2,1%	47,9%
Hasselt	27,1	1,5%	19,4	1,9%	71,6%
Arlon	10,6	0,6%	4,7	0,5%	44,5%
Marche-en-Famenne	9,5	0,5%	4,8	0,5%	50,6%
Neufchâteau	5,6	0,3%	3,3	0,3%	59,3%
Namur	45,3	2,5%	17,4	1,7%	38,5%
Dinant	22,5	1,3%	6,1	0,6%	27,1%
Eupen	9,4	0,5%	6,1	0,6%	64,9%
Total	1.791,1	100,0%	998,4	100,0%	55,7%

* calculée sur base de la durée jusqu'au règlement de la procédure

Enfin, nous pourrions envisager des scénarios mixtes qui mobilisent plusieurs de ces critères, à savoir une distinction en fonction de l'absence d'infraction d'atteinte à l'intégrité physique combinée à un plafonnement de la durée de la détention à un certain stade de la procédure (3e et 4e comparution en chambre du conseil). Une option alternative serait encore d'imposer un même plafonnement indistinctement dans tous les contentieux. Les deux tableaux suivants

(tableaux 30 et 31) illustrent ces scénarios en les replaçant en vis-à-vis des hypothèses déjà testées.

Tableau 30

Plafonnement de la DP* à 67 jours (2003) (3e chambre du conseil)			
Scénarios	N mandats	N jours épargnés	PJM épargnée
Toutes infractions	3.724	222.723	610,2
Absence atteinte intégr. phys.	2.098	113.772	311,7
Tout sauf 4 infr. de violence[1]	7.012	406.540	345,5
Stup. sans autre infraction	599	28.856	79,1
Vol sans autre infraction	333	14.540	39,8

* Durée considérée jusqu'au règlement de la procédure

1: Meurtre, viol, vol avec violence, enlèvement

Tableau 31

Plafonnement de la DP* à 98 jours (2003) (4e chambre du conseil)			
Scénarios	N mandats	N jours épargnés	PJM épargnée
Toutes infractions	2.246	129.378	354,5
Absence atteinte intégr. phys.	1.212	61.788	169,3
Tout sauf 4 infr. de violence[1]	1.339	406.540	187,7
Stup. sans autre infraction	326	14.387	39,4
Vol sans autre infraction	140	7.080	19,4

* Durée considérée jusqu'au règlement de la procédure

1: Meurtre, viol, vol avec violence, enlèvement

4.4. VERLOOP VAN DE PROCEDURE (JAAR 2003)

4.4.1. Opzet en methodologische aspecten

Teneinde de analyse – voor wat het jaar 2003 betreft - verder te verdiepen naar een aantal aspecten van de procedure van voorlopige hechtenis toe, zijn, zoals reeds eerder aangehaald, binnen het gebruikte databestand een aantal bijkomende variabelen gecreëerd.

Vooreerst was het hierbij van belang na te gaan voor welke voorhechtenissen op het ogenblik van de gegevensextractie begin april 2004 de eerste fase van voorhechtenis (d.w.z. de periode van voorhechtenis tot maximaal een eventuele beslissing tot verwijzing) volledig was beëindigd. Om te vermijden dat de resultaten beïnvloed zouden worden door - per definitie - onvolledige informatie over op dat ogenblik nog 'lopende' dossiers, diende de analyse inderdaad beperkt te worden tot zgn. 'afgesloten' dossiers. Als afgesloten dossiers werden die periodes van voorhechtenis beschouwd, waarvan de eerste fase (t.t.z. tot maximaal de beslissing tot verwijzing) werd beëindigd via een beslissing tot invrijheidstelling, een beslissing tot verwijzing, een beslissing tot ontlasting of een beslissing tot internering.

Hoewel de identificatie ervan voor een groot aantal detentieperiodes van voorhechtenis geen problemen stelde, werden we voor een ander omvangrijk staal van voorhechtenissen niettemin toch met een belangrijk methodologisch probleem geconfronteerd, in die zin dat in een respectabel aantal gevallen de *feitelijk* laatste beslissing voor wat deze eerste fase van voorhechtenis betreft, niet gekend – want niet geregistreerd – was. Teneinde te bepalen welke dossiers met dergelijk 'oneigenlijk' laatste beslissingstype begin april 2004 (moment van de gegevensextractie) ook daadwerkelijk waren 'afgesloten', zijn we er van uit gegaan dat deze dossiers moeten worden beschouwd als zijnde 'afgesloten' wanneer de laatste geregistreerde beslissing méér dan één maand vóór de datum van gegevensextractie werd genomen: deze dossiers dienen – althans voor wat de eerste fase betreft – inderdaad zo begrepen te worden, aangezien binnen de maand na de laatst geregistreerde beslissing een nieuwe beslissing moet volgen. Hoewel onrechtstreeks dus wel kon worden uitgemaakt welke dossiers afgesloten dan wel nog lopend waren, moet nochtans ook wel duidelijk zijn – zoals later nog zal worden aangetoond – dat het vaak ontbreken van de laatst geregistreerde beslissing het formuleren van 'harde' conclusies danig heeft beperkt. Eerder dan uitspraken met stellige zekerheid te doen, dienden we ons inderdaad vaak te beperken tot een formulering in de voorwaardelijke wijs, met andere woorden onder aanname van bepaalde minimalistische dan wel maximalistische hypothesen.

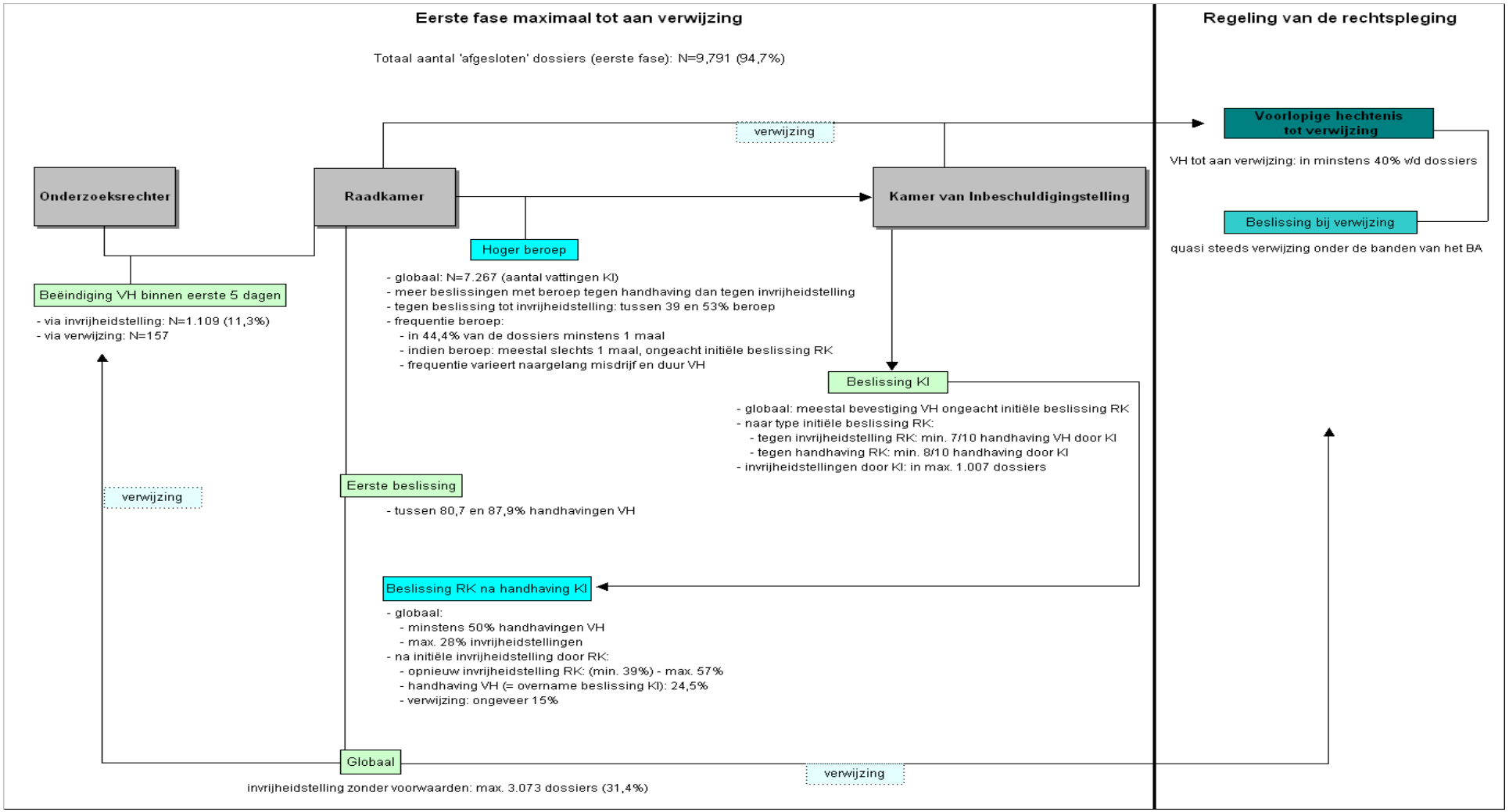
In het licht van de analyse naar het verloop van de eerste fase van de voorhechtenis zijn, naast de identificatie van de zgn. 'afgesloten' dossiers, nog een aantal bijkomende variabelen aangemaakt die toelaten bepaalde aspecten van de procedure nauwkeurig in kaart te brengen. Zo bijvoorbeeld de variabele 'beroep' die laat berekenen in hoeveel van de als zodanig gedefinieerde 'afgesloten' hechtenissen beroep werd aangetekend (variabele 'beroep'), en verschillende variabelen die elk de frequentie (per dossier) meten van een bepaald beslissingstype per dossier (bijv. variabele 'N_coderegels_4': geeft aan hoe vaak in een bepaald dossier door de Raadkamer werd beslist tot invrijheidstelling zonder voorwaarden waartegen beroep werd ingesteld).

In hetgeen volgt wordt op vrij beknopte wijze verslag gedaan over de belangrijkste resultaten van deze op de procedure gerichte analyses. Achtereenvolgens wordt onder meer ingegaan op de omvang van het staal onderzochte, want 'afgesloten' dossiers, op de wijze waarop deze periodes van voorhechtenis (althans voor wat de eerste fase betreft) werden beëindigd, op de frequentie waarmee de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van hoger beroep werd gevat en de beslissingen die zij in dit geval heeft genomen, en op de duur van de voorlopige hechtenis naargelang al dan niet (minstens éénmaal) beroep werd ingesteld.

4.4.2. Belangrijkste vaststellingen

Uit de analyses naar het procedureverloop van de voorlopige hechtenis tijdens de eerste fase – d.w.z. maximaal tot aan een eventuele beslissing tot verwijzing – kunnen, niettegenstaande tal van methodologische beperkingen niet toelaten om een volledig en zeer accuraat beeld te schetsen, toch een aantal opvallende resultaten worden vermeld (zie voor een globale samenvatting ervan: bijgaand schema 6).

Schema 6: Overzicht van het verloop van de procedure (maximaal tot aan de beslissing tot verwijzing) voor het jaar 2003



4.4.2.1. 'Afgesloten' dossiers

Vooreerst blijkt dat de overgrote meerderheid van de in 2003 opgestarte voorlopige hechtenissen op het ogenblik van de gegevensextractie was afgesloten, t.t.z. dat de eerste fase van de voorhechtenis (periode vanaf het aanhoudingsmandaat tot aan maximaal een eventuele beslissing tot verwijzing) was beëindigd, hetzij via een beslissing tot invrijheidstelling, met of zonder voorwaarden, een beslissing tot verwijzing, tot internering of tot ontlasting. Op een totaal van 10.336 gevallen (in 10 gevallen is de duur van de voorhechtenis niet gekend) was op 3 april 2004 (datum van gegevensextractie) in 9.791 gevallen de eerste fase afgesloten (94,7%).

Tabel 32: 'Afgesloten' dossiers naar maand van aanhouding (2003)

'Afgesloten' dossiers naar aanhoudingsmaand

			'Afgesloten' dossier		
			Afgesloten	Voortdurend	Totaal
Maand	JAN	N	882	2	884
		%	99,8%	,2%	100,0%
	FEB	N	990	12	1002
		%	98,8%	1,2%	100,0%
	MAR	N	907	6	913
		%	99,3%	,7%	100,0%
	APR	N	836	18	854
		%	97,9%	2,1%	100,0%
	MAY	N	903	8	911
		%	99,1%	,9%	100,0%
	JUN	N	840	19	859
		%	97,8%	2,2%	100,0%
	JUL	N	739	27	766
		%	96,5%	3,5%	100,0%
	AUG	N	586	23	609
		%	96,2%	3,8%	100,0%
	SEP	N	828	47	875
		%	94,6%	5,4%	100,0%
	OCT	N	895	98	993
		%	90,1%	9,9%	100,0%
	NOV	N	783	134	917
		%	85,4%	14,6%	100,0%
	DEC	N	602	151	753
		%	79,9%	20,1%	100,0%
Totaal		N	9791	545	10336
		%	94,7%	5,3%	100,0%

In de lijn der verwachtingen wordt voor de voorhechtenissen die op het einde van 2003 werden opgestart een groter percentage nog niet 'afgesloten' hechtenissen vastgesteld: in

14,6% van de in november 2003 opgestarte voorhechtenissen, en 20,1% van deze die in december 2003 werden geïnitieerd, was de eerste fase begin april 2004 nog niet beëindigd. Ter vergelijking kan worden aangemerkt dat van de hechtenissen die in de eerste maanden 2003 een begin van uitvoering kenden, resp. 0,2% (januari 2003) en 1,2% (februari 2003) begin april 2004, meer dan een jaar later, nog niet waren beëindigd.

Tabel 33: Duur van de voorhechtenis in 'afgesloten' dossiers (in klassen, jaar 2003)

Duur (in klassen)

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	max. 5 d.	2081	21,3	21,3	21,3
	6-36 d.	2537	25,9	25,9	47,2
	37-67 d.	1993	20,4	20,4	67,5
	68-98 d.	1403	14,3	14,3	81,9
	99-129 d.	791	8,1	8,1	89,9
	130 en +	986	10,1	10,1	100,0
	Totaal	9791	100,0	100,0	

Wat de duur van deze 'afgesloten' dossiers betreft, valt op dat de eerste fase in bijna de helft van de hechtenissen 36 dagen of minder duurt. Wel dient, gezien een aantal methodologische problemen (nl. het soms ontbreken van de laatste beslissing), opgemerkt te worden dat de duur maximaal met één maand kan zijn onderschat. Uit nadere analyse blijkt overigens dat een niet onbelangrijk aandeel van deze korte voorhechtenissen inderdaad werden 'afgesloten' met een 'oneigenlijk' laatste beslissingstype (bijv. handhaving door de Raadkamer): in deze gevallen blijkt de registratie niet voortgezet te zijn. Om een juister beeld te bekomen werden bijgevolg bijkomende analyses verricht (*infra*, par. 4.4.2.2., a.).

4.4.2.2. Beëindiging eerste fase

a. Beëindiging eerste fase binnen de vijf dagen

Voor een belangrijk aantal voorhechtenissen wordt de eerste fase van de voorhechtenis reeds binnen de vijf dagen beëindigd, hetzij via een beslissing tot invrijheidstelling (al dan niet onder voorwaarden), hetzij via een beslissing tot verwijzing, of nog, via zeer uitzonderlijke beslissingstypes (N=2) waaronder bijvoorbeeld een beslissing tot ontlasting (N=1: coderegel 37).

Omwille van ontbrekende registraties (*supra*) was initieel voor 790 dossiers niet bekend op welke wijze de eerste fase van de voorlopige hechtenis werd beëindigd en welke instantie daartoe besliste (bijv. invrijheidstelling door onderzoeksrechter of Raadkamer?). Via controle binnen de databank 'Griffie' is evenwel achterhaald kunnen worden dat bijna al deze voorhechtenissen binnen de vijf dagen werden beëindigd (N=766, 95,8%). Bovendien blijkt daaruit ook dat al deze binnen de vijf dagen 'afgesloten' dossiers (N=766) beëindigd werden via een invrijheidstelling (althans voor wat de voorlopige hechtenis betreft), alleen is niet duidelijk wie tot de opheffing van de voorlopige hechtenis besliste (opheffing aanhoudingsmandaat door de onderzoeksrechter of vrijstelling door de Raadkamer). Wanneer deze 766 binnen de vijf dagen afgesloten voorhechtenissen worden samengelezen met de wél

geregistreerde, en dus van bij aanvang gekende beslissingen tot invrijheidstelling, dan blijkt dat globaal genomen de eerste fase van de voorlopige hechtenis in 1.109 gevallen binnen de vijf dagen werd beëindigd via één of andere vorm van invrijheidstelling (= 11,3 % op een totaal van 9.791 'afgesloten' dossiers). Naast de 766 hoger vermelde dossiers is namelijk bekend dat in 46 (bijkomende) gevallen door de onderzoeksrechter vóór de eerste zitting van de Raadkamer werd beslist tot handlichting (coderegel 2), 237 beslissingen tot vrijstelling door de Raadkamer werden genomen waartegen geen beroep werd aangetekend (coderegel 3 als eerste beslissing na de aflevering van het aanhoudingsmandaat binnen de vijf dagen), en 60 initiële beslissingen tot vrijheid onder voorwaarden door de Raadkamer (coderegel 18) binnen de vijf dagen ook tot een effectieve invrijheidstelling leidden (twee uiteindelijk toch zonder voorwaarden, 58 met voorwaarden). In 157 gevallen werd deze eerste fase van voorhechtenis binnen de vijf dagen beëindigd via een beslissing tot verwijzing door de Raadkamer (coderegel 28), in twee andere gevallen via een uitzonderlijk laatste beslissingstype.

Eén en ander neemt niet weg dat de Raadkamer wanneer zij voor de eerste maal over de al dan niet handhaving van de voorlopige hechtenis dient te oordelen, quasi steeds beslist tot handhaving van de voorhechtenis (in 7.867 gevallen; al dan niet in combinatie met een beslissing tot verwijzing: coderegels 26, 27, 28). Deze conclusie geldt zelfs wanneer er van uitgegaan wordt dat ook *al* de 790 hogervermelde dossiers waarin de navolgende beslissing (na het aanhoudingsmandaat) niet exact gekend is (na 'manuele' controle kennen we wel het type beslissing doch niet de instantie), beslissingen tot invrijheidstelling door de Raadkamer betreft. Het percentage handhavingen door de Raadkamer (als eerste beslissing na het aanhoudingsmandaat) bedraagt tussen de 80,7 en 87,9% naargelang de 790 dossiers waarvan sprake al dan niet als een invrijheidstelling door de *Raadkamer* worden beschouwd (berekend op een totaal van 8.953 resp. 9.743 dossiers[573]). Daarbovenop besliste de Raadkamer in 501 gevallen tot een uitstel (coderegel 93 als eerste beslissing na aflevering aanhoudingsmandaat).

b. Beëindiging eerste fase via invrijheidstelling zonder voorwaarden door Raadkamer

Los van de vraag naar het concrete tijdstip van beëindiging van de eerste fase, is vastgesteld dat in *minstens* 1.087 dossiers, of ten minste 11,1 % van het totaal aantal afgeleverde aanhoudingsmandaten de eerste fase van voorhechtenis werd beëindigd via een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer. Voor 790 gevallen is zoals gesteld wel geweten dat onmiddellijk na aflevering van het aanhoudingsmandaat werd beslist tot invrijheidstelling, doch niet bekend is of dit gebeurde met of zonder voorwaarden en welke instantie daartoe besliste (handlichting door de onderzoeksrechter, vrijstelling met of zonder voorwaarden door de Raadkamer, ...?). Bovendien is in 1.196 dossiers van voorlopige hechtenis als eindbeslissing het hier 'oneigenlijke' beslissingstype van handhaving door de Raadkamer zonder beroep (coderegel 26) geregistreerd. Wanneer wordt uitgegaan van de maximalistische hypothese dat al deze gevallen (N=1.986) een *feitelijk* laatste beslissing van invrijheidstelling (zonder voorwaarden) door de Raadkamer zouden betreffen, dan kan worden gesteld dat de eerste voorhechtenisfase in *maximum* 3.073 gevallen werd beëindigd via een invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer (31,4 % op het totaal van 9.791 voorhechtenissen).

Wat de vrijheid onder voorwaarden door de Raadkamer betreft kan niet meer klaarheid worden geschapen, omdat, zoals bekend, niet alleen in vele gevallen de laatste beslissing niet

[573] In 48 andere dossiers werd de beslissing (na het aanhoudingsmandaat) zeker niet door de Raadkamer genomen.

meer geregistreerd werd, maar ook omdat bij een VOV als laatst geregistreerde beslissing ook niet zomaar geconcludeerd kan worden dat het ook daadwerkelijk om de laatste beslissing zou gaan: dergelijke beslissing zou theoretisch gezien nog gevolgd kunnen worden door een ander type van eindbeslissing zoals bijv. een gewone beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer. Van een invrijheidstelling zonder voorwaarden (*supra*) daarentegen is – wanneer dit als zodanig geregistreerd is - wel geweten dat dit type beslissing enkel als eindbeslissing wordt geregistreerd.

c. Beëindiging eerste fase via beslissing tot verwijzing

Wellicht veel opmerkelijker is evenwel het feit dat de eerste fase van de voorhechtenis in *minstens* 40% van de opgestarte aanhoudingsmandaten pas een einde neemt met de beslissing tot verwijzing, al dan niet gepaard gaande met handhaving van de voorhechtenis (bij verwijzing). Met andere woorden blijven ten minste vier op de tien voorlopig gehechten in detentie tot op het ogenblik van hun verwijzing naar de strafrechtbank (coderegels 28 t.e.m. 33 als laatste beslissing). Het juiste cijfer ligt trouwens naar alle waarschijnlijkheid nog hoger aangezien in een substantieel aantal gevallen van de door ons bestudeerde periodes van voorhechtenis niet bekend is op welke wijze de eerste fase van voorhechtenis werd afgesloten. Uit de analyse blijkt overigens ook dat, daar waar de voorhechtenis voortduurt tot aan een beslissing tot verwijzing, de voorlopige hechtenis in de overgrote meerderheid der gevallen niet wordt opgeheven: er werden liefst minimaal 4.271 beslissingen tot verwijzing genomen waarbij de voorlopige hechtenis bleef gehandhaafd (aantal beslissingen coderegel 28, verminderd met beslissingen coderegel 29 en 30); slechts in 180 dossiers werd bij de verwijzingsbeslissing tot invrijheidstelling beslist waartegen al dan niet beroep werd ingesteld (beslissingen coderegel 31 én 32).

d. Beëindiging eerste fase door beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling

Hoe vaak een einde wordt gesteld aan de eerste fase van voorhechtenis door een beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling kan op het eerste gezicht vrij moeilijk uit de beschikbare cijfers worden afgeleid, aangezien in vele gevallen de laatste beslissing niet gekend is. Zeker is alvast dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling in 227 dossiers - bij wijze van eindbeslissing - besliste tot invrijheidstelling zonder voorwaarden. In 141 gevallen besliste de Kamer van Inbeschuldigingstelling tot een invrijheidstelling onder voorwaarden, doch hierbij moet worden opgemerkt dat het naar alle waarschijnlijkheid niet steeds om een eindbeslissing gaat. Dit moet alleszins worden afgeleid uit het feit dat zulke beslissing in totaal 187 maal voorkomt, maar slechts 141 keer als laatste beslissing geregistreerd werd én bovendien geweten is dat in vele gevallen de exacte laatste beslissing niet gekend is (een invrijheidstelling onder voorwaarden door de Kamer van Inbeschuldigingstelling zou theoretisch ook nog gevolgd kunnen worden door een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden én zonder beroep door de Raadkamer). Gesteld kan worden dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling in *minstens* 368 dossiers *besliste* tot een invrijheidstelling, met of zonder voorwaarden (in 227 resp. 141 gevallen), doch dit betekent nog niet noodzakelijk dat het hier ook om effectieve *invrijheidstellingen* gaat.

Indien wordt uitgegaan van een maximalistische hypothese, nl. dat de hogervermelde 141 beslissingen tot invrijheidstelling onder voorwaarden door de Kamer van Inbeschuldigingstelling ook daadwerkelijk in een effectieve invrijheidstelling (door de Kamer van Inbeschuldigingstelling) zouden hebben geresulteerd, én dat de gevallen waarin tegen een

beslissing tot invrijheidstelling door de Raadkamer waartegen beroep werd aangetekend[574], de Kamer van Inbeschuldigingstelling steeds tot invrijheidstelling (al dan niet onder voorwaarden) zou hebben beslist, dan betekent dit – samen met 227 wel 'gekende eindbeslissingen' (invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Kamer van Inbeschuldigingstelling) - dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling in totaal in 1.007 gevallen tot invrijheidstelling zou hebben beslist. Doch zelfs onder deze (maximalistische) hypothese moet het aantal invrijheidstellingen door de Kamer van Inbeschuldigingstelling als eerder matig worden ingeschat, ook wanneer rekening wordt gehouden met het - eventueel beperkte - aantal dossiers waarin zij in graad van hoger beroep werd gevat, zij het als beroep tegen een beslissing tot invrijheidstelling of tot handhaving van de voorlopige hechtenis door de Raadkamer.

4.4.2.3. Vatting van de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van beroep

a. Totaal aantal ingestelde hogere beroepen

In tegenstelling tot andere facetten van de procedure, kan dit laatste aspect, nl. het aantal dossiers waarin de Kamer van Inbeschuldigingstelling als beroepsinstantie wordt gevat, op basis van het beschikbare databestand wel vrij nauwkeurig in beeld worden gebracht. Zo blijkt dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling in totaal 7.267 maal werd gevat als beroepsinstantie (optelsom van coderegels 4, 19 en 27).

Gedifferentieerd naar type beslissing waartegen beroep werd ingesteld, kan worden vastgesteld dat het aantal ingestelde beroepen tegen een beslissing tot handhaving van de voorlopige hechtenis dit van de beroepen tegen beslissingen tot invrijheidstelling - niet geheel onlogisch trouwens - sterk overtreft. In totaal werden 5.910 beroepen ingesteld tegen een beslissing tot handhaving door de Raadkamer (coderegel 27), dit tegenover 1.217 beslissingen tot hoger beroep tegen een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer (coderegel 4) en 140 beslissingen tot hoger beroep tegen een door de Raadkamer toegekende vrijheid onder voorwaarden (coderegel 19). Eén en ander moet evenwel ook worden gezien vanuit het perspectief dat beslissingen tot invrijheidstelling verhoudingsgewijs minder vaak voorkomen dan beslissingen tot handhaving van de voorlopige hechtenis waardoor er ook minder mogelijkheid bestaat om in beroep te gaan tegen een beslissing tot invrijheidstelling.

De mate waarin tegen een beslissing tot invrijheidstelling (zonder voorwaarden) hoger beroep werd (en kon worden) ingesteld, hangt inderdaad af van het aantal effectief genomen beslissingen tot invrijheidstelling. Dat in 90,7% van de bestudeerde detentieperiodes geen enkele keer een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden (door de Raadkamer) én zonder beroep werd geregistreerd (coderegel 4) – zie tabel 37 -, zou met name verklaard kunnen worden door het feit dat ook het aantal beslissingen tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer *in globo* vrij gering blijft. Een accurater beeld kan dan ook worden geschetst door het aantal bedoelde beslissingen tot invrijheidstelling waartegen beroep is aangetekend, te relateren aan het totaal aantal beslissingen tot invrijheidstelling (i.p.v. het totaal aantal dossiers ongeacht of er ooit door de Raadkamer werd beslist tot

[574] Het gaat dan concreet om 639 bijkomende beslissingen die weliswaar als laatste geregistreerd zijn, maar waarvoor de *feitelijk* laatste beslissing niet gekend is, nl.: 190 beslissingen tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer waartegen beroep werd aangetekend (coderegel 4), 16 beslissingen tot vrijheid onder voorwaarden door de Raadkamer waartegen beroep werd aangetekend (coderegel 19), en 433 beslissingen tot handhaving door de Raadkamer waartegen beroep is aangetekend (coderegel 27).

invrijheidstelling zonder voorwaarden). Voor de berekening van het totaal aantal beslissingen tot invrijheidstelling dient het aantal beslissingen tot invrijheidstelling waartegen geen beroep werd ingesteld en die leidden tot effectieve vrijstelling (N=1.087: coderegel 3), samengeteld te worden met de beslissingen tot invrijheidstelling door de Raadkamer waartegen wél beroep werd aangetekend (N=1.217: coderegel 4). In 790 bijkomende dossiers waarbij tot invrijheidstelling werd beslist, is niet geweten of het om invrijheidstellingen door de Raadkamer dan wel door de onderzoeksrechter gaat; in ieder geval wel bekend is dat het om vrijstellingen door hetzij de onderzoeksrechter hetzij de Raadkamer gaat (dus niet door de Kamer van Inbeschuldigingstelling) en dat het hier niet (!) gaat om beslissingen waartegen beroep werd ingesteld. Gelet op vermelde onduidelijkheid is een accurate berekening van het percentage ingestelde hogere beroepen op het totaal aantal beslissingen tot invrijheidstelling niet goed mogelijk. Wel mogelijk daarentegen is een berekening waarbij de verhouding bij benadering, nl. tussen twee uiterste grenzen (met of zonder opname van de 790 dossiers in het totaal aantal beslissingen tot invrijheidstelling door de Raadkamer), wordt ingeschat. In dit geval kan gesteld worden dat tegen minstens 39,3% en hoogstens 52,8% van de betreffende beslissingen tot invrijheidstelling zonder voorwaarden beroep werd aangetekend.

b. Frequentie van het aantal beroepen per dossier

Zoals ook al uit bovenstaande cijfers kan worden afgeleid, wordt niet in elk dossier van voorlopige hechtenis beroep ingesteld tegen deze of gene beslissing van de Raadkamer. Globaal genomen, d.w.z. zonder verder onderscheid te maken naar type beslissing waartegen beroep wordt ingesteld, blijkt dat in 4.352 (op een totaal van 9.791) dossiers in de loop van de (eerste fase van) voorhechtenis *op zijn minst één maal* beroep werd aangetekend, d.i. in 44,4% van alle opgestarte in 2003 opgestarte voorhechtenissen. Omgekeerd leert dit nochtans ook dat in maar liefst 55% van de dossiers geen enkele keer beroep werd aangetekend, noch tegen een eventuele beslissing tot invrijheidstelling, noch tegen de mogelijke handhaving van de voorhechtenis.

Tabel 34: Percentage dossiers met beroep naargelang misdrijfcategorie

Misdrijf	N beroep	N totaal	% Beroep
Aanranding eerbaarheid	116	269	43,1
Andere	185	341	54,3
Bedreigingen	153	354	43,2
Bedrog	673	1262	53,3
Bendevorming	654	1095	59,7
Diefstal	975	2639	36,9
Diefstal met geweld	998	2328	42,9
Doodslag	152	279	54,5
Drugs	923	2167	42,6
Familie	15	30	50,0
Gijzeling-wederrechtelijke vrijheidsberoving	104	166	62,7
Heling	396	760	52,1
Mensenhandel	128	209	61,2
Onvrijwillige doding	15	24	62,5
Openbare orde	269	548	49,1
Opzettelijke slagen	292	671	43,5
Verkeer	20	41	48,8
Verkrachting	178	374	47,6
Vernieling	121	303	39,9
Vreemdelingen	107	282	37,9
Wapens	143	349	41,0
Totaal	***4339***	***9786***	***44,4***

* 5 missing cases; 9.786 valid cases

Vooral in de gevallen waar er op het vlak van de tenlastelegging sprake is van de aanwezigheid – al dan niet in combinatie - van een misdrijf dat als 'diefstal' wordt gekwalificeerd of als 'inbreuk op de vreemdelingenwetgeving' wordt relatief gezien minder vaak beroep ingesteld (resp. in 36,9 en 37,9% van de gevallen). Wel vaak daarentegen, in meer dan 60% van de gevallen, wordt beroep aangetekend in dossiers van 'gijzeling/wederrechtelijke vrijheidsberoving', 'mensenhandel' en 'onvrijwillige doding'.

Logischerwijze neemt de kans op de instelling van (op zijn minst éénmaal) hoger beroep toe naarmate ook de duur van de voorhechtenis toeneemt, hetgeen o.m. ook blijkt uit de beschikbare cijfers. Niettemin blijft het toch zeer opmerkelijk dat in bijna 30% van de gevallen waarin de voorhechtenis meer dan 130 dagen duurt, geen enkele keer hoger beroep werd ingesteld (ongeacht of het gaat om een initiële beslissing tot invrijheidstelling dan wel handhaving van de voorlopige hechtenis).

Tabel 35: Percentage dossiers mét beroep naargelang duur (in klassen, jaar 2003)[575]

Kruistabel Beroep * Duur

			Beroep		
			ja	nee	Totaal
Duur	max. 5 d.	N	170	1911	2081
		%	8,2%	91,8%	100,0%
	6-36 d.	N	1105	1432	2537
		%	43,6%	56,4%	100,0%
	37-67 d.	N	1013	980	1993
		%	50,8%	49,2%	100,0%
	68-98 d.	N	848	555	1403
		%	60,4%	39,6%	100,0%
	99-129 d.	N	510	281	791
		%	64,5%	35,5%	100,0%
	130 en +	N	706	280	986
		%	71,6%	28,4%	100,0%
Totaal		N	4352	5439	9791
		%	44,4%	55,6%	100,0%

Na verdere opsplitsing van de 'beroepsdossiers' naar type van beslissing toe, blijkt dat in 914 dossiers (ten minste één maal) hoger beroep werd aangetekend tegen een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer (hierbij 1.217 beslissingen in totaal: *supra*), en dat er in 110 - voor een deel al dan niet dezelfde - dossiers (ook) ten minste één maal beroep werd ingesteld tegen een beslissing tot invrijheidstelling onder voorwaarden (in totaal 140 beslissingen: *supra*). In 990 dossiers werd ten minste één maal beroep ingesteld tegen een beslissing tot invrijheidstelling zonder *of* met voorwaarden (coderegel 4 *of* 19).

De 5.910 ingestelde hogere beroepen tegen een beslissing tot handhaving van de voorlopige hechtenis door de Raadkamer, laten zich verdelen over in totaal 3.838 dossiers, d.w.z. dat in 39,2 % van de dossiers (op het totaal van 9.791 'afgesloten' dossiers) ten minste één maal beroep werd aangetekend tegen een beslissing tot handhaving van de voorlopige hechtenis door de Raadkamer.

Het verschil dat hier wordt geconstateerd tussen het aantal *beslissingen* tot hoger beroep aan de ene kant en het aantal *dossiers* waarin beroep werd aangetekend aan de andere kant, betekent uiteraard dat in sommige dossiers meermaals hoger beroep werd ingesteld. Niettemin stellen we vast dat, daar waar ten minste één maal beroep werd aangetekend, dit in een meerderheid van de gevallen slechts één maal gebeurde. Ongeacht het type beslissing waartegen beroep wordt aangetekend, gebeurt dit in ongeveer zes op de tien dossiers slechts

[575] Dat volgens tabel 35 kennelijk toch een aantal beëindigingen van de voorlopige hechtenis plaatsvonden in gevallen waarin wél beroep werd aangetekend (N=170), wordt verklaard door het feit dat het hier gaat om dossiers met een 'oneigenlijke' laatst *geregistreerde* beslissing. In deze dossiers is de *feitelijk* laatste beslissing niet geregistreerd, hetgeen een onderschatting van de tijdsduur van de voorlopige hechtenis met zich meebrengt van maximaal één maand (supra, par. 3.3.): in feite dienen deze gevallen dus gelezen te worden als zijnde voorhechtenissen met een duur van maximaal 36 dagen.

één keer (60,5%), in bijna een kwart van de gevallen tweemaal (23,6%), en in veel mindere mate meer dan tweemaal.

Tabel 36: Aantal ingestelde beroepen

Aantal ingestelde beroepen (ongeacht type beslissing)

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	1	2633	60,5	60,5	60,5
	2	1026	23,6	23,6	84,1
	3	410	9,4	9,4	93,5
	4	167	3,8	3,8	97,3
	5	61	1,4	1,4	98,7
	6	31	,7	,7	99,4
	7	13	,3	,3	99,7
	8	6	,1	,1	99,9
	9	1	,0	,0	99,9
	10	3	,1	,1	100,0
	16	1	,0	,0	100,0
	Total	4352	100,0	100,0	

Alleszins ook voor de beroepen tegen een beslissing tot invrijheidstelling kan worden aangestipt dat binnen eenzelfde periode van voorhechtenis eerder sporadisch meerdere keren beroep werd aangetekend. Zo blijkt dat in 710 dossiers van de in totaal 914 dossiers waarin beroep werd aangetekend tegen een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer, dit slechts één maal gebeurde (= 77,7% van de dossiers waarin ten minste één maal beroep werd ingesteld). Dit betekent dus eveneens dat in ‘slechts’ 204 dossiers meer dan één maal hoger beroep werd aangetekend tegen een beslissing tot invrijheidstelling zonder voorwaarden. In 852 dossiers (op een totaal van 914) gebeurde dit maximaal tweemaal.

Tabel 37: Aantal ingestelde beroepen tegen invrijheidstelling zonder voorwaarden door de Raadkamer

Frequentie beroep tegen invrijheidstelling zonder voorwaarden RK

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	0	8877	90,7	90,7	90,7
	1	710	7,3	7,3	97,9
	2	142	1,5	1,5	99,4
	3	39	,4	,4	99,8
	4	15	,2	,2	99,9
	5	3	,0	,0	99,9
	6	4	,0	,0	100,0
	7	1	,0	,0	100,0
	Total	9791	100,0	100,0	

Wat de handhavingen betreft, valt er in grote lijnen een gelijkaardig patroon te observeren als bij de beslissingen tot invrijheidstelling (door de Raadkamer). Ook hier overheersen de detentieperiodes waarin slechts één maal beroep werd ingesteld (68,5%, nl. 2.526 dossiers op een totaal van 3.838 dossiers met ten minste één maal beroep), doch proportioneel gezien zijn er hier ook wel meer dossiers (dan bij de 'invrijheidstellingen') waarin meer dan één keer beroep werd ingesteld.

Tabel 38: Aantal ingestelde beroepen tegen handhaving door de Raadkamer

Frequentie beroep handhaving RK

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	0	5953	60,8	60,8	60,8
	1	2526	25,8	25,8	86,6
	2	854	8,7	8,7	95,3
	3	286	2,9	2,9	98,2
	4	102	1,0	1,0	99,3
	5	40	,4	,4	99,7
	6	15	,2	,2	99,8
	7	6	,1	,1	99,9
	8	5	,1	,1	100,0
	9	2	,0	,0	100,0
	10	2	,0	,0	100,0
	Total	9791	100,0	100,0	

4.4.2.4. Genomen beslissing door de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van beroep

O.i. ten zeerste interessant, en ook met een toch wel vrij opmerkelijk resultaat tot gevolg, is de hierbij aansluitende analyse die werd doorgevoerd naar het type beslissing dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling treft wanneer zij in graad van beroep wordt gevat tegen een beslissing tot invrijheidstelling dan wel handhaving van de voorlopige hechtenis door de Raadkamer. Deze resultaten zijn net in die zin uitermate relevant dat ze iets kunnen zeggen over de mogelijke impact die de afschaffing van de mogelijkheid tot hoger beroep zou kunnen hebben op het uiteindelijk aantal te realiseren opheffingen van de voorlopige hechtenis (invrijheidstellingen). De algemene conclusie die uit de hier gevoerde analyses kan worden getrokken, is dat, gelet op de uiteindelijke beslissingen van de Kamer van Inbeschuldigingstelling (in graad van hoger beroep), de instelling van hoger beroep op quasi generlei wijze stimulansen biedt tot vroegtijdige beëindiging van de voorlopige hechtenis. Zowel in geval van hoger beroep tegen een beslissing tot invrijheidstelling als tegen een beslissing tot handhaving is de vervolgbeslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling er in hoge mate op georiënteerd de voorlopige hechtenis te bevestigen.

Voor 1.027 beslissingen van de in totaal 1.217 beslissingen tot hoger beroep tegen een invrijheidstelling (zonder voorwaarden) door de Raadkamer is op basis van het door ons gehanteerde databestand bekend welke beslissing vervolgens door de Kamer van Inbeschuldigingstelling werd genomen: analyse op deze 'bekende' gevallen reveleert dat in niet minder dan 82 % van de gevallen de beslissing tot invrijheidstelling van de Raadkamer door de Kamer van Inbeschuldigingstelling wordt getransformeerd in een beslissing tot behoud van de voorhechtenis (N=845). Slechts in 8 % wordt de beslissing van de Raadkamer onverminderd gevolgd, in 4 % worden door de Kamer van Inbeschuldigingstelling aan de invrijheidstelling bijkomende voorwaarden gesteld (invrijheidstelling onder voorwaarden). Zelfs wanneer er van uitgegaan wordt dat ook in al de 'onbekende' gevallen (d.w.z. die gevallen waar de beslissing tot invrijheidstelling door de Raadkamer mét beroep als laatste beslissing is geregistreerd) uiteindelijk toch ook tot invrijheidstelling werd geconcludeerd (door de Kamer van Inbeschuldigingstelling), dan nog blijft het aandeel invrijheidstellingen door de Kamer van Inbeschuldigingstelling na een gelijkaardige beslissing door de Raadkamer eerder matig (25,9%, nl. 316 beslissingen op 1.217). Het percentage handhavingen bedraagt onder deze hypothese dan toch nog steeds 69,4%.

Een beduidend 'volgzamere' houding door de Kamer van Inbeschuldigingstelling wordt wel geconstateerd wanneer de Raadkamer voorafgaand besliste tot invrijheidstelling onder voorwaarden. Niettegenstaande de Kamer van Inbeschuldigingstelling ook dan nog vaak overgaat tot bevestiging van de voorlopige hechtenis (in 54 % van de 124 'gekende' gevallen, op een totaal aantal van 140), wordt de beslissing van de Raadkamer niettemin toch in 38 % van de gevallen bevestigd (en wordt dus ook door de Kamer van Inbeschuldigingstelling beslist tot invrijheidstelling onder voorwaarden). Wanneer er bijkomend wordt van uitgegaan dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling ook in de 16 'onbekende' gevallen tot een invrijheidstelling heeft beslist, dan komt het globaal aandeel invrijheidstellingen zelfs nog iets hoger te liggen (45%, nl. 63 beslissingen op een totaal van 140).

Minder verwonderlijk wellicht staat hier tegenover dat ingeval van een handhaving van de voorhechtenis door de Raadkamer ook de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van hoger beroep doorgaans tot behoud van de voorlopige hechtenis beslist, nl. in 87,3 % van de gevallen (N=4.784; berekend op 5.477 'bekende' vervolgbeslissingen op een totaal van 5.910 beslissingen). Onder deze hypothese is een invrijheidstelling zonder voorwaarden (2,2%) of

met voorwaarden (1,5%) zeer onwaarschijnlijk. Zelfs wanneer ook de ‘onbekende’ gevallen beschouwd zouden worden als zijnde een beslissing tot invrijheidstelling, dan nog blijft het aandeel invrijheidstellingen op vrij bescheiden niveau (10,7%, nl. 633 beslissingen op een totaal van 5.910); het percentage handhavingen bedraagt dan 80,9%.

4.4.2.5. Invloed van de beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling op de beslissing van de Raadkamer

Net zoals de geregistreerde data ons tot op zekere hoogte toelaten te bekijken welk soort beslissingen de Kamer van Inbeschuldigingstelling neemt na hoger beroep tegen een eerdere beslissing door de Raadkamer, kan op basis van het databestand ook worden nagegaan in welke mate de Raadkamer in haar beslissingen wordt beïnvloed door een eerdere beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling.

Uit dergelijke analyse blijkt dat de Raadkamer, na handhaving door de Kamer van Inbeschuldigingstelling (coderegel 7), *ongeacht de beslissing die de Raadkamer in eerste instantie nam*, in ongeveer 60% van de gevallen tot handhaving van de voorlopige hechtenis beslist (coderegels 26-27) (= berekend op 5.509 ‘gekende’ beslissingen op een een totaal van 6.310). Zelfs indien men er van uitgaat dat ook de 801 ‘onbekende’ gevallen (d.i., detenties met coderegel 7 als laatste beslissing) de Raadkamer steeds beslist zou hebben tot invrijheidstelling (dus niet tot handhaving), dan nog blijft het percentage handhavingen vrij hoog, nl. meer dan 50%. Invrijheidstellingen door de Raadkamer na handhaving door de Kamer van Inbeschuldigingstelling zijn eerder beperkt, ook al gelet op het feit dat de Raadkamer in dit geval vrij vaak beslist tot verwijzing (nl. in ongeveer 13% van de ‘bekende’ gevallen; wanneer de ‘onbekende’ gevallen als invrijheidstelling worden gerekend, in 11,2%). Het aandeel van de invrijheidstellingen door de Raadkamer (al dan niet onder voorwaarden) na handhaving door de Kamer van Inbeschuldigingstelling bedraagt maximaal 28% (nl. wanneer ook de ‘onbekende’ gevallen als een beslissing tot invrijheidstelling worden beschouwd). Niettemin is dit een cijfer dat niet zo sterk afwijkt van het globale (maximale) aantal ‘eindbeslissingen’ tot invrijheidstelling door de Raadkamer (31,2%; zie par. 4.4.2.2., b.).

Om een accurater beeld over de mate van ‘beïnvloeding’ door de beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling te bekomen dient evenwel ook de aard van de initiële beslissing door de Raadkamer mee in beschouwing genomen te worden. In het bijzonder moet dan vanuit deze optiek bekeken worden welke beslissing de Raadkamer uiteindelijk neemt wanneer zij zelf eerst beslist tot invrijheidstelling (zonder voorwaarden; coderegel 4) en de Kamer van Inbeschuldigingstelling de voorlopige hechtenis toch handhaaft in graad van beroep (coderegel 7). In totaal deed dergelijke hypothese zich 869 maal voor (eventueel meermaals binnen één en dezelfde periode van voorhechtenis). In 154 gevallen is niet bekend welke beslissing finaal werd genomen – omdat de feitelijk laatste beslissing na vrijstelling door de Raadkamer en handhaving door de Kamer van Inbeschuldigingstelling niet geregistreerd werd -, doch indien uitgegaan wordt van de hypothese dat het hier telkens gaat om invrijheidstellingen door de Raadkamer, dan kan worden gesteld dat de Raadkamer in 57% van de gevallen toch opnieuw vrijstelt, al dan niet met voorwaarden; in bijna een kwart van de gevallen beslist zij – net zoals de Kamer van Inbeschuldigingstelling - tot handhaving (24,5%), in een beperkter aantal gevallen (ongeveer 15%) wordt het dossier door de Raadkamer verwezen naar de correctionele rechtbank of beslist de Raadkamer tot uitstel (3%). Zelfs indien de ‘onbekende’ gevallen niet als invrijheidstelling worden geïnterpreteerd, blijft het percentage invrijheidstellingen door de Raadkamer na hogervermeld

procedureverloop vrij respectabel, nl. 39,2% (341 'bekende' invrijheidstellingen op een totaal van 869 gevallen). Met andere woorden blijft de Raadkamer in *minstens* bijna vier op tien gevallen bij haar oorspronkelijke beslissing (tot invrijheidstelling).

4.4.2.6. Impact van de afschaffing van het hoger beroep ten aanzien van de eerste beslissing door de Raadkamer

Uit voorgaande analyses kan ook één en ander worden afgeleid met betrekking tot de impact van een eventuele afschaffing van de mogelijkheid tot hoger beroep tegen de *eerste* beslissing van de Raadkamer. O.i. moet het effect van dergelijke maatregel als vrij gering worden ingeschat, en dit om verschillende redenen. Enerzijds wordt van de mogelijkheid tot hoger beroep, globaal genomen, sowieso al niet uitzonderlijk vaak gebruik gemaakt (minder dan 50%). Anderzijds is ook duidelijk dat de Raadkamer, wanneer zij de eerste maal te oordelen heeft over de voorlopige hechtenis, de voorlopige hechtenis veel vaker handhaaft dan opheft.

Daarentegen kunnen wellicht wel enige effecten van een *uitgebreidere* afschaffing van de mogelijkheid tot hoger beroep (t.t.z. wanneer dit gedurende een langere periode onmogelijk wordt gemaakt) worden verwacht, in die zin dat het dan een gunstiger effect zou kunnen teweegbrengen voor wat de duur van de voorlopige hechtenis betreft (*infra*). Het effect is hier met name te vinden in het feit dat de beslissingen tot invrijheidstelling door de Raadkamer dan ook daadwerkelijk tot vrijstelling leiden – althans voor wat de hechtenistitel van de voorlopige hechtenis betreft -; en, zelfs in die gevallen waar de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van beroep toch ook tot invrijheidstelling zou hebben beslist, wordt een zekere 'tijdswinst' gegarandeerd via de uitsparing van de termijn die nodig is voor de behandeling van het dossier in graad van beroep. Evenwel is hiermee niet de vraag naar de opportuniteit van zulke maatregel beantwoord, aangezien hiervoor ook nader uitgeklaard dient te worden waarom in bepaalde dossiers hoger beroep wordt aangetekend (met het oog op de beoordeling van de noodzakelijkheid van het behoud ervan).

4.4.2.7. Duur van de eerste fase van de voorlopige hechtenis (tot maximaal de verwijzingsbeslissing) naargelang beroep of niet

Het feit dat de mogelijkheid tot invrijheidstelling in belangrijke mate wordt gehypothekeerd door de gebeurlijke instelling van hoger beroep tegen zulke beslissing van de Raadkamer (relatief vaak beroep tegen een beslissing tot invrijheidstelling door de Raadkamer, en meestal een daaropvolgende beslissing tot behoud van de voorlopige hechtenis door de Kamer van Inbeschuldigingstelling) en, omgekeerd, slechts een uitermate gering aantal gedetineerden toch door de Kamer van Inbeschuldigingstelling worden vrijgesteld ondanks een andersoortige voorafgaande beslissing (tot handhaving) door de Raadkamer, maakt inderdaad dat de <u>duur</u> van de <u>eerste fase</u> van de voorlopige hechtenis in belangrijke mate verschilt naargelang in het concrete dossier <u>al dan niet beroep</u> werd ingesteld (hetzij tegen een beslissing tot invrijheidstelling, hetzij tegen een beslissing tot handhaving).

Tabel 39: Duur voorhechtenis naargelang beroep (incl. max. 5 dagen)[576]

Duur voorhechtenis * Beroep

			Beroep		
			ja	nee	Totaal
Duur	max. 5 d.	N	170	1911	2081
		%	3,9%	35,1%	21,3%
	6-36 d.	N	1105	1432	2537
		%	25,4%	26,3%	25,9%
	37-67 d.	N	1013	980	1993
		%	23,3%	18,0%	20,4%
	68-98 d.	N	848	555	1403
		%	19,5%	10,2%	14,3%
	99-129 d.	N	510	281	791
		%	11,7%	5,2%	8,1%
	130 en +	N	706	280	986
		%	16,2%	5,1%	10,1%
Totaal		N	4352	5439	9791
		%	100,0%	100,0%	100,0%

Zo valt er in de dossiers waarin geen hoger beroep werd ingesteld een vrij belangrijk aandeel invrijheidstellingen in de eerste vijf dagen te noteren, en zijn de langere periodes van voorhechtenis hier ook minder sterk vertegenwoordigd dan bij de dossiers waarin wel beroep werd aangetekend. Aangezien vrijstelling binnen de vijf dagen na beroep in deze gevallen evenwel niet mogelijk is, is het aangewezen een gelijkaardige analyse door te voeren waarbij abstractie wordt gemaakt van de korte voorhechtenissen met een duur van maximum vijf dagen. De cijfers leren ons dat ook dan dit geobserveerde verschillend patroon naar tijdsduur toe blijft bestaan. De langere voorhechtenissen blijven immers sterker vertegenwoordigd bij de dossiers waarin ooit beroep werd aangetekend in vergelijking met deze waarin nooit beroep werd ingesteld.

[576] Zie ook de opmerking bij tabel 35.

Tabel 40: Duur voorhechtenis naargelang beroep (excl. max. 5 dagen)

Duur voorhechtenis (zonder max. 5d.) * Beroep

			Beroep		
			ja	nee	Totaal
Duur	6-36 d.	N	1105	1432	2537
		%	26,4%	40,6%	32,9%
	37-67 d.	N	1013	980	1993
		%	24,2%	27,8%	25,8%
	68-98 d.	N	848	555	1403
		%	20,3%	15,7%	18,2%
	99-129 d.	N	510	281	791
		%	12,2%	8,0%	10,3%
	130 en +	N	706	280	986
		%	16,9%	7,9%	12,8%
Totaal		N	4182	3528	7710
		%	100,0%	100,0%	100,0%

De wijze waarop strafprocesrechtelijk vorm is gegeven aan de procedure tot hoger beroep (verschijning voor de Kamer van Inbeschuldigingstelling binnen de vijftien dagen), meer in het bijzonder aan de regeling van de geldigheidsduur van de in hoger beroep gewezen beslissingen (geldig voor vijftien dagen in plaats van één maand), impliceert dat het instellen van hoger beroep theoretisch gezien geen impact heeft op het moment waarop de zaak, na eventuele bevestiging door de Kamer van Inbeschuldigingstelling, opnieuw door de Raadkamer wordt behandeld. Uit het feit evenwel dat de duur van de voorlopige hechtenis in deze 'beroepsdossiers' *de facto* toch langer blijkt te zijn, moet dan ook afgeleid worden dat specifieke eigenschappen van het dossier of persoonsgerelateerde kenmerken het verschil moeten helpen verklaren. Dit vergt evenwel bijkomend dossieronderzoek, en bovendien stelt zich hier ook de 'oorzaak-gevolg'-vraag, nl.: leidt de instelling van hoger beroep *de facto* tot langere voorhechtenissen omwille van de vertraging van het onderzoek dat ermee gepaard zou gaan, of maakt juist de lange(re) duur van de voorhechtenis – eventueel gemotiveerd door specifieke misdrijfgerelateerde of persoonskenmerken – dat in dergelijke dossiers (vaak) beroep wordt ingesteld ?

CONCLUSIES

In vorige analyses hebben we aangetoond dat de toename van het aantal voorlopig gehechten in de gevangenis gedurende de periode 1980-1999 in hoofdzaak te wijten was aan de toename van de duur van de detentie. Het aantal opsluitingen onder aanhoudingsmandaat bleef in 1999 immers onder het niveau van dit van het jaar 1980. Zelfs nu we ons in onze huidige studie uitsluitend beperken tot de opsluitingen onder aanhoudingsmandaat of met het oog op uitlevering[577], stellen we vast dat de lichte toename van het aantal aanhoudingsmandaten die zich in 1999 aftekende, zich verder heeft doorgezet: een eerste hoogtepunt werd bereikt in 2000-2001 (rond de 9.000 opsluitingen) en heeft zich nadien in het bijzonder scherp veruitwendigd in 2002, met meer dan 10.500 opsluitingen. De cijfers voor het jaar 2003 die overigens ook betrekking hebben op aanhoudingsmandaten die in de loop van een reeds opgestarte detentieperiode werden uitgevaardigd, indiceren een lichte terugloop, doch blijven boven de barrière van 10.000 opsluitingen. Terzelfdertijd tonen de verschillende bestudeerde indicatoren met betrekking tot de detentieduur aan dat er sprake is van een constante toename van de detentieduur. Deze groei is geen geïsoleerd fenomeen dat gelieerd is aan extreme gevallen, maar is daarentegen zichtbaar voor het geheel van opeenvolgende periodes van voorlopige hechtenis na aanhoudingsmandaat die lopen vanaf de aflevering van het aanhoudingsmandaat tot aan, ten laatste, een eerste veroordeling.

Voor de periode 1999-2002 werd wel een vermindering vastgesteld van de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis die betrekking heeft op de fase tussen een eerste niet-definitieve veroordeling en een veroordeling die in kracht van gewijsde treedt. Niettemin neemt de gemiddelde dagbevolking die resulteert uit deze detenties, aanzienlijk toe gelet op de toename van het aantal voorlopige hechtenissen.

De gecumuleerde effecten van een toename van het aantal beklaagden en de duur van de voorlopige hechtenis maken dat tussen 1999 en 2002 een verhoging van de gemiddelde dagpopulatie met 36% werd vastgesteld.

Wie zijn nu de gedetineerden die het voorwerp uitmaken van een voorlopige hechtenis ?

Op basis van de gegevens van 2003 vinden we een profiel terug dat conform is met datgene dat ook reeds in gelijkaardige studies werd geschetst. Het gaat hoofdzakelijk om mannen. Hun gemiddelde leeftijd bedraagt 30 jaar, al treft men ook veel jongere of oudere (tot 79 jaar) beklaagden aan. Bijna één op de twee gedetineerden bezit niet de Belgische nationaliteit. Vreemdelingen zijn op die manier oververtegenwoordigd ten opzichte van hun aandeel in de algemene bevoking, doch eveneens in vergelijking met de penitentiaire bevolking wanneer hierbij alle categorieën gedetineerden samen in ogenschouw worden genomen. Het percentage beklaagden van vreemde origine (nationaliteit) varieert nochtans naargelang van het gerechtelijk arrondissement waarbinnen het aanhoudingsmandaat werd uitgevaardigd.

Op nationaal vlak wordt de praktijk van het afleveren van een aanhoudingsmandaat gekenmerkt door seizoensgebonden fluctuaties, met dieptepunten die corresponderen met

[577] We hebben dan ook bepaalde bijzondere titels van voorlopige hechtenis weggelaten (supra).

vakantieperiodes (augustus, december-januari). Ook daar wijkt het patroon van bepaalde arrondissementen evenwel af van de algemene tendens.

Wat de geografische spreiding van de aanhoudingsmandaten betreft, tekenen drie arrondissementen (in afnemende orde: Brussel, Antwerpen en Luik) voor de helft van de detentietitels, een patroon dat zich weerspiegelt in de drie eraan verbonden arresthuizen (te weten, Vorst, Antwerpen, Lantin). Wanneer het aantal aanhoudingsmandaten wordt afgezet tegen de volwassen bevolking van elk gerechtelijk arrondissement, dan blijken, naast de vermelde drie arrondissementen, ook de arrondissementen Charleroi en Brugge een hoger aandeel opsluitingen te vertonen dan het nationale gemiddelde.

Aan het merendeel van de uitgevoerde aanhoudingsmandaten is slechts één categorie van misdrijven gekoppeld. Een pluraliteit van misdrijven van verschillende aard wordt slechts in 35% van de gevallen opgemerkt. Doch, of het nu gaat om gevallen met een homogene misdrijfgroep, of om combinaties van verschillende soorten misdrijven, het zijn de misdrijven 'diefstal', 'diefstal met geweld' en 'drugsmisdrijven' die aan de basis liggen van het grootst aantal voorlopige hechtenissen: elk van deze misdrijven is in meer dan 20% van de gevallen terug te vinden. Een verfijning van de analyse naar gerechtelijk arrondissement toe laat toe lokale bijzonderheden te onderstrepen. Zo bijvoorbeeld onderscheidt Brussel zich door verhoudingsgewijs meer kwalificaties voor 'bendevorming' en 'diefstal zonder geweld', terwijl 'diefstal met geweld' oververtegenwoordigd is in Antwerpen.

Voor het jaar 2003 (het meest recente jaar waarvoor gegevens beschikbaar waren) werd de analyse naar de duur van de voorlopige hechtenis verder verdiept, en concentreerden we ons op de eerste periode van voorlopige hechtenis die loopt tot aan de regeling van de rechtspleging (en waarvan het einde dus soms samenvalt met de verwijzing van de verdachte naar de rechtbank). Bovendien werd daarbij slechts rekening gehouden met een termijn tot op datum van 3 april 2004 (het ogenblik van gegevensextractie)[578]. Terwijl de gemiddelde duur van de voorlopige hechtenis tot aan een eerste veroordeling (in het geval geen enkele andere detentietitel de detentie motiveert) in 2002 94 dagen bedroeg, werd in 2003 voor de detenties die in een vroeger stadium werden beëindigd (t.t.z. het ogenblik van een eventuele beslissing tot verwijzing naar de rechtbank), een gemiddelde duur geconstateerd van 63 dagen (ongeacht de aanwezigheid van andere detentietitels). Hieruit kan evenwel niet worden afgeleid dat gemiddeld genomen binnen een periode van één maand na de beslissing tot verwijzing een invrijheidstelling of een veroordeling zou tussenkomen, en dit des te minder gezien de afwezigheid van enige registratie van bepaalde beslissingen in de penitentiaire databank voor 2003 een onderschatting van de gemiddelde duur met zich heeft meegebracht.

Een sterke lokale dispariteit werd vastgesteld voor wat betreft de detentieduur tot aan (maximaal) de regeling van de rechtspleging. Mechelen, Hasselt en Neufchâteau zijn arrondissementen die zich laten kenmerken door een gemiddelde duur die nauwelijks 40 dagen bedraagt. Daarentegen komt de gemiddelde duur in de arrondissementen Bergen en Charleroi in de buurt van de 90 dagen. Voor wat meer in het bijzonder dit laatste arrondissement betreft, maakt de lange detentieduur van de voorlopige hechtenis dat dit arrondissement op het vlak van de gemiddelde penitentiaire dagbevolking opnieuw aansluiting vindt bij het trio arrondissementen die het grootst aantal aanhoudingsmandaten afleveren (Brussel, Antwerpen, Luik). Antwerpen op haar beurt telt een hoog aantal aanhoudingsmandaten en een zeer uitgesproken dagbevolking, maar met die bijzonderheid dat

[578] Dit levert een zekere onderschatting van de in beschouwing genomen termijnen op.

de gemiddelde duur van het aanhoudingsmandaat er veel korter is: bijna 60% van de aanhoudingsmandaten die aldaar worden uitgevaardigd, worden niet verlengd na 36 dagen (in vergelijking met, nationaal bekeken, een relatief aandeel van 45% voor dezelfde categorie van duur).

Zoals men zou kunnen verwachten, verschilt de duur van de voorlopige hechtenis eveneens naargelang het type misdrijven dat aan de grondslag ligt van het aanhoudingsmandaat. Doch op het vlak van de dagbevolking zijn het de meest frequent voorkomende misdrijven die nog evenzeer het meest aantal voorlopige hechtenissen opleveren. Het mee in rekening brengen van de detentieduur heeft enkel tot gevolg dat het oorspronkelijk beeld wordt gecorrigeerd, zonder dat het evenwel volledig wordt vervormd. Zo leveren negen misdrijfcategorieën op dagbasis een bevolking van ten minste 100 gedetineerden op: 'bedrog', 'bendevorming', 'diefstal', 'diefstal met geweld', 'drugs', 'heling', 'opzettelijke slagen', 'doodslag', 'openbare orde'. Een meer uitgewerkte analyse van deze detenties wijst, over het algemeen, uit dat de voorlopige hechtenis niet verder reikt dan het stadium van de derde verschijning voor de Raadkamer wanneer het gaat om 'openbare orde' of 'opzettelijke slagen'. Daartegenover staat dat een niet te verwaarlozen deel van de detenties meer dan 130 dagen duurt wanneer er sprake is van 'doodslag' of 'bendevorming'. We stellen bovendien vast dat, in de verschillende gevallen, toch een minderheid van de in beschouwing genomen detenties afwijkt van de algemene tendens die wordt vastgesteld voor de betreffende misdrijfcategorie. De kwalificatie is met andere woorden geen absoluut determinerend element voor het behoud van de detentie. Deze vaststelling is nog flagranter wanneer men de verschillende detentietermijnen voor eenzelfde misdrijftype vergelijkt over de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

Voor het jaar 2003 zijn, voor die periodes van voorhechtenis waarvan de eerste voorhechtenisfase (d.i. maximaal tot aan de beslissing tot verwijzing) begin april 2004 was afgesloten, nog een aantal bijkomende analyses verricht die dienden toe te laten meer zicht te verkrijgen op het verloop van de procedure. Niettegenstaande een aantal methodologische problemen sluitende conclusies vaak sterk hebben bemoeilijkt, konden niettemin toch een aantal belangrijke vaststellingen worden gedaan. Zo is bijvoorbeeld vastgesteld dat in ongeveer één op de tien periodes van voorhechtenis deze eerste fase van voorlopige hechtenis binnen de vijf dagen werd beëindigd door een invrijheidstelling, hetzij door de onderzoeksrechter, hetzij door de Raadkamer. Meestal wordt de voorlopige hechtenis, wanneer de Raadkamer de eerste keer te oordelen heeft over de al dan niet handhaving ervan, door de Raadkamer bevestigd. Het is vooral pas in een latere fase van de procedure dat een invrijheidstelling door de Raadkamer meer waarschijnlijk wordt. In totaal werd de voorlopige hechtenis in maximaal drie op de tien dossiers door de Raadkamer beëindigd.

Een invrijheidstelling door de Kamer van Inbeschuldigingstelling komt veel minder vaak voor (in ten hoogste ongeveer 1.000 dossiers), doch deze vaststelling hangt uiteraard ook samen met de frequentie waarmee beroep wordt aangetekend tegen deze of gene beslissing van de Raadkamer. Opmerkelijk gegeven in dit verband is alleszins dat in nog niet de helft van de dossiers (periodes van voorhechtenis) ooit enig beroep wordt aangetekend, al varieert dit wel naargelang de concrete (misdrijf)kwalificatie. Daar waar wel beroep wordt aangetekend, gebeurt dit meestal slechts éénmaal, ongeacht de beslissing waartegen beroep wordt aangetekend (invrijheidstelling dan wel handhaving van de voorlopige hechtenis). Bovendien blijkt ook dat de Kamer van Inbeschuldigingstelling wanneer zij in graad van hoger beroep wordt gevat, de voorlopige hechtenis in veel gevallen handhaaft, ook wanneer de Raadkamer initieel tot een invrijheidstelling had beslist.

Uit hogervermelde vaststellingen lijkt o.i. afgeleid te moeten worden dat een gebeurlijke afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beslissing van de Raadkamer (doch mét behoud van deze mogelijkheid bij latere verschijningen) op zich (d.w.z. zonder andere bijkomende maatregelen; zie Deel I), alsook een loutere beperking van het hoger beroep (bijvoorbeeld tot één keer), weinig effecten zullen ressorteren op het vlak van de beoogde vermindering van de gedetineerdenpopulatie beklaagden. Enkel van een verdergaande inperking van het hoger beroep zou enige 'besparing' op de detentiecapaciteit mogen worden verwacht.

Tenslotte werd voor wat het verloop van de procedure betreft ook nog vastgesteld dat in een toch wel vrij aanzienlijk aantal dossiers hoedanook geen invrijheidstelling tussenkwam vóór de beslissing tot verwijzing: in minstens vier op tien dossiers bleef de verdachte in voorlopige hechtenis tot aan de beslissing tot verwijzing. Bovendien is een invrijheidstelling op dat ogenblik zéér uitzonderlijk; in de overgrote meerderheid der gevallen werd de beklaagde verzonden onder de banden van het aanhoudingsmandaat.

Meer algemeen hebben we nog bepaalde simulaties doorgevoerd waarbij beperkingen zijn voorzien die desgevallend op het vlak van de voorlopige hechtenis kunnen worden aangebracht. Tussen deze scenario's die we hebben bestudeerd, en die een begrenzing inhouden van de duur van de voorlopige hechtenis, zijn er vier die van dien aard zouden kunnen zijn een vermindering van de gedetineerdenpopulatie met meer dan 300 eenheden met zich mee te brengen (hierbij slechts rekening houdend met de duur van de detentie tot aan de regeling van de rechtspleging):

- een absolute beperking voor alle misdrijven tot de derde verschijning voor de Raadkamer (67 dagen - geschatte gemiddelde dagpopulatie: 610);
- een begrenzing tot de derde verschijning wanneer er geen sprake is van 'verkrachting', 'gijzeling', 'diefstal met geweld' of 'doodslag' (GDP: 345);
- een plafonnering tot de derde verschijning wanneer het niet gaat om een rechtstreekse aantasting van de fysieke integriteit (GDP: 312).

Het scenario dat het grootste reducerend effect op de gevangenisbevolking zou kunnen hebben, is datgene waarbij een 'positieve' lijst zou worden opgesteld van misdrijven die met elkaar gemeen hebben dat het gaat om een rechtstreekse aantasting van de fysieke integriteit. Met andere woorden zou men hiermee de mogelijkheid uitsluiten om een aanhoudingsmandaat af te leveren wanneer er geen aantasting van de fysieke integriteit in het geding is (en indien het misdrijf niet van aard is een gevangenisstraf van één jaar met zich mee te brengen). Op basis van gegevens voor het jaar 2003 (voorlopige hechtenis tot aan verwijzing) zou men zich kunnen verwachten aan een vermindering van 60% van het aantal aanhoudingsmandaten en 56% van de gemiddelde dagbevolking, hetgeen neerkomt op ongeveer 1.000 gedetineerden. Deze vermindering zou vooral voelbaar zijn in de Vlaamse arrondissementen gezien deze arrondissementen gekarakteriseerd worden door een groter aandeel voorlopige hechtenissen die gerechtvaardigd worden op grond van een misdrijf dat geen betrekking heeft op een rechtstreekse aantasting van de fysieke integriteit.

Bij wijze van afsluiting dient wel nog meegegeven te worden dat bij de door ons verrichte analyses, en met name ten aanzien van de doorgevoerde simulatie-oefeningen, enkele belangrijke bedenkingen mee in rekening gebracht moeten worden. Zo is in het kader van de inschatting van mogelijke 'besparingen' op de detentiecapaciteit zowel sprake van een zekere

onderschatting, doch vanuit bepaald perspectief ook van enige overschatting, of op zijn minst van een zeer onzeker effect.

Aan de ene kant moet een zekere onderschatting van de berekende 'uitsparing' op de detentiecapaciteit worden vermoed. Het was immers vaak niet mogelijk de concrete duur van de periode van voorlopige hechtenis exact in te schatten, omdat de juiste datum van de laatst genomen beslissing niet bekend was (onderschatting van de duur van de voorlopige hechtenis met maximaal één maand). Bovendien speelt hier ook nog het gegeven dat een aantal periodes van voorlopige hechtenis op het ogenblik van de gegevensextractie nog niet waren afgesloten, hetgeen een bijkomende bron van onderschatting van de reële duur van de voorlopige hechtenis vormt.

Aan de andere kant stelt zich ook de vraag naar het 'werkelijke' effect van de zgn. 'besparing' die uit de simulatie-oefeningen mag blijken.
Vooreerst moet hierbij voor ogen worden gehouden dat volgens een gevestigde administratieve praktijk in bepaalde gevallen[579] periode(s) van voorhechtenis tijdens dewelke tegelijkertijd een definitieve vrijheidsberovende straf wordt uitgeboet, niet worden aangerekend op de uiteindelijke duur van een gebeurlijke gevangenisstraf die zou worden uitgesproken naar aanleiding van de zaak die aanleiding gaf tot de voorlopige hechtenis (d.w.z. dat in dat geval enkel de dagen die *uitsluitend* onder het statuut van beklaagde worden ondergaan, in mindering zullen worden gebracht op de uiteindelijke straf). In dit geval worden de dagen van voorlopige hechtenis die niet worden aangerekend, in uitvoering gebracht na afloop van de straf die in uitvoering was tijdens de periode van voorlopige hechtenis (chronologische uitvoering). In de andere gevallen worden deze dagen voor wat betreft de periode waarin tegelijkertijd met het aanhoudingsmandaat een andere straf in uitvoering was, gelijktijdig uitgevoerd met de eerder in uitvoering gebrachte straf à rato van het relatief aandeel ervan in de uiteindelijke totale strafduur (cumulatieve, in de tijd gespreide uitvoering). Het is niet zeker dat rechters op het ogenblik van de straftoemeting (voldoende) op de hoogte zijn van deze praktijk van strafberekening, én zich een duidelijk beeld kunnen vormen van dat deel van de totale periode van voorlopige hechtenis dat uiteindelijk op de uitgesproken straf zal worden aangerekend[580]. In het omgekeerde geval – wanneer zij hiervan wel kennis zouden hebben – zouden ze misschien een uiteindelijk minder lange vrijheidsberovende straf uitgesproken kunnen hebben (althans uitgaande van de veronderstelling dat er bij magistraten daadwerkelijk enige behoefte aan 'dekking' van de periode van voorhechtenis zou bestaan).
Dit brengt ons ook onmiddellijk bij een volgende bedenking. Zo is het niet – zelfs wanneer de strafrechter voldoende op de hoogte zou zijn van de voorhechtenis die finaal wordt aangerekend – bij voorbaat zeker dat in geval van bijvoorbeeld een begrenzing van de maximumduur van de voorlopige hechtenis de ingeschatte 'besparing' (voor wat de periode van voorlopige hechtenis betreft) ook effectief tot een daling van de dagelijkse gevangenisbevolking zou leiden. Daarvoor is het immers ook noodzakelijk dat de aldus verkregen inkorting van uitgezeten detentietijd een (gelijke) vertaling krijgt op het niveau van

[579] Dit is met name het geval wanneer de strafrechter uiteindelijk een gevangenisstraf uitspreekt met uitstel voor dat deel van de straf dat de duur van de voorlopige hechtenis overschrijdt, en de veroordeelde één of meer straffen heeft ondergaan tijdens deze periode van voorlopige hechtenis (M.O. nr. 1411/VI van 19 april 1982 – Bestuur Strafinrichtingen - Berekening van een gevangenisstraf met gedeeltelijk uitstel).
[580] Niettegenstaande de M.O. van 19 april 1982 eveneens bepaalt dat, telkens wanneer vrijheidsstraffen ten uitvoering worden gelegd tijdens de periode waarin de verdachte zich op grond van een bevel tot aanhouding in hechtenis bevindt, op het ogenblik van de aanbeveling aan het Openbaar Ministerie dat vervolgt voor de feiten die aanleiding geven tot het bevel, een afschrift van de opsluitingsfiche toegezonden moet worden, dit ter aanvulling van het strafdossier.

de straftoemeting. Een reductie van de detentietijd onder het statuut van beklaagde levert op het eerste gezicht immers geen werkelijke besparing aan detentiecapaciteit op indien de uiteindelijke straf die door de strafrechter ten gronde wordt uitgesproken, ongewijzigd blijft: in dit geval zou de verkorting van de detentietijd als beklaagde namelijk enkel als resultaat (kunnen) hebben dat een equivalent deel van de uiteindelijke straf onder een ander statuut, nl. dit van definitief veroordeelde, zal worden ondergaan. Niettemin staat daar - volgens de huidige stand van de wettelijke en reglementaire onderrichtingen terzake - wel tegenover dat een verkorting van de periode van voorhechtenis gunstige effecten zou kunnen hebben voor wat de (vrijwaring of maximalisering van de) mogelijkheden tot vervroegde invrijheidstelling (onder het statuut van definitief veroordeelde) betreft: een inkorting van de termijn van voorlopige hechtenis zou hier namelijk als resultaat kunnen hebben dat de datum van toelaatbaarheid voor een eventuele vervroegde invrijheidstelling nog niet overschreden zal zijn op het ogenblik dat de voorlopige hechtenis een einde neemt. Bovendien zou van een eventuele beperking van de periode van voorlopige hechtenis - los nog van de mogelijks gunstige invloed op de invrijheidstellingsmogelijkheden - ook een positieve invloed verwacht kunnen worden op de strafmaat die uiteindelijk door de strafrechter zal worden bepaald: zo is het mogelijk dat de kortere periode die onder voorlopige hechtenis wordt uitgezeten er ook toe zou leiden dat de strafrechter ten gronde minder lange vrijheidsberovende straffen uitspreekt (bijvoorbeeld omdat hij zich in mindere mate ‘verplicht’ zou voelen de periode van voorhechtenis te ‘dekken’ door de uiteindelijk uitgesproken straf).

Op grond van voorgaande analyses en bedenkingen mag o.i. bij wijze van conclusie worden gesteld dat het ‘werkelijke’ effect van een beperking van de reële duur van de voorlopige hechtenis - hetzij via de invoering van maximumtermijnen, hetzij via ingrepen in de procedure - aan de ene kant weliswaar onzeker is, doch aan de andere kant toch ook wel een zeker potentieel in zich draagt, althans in zoverre dat het tevens - de overigens noodzakelijke - effecten ressorteert op het vlak van de straftoemeting (nl. in die zin van een matiging op de uiteindelijke uitgesproken straf) en/of de bestaande mogelijkheden tot vervroegde invrijheidstelling maximaliseert.

CONCLUSIONS

Lors d'analyses précédentes, nous avions mis en évidence que l'augmentation du nombre de prévenus en prison au cours de la période allant de 1980 à 1999 résultait essentiellement d'un allongement des durées de détention puisque le nombre d'écrous sous les liens d'un mandat d'arrêt restait inférieur en 1999 à celui connu en 1980. Même si dans la présente étude nous nous sommes recentrés uniquement sur les écrous de prévenus sous mandat d'arrêt ou d'extradition[581], nous pouvons constater que la légère augmentation du nombre de mandats d'arrêt qui s'amorçait en 1999 s'est poursuivie, a atteint un premier palier (autour des 9.000 écrous) en 2000-2001 et s'est ensuite nettement accentuée en 2002, dépassant les 10.500 écrous. Les données de 2003, qui incluent par ailleurs en plus les mandats d'arrêts délivrés en cours de détention, indiqueraient un léger tassement mais on resterait au-dessus de la barre des 10.000 écrous. Dans le même temps, les divers indicateurs relatifs à la durée de la détention préventive étudiés montrent une progression constante de la durée de détention. Cet allongement n'est pas un phénomène isolé relatif à des cas extrêmes mais, au contraire, concerne bel et bien l'ensemble des détentions préventives consécutives à la délivrance d'un mandat d'arrêt qui courent au plus tard jusqu'à une première condamnation.

Sur la période de 1999 à 2002, nous avons observé un raccourcissement de la durée de détention préventive moyenne entre une première condamnation non définitive et une condamnation qui revêt, elle, force de chose jugée. Toutefois, vu la croissance du nombre de prévenus, la population journalière moyenne qui résulte de ces détentions augmente considérablement.

En cumulant les effets de l'accroissement du nombre de prévenus et des durées de détention préventive, nous mesurons une augmentation de 36% de la population journalière moyenne entre 1999 et 2002.

Qui sont ces prévenus qui font l'objet de mandats d'arrêt ?

Sur la base des données de 2003, nous retrouvons un profil conforme à celui qui a pu être dressé dans des études similaires. Il s'agit essentiellement d'hommes. Leur âgé moyen est de 30 ans mais on rencontre des prévenus bien plus jeunes ou plus âgés (jusqu'à 79 ans). Près d'un prévenu sur deux n'a pas la nationalité belge. Les étrangers sont ainsi nettement sur-représentés par rapport à leur part dans la population globale mais également par rapport à la population pénitentiaire, toutes catégories de détenus confondues. Le taux de prévenus étrangers varie cependant en fonction des arrondissements judiciaires à l'origine des mandats d'arrêt.

La délivrance des mandats d'arrêt, considérée au niveau national, est caractérisée par des fluctuations saisonnières avec des creux correspondants aux périodes de vacances (août et décembre-janvier). Là encore, certains arrondissements s'écartent de la tendance générale.

Pour ce qui est de la dispersion géographique des mandats d'arrêt, trois arrondissements (dans l'ordre décroissant : Bruxelles, Anvers et Liège) délivrent la moitié de ces titres de détention,

[581] Nous avons dès lors écarté certains titres particuliers de détention préventive (voir supra).

ce qui se retrouve bien entendu à l'entrée des maisons d'arrêt correspondantes (Forest, Anvers et Lantin). Lorsque l'on rapporte le nombre de mandats d'arrêt à la population adulte de l'arrondissement, outre ces trois mêmes arrondissements, ceux de Charleroi et de Bruges sont caractérisés par un taux d'écrous supérieur à la moyenne nationale.

Dans la plupart des mandats d'arrêt exécutés, les infractions ressortent d'une seule catégorie d'infractions. Une pluralité d'infractions de nature différente n'est relevée que dans 35 % des cas. Que ce soit dans les cas d'infractions homogènes ou de combinaisons d'infractions différentes, ce sont les infractions de vol, de vol avec violences et en matière de stupéfiants qui sont à la base du plus grand nombre de détentions préventives : chacune de ces infractions se retrouve dans plus de 20 % des cas. Un affinement de l'analyse par arrondissement judiciaire permet de souligner des particularités locales. Ainsi, par exemple, Bruxelles se distingue par proportionnellement plus de qualifications d'association de malfaiteurs et de vol sans violence, alors que le vol avec violences est sur-représenté à Anvers.

Pour l'année 2003 (la plus récente pour lesquelles des données étaient disponibles), nous avons approfondi l'analyse des durées de détention préventive en nous concentrant sur la première période qui court jusqu'au règlement de la procédure (et qui correspond parfois au renvoi de l'inculpé devant le tribunal) et en ne tenant compte que de la durée qui s'étend jusqu'au 3 avril 2004 (date de l'extraction) des données[582]. Alors que la durée moyenne de détention préventive jusqu'à une première condamnation (dans les cas où aucun autre titre de détention ne motive la détention) était de 94 jours en 2002, la durée moyenne de la détention qui est arrêtée à un stade antérieur, à savoir au moment de l'éventuelle décision de renvoi vers le tribunal, est de 63 jours en 2003 (indépendamment de la présence d'autres titres de détention). On ne peut toutefois pas en déduire qu'une libération ou une condamnation interviendrait en moyenne dans le mois qui suit la décision de renvoi, d'autant moins que l'absence d'enregistrement de certaines décisions dans la base de données pénitentiaire a engendré une sous-estimation de la durée moyenne pour 2003.

De fortes disparités locales ont été relevées en ce qui concerne les durées de détention jusque, au plus tard, au règlement de la procédure. Malines, Hasselt et Neufchâteau sont des arrondissements qui se caractérisent par des durées moyennes atteignant à peine 40 jours. Par contre, la durée moyenne dans les arrondissements de Mons et de Charleroi avoisine les 90 jours. En ce qui concerne plus particulièrement ce dernier arrondissement, cette durée de détention préventive élevée l'amène à rejoindre pour ce qui est la population pénitentiaire journalière moyenne pénitentiaire, le trio des arrondissements délivrant le plus de mandats d'arrêt (Bruxelles, Anvers et Liège). Anvers, quant à lui, caractérisé par un nombre élevé de mandats d'arrêts et par une population journalière très importante, présente la particularité d'afficher une durée moyenne bien plus faible ; ce qui est logique lorsqu'on observe que près de 60% des mandats d'arrêt qui y sont délivrés ne sont pas prolongés au-delà de 36 jours (par rapport à une proportion nationale de 45% pour la même durée).

Comme on peut s'y attendre, les durées de détention préventive sont également différentes en fonction du type d'infractions qui motivent les mandats d'arrêt. Mais par rapport à la population pénitentiaire, ce sont les infractions les plus fréquentes qui génèrent encore également le plus de détenus préventifs. La prise en compte de la durée ne vient que corriger l'image initiale sans la déformer totalement. Ainsi, neuf catégories d'infractions se rapportent à une population d'au moins 100 détenus sur base journalière : fraudes, association de

[582] Ceci est de nature à générer une certaine sous-estimation des durées considérées.

malfaiteurs, vol, vol avec violences, drogues, recel, coups volontaires, meurtre, ordre public. Une analyse plus fine de ces détentions établit que, généralement, la détention préventive ne dépasse pas le stade de la 3e comparution en chambre du conseil lorsqu'il s'agit d'ordre public ou de coups volontaires. A l'opposé, une part non négligeable des détentions se prolongent au-delà de 130 jours lorsqu'il s'agit de meurtre ou d'association de malfaiteurs. Nous observons, en outre, que dans les différents cas, une minorité de détentions s'écartent de la tendance générale de la catégorie d'infraction prises en compte. La qualification n'est donc pas l'élément absolument déterminant du maintien en détention. Cette observation est encore plus flagrante lorsque l'on compare les différentes durées de détention pour un même type d'infraction dans les divers arrondissements judiciaires.

Pour l'année 2003 toujours, une série d'analyses complémentaires ont été effectuées sur les périodes de détention préventive dont la première phase (c'est-à-dire la période qui court au plus tard jusqu'à la décision de renvoi) était clôturée au début du mois d'avril 2004, ceci pour avoir une meilleure vision du déroulement de la procédure. Malgré un certain nombre de problèmes méthodologiques qui compromettent souvent fortement les conclusions qui peuvent être tirées de ces analyses, une série de constatations importantes ont néanmoins pu être faites. Il a ainsi été établi qu'environ une fois sur dix, cette première phase de détention préventive s'est terminée endéans les 5 jours par une remise en liberté, soit par le juge d'instruction, soit par la chambre du conseil. La plupart du temps, quand la chambre du conseil doit se prononcer pour la première fois au sujet du maintien ou non de la détention préventive, elle la confirme. Une mise en liberté par la chambre du conseil devient plus probable dans une phase ultérieure de la procédure. Globalement, il est mis fin à la détention préventive par la chambre du conseil dans au maximum trois dossiers sur dix.

Une mise en liberté par la chambre des mises en accusation intervient encore plus rarement (dans tout au plus environ 1000 dossiers), mais cette situation dépend néanmoins aussi de la fréquence avec laquelle un appel est introduit contre l'une ou l'autre décision de la chambre du conseil. Une donnée qu'il importe de souligner à ce propos est le fait que dans même pas la moitié des dossiers (des périodes de détention préventive) un appel a été introduit, ceci étant toutefois variable en fonction de la qualification donnée aux faits. Là où un appel est introduit, il ne l'est la plupart du temps qu'une fois, quelle que soit la décision contre laquelle cet appel est introduit (mise en liberté ou maintien de la détention préventive). Par ailleurs, il semble également que la chambre des mises en accusation, quand elle est saisie d'un appel, maintienne dans beaucoup de cas la détention préventive, même lorsque la chambre du conseil avait décidé d'une mise en liberté.

Il semble qu'on puisse déduire des constatations mentionnées ci-dessus qu'une suppression éventuelle du droit d'appel contre la première décision de la chambre du conseil (en conservant toutefois cette possibilité lors des comparutions suivantes), de même que qu'une simple limitation du droit d'appel (par exemple en le limitant à une fois), n'aurait en soi (ce qui veut dire sans autres mesures complémentaires ; voir partie I) que peu d'effets sur le plan de la diminution attendue de la population de détenus préventifs. Seule une restriction plus importante du droit d'appel pourrait entraîner une certaine « épargne » en terme de capacité pénitentiaire.

Finalement, pour ce qui concerne le déroulement de la procédure, on peut encore souligner que dans un nombre quand même considérable de dossiers, il n'y a pas de libération ordonnée avant la décision de renvoi : dans au moins 4 dossiers sur dix, l'inculpé reste en détention préventive jusqu'à la décision de renvoi. Par ailleurs, une décision de remise en liberté est très

rarement prise à ce moment-là ; dans la toute grande majorité des cas, l'inculpé fait l'objet d'une mesure de renvoi sous les liens d'un mandat d'arrêt.

Plus globalement, nous avons encore effectué certaines simulations de restrictions qui pourraient être apportées en matière de détention préventive. Parmi les scénarios que nous avons étudiés impliquant un plafonnement de la durée de la détention préventive, quatre seraient susceptibles de générer une réduction de population pénitentiaire supérieure à 300 unités (en ne tenant compte que de la durée de détention jusqu'au règlement de la procédure) :

- une limitation absolue pour toutes les infractions à la 3e comparution en chambre du conseil (67 jours – population journalière moyenne estimée : 610) ou à la 4e comparution (98 jours – PJM : 354)
- un plafonnement à la 3e comparution lorsque l'on n'est pas en présence de viol, prise d'otage, vol avec violences ou meurtre (PJM : 345)
- un plafonnement à la 3e comparution lorsqu'il n'est pas question d'infraction d'atteinte directe à l'intégrité physique (PJM : 312).

Le scénario qui serait susceptible d'avoir le plus d'effet réducteur sur la population pénitentiaire est celui de la mise en œuvre d'une liste « positive » d'infractions qui ont pour point commun l'atteinte directe à l'intégrité physique. En d'autres termes, on écarterait la possibilité de délivrer un mandat d'arrêt s'il n'y a pas d'atteinte à l'intégrité physique (et si l'infraction n'est pas susceptible d'entraîner une peine d'un an d'emprisonnement). Sur base des données de 2003 (détention préventive jusqu'au renvoi), on pourrait s'attendre à une réduction de 60 % du nombre de mandats d'arrêt et de 56% de population journalière moyenne, ce qui représenterait environ 1.000 détenus en moins. Cette réduction serait surtout sensible dans les arrondissements flamands puisqu'ils sont caractérisés par une plus grande proportion de détentions préventives justifiées par aucune infraction d'atteinte directe à l'intégrité physique.

En guise de conclusions, il doit encore être souligné qu'au vu des analyses que nous avons réalisées et plus précisément, au regard des exercices de simulation auxquels nous nous sommes livrés, quelques observations importantes doivent être prises en considération. C'est ainsi que dans le cadre d'une évaluation de « l'épargne » possible en terme de capacité pénitentiaire, on doit tenir compte d'une certaine sous-estimation mais aussi, dans une certaine mesure, d'une surestimation ou, à tout le moins, d'un effet très incertain.

D'un côté, on doit tenir compte d'une certaine sous-estimation de « l'épargne » obtenue en terme de capacité pénitentiaire. Souvent, il n'a pas été possible d'estimer exactement la durée réelle de la période de détention préventive, parce que la date exacte de la dernière décision prise n'était pas connue (sous-estimation de la durée de la détention préventive d'un mois au maximum). Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du fait qu'un certain nombre de périodes de détention préventive n'étaient pas clôturées au moment de l'extraction des données, ce qui constitue une source complémentaire de sous-estimation de la durée exacte des détentions préventives.

D'un autre côté, on peut aussi s'interroger sur l'effet réel de cette « épargne » qui ressort des exercices de simulation.
Tout d'abord, il faut garder à l'esprit que selon une pratique administrative bien ancrée, dans certains cas[583], les périodes de détention préventive durant lesquelles est exécutée en même

[583] C'est notamment le cas quand le juge prononce une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis pour la partie de la peine qui dépasse la durée de la détention préventive, lorsque le condamné a subi une ou plusieurs

temps une peine définitive de privation de liberté, ne sont pas imputées en bout de compte sur la durée de la peine d'emprisonnement éventuelle qui pourrait être prononcée à l'issue du traitement de l'affaire qui a donné lieu à détention préventive (ce qui veut dire que dans ce cas, seuls les jours d'emprisonnement qui ont été subis exclusivement sous le statut de prévenu pourront être déduits de la peine définitive). Les jours de détention préventive qui n'auront pas pu être comptabilisés seront alors exécutés à l'issue de la peine qui était exécutée durant la période de détention préventive (exécution chronologique des peines). Dans d'autres cas, pour ce qui concerne la période durant laquelle une peine d'emprisonnement était exécutée en même temps qu'une détention sous mandat d'arrêt, ces jours de détention seront exécutés simultanément avec une peine déjà mise à exécution, au prorata de la part relative qu'elle a dans la durée totale de la peine (exécution cumulative des peines, échelonnée dans le temps). Il n'est pas certain que les juges, au moment de la fixation de la peine, soient (suffisamment) informés de ces pratiques de calcul de la peine, ni qu'ils puissent se faire une idée précise de cette partie de la période totale de la détention préventive qui sera finalement imputée sur la peine prononcée[584]. Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans l'hypothèse où ils en auraient bien connaissance, ils seraient peut-être incités à prononcer une peine privative de liberté de plus courte durée (du moins en supposant qu'il existerait réellement chez les magistrats un quelconque besoin de couvrir la période de détention préventive).

Ceci nous amène à une autre considération. On ne peut en effet pas être certain, même si le juge est suffisamment informé de la période de détention préventive finalement imputée sur la peine, qu'en cas par exemple de limitation de la durée maximale de détention préventive, « l'épargne » estimée (pour ce qui concerne la période de détention préventive) conduirait réellement à une diminution de la population pénitentiaire journalière. C'est pourquoi il est nécessaire que la peine soit réduite dans les mêmes proportions que la détention préventive. Une réduction du temps de détention sous le statut d'inculpé n'apporte en effet à première vue aucune épargne réelle pour la capacité pénitentiaire si la peine qui est finalement prononcée au fond par le juge pénal reste inchangée : dans ce cas, la réduction du temps de détention comme inculpé n'aurait en fait comme seul résultat qu'une partie équivalente de la peine finalement prononcée sera subie sous un autre statut, en l'occurrence sous le statut de condamné définitif. Il n'en reste pas moins que selon les dispositions légales et réglementaires actuelles, une réduction de la période de détention préventive pourrait avoir des effets favorables sur le maintien ou la maximalisation des possibilités de mise en liberté anticipées (sous le statut de condamné définitif) : une réduction des délais de détention préventive pourrait en effet avoir ici comme résultat que la date d'admissibilité pour une éventuelle mise en liberté anticipée ne soit pas encore dépassée au moment où la détention préventive prend fin. De plus, on pourrait également attendre d'une éventuelle limitation de la période de détention préventive - même indépendamment de l'éventuelle influence positive sur les possibilités de mise en liberté - un effet favorable sur la mesure de la peine qui sera finalement décidée par le juge pénal : il est ainsi possible qu'une plus courte période de détention préventive conduirait à ce que le juge pénal prononce au fond de moins longues peines de privation de liberté (par exemple, parce qu'il se sentirait dans une moindre mesure

---

peines durant cette période de détention préventive (circulaire ministérielle n°1411/VI du 19 avril 1982 – Administration des établissements pénitentiaires – Calcul d'une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis partiel).

[584] Même si la circulaire ministérielle du 19 avril 1982 précise à cet égard que chaque fois que des peines privatives de liberté sont exécutées pendant qu'un inculpé se trouve également détenu sous les liens d'un mandat d'arrêt, il y a lieu de transmettre, au moment de la mise en recommandation, une copie de la fiche d'écrou au Ministère public qui exerce les poursuites pour les faits ayant donné lieu au mandat afin que cette fiche puisse être jointe au dossier répressif.

« obligé » de « couvrir » la période de détention préventive par la peine finalement prononcée).

Sur base des analyses et considérations précédentes, nous pouvons avancer en guise de conclusion que l'effet réel d'une limitation de la durée effective de détention préventive (soit par l'introduction de durées de détention maximales, soit par des modifications dans la procédure) est d'un côté incertain - il faut le reconnaître - mais d'un autre côté, cette mesure comporte en soi un potentiel certain, du moins pour autant qu'elle produise des effets - au demeurant nécessaires - au niveau de la détermination de la peine (à savoir dans le sens d'une modération sur la peine finalement prononcée) et/ou que soient maximalisées les possibilités existantes de mise en liberté anticipée.

* * *

Bijlage 1

Overzicht van de oorspronkelijke delictcodes en de hercodering in functie van de creatie van ruime misdrijfcategorieën

Misdrijfcategorie	KF-code	Omschrijving
aanranding eerbaarheid	KF37.01	aanranding van de eerbaarheid-zonder geweld of bedreiging-minderjarige jonger dan 16 jaar ## Art. 372 al.1-374-378 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.02	aanranding van de eerbaarheid-zonder geweld of bedreiging-door een bloedverwant-op minderjarige ouder dan 16 jaar ## Art. 372 al.2-374-378 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.03	aanranding van de eerbaarheid-met geweld of bedreiging-op een meerderjarige ## Art. 373 al.1-374-378 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.04	aanranding van de eerbaarheid-met geweld of bedreiging-op minderjarige ouder dan 16 jaar ## Art. 373 al.1+2-374-378 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.05	aanranding van de eerbaarheid-met geweld of bedreiging-op minderjarige jonger dan 16 jaar ## Art. 373 al.3-374-378 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.06A	aanranding van de eerbaarheid-verzwarende omstandigheden-bloedverwant in opgaande lijn zijnde ## Art. 377 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.06B	aanranding van de eerbaarheid-verzwarende omstandigheden-als persoon die gezag heeft over het slachtoffer ## Art. 377 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.06C	aanranding van de eerbaarheid-verzwarende omstandigheden-met misbruik van gezag verleend door zijn functie ## Art. 377 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.06E	aanranding van de eerbaarheid-verzwarende omstandigheden-met hulp van een of meer personen ## Art. 377 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.07A	aanranding van de eerbaarheid-met de dood van het slachtoffer tot gevolg ## Art. 376 al.1 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.07B	aanranding van de eerbaarheid-met lichamelijke foltering of opsluiting ## Art. 376 al.2 SWB ##
aanranding eerbaarheid	KF37.07C	aanranding van de eerbaarheid-op een bijzonder kwetsbaar persoon of met bedreigingen door wapen ## Art. 376 al.3 SWB ##
andere	KF43.03	schuldig verzuim-weigering hulpverlening ## Art. 422bis SWB ##
andere	KF46.01	onopzettelijke slagen en verwondingen-gemeen recht ## Art. 418-420 SWB ##
andere	KF52.08	schending van beroepsgeheim-als boekhouder ## Art. 95 al.2 Wet 21.02.1985 - 458 SWB ##
andere	KF81	verkeersongeval met gekwetste(n) ## Art. 418-420 SWB ##
andere	KF99.99	andere misdrijven
bedreigingen	KF41.11A	smaad-aan ministeriele ambtenaar ## Art. 276 SWB ##
bedreigingen	KF41.11B	smaad-aan drager van het openbaar gezag ## Art. 276 SWB ##
bedreigingen	KF41.11C	smaad-aan agent drager van de openbare macht ## Art. 276 SWB ##
bedreigingen	KF41.11D	smaad-aan persoon met openbare hoedanigheid ## Art. 276 SWB ##
bedreigingen	KF41.12D	smaad-aan magistraat van de rechterlijke orde ## Art. 275 SWB ##
bedreigingen	KF41.13	smaad-bijzondere wetten-tegenover ambtenaar van douane & accijnzen ## Art. 328 par.2 K.B. 18.7.1977-276 SWB ##
bedreigingen	KF45.01A	bedreigingen-mondeling of schriftelijk-onder bevel of voorwaarde-criminele straf ## Art. 327 al.1-331 SWB ##
bedreigingen	KF45.01B	bedreigingen-schriftelijk-zonder bevel of voorwaarde ## Art. 327 al.2-331 SWB ##
bedreigingen	KF45.03	bedreigingen-door gebaren of zinnebeelden ## Art. 329 SWB ##
bedreigingen	KF45.04	bedreigingen-vals bericht van aanslag ## Art. 328 SWB ##
bedreigingen	KF45.05	bedreigingen-mondeling of schriftelijk-waarop minstens 3 maanden gevangenisstraf staat ## Art. 330 SWB ##
bedreigingen	KF52.01	ruchtbaarmaking-kwaadwillige ## Art. 449 SWB ##
bedreigingen	KF52.03	eerroof ## Art. 443-444-450 SWB ##
bedreigingen	KF56.01	racisme en xenofobie ## Art. 1-2 en 2 Wet 30.07.1981 ##
bedreigingen	KF98S	mondelinge beledigingen ## Art. art 561.7 SWB ##
bedrog	KF11.01	afpersing ## Art. 468-470 SWB ##
bedrog	KF11.02A	afpersing-met ongeneeslijklijkendeziekte,blijvende fys.of psych.ongeschiktheid,volledigverlies van het gebruik van een orgaan,zware verminking tot gevolg ## Art. 470-473 al.1,476 SWB ##
bedrog	KF11.02B	afpersing-met lichamelijke foltering ## Art. 470-473 al.2,476 SWB ##
bedrog	KF11.02C	afpersing - de dood veroorzaakt hebbend, zonder oogmerk om te doden ## Art. 470-474-476 SWB ##
bedrog	KF15.01	namaking-vervalsing van schuldbrieven van de staatskas,van rentebewijzen die ertoe behoren,van biljetten aan toonder van de staatskas of van Belgische bankbiljetten ## Art. 173 al.1-214 SWB ##
bedrog	KF15.02	namaking-vervalsing van biljetten aan toonder of bankbiljetten uitgegeven door een vreemde staat ## Art. 173 al.2-214 SWB ##
bedrog	KF15.03	namaking-vervalsing van schuldbrieven aan toonder van de openbare schuld van een vreemd land,hetzij van rentebewijzen die ertoe behoren ## Art. 174-214 SWB ##
bedrog	KF15.05	deelname aan de-poging tot-uitgifte van nagemaakte of vervalste aandelen,schuldbewijzen,of aan de -poging tot-invoering ervan in Belgie ## Art. 176-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.06	het zich wetens aanschaffen van nagemaakte of vervalste aandelen,schuldbrieven,of de -poging tot-uitgifte ervan ## Art. 177 al.1-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.07	het ontvangen of zich aanschaffen van nagemaakte of vervalste biljetten,met het oogmerk om ze in omloop te brengen ## Art. 177 al.2-214 SWB ##
bedrog	KF15.07A	het ontvangen of zich aanschaffen van nagemaakte of vervalste biljetten,met het oogmerk om ze in omloop te brengen (specifieke poging) ## Art. 177 al.2,al.3-214 SWB ##
bedrog	KF15.09	valse munt-namaking van gouden of zilvere munten ## Art. 160-214 SWB ##
bedrog	KF15.11A	valse munt-namaking van munten van ander metaal dan goud of zilver ## Art. 162-214 SWB ##
bedrog	KF15.13	valse munt-deelneming aan uitgifte of invoer in Belgie (of pogingen)-overleg met vervalsers ## Art. 168-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.13A	valse munt-deelneming aan uitgifte of invoer in Belgie (of pogingen)-overleg met vervalsers-gouden of zilveren munten ## Art. 168-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.13B	valse munt-deelneming aan uitgifte of invoer in Belgie (of pogingen)-overleg met vervalsers-andere munten dan van goud of zilver ## Art. 168-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.14	valse munt-in omloop brengen-of poging- van nagemaakte of geschonden muntstukken-zonder overleg met vervalser ## Art. 169 al.1-213-214 SWB ##
bedrog	KF15.16	valse munt-weer in omloop brengen van nagemaakte of geschonden muntstukken voor goede ontvangen ## Art. 170-213 SWB ##
bedrog	KF19.01	cheque zonder dekking-postcheque of postoverschrijving-uitgifte,overdracht,wetens en willens afhaling van dekking,dekking onbeschikbaar maken ## Art. 509bis SWB ##
bedrog	KF19.02	cheque zonder dekking-bankcheque-uitgifte,overdracht,wetens en willens afhalen van dekking,herroepen met bedriegelijk opzet of met het oogmerk om te schaden ## Art. 61 Wet 01.03.1961 ##
bedrog	KF20.01A	bedrog omtrent de identiteit van de verkochte zaak ## Art. 498,1e + 2e SWB ##
bedrog	KF20.01B	bedrog omtrent aard of oorsprong van de verkochte zaak ## Art. 498,1e+3e SWB ##
bedrog	KF20.05	misbruik van handelseffekten ## Art. 509 SWB ##
bedrog	KF20.06	misbruik van vertrouwen ## Art. 491 SWB ##
bedrog	KF20.10	misbruik van vertrouwen-in pandgeving van de handelszaak ## Art. 1-8 Wet 25.10.1919-491 SWB ##
bedrog	KF20.11	wegmaking van inbeslaggenomen voorwerpen-door de beslagene ## Art. 507 al.1 SWB ##
bedrog	KF20.12	wegmaking van inbeslaggenomen voorwerpen-door derden ## Art. 507 al.1 SWB ##
bedrog	KF20.13B	wegmaking-roerende goederen bedoeld in art. 223 BW-derden ## Art. 507 al.2 SWB ##
bedrog	KF20.14A	oplichting ## Art. 496 SWB ##
bedrog	KF20.14B	poging tot oplichting ## Art. 496 al. 2 SWB ##
bedrog	KF20.17	zegelverbreking-nalatigheid van bewaarder ## Art. 283 SWB ##
bedrog	KF21.01	rechtsbijstand-verkregen door bedrieglijke middelen ## Art. 699 Gerechtelijk Wetboek ##

bedrog	KF21.02	valsheid in geschriften en gebruik-partikulieren ## Art. 193-196-197-213-214 SWB ##
bedrog	KF22.01	valse naamdracht ## Art. 231 SWB ##
bedrog	KF24.01	namaking-vervalsing naam fabricant of handelsnaam + gebruik ervan ## Art.191-213 SWB ##
bedrog	KF24.05B	namaking of gebruik-van stempel,zegel,merk (+ poging) ## Art. 184al3-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.13	namaking- van 's Lands zegel of gebruik ervan ## Art. 179-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.15	namaking-vervalsing-te koop stellen van papier-goud-zilver met nagemaakte keurstempel ## Art. 181-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.19	valsheid in geschriften-namaking of gebruik van reispas,machtiging voor wapen of arbeidsboekje ## Art. 193-198-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.20	valsheid in geschriften-aannemen van een verdichte naam in reispas-machtiging voor wapen-reisboekje/het als getuige meewerken om een reispas, ## Art. 193-199-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.20A	gebruik,afstand of aannemen van een derde van een paspoort,reisdocument,...enz... ## Art. 199 bis 1 SWB ##
bedrog	KF24.21	valsheid in geschriften-reisorder-namaken of vervalsen of gebruik ervan ## Art. 193-200-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.22	valsheid in geschriften-reisorder-aannemen van verdichte naam ## Art. 193-201-214 SWB ##
bedrog	KF24.23A	vaslheid in geschriften-getuigschriften-vals attest-opgemaakt onder de naam van een openbaar officier of ambtenaar-om de welwillendheid op te weken ## Art. 193-205-214 SWB ##
bedrog	KF24.24A	valsheid in geschriften-getuigschriften-valse attesten-opgemaakt onder de naam van een bijzonder persoon-om de welwillendheid op te wekken ## Art. 193-205-214 SWB ##
bedrog	KF24.24B	valsheid in geschriften - getuigschriften - valse attesten - opgemaakt onder de naam van een bijzonder persoon - om de welwillenheid op te wekken : gebruik ervan ## Art. 193-205-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.25A	valsheid in geschriften-valse attesten opgemaakt onder de naam van een openbaar officier of ambtenaar die private of openbare belangen schaden/gebruik ## Art. 193-206-214 SWB ##
bedrog	KF24.25B	valsheid in geschriften-valse attesten opgemaakt onder de naam van een bijzonder persoon die private of openbare belangen schaden/gebruik ## Art. 193-206-214 SWB ##
bedrog	KF24.25C	vals getuigschrift van welke aard ook, dat openbare of private belangen kan schaden : gebruik ervan ## Art. 193-206-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.26	valsheid in geschriften - gebruik van een attest, valselijk opgemaakt in de omstandigheden, omschreven in de art. 203-204-205-206 SWB ## Art. 193.207.213.214 SWB ##
bedrog	KF24.27A	valsheid in geschriften-getuigschrift afgegeven door een openbare overheid-medewerking van getuige bij de vervalsing ## Art. 193al.1-209-213-214 SWB ##
bedrog	KF24.28A	valsheid in geschriften-opmaken van vals getuigschrift van ziekte of gebrek onder de naam van een geneesheer dat van een wettelijke verplichting vrijstelt ## Art. 193-203-207-214 SWB ##
bedrog	KF24.29C	valsheid in geschriften - gebruik van een attest, valselijk opgemaakt in de omstendigheden omschreven in het art. 204 SWB ## Art. 193-204-207-213-214 SWB ##
bedrog	KF25.01	belangenneming-als ambtenaar,een onrechtmatig voordeel aanvaarden ## Art. 245 SWB ##
bedrog	KF25.03A	aktieve omkoping-van openbaar ambtenaar-voor een rechtmatige handeling niet aan betaling onderworpen(+ poging) ## Art. 246 al.1-252-253 SWB ##
bedrog	KF25.03B	aktieve omkoping van openbaar ambtenaar-voor onrechtmatige of onthouding van handeling ## Art. 246 al.2-252-253 SWB ##
bedrog	KF25.03C	aktieve omkoping van openbaar ambtenaar-voor onrechtmatige of onthouding van handeling-met effectief gevolg ## Art. 247-252-253 SWB ##
bedrog	KF25.03D	aktieve omkoping van openbaar ambtenaar-om een misdaad of een wanbedrijf te plegen ## Art. 248-252-253 SWB ##
bedrog	KF25.04	passieve omkoping van openbaar ambtenaar-voor een rechtmatige handeling,niet aan betaling onderworpen ## Art. 246 al.1-253 SWB ##
bedrog	KF25.05	omkoping-passieve van openbaar ambtenaar-voor een onrechtmatige handeling of onthouding ## Art. 246 al.2-253 SWB ##
bedrog	KF25.06	passieve omkoping van openbaar ambtenaar-voor een onrechtmatige handeling of onthouding-met effectief gevolg ## Art. 247-253 SWB ##
bedrog	KF25.08A	passieve omkoping van een rechter,rechter assessor of scheidsrechter ## Art. 249-251-253 SWB ##
bedrog	KF25.21	Valsheid en /of gebruik ervan
bedrog	KF25.21A	valsheid in geschriften-door openbaar officier of ambtenaar/gewone valsheid + gebruik ## Art. 193-194-197-214 SWB ##
bedrog	KF25.21B	valsheid in geschriften - door openbaar officier of ambtenaar / gewone valsheid : gebruik ## Art. 193-194-197-213-214 SWB ##
bedrog	KF25.22A	valsheid in geschriften-door openbaar officier of ambtenaar/vervalsing van het wezen of de omstandigheden van de akte/gebruik ## Art. 193-195-197-213-214 SWB ##
bedrog	KF25.24	valsheid in geschriften-reispas-arbeidboekje-reisorder-verdichte naam ## Art. 193-202 al.1 SWB ##
bedrog	KF25.24A	valsheid in geschriften-afgeven van reispas,machtiging voor wapen,reisorder op een verdichte naam-als openbaar officier-met aanneming van gifte of belofte ## Art. 193-202 al.3-214 SWB ##
bedrog	KF25.26	verduistering en knevelarij door ambtenaar-gelden,effekten,akten,roerende zaken ## Art. 240-244-260 SWB ##
bedrog	KF26.01	afzetterij-van dranken,spijzen,logies,huurrijtuig ## Art. 508bis SWB ##
bedrog	KF26.04	afzetterij-tanken van brandstof ## Art. 508ter SWB ##
bedrog	KF28.01	bedrieglijke verberging-roerende zaken ## Art. 508 SWB ##
bedrog	KF28.02	bedrieglijke verberging-gevonden goed ## Art. 1 Wet 30.12.1975 ##
bedrog	KF37.50	vreemde publicaties-invoer-verspreiding ## Art. 1-2-3 Wet 11.04.1936 ##
bedrog	KF49.01	inmenging in ambten-openbare,burgerlijke,militaire ambten ## Art. 227 SWB ##
bedrog	KF49.02	aanmatiging titels en ambten-dragen van kledij,uniform,ereteken ## Art. 228 SWB ##
bedrog	KF49.06	aanmatiging titels en ambten-personen die deelnemen aan de uitoefening van de openbare macht of van een burgerlijk,militaire of openbaar ambt ## Art. 227bis par.1 SWB ##
bedrog	KF59.05	geneesmiddelen- verkoop van geneesmiddelen zonder medisch voorschrift ## Art. 6 al 3-16 Wet van 25.03.1964 ##
bedrog	KF59.06	geneesmiddelen - reclame ## Art. 9 par 1-16 Wet 25.03.1964 ##
bedrog	KF62.01	volksgezondheid-vervalsing voedingsmiddelen ## Art. 500al.1 en 2 SWB ##
bedrog	KF62.02	volksgezondheid-verkoop vervalste voedingsmiddelen ## Art. 500al.1 en 3 SWB ##
bedrog	KF62.05	volksgezondheid-hormonen-verhandelen van dieren vetgemest met andere stoffen dan in art. 3 ## Art. 1-2-4§2-5-10§1.1a.§3 Wet 15.07.1985 ##
bedrog	KF62.11	volksgezondheid-hormonen-toedienen met het oog op vetmesting-stoffen ander dan in art. 3 vermeld ## Art. 1-2-4§2-10§1.2a.§3 Wet 15.07.1985 ##
bedrog	KF63.01	landbouw-jacht-vergunningen en licenties ## Art. Wet 28.02.1882 décr. W 28.06.1960 décr. VL 24.07.1991 ##
bedrog	KF63.01A	landbouw-jacht-terrein kleiner dan 25 hectaren ## Art. 2bis Wet 28.02.1882 ##
bedrog	KF67.01	radioverbindingen-onwettig houden van zend of ontvangtoestel ## Art. 1-3§1-15 Wet 30.07.1979 + 33 KB 15.10.1979 ##
bedrog	KF67.02	radioverbindingen-ontwettig opvangen van radioverbindingen(vb: radardetector, scanner) ## Art. 1-4c-15 Wet 30.07.1979 + 33 KB 15.10.1979 ##
bedrog	KF67.04	telefoon-onwettig afluisteren van telefoon gesprekken of onderscheppen van telegram ## Art. 111-113-114-117 wet 21.3.1991 ##
bedrog	KF67.05	onwettig gebruik van telefoonlijnen ## Art. 111-113-114-117 wet 21.3.1991 ##
bedrog	KF68.01	namaking van handelsmerken ## Art. 8-9-12-13en14 Wet 01.04.1879 ##
bedrog	KF68.03A	auteursrechten- namaking van modellen ## 80 en 81 Wet 30.06.1994 ##
bedrog	KF68.06	bedrieging-over de aard ## Art. ##
bedrog	KF69.01	arbeid-werkloosheid-onrechtmatig afstempelen kontrolekaart ## Art. 153-195-261.5-263 KB 20.12.1963 ##
bedrog	KF69.04	tewerkstelling van vreemde arbeiders ## Art. KB n°34 van 20.07.1967 ##
bedrog	KF69.60B	sociale zekerheid van de arbeiders - als werkgever verzuimd te hebben zich bij de RSZ te laten inschrijven ## Art. 21,35 wet 27/6/1969 ##
bedrog	KF69.60F	sociale dokumenten - verzuimd te hebben een personeelsregister bij te houden ## Art. 3-1° KB 8/8/1980, 11§3a KB 23/10/78 ##
bedrog	KF69.60H	personen die de Belgische nationaliteit niet bezitten, te hebben tewerkgesteld ## Art. 4, 27-2 KB 20/7/67 gewijz. wet 27/7/76 ##

bedrog	KF69.60M	sociale zekerheid - verzuimd te hebben aangifte te doen bij de RSZ ## Art. wet 27/6/1969 gewijz. bij wet 22/12/1989 en KB 11/9/1991 ##
bedrog	KF70.01	uitlokken van inschrijvingen of aankopen van aandelen van vennootschappen art 202 gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen + ## art 496 SWB ##
bedrog	KF71.01	boekhouding en jaarrekeningen in de ondernemingen-gebrekkige boekhouding ## Art. 17 Wet 17.07.1975 ##
bedrog	KF71.03	jaarrekeningen-laattijdige neerlegging ## Art. 10-80al.1-2-137-158-197-200-201 al.4-210 gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen ##
bedrog	KF71.04	jaarrekeningen-niet voorleging aan de algemene vergadering ## Art. 200-201 al.3 quater-210 gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen ##
bedrog	KF71.05	valsheid in jaarrekeningen ## Art. 207-208-209-210 gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen ##
bedrog	KF71.06	verboden beheersfunctie-als veroordeelde-als gefailleerde ## Art. 1-1bis-3-4 A.R.n°22 van 24.10.1934 ##
bedrog	KF72.01	bedriegelijk onvermogen ## Art. 490bis §1 SWB ##
bedrog	KF75.02	bedrieglijke bankbreuk ## Art. 489,2e SWB; 437-438-440-441-472-577-579-583 Wb.Koophandel ##
bedrog	KF75.03	bedriegelijk faillissement-wegmaking,verbergen of helen van voorwerpen in het belang van een gefailleerde ## Art. 490 al.1 SWB ##
bedrog	KF75.04	bedriegelijk faillissement-indienen van verdichte of overdreven schuldvorderingen bij faillissement ## Art. 490 al.2 SWB ##
bedrog	KF75.07	als curator, ontrouw in zijn beheer ## Art. 490,4e SWB ##
bedrog	KF78.01	inkomstenbelasting-inbreuken op wetboek van inkomstenbelastingen en uitvoeringsbesluiten ## Art. 449 WIB ##
bedrog	KF78.02	inkomstenbelasting-niet indienen van aangifte ## Art. 305-449 WIB ##
bedrog	KF78.05	inkomstenbelasting-valsheid in openbare, handels of privegeschriften -of gebruik- met het oog op het plegen van inbreuk op het wetboek van inkomstenbelastingen en uitvoeringsbesluiten ## Art. 450 KB 10.04.1992 ##
bedrog	KF78.07	BTW-inbreuken op het wetboek over BTW of uitvoeringsbesluiten ## Art. 73 Wet 03.07.1969 ##
bedrog	KF78.08	BTW-valsheid in openbare-handerls of privegeschriften-of gebruik- met het oog op het plegen van een inbreuk op het wetboek over BTW of uitvoeringsbesluiten ## Art. 73 bis Wet 03.07.1969 ##
bendevorming	KF10.05	bendevorming-deelname ## Art. 322 tot en met 326 SWB ##
bendevorming	KF10.05A	bendevorming-plegen van misdaden waarop doodstraf of dwangarbeid is gesteld-deelname of hulpverlening ## Art. 322-324 al.1+2 SWB ##
bendevorming	KF10.05B	bendevorming-plegen van misdaden andere dan deze waarop doodstraf of dwangarbeid is gesteld-deelname ## Art. 322-324 al.1+3 SWB ##
bendevorming	KF10.05C	bendevorming-plegen van wanbedrijven-deelname ## Art. 322-324 al.1+4 SWB ##
bendevorming	KF10.06	bendevorming-aanstoker of hoofd ## Art. 322 a 326 SWB ##
bendevorming	KF10.06A	bendevorming-plegen van misdaden waarop doodstraf of dwangarbeid is gesteld-aanstoker of hoofd ## Art. 322-323 al.1 SWB ##
bendevorming	KF10.06B	bendevorming-plegen van misdaden andere dan deze waarop doodstraf of dwangarbeid is gesteld-aanstoker of hoofd ## Art. 322-323 al.2 SWB ##
bendevorming	KF10.06C	bendevorming-plegen van wanbedrijven-aanstoker of hoofd ## Art. 322-323 al.2 SWB ##
diefstal	KF14.01	huisdiefstal ## Art. 461 al.1-463-464-465 SWB ##
diefstal	KF17.01	diefstal-met braak,inklimming,valse sleutels ## Art. 461-467 al.1 SWB ##
diefstal	KF17.02	diefstal-met braak,inklimming,valse sleutels/kortstondig gebruik ## Art. 461 al.2-467 al.1 SWB ##
diefstal	KF17.03	diefstal-gepleegd door openbaar ambtenaar door middel van ambtsbediening ## Art. 461-467 al.2 SWB ##
diefstal	KF17.04	diefstal-door inroepen van titel of kentekens van een openbaar ambtenaar of door inroepen van vals bevel van het openbaar gezag ## Art. 461-467 al.3 SWB ##
diefstal	KF18.01	gewone-diefstal ## Art. 461-463 SWB ##
diefstal	KF18.02	diefstal-voor kortstondig gebruik ## Art. 461 al.2-463 SWB ##
diefstal	KF18.03	poging gewone diefstal ## Art. 51-53-461 al.1-463-466 SWB ##
diefstal	KF18.04	poging gewone diefstal-voor kortstondig gebruik ## Art. 51-53-461 al.2-463-466 SWB ##
diefstal	KF25.02	diefstal-als ambtenaar of openbaar officier ## Art. 467 al.3 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.03	diefstal met geweld of bedreiging ## Art. 461-468 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.04	diefstal-op heterdaad-met geweld of bedreiging om in het bezit van de weggenomen voorwerpen te kunnen blijven,of om de vlucht te verzekeren ## Art. 461-468-469 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05A	met braak-inklimming-valse sleutels ## Art. 461-468-471 al.1+2 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05B	door openbaar ambtenaar door middel van zijn ambtsbediening gepleegd ## Art. 461-468-471 al.1+3 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05C	met aannemen van titel of kentekens van een openbaar ambtenaar of inroepen van een vals bevel van het openbaar gezag ## Art. 461-468-471 al.1+4 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05D	bij nacht ## Art. 461-468-471 al.1+5 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05E	door twee of meer personen ## Art. 461-468-471 al.1+6 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.05F	met voertuig om de diefstal of zijn vlucht te vergemakkelijken ## Art. 461-468-471 al.1+7 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.06A	onder twee van de in artikel 471 SWB vermelde omstandigheden ## Art. 461-468-472 al.1+2 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.06B	met gebruik of vertoon van wapens ## Art. 461-468-472 al.1+3 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.06C	met gebruik van weerloosmakende of giftige stoffen ## Art. 461-468-472 al.1+4 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.06D	met gebruik van een gestolen voertuig om de diefstal of zijn vlucht te vergemakkelijken ## Art. 461-468-472 al.1+5 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.06E	met gebruik van voertuig waardoor verwarring kan ontstaan met een voertuig van de ordediensten ## Art. 461-468-472 al.1+6 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.07A	ongeneeslijk lijkende ziekte, blijvende fys. of psych. ongeschiktheid, volledig verlies van het gebruik van een orgaan of zware verminking ## Art. 461-468-471-473 al.1 et al.2-476 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.07B	met lichamelijke foltering ## Art. 461-468-472-473 al.3 SWB ##
diefstal met geweld	KF11.08	diefstal-met geweld-die de dood veroorzaakt heeft-zonder het oogmerk om te doden (+ poging) ## Art. 461-468-474-476 SWB ##
diefstal met geweld	KF30.01	diefstal-met geweld-die de dood veroorzaakt heeft-zonder het oogmerk om te doden (+ poging) ## Art. 461-468-474-476 SWB ##
doodslag	KF11.02D	afpersing-doodslag om afpersing te vergemakkelijken ## Art. 470-475 SWB ##
doodslag	KF11.09	diefstal-doodslag om diefstal te vergemakkelijken ## Art. 461-468-475 SWB ##
doodslag	KF16.17	wegmaken van lijk ## Art. 340 SWB ##
doodslag	KF30.02	diefstal-doodslag om diefstal te vergemakkelijken ## Art. 461-468-475 SWB ##
doodslag	KF30.03	doodslag ## Art. 392-393 SWB ##
doodslag	KF30.05	kindermoord-met voorbedachten rade ## Art. 392-393-394-396 SWB ##
doodslag	KF30.07	moord ## Art. 392-393-394 SWB ##
doodslag	KF30.08	oudermoord ## Art. 392-393-394-395 SWB ##
doodslag	KF30.09	verschoonbare doodslag ## Art. 411-412-413-414 SWB ##
doodslag	KF30.10	vergiftiging ## Art. 392-393-397 SWB ##
doodslag	KF43.24	vergiftiging-opzettelijke-zonder het oogmerk te doden-poging ## Art. 402-405 SWB ##
drugs	KF60.00	Inbreuk op de wetgeving inzake drugs
drugs	KF60.01	verdovende middelen-onwettig bezit ## Art. 2 bis par.1 Wet 24.02.1921 gew. 09.07.1975 - art.1-11+28 KB 31.12.1930 (art 1-2 en 32 KB 02.12.1988) ##

drugs	KF60.02	verdovende middelen-gebruik in groep ## Art. 3 al.1 Wet 24.02.1921 gew. 09.07.1975 - art.1-11+28 KB 31.12.1930 (art 1-2 en 32 KB 02.12.1988) ##
drugs	KF60.03	verdovende middelen-aan anderen het gebruik te hebben vergemakkelijkt of er toe aangezet ## Art. 3 al.2 Wet 24.02.1921 gew. 09.07.1975 - art.1-11+28 KB 31.12.1930 (art 1-2 en 32 KB 02.12.1988) ##
drugs	KF60.04	verdovende middelen-onderhoud van toxicomanie-misbruik ## Art. 3 al.3 Wet 24.02.1921 gew. 09.07.1975 - art.1-23+28 KB 31.12.1930 (art 1-2 en 32 KB 02.12.1988) ##
drugs	KF60.06	verdovende middelen-verzwarende omstandigheden-ouderdom van het slachtoffer ## Art. 2bis Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.06A	verdovende middelen-verzwarende omstandigheden-minderjarige meer dan 16 jaar ## Art. 2bis par.2a Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.06B	verdovende middelen-verzwarende omstandigheden-minderjarige meer dan 12 jaar en minder dan 16 jaar ## Art. 2bis par.3a Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.06C	verdovende middelen-verzwarende omstandigheden-minderjarige minder dan 12 jaar ## Art. 2bis par.4a Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.07	verdovende middelen-ziekte of dood van het slachtoffer ## Art. 2bis Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.07B	verdovende middelen-dood van het slachtoffer ## Art. 2bis par.3c Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.08	verdovende middelen-deelneming aan vereniging ## Art. 2 bis Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.08A	verdovende middelen-deelneming aan vereniging-hoofd- of bijkomstige aktiviteit ## Art. 2 bis par.3b Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.08B	verdovende middelen-deelneming aan vereniging-als hoofd ## Art. 2 bis par.4b Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.09	verdovende middelen-specifieke herhaling ## Art. art. 5 Wet 24.2.1921 gew. 09.07.1975 ##
drugs	KF60.10A	Verdovendemiddelen - dronabinol ## Art. nr 14 - art... KB 02 December 1988 ##
drugs	KF60.10AB	verdovende middelen-CANNABIS (haschisch-marijuana-banghi-kif) ## Art. nr 15-art. 1-11-28 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10AC	verdovende middelen-COCAINUM (Cocaine) ## Art. nr 19-art. 1-11-28 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10AF	verdovende middelen-HEROINUM (Heroine) ## Art. nr 36 - art. 1-11-28 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10AH	verdovende middelen-METHADONUM (Mephenon) ## Art. nr 47 - art. 1-11-28 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10AI	verdovende middelen-MORPHINUM (Morphine) ## Art. nr 53 - art. 1-11-28 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10BA	verdovende middelen-CODEINUM (Codeine) ## Art. nr 3 - art. 1bis par. 1-11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CA	verdovende middelen-AMPHETAMINE ## Art. nr 1 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CC	verdovende middelen-METHYLPHENIDATE (Rilatine) ## Art. nr 4 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CF	verdovende middelen-PSILOCYBINE ## Art. nr 9d - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CH	verdovende middelen-METHAQUALONE (Toquilone) ## Art. nr 18 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CJ	verdovende middelen-M.D.A (Extasy-XTC) ## Art. nr 26 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CK	verdovende middelen-D.M.A (Extasy-XTC) ## Art. nr 28 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CL	verdovende middelen-M.D.M.A. (Extasy-XTC) ## Art. nr 33 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10CM	verdovende middelen-MDA (M.D.E.) ## Art. nr 35 - art. 1 K.B. 2.12.1988 + art. 11 K.B. 31.12.1930 ##
drugs	KF60.10DB	verdovende middelen-FLUNITRAZEPAM (Rohypnol-Roche 2-Roche 4) ## Art. art. 11-29 K.B. 02.12.1988 ##
familie	KF40.01	ontvoering van minderjarige-kind minder dan 7 jaar ## Art. 364 SWB ##
familie	KF40.02	ontvoering van minderjarige-verberging van een kind minder dan 7 jaar ## Art. 365 SWB ##
familie	KF40.04	ontvoering van minderjarige-weigering van afgifte van kind minder dan 7 jaar ## Art. 367 SWB ##
familie	KF40.05	ontvoering van minderjarige-met geweld,list,bedreiging -ontvoeren van meisje minder dan 16 jaar ## Art. 368-369 SWB ##
familie	KF40.06	ontvoering van minderjarige-met geweld,list,bedreiging ## Art. 368 SWB ##
familie	KF40.07A	ontvoering met toestemming van meisje door meerderjarige ## Art. 370 SWB ##
familie	KF40.07B	ontvoering met toestemming van meisje minder dan 18 jaar door minderjarige ## Art. 370 SWB ##
familie	KF42.03	dubbel huwelijk ## Art. 391 SWB ##
familie	KF42.09A	vrijwillige onthouding van voedsel of verzorging aan en kind jonger dan 16 jaar of aan een onbekwame ## Art. 401 bis SWB ##
familie	KF42.09D	vrijwillige onthouding van voedsel of verzorging aan een kind jonger dan 16 jaar of aan een onbekwame, met de dood als ongewild gevolg ## Art. 401 al.1 - 401 bis SWB ##
familie	KF42.11	tegenover bloedverwant in opgaande lijn ## Art. 410 al.1 SWB ##
familie	KF42.12	door ouder(s) of enig persoon die gezag heeft ## Art. 410 al.2 SWB ##
familie	KF42.19	onttrekking van minderjarigen-ontvoering-door vader of moeder in weerwil van de wet over de jeugdbescherming ## Art. 369 bis al.1+2 SWB ##
familie	KF42.20	onttrekking van minderjarigen-ontvoering-door vader of moeder-in weerwil van een rechterlijke beslissing ## Art. 369bis al.1+4 SWB ##
familie	KF42.22	onttrekking van minderjarigen-echtscheiding door onderlinge toestemming-niet aangifte van een minderjarige-ontvoering van een minderjarige-ontvoering van minderjarige ## Art. 369bis al.1+5 SWB ##
familie	KF42.26	vondeling leggen en verlaten van kinderen-op niet eenzame plaats ## Art. 354SWB ##
familie	KF42.27	vondeling leggen en verlaten van kinderen-als vader of moeder of persoon aan wie het kind of de onbekwame was toevertrouwd ## Art. 354-355 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF10.01	gijzeling ## Art. 347bis al.1+2 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF10.03	gijzeling-ongeneeslijk lijkende ziekte,blijvende ongeschiktheid,volledig verlies van het gebruik van een orgaan,zware verminking,dood ## Art. 347bis al.4 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF10.04	gijzeling-met lichamelijke foltering ## Art. 347bis al.5 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF33.01	vrijheidsberoving-wederrechtelijk door particulier ## Art. 434 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF33.02A	vrijheidsberoving-wederechtelijk-die langer dan 10 dagen geduurd heeft ## Art. 434-435 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF33.02C	vrijheidsberoving-wederechtelijk-verricht op vals bevel van het openbaar gezag of met doodsbedreigingen ## Art. 434-437 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF33.02E	vrijheidsberoving-wederrechtelijk-de gevangen gehouden persoon lichamelijk gefolterd werd ## Art. 434-438,1e SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF34.05	vrijheidsberoving-wederrechtelijk-als openbaar officier ## Art. 147 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF34.05B	vrijheidsberoving-wederrechtelijke-door openbaar officier-die langer geduurd heeft dan 1 maand ## Art. 147 al.3 SWB ##
gijzeling-wederr vrijheidsber	KF34.07	vrijheidsberoving-wederrechtelijk-als openbaar ambtenaar-weigering de wederrechtelijke vrijheidberoving te doen ophouden-terwijl hij niet bevoegd was ## Art. 156 SWB ##
heling	KF27.01	heling ## Art. 505 al.1 SWB ##
heling	KF27.02	heling van zaken bedoeld in artikel 42.3 SWB (witwassen) ## Art. 505 al.2 SWB ##
mensenhandel	KF37.40I	Mensenhandel
niet relevant	KF00.01	poging tot misdaad ## Art. 51-52-80 SWB ##
niet relevant	KF00.02	poging tot wanbedrijf ## Art. 51-53 SWB ##
niet relevant	KF01.01	herhaling-misdaad na misdaad ## Art. 54-55 SWB ##
niet relevant	KF01.02	herhaling-wanbedrijf na misdaad ## Art. 56al.1SWB ##
niet relevant	KF01.04	herhaling-wanbedrijf na wanbedrijf ## Art. 56al.2SWB ##
niet relevant	KF02.01	mededader ## Art. 66 SWB ##

niet relevant	KF02.01A	dader ## 66 SWB ##
niet relevant	KF02.01B	dader of mededader ## 66 SWB ##
niet relevant	KF02.02	medeplichtige ## Art. 67-69 SWB ##
niet relevant	KF05.01	herkwalificatie-vergissing in de kwalificatie ## Art. ##
niet relevant	KF06.00	samenhang ## Art. 226-227 WSV ##
niet relevant	KF06.01	samenhang-bevoegdheid van de Politierechtbank ## Art. 137-138-226-227 WSV ##
niet relevant	KF80	politieberoep ## Art. ##
niet relevant	KF99	twee veroordelingen binnen de drie jaar ## art 38 par 1.3 al 2 KB 16.3.68 gew. wet 9.6.75 ##
niet relevant	KF99.97A	Misdrijf begaan door minderjarige, niet nader gespecifieerd(wet XX.XX.2002)
niet relevant	KF99R	wettige herhaling - straf niet ondergaan of niet verjaard ## Art. art 56 al 2 SWB ##
niet relevant	KF99S	wettige herhaling - straf ondergaan of verjaard ## Art. art 56 al 2 SWB ##
onvrijwillige doding	KF44.01	onopzettelijke doding-gemeen recht ## Art. 418-419 SWB ##
onvrijwillige doding	KF87	dodelijk verkeersongeval ## Art. 418-419 SWB ##
onvrijwillige doding	KF99.95	onvrijwillige doding en verwondigen met verkeersmisdrijf
openbare orde	KF122.3	Art. 4 AL.1 B.W. 14.11.1939 Dronkenm. dranken opgediend aan dronken persoon (+ 18 jaar) ## Art. AR 1.12.75 |3 ##
openbare orde	KF122.6	Art. 6 B.W. 14.11.1939 Persson doen drinken totdat hij dronken was (+ 18 jaar) ## Art. AR 1.12.75 |6 ##
openbare orde	KF16.03	het bewerken of vergemakkelijken van de ontvluchting in hoofde van een persoon die niet is aangesteld om de gevangene te geleiden of te bewaken ## Art. 332-333-334-335 SWB ##
openbare orde	KF16.04A	het bevorderen van de ontvluchting ou de ontvluchtingspoging-door het verschaffen van werktuigen ## Art. 332-333-334-336 SWB ##
openbare orde	KF35.04A	aanzetten tot het plegen van misdrijven-misdaden ## Art. 1 al.1 Wet 25.03.1891 ##
openbare orde	KF37.15	ontucht-aanhitsing-minderjarige-staat van minderjarigheid niet bekend ## Art. 380-382 SWB ##
openbare orde	KF37.15A	ontucht-aanhitsing-minderjarige meer dan 16 jaar- staat van minderjarigheid bekend ## Art. 379-382 SWB ##
openbare orde	KF37.15B	ontucht-aanhitsing-minderarige minder dan 16 jaar en meer dan 14 jaar-staat van minderjardigheid bekend ## Art. 379 al.1+2-382 SWB ##
openbare orde	KF37.15C	ontucht-aanhitsing-minderarige minder dan 14 jaar en meer dan 10 jaar-staat van minderjardigheid bekend ## Art. 379 al.1+3-382 SWB ##
openbare orde	KF37.19A	ontucht-verzwarende omstandigheden-als bloedverwant in opgaande lijn van het slachtoffer ## Art. 266-381 al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.19B	ontucht-verzwarende omstandigheden-als persoon die gezag heeft over het slachtoffer ## Art. 266-381 al.2 SWB ##
openbare orde	KF37.20	ontucht-aanhitsing-door woorden,gebaren,tekens/in een openbare plaats ## Art. 380 quater al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.21A	ontucht-aanhitsing-door woorden,gebaren,tekens/in een openbare plaats-tegenover een minderjarige ## Art. 380 quater al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.22	openbare zedenschennis-door liederen,geschriften,prenten strijdig met de goede zeden ## Art. 383 al.1-386ter al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.23	openbare zedenschennis-door schunnige woorden,liederen-in openbare plaatsen ## Art. 383 al.1+2-386ter al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.24	openbare zedenschennis-door liederen,geschriften,prenten strijdig met de goede zeden-handel of verspreiding ## Art. 383 al.1+3-386ter SWB ##
openbare orde	KF37.25	openbare zedenschennis-zinnebeelden of voorwerpen strijdig met de goede zeden-handel of verpreiding ## Art. 383 al.1+4-386ter SWB ##
openbare orde	KF37.28A	openbare zedenschennis-verzwarende omstandigheden-het misdrijf gepleegd zijnde tegenover een minderjarige ## Art. 383-386 al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.28B	openbare zedenschennis-als vervaardiger van de onzedige publicatie ## Art. 383-384 SWB ##
openbare orde	KF37.29	openbare zedenschennis-uitdeling aan minderjarige,tentoonstelling van afbeeldingen,prenten,voorwerpen, die verbeelding kunnen prikkelen ## Art. 386bis SWB ##
openbare orde	KF37.30A	openbare zedenschennis-het tentoonstellen, verkopen, verhuren, verspreiden of overhandigen van zinnebeelden, enz, die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter minderjarige -16jaar ## art. 383 bis 1° SW ##
openbare orde	KF37.30B	openbare zedenschennis-het wetens, in bezit te hebben van zinnebeelden, enz, die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter minderjarige -16 jaar ## art. 383 bis 2° SWB ##
openbare orde	KF37.31	openbare zedenschennis-door handelingen die de eerbaarheid kwetsen ## Art. 385al.1-386ter al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.31A	openbare zedenschennis-door handelingen/in tegenwoordigheid van minderjarige beneden 16 jaar ## Art. 385al.1+2-386ter al.1 SWB ##
openbare orde	KF37.32A	prostitutie-aanwerving van meerderjarige of minderjarige (+ poging) ## Art. 380bis al.1-382 SWB ##
openbare orde	KF37.32B	prostitutie - kamers of enige andere ruimte te hebben verkocht, verhuurt of ter beschikking gesteld, ten einde een abnormaal profijt te realiseren ## art. 380bis ½1-3° SWB ##
openbare orde	KF37.32C	prostitutie- verzwarende omstandigheden- daad van deelneming aan hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging ## art. 383 bis ½3 SWB ##
openbare orde	KF37.33	prostitutie-houden van ontuchthuis ## Art. 380bis al.2-382 SWB ##
openbare orde	KF37.34	prostitutie-souteneur te zijn geweest ## Art. 380bis al.3-382 SWB ##
openbare orde	KF37.35	prostitutie-exploitatie van andermans prostitutie ## Art. 380bis al.4-382 SWB ##
openbare orde	KF37.36	prostitutie-iemand in huis van prostitutie tegenhouden ## Art. 380ter-382 SWB ##
openbare orde	KF37.37	prostitutie-iemand tot prostitutie gedwongen te hebben ## Art. 380ter-382 SWB ##
openbare orde	KF37.41	prostitutie-uitbating inrichting niettegenstaande verbod (art. 382 al.3 SWB) ## Art. 382 al.2+3+4 SWB ##
openbare orde	KF41.01	beledigingen-mondeling-aan drager van het openbaar gezag ## Art. 444-448 al.2 SWB ##
openbare orde	KF41.08	weerspannigheid ## Art. 269-271-274 SWB ##
openbare orde	KF41.09A	door een enkele persoon-voorzien van wapens ## Art. 269-271-274 SWB ##
openbare orde	KF41.09B	door verscheidene personen-zonder afspraak ## Art. 269-272-274 SWB ##
openbare orde	KF41.09C	door verscheidene personen-zonder afspraak-met wapens ## Art. 269-272-274 SWB ##
openbare orde	KF41.09D	door verscheidene personen-na afspraak ## Art. 269-272-274 SWB ##
openbare orde	KF41.09E	door verscheidene personen-na afspraak-met wapens ## Art. 269-272-274 SWB ##
openbare orde	KF41.14	slagen en verwondingen-aan lid van wetgevende kamers,minister,lid van arbitragehof,magistraat,officier van de openbare macht ## Art. 278 SWB ##
openbare orde	KF41.14A	slagen en verwondingen-in de vergadering van de kamers of op de terechtzitting van het hof of de rechtbank ## Art. 278 al.2 SWB ##
openbare orde	KF41.14B	slagen en verwondingen-met bloeduitstorting,verwonding,ziekte ## Art. 279 SWB ##
openbare orde	KF41.15A	slagen en verwondingen-aan ministerieel ambtenaar,agent drager van de openbare macht,persoon met openbare hoedanigheid ## Art. 280 SWB ##
openbare orde	KF41.15B	slagen en verwondingen-met bloeduitstorting,verwondingen,ziekte ## Art. 281 SWB ##
openbare orde	KF41.16	aanzetten tot oproer - met gevolg ## Art. 66 al.4 SWB ##
openbare orde	KF53.09	woonstschennis-met geweld,bedreigingen,braak ## Art. 439-480-483-486-487 SWB ##
openbare orde	KF53.11	woonstschennis-bij nacht ## Art. 439-442 SWB ##
openbare orde	KF98F	openbare dronkenschap ## Art. art 1 par 1 Besluitwet 14.11.39 ##
openbare orde	KF98K	doen drinken tot iemand dronken is ## Art. art 6 Besluitwet 14.11.39 ##
opzettelijke slagen	KF41.06A	eredienst-slagen aan bedienaar van eredienst-met bloeduitstorting ## Art. 146 SWB ##

opzettelijke slagen	KF43.06	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen ## Art. 392-398 al.1 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.07	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met voorbedachten rade ## Art. 392-398 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.08	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met ziekte of arbeidsongeschiktheid ## Art. 392-399 al.1 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.09	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met ziekte of arbeidsongeschiktheid-met voorbedachten rade ## Art. 392-399 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.10	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met ongeneeslijke ziekte-blijvende arbeidsongeschiktheid-verlies van orgaan of zware verminking ## Art. 392-400 al.1 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.11	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met blijvende arbeidsongeschiktheid-verlies van orgaan of zware verminking-met voorbedachten rade ## Art. 392-400 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.12	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen met dood tot gevolg zonder het oogmerk om te doden ## Art. 392-398-401 al.1 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.14	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen aan bloedverwant in opgaande lijn ## Art. 266-410 al.1 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.15	slagen en verwondingen-opzettelijke slagen aan kinderen beneden de 16 jaar-of aan de persoon niet bij machte in zijn onderhoud te voorzien- ## Art. 266-410 al. 2 SWB ##
opzettelijke slagen	KF43.16	slagen en verwondingen, door openbaar officier of ambtenaar in de uitoefening van zijn bediening ## art. 257-266 SWB ##
verkeer	KF145.1	Art. 30 1.1° K.B. 16.3.1968 Geen houder rijbewijs ## Art. AR 1.12.75 |1 ##
verkeer	KF145.11	Art. 33 Par.1.1° K.B. 16.3.1968 Vluchtmisdrijf bestuurder zonder gekwetsten ## Art. AR 1.12.75 |11 ##
verkeer	KF145.13	Art. 34.1° K.B. 16.3.1968 Intoxicatie ## Art. AR 1.12.75 |13 ##
verkeer	KF145.25	Art. 48 1 K.B. 16.3.1968 Sturen tijdens verval ## Art. AR 1.12.75 |25 ##
verkeer	KF145.26	Art. 48.2° K.B. 16.3.1968 Sturen zonder onderzoek ## Art. AR 1.12.75 |26 ##
verkeer	KF145.30	Art. 33 PAR.1 K.B. 16.03.1968 Vluchtmisdrijf bestuurder met gekwetsten ## Art. AR 1.12.75 |30 ##
verkeer	KF145.31	Art. 33 Par.2 K.B. 16.03.1968 Vluchtmisdrijf NT bestuurder met gekwetsten ## Art. AR 1.12.75 |31 ##
verkeer	KF145.41	Art. 35 KB 16.03.1968 Dronken sturen of in soortgelijke staat ## Art. AR 1.12.75 |41 ##
verkeer	KF54.01	belemmering van het verkeer-door een handeling die een aanslag uitmaakt op de verkeerswegen ## Art. 406 al.1 SWB ##
verkeer	KF54.03	belemmering van het verkeer-door enige wijze ## Art. 406 al.3 SWB ##
verkeer	KF54.04A	belemmering van het verkeer-met verwondingen,ziekte,werkombekwaamheid tot gevolg ## Art. 399-407 SWB ##
verkeer	KF80.00	Verkeersmisdrijven(met uitzondering van onvrijwillige doding en verwonding
verkeer	KF85.1	alcoholische intoxicatie ## Art. 34.1 KB 16.3.68 ##
verkeer	KF85.5	dronkenschap aan het stuur ## Art. 35 KB 16.3.68 ##
verkeer	KF86.3	niet-verzekering ## Art. 1,2 par 1 en 18 par 1 en 3 Wet 1.7.56 ##
verkeer	KF91A.1	snelheid op de autosnelweg (feiten vanaf 1.1.92) ## Art. 11.2.1 a en b KB 1.12.75, art29 en 38 par1.3 KB 16.3.68 en art 1.8 KB 7.4.76 ##
verkeer	KF91T	rechts inhalen ## Art. 16.3 al 2 KB 1.12.75, art.29 en 38 par1.3 KB 16.3.68 en art. 1.4a KB 07.04.1976 ##
verkeer	KF95M.1	vluchtmisdrijf zonder gekwetsten ## Art. art 33 par 1 KB 16.3.68 ##
verkeer	KF95M.2	vluchtmisdrijf met gekwetste(n) ## Art. art 33 par 1 en 2 KB 16.3.68 ##
verkeer	KF95O.1	rijbewijs-niet houder (vanaf 1.1.92) ## Art. art 30 par 1.1 KB 16.3.68 ##
verkeer	KF96A	overlast ## Art. art 18 par 1, 81 KB 15.3.68, art 4 par 1 al 1 wet 21.6.85 ##
verkeer	KF96N.1	inschrijving voertuig ## Art. art 3 par 1 KB 31.12.53 en art 29 KB 16.3.68 ##
verkrachting	KF37.42	verkrachting-op meerderjarige ## Art. 375 al.1+2+3-378 SWB ##
verkrachting	KF37.43	verkrachting-op minderjarige boven de 16 jaar ## Art. 375 al.1+2+4-378 SWB ##
verkrachting	KF37.44	verkrachting-op minderjarige boven de 14 jaar en onder de 16 jaar ## Art. 375 al.1+2+5-378 SWB ##
verkrachting	KF37.45	verkrachting-op kind onder de 14 jaar ## Art. 375 al.1+6-378 SWB ##
verkrachting	KF37.46	verkrachting-op kind onder de 10 jaar ## Art. 375 al.1+7-378 SWB ##
verkrachting	KF37.47A	verkrachting-verzwarende omstandigheden-als bloedverwant in opgaande lijn van het slachtoffer ## Art. 377 SWB ##
verkrachting	KF37.47B	verkrachting-verzwarende omstandigheden-als persoon die gezag heeft over het slachtoffer ## Art. 377 SWB ##
verkrachting	KF37.47C	verkrachting-verzwarende omstandigheden-door misbruik van het gezag die zijn functies hem verlenen ## Art. 377 SWB ##
verkrachting	KF37.47E	verkrachting-verzwarende omstandigheden-met behulp van een of meer personen ## Art. 377 SWB ##
verkrachting	KF37.48A	verkrachting-met lichamelijke foltering of opsluiting ## Art. 376 al.2 SWB ##
verkrachting	KF37.48B	verkrachting-op bijzonder kwetsbaar persoon-met wapens ## Art. 376 al.3 SWB ##
vernieling	KF47.01	brand-ontploffing-opzettelijk-gebouwen-met menselijke aanwezigheid ## Art. 510-520 SWB ##
vernieling	KF47.02	brand-opzettelijk-onroerende eigendommen-geen vermoeden van menselijke aanwezigheid ## Art. 511 al.1 SWB ##
vernieling	KF47.03	brand-opzettelijk-van schip,vlieg- of vaartuigen ## Art. 511 al.1 SWB ##
vernieling	KF47.06	brand-opzettelijk-van onroerende goederen,schepen,vlieg- of vaartuigen,wouden-door hun eigenaar ## Art. 511 al. 2 SWB ##
vernieling	KF47.07	brand-opzettelijk-van roerende goederen-van een derde ## Art. 512 al.1 SWB ##
vernieling	KF47.08	brand-opzettelijk-van roerende goederen-door hun eigenaar ## Art. 512 al.2 SWB ##
vernieling	KF47.09A	brand-opzettelijk-met inzicht dat de brand zou overslagen op een zaak zoals bedoeld in art. 510 SWB, die de brandsticher wilde vernietigen ## Art. 510-516 SWB ##
vernieling	KF47.09B	brand - opzettelijk - met inzicht dat de brand zou overslagen op een zaak zoals bedoeld in art. 511 SWB, die de brandstichter wilde vernietigen ## Art. 511-516 SWB ##
vernieling	KF47.09C	brand - opzettelijk - met inzicht dat de brand zou overslagen op een zaak zoals bedoeld in art. 512 SWB, die de brandsticher wilde vernietigen ## Art. 512-516 SWB ##
vernieling	KF47.10A	bij nacht ## Art. 513 SWB ##
vernieling	KF47.10B	in een bewoond huis,met verwondigen veroorzaakt ## Art. 518 al.1 - al.2 SWB ##
vernieling	KF47.10C	met de dood ten gevolge ## Art. 518 al.1 - al.3 SWB ##
vernieling	KF48.01	brand-onopzettelijk ## Art. 519 SWB ##
vernieling	KF50.00	Vernieling en beschadiging
vernieling	KF50.06A	beschadiging telegraaf-telefoon-verzwarende omstandigheden-in bende,met geweld of bedreigingen ## Art. 25 Wet 13.10.1930 - 525 SWB ##
vernieling	KF50.08	beschadiging-vernieling-van landelijke of stedelijke afsluitingen ## Art. 545 SWB ##
vernieling	KF50.09	beschadiging-vernieling-dempen van gracht ## Art. 545 SWB ##
vernieling	KF50.14A	beschadiging-vernieling-van gebouwen,vaar- of vliegtuigen ## Art. 521 al.1 SWB ##
vernieling	KF50.14B	beschadiging van gebouwen, vaar- of vliegtuigen, onbruikbaarmaking met het oogmerk om te schaden ## Art. 521 al.2 SWB ##
vernieling	KF50.15	beschadiging-vernieling-van rijtuigen, wagons of motorvoertuigen ## Art. 521 al.3 SWB ##
vernieling	KF50.17A	in bende,met behulp van geweld of bedreigingen ## Art. 525 SWB ##
vernieling	KF50.18	beschadiging- vernieling van gebouwen, enz., door ontploffing ## art. 520 SWB ##

vernieling	KF50.22	beschadiging-vernieling-van roerende goederen met geweld of bedreiging ## Art. 528 SWB ##
vernieling	KF50.22C	beschadiging-vernieling-van roerende goederen met geweld of bedreiging-in bewoond huis + omst. art. 471 SWB ## Art. 528-530 al.1 SWB ##
vernieling	KF50.24	beschadiging-vernieling-van voorwerpen van algemeen nut of van versiering ## Art. 526 SWB ##
vernieling	KF50.26	beschadigingen - vernielen van andermans roerende goederen ## art. 559.1 SWB ##
vernieling	KF53.01	grafschennis ## Art. 453 SWB ##
vernieling	KF98Q	opzettelijke beschadiging van roerende eigendommen ## Art. art 559.1 SWB ##
vreemdelingen	KF55.01	vreemdelingen-onwettig binnenkomen of verblijf in het Rijk ## Art. 75 al.1-80 Wet 15.12.1980 ##
vreemdelingen	KF55.03	vreemdelingen-herhaling ## Art. 75 al.3-80 Wet 15.12.1980 ##
vreemdelingen	KF55.04	vreemdelingen-teruggewezen zijnde, ontwettig binnenkomen of verblijf in het Rijk ## Art. 76-80 Wet 15.12.1980 ##
vreemdelingen	KF55.05	vreemdelingen-hulp verleend ## Art. 77 al 1-80 Wet 15.12.1980 ##
vreemdelingen	KF55.06	vreemdelingen-hulp verleend -herhaling ## Art. 77 al.2-80 Wet 15.12.1980 ##
wapens	KF36.07	wapens-sport- of jachtwapen gedragen zonder wettige reden ## Art. 3-13-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.08	wapens-sport- of jachtwapen ingedeeld bij de verweer- of oorlogswapens onwettig in zijn bezit gehad-niet inschrijving ## Art. 3-14 al.1-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.10	wapens-verweerwapens-ongeoorloofde invoer-als niet-erkend persoon of zonder vergunning ## Art. 3-5al.2-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.11	wapens-verweerwapen-gedragen zonder wettige reden/zonder vergunning ## Art. 3-7-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.12	wapens-verweerwapen-bezit zonder vergunning ## Art. 3-6-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.13A	wapens-oorlogswapen-handel-verkoop aan een niet erkend persoon of zonder machtiging ## Art. 3-8-17-20-22 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.13B	wapens-oorlogswapen-invoer door niet erkend persoon of zonder machtiging ## Art. 3-9-17-20-22 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.14	wapens-oorlogswapen-bezit zonder vergunning ## Art. 3-11-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.15	wapens-oorlogswapen-dragen zonder wettige reden ## Art. 3-10-17-20 Wet 03.01.1930 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.16	wapens-verboden wapen-fabricatie,verkoop,invoer,dragen ## Art. 3-4-17-20-22 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.18A	wapens-opslagplaats van verweer- of oorlogswapens zonder vergunning ## Art. 3-16-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.19A	munities-verkoop aan particulier zonder vergunning ## Art. 3-15 par.1 al.1+3-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.19C	munities-indringende,brandstichtende,opensplijtende-vervaardiging,verkoop,invoer,opslagen ## Art. 3-15 par.2+3-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF36.20	wapens voor wapenrekken-dragen zonder wettige reden ## Art. 3-12bis-17-20 Wet 03.01.1933 gewijzigd door de Wet van 30.01.1991 ##
wapens	KF61A	springstoffen-fabricatie,bezit,verkoop, houden van register ## Art. 200-257-263-264 KB 23.09.1958 art 1 et 5 Wet 28.05.1956 ##

Catégories d'infraction	Code KF	Définition
attentat à la pudeur	KF37.01	attentat a la pudeur-sans violences ou menaces-mineur de moins de 16 ans ## Art. 372 al.1-374-378 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.02	attentat a la pudeur-sans violences ou menaces-par un ascendant-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 372 al.2-374-378 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.03	attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur un majeur ## Art. 373 al.1-374-378 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.04	attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 373 al.1+2-374-378 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.05	attentat a la pudeur-avec violences ou menaces-sur mineur de moins de 16 ans ## Art. 373 al.3-374-378 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.06A	attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-par un ascendant de la victime ## Art. 377 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.06B	attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-par une personne ayant autorite sur la victime ## Art. 377 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.06C	attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-en abusant de l'autorite conferee par ses fonctions ## Art. 377 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.06E	attentat a la pudeur-circonstances aggravantes-avec l'aide d'une ou plusieurs personnes ## Art. 377 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.07A	attentat a la pudeur-ayant cause la mort de la victime ## Art. 376 al.1 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.07B	attentat a la pudeur-avec tortures corporelles ou sequestration ## Art. 376 al.2 CP ##
attentat à la pudeur	KF37.07C	attentat a la pudeur-sur une personne vulnerable ou sous la menace d'une arme ## Art. 376 al.3 CP ##
autres	KF43.03	abstention coupable-refus de porter secours ## Art. 422bis CP ##
autres	KF46.01	coups et blessures involontaires-droit commun ## Art. 418-420 CP ##
autres	KF52.08	violation du secret professionnel-etant comptable ## Art. 95 al.2 Loi 21.02.1985 - 458 CP ##
autres	KF81	accident avec blesse(s) ## Art. 418-420 CP ##
autres	KF99.99	autres délits
menaces	KF41.11A	outrages-a officier ministeriel ## Art. 276 CP ##
menaces	KF41.11B	outrages-a agent depositaire de l'autorite ## Art. 276 CP ##
menaces	KF41.11C	outrages-a agent de la force publique ## Art. 276 CP ##
menaces	KF41.11D	outrages-a une personne ayant un caractere public ## Art. 276 CP ##
menaces	KF41.12D	outrages-a magistrat de l'ordre judiciaire ## Art. 275 CP ##
menaces	KF41.13	outrages-lois speciales-envers agent des douanes & accises ## Art. 328 par.2 A.R. 18.7.1977-276 CP ##
menaces	KF45.01A	menaces-verbales ou par ecrit-avec ordre ou sous condition-peine criminelle ## Art. 327 al.1-331 CP ##
menaces	KF45.01B	menaces-par ecrit-sans ordre ou condition ## Art. 327 al.2-331 CP ##
menaces	KF45.03	menaces-par gestes ou emblemes ## Art. 329 CP ##
menaces	KF45.04	menaces-fausse information d'attentat ## Art. 328 CP ##
menaces	KF45.05	menaces-verbales ou par ecrit-punissable d'un emprisonnement de 3 mois au moins ## Art. 330 CP ##
menaces	KF52.01	divulgation-mechante ## Art. 449 CP ##
menaces	KF52.03	diffamation ## Art. 443-444-450 CP ##
menaces	KF56.01	racisme et xénophobie ## Art. 1-2 et 2 Loi 30.07.1981 ##
menaces	KF98S	injures verbales ## Art. art 561.7 du CP ##
fraudes	KF11.01	extorsion ## Art. 468-470 CP ##
fraudes	KF11.02A	extorsion-maladie incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complète d'usage d'organe,mutilation grave ## Art. 470-473 al.1,476 CP ##
fraudes	KF11.02B	extorsion-tortures corporelles ## Art. 470-473 al.2,476 CP ##
fraudes	KF11.02C	extorsion-ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 470-474-476 CP ##
fraudes	KF15.01	contrefacon-falsification d'obligations du Tresor,de coupons d'interets y afferents, de billets au porteur du Trésor ou de billets de banque belges ## Art. 173 al.1-214 CP ##
fraudes	KF15.02	contrefacon-falsification de billets au porteur ou de billets de banque emis par un Etat etranger ## Art. 173 al.2-214 CP ##
fraudes	KF15.03	contrefacon-falsification d'obligations au porteur de la dette publique d'un pays etranger ou de coupons d'interets y afferents ## Art. 174-214 CP ##
fraudes	KF15.05	participation a l'emission,a la tentative d'emission,a l'introduction ou a la tentative d'introduction sur le territoire belge d'actions,obligations,...contrefaites ou alterees ## Art. 176-213-214 CP ##
fraudes	KF15.06	se procurer intentionnellement et emettre ou tenter d'emettre des actions,obligations,contrefaites ou alterees ## Art. 177 al.1-213-214 CP ##
fraudes	KF15.07	recevoir ou se procurer,dans le but de les mettre en circulation,des billets,contrefaits ou alteres ## Art. 177 al.2-214 CP ##
fraudes	KF15.07A	recevoir ou se procurer,dans le but de les mettre en circulation,des billets contrefaits ou alteres (tentative specifique) ## Art. 177 al.2,al.3-214 CP ##
fraudes	KF15.09	fausse monnaie-contrefacon de monnaie d'or ou d'argent ## Art. 160-214 CP ##
fraudes	KF15.11A	fausse monnaie-contrefacon de monnaie d'autre metal que l'or ou l'argent ## Art. 162-214 CP ##
fraudes	KF15.13	fausse monnaie-participation a emission ou a introduction en Belgique (ou tentatives)-concertation avec les faussaires ## Art. 168-213-214 CP ##
fraudes	KF15.13A	fausse monnaie-participation a emission ou a introduction en Belgique (ou tentatives)-concertation avec les faussaires-monnaie d'or ou d'argent ## Art. 168-213-214 CP ##
fraudes	KF15.13B	fausse monnaie-participation a emission ou a introduction en Belgique (ou tentatives)-concertation avec les faussaires-monnaie d'autre metal que l'or ou l'argent ## Art. 168-213-214 CP ##
fraudes	KF15.14	fausse monnaie-mise en circulation-ou tentatives- de monnaies contrefaites ou alterees-sans concertation avec les faussaires ## Art. 169 al.1-213-214 CP ##
fraudes	KF15.16	fausse monnaie-remise en circulation de monnaies contrefaites ou alterees recues pour bonnes ## Art. 170-213 CP ##
fraudes	KF19.01	cheque sans provision-cheque postal ou virement postal-emission,cession,retirer sciemment la provision,rendre la provision indisponible ## Art. 509bis CP ##
fraudes	KF19.02	cheque sans provision-cheque bancaire ou virement postal-emission,cession,retirer sciemment la provision,revocation dans une intention frauduleuse ou a dessein de nuire ## Art. 61 Loi 01.03.1961 ##
fraudes	KF20.01A	tromperie-identite de la chose vendue ## Art. 498,1e + 2e CP ##
fraudes	KF20.01B	tromperie-nature ou origine de la chose vendue ## Art. 498,1e+3e CP ##
fraudes	KF20.05	abus d'effets de commerce ## Art. 509 CP ##
fraudes	KF20.06	abus de confiance ## Art. 491 CP ##
fraudes	KF20.10	abus de confiance-mise en gage du fonds de commerce ## Art. 1-8 Loi 25.10.1919-491 CP ##
fraudes	KF20.11	detournement d'objets saisis-par le saisi ## Art. 507 al.1 CP ##
fraudes	KF20.12	detournement d'objets saisis-par des tiers ## Art. 507 al.1 CP ##
fraudes	KF20.13B	detournement-meubles faisant l'objet d'une mesure prevue a l'art. 223 CC-tiers ## Art. 507 al.2 CP ##
fraudes	KF20.14A	escroquerie ## Art. 496 CP ##
fraudes	KF20.14B	tentative d'escroquerie ## Art. 496 al. 2 CP ##
fraudes	KF20.17	bris de scelles-negligence du gardien ## Art. 283 CP ##

fraudes	KF21.01	assistance judiciaire-obtention par des moyens frauduleux ## Art. 699 Code Judiciaire ##
fraudes	KF21.02	faux et usage de faux en ecritures-particuliers ## Art. 193-196-197-213-214 CP ##
fraudes	KF22.01	port public de faux nom ## Art. 231 CP ##
fraudes	KF24.01	altération nom fabricant ou raison commerciale + usage ## Art. 191-213 CP ##
fraudes	KF24.05B	contrefacon ou usage - de sceau,timbre,marque (+tentative) ## Art. 184al3-213-214 CP ##
fraudes	KF24.13	contrefaçon- du sceau de l'Etat belge ou usage ## Art. 179-213-214 CP ##
fraudes	KF24.15	contrefacon-falsification-exposer en vente papier-or-argent marque d'un timbre contrefait ## Art. 181-213-214 CP ##
fraudes	KF24.19	faux en écritures -contrefaçon ou usage de passeport,port d'arme ou livret ## Art. 193-198-213-214 CP ##
fraudes	KF24.20	faux en écritures-prendre un nom supposé dans un passeport-permis de port d'arme-livret / concourir comme témoin à faire délivrer ces pièces sous un nom supposé ## Art. 193-199-213-214 CP ##
fraudes	KF24.20A	utilisation,cession a un tiers ou acceptation d'un tiers,d'un passeport,titre de voyage,...etc... ## Art. 199 bis 1 CP ##
fraudes	KF24.21	faux en ecritures-feuille de route-contrefaire ou falsifier ou usage ## Art. 193-200-213-214 CP ##
fraudes	KF24.22	faux en écritures-feuille de route-prendre un nom supposé ## Art. 193-201-214 CP ##
fraudes	KF24.23A	faux en écritures-certificats-fausses attestations-fabriqués sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public-appelant la bienveillance ## Art. 193-205-214 CP ##
fraudes	KF24.24A	faux en ecritures-certificats-fausses attestations- fabriqués sous le nom d'un particulier-appelant la bienveillance ## Art. 193-205-214 CP ##
fraudes	KF24.24B	faux en écritures -certificats - fausses attestations - fabriqués sous le nom d'un particulier - appelant à la bienveillance : usage ## Art. 193-205-213-214 CP ##
fraudes	KF24.25A	faux en ecritures-fausses attestations fabriquees sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public compromettant des interets publics ou prives/usage ## Art. 193-206-214 CP ##
fraudes	KF24.25B	faux en ecritures-fausses attestations fabriquees sous le nom d'un particulier compromettant des interets publics ou prives/usage ## Art. 193-206-214 CP ##
fraudes	KF24.25C	fausse attestation de toute nature pouvant compromettre des intèrets publics ou privés : usage ## Art. 193-206-213-214 CP ##
fraudes	KF24.26	faux en écritures-usage de certificats falsifiés dans les circonstances énumérées aux art. 203-204-205 et 206 ## Art. 193-207-213-214 ##
fraudes	KF24.27A	faux en ecritures-certificats delivres par une autorite publique-concours de temoin a la falsification ## Art. 193al.1-209-213-214 CP ##
fraudes	KF24.28A	faux en écritures-fabrication de faux certificat de maladie ou infirmité sous le nom d'un médecin dispensant d'une obligation légale ## Art. 193-203-207-214 CP ##
fraudes	KF24.29C	faux en écritures - usage de certificat falsifié dans les circonstances énumérées à l'art. 204 CP ## Art. 193-204-207-213-214 CP ##
fraudes	KF25.01	prise d'interet-etant fonctionnaire,accepter un benefice legal ## Art. 245 CP ##
fraudes	KF25.03A	corruption-active de fonctionnaire public-pour un acte juste non sujet a salaire(+ tentative) ## Art. 246 al.1-252-253 CP ##
fraudes	KF25.03B	corruption active de fonctionnaire public-pour un acte injuste ou abstention ## Art. 246 al.2-252-253 CP ##
fraudes	KF25.03C	corruption active de fonctionnaire public-pour un acte injuste ou abstention-suivie d'effet ## Art. 247-252-253 CP ##
fraudes	KF25.03D	corruption active de fonctionnaire public-en vue de commettre un crime ou un delit ## Art. 248-252-253 CP ##
fraudes	KF25.04	corruption passive de fonctionnaire public-pour un acte juste de sa fonction,non sujet a salaire ## Art. 246 al.1-253 CP ##
fraudes	KF25.05	corruption passive de fonctionnaire public-pour un acte injuste ou abstention ## Art. 246 al.2-253 CP ##
fraudes	KF25.06	corruption-passive de fonctionnaire public-pour un acte injuste ou abstention-suivie d'effet ## Art. 247-253 CP ##
fraudes	KF25.08A	corruption-passive d'un juge,assesseur ou arbitre ## Art. 249-251-253 CP ##
fraudes	KF25.21	Faux et / ou usage
fraudes	KF25.21A	faux en ecriture-par officier public ou fonctionnaire/faux ordinaire + usage ## Art. 193-194-197-214 CP ##
fraudes	KF25.21B	faux en écriture - par officier public ou fonctionnaire / faux ordinaire : usage ## Art. 193-194-197-213-214 CP ##
fraudes	KF25.22A	faux en ecritures-par officier public ou fonctionnaire/denature la substance ou les circonstances de l'acte / usage ## Art. 193-195-197-213-214 CP ##
fraudes	KF25.24	faux en ecritures-passeports-livrets-feuilles de route-nom suppose ## Art. 193-202 al.2 CP ##
fraudes	KF25.24A	faux en ecritures-delivrance de passeport,port d'arme,feuille de route sous un nom suppose-par un officier public-avec don ou promesse ## Art. 193-202 al.3-214 CP ##
fraudes	KF25.26	detournement et concussion par fonctionnaire-deniers,effets,actes,effets mobiliers ## Art. 240-244-260 CP ##
fraudes	KF26.01	grivelerie-de boissons,aliments,logement,voiture de louage ## Art. 508bis CP ##
fraudes	KF26.04	grivelerie-de carburant ## Art. 508ter CP ##
fraudes	KF28.01	cel frauduleux-biens mobiliers ## Art. 508 CP ##
fraudes	KF28.02	cel frauduleux-biens trouves ## Art. 1 Loi 30.12.1975 ##
fraudes	KF37.50	publications etrangeres-importation-distribution ## Art. 1-2-3 Loi 11.04.1936 ##
fraudes	KF49.01	immixtion dans les fonctions publiques,civiles,militaires ## Art. 227 CP ##
fraudes	KF49.02	usurpation de titres et fonctions-port de costumes,uniformes,decorations ## Art. 228 CP ##
fraudes	KF49.06	usurpation de titres et fonctions-titre ou grade de personnes exercant une fonction publique, civile ou militaire ## Art. 227bis par.1 CP ##
fraudes	KF59.05	médicaments - vente de médicaments sans prescription médicale ## Art. 6 al 3-16 Loi du 25.03.1964 ##
fraudes	KF59.06	médicaments - publicité ## Art. 9 par 1-16 Loi 25.03.1964 ##
fraudes	KF62.01	santé publique-falsification denrées alimentaires ## Art. 500al.1 et 2 CP ##
fraudes	KF62.02	santé publique-vente denrées alimentaires falsifiées ## Art. 500al.1 et 3 CP ##
fraudes	KF62.05	santé publique-hormones-vente d'animaux engraissés avec des produits autres que mentionnés dans l'art.3 ## Art. 1-2-4§2-5-10§1.1a.§3 Loi 15.07.1985 ##
fraudes	KF62.11	santé publique-hormones-administration dans le but d'engraissement-substances autres que visées à l'art.3 ## Art. 1-2-4§2-10§1.2a.§3 Loi 15.07.1985 ##
fraudes	KF63.01	agriculture-chasse-permis et licences ## Art. Loi 28.02.1882 décr. W 28.06.1960 décr VL 24.07.1991 ##
fraudes	KF63.01A	agriculture-chasse-terrain de moins de 25 hectares ## Art. 2bis Loi 28.02.1882 ##
fraudes	KF67.01	radiocommunications-détention illicite d'appareil émetteur /recepteur de radiocommunications ## Art. 1-3§1-15 Loi 30.07.1979 + 33 AR 15.10.1979 ##
fraudes	KF67.02	radiocommunications-captage illicite de radiocommunications (ex.: détecteur de radar, scanner) ## Art. 1-4c-15 Loi 30.07.1979 + 33 AR 15.10.1979 ##
fraudes	KF67.04	téléphone-écoute téléphonique ou interception de télégrammes ## Art. 111-113-114-117 loi 21.3.1991 ##
fraudes	KF67.05	téléphone-usage illicite de lignes téléphoniques ## Art. 111-113-114-117 loi 21.3.1991 ##
fraudes	KF68.01	contrefaçon de marque de fabrique et de commerce ## Art. 8-9-12-13et14 Loi 01.04.1879 ##
fraudes	KF68.03A	droits d'auteur- contrefaçon de modèles ## 80 et 81 Loi 30.06.1994 ##
fraudes	KF68.06	tromperie-sur la nature ## Art. ##
fraudes	KF69.01	travail-chomage-estampillage indu ## Art. 153-195-261.5-263 AR 20.12.1963 ##
fraudes	KF69.04	occupation de travailleurs de nationalité étrangère ## Art. AR n°34 du 20.07.1967 ##
fraudes	KF69.60B	sécurité sociale des travailleur - comme employeur avoir omis de se faire immatriculer à l'ONSS ## Art. 21,35 loi 27/6/1969 ##

fraudes	KF69.60F	documents sociaux - avoir omis de tenir un registre du personnel ## Art. 3-1° AR 8/8/1980, 11§3a AR 23/10/78 ##
fraudes	KF69.60H	avoir fait ou laissé travailler des personnes qui ne possédaient pas la nationalité belge ## Art. 4, 27-2 AR 20/7/1967 mod. par loi 27/7/76 ##
fraudes	KF69.60M	sécurité sociale - avoir omis de faire parvenir à l'ONSS la formule de déclaration ## Art. loi 27/6/1969 mod. par loi 22/12/1989 et AR 11/09/1991 ##
fraudes	KF70.01	provocation à des souscriptions ou à des achats de titres de sociétés art 202 lois coordonnées sur les sociétés + # art 496 CP ##
fraudes	KF71.01	comptabilité et comptes annuels des entreprises-comptabilité non conforme-absence de comptabilité ## Art. 17 Loi 17.04.1975 ##
fraudes	KF71.03	comptes annuels-dépot tardif ## Art. 10-80 al1-2-137-158-197-200-201 al.4-210 lois coordonnées sur les sociétés commerciales ##
fraudes	KF71.04	comptes annuels-non soumission à l'assemblée générale ## Art. 200-201 al.3 quater-210 lois coordonnées sur les sociétés commerciales ##
fraudes	KF71.05	faux comptes annuels ## Art. 207-208-209-210 lois coordonnees sur les societes commerciales ##
fraudes	KF71.06	interdiction de gérer-étant condamné-étant failli ## Art. 1-1bis-3-4 A.R.n°22 du 24.10.1934 ##
fraudes	KF72.01	insolvabilité frauduleuse ## Art. 490bis §1 CP ##
fraudes	KF75.02	banqueroute frauduleuse ## Art. 489-2e CP; 437-438-440-441-472-577-579-583 Code de Commerce ##
fraudes	KF75.03	fraude en matiere de faillite-soustraction, dissimulation, recel de biens, dans l'intéret du failli ## Art. 490 al.1 CP ##
fraudes	KF75.04	fraude en matiere de faillite-presentation frauduleuse de creance supposee ou exageree ## Art. 490 al.2 CP ##
fraudes	KF75.07	malversation du curateur dans sa gestion ## Art. 490,4e CP ##
fraudes	KF78.01	impot sur les revenus-infractions au code des impots sur les revenus ou aux arretés pris pour son exécution ## Art. 449 CIR ##
fraudes	KF78.02	impot sur les revenus-défaut de remise de la déclaration ## Art. 305-449 CIR ##
fraudes	KF78.05	impot sur les revenus-faux en écritures publiques, de commerce ou privées-ou usage-dans le but de commettre une infraction au code des impots sur les revenus ## Art. 450 AR 10.04.1992 ##
fraudes	KF78.07	TVA-infractions aux dispositions du code TVA ou arretés pris pour son exécution ## Art. 73 Loi 03.07.1969 ##
fraudes	KF78.08	TVA-faux en écritures publiques, de commerce ou privées- ou usage- en vue de contrevenir aux dispositions du code de la TVA ou arretés pris pour son exécution ## Art. 73 bis Loi 03.07.1969 ##
association de malfaiteurs	KF10.05	association de malfaiteurs-participation ## Art. 322 a 326 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.05A	association de malfaiteurs-perpetration de crimes emportant peine de mort ou travaux forces-participation ou aide ## Art. 322-324 al.1+2 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.05B	association de malfaiteurs-perpetration de crimes autres que ceux emportant peine de mort ou travaux forces-participation ## Art. 322-324 al.1+3 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.05C	association de malfaiteurs-perpetration de delits-participation ## Art. 322-324 al.1+4 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.06	association de malfaiteurs-provocateur ou chef de bande ## Art. 322 a 326 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.06A	association de malfaiteurs-perpetration de crimes emportant peine de mort ou travaux forces-provocateur ou chef de bande ## Art. 322-323 al.1 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.06B	association de malfaiteurs-perpetration de crimes autres que ceux emportant peine de mort ou travaux forces-provocateur ou chef de bande ## Art. 322-323 al.2 CP ##
association de malfaiteurs	KF10.06C	association de malfaiteurs-perpetration de delits-provocateur ou chef de bande ## Art. 322-323 al.2 CP ##
vol	KF14.01	vol domestique ## Art. 461 al.1-463-464-465 CP ##
vol	KF17.01	vol-avec effraction,escalade,fausses clefs ## Art. 461-467 al.1 CP ##
vol	KF17.02	vol-avec effraction,escalade,fausses clefs/usage momentane ## Art. 461 al.2-467 al.1 CP ##
vol	KF17.03	vol-commis par un fonctionnaire public a l'aide de ses fonctions ## Art. 461-467 al.2 CP ##
vol	KF17.04	vol-avec titre ou insignes d'un fonctionnaire public ou allegation d'un faux ordre de l'autorite publique ## Art. 461-467 al.3 CP ##
vol	KF18.01	vol-simple ## Art. 461-463 CP ##
vol	KF18.02	vol-en vue d'usage momentane ## Art. 461 al.2-463 CP ##
vol	KF18.03	tentative de vol simple ## Art. 51-53-461 al.1-463-466 CP ##
vol	KF18.04	tentative de vol simple-usage momentane ## Art. 51-53-461 al.2-463-466 CP ##
vol	KF25.02	vol-par fonctionnaire ou officier public ## Art. 467 al.3 CP ##
vol avec violences	KF11.03	vol-avec violences ou menaces ## Art. 461-468 CP ##
vol avec violences	KF11.04	vol-flagrant delit,des violences ayant ete exercees pour se maintenir en possession des objets soustraits ou assurer la fuite ## Art. 461-468-469 CP ##
vol avec violences	KF11.05A	avec effraction-escalade-fausses clefs ## Art. 461-468-471 al.1+2 CP ##
vol avec violences	KF11.05B	par fonctionnaire public a l'aide de ses fonctions ## Art. 461-468-471 al.1+3 CP ##
vol avec violences	KF11.05C	avec titres-insignes d'un fonctionnaire public ou faux ordre de l'autorite publique ## Art. 461-468-471 al.1+4 CP ##
vol avec violences	KF11.05D	la nuit ## Art. 461-468-471 al.1+5 CP ##
vol avec violences	KF11.05E	par deux ou plusieurs personnes ## Art. 461-468-471 al.1+6 CP ##
vol avec violences	KF11.05F	avec vehicule pour faciliter le vol ou la fuite ## Art. 461-468-471 al.1+7 CP ##
vol avec violences	KF11.06A	avec deux des circonstances de l'article 471 CP ## Art. 461-468-472 al.1+2 CP ##
vol avec violences	KF11.06B	des armes ayant ete employees ou montrees ## Art. 461-468-472 al.1+3 CP ##
vol avec violences	KF11.06C	avec utilisation de substances inhibitives ou toxiques ## Art. 461-468-472 al.1+4 CP ##
vol avec violences	KF11.06D	avec vehicule vole pour faciliter le vol ou la fuite ## Art. 461-468-472 al.1+5 CP ##
vol avec violences	KF11.06E	avec vehicule susceptible de creer la confusion avec ceux des forces de l'ordre ## Art. 461-468-472 al.1+6 CP ##
vol avec violences	KF11.07A	maladie incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complete de l'usage d'un organe ou mutilation grave ## Art. 461-468-471-473 al.1 et al.2-476 CP ##
vol avec violences	KF11.07B	avec tortures corporelles ## Art. 461-468-472-473 al.3 CP ##
vol avec violences	KF11.08	vol-avec violences ou menaces-ayant causé la mort-sans intention de la donner (+ tentative) ## Art. 461-468-474-476 CP ##
vol avec violences	KF30.01	vol-avec violences ou menaces-ayant cause la mort-sans intention de la donner (+ tentative) ## Art. 461-468-474-476 CP ##
meurtre	KF11.02D	extorsion-meurtre pour faciliter l'extorsion ## Art. 470-475 CP ##
meurtre	KF11.09	vol-meurtre pour faciliter le vol ## Art. 461-468-475 CP ##
meurtre	KF16.17	recel de cadavre ## Art. 340 CP ##
meurtre	KF30.02	vol-meurtre pour faciliter le vol ## Art. 461-468-475 CP ##
meurtre	KF30.03	meurtre ## Art. 392-393 CP ##
meurtre	KF30.05	infanticide-avec premeditation ## Art. 392-393-394-396 CP ##
meurtre	KF30.07	assassinat ## Art. 392-393-394 CP ##
meurtre	KF30.08	parricide ## Art. 392-393-394-395 CP ##
meurtre	KF30.09	homicide excusable ## Art. 411-412-413-414 CP ##
meurtre	KF30.10	empoisonnement ## Art. 392-393-397 CP ##

meurtre	KF43.24	empoisonnement volontaire-sans intention de donner la mort-tentative ## Art. 402-405 CP ##
drogues	KF60.00	Infraction à la loi sur les stupéfiants
drogues	KF60.01	stupefiants-détention illicite ## Art. 2 bis par.1 Loi 24.02.1921 mod. 09.07.1975 - art.1-11+28 AR 31.12.1930 (art 1-2 et 32 AR 02.12.1988) ##
drogues	KF60.02	stupefiants-usage en groupe ## Art. 3 al.1 Loi 24.02.1921 mod. 09.07.1975 - art.1-11+28 AR 31.12.1930 (art 1-2 et 32 AR 02.12.1988) ##
drogues	KF60.03	stupefiants-avoir facilite ou incite l'usage a autrui ## Art. 3 al.2 Loi 24.02.1921 mod. 09.07.1975 - art.1-11+28 AR 31.12.1930 (art 1-2 et 32 AR 02.12.1988) ##
drogues	KF60.04	stupefiants-entretien de toxicomanie-abus ## Art. 3 al.3 Loi 24.02.1921 mod. 09.07.1975 - art.1-23+28 AR 31.12.1930 (art 1-2 et 32 AR 02.12.1988) ##
drogues	KF60.06	stupéfiants-circonstances aggravantes-age de la victime ## Art. 2bis Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.06A	stupefiants-circonstances aggravantes-mineur de plus de 16 ans ## Art. 2bis par.2a Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.06B	stupéfiants-circonstances aggravantes-mineur de plus de 12 ans et de moins de 16 ans ## Art. 2bis par.3a Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.06C	stupéfiants-circonstances aggravantes-mineur de moins de 12ans ## Art. 2bis par.4a Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.07	stupefiants-maladie ou mort de la victime ## Art. 2bis Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.07B	stupefiants-mort de la victime ## Art. 2bis par.3c Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.08	stupefiants-acte de participation à une association ## Art. 2 bis Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.08A	stupéfiants-acte de participation à une association-activité principale ou accessoire ## Art. 2 bis par.3b Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.08B	stupéfiants-acte de participation à une association en qualité de dirigeant ## Art. 2 bis par.4b Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.09	stupefiants-recidive specifique ## Art. art. 5 Loi 24.2.1921 mod. 09.07.1975 ##
drogues	KF60.10A	stupéfiants- dronabinol ## Art. no 14 - art... MB 02 Décembre 1988 ##
drogues	KF60.10AB	stupefiants-CANNABIS (haschisch-marijuana-banghi-kif) ## Art. no 15-art. 1-11-28 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10AC	stupefiants-COCAINUM (Cocaine) ## Art. no 19-art. 1-11-28 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10AF	stupefiants-HEROINUM (Heroine) ## Art. no 36 - art. 1-11-28 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10AH	stupefiants-METHADONUM (Mephenon) ## Art. no 47 - art. 1-11-28 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10AI	stupefiants-MORPHINUM (Morphine) ## Art. no 53 - art. 1-11-28 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10BA	stupefiants-CODEINUM (Codeine) ## Art. no 3 - art. 1bis par. 1-11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CA	stupefiants-AMPHETAMINE ## Art. no 1 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CC	stupefiants-METHYLPHENIDATE (Rilatine) ## Art. no 4 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CF	stupefiants-PSILOCYBINE ## Art. no 9d - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CH	stupefiants-METHAQUALONE (Toquilone) ## Art. no 18 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CJ	stupefiants-M.D.A (Extasy-XTC) ## Art. no 26 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CK	stupefiants-D.M.A (Extasy-XTC) ## Art. no 28 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CL	stupefiants-M.D.M.A. (Extasy-XTC) ## Art. no 33 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10CM	stupefiants-MDA (M.D.E.) ## Art. no 35 - art. 1 A.R. 2.12.1988 + art. 11 A.R. 31.12.1930 ##
drogues	KF60.10DB	stupefiants-FLUNITRAZEPAM (Rohypnol-Roche 2-Roche 4) ## Art. art. 11-29 A.R. 02.12.1988 ##
famille	KF40.01	enlevement de mineurs-enfant de moins de 7 ans ## Art. 364 CP ##
famille	KF40.02	enlevement de mineurs-recel d'enfant de moins de 7 ans ## Art. 365 CP ##
famille	KF40.04	enlevement de mineurs-refus de representer un enfant de moins de 7 ans ## Art. 367 CP ##
famille	KF40.05	enlevement de mineurs-par violence,ruse,menace-fille de moins de 16 ans ## Art. 368-369 CP ##
famille	KF40.06	enlevement de mineurs-par violence,ruse,menace ## Art. 368 CP ##
famille	KF40.07A	enlevement de mineure consentante par un majeur ## Art. 370 CP ##
famille	KF40.07B	enlevement de mineure consentante de moins de 18 ans par un mineur ## Art. 370 CP ##
famille	KF42.03	bigamie ## Art. 391 CP ##
famille	KF42.09A	privation volontaire de nourriture ou de soins a un enfant de moins de 16 ans ou a un incapable ## Art. 401 bis CP ##
famille	KF42.09D	privation volontaire de nourriture ou de soins a un enfant de moins de 16 ans ou a un incapable,ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 401 al.1 - 401 bis CP ##
famille	KF42.11	envers ascendant ## Art. 410 al.1 CP ##
famille	KF42.12	par pere ou mere ou toute personne ayant autorite ou la garde ## Art. 410 al.2 CP ##
famille	KF42.19	soustraction de mineurs-enlevement-par le pere ou la mere en contravention a la loi relative a la protection de la jeunesse ## Art. 369 bis al.1+2 CP ##
famille	KF42.20	soustraction de mineurs-enlevement-par le pere ou la mere-nonobstant une decision judiciaire ## Art. 369bis al. 1+4 CP ##
famille	KF42.22	soustraction de mineurs-procedure de divorce par consentement mutuel-non representation d'enfant-enlevement d'enfant ## Art. 369bis al.1+5 CP ##
famille	KF42.26	exposition et delaissement d'enfants-dans un lieu non solitaire ## Art. 354CP ##
famille	KF42.27	exposition et delaissement d'enfants-par le pere ou la mere ou une personne a qui l'enfant etait confie ## Art. 354-355 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF10.01	prise d'otage ## Art. 347bis al.1+2 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF10.03	prise d'otage-maladie paraissant incurable,incapacite permanente physique ou psychique,perte complete d'usage d'un organe,mutilation grave,mort ## Art. 347bis al.4 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF10.04	prise d'otage-avec tortures corporelles ## Art. 347bis al.5 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF33.01	detention arbitraire-par un particulier ## Art. 434 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF33.02A	detention arbitraire-ayant dure plus de 10 jours ## Art. 434-435 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF33.02C	detention arbitraire-executee sur faux ordre de l'autorite publique ou avec menaces de mort ## Art. 434-437 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF33.02E	detention arbitraire-la personne detenue ayant ete soumise a des tortures corporelles ## Art. 434-438,1e CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF34.05	detention arbitraire-par un officier public ## Art. 147 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF34.05B	detention arbitraire-par un officier public-ayant dure plus de 1 mois ## Art. 147 al.3 CP ##
prise d'otage - arrestation illégale	KF34.07	detention arbitraire-refus de faire cesser une detention illegale-n'en ayant pas le pouvoir ## Art. 156 CP ##
recel	KF27.01	recel ## Art. 505 al.1 CP ##
recel	KF27.02	recel des objets vises à l'article 42.3 (blanchiment) ## Art. 505 al.2 CP ##
traite êtres humains	KF37.40I	La traite des êtres humains
non relevante	KF00.01	tentative de crime ## Art. 51-52-80 CP ##
non relevante	KF00.02	tentative de delit ## Art. 51-53 CP ##

non relevante	KF01.01	recidive-crime sur crime ## Art. 54-55 CP ##
non relevante	KF01.02	recidive-delit sur crime ## Art. 56al.1CP ##
non relevante	KF01.04	recidive-delit sur delit ## Art. 56al.2CP ##
non relevante	KF02.01	coauteur ## Art. 66 CP ##
non relevante	KF02.01A	auteur ## 66 CP ##
non relevante	KF02.01B	auteur ou coauteur ## 66 CP ##
non relevante	KF02.02	complice ## Art. 67-69 CP ##
non relevante	KF05.01	disqualification-erreur de qualification ## Art. ##
non relevante	KF06.00	connexite ## Art. 226-227 CIC ##
non relevante	KF06.01	connexite-competence du Tribunal de Police ## Art. 137-138-226-227 CIC ##
non relevante	KF80	appel de police ## Art. ##
non relevante	KF99	deux condamnations dans les trois années ## art 38 par 1.3 al 2 AR 16.3.68 mod. loi 9.6.75 ##
non relevante	KF99.97A	Délit commis par mineur d'âge, pas spécifié (loi XX.XX.2002)
non relevante	KF99R	récidive légale - peine non subie ou non prescrite ## Art. art 56 al 2 du CP ##
non relevante	KF99S	récidive légale - peine subie ou prescrite ## Art. art 56 al 2 du CP ##
homicide involontaire	KF44.01	homicide involontaire-droit commun ## Art. 418-419 CP ##
homicide involontaire	KF87	homicide involontaire ## Art. 418-419 CP ##
homicide involontaire	KF99.95	homicide et blessures involontaires avec délit de roulage
ordre public	KF122.3	Art. 4 AL.1 A.L.14.11.1939 Servi boissons enivrantes à personne ivre (+18 ans) ## Art. AR 1.12.75 |3 ##
ordre public	KF122.6	Art. 6 A.L. 14.11.1939 Faire boire jusqu'à l'ivresse (+ 18 ans) ## Art. AR 1.12.75 |6 ##
ordre public	KF16.03	complicite d'evasion dans le chef d'une personne non chargee de la garde ou conduite du detenu ## Art. 332-333-334-335 CP ##
ordre public	KF16.04A	complicite d'evasion-ou de tentative d'evasion-par fourniture d'instruments ## Art. 332-333-334-336 CP ##
ordre public	KF35.04A	provocation a commettre des infractions-crimes ## Art. 1 al.1 Loi 25.03.1891 ##
ordre public	KF37.15	debauche-excitation-mineur-etat de minorite ignore par negligence ## Art. 380-382 CP ##
ordre public	KF37.15A	debauche-excitation-mineur de plus de 16 ans-etat de minorite connu ## Art. 379-382 CP ##
ordre public	KF37.15B	debauche-excitation-mineur de moins de 16 ans et de plus de 14 ans-etat de minorite connu ## Art. 379 al.1+2-382 CP ##
ordre public	KF37.15C	debauche-mineur de moins de 14 ans et de plus de 10 ans-etat de minorite connu ## Art. 379 al.1+3-382 CP ##
ordre public	KF37.19A	debauche-circonstances aggravantes-le coupable etant l'ascendant de la victime ## Art. 266-381 al.1 CP ##
ordre public	KF37.19B	debauche-circonstances aggravantes-le coupable ayant autorite sur la victime ## Art. 266-381 al.2 CP ##
ordre public	KF37.20	debauche-provocation-par paroles,gestes,signes/dans un lieu public ## Art. 380 quater al.1 CP ##
ordre public	KF37.21A	debauche-excitation-par paroles,gestes,signes/dans un lieu public-envers un mineur ## Art. 380 quater al.1 CP ##
ordre public	KF37.22	outrage public aux moeurs-par chansons,ecrits,images contraires aux bonnes moeurs ## Art. 383 al.1-386ter al.1 CP ##
ordre public	KF37.23	outrage public aux moeurs-par paroles,chansons obscenes-en public ## Art. 383 al.1+2-386ter al.1 CP ##
ordre public	KF37.24	outrage public aux moeurs-par chansons,ecrits,images contraires aux bonnes moeurs-commerce ou distribution ## Art. 383 al.1+3-386ter CP ##
ordre public	KF37.25	outrage public aux moeurs-emblemes ou objets contraires aux bonnes moeurs-commerce ou distribution ## Art. 383 al.1+4-386ter CP ##
ordre public	KF37.28A	outrage public aux moeurs-circonstances aggravantes-le delit ayant ete commis envers un mineur ## Art. 383-386 al.1 CP ##
ordre public	KF37.28B	outrage public aux moeurs-le prevenu etant l'auteur de l'ecrit,image,objet ## Art. 383-384 CP ##
ordre public	KF37.29	outrage public aux moeurs-distribution a un mineur,exposition d'images,figures,objets pouvant exciter l'imagination ## Art. 386bis CP ##
ordre public	KF37.30A	outrage public aux moeurs-avoir exposé, vendu, loué, distribué ou remis des emblèmes,etc, présentant des positions ou actes sexuels à caractère porno présentant des mineurs de moins de 16 ans ## art. 383 bis 1° CP ##
ordre public	KF37.30B	outrage public aux moeurs-sciemment possédé des emblèmes, etc, montrant des positions ou actes sexuels à caractère pornographique et impliquant des mineurs - 16 ans ## art. 383 bis 2° CP ##
ordre public	KF37.31	outrage public aux moeurs-par des actions blessant la pudeur ## Art. 385al.1-386ter al.1 CP ##
ordre public	KF37.31A	outrage public aux moeurs-actions/en presence d'un enfant de moins de 16 ans ## Art. 385al.1+2-386ter al.1 CP ##
ordre public	KF37.32A	prostitution-avoir embauche un majeur ou un mineur (+ tentative) ## Art. 380bis al.1-382 CP ##
ordre public	KF37.32B	prostitution-vendu,loué ou mis à disposition aux fins de prostitution des chambres, locaux dans le but de réaliser un profit anormal ## art. 380 bis ½1 3° CP ##
ordre public	KF37.32C	prostitution-circonstances aggravantes-acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association ## art. 383 bis ½3 CP ##
ordre public	KF37.33	prostitution-tenue de maison de debauche ## Art. 380bis al.2-382 CP ##
ordre public	KF37.34	prostitution-avoir ete souteneur ## Art. 380bis al.3-382 CP ##
ordre public	KF37.35	prostitution-exploitation de la prostitution d'autrui ## Art. 380bis al.4-382 CP ##
ordre public	KF37.36	prostitution-retenir dans une maison de debauche ## Art. 380ter-382 CP ##
ordre public	KF37.37	prostitution-avoir contraint de se livrer a la prostitution ## Art. 380ter-382 CP ##
ordre public	KF37.41	prostitution-exploitation d'etablissement malgre interdiction (art. 382 al.3 CP) ## Art. 382 al. 2+3+4 CP ##
ordre public	KF41.01	injures-verbales-envers une personne ayant une autorite publique ## Art. 444-448 al.2 CP ##
ordre public	KF41.08	rebellion ## Art. 269-271-274 CP ##
ordre public	KF41.09A	par une seule personne-munie d'armes ## Art. 269-271-274 CP ##
ordre public	KF41.09B	par plusieurs personnes-sans concert prealable ## Art. 269-272-274 CP ##
ordre public	KF41.09C	par plusieurs personnes-sans concert prealable-avec armes ## Art. 269-272-274 CP ##
ordre public	KF41.09D	par plusieurs personnes-avec concert prealable ## Art. 269-272-274 CP ##
ordre public	KF41.09E	par plusieurs personnes-avec concert prealable-avec armes ## Art. 269-272-274 CP ##
ordre public	KF41.14	coups et blessures-a un membre des chambres legislatives,ministre,membre de la cour d'arbitrage,magistrat,officier de la force publique ## Art. 278 CP ##
ordre public	KF41.14A	coups et blessures-a la seance d'une des chambres ou a l'audience de la cour/du tribunal ## Art. 278 al.2 CP ##
ordre public	KF41.14B	coups et blessures-avec effusion de sang,blessures,maladie ## Art. 279 CP ##
ordre public	KF41.15A	coups et blessures-a un officier ministeriel,agent depositaire de l'autorite publique,a une personne ayant un caractere public ## Art. 280 CP ##
ordre public	KF41.15B	coups et blessures-avec effusion de sang,blessures,maladie ## Art. 281 CP ##
ordre public	KF41.16	incitation à l'émeute - suivi d'effet ## Art. 66 al.4 CP ##

ordre public	KF53.09	violation de domicile-avec violences,menaces,effraction ## Art. 439-480-483-486-487 CP ##
ordre public	KF53.11	violation de domicile-la nuit ## Art. 439-442 CP ##
ordre public	KF98F	ivresse publique ## Art. art 1 par 1 Arreté-loi 14.11.39 ##
ordre public	KF98K	fait boire jusqu'à ivresse ## Art. art 6 Arreté-loi 14.11.39 ##
coups volontaires	KF41.06A	culte-coups a ministre d'un culte-avec effusion de sang ## Art. 146 CP ##
coups volontaires	KF43.06	coups et blessures-coups simples volontaires ## Art. 392-398 al.1 CP ##
coups volontaires	KF43.07	coups et blessures-coups simples avec premeditation ## Art. 392-398 CP ##
coups volontaires	KF43.08	coups et blessures-coups avec maladie ou incapacite de travail ## Art. 392-399 al.1 CP ##
coups volontaires	KF43.09	coups et blessures-coups avec maladie ou incapacite de travail-avec premeditation ## Art. 392-399 CP ##
coups volontaires	KF43.10	coups et blessures-coups avec maladie incurable-incapacite permanente de travail-perte d'organe ou mutilation grave ## Art. 392-400 al.1 CP ##
coups volontaires	KF43.11	coups et blessures-coups avec incapacite permanente de travail-perte d'organe ou mutilation grave-avec premeditation ## Art. 392-400 CP ##
coups volontaires	KF43.12	coups et blessures-coups ayant cause la mort sans intention de la donner ## Art. 392-398-401 al.1 CP ##
coups volontaires	KF43.14	coups et blessures-coups a un ascendant ## Art. 266-410 al.1 CP ##
coups volontaires	KF43.15	coups et blessures-coups a des enfants de moins de 16 ans-ou a une personne qui ne peut pourvoir a son entretien- ## Art. 266-410 al. 2 CP ##
coups volontaires	KF43.16	coups et blessures par fonctionnaire ou officier public dans l'exercice de ses fonctions ## art. 257-266 CP ##
roulage	KF145.1	Art. 21/30 1.1° A.R. 16.3.1968 Non titulaire permis de conduire ## Art. AR 1.12.75 |1 ##
roulage	KF145.11	Art. 33 1.1° A.R. 16.3.1968 Délit de fuite (conducteur) ## Art. AR 1.12.75 |11 ##
roulage	KF145.13	Art. 34.1° A.R. 16.3.1968 Intoxication alcoolique ou médicamenteuse ## Art. AR 1.12.75 |13 ##
roulage	KF145.25	Art. 48 1 A.R. 16.3.1968 Conduit en dépit d'une déchéance ## Art. AR 1.12.75 |25 ##
roulage	KF145.26	Art. 48.2° A.R 16.3.1968 Conduit sans avoir réussi les examens ## Art. AR 1.12.75 |26 ##
roulage	KF145.30	Art. 33 PAR.1 A.R 16.03.1968 Délit de fuite - Dégâts matériels ## Art. AR 1.12.75 |30 ##
roulage	KF145.31	Art. 33 Par.2 A.R. 16.03.1968 Délit de fuite - Coups et blessures ## Art. AR 1.12.75 |31 ##
roulage	KF145.41	Art. 35 A.R. 16.03.1968 Conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue ## Art. AR 1.12.75 |41 ##
roulage	KF54.01	entrave a la circulation-par toute action portant atteinte aux voies de communication ## Art. 406 al.1 CP ##
roulage	KF54.03	entrave a la circulation-par toute action ## Art. 406 al.3 CP ##
roulage	KF54.04A	entrave a la circulation-ayant cause des blessures,maladie,incapacite de travail ## Art. 399-407 CP ##
roulage	KF80.00	Délits de roulage(à l'exception d'homicide et blessures involontaires)
roulage	KF85.1	intoxication alcoolique ## Art. 34.1 AR 16.3.68 ##
roulage	KF85.5	ivresse au volant ## Art. 35 AR 16.3.68 ##
roulage	KF86.3	non-assurance ## Art. 1,2 par 1 et 18 par 1 et 3 Loi 1.7.56 ##
roulage	KF91A.1	vitesse sur une autoroute (a partir du 1.1.92) ## Art. 11.2.1 a et b AR 1.12.75, art 29 et 38 par 1.3 AR 16.3.68 et art 1.8 AR 7.4.76 ##
roulage	KF91T	depassement par la droite ## Art. art 16.3 al 2 AR 1.12.75, art 29 et 38 par 1.3 AR 16.3.68 et art 1.4a AR 7.4.76 ##
roulage	KF95M.1	délit de fuite sans blessé ## Art. art 33 par 1 AR 16.3.68 ##
roulage	KF95M.2	délit de fuite avec blessé(s) ## Art. art 33 par 1 et 2 AR 16.3.68 ##
roulage	KF95O.1	permis de conduire - non titulaire (à partir du 1.1.92) ## Art. art 30 par 1.1 AR 16.3.68 ##
roulage	KF96A	surcharge ## Art. art 18 par 1, 81 AR 15.3.68, art 4 par 1 al 1 loi 21.6.85 ##
roulage	KF96N.1	immatriculation d'un véhicule ## Art. art 3 par 1 AR 31.12.53 et art 29 AR 16.3.68 ##
viol	KF37.42	viol-sur majeur ## Art. 375 al.1+2+3-378 CP ##
viol	KF37.43	viol-sur mineur de plus de 16 ans ## Art. 375 al.1+2+4-378 CP ##
viol	KF37.44	viol-sur mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans ## Art. 375 al.1+2+5-378 CP ##
viol	KF37.45	viol-sur mineur de moins de 14 ans ## Art. 375 al.1+6-378 CP ##
viol	KF37.46	viol-sur mineur de moins de 10 ans ## Art. 375 al.1+7-378 CP ##
viol	KF37.47A	viol-circonstances aggravantes-etant un ascendant de la victime ## Art. 377 CP ##
viol	KF37.47B	viol-circonstances aggravantes-etant de ceux qui ont autorite sur la victime ## Art. 377 CP ##
viol	KF37.47C	viol-circonstances aggravantes-en abusant de l'autorite que lui confere ses fonctions ## Art. 377 CP ##
viol	KF37.47E	viol-circonstances aggravantes-avec l'aide d'une ou plusieurs personnes ## Art. 377 CP ##
viol	KF37.48A	viol-avec tortures corporelles ou sequestration ## Art. 376 al.2 CP ##
viol	KF37.48B	viol-commis sur une personne particulierement vulnerable-avec armes ## Art. 376 al.3 CP ##
destruction	KF47.01	incendie-explosion-volontaire-edifices-avec presence humaine presumee ## Art. 510-520 CP ##
destruction	KF47.02	incendie volontaire-proprietes immobilieres-presence humaine non presumee ## Art. 511 al.1 CP ##
destruction	KF47.03	incendie-volontaire-de navires,bateaux,aeronefs ## Art. 511 al.1 CP ##
destruction	KF47.06	incendie-volontaire-de proprietes immobilieres,navires,bateaux, aeronefs et forets-par leur proprietaire ## Art. 511 al. 2 CP ##
destruction	KF47.07	incendie-volontaire-de proprietes mobilieres d'autrui ## Art. 512 al.1 CP ##
destruction	KF47.08	incendie-volontaire-de proprietes mobilieres-par leur proprietaire ## Art. 512 al.2 CP ##
destruction	KF47.09A	incendie-volontaire-d'un objet devant communiquer le feu à un bien visé à l'article 510 du CP, que l'incendiaire voulait detruire ## Art. 510-516 CP ##
destruction	KF47.09B	incendie - volontaire - d'unobjet devant communiquer le feu à un bien visé à l'art 511 du CP, que l'incendiaire voulait détruire ## Art. 511-516 CP ##
destruction	KF47.09C	incendie - volontaire - d'un objet devant communiquer le feu à un bien visé à l'art. 512 du CP, que l'incendiaire voulait détruire ## Art. 512 - 516 CP ##
destruction	KF47.10A	la nuit ## Art. 513 CP ##
destruction	KF47.10B	dans une maison habitee,ayant cause des blessures ## Art. 518 al.1 - al.2 CP ##
destruction	KF47.10C	ayant cause la mort ## Art. 518 al.1 - al.3 CP ##
destruction	KF48.01	incendie-involontaire ## Art. 519 CP ##
destruction	KF50.00	Destruction et dommages
destruction	KF50.06A	degradation telegraphe-telephone-circonstances aggravantes-en bande,avec violences ou menaces ## Art. 25 Loi 13.10.1930 - 525 CP ##
destruction	KF50.08	degradation-destruction-de clotures rurales ou urbaines ## Art. 545 CP ##

destruction	KF50.09	degradation-destruction-avoir comble un fosse ## Art. 545 CP ##
destruction	KF50.14A	degradation-destruction-d'edifices,bateaux ou aeronefs ## Art. 521 al.1 CP ##
destruction	KF50.14B	degradation d'edifices, bateaux ou aeronefs, mis hors d'usage a dessein de nuire ## Art. 521 al.2 CP ##
destruction	KF50.15	degradation-destruction-de voitures,wagons,vehicules a moteur ## Art. 521 al.3 CP ##
destruction	KF50.17A	en bande,a l'aide de violences ou de menaces ## Art. 525 CP ##
destruction	KF50.18	dégradation- destruction d'édifices, etc., par explosion ## art. 520 CP ##
destruction	KF50.22	degradation-destruction-de biens mobiliers avec violences ou menaces ## Art. 528 CP ##
destruction	KF50.22C	degradation-destruction-biens mobiliers avec violences ou menaces-dans une maison habitee + circ. art. 471 CP ## Art. 528 - 530 al. 1 CP ##
destruction	KF50.24	degradation-destruction-d'objets d'utilite publique ou de decoration ## Art. 526 CP ##
destruction	KF50.26	dégradation - destruction de propriétés mobilières d'autrui ## art. 559.1 CP ##
destruction	KF53.01	violation de sepulture ## Art. 453 CP ##
destruction	KF98Q	endommagement volontaire de propriétés mobilières ## Art. art 559.1 du CP ##
étrangers	KF55.01	etrangers-entrée ou séjour illégal dans le Royaume ## Art. 75 al.1-80 loi du 15.12.1980 ##
étrangers	KF55.03	étrangers-récidive ## Art. 75 al.3-80 loi du 15.12.1980 ##
étrangers	KF55.04	étrangers-étant renvoyé,avoir pénétré ou séjourné illegalement dans le Royaume ## Art. 76-80 Loi 15.12.1980 ##
étrangers	KF55.05	étrangers-aide non fournie ## Art. 77 al 1-80-81 loi 15.12.1980 ##
étrangers	KF55.06	étrangers- aide -récidive ## Art. 77 al.2-80 Loi du 15.12.1980 ##
armes	KF36.07	armes-port d'armes de chasse ou de sport sans motif legitime ## Art. 3-13-17-20 Loi 03.01.1933 modifiée par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.08	armes-detention d'armes de chasse ou de sport classees comme armes de defense ou armes de guerre-non immatriculation ## Art. 3-14 al.1-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.10	armes de defense-importation illicite-personne non agreee ou sans autorisation ## Art. 3-5al.2-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.11	armes de defense-port sans motif legitime/sans permis ## Art. 3-7-17-20 Loi 03.01.1933 modifee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.12	armes de defense-detention sans autorisation ## Art. 3-6-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par le Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.13A	armes a feu de guerre-commerce-vente a une personne non agreee ou sans autorisation ## Art. 3-8-17-20-22 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.13B	armes a feu de guerre-importation par personne non agreee ou sans autorisation ## Art. 3-9-17-20-22 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.14	armes a feu de guerre-detention sans autorisation ## Art. 3-11-17-20-22 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.15	armes de guerre-port sans motif legitime ## Art. 3-10-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.16	armes prohibees-fabrication,vente,importation,port ## Art. 3-4-17-20-22 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.18A	armes-depot d'armes de defense ou de guerre sans autorisation ## Art. 3-16-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.19A	munitions-vente a un particulier sans autorisation ## Art. 3-15 par.1 al.1+3-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.19C	munitions-perforante,incendiaire,expansive-fabrication, vente,importation,depot ## Art. 3-15 al.2+3-17-20 Loi 03.01.1933 modifiée par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF36.20	armes de panoplie-port sans motif legitime ## Art. 3-12bis-17-20 Loi 03.01.1933 modifiee par la Loi du 30.01.1991 ##
armes	KF61A	explosifs-fabrication,détention,vente,tenue de registre ## Art. 200-257-263-264 AR 23.09.1958 + art 1 et 5 Loi 28.05.1956 ##

Bijlage 2

Overzicht van de coderegels

Code regel	Omschrijving	Opération
1	Bev. Aanhouding (gewoon)	Mandat d'arrêt (ordinaire)
2	Handlichting vóór RKCR	Mainlevée précédent CCTC
3	Vrijstelling RKCR - **geen** beroep	Libération CCTC - **pas** d'appel
4	Vrijstelling RKCR - **beroep**	Libération CCTC - **appel**
5	Vrijstelling KIHB	Libération CMA
6	Uitstel KIHB	Remise CMA
7	Behoud KIHB - **geen** cassatie	Maintien CMA - **pas** de cassation
8	Behoud KIHB - **cassatie**	Maintien CMA - **cassation**
9	Behoud KIHB - cassatie **(laattijdig)**	Maintien CMA - cassation **(tardif)**
10	KIHB - afstand beroep	CMA - Desistement d'appel
11	KIHB - laattijdig beroep	CMA - appel tardif
12	KIHB - vrij mits vrwden of borg	CMA - libération avec conditions ou caution
13	Handlichting na beroep - **geen** verzet	Mainlevée après appel - **pas** d'opposition
14	Handlichting na beroep - **verzet**	Mainlevée après appel - **opposition**
15	HCass - **geen** verbreking	CCass - pas de cassation
16	HCass - **verbreking**	CCass - cassation
17	HCass - verbreking **zonder verwijzing**	CCass - cassation sans renvoi
18	RKCR - vrij vrwden of borg - **geen** beroep	CCTC - libération /conditions ou caution - **pas** d'appel
19	RKCR - vrij vrwden of borg - **beroep**	CCTC - libération /conditions ou caution - **appel**
20	Handlichting na RKCR - **geen** verzet	Mainlevée après CCTC - **pas** d'opposition
21	Handlichting na RKCR - **verzet**	Mainlevée après CCTC - **opposition**
22	Vrij RKCR na handl. & verzet - **geen** beroep	CCTC suite à mainlevée + oppos. - libre - **pas** d'appel
23	Vrij RKCR na handl. & verzet - **beroep**	CCTC suite à mainlevée + oppos. - libre - **appel**
24	Handh. RK na handl & verzet - **geen** beroep	CCTC suite à mainlevée + oppos. - maintien - **pas** d'appel
25	Handh. RK na handl & verzet - **beroep**	CCTC suite à mainlevée + oppos. - maintien - **appel**
26	Handhaving RKCR - **geen** beroep	Maintien CCTC - **pas** d'appel
27	Handhaving RKCR - **beroep**	Maintien CCTC - **appel**
28	RKCR verwijzing + handh. - **geen** beroep	CCTC renvoi + maintien - **pas** d'appel
29	RKCR verwijzing + handh. - **beroep handh.**	CCTC renvoi + maintien - **appel maintien**
30	RKCR verwijzing + handh. - **beroep alles**	CCTC renvoi + maintien - **appel tous**
31	RKCR verwijzing + vrij - **geen** beroep	CCTC renvoi + libération - **pas** d'appel
32	RKCR verwijzing + vrij - **beroep**	CCTC renvoi + libération - **appel**
33	RKCR verwijzing KIHB (Assisen)	CCTC renvoi CMA (Assises)
34	KIHB: inbeschuldigingstelling - **geen** cassatie	CMA: mise en accusation - **pas** de cassation
35	KIHB: inbeschuldigingstelling - **cassatie**	CMA: mise en accusation - **cassation**
36	KIHB: verwijzing naar RKCR	CMA: renvoi pour CCTC
37	RKCR ontlasting - **geen** beroep	CCTC dessaissement - **pas** d'appel
38	RKCR ontlasting - **beroep**	CCTC dessaissement - **appel**
39	KIHB ontlasting - **geen** cassatie	CMA dessaissement - **pas** de cassation
40	KIHB ontlasting - **cassatie**	CMA dessaissement - **cassation**
41	KIHB: verwijzing naar RKCR	CMA: renvoi pour CCTC
42	RKCR internering - **geen** beroep	CCTC internement - **pas** d'appel
43	RKCR internering - **beroep**	CCTC internement - **appel**
44	KIHB: internering - **geen** cassatie	CMA: internement - **pas** de cassation
45	KIHB: internering - **cassatie**	CMA: internement - **cassation**
46	KIHB: verwijzing naar CR	CMA: renvoi pour TC
47	vrij KIHB (evacatie)	libération CMA (evocation)
48	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	libre/conditions ou caution CMA (evoc.) - **pas** de cassation
49	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - **cassatie**	libre/conditions ou caution CMA (evoc.) - **cassation**
50	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijd)**	libre/conditions ou caution CMA (evoc.) - cassation **(tardif)**
51	handhaving KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	maintien CMA (evocation) - **pas** de cassation
52	handhaving KIHB (evocatie) - **cassatie**	maintien CMA (evocation) - **cassation**
53	handhaving KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijdig)**	maintien CMA (evocation) - cassation **(tardif)**
54	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	renvoi + maintien CMA (evocation) - **pas** de cassation
55	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - **cassatie**	renvoi + maintien CMA (evocation) - **cassation**
56	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijd)**	renvoi + maintien CMA (evocation) - cassation **(tardif)**
57	verwijzing + vrij KIHB (evocatie)	renvoi + libération CMA (evocation)
58	I/Observatiestelling	Mise en observation
59	Opheffing I/Obs	Mainlevée mise en observation
60	Handhaving I/Obs. - **geen** beroep	Maintien M/Obs. - **pas** d'appel
61	Handhaving I/Obs. - **beroep**	Maintien M/Obs. - **appel**
62	Handhaving I/Obs. door KIHB	Maintien M/Obs. par CMA
63	B/Aanhouding uitgevoerd in psychiatrie	Mandat d'arrêt excécuté en psychiatrie
64	B/Aanhouding Douane en Accijnzen	Mandat d'arrêt pour douanes
65	Verzoekschrift geweigerd - geen beroep	Rejet réquête - **pas** d'appel
66	Verzoekschrift geweigerd - **beroep**	Rejet réquête - **appel**
67	Voorlopig B/A uitlevering - Benelux	Mandat provisoire d'extradition - Benelux
68	Voorlopig B/A uitlevering - Schengen	Mandat provisoire d'extradition - Schengen
69	Voorlopig B/A uitlevering - rest	Mandat provisoire d'extradition - autres
70	Definitief B/A uitlevering	Mandat définitif d'extradition
71	B/Aanhouding bij verstek	Mandat d'arrêt pour fugitif et latitant
72	B/Aanhouding bij verstek en betekend	Mandat d'arrêt pour fugitif et latitant - signifié
73	B/Aanhouding bij verstek en verzonden	Mandat d'arrêt pour fugitif et latitant + renvoi
74	Bevel tot Medebrenging	Mandat d'amener
75	B/Aanhouding militair	Mandat d'arrêt militaire
76	B/A moo onmiddellijke verschijning	M/A en vue de comparution immédiate
77	Voorl. B/A wet 22/03/1996	Mandat provisoire (loi 22/03/1996)
78	RKCR: voorl. B/A - vrij - **geen** beroep	CCTC: mandat provisoire - libération - **pas** d'appel
79	RKCR: voorl. B/A - vrij - **beroep**	CCTC: mandat provisoire - libération - **appel**
80	RKCR: voorl. B/A - bevestiging - **geen** beroep	CCTC: mandat provisoire - confirmation - **pas** d'appel
81	RKCR: voorl. B/A - bevestiging - **beroep**	CCTC: mandat provisoire - confirmation - **appel**
82	KIHB: voorl. B/A - vrij	CMA: mandat provisoire - libération
83	KIHB: voorl. B/A - bevestiging	CMA: mandat provisoire - confirmation
84	Geldigheid voorlopig B/A	Validité mandat provisoire
85	B/A Tribunaal	Mandat d'arrêt Tribunal (loi 22/03/1996)
86	B/A wet 22/03/1996	Mandat d'arrêt loi 22/03/1996
87	Definitief B/A wet 22/03/1996	Mandat d'arrêt exécutable loi 22/03/1996
88	Voorlopige aanhouding (VI)	Arrestation provisoire (LC)
89	Herziening VI of vrij bij verstrijken geldigheid	Revision LC ou libération sans plus
90	Schorsing VI (na voor. aanhouding)	Suspension LC (après arrestation provis.)
91	Voorlopige aanhouding (Probatie)	Arrestation provisoire (Probation)
92	Schorsing VI	Suspension LC
93	Uitstel RKCR	Remise CCTC
94	Voorlopige plaatsing minderjarige	Mesure provisoire mineur
95	Voorl. plaatsing: handhaving of wijziging (geen beroep)	Mesure provisoire: maintien ou modification (pas d'appel)
96	Voorl. plaatsing: handhaving of wijziging: **beroep**	Mesure provisoire: maintien ou modification (APPEL)
97	Jeugdkamer HB: behoud beslissing JRB	Chambre Jeunesse CA: maintien décision TJ
98	Herroeping VI (na voorl. aanhouding)	revocation LC (après arrestation provis.)
100	herroeping VI	revocation LC
101	herroeping probatie	revocation probation
102	geen herroeping probatie	pas de revocation probation
103	Jeugdkamer HB: wijziging maatr. JRB	Chambre Jeunesse CA: modification décision TJ
104	dagvaarding Douane en Accijnzen	citation pour douanes
105	Europees B/A	MA Europ.
106	RKCR: tenuitvoerl. Eu B/A - **geen** beroep	CCTC: excécution MA Europ. - **pas d'appel**
107	RKCR: tenuitvoerl. Eu B/A - **beroep**	CCTC: excécution MA Europ. - **appel**
108	RKCR: geen tenuitvoerl. Eu B/A	CCTC: pas d'excécution MA Europ.
109	KIHB: tenuitvoerl. Eu B/A - **geen** cassatie	CMA: excécution MA Europ. - **pas de cassation**
110	KIHB: tenuitvoerl. Eu B/A - **cassatie**	CMA: excécution MA Europ. - **cassation**
111	KIHB: geen tenuitvoerl. Eu B/A	CMA: pas d'excécution MA Europ
112	Hcass: geen verbreking	CCass: pas de cassation
113	Hcass: verbreking	CCass: cassation
114	Europees B/A - weigering	MA Europ. - refus
115	Europees B/A - weigering - **geen** beroep	MA Europ. - refus - **pas d'appel**
116	Europees B/A - weigering - **beroep**	MA Europ. - refus - **appel**
117	Europees B/A - weigering - **beroep**	MA Europ. - refus - **appel**
118	Europees B/A - definitief	MA Europ. - définitif

Bijlage 3

Overzicht totaal aantal beslissingen en laatste beslissingen (procedure voorlopige hechtenis)

Coderegel	Omschrijving	Theoretisch laatste c.r.	N_beslissingen	N_laatste coderegel	
				N	%
1	Bev. Aanhouding (gewoon)	1	9.791	790	8,1
2	Handlichting vóór RKCR	2	46	46	0,5
3	Vrijstelling RKCR - **geen** beroep	3	1.087	1.087	11,1
4	Vrijstelling RKCR - **beroep**	4	1.217	190	1,9
5	Vrijstelling KIHB	5	227	227	2,3
6	Uitstel KIHB	6	446	52	0,5
7	Behoud KIHB - **geen** cassatie	7	6.310	801	8,2
8	Behoud KIHB - **cassatie**	8	122	2	0,0
(9)	Behoud KIHB - cassatie **(laattijdig)**	(9)	0	0	0,0
10	KIHB - afstand beroep	10	86	17	0,2
11	KIHB - laattijdig beroep	11	5	1	0,0
12	KIHB - vrij mits vrwden of borg	12	187	141	1,4
13	Handlichting na beroep - **geen** verzet	13	3	3	0,0
14	Handlichting na beroep - **verzet**	14	1	1	0,0
15	HCass - **geen** verbreking	15	115	14	0,1
16	HCass - **verbreking**	16	6	2	0,0
(17)	HCass - verbreking **zonder verwijzing**	(17)	0	0	0,0
18	RKCR - vrij vrwden of borg - **geen** beroep	18	370	239	2,4
19	RKCR - vrij vrwden of borg - **beroep**	19	140	16	0,2
20	Handlichting na RKCR - **geen** verzet	20	75	75	0,8
21	Handlichting na RKCR - **verzet**	21	5	1	0,0
22	Vrij RKCR na handl. & verzet - **geen** beroep	22	3	3	0,0
23	Vrij RKCR na handl. & verzet - **beroep**	23	1	0	0,0
(24)	Hand. RK na handl. & verzet - **geen** beroep	(24)	0	0	0,0
(25)	Hand. RK na handl. & verzet - **beroep**	(25)	0	0	0,0
26	Handhaving RKCR - **geen** beroep	26	20.425	1.196	12,2
27	Handhaving RKCR - **beroep**	27	5.910	433	4,4
28	RKCR verwijzing + handh. - **geen** beroep	28	4.399	4.128	42,2
29	RKCR verwijzing + handh. - **beroep handh.**	29	39	4	0,0
30	RKCR verwijzing + handh. - **beroep alles**	30	89	7	0,1
31	RKCR verwijzing + vrij - **geen** beroep	31	52	52	0,5
32	RKCR verwijzing + vrij - **beroep**	32	128	19	0,2
33	RKCR verwijzing KIHB (Assisen)	33	6	5	0,1
34	KIHB: inbeschuldigingstelling - **geen** cassatie	34	1	1	0,0
(35)	KIHB: inbeschuldigingstelling - **cassatie**	(35)	0	0	0,0
(36)	KIHB: verwijzing naar RKCR	(36)	0	0	0,0
37	RKCR ontlasting - **geen** beroep	37	38	38	0,4
(38)	RKCR ontlasting - **beroep**	(38)	0	0	0,0
(39)	KIHB ontlasting - **geen** cassatie	(39)	0	0	0,0
(40)	KIHB ontlasting - **cassatie**	(40)	0	0	0,0
(41)	KIHB: verwijzing naar RKCR	(41)	0	0	0,0
42	RKCR internering - **geen** beroep	42	87	86	0,9
43	RKCR internering - **beroep**	43	4	0	0,0
44	KIHB: internering - **geen** cassatie	44	3	2	0,0
45	KIHB: internering - **cassatie**	45	1	0	0,0
46	KIHB: verwijzing naar CR	46	1	1	0,0
(47)	vrij KIHB (evocatie)	(47)	0	0	0,0
(48)	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	(48)	0	0	0,0
(49)	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - **cassatie**	(49)	0	0	0,0
(50)	vrij + vwden of borg KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijd)**	(50)	0	0	0,0
(51)	handhaving KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	(51)	0	0	0,0
(52)	handhaving KIHB (evocatie) - **cassatie**	(52)	0	0	0,0
(53)	handhaving KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijdig)**	(53)	0	0	0,0
54	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - **geen** cassatie	54	1	1	0,0
(55)	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - **cassatie**	(55)	0	0	0,0
(56)	verwijzing + handh. KIHB (evocatie) - cassatie **(laattijd)**	(56)	0	0	0,0
(57)	verwijzing + vrij KIHB (evocatie)	(57)	0	0	0,0
(78)	RKCR: voorl. B/A - vrij - **geen** beroep	(78)	0	0	0,0
(82)	KIHB: voorl. B/A - vrij	(82)	0	0	0,0
93	Uitstel RKCR	93	1.286	110	1,1
Totaal		Totaal		9.791	100,0

Partie III
Deel III

LA POPULATION CARCERALE DE "PREVENUS":
LA SITUATION BELGE DANS LE CONTEXTE EUROPEEN

DE PENITENTIAIRE POPULATIE "BEKLAAGDEN":
DE BELGISCHE SITUATIE BINNEN DE EUROPESE CONTEXT

INDICATEURS, DEFINITIONS, GRAPHIQUES COMPARATIFS
INDICATOREN, DEFINITIES, VERGELIJKENDE GRAFIEKEN

CHARLOTTE VANNESTE

Version actualisée en mars 2005 d'une note remise en août 2003 en réponse à une demande de la Ministre
Geactualiseerde versie, in maart 2005, van een nota die in augustus 2003 werd overgemaakt in antwoord op een vraag van de minister

1. Introduction

La base de données SPACE (*Statistique Pénale Annuelle du Conseil de l'Europe*) développée à l'initiative du Conseil de l'Europe est une source d'informations intéressante pour évaluer, dans le contexte européen, la situation de la Belgique en ce qui concerne l'usage de la détention préventive. Ces statistiques fournissent en effet, annuellement depuis 1983, un certain nombre d'indicateurs relatifs à la population carcérale[585]. Parmi ceux-ci, plusieurs nous renseignent, sous divers angles, sur la population faisant l'objet dans les différents pays d'une forme de détention apparentée à celle appelée « détention préventive » dans le système belge.

L'objectif de cette note est tout d'abord de présenter les *différents indicateurs disponibles*, en distinguant bien les définitions respectives des notions auxquelles ces indicateurs renvoient et qui dans les utilisations statistiques ont trop souvent tendance à être confondues. Sur base des chiffres disponibles depuis 1983, des séries temporelles ont été reconstituées pour 16 pays européens. Ce travail a pour résultat principal de fournir au lecteur un *outil de visualisation graphique* des chiffres disponibles : pour chaque indicateur il peut ainsi apprécier à la fois la *position* occupée par chacun des pays considérés et les *évolutions* respectivement observables. Quelques commentaires sont proposés tentant de mettre en évidence les principaux enseignements ressortant de l'examen des tendances genérales. Mais à ce stade, aucune analyse plus approfondie n'est toutefois réalisée.

2. La définition des indicateurs relatifs aux "prévenus détenus"

Soulignons tout d'abord que les indicateurs de population utilisés par SPACE sont construits à partir d'*un seul relevé annuel* de population à une date bien précise, fixée actuellement au 1er septembre de chaque année. L'on sait qu'un indicateur de population devrait idéalement être le produit d'une moyenne réalisée à partir de relevés journaliers, ou à défaut de plusieurs relevés à des moments différents de l'année (mensuels par exemple). Le recueil au niveau international rend toutefois cet objectif encore irréalisable, au vu des données statistiques disponibles dans les différents pays. Mais il faut être conscient que les chiffres ainsi produits ne peuvent tenir compte des variations parfois importantes (d'un jour à l'autre) au cours d'une même année. Ainsi, par exemple, si le 1er septembre 2002 la population pénitentiaire belge est particulièrement élevée par rapport aux autres jours de l'année, et que le 1er septembre 2003, elle est particulièrement basse, on pourrait en déduire abusivement une variation à la baisse, alors que le calcul d'une véritable population journalière moyenne indiquerait en réalité une tendance à la hausse. L'existence de ce type d'indicateur est évidemment précieuse pour permettre des comparaisons internationales mais il faut être attentif à ne retenir des chiffers que des tendances lourdes en évitant de « surinterpréter » les variations sur le très court terme (d'une année à l'autre).

Un premier type d'indicateur utile à l'examen de l'usage de la détention préventive est fourni dès 1983: il s'agit d'un indicateur dénommé alors improprement « taux de prévenus » et défini comme étant le *pourcentage de détenus n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation*

[585] CONSEIL DE L'EUROPE, *Statistique pénale annuelle du Conseil de l'Europe, SPACE I, Enquêtes portant sur les années 1983 à 2003*

définitive par rapport à l'effectif total de la population carcéral (graphique 1). Un deuxième indicateur, directement lié au premier, est fourni à partir de 1986: dénommé alors - toujours improprement - « taux de détention provisoire » , il reprend le même nombre de détenus mais en le rapportant cette fois à la population totale de chacun des pays considérés fournissant ainsi un indicateur du nombre de *détenus n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour 100.000 habitant*s (graphique 2).

Ce n'est que quelques années plus tard que la dénomination et la définition de ces indicateurs seront reformulées, prenant conscience du fait que la définition initiale impliquait l'intégration dans cette catégorie de toute une série de détenus qu'on ne peut, à proprement parler, qualifier de « prévenus ». Au fil des années en effet, les problèmes de définition de ce type de catégories dans les comparaisons internationales vont apparaître et amener les concepteurs de la base de données à affiner les indicateurs.

Les données - et explications - fournies par la Belgique en 1986 ont d'ailleurs été dans ce processus un élément catalyseur. Ainsi, alors que le pourcentage *de détenus n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation définitive* communiqué pour la Belgique en 1985 était de 31%, il grimpait à 51% en 1986. L'explication de cette différence importante résidait en fait dans un changement de mode de calcul qui n'était pas a priori évident: alors que jusqu'à cette date la Belgique n'avait intégré dans le chiffre demandé que les seuls « inculpés et assimilés », elle y intégrait également en 1986 les « anormaux internés », les « vagabonds et mendiants », les « étrangers mis à la disposition du gouvernement » et les « mineurs placés provisoirement en maison d'arrêt) ", avec pour effet d'accroître fortement ce « taux de prévenus » (alors ainsi qualifié). SPACE retient alors ce nouveau mode de calcul comme étant plus conforme avec la notion de « prévenus » visée par leur définition, et les données belges sont « corrigées » rétroactivement dans les publications ultérieures.

Les deux séries les plus anciennes et les plus longues (graphiques 1 et 2) portent donc sur une population dépassant largement celle des seuls détenus qui dans le régime belge sont considérés comme étant en « détention préventive » : tous détenus autres que ceux qui le sont en conséquence d'un jugement définitif sont en effet assimilés à cette catégorie. On constatera que, pour la Belgique, cette précision est importante.

A partir de 1992, les critiques et remarques formulées par certains pays - dont la Belgique - amènent à introduire de nouvelles catégories. SPACE introduit dorénavant une nouvelle catégorie dénommée *prévenus avant jugement* et ultérieurement *détenus non jugés* de sorte à exclure des nouveaux indicateurs les individus précédemment retenus en raison de l'existence d'une procédure de recours. Les mêmes calculs de pourcentage par rapport à la population carcérale (graphique 3) et de taux pour 100.000 habitants (graphique 4) sont opérés sur ces nouveaux chiffres. La distinction, on le verra, révèle des différences très importantes entre ces deux nouveaux indicateurs et les deux premiers pour ce qui concerne la Belgique (un ordre de grandeur quasiment deux fois moindre). Comparativement, les différences sont nettement moins importantes pour la France ou d'autres pays.

Quelques pays fournissent alors - plus ou moins régulièrement - les données permettant de calculer les deux types d'indicateurs : c'est le cas pour la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, le Danemark. Certains ne fournissent plus de réponse à la question portant sur la population de « détenus sans condamnation définitive »[586] mais communiquent plus ou

[586] Plus exactement: lorsque la rubrique « détenus condamnés ayant utilisé une voie de recours ou dans les délais légaux pour le faire » n'est pas renseignée faute de données disponibles – sans plus de précision – SPACE

moins régulièrement un chiffre de « détenus non jugés »: il s'agit de l'Autriche, de l'Espagne, de la Norvège (1996-2001), et du Portugal (1995-2001). C'est également le cas pour l'Angleterre (et le Pays de Galles) où aucun statut spécial ne correspond aux condamnés ayant introduit un recours ou étant dans les délais pour le faire : la catégorie « prévenu » correspond donc toujours à des « prévenus avant jugement ». La Suède, quant à elle, continue de répondre à la première question sans fournir les éléments pour le deuxième type d'indicateur[587]. D'autres pays enfin n'ont communiqué des données que très ponctuellement durant la dernière décennie : ainsi en est-il de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Finlande, de la Grèce et de la Suisse.

La disponibilité variable selon les pays de ces différents indicateurs limite donc fortement les possibilités comparatives.

3. Observation des séries reconstituées

Nous avons reconstitué en séries temporelles les données existantes pour les quatre indicateurs précédemment définis et ceci pour 16 pays d'Europe occidentale pour lesquels SPACE recueille les données depuis suffisamment longtemps. Les séries sont représentées dans quatre graphiques distincts.

Les indicateurs précédemment décrits doivent pouvoir être analysés au regard de l'évolution de la population carcérale dans sa globalité. C'est pourquoi nous avons reconstitué dans un cinquième graphique les séries relatives aux taux de population pénitentiaire (totale) dans chaque pays considéré (graphique 5)[588].

3.1. L'INDICATEUR COMPRENANT TOUS LES « DETENUS SANS CONDAMNATION DEFINITIVE » ET RAPPORTE A LA POPULATION CARCERALE *(GRAPHIQUE 1)*

L'indicateur comprenant tous les « détenus sans condamnation définitive » (comprenant donc les « condamnés non-définitifs ») et défini en termes de proportion par rapport à la population carcérale place effectivement la Belgique *en tête de file* des pays d'Europe occidentale qui fournissent cet indicateur. Sur le long terme, l'Italie et la Belgique se « disputent » régulièrement la première place. Si depuis 1996, l'Italie affichait le pourcentage le plus élevé de « détenus sans condamnation définitive », l'indice des années 2002 et 2003 place la Belgique nettement en tête, à l'exception du Luxembourg qui depuis 2000 se positionne premier alors qu'il occupait auparavant une position plutôt médiane. Nous remarquerons toutefois qu' au cours du temps les écarts entre les positions extrêmes (proportions minimales et maximales) affichées par les différents pays tendent plutôt à s'atténuer qu'à s'accentuer.

La position de la France est globalement assez proche de celle de la Belgique: la proportion de détenus sans condamnation définitive y est toutefois, de façon très générale, moins élevée,

---

considère que les détenus dans cette situation sont comptabilisés avec les « condamnés définitifs ». Dans ce cas on ne peut pas calculer les deux premiers indices (« détenus sans condamnation définitive »).

[587] Plus exactement : quand la rubrique « détenus declarés coupables non encore condamnés » n'est pas renseignée faute de données disponibles SPACE considère que les détenus dans cette situation sont comptabilisés avec les détenus non jugés (pas encore de décision du tribunal) et les indices de « détenus non jugés » ne peuvent être calculés.

[588] Rappelons qu'il s'agit d'un relevé à une date fixe et non d'une population journalière moyenne.

et cet écart tend à augmenter ces dernières années. Les données fournies par les Pays-Bas ne permettent pas de comparaisons valables depuis le début des années 1990. Il en est de même pour l'Allemagne depuis la deuxième moitié des années 90: la proportion de détenus non condamnés définitivement y était parmi les plus basses durant les années 1980 mais paraît s'être élevée de façon significative au début des années 1990, pour rechuter ensuite dans les toutes dernières années. La position de l'Autriche est, jusqu'au milieu des années 1990 du moins, très proche de celle de l'Allemagne.

Les pays nordiques présentent globalement des proportions faibles, assez proches les unes des autres (la Suède présente la proportion la plus faible), correspondant par ailleurs à des taux de détention généralement plus faibles. L'Angleterre affiche, jusqu'au début des années 90 des proportions faibles du même ordre que celles de la Suède, mais contrastant quant à elles avec des taux de détention (population totale) parmi les plus élevés au niveau européen. Mais il faut avoir à l'esprit que, pour l'Angleterre, cet indicateur ne comprend pas de « condamnés non définitifs ».

Pour l'Espagne, l'indicateur n'est disponible que jusqu'en 1995: nous constatons que la proportion de « détenus non condamnés définitifs » affiche jusqu'à cette date une nette tendance à la baisse, alors que, par ailleurs, le taux de population carcérale globale est en forte hausse durant cette même période.

Les données pour la Suisse ne couvrent qu'une courte période. Elles indiquent une position relativement médiane.

3.2. L'INDICATEUR COMPRENANT TOUS LES DETENUS SANS CONDAMNATION DEFINITIVE ET RAPPORTE AU NOMBRE D'HABITANTS

L'indicateur est ici calculé sur la même base mais le chiffre est cette fois rapporté au nombre d'habitants plutôt qu'à la population carcérale. Au contraire du précédent, cet indicateur neutralise donc l'impact du volume de la population de condamnés. La population de détenus non condamnés définitifs est ici considérée abstraction faite des autres types de détenus.

Ce deuxième indicateur donne *une image quelque peu différente* de celle donnée par le premier indicateur. La Belgique occupe toujours une position élevée mais est devancée cette fois par la France jusqu'en 1999. Leurs positions s'inversent toutefois depuis lors. Ainsi, si avant 1999, la part de détenus sans condamnation définitive est un peu plus importante dans les prisons belges que dans les prisons françaises, ils sont donc proportionnellement moins nombreux au regard du nombre d'habitants. La différence entre les deux indicateurs est ainsi liée au nombre de condamnés proportionnellement plus important en France qu'en Belgique.

La « première place » de l'Italie est nettement plus instable dans le temps : le « creux » de 1986 à 1992 est cette fois nettement plus prononcé. Mais depuis la fin des années 1990 - abstraction faite de la croissance récente pour le Luxembourg - l'Italie tient de nouveau la première position à l'exception des deux dernières années (2002-2003) où celle-ci est disputée de près par la Belgique.

Les pays nordiques affichent à nouveau les taux les plus bas : la population « de détenus sans condamnation définitive » y est donc la plus basse à la fois par rapport à leur population carcérale et par rapport à leur population totale.

C'est pour l'Espagne que la différence entre les deux indicateurs est la plus remarquable. En termes de proportion par rapport à la population carcérale, la tendance est nettement à la baisse, alors qu'en termes de taux par rapport au nombre d'habitants, l'indicateur est clairement à la hausse. Cette différence est évidemment liée à la hausse globale importante de la population carcérale espagnole.

3.3. L'INDICATEUR NE COMPRENANT QUE LES « DETENUS NON JUGES » ET RAPPORTE A LA POPULATION CARCERALE

Le recours à ce nouvel indicateur, à partir de 1992, *modifie très fortement la position occupée par la Belgique parmi les pays d'Europe occidentale*. Toutefois, la non-disponibilité de cet indicateur pour plusieurs pays (et parmi eux l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande) limite significativement les conclusions qui peuvent en être retirées.

Ainsi, si l'on exclut les condamnés non définitifs de la population considérée, la proportion de prévenus parmi la population carcérale en Belgique est loin d'être particulièrement élevée comparée aux autres pays européens, du moins jusqu'aux toutes dernières années 2002 et 2003. Hormis ces deux dernières années pendant lesquelles la proportion s'élève significativement, l'image donnée est globalement plutôt celle d'une *position médiane*. La proportion est alors globalement assez proche de celle rencontrée au Danemark et en Norvège, et relativement peu éloignée de celle rencontrée en Espagne.

La courbe belge montre toutefois clairement une tendance à la hausse depuis 1999, et surtout à partir de 2002, alors qu'elle tendait à la baisse depuis 1993.

La France apparaît cette fois nettement en tête. La position de tête occupée par ce grand pays n'est disputée que par le Luxembourg pour lequel on dispose de données depuis 1999. La position de l'Italie s'approche, tout comme celle de la Belgique, davantage de la médiane laissant entendre que la position de tête occupée par le premier indicateur était due essentiellement au poids des détenus condamnés ayant introduit une procédure de recours.

L'Angleterre affiche la proportion la moins élevée de détenus avant jugement (proportion qui tend de plus à baisser très nettement) alors que par ailleurs, le pays présente un des taux de détention les plus élevés et le plus croissant en Europe occidentale.

3.4. L'INDICATEUR NE COMPRENANT QUE LES « DETENUS NON JUGES » ET RAPPORTE AU NOMBRE D'HABITANTS

Le calcul en termes de taux par rapport au nombre d'habitants, plutôt qu'en proportion par rapport à la population carcérale écarte encore davantage la Belgique de la position de tête que le premier indicateur tendait à lui donner. Ce dernier indicateur positionne plutôt la Belgique, jusqu'en 2001 du moins, parmi les pays où le taux de détenus avant jugement est *le moins élevé* parmi les pays d'Europe occidentale. Depuis, ce taux grimpe significativement de sorte que l'on peut plutôt parler d'une *position médiane*.

La France tient toujours la position de tête, mais la décroissance de la fin des années nonante, et la croissance des deux dernières années sont ici plus accentuées. La position de l'Espagne

est assez remarquable : très moyenne lorsque l'on considérait la proportion des « détenus non jugés par rapport à la population carcérale », elle devient des plus élevées lorsque le critère est la proportion par rapport à la population du pays. Le constat renvoie en fait au taux de détention globalement des plus élevés en Espagne par rapport à ceux des autres pays considérés.

Par contre, ce dernier indicateur qui neutralise l'impact de la population de condamnés replace les pays nordiques (Danemark et Norvège) en dernière position, derrière l'Angleterre.

3.5. QUELQUES REMARQUES GENERALES

L'exercice montre en tout cas la *relativité* des différents indicateurs dans les comparaisons internationales: la *position occupée par la Belgique dans le tableau européen diffère en effet fortement en fonction du type d'indicateur* choisi. Lorsque la Belgique se caractérise par une position élevée, c'est essentiellement en raison de la prise en compte de la population de « détenus condamnés non définitifs » qui (comme en Italie) paraît particulièrement importante. Toutefois l'évolution toute récente de l'indicateur excluant cette population particulière, liée à l'existence d'un recours, tend également à situer la Belgique dans une position plus élevée que celle – médiane - qu'elle occupait jusqu'alors.

Une comparaison rapide de ces différents indicateurs avec les taux de population carcérale (totale) montre qu'il n'y a *pas de lien direct* entre

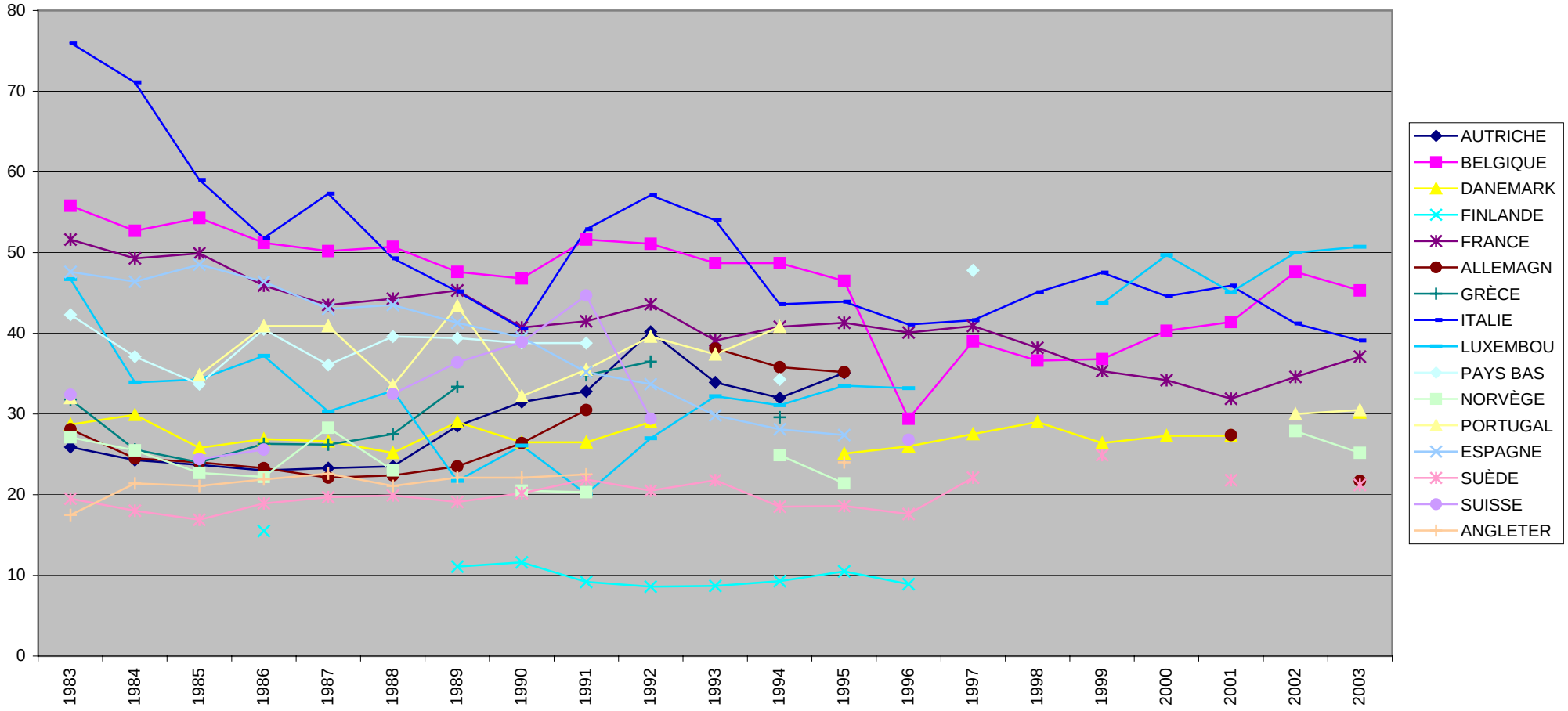
> 1° La proportion de détenus préventifs (quelle que soit la définition retenue) et le taux global de détention. L'exemple de l'Angleterre est à ce propos très parlant : alors qu'il affiche un taux record de population carcérale (totale) au niveau européen, les différents indicateurs relatifs aux « détenus non jugés » sont parmi les moins élevés.
>
> 2° L'évolution de cette proportion et l'évolution de la population carcérale. Les évolutions constrastées présentées par l'Espagne sont à ce niveau les plus significatives : hausse tendancielle importante de la population pénitentiaire globale mais baisse tout aussi significative de la proportion de « détenus non jugés ».

Ces derniers constats ne signifient pas évidemment qu'une « action » visant une réduction de la population de prévenus n'a pas d'impact sur la population pénitentiaire, mais plutôt que celle-ci doit être, pour atteindre son objectif, articulée à une vision globale de réduction de la population pénitentiaire dans son ensemble, touchant alors les différents niveaux de politique criminelle concernés.

Graphique 1

Proportion de détenus sans condamnation définitive

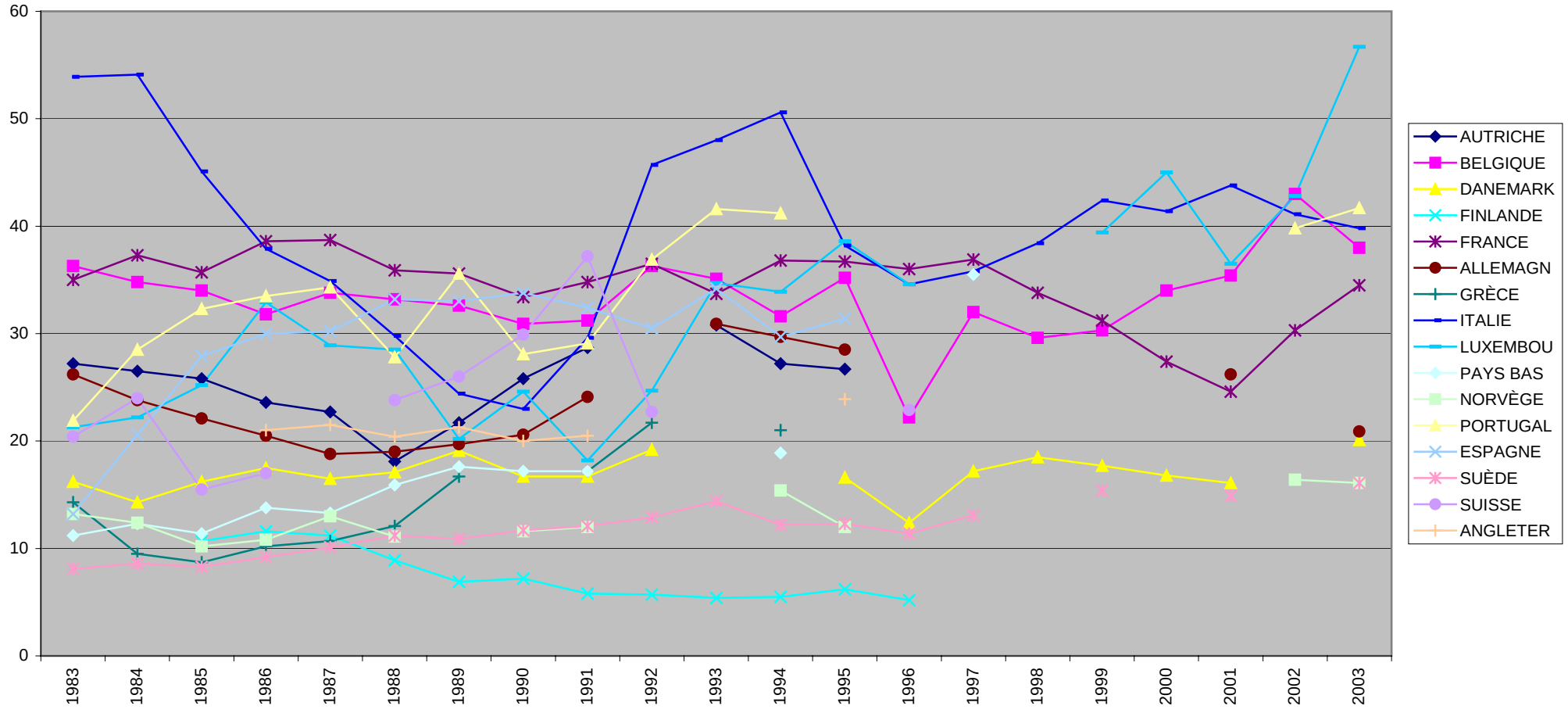
% par rapport à la population carcérale



Graphique 2

Taux de détenus sans condamnation définitive

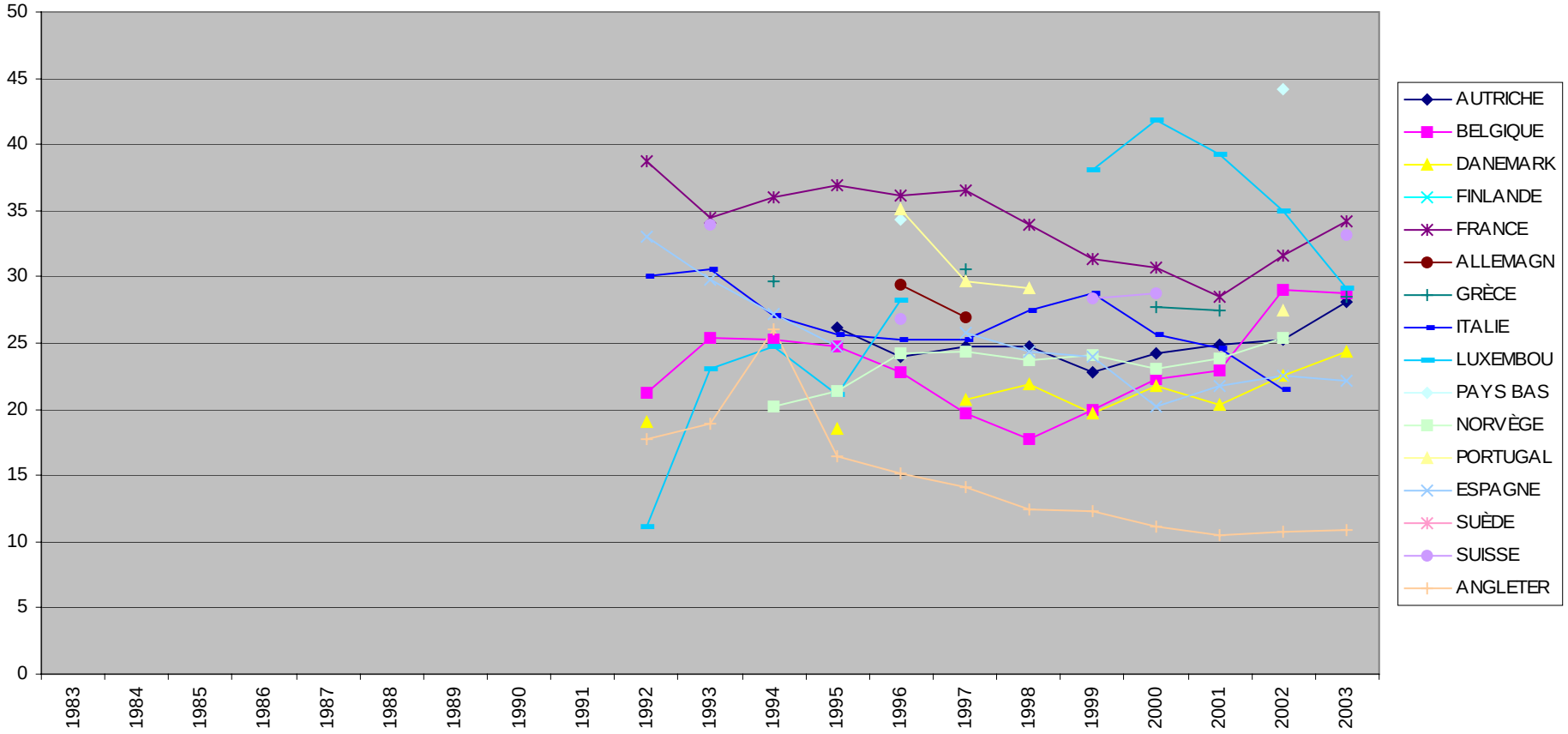
taux par rapport au nombre d'habitants



Graphique 3

Proportion de détenus non jugés

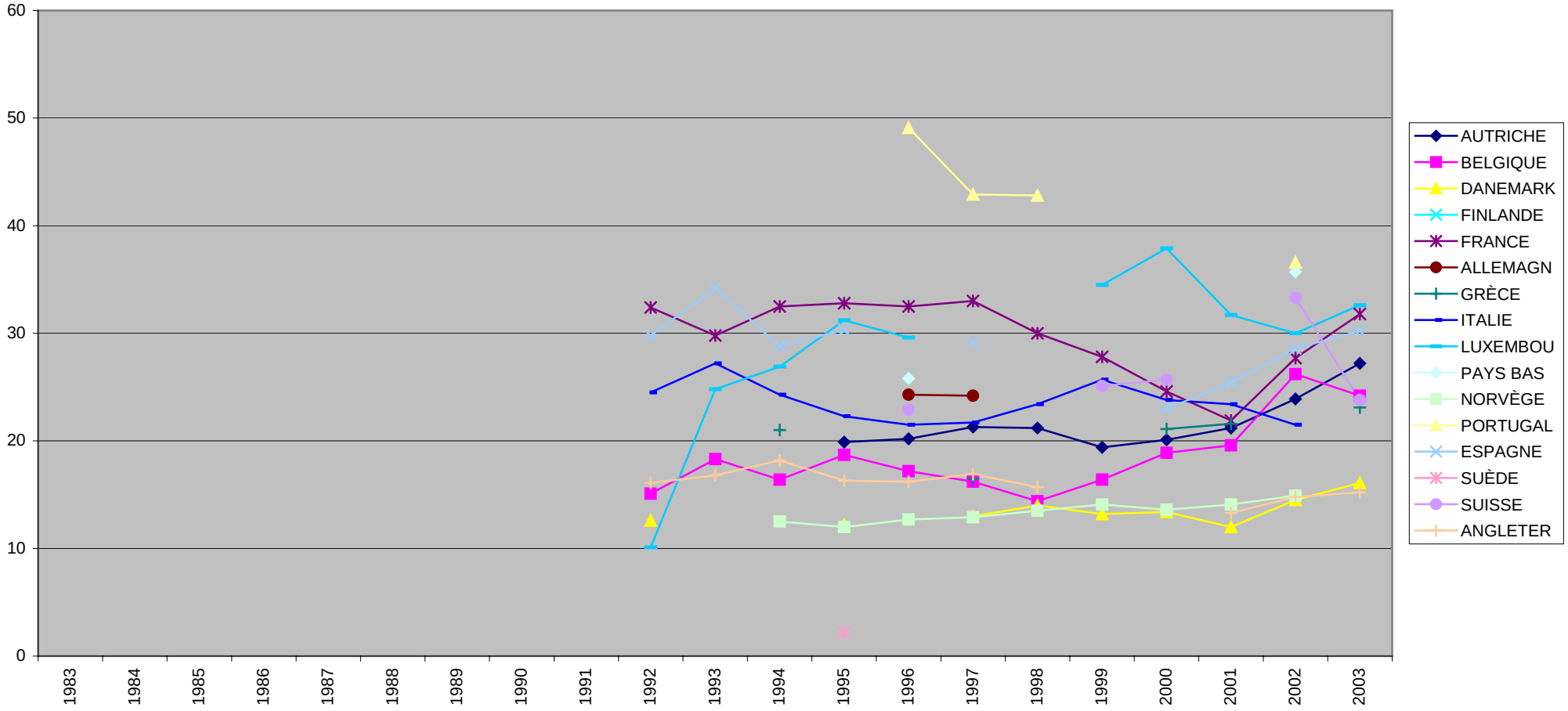
% par rapport à la population carcérale



Graphique 4

Taux de détenus non jugés

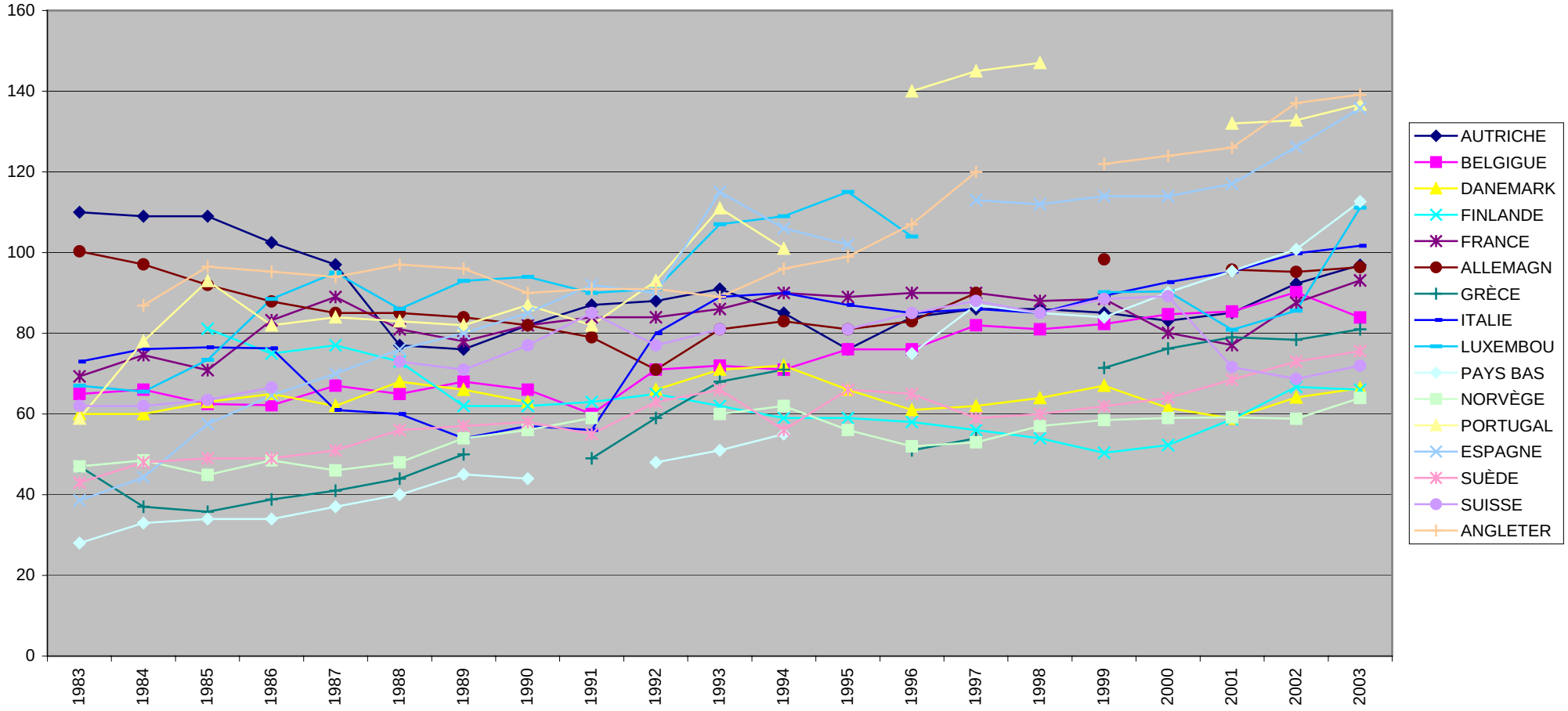
taux par rapport au nombre d'habitants



Graphique 5

Taux de population pénitentiaire (total)

relevés au 1er septembre



Bibliografie
Bibliographie

Bibliografie / Bibliographie

Wetgeving - Législation

RAAD VAN EUROPA - CONSEIL DE L'EUROPE

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950

Recommandation 1656 (2004) de l'assemblée consultative relative à la situation des prisons et des maisons d'arrêt en Europe

Recommandation Rec (2000) 22 du Comité des Ministres concernant l'amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté, adoptée le 29 septembre 2000

Recommandation n°R (99) 22 du Comité des Ministres concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale, adoptée le 30 septembre 1999

Recommandation 1245 (1994) de l'assemblée consultative relative à la détention de personnes en attente de jugement, adoptée le 30 juin 1994

Recommandation (87) 3 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative aux règles pénitentiaires européennes, adoptée le 12 février 1987

Résolution (80) 11 concernant la détention préventive, Ministercomité, 27 juni 1980

Résolution (65) 11 relative à la détention préventive, Ministercomité, 9 april 1965

Recommandation 195 (1959) de l'assemblée consultative relative à la réforme pénale, adoptée le 23 avril 1959

BELGIË - BELGIQUE

Gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994, *B.S.* 17 februari 1994

Loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête, *M.B.*, 12 mai 2003

Loi du 7 juillet 2002 contenant des règles relatives à la protection des témoins menacés et d'autres dispositions, *M.B.*, 10 août 2002

Loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins, *M.B.*, 31 mai 2002

Wet van 28 november 2000, *B.S.* 17 maart 2001

Wet van 7 mei 1999, *B.S.* 29 juni 1999

Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *M.B.*, 20 mai 1999

Loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *M.B.*, 2 avril 1998

Wet van 4 augustus 1996, *B.S.* 27 september 1996

Loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *M.B.*, 24 janvier 1995

Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, *B.S.* 14 augustus 1990

Wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, *B.S.* 17 juli 1964, *err. B.S.* 24 juli 1964

Loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix

Décret du 19 juillet 1831 qui rétablit le jury, *M.B.*, 21 juillet 1931

Projet de loi modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnisation en cas de détention préventive inopérante, modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, *Doc.parl*., Ch. Représ., 2003-2004, n°1317

Proposition de loi contenant le Code de procédure pénale, *Doc. Parl*., Sénat, 2003-2004, n°450

Proposition de loi modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1999-2000, n°549

Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *Doc.parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°857

Projet de loi relatif à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, *Doc.parl*., Sénat, 1996-1997, n°704

Proposition de loi relative à la procédure d'identification par analyses génétiques dans le cadre de la justice pénale, *Doc. Parl*., Ch. Représ., 1996-1997, n°1047

Proposition de loi modifiant les articles 16 et 26 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, *Doc.parl*., Ch.Représ., 1995-1996, n°245

Projet de loi relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées, *Doc.parl*., Sénat, 1992-1993, n°843

Parl. St. Kamer 1989-90, nr. 1255

Parl. St. Senaat 1988-89, nr. 658

Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, en ce qui concerne la durée de la détention, *Doc. Parl*., Ch. Représ., 1985-1986, n°611

Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, *Doc. Parl*., Sénat, 1985-1986, n°32

Proposition de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, *Doc. Parl*., Ch. Représ., 1984-1985, n°1090

Pasin. 1874, 111-131

FINLAND - FINLANDE

Coercive Measures Act 450/1987

FRANKRIJK - FRANCE

Code de procédure pénale

Loi n°2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

Loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice

Loi n°2002-307 du 4 mars 2002 complétant la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

NEDERLAND – PAYS-BAS

Wetboek van strafvordering

Kamerstukken II, 1972/73, 9994

Circulaire "Termijn van inverzekeringstelling ingevolge art. 58 WSv" dd. 26 maart 1926, *NJB* 1926, 281-282

Circulaire "Vasthouden verdachten voor verhoor" dd. 29 december 1928, *NJB* 1929, 28-29

ZWITSERLAND - SUISSE

Constitution (article 123)

Rechtspraak - Jurisprudence

C.E.D.H., arrêt du 20 mars 2001, Affaire BOUCHET c. France

E.H.R.M. 26 oktober 1984, *Publ. Eur. Court H.R.*, Serie A, Vol. 86 (De Cubber v. België)

E.H.R.M. 1 oktober 1982, *Publ. Eur. Court H.R.*, Serie A, Vol. 53 (Piersack v. België)

Cass. 3 februari 1999, *J.T.* 1999, 449

Cass. 27 oktober 1998, *J.T.* 1999, 91

Cass. 12 februari 1997, *J.T.* 1997, 530

Cass. 9 oktober 1997, *Arr. Cass.* 1997, nr. 393

Cass. 24 april 1996, *J.L.M.B.* 1996, 1279

Cass. 11 september 1996, *Arr. Cass.* 1996, nr. 305

Cass. 19 november 1996, *Arr. Cass.* 1996, nr. 442

Cass. 15 maart 1995, *Pas.* 1995, 316

Cass. 3 mei 1995, *J.L.M.B.* 1995, 1568

Cass. 22 maart 1994, *Pas.* 1994, 302

Cass. 3 juli 1992, *Arr. Cass.* 1991-92, 1047

Cass. 12 november 1991, *J.L.M.B.* 1992, 470

Cass. 13 maart 1991, *Arr. Cass.* 1990-91, nr. 364

Cass. 9 december 1986, *Arr. Cass.* 1986-87, nr. 218

Cass. 14 april 1981, *Arr. Cass.* 1980-81, 945

Cass. 11 september 1979, *Arr. Cass.* 1979-80, 37

Anvers (mis.acc.) 7 octobre 1999, réf.2035/99, cité par H.-D. BOSLY, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 2001, 2ème éd., p. 547

Brussel (K.I.) 30 april 1999, *R.W.* 1999-2000, 504 met noot B. De Smet

Bergen (K.I.) 19 november 1998, *J.T.* 1999, 66

Bergen (K.I.) 22 maart 1991, *Rev. dr. pén.* 1992, 229

Bergen (K.I.) 1 maart 1991, *Rev. dr. pén.* 1992, 232

Corr. Mons (ch. cons.) 23 décembre 2002, *J.T.*, 2003, p.629

O.R. 30 oktober 1991, *J.L.M.B.* 1993, 17

Algemeen deel - Partie générale

BEERNAERT, M.A., VANDERMEERSCH, D., "La loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins", *RDPC*, juillet-août 2002, pp. 715-744

BEERNAERT, M.A., « La loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes : quand le droit pénal belge évolue sous la dictée de l'Union européenne, *J.T.*, 2004, pp.585-590

BEKAERT, H., "L'Erudition du Magistrat et la Procédure pénale", *RDPC*, 1952-1953, pp.99-115

BEKAERT, H., *La manifestation de la vérité dans le procès pénal*, Bruxelles, Bruylant, 1972, 367p.

BEYENS, K. en SNACKEN, S., "Tot de muren barsten? Markante evoluties in de recente gevangenisbevolking (1975-1993)" *Panopticon*, 1994, pp.179-195

BEYENS, K., "Van kwaad tot erger. De evolutie van de gevangenisbevolking in de jaren negentig", *Panopticon*, 1996, pp.174-186

BEYENS, K., *Straffen als sociale praktijk. Een penologisch onderzoek naar straftoemeting*, VUB Press, Brussel 2000, 526p.

BEYENS, K., VANBESELAERE, M. en DE VALCK, S., "Vijf jaar justitiehuizen: een rondetafelgesprek", *Panopticon* 2004, pp. 52-72

BOLLIE, J., *La détention préventive. Etude sur la loi belge du 20 avril 1874*, Bruxelles, Bruylant, 1886, 157p.

BOSLY, H.-D., VANDERMEERSCH, D., "La loi belge du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées", *RDPC*, 1995, pp.301-343

BOSLY, H.-D., VANDERMEERSCH, D., *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 2001, 2ème éd., 1098p.

BOSLY, H.-D., VANDERMEERSCH, D., *Droit de la procédure pénale*, Brugge, La Charte, 1999, 1ème éd., 837p.

BOSLY, H.-D., VANDRESSE, C., "La jurisprudence de la Cour de Cassation en matière de détention préventive", *J.T.*, juin 2002, p.417.

BOTTOMLEY, A.K., *Decisions in the penal process*, London, 1973, 84-129.

BOULANGER, A., DE CONINCK, G., DETILLOUX, P., DIZIEZ,M., DODEMOUNT, S., KOOPMANSCH, J.P., REYNART, P., VANDERMEERSCH, D., *Les prisons : une approche multidisciplinaire*, Manuel de la Police, Supplément 57, septembre 2000, 206p.

BOUTMANS, E., DE WIT, J., DE BÉCO, R., NEVE, M., "Het ontwerp Wathelet tot herziening van de Wet op de voorlopige hechtenis verandert niets aan het misbruik van het voorarrest", *Panopticon*, 1990, pp. 243-257

CHRISTIAENSEN S. en CLAES P., *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis: een verkennend onderzoek. Literatuurstudie*, Leuven, KULeuven, 1990, 497p.

CHRISTIAENSEN S. en CLAES P., *Het strafrechtelijk vooronderzoek en de voorlopige hechtenis: een verkennend onderzoek. Eindrapport*, Leuven, KULeuven, 1991, 448p.

CHRISTIE, N., *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident*, Ed. Autrement Frontières, 1993, 219p.

COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX, *Statistique annuelle du Ministère public*, Bruxelles, 2002

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Livre Vert sur la reconnaissance mutuelle des mesures de contrôle présentencielles non privatives de liberté, COM(2004) 562final, Bruxelles, le 17 août 2004, 9p.

CONSEIL DE L'EUROPE, *Le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale. Recommandation n°R (99) 22 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 30 septembre 1999 et rapport*, Editions du Conseil de l'Europe, juin 2000

CONSEIL DE L'EUROPE, *Le Conseil de l'Europe, 800 millions d'européens*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, avril 2003, 111p.

CONSEIL DE L'EUROPE, Compte-rendu analytique de la réunion du 9-11 décembre 2002 du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires, Strasbourg, 23 avril 2003, 33p.

CONSEIL DE L'EUROPE, *Statistique pénale annuelle du Conseil de l'Europe, SPACE I, Enquêtes portant sur les années 1983 à 2003*

CONSEIL DE L'EUROPE, Compte-rendu analytique de la 2ème réunion des 19-21 mai 2003 du Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires, Strasbourg, 30 septembre 2003, 33p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE, *Avis relatif à la proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (Commission Franchimont)*, 23 juin 2004, 42p.

DECLERCQ, R., "Actuele problemen inzake voorlopige hechtenis", *R.W.*, 1974-75, pp. 257-306

DECLERCQ R. en VERSTRAETEN R., *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 231p.

DECLERCQ, R. en VERSTRAETEN, R., *De wet op de voorlopige hechtenis: een stand van zaken na een jaar*, Postuniversitair Centrum West-vlaanderen Kulak, 1991, 15p.

DECLERCQ, R., "Voorlopige hechtenis en rechtsmiddelen", *RW.*, 1991-1992, n°4, pp.105-117

DECLERCQ, R., *Beginselen van strafrechtspleging*, Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1999, 1160p.

DECODT, J., "Le contrôle de la détention préventive", in *La détention préventive*, B. DEJEMEPPE, Bruxelles, Larcier, 1992, pp. 200-255

DECODT, J., « Les nullités de l'instruction préparatoire et le droit de la preuve. Tendances récentes », *RDPC*, 2000, pp. 3-66

DE HERT, P., "Het recht op een onderzoeksrechter in belgisch en europees perspectief. Grondrechtelijke armoede met een inquisitoriale achtergrond", *Panopticon*, 2003, pp. 155-196

DEJEMEPPE, B., "La loi du 20 juillet relative à la détention préventive", *J.T.*, 1990, pp. 581-592

DEJEMEPPE, B., *La détention préventive*, Brussel, Larcier, 1992, 411p.

DEJEMEPPE, B.en MERCKX, D., *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, 691p.

DE LE COURT, P., "La peine de travail autonome (pta) : un chantier", *RDPC*, janvier 2004, pp. 5-30

DELTENRE, S., MAES, E., "Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis", *Panopticon*, 2000, pp. 196-211

DELTENRE, S., MAES, E., "Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank", *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 2002, nr. 1, pp. 6-31

DELTENRE, S., MAES, E., « Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement », *RDPC*, janvier 2004, pp. 83-117

DELTENRE, S., MAES, E., « Pre-trial detention and the overcrowding of prisons in Belgium », *European Journal of crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 2004, Vol. 12/4, pp. 348-370

DE MOOR, S., “De vrijheid onder voorwaarden” in B. DEJEMEPPE en D. MERCKX (eds.), *De voorlopige hechtenis*, Diegem, Kluwer, 2000, pp. 219-275

DE NAUW, A., “Een onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis”, *Panopticon*, 1990, pp. 206-221

DE NAUW, A. en VANDEBOTERMET, M., “Bevel tot aanhouding” in R. DECLERCQ en R. VERSTRAETEN, *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, 89-136.

DE RUE, M., WATTIER, I., « Une nouvelle peine correctionnelle et de police dans le Code pénal : la peine de travail », *JDJ*, n°220, décembre 2002, pp. 12-28

DESCAMPS, M.-H., « La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales », in *Actualités de droit pénal européen*, Les dossiers de la revue de droit pénal et de criminologie, La Charte, 2003, pp. 85-109

DE SMET, B., “De wankele positie van de onderzoeksrechter. Bedenkingen bij verzelfstandiging van de politie et de teloorgang van het gerechtelijk onderzoek”, *Panopticon*, 1997, pp. 141-161

DE SMET, B., « Le contrôle de la régularité de l’instruction et les mécanismes d’atténuation de la sanction de nullité », *RDPC*, 2000, pp. 772-790

DESTRÉE, J., "La détention préventive", *J.T.*, 1919, pp. 609-612

DE WILDE, L., “Alternatieve voorlopige hechtenis”, *Panopticon*, 1982, pp.156-158

DU JARDIN, J., "La loi du 20 juillet 1990, relative à la détention préventive. Bilan de quelques mois d'application", *J.T.*, 1991, pp. 825-835

DUMON, F., “De rechterlijke macht, onbekend en miskend”, *R.W.* 1981-82, pp. 641-672.

DUNKEL, F., SNACKEN, S., “Prisons in Europe”, in *Crime and Criminal Policy in Europe*, Editions du Conseil de l’Europe, Strasbourg, décembre 2000, pp. 135-158

DUPONT, L., *Op weg naar een beginselenwet gevangeniswezen*, Leuven, Universitaire Pers Leuven, 1998, 293p.

FIJNAUT, C., “De politionele vrijheidsbeneming in het kader van het vooronderzoek in strafzaken. Een rechtsvergelijkende beschouwing in het licht van het E.V.R.M.”, in DECLERCQ R. en VERSTRAETEN R., *Voorlopige hechtenis. De wet van 20 juli 1990*, Leuven, Acco, 1991, pp. 49-87

FLORE D., BOSLY S., BRULIN H., CLAISSE S., DE BIOLLEY S., DESCAMPS M.-H., JAMART J.-S., VAN RAVENSTEIN, M., *Actualités de droit pénal européen*, Bruxelles, La Charte, 2003, 210p.

GRAHAM, J., “Decarceration in the Federal Republic of Germany. How Practitioners are succeeding where policy-makers have failed”, *Brit. J. Criminol.*, 1990, pp. 150-170

GUILLAIN, C., “La peine de travail, peine autonome ? Analyse de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police”, *J.T.*, 2002, pp. 641-649

HOF VAN CASSATIE, Verslag 2000-2001, Brussel, 2001

HUTSEBAUT, F., *De voorlopige hechtenis in België*, Vereniging voor de lijkende studie van het recht van België et Nederland, 1992, 51p.

HUTSEBAUT, F., *Voorlopige hechtenis. Overzicht van rechtspraak en rechtsleer 1990-1992*, Mys en Breesch, Gent, 1993, 83p.

KLEES, O., VANDERMEERSCH, D., Observations sous Mons (ch.mis.acc.), 19 novembre 1998, *J.T.*, 1999, p. 67.

KRINGS, E., “Réflexions relatives à l’application de la loi sur la détention préventive”, *J.T.*, 1984, pp. 521-533

KRINGS, E., “Overwegingen bij de toepassing van de wet op de voorlopige hechtenis”, *R.W.*, 1984-85, pp. 561-602

KUHN A., *Punitivité, politique criminelle et surpeuplement carcéral ou comment réduire la population carcérale*, Bern, Haupt, 1993, 199p.

KUHN A., *Détenus. Combien ? Pourquoi ? Que faire ?*, Bern, Haupt, 2000, 258p.

LAUWAERT, K., “De vrijheid of invrijheidstelling onder voorwaarden (VOV)” in X (ed.), *Alternatieve maatregelen en straffen. Penologisch vademecum*, Heule, UGA, 1997, 59-78.

LEGROS, P., “Les dialogues Justice, de Fred Erdman et Georges de Leval”, *Journal des procès*, n°489, 5 novembre 2004, pp. 10 et 11

MC BRIDE, J., *Rapport sur l’analyse révisée des réponses au questionnaire sur la loi et la pratique des Etats membres concernant le placement en détention provisoire*, PC-DP (2003) 9 REV, Strasbourg, 15 décembre 2003, 37p.

MAES, E., DAENINCK, PH., EYCKMANS, D., PETERS, T., PUT, J. en VAN DER STRAETE, I., “Detentie, verpaupering en forensisch welzijnswerk”, in M. BOUVERNE-DE BIE, K. KLOECK, W. MEYVIS, R. ROOSE en J. VANACKER (eds.), Handboek Forensisch Welzijnswerk, Gent, Academia Press, 2002, 607-644.

MAES, E., “Vijf jaar justitiehuizen. Enkele cijfers over de werking van de justitiehuizen tijdens de periode 1999-2002”, *Panopticon 2004/6*, 73-109.

MARY P., PAPATHEODOROU T., *La surpopulation pénitentiaire en Europe, De la détention avant jugement à la libération conditionnelle, Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 198p.

MENNES, I., “De wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis”, *R.W.* 1990-91, pp. 337-386

MINCKE, C., « La légitimité oubliée du premier juge de l’affaire. Orientation des dossiers pénaux par le ministère public et garanties juridictionnelles », *RDPC*, juillet-août 2003, pp. 945-981

MORLET, P., “Le dessaisissement du juge d’instruction par l’effet de son rapport”, Note sous Cass. (2ème ch., F.,) 24 mars 1999, *RDPC*, 2000, pp. 936-942

MOTTET, A., “Les délais en matière d’arrestation et de détention préventive en Belgique au regard de l’article 5 de la Convention européenne des droits de l’homme”, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1989, pp. 27-44

NIHOUL, M., VISART DE BOCARMÉ, V., “Le risque accru de légiférer par référence en droit pénal : un exemple récent en matière d’écoutes téléphoniques”, *J.T.*, 2002, pp. 318-320

NOUWYNCK, L., *Synthèse du rapport final “L’information judiciaire et la détention préventive”, Etude de la Katholieke Universiteit Leuven*, Bruxelles, septembre 1991, 42p.

Observatoire Internationale des Prisons, *Les conditions de détention en France, rapport 2002*, Paris, La Découverte, 2003, 233p.

PETERS, T., “De gevangenissen zitten overvol want de alternatieve sancties doen het niet”, *Panopticon*, 1980, pp. 265-270

PETERS, T., “Probleemoplossing en herstel als functies van de straf”, *Panopticon*, 1996, pp. 555-569

PETERS, T. en VANACKER, J., *Van oriëntatienota naar penaal beleid*?, Katholieke Universiteit Leuven, 1997, 321p.

POUGET, P., “Les délais en matière de rétention, garde à vue et détention provisoire au regard de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme”, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1989, pp. 78-93

QUARRE, P., « La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, *Journ.proc.*, n°177, septembre 1990, pp. 18-21

QUERO, L., « Les standards pénitentiaires internationaux », in ARTIERE, P., LASCOUMES, P., *Gouverner, Enfermer. La prison, un modèle dépassable ?*, Presses de Sciences politiques, 2004, pp. 319-339

RAPAILLE, G., « Le Ministère public, un patchwork ? », *RDPC*, juillet-août 2003, pp. 982-1007

REIMAN, J., *The rich get richer and the poor get prison: ideology, class, and criminal justice*, London, Allyn and Bacon, 1997, 226p.

RENARD, B., « Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique », *RDPC*, mars 2003, pp. 321-359

ROBERT, P. (ed.), *Entre l’ordre et la liberté, la détention provisoire*, Paris, l’Harmattan, 1992, 287p.

SMETS F. en KEMPENEERS S., “Waar rechtspleging en hulpverlening elkaar ontmoeten. Ervaringen met probatie en vrijheid onder voorwaarden te Leuven” in S. CHRISTIAENSEN en J. GOETHALS (eds.), *De illegale drugsgebruiker tussen strafrechtspleging en hulpverlening: van praktijk naar beleid*, Leuven, Acco, 1994, 181-204.

SERVICE DES ÉTUDES JURIDIQUES DU SÉNAT (France), *Les droits du justiciable et la détention provisoire*, Etude de législation comparée n°140, Sénat, novembre 2004, 23p.

SLOSSE, N., “Instruction criminelle. Coup d’œil sur l’histoire de la détention préventive”, *Belg. Jud*. 1863, pp. 897-911

SNACKEN, S., “Strafrechtshervorming versus net-widening. Dilemma van een reductionist ten aanzien van de vrijheid onder voorwaarden als alternatief voor de voorlopige hechtenis”, *Panopticon*, 1992, pp. 105-109

SNACKEN, S. en BEYENS, K., “Tot de muren barsten? Markante evoluties in de recente gevangenisbevolking (1975-1993)” *Panopticon*, 1994, pp. 179-195

SNACKEN, S., (PROMOTOR), RAES, A., DE BUCK, K., D’HAENENS, K., VERHAGEN, P., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Brussel, VUB/NICC, 1996-1997, 174 p.

SNACKEN, S., (promotor), RAES, A., DELTENRE, S., VANNESTE, C., RAES, A., VERHAEGEN, P., *Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden / Recherche qualitative sur l’application de la détention préventive et de la liberté sous conditions*, Brussel, VUB/INCC-NICC, 1998-1999, 244 p.

SNACKEN, S., “Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire”, in *La surpopulation pénitentiaire en Europe, De la détention avant jugement à la libération conditionnelle, Actes du 1er séminaire tenu à Corfou du 8 au 12 septembre 1997*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 9-31

SNACKEN, S., (PROMOTOR), RAES, A., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Brussel, VUB, 1999-2000, 139 p.

SNACKEN, S., “Het gevangenisbeleid na Wathelet”, *Fatik*, n°100, december 2003, p.10.

SNACKEN, S., « Justice et société : une justice vitrine en réponse à une société en émoi ? L’exemple de la Belgique des années 1980 et 1990 », *Sociologie et sociétés*, 2001, vol. XXXIII, n°1, pp. 107-137

SNACKEN, S., KEULEN, J. en WINKELMANS, L., *Buitenlanders in de Belgische gevangenissen: knelpunten en mogelijke oplossingen*, Onderzoeksrapport 1 november 2003 – 31 januari 2004 (uitgevoerd door de VUB), Koning Boudewijnstichting, 2004, 100p.

SPF JUSTICE, *Les statistiques annuelles des cours et tribunaux, Données 2002, Parquets et Tribunaux de Première Instance*

THONISSEN, M., « De la détention préventive. Rapport fait au nom de la commission de la Chambre des représentants sur le projet de loi sur la détention préventive », *La Belgique judiciaire*, 1874, col. 369-384

TOURNIER, P., « La collecte des données relatives à la criminalité et à la justice pénale dans le contexte du Conseil de l'Europe », *Actes de la 12ème Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire, Strasbourg, 26-28 novembre 2002*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1999, pp. 35-44

TRAEST, PH., "Analyse van de wet van 30 juni 1994 : telefoontap en bescherming van de persoonlijke levensfeer", in VAN ELCHINGEN, S., *Telefoontap*, Centrum voor politiestudies, Leuven, 1997, pp. 3-25

TRAEST, PH., DE TANDT, I., "Het voorontwerp van wetboek van strafprocesrecht : een kennismaking", *Panopticon*, 2004, pp. 6-24

TULKENS, F., « Les systèmes de justice pénale comparés : de la diversité au rapprochement. Les politiques pénales et le comparativisme. Rapport de synthèse », in *Les systèmes comparés de justice pénale : de la diversité au rapprochement*, Association internationale de droit pénal, n°17, 1998, pp. 63-75

TULKENS, F., VAN DE KERCHOVE, M., *Introduction au droit pénal, Aspects juridiques et criminologiques*, Bruxelles, Kluwer, 2003, 744p.

TULKENS, J., "Les origines de la détention préventive: 'l'habeas corpus' et les lettres de cachet", *J.T.* 1979, 49-55

UNION EUROPÉENNE, Programme 2001/C 12/02 de mesures destiné à mettre en œuvre le principe de reconnaissance mutuelle des décisions pénales, *J.O.*, 15 janvier 2001

VAN DEN BRAND, J., *Quelques bonnes pratiques des Pays-Bas*, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (PC-DP), PC-DP (2003) 16, Strasbourg, 25 novembre 2003, 4p.

VAN DEN WIJNGAERT Chr., "De nieuwe wet op de voorlopige hechtenis kritisch doorgelicht", *Panopticon*, 1991, 111-135

VANDERMEERSCH, D., "Le mandat d'arrêt" in B. DEJEMEPPE (ed.), *La détention préventive*, Bruxelles, Larcier, 1992, pp.97-150

VANDERMEERSCH, D., "Les modifications en matière de repérage et d'écoute de (télé)communications introduites par la loi du 10 juin 1998", *RDPC*, 1998, pp. 1061-1074

VANDERMEERSCH, D., KLEES, O., " La réforme Franchimont. Commentaire de la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction », *J.T.*, 1998, pp. 417-448

VANDERMEERSCH, D., *Eléments de droit pénal et de procédure pénale*, Bruxelles, La Charte, 2003, 648p.

VANDERVEEREN, J., "La détention est l'exception", *J.T.*, 1970, pp. 93-96

VAN HAMME, F., « L'arriéré judiciaire bruxellois sous les feux de l'audience correctionnelle », *Journ. procès*, n°470, 12 décembre 2003, pp. 10-13

VAN LINTHOUT, PH, "De voorlopige hechtenis", *Advocatenpraktijk*, 1998, 82p.

VANNESTE, C., *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, Paris, l'Harmattan, 2001, 229p.

VERBEKE, N., “Reaktie van het Antwerps Advokatenkollektief op het alternatief voor voorlopige hechtenis van Advokaat-Generaal L. de Wilde”, *Panopticon*, 1982, pp. 469-473

VERSEE, M. TH., « La privation de la liberté dans la procédure pénale belge », *RDPC*, 1966-1967, pp. 343-382

VERSTRAETEN, R., *Handboek Strafvordering*, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1999, 894p.

WALMSLEY, R., JOUTSEN, M., “Les populations carcérales d’Europe et d’Amérique du nord : problèmes et solutions”, *Bulletin d’information pénologique*, n°21, décembre 1998, pp. 107-114

YOUNG, W. en BROWN, J., “Cross-national comparisons of imprisonment” in M. TONRY (ed.), *Crime and justice: a review of research*, Chicago, The University of Chicago Press, 1993, p.33

X., *La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive : et après ? Actes du colloque organisé par la Conférence libre du Jeune Barreau de Liège et la Fondation François Piedboeuf le 6 mai 1994*, Liège, Editions du Jeune Barreau , 1995, 357p.

X, *Les systèmes comparés de justice pénale : De la diversité au rapprochement*, Actes de la Conférence internationale à l’occasion du 25ème anniversaire de l’Institut Supérieur International de Sciences Criminelles, Syracuse (Italie), 16-20 décembre 1997, Association internationale de droit pénal, n°17, 1998, 566p.

Finland - Finlande

CONSEIL DE L'EUROPE, *Rapport d'évaluation sur la Finlande*, Greco Eval I Rep (2000) 4F Final, Strasbourg, 15 juin 2001, 21p.

JOUTSEN, M., LAHTI, R., PÖLÖNEN, P., *Finland, Criminal Justice Systems in Europe and North America*, HEUNI, Helsinki, Finland, 2001, 53p.

LAPPI-SEPPÄLÄ, T., "Imprisonment and Penal Policy in Finland", *European Society of Criminology*, February 2005, pp. 3 et 13-14

MOHELL, U., *Rapport de la Finlande*, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Comité d'experts sur la détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (PC-DP), PC-DP (2003) 6, Strasbourg, 29 avril 2003, 10p.

OFFICE OF THE PROSECUTOR GENERAL, *The finnish prosecution service*, Edita Prima Ltd, Helsinki, 2003, 15p.

THE NATIONAL RESEARCH INSTITUTE OF LEGAL POLICY, *Crime and Criminal Justice in Finland 2003*, Helsinki, 2004, 23p.

THE CRIMINAL SANCTIONS AGENCY, *The statistics of prison administration and probation administration of Finland in 2002*, Vammalan Kirjapaino Oy 2003, 30p.

TÖRNUDD, P., *15 years of decreasing prisoner rates in Finland*, document de travail, Vienne, 29 juin 1991, 28p.

Frankrijk - France

AUBUSSON DE CAVARLAY, B., « Prosecution and pre-trial detention in France », II Conference of the European Society of Criminology, Toledo, 6 septembre 2002, 11p.

AUBUSSON DE CAVARLAY, B., "Filières pénales et choix de la peine" in L. MUCCHIELLI en Ph. ROBERT (eds.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Parijs, Editions la découverte, 2002, pp. 352-355.

BONIS-GARÇON, E., « La détention provisoire pour manquement au contrôle judiciaire », *La semaine juridique*, 2002, II, pp. 1502-1507

BOULOC, B., "Les délais de la garde à vue et de la détention provisoire en France au regard des dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales", *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1989, pp. 69-77

BOULOC, B., « Chronique législative », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2002, n°1, pp.134-144

BOULOC, B., « Chronique législative », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2004, n°1, pp.138-157

CARDET, C., « Entre incarcération et liberté : le contrôle judiciaire », in *Prisons : quelles alternatives ?*, Raynal, F., Paris, Ed. Panoramiques-Corlet, 2000, pp.69-75

CARDET, C., « Quelle consécration pour le contrôle judiciaire socio-éducatif dans la loi du 15 juin 2000 ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, Juillet-Septembre 2001, pp. 357-551

CARDET, C., « L'incontrôlable contrôle judiciaire socio-éducatif ? », *Recueil Dalloz*, 2002, I, pp. 1221-1224

CARDET, C., "La mise en œuvre du placement sous surveillance électronique", *Recueil Dalloz*, 2003, II, pp. 1782-1877

CARREZ, G., *Rapport fait au nom de la Commission des Finances, de l'Economie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003*, Assemblée nationale, 10 octobre 2002

COLLOMP, JP., *Premier bilan de l'application de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes*, Inspection générale des services judiciaires, juin 2001

COMMARET, D.N., « Chronique de jurisprudence, Procédure pénale », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, octobre-décembre 2002, n°4, pp. 840-845

DELARUE, J.M., *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, mai 2003, 134p.

DELARUE, J.M., *Rapport fait au nom de la Commission de suivi de la détention provisoire*, Ministère de la Justice, Paris, juin 2004, 165p.

GUERY, C., "Le juge des libertés et de la détention : un juge qui cherche à mériter son nom...", *Recueil Dalloz*, 2004, n°9, pp. 583-586

HYEST, J.J., CABANEL, G.P., *Rapport de la commission d'enquête sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 10 février 2000*, Sénat, session ordinaire 1999-2000, 28 juin 2000

KENSEY, A., PITOUN, A, LÉVY, R., TOURNIER, P.V., *Sous surveillance électronique. La mise en place du bracelet électronique en France (octobre 2000 – mai 2002)*, Ministère de la Justice, Direction de l'administration pénitentiaire, octobre 2003, 223p.

KUHN, A., MADIGNIER, B., « Surveillance électronique : la France dans une perspective internationale », *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 1998, pp. 671-686

LAZERGUES, C., « Le renforcement de la protection de la présomption d'innocence et des droits de la victime : histoire d'une navette parlementaire », *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 2001, pp. 7-23

LAZERGUES, C., *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'évaluation de la loi n°2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes*, Assemblée nationale, 20 décembre 2001

LAZERGUES, C., « Le Conseil constitutionnel acteur de la politique criminelle. A propos de la décision 2004-492 DC du 2 mars 2004 », *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 2004, n°3, pp. 725-736

LE GUNEHEC, F., « La loi n°2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité », *La semaine juridique*, 31 mars 2004, n°14, pp. 697-601

LEVY, R., TOURNIER, P., PITOUN, A., KENSEY, A., « Le placement sous surveillance électronique : bilan de la phase d'expérimentation », *Questions pénales*, juin 2003, pp. 1-4

MERMAZ, L., FLOCH, J., *Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises*, Assemblée nationale, 28 juin 2000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Rapport d'activité 2003*, Paris, 2004, 80p.

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS, *Les conditions de détention en France – Rapport 2003*, Paris, La Découverte, 2003, 233p.

PRADEL, J., « Les personnes suspectes ou poursuivies après la loi du 15 juin 2000. Evolution ou révolution ? », *Recueil Dalloz*, 2001, I, pp. 1039-1047

PRADEL, J., « Les personnes suspectes ou poursuivies après la loi du 15 juin 2000. Evolution ou révolution ? (suite et fin) », *Recueil Dalloz*, 2001, I, pp. 1114-1124

SAMET, C., « Le juge d'instruction », *Regards sur l'actualité*, n°216, La Documentation française, décembre 1995, pp. 8-34

SERVICE DES AFFAIRES EUROPÉENNES, *Le placement sous surveillance électronique, note de synthèse*, Sénat, octobre 1996

TOURRET, A., *Rapport fait au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à limiter la détention provisoire*, Assemblée nationale, 1er avril 1998

TOURNIER, P.V., « La collecte des données relatives à la criminalité et à la justice pénale dans le contexte du Conseil de l'Europe », *Actes de la 12ème Conférence des directeurs d'administration pénitentiaire, Strasbourg, 26-28 novembre 2002*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1999, pp. 35-44

TOURNIER, P.V., « Désinflation carcérale », in *Prisons : quelles alternatives ?*, Raynal, F., Paris, Ed. Panoramiques-Corlet, 2000, pp. 41-44

TOURNIER, P.V., « Vers des prisons sans détenus ? A propos de l'introduction du placement sous surveillance électronique en France », *Bulletin d'information pénologique*, n°23 et 24, décembre 2002, pp. 3-6

TOURNIER, P.V., « Un nombre peut en cacher un autre », *Dedans Dehors*, n°42, Observatoire international des prisons, Section française, Mars-Avril 2004, p.8.

Nederland – Pays-Bas

BERGHUIS, A.C. en TIGGES, L.C.M., *Voorlopige hechtenis: toepassing, schorsing en zaken met lange duur*, 's-Gravenhage, WODC, 1981, 176p.

BERGHUIS, A.C. en ESSERS, J.J.A., *Het toekennen van prioriteiten bij de tenuitvoerlegging van voorlopige hechtenis*, 's Gravenhage, WODC, 1985, 63p.

CORSTENS, G.J.M., *Het Nederlands strafprocesrecht*, Arnhem, Gouda Quint, 1995, 368-403.

GROENHUIJSEN, M.S., "Voorlopige hechtenis in de fase van het hoger beroep" *Delikt en Delinkwent* 2004, 783-788.

KNIGGE, G., "Een wetboek van elastiek", *Delikt en Delinkwent* 2000, 222-232.

KOMMER, M.W., *Heenzendingen*, Arnhem, Gouda Quint, WODC, 1994, 75p.

SCHALKEN, T.M., *Voorlopige hechtenis. Tien jaar Penitentiaire Inrichtingen*, Arnhem, Gouda Quint, 1989, 65p.

STOLWIJK, S.A.M., *Voorarrest. Kanttekeningen bij tien jaar toepassing van voorlopige hechtenis*, Arnhem, Gouda Quint, 1985, 26p.

STOLWIJK, S.A.M., "Beperking van de voorlopige hechtenis; een illusie?", in T.M. SCHALKEN, *Voorlopige hechtenis. Tien jaar Penitentiaire Inrichtingen*, Arnhem, Gouda Quint, 1989, 39-44.

UIT BEIJERSE, J. en SIMMELINK, J.B.H.M., "Voorarrest" in M.S. GROENHUIJSEN en G. KNIGGE (eds.), *Het vooronderzoek in strafzaken. Tweede interimrapport onderzoeksproject Strafvordering 2001*, Deventer, Gouda Quint, 2001, 589-670.

UIT BEIJERSE, J. en VAN SWAANINGEN, R., "Gevangen in Nederland" *Panopticon* 2004, 172-186.

VAN DER HEIDE, W. en KRUISSINK, M., "Tenuitvoerlegging van sancties" in W. VAN DER HEIDE en A. Th. J. EGGEN, *Criminaliteit en rechtshandhaving 2001*, WODC Onderzoek en beleid, Den Haag, Boom juridische uitgevers, 2003, 147-165.

VAN VEEN, TH.W., "Verlenging van de bewaring", *Delikt en Delinkwent* 1975, 261-264.

Zwitserland - Suisse

BAECHTOLD, A., « Switzerland », in *Imprisonment Today and Tomorrow, International Perspectives on Prisoner's Rights and Prison Conditions*, D. VAN ZYL SMIT and F. DÜNKEL, Kluwer Law International, Netherland, 2001, 879p.

COMMISSION D'EXPERTS CHARGÉE DE RÉVISER LA LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS, *Rapport intermédiaire*, 5 février 2001, 17p.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET DE POLICE, *De 29 à l'unité. Concept d'un code de procédure pénale fédéral. Rapport de la Commission d'experts*, Berne, décembre 1997, 177p.

EISNER, M., KILLIAS, M., « Switzerland », *European Journal of Criminology*, 2004, Vol. 1, pp. 257-293

OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *De 29 à l'unité … en route … Informations de l'Office fédéral de la justice sur le futur code de procédure pénale suisse et la procédure pénale des mineurs*, Berne, mars 2001, 14p.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *Rapport explicatif relatif à l'avant-projet d'un code de procédure pénale suisse*, Berne, juin 2001, 328p.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, *Synthèse des résultats de la procédure de consultation relative aux avants-projets de code de procédure pénale suisse et de loi fédérale régissant la procédure pénale applicable aux mineurs*, Berne, février 2003, 117p.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, Section Exécution des peines et mesures, "Le droit de la procédure pénale sera unifié", *Informations sur l'exécution des peines et mesures*, Berne, juillet 2003, pp. 31-32

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Privation de liberté et détention préventive : effectif au jour de relevé, de 1991 à 2002*, Neuchâtel, Droit et Justice, novembre 2002, 18p.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Statistique sur la privation de liberté et la détention préventive*, Neuchâtel, Droit et Justice, janvier 2003, 5p.

ROBERT, C.N., *La détention préventive en Suisse romande et notamment à Genève*, Genève, Librairie de l'Université, 1972, 209p.

VON POLLERN, B.D., ROBERT, C.N., "Pre-trial detention in Switzerland", in *Preventive Detention, a comparative and international law perspective*, Stanislaw Frankowski and Dinah Shelton Ed., Dordrecht, 1992, pp.145-166

Table des matières
Inhoudstafel

TABLE DES MATIÈRES - INHOUDSTAFEL

PRÉSENTATION DU PROJET DE RECHERCHE 1

CADRE DE LA RECHERCHE 1
DÉFINITION DE LA QUESTION DE RECHERCHE 2
ORGANISATION DU TRAVAIL DE RECHERCHE 2
MÉTHODOLOGIE 3
RÉSULTATS 3

DEEL I - PARTIE I

HOOFDSTUK 1. KRACHTLIJNEN IN DE GESCHIEDENIS VAN DE WETGEVING OP DE VOORLOPIGE HECHTENIS 7

1. INLEIDING 7
2. DE RODE DRAAD: HET BENADRUKKEN VAN HET UITZONDERINGSKARAKTER 8
2.1. Voorafgaandelijke bedenkingen 8
2.2. Het belang van het benadrukken van het uitzonderingskarakter 10
2.2.1 Algemeen 10
2.2.2. Het vermoeden van onschuld 10
2.3. De verwoording van het uitzonderingskarakter 11
2.4. Aanvullende wetgevende initiatieven met betrekking tot het uitzonderingskarakter 13
3. DE GRENZEN VAN DE WET? 14
4. EN TOCH 16
4.1. Appreciatie van de gemaakte bedenkingen 16
4.2. De mogelijkheden van de wetgever 18
5. DE VOORLOPIGE HECHTENIS: EEN NOODZAKELIJKE MAATREGEL TER VRIJWARING VAN HET GERECHTELIJK ONDERZOEK EN TER BESCHERMING VAN DE MAATSCHAPPIJ 19
5.1. De doelstellingen van de voorlopige hechtenis 19
5.1.1. Een dubbele functie 19
5.1.2. De grenzen van de voorlopige hechtenis 20
5.2. Een maatregel of een verborgen straf? 21
6. CONCLUSIES 23

CHAPITRE 2 : L'EUROPE ET LA DÉTENTION PRÉVENTIVE 25

INTRODUCTION 25
1. LA DÉTENTION PRÉVENTIVE À LA LUMIÈRE DU CONSEIL DE L'EUROPE 26
1.1. Des normes européennes régulièrement renouvelées 26
1.2. Les outils développés par le Conseil de l'Europe 31
1.2.1. Les instances chargées des questions pénitentiaires 32
1.2.2. La collecte et la diffusion de statistiques pénitentiaires 32
2. L'UNION EUROPÉENNE ET LA DÉTENTION PRÉVENTIVE 34
3. LA DÉTENTION PRÉVENTIVE EN FINLANDE 36
3.1. Données quantitatives 36
3.2. Cadre normatif 38
3.3. Mise en perspective 39

4. LA DÉTENTION PROVISOIRE EN FRANCE 40
4.1. Le cadre normatif *40*
4.1.1. Les conditions de fond 41
4.1.1.1. La gravité de la peine encourue 41
4.1.1.2. L'exigence d'une motivation spéciale 42
4.1.1.3. Les conditions liées aux caractéristiques de l'inculpé 42
4.1.2. La durée de la détention provisoire 43
4.1.2.1. Durant l'instruction 43
4.1.2.2. Après renvoi devant la juridiction de jugement 44
4.1.3. Aspects procéduraux de la détention provisoire 45
4.1.3.1. La procédure ordinaire 45
4.1.3.2. Les procédures particulières 49
4.1.4. Contrôle judiciaire et placement sous surveillance électronique 51
4.2. L'évolution statistique du recours à la détention provisoire en France *53*
5. HET VOORARREST IN NEDERLAND 56
5.1. De huidige regelgeving *56*
5.1.1. Globale schets van het detentielandschap 56
5.1.2. Globale schets van het voorarrest 56
5.1.3. Materiële gronden 57
5.1.4. Inverzekeringstelling, bewaring en gevangenhouding/-neming 58
5.1.5. Verdere procedurele waarborgen 60
5.1.6. De heenzendingen 61
5.1.7. De schorsing onder voorwaarden 62
5.1.8. Tenslotte 63
5.2. Bedenkingen *63*
5.2.1. Een gekend verhaal? 63
5.2.2. Een strafdrempel en een limitatieve lijst 64
5.2.3. De fase voor tussenkomst van de rechtbank 66
5.2.4. De maximumtermijnen 66
5.2.5. Beperking van het hoger beroep 66
5.2.6. Het anticipatiegebod 67
5.2.7. De schorsing onder voorwaarden 68
5.2.8. De voorlopige hechtenis als middel ter bestrijding van 'overlast' 68
5.2.9. De voorstellen van het Onderzoeksproject Strafvordering 2001 69
5.3. Conclusie *71*
6. LA DÉTENTION PRÉVENTIVE EN SUISSE 72
6.1. Données quantitatives *72*
6.2. L'élaboration d'un nouveau cadre normatif pour la détention préventive en Suisse : vers une uniformisation de la procédure pénale *73*
6.2.1. La suppression éventuelle du juge d'instruction 74
6.2.2. Aspects procéduraux 75
6.2.3. L'arrestation provisoire, la détention préventive et la détention de sécurité 75
6.2.4. L'exécution anticipée de peines et de mesures 77
6.2.5. Les mesures de substitution 77
6.3. Considérations relatives à la détention préventive en Suisse *78*
7. CONCLUSIONS 79

HOOFDSTUK 3. HET AFLEVEREN VAN EEN AANHOUDINGSMANDAAT 83
1. EEN HERORIËNTERING VAN DE EERSTE FASE 83
1.1. Inleiding 83
1.2. Huidige regeling en bedenkingen 83
1.2.1. De termijn van 24 uren 83
1.2.1.1. Algemeen 83
1.2.1.2. Bedenkingen van parketmagistraten en onderzoeksrechters 84
1.2.1.3. Argumenten voor het behoud van de termijn van 24 uren 85
1.2.1.4. De termijn van 24 uren en de VOV 86
1.2.1.5. Conclusie 86
1.2.2. De eerste fase van 5 dagen 87
1.3. Mogelijke voorstellen aangaande de eerste fase 88
1.3.1. Belangrijkste bedenkingen 88
1.3.2. Verschillende soorten aanhoudingsmandaten 89
1.3.3. Een minimumperiode voor de onderzoeksrechter 90
1.3.4. Een verder stimuleren van de VOV in de eerste fase 90
1.3.5. De bijstand van een raadsman tijdens de ondervraging 90
1.3.6. Conclusies 91
2. UN SEUIL D'ADMISSIBILITÉ OU UNE LISTE D'INFRACTIONS ? 92
2.1. Les choix du passé 93
2.1.1. La gravité des faits reprochés 93
2.1.2. Le choix du seuil de la peine 94
2.1.3. Le rejet d'une liste d'infractions 96
2.2. Les orientations récentes 97
2.2.1. En amont de la création des listes d'infractions 98
2.2.1.1. Les écoutes 98
2.2.1.2. L'enquête proactive 100
2.2.1.3. Les analyses ADN 101
2.2.2. Mise en perspective des éléments conduisant au choix d'une liste 103
2.3. Discussions en vue d'une réforme 105
2.3.1. Une détention préventive limitée aux infractions graves 105
2.3.2. Une liste positive d'infractions : une méthode à privilégier 108
3.3.3. Une liste à la mesure de l'ampleur de la limitation souhaitée 109
2.3.4. L'analyse exploratoire pour simuler les effets des décisions politiques 111
2.3.5. Conclusions 117
3. OVERIGE CRITERIA 118
3.1. De motiveringsplicht 118
3.1.1. Algemeen 118
3.1.2. Een strenge motivering: een slag in het water? 119
3.1.3. Misdrijfkenmerken versus daderkenmerken 120
3.2. De volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid 122
3.3. De drempel van 15 jaar opsluiting 122
3.4. Recidivegevaar 123
3.4.1. Evaluatie van het criterium 123
3.4.2. Het behoud van het criterium recidivegevaar 124
3.4.3. Verdere analyse van het criterium 125
3.4.4. Andere denkpistes 127
3.5. Vluchtgevaar 127
3.5.1. Algemeen 127

3.5.2. Bespreking van het criterium 128
3.6. Collusiegevaar 129
3.7. De invoering van het proportionaliteitsbeginsel als nieuw criterium?..... 130
3.8. Conclusie..... 130
4. DE GROTE AUTONOMIE VAN DE ONDERZOEKSRECHTER..... 131

HOOFDSTUK 4. DE DUUR VAN DE VOORLOPIGE HECHTENIS..... 133

1. DE HUIDIGE REGELING 134
1.1. De onderzoeksrechter..... 134
1.2. De controle door de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling 134
1.3. De regeling van de rechtspleging..... 135
1.4. De vonnisfase 136
1.5. De redelijke termijn..... 136
2. DE PRAKTIJK 138
2.1. De selectie van "afgesloten" dossiers 138
2.2. Welke instantie neemt welke beslissing?..... 140
2.2.1. De onderzoeksrechter..... 140
2.2.2. De raadkamer 140
2.2.3. De kamer van inbeschuldigingstelling 141
2.3. De regeling van de rechtspleging..... 142
2.4 Het hoger beroep en de duur van de voorlopige hechtenis..... 142
2.5 Conclusies 142
3. HET BEHOUD VAN DE MAANDELIJKSE CONTROLE DOOR DE RAADKAMER..... 144
4. HET HOGER BEROEP 144
4.1. De afschaffing van het hoger beroep tegen de eerste beschikking van de RK..... 145
4.2. De beperking of afschaffing van het hoger beroep 146
4.3. De verlenging van de geldigheidsduur van het arrest van de KI..... 147
5. DE REGELING VAN DE PROCEDURE 149
6. DE VERDERE VERSTERKING VAN DE ONAFHANKELIJKHEID VAN DE OR..... 150
7. DE AFSCHAFFING VAN HET HOGER BEROEP TEGEN DE EERSTE BESCHIKKING VAN DE RK EN DE UITBREIDING VAN DE AUTONOMIE VAN DE OR TOT DE TWEEDE RK 152
8. INTRODUIRE DES DURÉES MAXIMALES ?..... 153
8.1. Agir sur la durée de la phase préparatoire au procès..... 154
8.1.1. Le cadre juridique de la phase préparatoire au procès 155
8.1.1.1. La phase de l'instruction 155
8.1.1.2. La phase de jugement..... 157
8.1.2. Propositions..... 158
8.1.3. Conclusions 162
8.2. Agir sur la durée de la détention préventive..... 163
8.2.1. Un projet rarement - mais déjà - discuté 163
8.2.2. Considérations critiques et positionnement..... 165
8.2.3. Propositions..... 167
8.2.3.1. Des durées maximales pour quelle phase de la procédure ? 167
8.2.3.2. Les critères permettant une différenciation des délais 169
8.2.4. L'analyse exploratoire pour simuler les effets des décisions politiques 171
8.2.5. Conclusions 174

HOOFDSTUK 5. DE VRIJHEID ONDER VOORWAARDEN 175

1. ALGEMEEN 175
2. MATERIËLE EN FORMELE VEREISTEN 176
3. DE BEVOEGDE INSTANTIES 178
3.1. De onderzoeksrechter 178
3.1.1. Vóór tussenkomst van de Raadkamer 178
3.1.2. Na tussenkomst van de Raadkamer 179
3.2. De onderzoeksgerechten 180
3.3. De vonnisgerechten 181
4. DE VOORWAARDEN 182
4.1. De open categorie 182
4.1.1. Algemeen 182
4.1.2. Beperkingen 182
4.1.3. Herstelmaatregelen, dienstverlening en vorming 183
4.1.4. Zuivere controlemaatregelen 184
4.1.5. Hulpverlening 184
4.2. De borgsom 184
4.3. Conclusie 185
5. VERLOOP VAN DE MAATREGEL 185
5.1. Een verlengbare maximumtermijn van drie maanden 185
5.2. Wijziging, opheffing en vrijstelling van de voorwaarden 185
6. CONTROLE EN SANCTIES 187
6.1. De controle 187
6.2. Sanctie bij niet-naleving van de voorwaarden 188
7. EEN APARTE INSTANTIE DIE OORDEELT OVER HET VERLOOP VAN DE VOV? 189
8. CONCLUSIE 190

CONCLUSIONS - PROPOSITIONS 191

CONCLUSIES – VOORSTELLEN 203

DEEL II - PARTIE II

1. SITUERING EN INITIËLE VRAAGSTELLING 223
1.1. Belang van het kwantitatief onderzoek 223
1.2. Initiële vragen 223
1.3. Aangewezen en gehanteerde gegevensbronnen en data 224
2. OPZET VAN HET ONDERZOEK 224
2.1. Omschrijving van de gevraagde extractie (1999-2003) 224
2.2. Structuur aangeleverd databestand (jaar 2003) 226
2.3. Keuze van teleenheid (jaar 2003) 227
3. FASERING VAN HET ONDERZOEK (JAAR 2003) 227
3.1. Studie aangeleverde databestanden (jaar 2003) 228
3.2. Doorvoeren van initiële correcties (jaar 2003) 228
3.3. Opmaak definitief werkbestand (jaar 2003) 228
4. ANALYSES (1999-2003) 234
4.1. Socio-biografisch profiel (jaar 2003) 235
4.1.1. Geslacht 235
4.1.2. Leeftijd 235
4.1.3. Nationaliteit 236

4.2. Delictkenmerken, en straf(proces)rechtelijke en penitentiaire indicatoren *239*
4.2.1. Wettelijke toestand, jaar van opsluiting en verdeling van de mandaten naar maand 239
4.2.2. Gevangenis 242
4.2.3. Gerechtelijk arrondissement 243
4.2.4. Misdrijfgegevens 246
4.3. Durées de la détention préventive (période 1999-2002 et année 2003) *252*
4.3.1. Analyse de la durée globale de la détention préventive jusqu'à une première condamnation 252
4.3.1.1. Fondements méthodologiques de la sélection des données 252
4.3.1.2. Mode de calcul de la durée de détention préventive globale jusqu'à condamnation 253
4.3.1.3. Présentation des résultats 254
4.3.2. Analyse de la durée globale de détention préventive sous statut de condamné non définitif 255
4.3.2.1. Considérations méthodologiques 256
4.3.2.2. Présentation des résultats 256
4.3.3. Analyse de la durée de la détention préventive entre l'arrestation et le règlement de la procédure 258
4.3.3.1. Fondements méthodologiques de la sélection des données 258
4.3.3.2. Mode de calcul de la durée de détention préventive jusqu'au règlement de la procédure 259
4.3.3.3. Présentation des résultats 260
4.3.3.4. Simulations de limitation du champ d'application et/ou de la durée de détention préventive 268
4.4. Verloop van de procedure (jaar 2003) *272*
4.4.1. Opzet en methodologische aspecten 272
4.4.2. Belangrijkste vaststellingen 273
4.4.2.1. 'Afgesloten' dossiers 275
4.4.2.2. Beëindiging eerste fase 276
4.4.2.3. Vatting van de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van beroep . 279
4.4.2.4. Genomen beslissing door de Kamer van Inbeschuldigingstelling in graad van beroep 285
4.4.2.5. Invloed van de beslissing van de Kamer van Inbeschuldigingstelling op de beslissing van de Raadkamer 286
4.4.2.6. Impact van de afschaffing van het hoger beroep ten aanzien van de eerste beslissing door de Raadkamer 287
4.4.2.7. Duur van de eerste fase van de voorlopige hechtenis (tot maximaal de verwijzingsbeslissing) naargelang beroep of niet 287

CONCLUSIES 291

CONCLUSIONS 297

BIJLAGE 1 303
BIJLAGE 2 321
BIJLAGE 3 323

DEEL III - PARTIE III

1. INTRODUCTION 327
2. LA DEFINITION DES INDICATEURS RELATIFS AUX "PREVENUS DETENUS" 327
3. OBSERVATION DES SERIES RECONSTITUEES 329
3.1. L'indicateur comprenant tous les « détenus sans condamnation définitive » et rapporté à la population carcérale (Graphique 1) 329
3.2. L'indicateur comprenant tous les détenus sans condamnation définitive et rapporté au nombre d'habitants 330
3.3. L'indicateur ne comprenant que les « détenus non jugés » et rapporté à la population carcérale 331
3.4. L'indicateur ne comprenant que les « détenus non jugés » et rapporté au nombre d'habitants 331
3.5. Quelques remarques générales 332

BIBLIOGRAFIE / BIBLIOGRAPHIE 345

Liste des publications du Département de Criminologie
Publicatielijst van de Hoofdafdeling Criminologie

Actualisée en janvier 2006 – Geactualiseerd in januari 2006

Ouvrages - Boeken

VANNESTE C., *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, L'Harmattan, collection Logiques Sociales, série Déviance et Société, 2001, 229 p.

Contributions à des revues et à des ouvrages collectifs
Bijdragen in tijdschriften en verzamelwerken

2005

RENARD B., Faillibilité de la preuve scientifique et exigences de fiabilité. Quelles attentes du droit pénal ?, in *Police technique et scientifique.* Les exigences d'une preuve fiable, RENARD B. (ss dir), Actes de la journée d'étude organisée à Louvain-La-Neuve le 16 décembre 2004 par le Centre d'Etudes sur la police, Politeia/CEP, Bruxelles, décembre 2005, 15-29.

MAES E., Beknopte schets van de historische evolutie van de wettelijke onderbouw van het penitentiair regime (1830-2005), in VERBRUGGEN F., VERSTRAETEN R., VAN DAELE D., SPRIET, B. (eds), *Strafrecht als roeping, Liber amicorum Lieven Dupont* (Reeks Samenleving, Criminaliteit & Strafrechtspleging), Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2005, vol. 31A, 487-504.

VAN CAMP, T., RUBBENS, A., Tien jaar slachtofferbeleid in België : stand van zaken en kritische reflectie, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, mei 2005, 78-84.

DE FRAENE D., LEMONNE A., NAGELS C., Débats autour de la victime : entre science et politique, in *Quelles places pour les victimes dans la justice pénale ?*, La Revue de la Faculté de droit de l'U.L.B., vol.31, 2005, 55-92.

VANFRAECHEM I., LEMONNE A., Victim-Offender Mediation for Juveniles in Belgium, in *Victim-Offender Mediation with Youth Offenders in Europe*, MESTITZ A., GHETTI S. (eds), Dordrecht, Kluwer International, Spring 2005, 181-209.

VANNESTE C., coll. GOEDSEELS E., DETRY I., Pour une histoire chiffrée de quarante années de « protection de la jeunesse » quelques repères utiles, in CHRISTIAENS J., DE FRAENE D., DELENS-RAVIER I (éd.), *Protection de la jeunesse. Formes et réformes*, Bruylant, Bruxelles, 2005, 3-26.

VANNESTE C., coll. DELTENRE S., DETRY I., GOEDSEELS E., JONCKHEERE A, MAES E., De la production à l'exploitation statistique : l'intervention scientifique dans tous ses états, in VESENTINI F. (dir.), *Les chiffres du crime en débat. Regards croisés sur la statistique pénale en Belgique (1830-2005)*, Académia-Bruylant, 193-217.

VANNESTE C., « Origine étrangère » et processus décisionnels au sein des tribunaux de la jeunesse, in *Délinquance des jeunes et justice des mineurs. Les défis des migrations et de la pluralité ethnique - Youth Crime and Juvenile Justice. The challenge of migration and ethnic diversity*, QUELOZ N., BÜTIKOFER REPOND F., PITTET D., BROSSARD R., MEYER-BISCH B. (éd.), Editions Staempfli, Collection KJS – CJS (Crime, Justice and Sanctions), Volume 5, Berne, 2005, 631-650.

MAES E., De externe rechtspositie van (veroordeelde) gedetineerden, *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, 2005 (1e kwartaal), 33-55.

GOEDSEELS E., VANNESTE C., DETRY I., Gerechtelijke statistieken inzake jeugddelinquentie en jeugdbescherming : een (grote) stap vooruit, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk,* 2005, 56-69.

2004

MAES E., Vijf jaar justitiehuizen : enkele cijfers over de werking van de justitiehuizen tijdens de periode 1999-2002, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2004 (november-december), nr. 6, 73-109.

RENARD B., Quelques méandres du processus de légalisation des méthodes particulières d'enquête. La loi du 6 janvier 2003, un produit fini ?, in *Les méthodes particulières de recherche. Premier bilan de la loi du 6 janvier 2003*, DESSEILLE M. Actes de la demi-journée d'étude organisée à Bruxelles le 22 mars 2004 sur ce thème par le Centre d'Etudes sur la police, Politeia/CEP, Bruxelles, 15-32.

RENARD B., LERICHE A., Deskundigenonderzoek, in *Postal memorialis*, Verbo D15, Kluwer, maart 2004, 30.

RENARD B., VANDRESSE C., La Belgique ou l'incrimination de l'organisation criminelle comme soutien des techniques d'enquête, in *Criminalité organisée : des représentations sociales aux définitions juridiques*, CESONI M. L. (ss dir.), Georg Librairie de l'Université (Genève), LGDJ (Paris), Bruylant (Bruxelles), 2004, 361-500.

DELTENRE S., MAES E., Pre-trial detention and the overcrowding of prisons in Belgium. Results from a simulation study into the possible effects of limiting the length of pre-trial detention, *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 2004, nr. 4, 348-370.

DE PAUW W., DELTENRE S., HENDRICX C., WILLEMS M., Tien jaar veroordelingstatistiek, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2004, 4, 82-92.

DELTENRE S., MAES E., Simulation de l'impact de quelques changements législatifs en matière de détention avant jugement, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2004, 1, 83-117.

GOETHALS J., MAES E., Voorwaardelijke invrijheidstelling. Nederland en België door een criminologische bril, *Tijdschrift voor Criminologie*, 2004 (Jubileumuitgave - 30 jaar NVK, 45 jaar TvC: Criminologie in Nederland - Een Vlaamse spiegel), 30-41.

VANNESTE C., L'exécution des peines. L'usage de la prison de 1830 à nos jours, in *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden - Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, HEIRBAUT D., ROUSSEAUX X., VELLE K. (éd.), Die Keure - La Charte, 2004, 103-122.

DUPONT-BOUCHAT M.S., CHRISTIAENS J., VANNESTE C., Jeunesse et justice (1830-2002), in *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden - Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, HEIRBAUT D., ROUSSEAUX X., VELLE K. (éd.), Die Keure - La Charte, 2004, 125-157.

VANNESTE C., Les statistiques en matière de délinquance juvénile et de protection de la jeunesse : un état de la situation, in *La réaction sociale à la délinquance juvénile. Questions critiques et enjeux d'une réforme*, Les Dossiers de la Revue de Droit Pénal et de Criminologie, la Charte, 2004, n° 10, 117-132.

DETRY I., VANNESTE C., Le dessaisissement : une pratique insaisissable ?, in *La réaction sociale à la délinquance juvénile. Questions critiques et enjeux d'une réforme*, Les Dossiers de la Revue de Droit Pénal et de Criminologie, la Charte, 2004, n° 10, 185-207.

MAES E. , De externe rechtspositie van (veroordeelde) gedetineerden, *Ad Rem, Tijdschrift van de Orde van Vlaamse Balies*, 2004, speciale editie (Themanummer gevangeniswezen) 12-29.

DETRY I., VANNESTE C., Une image chiffrée du recours au dessaisissement, *Journal du Droit des Jeunes*, janvier 2004, n° 231, 23-30.

2003

RENARD B., Au croisement de la recherche proactive et des écoutes téléphoniques : construction et danger du mutualisme légistique, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2003, 3, 321-359.

DELTENRE S., GUILLAIN, C., Du classement sans suite à la détention préventive : de la différenciation sociale appliquée par le système pénal aux usagers de drogues, in *L'usage pénal des drogues*, KAMINSKI D. (éd.), Bruxelles, De Boeck Université, Coll. "Perspectives criminologiques", 2003, 175-193

MAES E., PUT J., Armoede en vrijheidsberoving: een vicieuze cirkel ?, in *Jaarboek Armoede en Sociale Uitsluiting*, VRANKEN J., DE BOYSER K., DIERCKX D. (eds.), Leuven/Leusden, Acco, 2003, 187-208.

MAES E., Een blik op drie jaar besluitvormingspraktijk van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling (1999-2001), *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2003, nr. 4 (juli-augustus), 400-415.

N° complet de la *Revue de Droit Pénal et de Criminologie de février 2003* - Actes de l'Interlabo du GERN du 23 mars 2001 :

VANNESTE C., Analyse de processus de décision en différentes phases et branches du système d'administration de la justice pénale, *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 131-132.

RENARD B., La mise en œuvre et le suivi de l'enquête de recherche proactive : étude qualitative des facteurs influençant le processus de décision, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 133-167.

DELTENRE S., De l'impact des processus de décision relatifs aux condamnations prononcées sur l'évolution de la population pénitentiaire belge entre 1994 et 1998, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 168-20.

MAES E., Développements récents dans le processus décisionnel relatif à la libération conditionnelle en Belgique. De quelques aspects quantitatifs et qualitatifs, *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 206-231.

VANNESTE C., Les logiques décisionnelles des magistrats du parquet et des juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2003, 2, 225-256.

2002

VANNESTE C., Délinquance et scolarité : regards croisés sur les résultats de différentes recherches, article destiné à *Custodes*, non publié (arrêt de la revue), 2002.

RENARD B., De l'automatisation de l'information policière à la systématisation de son traitement : quand les logiques de contrôle s'appuient sur les développements des technologies de l'information, in *La gestion de l'information, Seconde partie : Les contours de l'information et (les limites de) son usage*, RENARD B. (ss dir.), *Manuel de la Police*, 2002, 65, 111-133.

RENARD B., La gestion de l'information dans le cadre de la réforme des polices en Belgique, in *La gestion de l'information, Première partie : la réforme et ses impacts*, RENARD B. (ss dir.), *Manuel de la Police*, 2002, 64, 5-50 + addendum dans *Manuel de la Police*, 2002, 65, 135-141.

RENARD B., Quand l'expression de la vérité est attribuée au corps - Etat des lieux et quelques questionnements sur la légitimité de l'utilisation du polygraphe en procédure pénale, in *La Criminalistique, du mythe à la réalité quotidienne*, LERICHE A. (éd.), Kluwer, Bruxelles, 2002, 363-396.

VANNESTE C., Des logiques socio-économiques à leur traduction pénale : l'exemple de la Belgique de 1830 à nos jours, in *Sociétés et représentations, La vie judiciaire*, CREDHESS, Paris, sept. 2002, n° 14, 213-227.

DELTENRE S., MAES E., Overbevolkte gevangenissen op de beklaagdenbank. Kan een begrenzing van de duur van de voorlopige hechtenis effectief bijdragen tot een 'ontvolking' van onze gevangenissen?, *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 2002, nr. 1, 6-31.

MAES E., PIETERS F., De hervorming van de voorwaardelijke invrijheidstelling in Frankrijk. Zijn er ook lessen te trekken voor de Belgische situatie?, *Tijdschrift voor Strafrecht. Jurisprudentie, nieuwe wetgeving en doctrine voor de praktijk*, 2002, nr. 1 (maart), 2-15.

MAES E., Naar een nieuwe wettelijke regeling van de voorwaardelijke invrijheidstelling in België? Enkele beschouwingen over de voorwaardelijke invrijheidstelling en de mogelijke oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2001, nr. 6 (november-december), 541-570, err. 2002, nr. 2, (maart-april), 187.

MAES E., Studie van de evolutie van de gedetineerdenpopulatie volgens misdrijfcategorie (1980-1998), *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2002, nr. 4 (juli-augustus), 340-350.

MAES E., Het leven zoals het was (is) …in de gevangenis. Beknopte schets van de historische evolutie van het Belgische gevangeniswezen aan de hand van de belangrijkste penitentiaire regelgeving, in *Gevangen in de tijd, naar een museum over vrijheidsberoving*, VAN ROYEN, H. (ed.), Referatenboek van de studiedag georganiseerd op 18 mei 2001 in het Vormingscentrum Dr. Guislain te Gent, en ingericht door de vzw Gevangenismuseum en het Dr. Guislainmuseum, Merksplas, 2002, 35-53.

RENARD B., LERICHE A., L'expertise judiciaire au pénal, in *Postal memorialis - Lexique du droit pénal et des lois spéciales*, Verbo E 180, Kluwer, juin 2002, 28.

DELTENRE S., MAES E., Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis, *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2002, nr. 3 (mei-juni), 196-211.

MAES E., Het nieuwe wettelijke kader. Historiek, inhoud en commentaren, *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, maart 2002, 7-41 (overname van Deel 1 'Het nieuwe wettelijke kader: historiek, inhoud en commentaren' uit het onderzoeksrapport 'De V.I.-commissies in actie' in een door de redactie herwerkte versie).

MAES E., De V.I.-commissies 'aan de bak'. Het functioneren van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling geobserveerd (eerste werkingsjaar – 1999), *Metanoia, Driemaandelijks contactblad Katholieke Aalmoezeniersdienst bij het gevangeniswezen*, maart 2002, 48-64.

2001

RENARD B., Quand l'expression de la vérité est attribuée au corps – Etat des lieux et quelques questionnements sur la légitimité de l'utilisation du polygraphe en procédure pénale, *Manuel de la Police*, 2001, 59, 155-188.

VANNESTE C., Pénalité, criminalité, insécurité ... et économie, in *Délinquance et insécurité en Europe. Vers une pénalisation du social?*, MARY P., PAPATHEODOROU T. (éd.), Groupe Européen de Recherches sur la Justice pénale, Bruylant, Bruxelles, 2001, 47-95.

VANNESTE C., Een onderzoek over de beslissingen genomen door de parketmagistraten en de jeudgrechters, *Tijdschrift voor Jeugdrecht en Kinderrechten*, december 2001/5, 193-202.

VANNESTE C., Une recherche sur les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse, *Journal du Droit des Jeunes*, septembre 2001, n° 207, 5-12.

MAES E., De V.I.-commissies 'aan de bak'. Het functioneren van de (Nederlandstalige) commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling geobserveerd (eerste werkingsjaar – 1999), *Fatik, Tijdschrift voor strafbeleid en gevangeniswezen*, 2001, nr. 91 (september), 4-14.

2000

VANNESTE C., L'évolution de la population pénitentiaire belge de 1830 à nos jours : comment et pourquoi ? Des logiques socio-économiques à leur traduction pénale, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2000, 6, 689-723.

DELTENRE S., LEBRUN V., La nouvelle directive à l'égard des usagers de drogue : changement de politiques ? Entre pénalisation de l'usage et usages de la pénalisation, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2000, 5, 534-570.

LECLERCQ S., RENARD B., Quel gage de fiabilité pour un alibi technologique ?, *Sécurité privée*, 2000, 6, 20-26.

RENARD B., VAN RENTERGHEM P., LERICHE A., Bespreking van de wet betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken, *Vigiles, Tijdschrift voor politierecht*, 2000, 4, 120-132.

RENARD B., VAN RENTERGHEM P., LERICHE A., Discussion de la loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Vigiles, Revue du droit de la police*, 2000, 4, 120-132.

MAES E., Het wettelijk kader: korte historiek, inhoud en commentaren, in *Voorwaardelijke invrijheidstelling: wetgeving, predictie en begeleiding*, GOETHALS J., BOUVERNE-DE BIE M. (ed.), Gent, Academia Press, 2000, 1-57.

1999

VANDERBORGHT J., Het doel heiligt de middelen ? Proactieve recherche in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit, in *De proactieve recherche/La recherche proactive, Custodes*, 1999, 1, 13-32.

HAVELANGE B., RENARD B., L'analyse criminelle et la protection de la vie privée, ou les dangers de remplacer Hercule Poirot par un processeur, in *Droit des technologies de l'information : regards prospectifs*, MONTERO E. (éd.), Les 20 ans du CRID, coll. Les Cahiers du CRID, n° 16, Bruxelles, Bruylant, 1999, 217-232.

VANNESTE C., DUPIRE V., MAES E., Het N.I.C.C. en het onderzoek naar de nieuwe procedure van voorwaardelijke invrijheidstelling, *Winket, Tijdschrift van de Federatie van Vlaamse Gevangenisdirecteurs*, 1999, 40-46.

Collection des rapports et notes de recherche
Collectie van onderzoeksrapporten en onderzoeksnota's

Actualisée en janvier 2006 – Geactualiseerd in januari 2006

N° 15b RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Het statuut van de deskundige in strafzaken*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2005, (gedeeltelijke vertaling).

N° 15a RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Le statut de l'expert en matière pénale*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2005, 405 p.

N° 14 GOOSSENS F., MAES E., DELTENRE S., VANNESTE C. (dir.), *Projet de recherche relatif à l'introduction de la surveillance électronique comme peine autonome / Onderzoeksproject inzake de invoering van het elektronisch toezicht als autonome straf*, Rapport final de recherche / Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, octobre/oktober 2005, 204 p. + bijl./annexes.

N° 13 DAENINCK P., DELTENRE S., JONCKHEERE A., MAES E., VANNESTE C. (dir.), *Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive / Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*, Rapport final de recherche / Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, mars/maart 2005, 367 p.

N° 12 RENARD B., DELTENRE S., *L'expertise en matière pénale - Phase 1: Cartographie des pratiques*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, juin 2003, 138 p. + annexes.

N° 11 DELTENRE S., MAES E., *Analyse statistique sur base de données de condamnations : plus-value et applications concrètes / Statistische analyse aan de hand van de veroordelingsgegevens : meerwaarde en praktijkvoorbeeld*, Notes de recherche / Onderzoeksnota's, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2000-2002.

N° 10 MAES E., *Studie van de evolutie van de gedetineerdenpopulatie volgens misdrijfcategorie (1980-1998)*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, september 2001, 15 p. + bijlagen.

N° 9 DELTENRE S., MAES E., *Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis / Simulations de l'impact de quelques modifications législatives en matière de détention préventive*, Onderzoeksnota's/Notes de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie / Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, 2001.

N° 8b VANNESTE C., *De beslissingen genomen door de parketmagistraten en de jeugdrechters ten aanzien van delinquente minderjarigen*, Eindrapport (vertaling), Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, dec. 2001, 206 p. + bijlage.

N° 8a VANNESTE C., *Les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, Bruxelles, juin 2001, 205 p. + annexes.

N° 7 RENARD B., *L'usage du polygraphe en procédure pénale; analyse procédurale*, Note d'étude - Partie III de l'avis pour le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs généraux sur l'usage du polygraphe en procédure pénale belge, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, septembre 2000, 59-80.

N° 6 MAES E., DUPIRE V., TORO F., VANNESTE C. (dir.), *De V.I.-commissies in actie. Onderzoek naar de werking van de in het kader van de nieuwe V.I.-wetgeving (wetten van 5 en 18 maart 1998) opgerichte commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling / Les commissions de libération conditionnelle en action. Recherche sur le fonctionnement des commissions de libération conditionnelle créées dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la libération conditionnelle (lois des 5 et 18 mars 1998)*, Eindrapport/Rapport final de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie / Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, augustus/août 2000, 355 p. + bijl./annexes.

N° 5 MORMONT, C. (dir.), VANNESTE, C. (dir.), TORO, F., MARSDEN, E., SNIJDERS, J., *Etude comparative dans les 15 pays de l'Union Européenne relative au statut et modalités de l'expertise des personnes présumées ou avérées abuseurs sexuels*, Rapport final de la recherche co-financée par la Commission européenne et le Ministère de la Justice belge, Programme européen STOP, Université de Liège et Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie, octobre 1999, 192 p. + résumés en néerlandais (11 p.) et anglais (11 p).

N° 4 RENARD B., VANDERBORGHT J., *Recherche Proactive, révélateur d'une approche nouvelle ? Etude relative à la recherche proactive dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée/ Proactieve Recherche, exponent van een vernieuwde aanpak ? Onderzoek naar de proactieve recherche in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Rapport final de recherche/Eindrapport, Bruxelles/Brussel, septembre/september 1999, 386 p.

N° 3 SNACKEN S. (dir.), DELTENRE S., RAES A., VANNESTE C., VERHAEGHE P., *Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions / Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie / Vrije Universiteit Brussel, Bruxelles/Brussel, 1999, 244 p.

N° 2 SNACKEN S. (dir.), DE BUCK K., D'HAENENS K., RAES A., VERHAEGHE P., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie / Vrije Universiteit Brussel, Brussel, 1997, 174 p.

N° 1 DE BUCK K., D'HAENENS K., *Electronic Monitoring*, Studienota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, 1996, 40 p.